

Mémoire de recherche

présenté dans le cadre
du Master 2 de Science Politique
Option Études Africaines

*sous la direction
de Jérôme Valluy*



RETROUVER LE TOGO :
Différenciation, mobilité et inégalités sociales en migration,
le cas du retour de la diaspora togolaise

par

Hugo BREANT
(numéro d'étudiant : 10522786)

Juin 2010

**Université Paris 1
Panthéon - Sorbonne
UFR 11 - Science Politique
Année académique 2009 - 2010**

« Autrefois, l'homme n'avait qu'un corps et une âme. Aujourd'hui, il lui faut en plus un passeport, sinon il n'est pas traité comme un homme. »

Stefan Zweig, dans Le monde d'hier, Souvenirs d'un Européen, 1944.

« Si une réflexion qui prend en compte les aspects humanitaires, psychologiques, affectifs et culturels, n'est pas à l'ordre du jour, il est totalement illusoire de continuer à investir dans une politique dite de "réinsertion". Une fois encore, il faut cesser de voir le fait migratoire comme un processus de flux monolithiques et uniformes, que l'on traite à coup de réglementations dissuasives de plus en plus rigides et frileuses. Ne serait-il pas temps de voir que l'immigration, ce sont des histoires de vie toutes différentes, qui concernent des personnes sensibles et aux parcours hétérogènes ? »

PETEK-SHALOM Gaye, « Peut-on encore parler de politique de réinsertion ? », Hommes et migrations, Numéro 1236, « Retours d'en France », Mars-Avril 2002, page 57.

Sommaire

Remerciements	1
Liste des abréviations	2
Carte du Togo.....	3
Chapitre introductif	4
1- Retour et développement, le nouveau paradigme international	4
2- Les migrations de retour, une thématique montante mais encore impensée	6
a) La faiblesse des données statistiques.....	7
b) Des préjugés sociaux et politiques liés au retour des « immigrés »	8
c) Et si l'on se posait les mauvaises questions ?.....	11
d) L'institutionnalisation de typologies peu significatives.....	16
3- La différenciation sociale comme nouvel axe de réflexions	18
a) Hypothèse centrale	18
b) La mise en place de la méthodologie	21
c) Le plan adopté	29
Partie 1 : Les politiques publiques du retour en France et au Togo : une gestion différenciée des catégories sociales en migration.....	31
1- L'aide française au retour des immigrés précaires.....	31
a) Des aides au retour au co-développement.....	36
b) Des politiques publiques à géométrie sociale variable.....	38
2- Une politique migratoire togolaise visant le retour des élites	40
a) L'intérêt encore balbutiant du Togo pour sa diaspora.....	40
b) Une politique migratoire en formation.....	46
c) L'implication des élites grâce au programme PNUD-Primature.....	48
3- Des politiques qui favorisent la circulation et le retour des élites.....	53
Partie 2 : Le retour comme injonction à la réussite sociale.....	55
1- Revenir, c'est être assimilé à un Européen... ..	56
a) Des changements culturels diversement perçus par les émigrés	57
b) La remise en question par les familles de l'authenticité de l'émigré de retour.....	58

c) Se conformer aux attentes pour désamorcer les critiques.....	61
2- ... et devoir assumer le mythe du « Blanc »	63
a) Posséder un peu de la richesse du Blanc et la distribuer	65
b) Le devoir d'afficher sa réussite	68
c) Un mythe entretenu par tous	70
3- Des injonctions différentes selon les profils sociaux	73
Partie 3 : La valorisation de l'apprentissage migratoire par le retour	79
1- La valorisation programmée d'une migration majoritairement étudiante.....	80
a) Une nécessité socialement valorisée	80
b) Une réalité encadrée.....	82
2- Une prime aux migrants de retour inégalement répartie	85
a) La nécessité de s'appuyer sur une famille bien implantée	86
b) Accroître ses chances en diversifiant les sources de capital social	89
c) Un retour à Lomé qui se prépare	93
3- Une reproduction de l'élite par la migration de retour.....	95
a) L'émigration, un luxe que peu de Togolais peuvent se payer.....	95
b) La diaspora, vivier de l'élite nationale togolaise.....	98
Partie 4 : Le retour comme producteur d'ascension sociale	100
1- Des obstacles au retour... ..	100
a) Un bon moment pour rentrer	100
b) Des difficultés pour les migrants moins favorisés	101
2- ...contournés par les possibilités d'une ascension sociale redéfinie.....	107
a) En finir avec la vie occidentale et trouver la reconnaissance sociale.....	108
b) Retrouver une qualité de vie et un nouveau statut familial	117
c) La migration de retour crée deux élites distinctes	123
3- Une réinsertion plus ou moins difficile au Togo.....	125
a) L'isolement des émigrés de retour	126
b) La réintégration difficile des migrants issus des milieux plus populaires.....	128
Conclusion.....	131

Bibliographie	135
<i>Documents audiovisuels et ouvrages littéraires</i> :	135
<i>Rapports</i> :	135
<i>Essais politiques et enquêtes journalistiques</i> :	138
<i>Outils de travail</i> :	139
<i>Mémoires et thèses</i> :	139
<i>Ouvrages scientifiques</i> :	140
<i>Articles scientifiques</i> :	144
Webographie	149
<i>Données statistiques</i> :	149
<i>Sites institutionnels</i> :	149
<i>Sites d'organisations togolaises</i> :	150
<i>Sites d'informations togolais et africains</i> :	150
<i>Liste non exhaustive d'articles français ou togolais en ligne</i> :	151
Annexes	155
Annexe 1) Grille d'entretien :	155
Annexe 2) Le dépouillement des entretiens :	157
Annexe 3) Les entretiens réalisés :	158
Annexe 4) Le retour est dans toutes les têtes :	174
Annexe 5) Le retour comme essence même du migrant :	175
Annexe 6) Le retour comme épisode programmé :	177
Annexe 7) La diaspora togolaise, un foyer d'opposition :	178
Annexe 8) Ne pas revenir à cause de la politique :	178
Annexe 9) Les réfugiés togolais au Ghana et au Bénin en 2005 :	180
Annexe 10) Le retour, « un concept flou sans réelle définition réellement universelle » :	181
Annexe 11) Le choix du pays d'accueil chez les émigrés :	181
Annexe 12) La hausse de l'émigration togolaise :	183
Annexe 13) La plus grande partie de la diaspora togolaise vit en Afrique :	183
Annexe 14) Les données statistiques sur la présence togolaise en France.	188

Annexe 15) Aides au retour, aides aux projets de retour et co-développement :	191
Annexe 16) La répartition géographique des organisations de migrants togolais en France :	196
Annexe 17) Le refus du communautarisme au profit d'un individualisme valorisé :	197
Annexe 18) La présentation du programme de recours à la diaspora (PNUD-Primature) et la communication faite autour du projet :	200
Annexe 19) Comptes-rendus de la journée économique du Togo en France :	208
Annexe 20) Les envois de fonds de la diaspora togolaise :	211
Annexe 21) 2005-2010 : la présidence de Faure Gnassingbé, une période favorable aux retours ?	211
Annexe 22) La réinsertion familiale des deux expulsés interrogés :	212
Annexe 23) Les changements culturels perçus par les migrants après leur passage en Europe :	213
Annexe 24) Une position d'extériorité vis-à-vis du Togo :	216
Annexe 25) Gérer une double identité :	217
Annexe 26) L'émigré qui développe son pays, une idée populaire :	218
Annexe 27) La critique de l'inaction des émigrés :	220
Annexe 28) Le mythe de la richesse :	221
Annexe 29) S'attirer les bonnes grâces des émigrés :	222
Annexe 30) Le goût de l'ostentation chez les migrants de retour :	222
Annexe 31) Le soutien financier vital des émigrés dans certaines familles :	223
Annexe 32) « Comment peux-tu voir le paradis et revenir en enfer ? » :	224
Annexe 33) Connaître un européen pour partir en Europe :	224
Annexe 34) L'émigré de retour empêche les siens de partir :	224
Annexe 35) La rupture des liens avec le village :	227
Annexe 36) Injonction à la réussite sociale : le cas concret d'Essenam E. :	228
Annexe 37) Des émigrés éduqués allant poursuivre leurs études à l'étranger :	229
Annexe 38) Une majorité d'étudiants inscrits en licence et en master :	230
Annexe 39) Des études à l'étranger socialement valorisées :	233
Annexe 40) Le prototype de la migration étudiante :	234
Annexe 41) La prime au retour :	235
Annexe 42) L'indépendance acquise hors du Togo :	236

Annexe 43) Le poids des réseaux politiques :.....	237
Annexe 44) Un retour qui se prépare :	238
Annexe 45) Économie, gestion et administration, les secteurs favorisés en migration :.....	239
Annexe 46) La formation à l'étranger de l'élite politique togolaise :	241
Annexe 47) Des artistes togolais formés hors du Togo :.....	244
Annexe 48) Le poids du chômage au Togo, des données très diverses :.....	245
Annexe 49) Une réinsertion professionnelle de plus en plus difficile :.....	248
Annexe 50) La corruption au Togo :	249
Annexe 51) Une critique vive des mentalités togolaises :.....	249
Annexe 52) L'humour comme arme de la critique :	250
Annexe 53) Une perte économique au retour :.....	251
Annexe 54) Un racisme ressenti mais minimisé :	253
Annexe 55) Les difficultés de la vie en France :	254
Annexe 56) L'émigré de retour devient un « grand frère » :.....	258
Annexe 57) L'ethos de la richesse chez certains migrants de retour :	260
Annexe 58) L'isolement social des migrants de retour :	262
Index.....	263

Remerciements

Je tiens ici à remercier toutes les personnes qui m'ont permis, quelle que soit la manière, de mener à bien cette recherche, et plus particulièrement :

*Jérôme Valluy,
pour son incroyable disponibilité, son soutien constant,
ses conseils avisés et son regard critique.*

*Les étudiants du master et les doctorants de la GIRAF,
qui ont pris le temps de m'écouter, de me lire et de me donner de précieux conseils.*

*Enyo et Sebastian,
sans qui Lomé n'aurait pas été si « doux »
et pour avoir rendu mon séjour au Togo si passionnant et mes rencontres si riches.*

*Knock,
pour sa confiance et son amitié qui ont rendu tant de choses possibles.*

*Michel et Camille,
pour leur sympathie et pour les contacts qu'il ont pu me fournir.*

*Nicole Khouri,
pour m'avoir à ce point transmis ce goût de l'objet « diaspora ».*

*Françoise,
pour m'avoir aidé à tout remettre en ordre au moment opportun.*

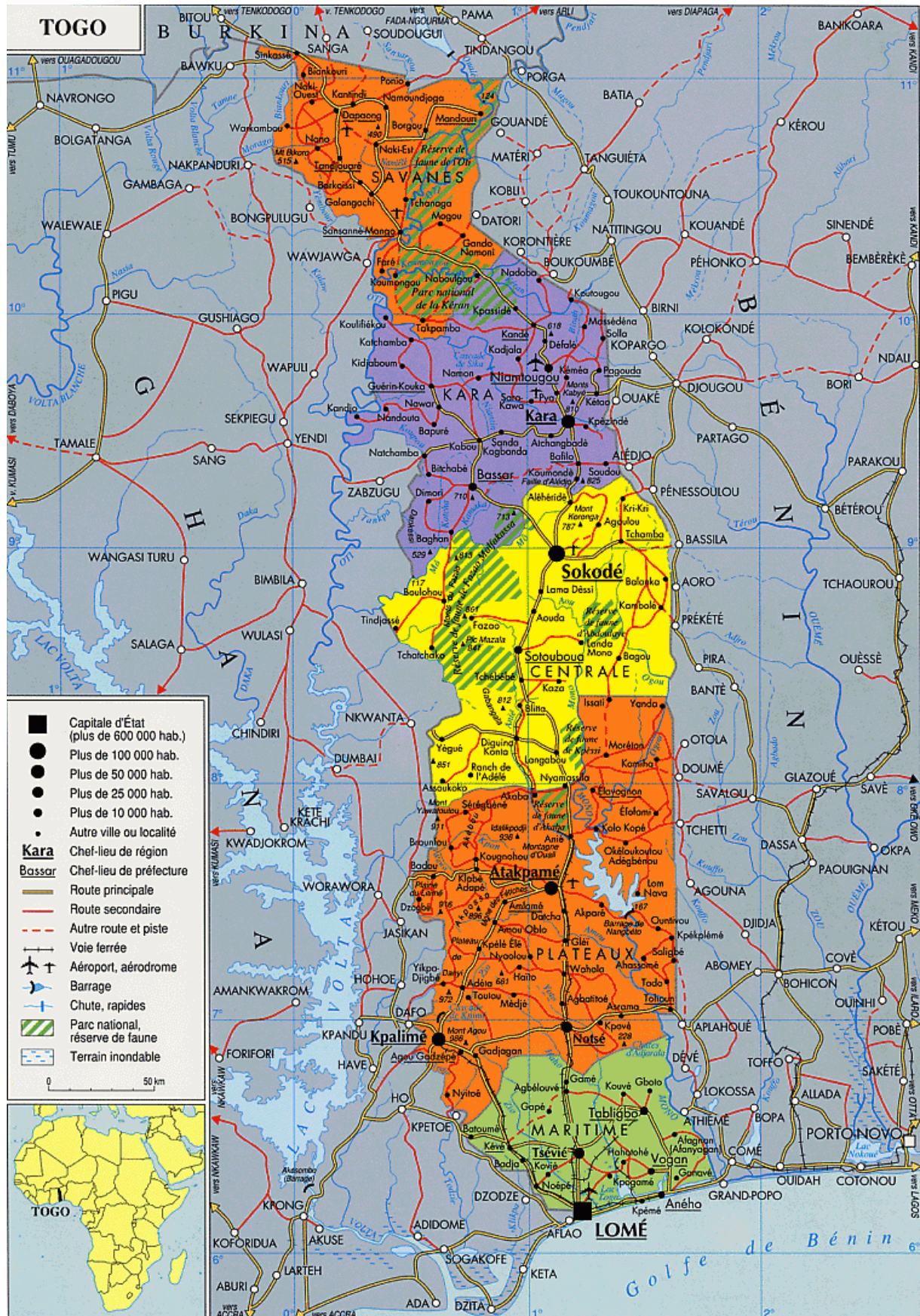
*Jeanne,
pour son soutien quotidien et indéfectible.*

*et toutes les personnes interrogées,
pour leur disponibilité, leur confiance et leur gentillesse.*

Liste des abréviations

AHEAD : Association for Higher Education and Development
ANPE : Agence Nationale pour l'Emploi
APG : Accord Politique Global
BAD : Banque Africaine de Développement
CAR : Comité d'action pour le Renouveau
CDPA : Convention Démocratique des Peuples Africains
CEDEAO : Communauté Économique des États d'Afrique Occidentale
CENI : Commission Électorale Nationale Indépendante du Togo
CRA : Centre de Rétention Administrative
DTF : Diaspora Togolaise en France
EHESS : École des Hautes- Études en Sciences Sociales
ENDA : Environnement et Développement du Tiers-Monde
FONGTO : Fédération des Organisations Non Gouvernementales du Togo
FMI : Fonds Monétaire International
FRAC : Front Republicain pour l'Alternance et le Changement
GCIM : Global Commission on International Migration
GRAD : Groupe de Réflexion et d'Action pour le Dialogue, la Démocratie et le Développement
HCR : Haut-Commissariat aux Réfugiés
INED : Institut National d'Études Démographiques
MARS : Mouvement d'Action pour le Renouveau Social
MDTE : Mouvement citoyen de la Diaspora Togolaise en Europe
MIIDS : Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement Solidaire
MIREM : Migration de retour au Maghreb
OBUTS : Organisation pour Bâtir Un Togo Solidaire
OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques
OCDI : Organisation de la Charité pour un Développement Intégral
OFII : Office Français de l'Immigration et de l'Intégration
OIM : Organisation Internationale des Migrations
OIT : Organisation Internationale du Travail
ONU : Organisation des Nations-Unies
PDP : Parti Démocratique Panafricain
PNUD : Programme des Nations-Unies pour le Développement
PRR : Parti du Renouveau et de la Rédemption
RPT : Rassemblement du Peuple Togolais
RQAN : Return and Reintegration of Qualified African Nationals
SCAC : Service de Coopération et d'Action Culturelle
SMIG : Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti
UA : Union Africaine
UE : Union Européenne
UFC : Union des Forces de Changement

Carte du Togo



Chapitre introductif

Le retour des immigrés dans leur pays d'origine est un thème récurrent dans les discours politiques français et fait partie de ces phénomènes régulièrement médiatisés qui ne manquent pas de susciter de vifs débats. L'on peut ainsi penser aux polémiques engendrées par le renvoi en octobre 2009 de trois Afghans, puis de neuf en décembre¹, ou plus anciennement au charter des 101 Maliens². Couramment liée aux « problèmes » de l'insécurité, de l'identité nationale ou de la cohésion sociale, la question de la migration a désormais une résonance très particulière dans la société française. Et même si les migrants ne représentent que 3% de la population mondiale³, les migrations internationales sont donc devenues au fil du temps un phénomène qui fascine et interroge. Objet de fantasmes communs, « fétiche » politique et curiosité médiatique, la question des migrations de retour est également une thématique qui préoccupe à l'échelle internationale.

1- Retour et développement, le nouveau paradigme international

Depuis plusieurs décennies, le sujet était avant tout marqué par une « forte charge émotionnelle »⁴ et des analyses éthiques liées aux conséquences négatives de la « fuite des cerveaux » pour les pays dits en voie de développement. Le retour des émigrés dans leur pays d'origine était alors envisagé comme une manière de réparer un « pillage »⁵ exercé par les

¹. VAN EECKHOUT Laetitia, « Malgré les protestations, neuf Afghans ont été expulsés mardi 15 décembre », *Le Monde.fr*, 16 décembre 2009. Source : http://www.lemonde.fr/societe/article/2009/12/16/malgre-les-protestations-neuf-afghans-ont-ete-expulses-mardi-15-decembre_1281402_3224.html

². Que le ministre de l'Intérieur de l'époque, Charles Pasqua, justifiait par la formule « la loi s'applique à tous ». Source : <http://www.ina.fr/fresques/jalons/notice/InaEdu01133/expulsion-de-101-maliens-par-charter>

³. Global Commission on International Migration (GCIM), « Les migrations en bref », 5 pages. Source : <http://www.gcim.org/attachements/Migration%20at%20a%20Glance%20French.pdf> Ce document reprend des sources que l'on trouve dans tous les récents rapports de la Banque mondiale, de l'OIM, de l'ONU, du PNUD ou encore du HCR. L'évolution est rapide : 82 millions en 1970 et 175 millions en 2000.

⁴. « La question des migrations scientifiques internationales soulève toujours un débat passionné où des relents émotionnels, la fréquence des lieux communs empêchent une connaissance des enjeux et des significations véritables de ce phénomène ». AMADOU DIA Ibrahim, « Déterminants, enjeux et perceptions des migrations scientifiques internationales africaines : le Sénégal », Global Commission on International Migration, Genève, Avril 2005, Numéro 32, page 2.

⁵. Cette notion de pillage donne lieu à des constats récurrents. Ainsi, l'on entend une formule se décliner à chaque occasion : il y aurait plus de cadres africains aux États-Unis qu'en Afrique, plus de médecins béninois en région parisienne qu'au Bénin, plus de médecins malawites à Manchester qu'au Malawi, etc.

pays du Nord et ainsi de restituer à un pays du Sud les compétences dont il s'estimait propriétaire, de fait⁶.

Lorsqu'au tournant des années 2000, la majeure partie des organisations internationales s'est à son tour emparé de ce sujet⁷, l'on a vu s'opérer un large changement de paradigme. Changement qui s'inscrit également dans la montée des réflexions menées dans le cadre des sciences sociales par le courant transnationaliste qui analyse les liens entretenus au-delà des frontières par les migrants et leurs proches, dans un monde globalisé⁸. Le but n'était plus alors d'opposer des États voleurs à des États volés mais de réfléchir à une formulation plus apaisée qui permette d'envisager le retour des immigrés comme un phénomène positif, à la fois pour les États d'accueil et d'origine, mais aussi pour les migrants eux-mêmes. Du *brain drain*, l'on est passé à la notion de *brain gain*⁹, c'est-à-dire de « gains potentiels de la migration internationale »¹⁰. Ce bouleversement des discours s'est soldé par l'articulation faite entre les migrations internationales et la question du développement des pays du Sud¹¹. Dès lors, les migrants de retour devenaient des acteurs majeurs du « développement par l'exil »¹² en investissant financièrement dans leur pays d'origine et en y mettant en place des projets variés. Le « co-développement » était désormais la solution à tous les problèmes. Et cette articulation s'est petit à petit imposée au sein des organisations internationales, jusqu'à

⁶. « On ne parlerait pas de "fuite" si l'on ne considérait pas tout intellectuel comme étant d'abord rattaché à un pays particulier, et ayant une certaine "obligation patriotique" de contribuer, de toute la force de ses capacités intellectuelles, à son développement, à sa prospérité et à son rayonnement ». Environnement et Développement du Tiers-Monde (ENDA-TM), *Mobilisation des diasporas qualifiées au profit du développement de leur pays d'origine : étude diagnostique*, Paris, octobre 2005, page 6.

⁷. Principalement l'UE, l'ONU, le PNUD, l'OIM et à l'échelle africaine l'UA et la BAD.

⁸. L'on peut penser notamment à certains travaux comme ceux d'Alejandro Portes ou d'Alain Tarrus. PORTES Alejandro, « La mondialisation par le bas. L'émergence des communautés transnationales », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, septembre 1999, Numéro 129, pages 15-25. ou TARRUS Alain, *Les fourmis d'Europe : migrants riches, migrants pauvres et nouvelles villes internationales*, Paris, L'Harmattan, « Logiques sociales », 1992, 207 pages.

⁹. « La Commission [sur la Population et le Développement en charge du suivi du Plan d'action adopté au Caire en 1994] a présenté une résolution qui met l'accent sur l'importance des liens entre la migration internationale et le développement et sur la nécessité de considérer le potentiel que représente la migration pour les pays d'origine, de destination et de transit. Les principales recommandations de la commission portent sur : 1) la nécessité de transformer l'exode des cerveaux en gain de cerveaux ». ELJAMRI Abdelhamid, « Réflexion : le retour entre migration et développement », Tunis, OIT, novembre 2009, page 2.

¹⁰. Banque Mondiale, « Global Economic Prospects, Economic Implications of Remittances and Migration », 2006, 160 pages.

¹¹. « On note sur la scène internationale, l'émergence d'un dialogue qui se veut positif et qui trouve ses fondements sur les thèmes du retour, de la réintégration et du développement mais également de la mobilité professionnelle et de la circularité des personnes. » ELJAMRI Abdelhamid, « Comprendre le retour et la réintégration des migrants : définitions et approches », Tunis, OIT, novembre 2009, page 4.

¹². THERWATH Ingrid, « Développement par l'exil : le cas de l'Inde », dans JAFFRELOT Christophe, LEQUESNE Christian (dir.), *L'enjeu mondial – Les migrations*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, L'Express, « Sciences Po. Les Presses », « CERi », page 261.

se transformer en véritable *doxa*¹³ qui phagocyte littéralement toute autre réflexion et redonne finalement au débat la dimension morale qu'il devait écarter, en créant l'image dominante d'un « bon » et d'un « vertueux » migrant qui participe au développement de son pays. Cette *doxa* occidentale a fini par s'imposer sur tout le continent africain et a été notamment reprise et développée lors d'une Conférence ministérielle ouest-africaine qui a eu lieu à Dakar en 2000¹⁴ et au cours de laquelle le Togo était représenté.

Il était initialement envisagé de traiter de cette liaison retour/développement dans le cas du Togo. Toutefois, lors de la phase de recherches préliminaires, puis lors des premiers entretiens, il est apparu d'une part que le Togo n'était peut-être pas le pays le mieux choisi pour engager une telle étude, et d'autre part que cette nouvelle *doxa*, si elle donnait l'impression d'un regain d'intérêt pour la question des migrations de retour, cachait en réalité une relative incapacité à expliquer ses réalités. Plutôt que de continuer à alimenter le débat sur le retour comme facteur de développement, symptomatique d'une vision très instrumentale des migrations, il a semblé préférable de renoncer à cet angle de recherche pour se concentrer plus directement sur les fondements des logiques du retour.

2- Les migrations de retour, une thématique montante mais encore impensée

Cette réorientation a été motivée par le fait qu'il a d'abord fallu se rendre à l'évidence, en dressant un constat amer : à l'heure actuelle, les migrations de retour constituent, en sciences humaines et au sein des institutions françaises et internationales, un véritable

¹³. *Doxa* entendue comme un ensemble de croyances et de pratiques sociales qui sont considérées comme normales, comme allant de soi et donc comme ne devant pas être remises en cause. Ainsi, il est rare de lire dans les rapports internationaux des voix discordantes, si ce n'est celle de l'OCDE qui a régulièrement, bien qu'assez modérément, tempéré l'enthousiasme général : « L'OCDE dans ses "Perspectives des migrations internationales 2009" affirme que "la migration confère incontestablement des avantages aux immigrants et à leur famille, mais son incidence sur le développement économique des pays d'origine reste aléatoire et généralement plutôt limitée". » ELJAMRI Abdelhamid, « Réflexion : le retour entre migration et développement », op. cit., page 3.

¹⁴. Cette reprise africaine de la *doxa* internationale a eu lieu notamment en février 2000 lors de la discussion menée à Addis-Abeba sur le retour du personnel qualifié (« Conférence on *brain drain* and capacity building in Africa »). En octobre 2000 à Dakar, lors de la conférence régionale ministérielle ouest-africaine sur la participation des migrants au développement de leur pays d'origine, les participants ont déclaré s'engager, entre autres, à « renforcer les liens entre les migrantes et les migrants et leur pays d'origine en créant, en vue d'une utilisation plus productive, les conditions favorables aux transferts des fonds et à la mobilisation de l'épargne des émigrés » et à « soutenir la réinsertion économique et productive des migrants et des migrants qui prennent l'option de retourner dans leur pays » (Conférence régionale ministérielle ouest-africaine sur la participation des migrants au développement de leur pays d'origine, « Mise en œuvre et suivi de la Déclaration de Dakar », Dakar, 13 octobre 2000, 9 pages). Elle a enfin eu lieu avec le dialogue entretenu entre la CEDEAO et l'UE lors de la conférence de Rabat en juillet 2006, puis de Paris en novembre 2008, elle-même préparée par deux réunions d'experts africains à Dakar en mars 2007 et juillet 2008. Ce partenariat euro-africain a pour but « d'établir le lien entre migration et développement et de circonscrire les effets négatifs de la migration ».

*impensé*¹⁵. En effet, si « le retour au pays » est un thème récurrent dans la littérature¹⁶ et au cinéma¹⁷, peu d'ouvrages ou d'articles scientifiques lui ont été consacrés et il n'a fait l'objet d'aucune « grande enquête quantitative pouvant mettre en évidence les tenants et les aboutissants présidant à ce "choix" »¹⁸. En revanche, de plus en plus d'organisations internationales ont publié un rapport sur le sujet.

Il est d'ailleurs frappant de remarquer qu'il y ait depuis dix ans de plus en plus d'analyses sur un thème que l'on décrit à tort comme « nouveau »¹⁹ alors que, dans le même temps, et personne ne s'en cache d'ailleurs, il est si méconnu²⁰. L'OCDE, dans un rapport visant à faire le point des connaissances sur les migrations de retour le confessait à son tour : « Si les migrations de retour sont une composante majeure des flux migratoires, la connaissance que nous en avons reste parcellaire²¹ ».

a) La faiblesse des données statistiques

Ces lacunes sont d'abord dues à un manque cruel de statistiques, à la fois au Nord et au Sud. Alors que certains États comme le Sénégal, le Mali ou les pays du Maghreb ont

¹⁵. « Les questions relatives au genre et à l'ethnicité restent largement impensées [...] tout se passe comme si étudier sociologiquement des situations que l'on redoute politiquement allait les conforter dans la réalité ». REA Andrea, TRIPIER Maryse, *Sociologie de l'immigration*, Paris, La Découverte, « Repères », Numéro 364, 2008, pages 21-22.

¹⁶. On peut citer par exemple le *Cahier d'un retour au pays natal* d'Aimé Césaire (1939), *L'énigme du retour* de Dany Laferrière (2009), *Ténèbres à midi* du Togolais Théo Ananissoh (2010) ou le livre *De l'Afrique à l'Hexagone, les espérances d'une enfance, les désillusions d'une génération* du Togolais Kodjo Léon Amégan (2009).

¹⁷. L'on peut penser au récent film de l'Éthiopien Haïlé Gérïma, *Teza* (2008) ou à *Little Sénégal* de Rachid Bouchareb (2001).

¹⁸. BASTHERON Françoise, MICHEL Maurice, « Rapport sur les immigrés vieillissants », *Inspection générale des affaires sociales*, novembre 2002, page 14.

¹⁹. « Le phénomène de retour, bien que partie intégrante de la question migratoire, apparaît de nos jours comme un concept nouveau en raison des fortes implications politiques, économiques et sociales qu'il induit. [...] La migration de retour est en fait un phénomène nouveau imposé par des considérations économiques qui obligent les pays d'accueil et les pays d'origine à penser le retour des migrants mais aussi à appréhender de plus en plus la migration de manière globale et dans un souci particulier de développement. Le retour doit faire partie des politiques migratoires ». ELJAMRI Abdelhamid, « Comprendre le retour et la réintégration des migrants : définitions et approches », op. cit., pages 2 et 4.

²⁰. Aucune discipline n'échappe d'ailleurs à ce constat. Ainsi, lors d'un appel à communications pour un séminaire d'histoire sur les migrations transalpines, les organisateurs écrivaient : « Peu d'études, en revanche, se sont penchées sur le phénomène du retour des émigrants, notamment de ceux ayant expérimenté une migration de longue durée. Le retour est pourtant un aspect important à l'intérieur de nombreux phénomènes migratoires ». LORENZETTI Luigi, « Les migrations de retour : réseaux sociaux, "réintégration" et rôles socio-économiques dans le monde alpin (XVIe – XXe s.) – Cycles de séminaire », Mendrisio, Laboratorio di Storia delle Alpi LabiSAlp, Università della Svizzera italiana, Grenoble, Maison des Sciences de l'Homme, Université Pierre-Mendès France, 2006, 2 pages.

²¹. DUMONT Jean-Christophe, SPIELVOGEL Gilles, « Partie III : Les migrations de retour : un nouveau regard », dans *Perspectives des migrations internationales*, SOPEMI, OCDE, 2008, page 182.

engagé des études statistiques pour commencer à saisir l'ampleur du phénomène²², dans d'autres, l'absence de recensements et de registres de population mis à jour régulièrement ou la non-exploitation des données aéroportuaires sur les entrées et les sorties du territoire national rendent impossible la connaissance quantitative des retours. Ainsi, si l'on pressent qu'à l'échelle internationale le phénomène a une ampleur non négligeable, personne n'est en mesure de s'appuyer sur des données fiables. Lorsque Christophe Daum affirme que « près de la moitié des migrants repartent un jour ou l'autre de France »²³, quand Philippe Bocquier assure que « l'immigration internationale de retour » englobe près de 100 000 migrants par an²⁴, ou lorsque l'OCDE indique que « les sorties d'étrangers depuis les pays de l'OCDE sont loin d'être marginales [et que] selon les pays, elles représentent entre 20 et 75 % du volume des entrées de l'année correspondante²⁵ », il ne s'agit là que d'ordres de grandeur approximatifs, et en réalité personne ne peut être sûr de la véracité de ces faits.

Il faut en outre préciser qu'il est souvent difficile de quantifier des parcours migratoires complexes qui font que les flux ne se résument pas toujours, dans le cas présent, à des trajets directs entre la France et le Togo²⁶. Enfin, l'examen des données disponibles sur l'obtention de visas français, par catégorie, ne permet pas non plus de saisir les réelles modalités et objectifs des migrations. Dans un premier temps, un étudiant peut ainsi tout à fait entrer sur le territoire français à l'aide d'un titre « court séjour ».

b) Des préjugés sociaux et politiques liés au retour des « immigrés »

Mais ces difficultés méthodologiques ne sauraient constituer à elles seules l'unique obstacle à la compréhension des migrations de retour. La méconnaissance des réalités du retour, que l'on retrouve très largement dans les analyses des institutions internationales, mais aussi parfois dans la recherche en sciences humaines et sociales, est également due au fait que

²². L'on peut penser par exemple au projet MIREM (Migration de Retour au Maghreb). LAHLOU Mehdi, *MIREM Project : migration de retour au Maghreb, une approche socio-économique et institutionnelle*, Robert Schumann Center for advanced studies, Institut National de Statistiques et d'Études Appliquées (INSEA), Octobre 2006, 16 pages.

²³. DAUM Christophe, « Aides au "retour volontaire" et réinsertion au Mali : un bilan critique », *Hommes et migrations*, « Africains, citoyens d'ici et de là-bas », Numéro 1239, Septembre/Octobre 2002, page 40.

²⁴. BOCQUIER Philippe, « Chapitre 2 - L'importance relative de la fuite des cerveaux : la place de l'Afrique subsaharienne dans le monde », *Diasporas scientifiques*, IRD, 2003, page 2.

²⁵. DUMONT Jean-Christophe, SPIELVOGEL Gilles, « Partie III : Les migrations de retour : un nouveau regard », op. cit., page 184.

²⁶. Pour ne prendre qu'un seul exemple, Joël Viana, interrogé l'an dernier, est né au Mali, a grandi au Togo, y a fait ses études, est parti en Allemagne où il a été naturalisé avant d'arriver en France. Il a donc été considéré statistiquement comme un immigré allemand.

les analyses se fondent souvent sur des préjugés communément partagés et naturalisés²⁷. Ces préjugés font d'ailleurs écho aux incompréhensions courantes face à l'émigration. Ainsi, l'on a du mal à s'expliquer cette scène paradoxale qui voit se croiser un émigré de retour qui ne peut pas concevoir que d'autres compatriotes soient toujours candidats au voyage et des émigrés sur le départ qui jugent incompréhensible un tel retour alors qu'ils mettent tout en œuvre pour partir. D'ailleurs, le retour est plus généralement envisagé comme un simple miroir de l'émigration en ce sens que si les causes qui ont poussé au départ persistent, il n'y a aucune raison que le retour ait lieu et que l'émigré revienne vivre dans un contexte qui l'a forcé à partir.

De plus, en France, les réflexions sur l'immigration sont ancrées dans un débat sur l'intégration et l'assimilation qui aboutissent à l'idée commune que si le migrant reste plus longtemps sur le sol français, qu'il y obtient un emploi durable et qu'il y fonde une famille, voire qu'il y obtient la nationalité française, il n'y a que très peu de chances pour que celui-ci reparte ou ressente même le désir et l'envie de repartir dans son pays d'origine²⁸. Sous cet angle, le retour ne peut être expliqué que par l'échec de l'intégration en France. Inutile de préciser que ce schéma simpliste qui veut qu'un immigré qui garde des liens avec son pays d'origine ait plus de difficultés à s'intégrer et soit plus prompt à repartir alors qu'un immigré qui réussit son intégration en France romprait toute relation morale ou physique avec son pays d'origine, résulte d'une vision très réductrice des identités individuelles et collectives²⁹. Ce schéma cache un autre préjugé qui serait celui qu'il n'y aurait aucune raison de vouloir quitter

²⁷. Comme l'écrit Pierre Bourdieu, dans la préface de *La double absence* d'Abdelmayek Sayad, « il [l'immigré] suscite l'embarras ; et la difficulté que l'on éprouve à le penser – jusque dans la science, qui reprend souvent, sans le savoir, les présupposés et les omissions de la version officielle – ne fait que reproduire l'embarras que son inexistence encombrante ». SAYAD Abdelmalek, BOURDIEU Pierre, *La double absence : des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Le Seuil, « Liber », 1999, page 12.

²⁸. « Les résultats indiquent que, selon les pays de destination et les périodes considérées, 20 % à 50 % des immigrés repartent dans les 5 ans suivant leur arrivée, soit vers leur pays d'origine (retour), soit vers un pays tiers (émigration secondaire). Certains pays, comme le Canada, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande parviennent à retenir davantage les immigrés que les pays européens. [...] Une tendance nette émerge de cette comparaison pour l'ensemble des pays analysés : les taux de retour après cinq ans de présence ne sont pas beaucoup plus élevés que les taux de retour après trois ans. Cela indique que les immigrés qui quittent leur pays de destination le font après relativement peu de temps passé à l'étranger. Autrement dit, plus la durée de séjour dans le pays d'accueil augmente, plus la probabilité de retourner ou d'émigrer dans un pays tiers diminue (voir graphique III.6). Ce résultat peut notamment s'expliquer par la possibilité d'obtenir, au-delà de cinq ans de résidence, un titre de séjour de long terme, voire la nationalité du pays d'accueil, dans nombre de pays européens de l'OCDE. » DUMONT Jean-Christophe, SPIELVOGEL Gilles, « Partie III : Les migrations de retour : un nouveau regard », op. cit., pages 183 et 195.

²⁹. « Il semble que les migrants aient compris qu'en assumant, en quelque sorte, les effets de leur mobilité, ils pouvaient sortir de l'alternative qui jusque-là s'imposait à eux : rentrer au village et oublier la France, ou rester en France et abandonner le village. Ils doivent redéfinir leurs appartenances sans les renier, relativisant le poids des origines tout autant que l'atomisation des individus. Renversant les stigmates dont ils sont l'objet – traîtres à la tradition là-bas en même temps qu'archaïques ici –, ils acceptent les différences dans leurs fonctions dynamiques, y compris le conflit. » QUIMINAL Catherine, « Retours contraints, retours construits des émigrés maliens », *Hommes et migrations*, Numéro 1236, « Retours d'en France », Mars-Avril 2002, page 40.

un pays développé pour un pays en voie de développement³⁰. Les organisations internationales expliquent d'ailleurs que les migrants de retour préfèrent migrer vers un autre pays développé que revenir vers leur pays d'origine, si celui-ci est un pays en développement.

« Mais le rêve du retour s'estompe à mesure que la durée du séjour se prolonge et que le migrant, de surcroît chef de famille, se voit assuré dans un emploi, intégré dans une société, protégé par des droits sociaux et parfois nanti d'une nouvelle citoyenneté. Plus le séjour s'allonge, plus le décalage se creuse entre le migrant et sa société d'origine et plus il évaluera ce qu'il peut gagner et ce qu'il peut perdre en retournant à la mère patrie. De retour définitif, il ne restera que des retours ponctuels. Cependant, c'est à la fin de sa vie que le migrant aspirera rentrer au pays pour y vivre le restant de ses jours et y mourir. »

ELJAMRI Abdelhamid, « Réflexion : Le retour entre migration et développement », *Organisation Internationale du Travail (OIT)*, novembre 2009, Tunis, pages 4-5.

Dès lors, beaucoup d'études, de rapports et d'articles traitent non pas du retour, mais du non-retour ou du « mythe du retour »³¹ des immigrés comme « effets du processus d'installation »³². Cette optique intégrationniste a engendré notamment un grand nombre d'études sur la première génération des jeunes immigrés maghrébins célibataires. Études qui abordent par étapes leur « fixation », leur « installation » avec leur famille en France et par voie de conséquence leur « retour différé »³³.

³⁰. « Il heurte de front plusieurs idées reçues bien ancrées, telles que : la supériorité implicite de l'Europe industrialisée face au Tiers-Monde en matière de technologie, savoir-faire, droits sociaux, droits de l'homme..., ou encore le différentiel irréductible de développement entre Europe industrialisée et espaces périphériques. Cela va loin, car on en vient avec les meilleures intentions du monde à se demander comment et pourquoi un travailleur turc peut avoir envie de retourner chez lui ». DE TAPIA Stéphane, « De l'émigration au retour : les mutations du champ migratoire turc », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 1989, Volume 52, Numéro 52-53, page 259.

³¹. « Le retour définitif est aujourd'hui devenu pratiquement irréalisable pour les migrants de longue date et c'est pourquoi, malgré cette impossibilité de réintégrer à jamais la société d'origine, le projet de retour reste aussi présent dans les esprits ». SCHAEFFER Fanny, « Mythe du retour et réalité de l'entre-deux. La retraite en France, ou au Maroc ? », *Revue européenne de migrations internationales*, 2001, Volume 17, Numéro 1, page 167. ; « La quasi-totalité de ces étudiants pensait réellement, à l'issue de leurs études en France, rentrer au Maroc pour y travailler. Mais force est de constater que cette idée s'est progressivement transformée ; la déperdition est importante, avec un taux de retour qui ne dépasse pas 50 % selon la plupart des estimations. » LAFFORT Bruno, « Le mythe du retour », *Hommes et migrations*, Numéro 1253, Janvier-Février 2005, page 114.

³². PETEK-SHALOM Gaye, « Peut-on encore parler de politique de réinsertion ? », *Hommes et migrations*, Numéro 1236, « Retours d'en France », Mars-Avril 2002, page 54.

³³. « Les courants migratoires se sont le plus souvent développés suivant un schéma classique : d'abord une immigration de main d'œuvre composée en majeure partie d'hommes seuls, puis une immigration de regroupement familial, composée pour l'essentiel de femmes et d'enfants. Jusqu'en 1975, les entrées de travailleurs ont été plus nombreuses que les entrées au titre de regroupement familial, mais ces dernières ont ensuite pris une place prépondérante, en raison de la suspension de l'immigration de main d'œuvre. » « Flux d'immigration : Motifs d'immigration. Comparaisons internationales », dans *Les immigrés en France*, 2005, page 72.

Le principal obstacle à la compréhension des migrations du retour vient donc du fait que l'on enferme les migrants dans la figure sociale de « l'immigré »³⁴ qui devrait, soit s'intégrer, c'est-à-dire réussir³⁵, soit rentrer chez lui, c'est-à-dire échouer.

« S'intégrer ça veut pas dire mourir ici mais ça veut dire que le temps que tu sois ici, de t'intégrer, de vivre avec les Français, d'être un apport pour cette société et puis de gagner aussi ce que tu peux gagner et puis si tu veux rester ou rentrer, ça c'est ton choix personnel. C'est ça, moi comment je définis l'intégration. »

Extrait de l'entretien réalisé en 2008 avec Joël Viana.

c) Et si l'on se posait les mauvaises questions ?

Au-delà de ces biais idéologiques, le retour est généralement mal ou maladroitement questionné car les analyses s'appuient trop sur la surface des propos des migrants et sur leurs justifications premières. Ainsi, l'on risque bien souvent d'en rester à un degré superficiel de compréhension des réalités du retour³⁶.

« On peut identifier quatre principales raisons expliquant les migrations de retour : *i*) l'échec de l'intégration dans le pays d'accueil, *ii*) les préférences des individus pour leur pays d'origine, *iii*) la réalisation d'un objectif d'épargne ou *iv*) l'évolution des opportunités d'emplois dans le pays d'origine grâce à l'expérience acquise à l'étranger. Par ailleurs, les migrants sont susceptibles d'adapter leurs objectifs au cours du temps et selon les politiques migratoires des pays d'accueil. »

*DUMONT Jean-Christophe, SPIELVOGEL Gilles,
« Partie III : Les migrations de retour : un nouveau regard », dans Perspectives des
migrations internationales, SOPEMI, OCDE, 2008, page 183.*

En effet, lors des entretiens menés depuis deux ans auprès de la diaspora togolaise, il a été troublant de remarquer que le retour est dans toutes les têtes³⁷. Lorsqu'en décembre 2008 Joël Viana, le président de la Diaspora Togolaise en France (DTF), était interrogé sur la volonté de retour des Togolais de France, il affirmait sans hésitation : « Bien sûr, qui n'y pense pas ? Tout le monde veut rentrer. Moi je veux rentrer hein. Tout le monde va rentrer. »

³⁴. Tout au long de ce mémoire, il sera question de « migrant » et de « migrant de retour » plutôt que d'immigré ou d'émigré. Cela ne veut pas dire que les individus sont inscrits en permanence dans une mobilité physique et géographique mais ce terme peut permettre de symboliser ce mouvement psychologique et identitaire entre la France et le Togo par exemple, sans les enfermer dans une partie trop restreinte de la réalité : la figure de « l'immigré » ou la figure de « l'émigré ».

³⁵. « En Europe, un fil rouge structure la condition des immigrés et de leurs descendants : le déficit de légitimité. La présence des premiers est souvent contestée et les seconds, quels que soient leurs efforts de conformité, restent suspects de vouloir se soustraire aux obligations d'intégration. » REA Andrea, TRIPIER Maryse, *Sociologie de l'immigration*, op.cit., page 4.

³⁶. « La concomitance des différentes motivations pour le retour et le fait que les migrants ajustent leurs objectifs au cours du temps, notamment en fonction de la situation observée dans le pays d'origine et des difficultés d'intégration dans le pays d'accueil, rendent difficile l'identification des déterminants des migrations de retour et justifient une approche globale. » DUMONT Jean-Christophe, SPIELVOGEL Gilles, « Partie III : Les migrations de retour : un nouveau regard », op. cit., page 206.

³⁷. Voir les citations dans l'annexe 4.

Près d'un an plus tard, l'historien togolais Godwin Tété confirme, presque mot pour mot : « à quelques exceptions près, tout le monde a envie de rentrer ». Quant aux personnes rencontrées au Togo, elles vont toutes dans le même sens. Pour Sylvia E., « 90% de la diaspora meurt d'envie de rentrer », quant à Tété B., il se montre très clair en confiant qu'il avait pensé au retour « dès le départ » et « tous les jours », et que son « esprit était à Lomé », comme le sont encore aujourd'hui les esprits de ceux qui sont « en attente de l'autre côté ». Si le retour est donc un élément constitutif à part entière du cycle migratoire³⁸, conçu dès la phase d'émigration, il ne doit pas en devenir pour autant un phénomène naturel³⁹ ou « automatique »⁴⁰, qu'il ne sert à rien de questionner. Il faut préciser d'ailleurs que cette récurrence du retour a un rôle identitaire fort, celui « de symboliser par cet objectif l'attachement au Togo, l'ancrage dans une culture et dans un passé commun que l'on cherche à retrouver » et donc d'affirmer son identité, de ne pas rompre définitivement avec ses origines⁴¹, d'occulter l'intégration et la sédentarisation que l'on est en train de vivre et ainsi de se protéger contre la peur de l'assimilation vue comme une aliénation⁴². Atmane Aggoun parle ainsi d'un « mythe à fonction antidépressive »⁴³. Il n'est donc pas étonnant que chacun le mette alors fréquemment en avant.

En s'arrêtant principalement aux justifications de façade des migrants, les analyses du retour posent trois grands problèmes. D'abord, elles donnent souvent trop de poids à des motivations patriotiques ou sentimentales. Le retour pourrait alors tout naturellement s'expliquer par une sorte d'attachement viscéral du migrant à sa terre natale, à sa « mère

³⁸. Fanny Schaeffer parle même « d'élément fondateur du départ » et de « ce couple départ/retour, animant tout projet migratoire ». SCHAEFFER Fanny, « Mythe du retour et réalité de l'entre-deux. La retraite en France, ou au Maroc ? », op. cit., page 166.

³⁹. « Une faible attention est portée aux problèmes rencontrés par de nombreuses personnes à leur retour. Il est trop souvent tenu pour établi que revenir dans son pays d'origine est un processus "naturel" et "sans incidence" ». GALLOWAY Moira, « Return migration to Togo : Monitoring the Embeddedness of Returnees », University of Amsterdam, Radboud University Nijmegen, janvier 2008, page 1. ; « Pour nombre d'immigrés, le retour reste une perspective à laquelle ils sont attachés et qui s'inscrit dans le prolongement de leur trajectoire migratoire. » DUMONT Jean-Christophe, SPIELVOGEL Gilles, « Partie III : Les migrations de retour : un nouveau regard », op. cit., page 182.

⁴⁰. Selon l'expression utilisée par Komla T. lors de son entretien. Il faut préciser ici que les prénoms et noms des personnes interrogées ont été modifiés pour garantir l'anonymat à ces dernières et éviter la réutilisation, par d'autres, des données présentes dans ce mémoire.

⁴¹. « Les nombreux hommes très jeunes qui quittent alors leur village pour la France se promettent tous, ou promettent aux leurs qu'ils reviendront – un jeu avec soi-même et avec les siens afin d'atténuer la rupture, l'ambiguïté des départs. » QUIMINAL Catherine, « Retours contraints, retours construits des émigrés maliens », op. cit., page 35.

⁴². BRÉANT Hugo, « Entrepreneurs et associations diasporiques : le travail de production politique d'une communauté togolaise en France », sous la direction de Richard Banégas, Alphonse Maindo et Guillaume Girard, mémoire de Master 1 de recherches en science politique, Paris, Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Juin 2009, 196 pages.

⁴³. AGGOUN Atmane, « Espace familial, exil et retours d'exil », *Hommes et migrations*, Numéro 1236, « Retours d'en France », Mars-Avril 2002, page 8.

patrie »⁴⁴, ce même attachement qui ferait défaut à la seconde génération d'immigrés nés en France⁴⁵. Ce registre affectif, loin d'être anodin, est récurrent dans nos entretiens. Lorsque les personnes interrogées au Togo racontent leur retour, cette cause est rapidement invoquée : « je préférerais être chez moi », « y'a l'amour du pays », « j'oublie pas mes origines », « y'avait aussi la nostalgie de l'ambiance du pays », « c'est chez nous quand même », « je suis foncièrement attaché à mon pays », « chacun est attaché à ses racines, c'est logique » ou encore « on est toujours attiré par l'endroit qui vous a vu naître [...] c'est un lien ontologique »⁴⁶. Le retour semble être un besoin inné, propre à l'essence même du migrant⁴⁷. Et même lorsque le besoin ne se fait pas sentir pendant un long moment, il paraît toujours rejaillir. C'est ce que l'on peut déduire en écoutant Jean A. s'exprimer. Arrivé en France à douze ans, il dit ne pas avoir pensé au Togo pendant longtemps, sauf quand son père l'appelait, et ajoute, « ça ne me manquait même pas... mais avec le temps le besoin s'est fait sentir ». Le retour serait en ce sens un « terme heureux à l'absence »⁴⁸ qui touche bien évidemment tous les migrants⁴⁹. Mais il paraît difficile d'imaginer que le manque affectif soit le seul et unique moteur du retour.

« Mais je vais vous dire, mes frères, mes sœurs, c'est inscrit dans notre peau... noire... les allers-retours, c'est inscrit dans notre peau, c'est inscrit dans nos gènes. Tous ces esclaves dans les ventres des bateaux négriers qui quittaient la côte ouest-africaine pour aller je ne sais pas où... tous à quoi pensaient-ils vous croyez ? Au retour, ils ne pensaient qu'à ça, au retour. Mais cet aller-retour que je suis en train de faire, je sais que beaucoup d'entre vous le feront après moi. Parce que c'est la route, c'est notre chemin, c'est notre destinée. »

Extrait de la retranscription de l'intervention de Kofi Yamgnane, candidat à l'élection présidentielle togolaise, lors de la conférence du 7 novembre 2009 intitulée : « Crises en Afrique : que peut faire la diaspora ? »

Parallèlement à ces interprétations liées aux sentiments profonds des migrants, les analyses posent un deuxième problème en laissant entendre que le retour est, paradoxalement, totalement programmé⁵⁰. Envisagé dans ce cas comme simple clôture du projet migratoire⁵¹,

⁴⁴. Selon les mots employés par Marc A. pendant son entretien.

⁴⁵. José A. fait part de son amertume devant ses enfants restés en France avec leur mère et qui perdent petit à petit leurs « racines » africaines, jouent à la Nintendo sans connaître Soundjata Keïta et ne connaissent pas même les proverbes et les histoires racontées autrefois par leurs grands-parents. Il conclue d'une phrase : « même si ça sert à rien, c'est leur culture, c'est bien ». Marc A. ajoute à propos de ses trois fils, eux aussi restés en France avec leur mère : « mes trois fils ils sont déjà plus Africains, ils aiment bien venir ici en vacances mais je les vois pas vivre ici ».

⁴⁶. Extraits des entretiens réalisés avec (dans l'ordre de citation) Ralf P., Lonlongo T., Marc A., Jimmy A., Christophe D., Maxence A., Gary T. et Julien L.

⁴⁷. Voir le discours de Kofi Yamgnane dans l'annexe 5.

⁴⁸. QUIMINAL Catherine, « Retours contraints, retours construits des émigrés maliens », op. cit., page 35.

⁴⁹. « [Et vos frères, ils veulent rentrer ?] bien sûr, c'est le vœu, tu sens ça quand ils viennent en vacances au moment de repartir, la famille leur manque, ils ne veulent pas être séparés par des milliers de kilomètres, dépenser des millions avant de rentrer ». Entretien avec Prudence L.

⁵⁰. Voir les citations dans l'annexe 6.

le retour intervient par exemple à la fin de la réalisation d'un projet d'épargne économique⁵². Les migrants sont alors considérés comme des acteurs ultra-rationnels dont le projet migratoire n'est qu'une suite d'incessants calculs visant à comparer coûts et profits⁵³, qu'Abdelmalek Sayad décrit comme une « économie du non-économique »⁵⁴. Or, s'il est vrai que lors des entretiens, les migrants de retour interrogés ont eu fortement tendance à reconstruire *a posteriori* un parcours maîtrisé de bout en bout⁵⁵, il ne fait aucun doute que le retour est également le fruit d'évènements subis, de hasards et d'imprévus⁵⁶. À l'image de Carole A., « partie pour deux ans » et qui est finalement restée en France près de seize ans ou de Jimmy A. qui souhaitait rester aux États-Unis « trois ou quatre ans maxi » et qui résume son parcours en disant que « les années sont passées sans qu'on s'en rende compte ».

Enfin, les analyses du retour se focalisent de manière trop centrale sur l'argument politique. Ainsi, il existe une image récurrente, quel que soit le pays concerné⁵⁷, d'une diaspora d'exilés politiques qui constituerait un « foyer de perversion et de perturbation »⁵⁸ et un « repère d'opposants »⁵⁹. Dans le cas du Togo, cette image est particulièrement exacerbée et place les émigrés dans un ensemble bien trop homogène dans lequel régneraient des

⁵¹. « Une politique de retour, à même de soutenir la réintégration temporaire ou permanente d'un migrant à des fins de développement, doit être concertée et impliquer les pays concernés et le migrant lui-même et surtout être perçue comme le processus d'un cycle migratoire et non la fin. » ELJAMRI Abdelhamid, « Réflexion : le retour entre migration et développement », op. cit., page 5.

⁵². Projet qui peut être élaboré individuellement ou collectivement au sein de pratiques de *noria*, c'est-à-dire de rotations migratoires organisées dans les familles à des fins économiques et financières.

⁵³. « Une toute autre façon d'appréhender les migrations de retour consiste à considérer qu'elles font partie intégrante du projet migratoire initial. En faisant l'hypothèse que les migrants maximisent leur utilité le long de leur cycle de vie, il peut être optimal de choisir une durée de séjour finie dans le pays d'accueil même si un différentiel de revenu positif persiste avec le pays d'origine. Ce résultat est obtenu notamment si l'utilité retirée de la consommation est plus élevée dans le pays d'origine que dans le pays d'accueil. Si le retour n'a pas été concrétisé pendant la période de vie active, il devrait dès lors se matérialiser au moment de la retraite. [...] À l'origine, ces auteurs supposent l'existence d'une préférence exogène pour le pays d'origine, mais cette dernière peut aussi être expliquée par un différentiel de pouvoir d'achat. Pour les immigrés, le temps passé dans le pays d'accueil permet d'accumuler des ressources qui seront dépensées au moment du retour. » DUMONT Jean-Christophe, SPIELVOGEL Gilles, « Partie III : Les migrations de retour : un nouveau regard », op. cit., pages 201-202.

⁵⁴. SAYAD Abdelmalek, BOURDIEU Pierre, *La double absence : des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, op. cit., page 17.

⁵⁵. Lors de l'entretien, Elom F. assure : « moi la décision était prise avant même de partir ». Quant à Marcel N., jeune Togolais qui a pour projet de partir en Europe, il garantit, catégorique, ne pas vouloir y rester trop longtemps : « c'est pas pour aller rester, 4 à 5 ans et je reviens au Togo... mon programme c'est dans 6 ans je reviens ».

⁵⁶. Christine M. est par exemple rentrée cette année pour au moins six à neuf mois, alors qu'elle ne l'envisageait jusque là « pas sérieusement », en partie parce que son fiancé togolais n'a pas réussi à venir en France. De la même manière, le mari de Sophie A. est rentré au Togo en 1997 alors qu'il enseignait à l'Université de Bordeaux et qu'il commençait à s'y installer. Il a finalement décidé de rentrer parce que Sophie n'a pas réussi à partir en France pour le rejoindre et qu'elle a fini par obtenir un bon emploi chez Air France à Lomé.

⁵⁷. Voir par exemple : LESOURD Michel, « La diaspora capverdienne et son rôle dans l'archipel du Cap-Vert : développement, politique, identité », *Hommes et migrations*, Numéro 1256, Juillet-Août 2005, pages 52-65.

⁵⁸. Selon l'expression utilisée par l'écrivain guinéen Tierno Monémbo lors de la conférence « Crises en Afrique, que peut faire la diaspora ? » organisée le 7 novembre 2009 à Paris.

⁵⁹. Selon l'expression utilisée par Yéma K. et José A.

opinions et des perceptions toutes semblables⁶⁰. L'on a pu ainsi montrer que l'ensemble des associations diasporiques dites « apolitiques », mais fondamentalement politisées, possèdent en France le monopole de la parole publique, renforçant ainsi un peu plus cette image de la France comme « centre politique » de la diaspora⁶¹. Lors de la conférence de Synergie-Togo du 17 octobre 2009, l'une des membres de l'association, Brigitte Améganvi, connue pour son engagement militant, expliquait comment était née la diaspora togolaise. D'après elle, chaque élection est synonyme de troubles sociaux et génératrice d'afflux de réfugiés dans les camps du Ghana et du Bénin. Quand le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR) ferme leurs portes, les réfugiés fuient alors vers l'Europe et l'Amérique du Nord. L'oratrice terminait cette démonstration très – trop ? – schématique par cette blague : « c'est comme ça qu'on explique la diaspora... bienvenus au club ! »⁶².

Au sein d'une diaspora très majoritairement hostile au pouvoir en place, le retour serait en conséquence rendu impossible par la situation politique togolaise⁶³. L'image catastrophique qu'ont les émigrés politiques de leur pays serait donc plus forte que l'attachement sentimental qui les y lie⁶⁴. Et revenir ne serait alors envisageable qu'au terme d'une lutte politique menant à l'alternance. Le but n'est pas ici de dire que la crainte d'un régime politique n'a aucune incidence sur le retour des émigrés puisque nos entretiens ont montré à quel point les pressions et répressions politiques togolaises sous la présidence du général Eyadéma ont pu jouer, parfois, dans le fait de quitter le Togo et de ne pas y revenir⁶⁵. Il s'agit simplement de montrer que cette explication n'est peut-être pas si centrale qu'il n'y paraît et qu'elle ne saurait constituer un socle fondamental pour expliquer le retour ou plutôt le non-retour des émigrés. D'autant plus que l'argument politique constitue bien souvent un élément dont on use et abuse⁶⁶ et que, si la politique peut constituer un obstacle, il ne faut pas

⁶⁰. Voir les citations dans l'annexe 7.

⁶¹. Terme employé par le Secrétaire général du Gouvernement, Deo Ahondo. ; BRÉANT Hugo, « Entrepreneurs et associations diasporiques : le travail de production politique d'une communauté togolaise en France », op. cit.

⁶². Ce à quoi l'un des intervenants répondait : « Certains éléments n'ont plus cours au Togo, je comprends que vous êtes de la diaspora et que vous n'avez pas toutes les informations mais... [...] vous n'êtes pas ici parce que vous êtes réfugiés, je ne crois pas ».

⁶³. Voir les citations dans l'annexe 8.

⁶⁴. Au contraire du proverbe *éwé* qui assure que « le poulailler a beau être délabré, il ne fait pas honte au poulet ». Entretien avec l'historien Godwin Tété.

⁶⁵. Ce fut notamment le cas lors de l'élection de 2005 où près de 40 000 personnes ont fui au Ghana ou au Bénin voisins (voir les statistiques dans l'annexe 9). Pendant l'entretien, Dodzi B. raconte l'expérience qui a fait prendre la route de l'exil à son frère, Kanyi B. : « il était menacé quand même [...] sa maison a été attaquée [...] j'y étais, je me suis échappé, ils ont tout pris, ils ont tué un voisin... c'était mieux qu'il parte ». Il ajoute, en généralisant : « ceux qui partent pour la politique, ils sont obligés de rester comme des réfugiés... il faut attendre le changement ».

⁶⁶. « Moi j'ai vécu au Togo dans les années 1990, ma période jusqu'à l'université, je peux pas dire que j'ai beaucoup souffert, j'ai souffert de la dictature certes, dans les universités on pouvait pas toujours prononcer son nom ou faire des choses mais j'ai pas souffert, j'ai pas mal vécu, même si mon papa a été arrêté pour des raisons

oublier qu'elle est parfois, au contraire, un moteur du retour, notamment lors des périodes de décompression autoritaire ou d'ouverture politique⁶⁷. Boris L. avoue par exemple s'être « lamentablement trompé » lorsqu'il a décidé de rentrer en 1992, sentant que « c'était le bon moment pour rentrer avec le vent de l'est », puisqu'il est finalement revenu alors que le Togo était en proie à d'importantes grèves et troubles politiques.

« Y'a deux types de personnes qui rentrent pas, le *bounty* qui a son petit poste ou le petit fils d'Olympio qui veut juste qu'Olympio soit président. »

Extrait de l'entretien réalisé avec José A.

d) L'institutionnalisation de typologies peu significatives

Tous ces problèmes courants et ces préjugés réguliers se retrouvent dans les rapports des institutions internationales qui produisent des typologies qui ne font pas toujours sens au regard des réalités observées⁶⁸. Ainsi, ces organisations opposent généralement deux types de migrants, les migrants économiques pour qui le retour ne serait pensé qu'en termes de calculs financiers et les migrants politiques qui ne s'intéresseraient qu'au contexte géopolitique pour décider ou non de revenir⁶⁹.

Au-delà de ce cloisonnement des profils, l'on oppose également les modalités du retour. Il y aurait d'un côté un retour volontaire, « c'est-à-dire que le migrant rentre de son

politiques, c'était pas ça quoi, enfin moi j'ai pas une impression de terreur et tout ça. Y'a des choses qui se sont passées oui. » Entretien réalisé en 2008 avec Joël Viana. ; « Au temps d'Eyadéma c'est la peur d'être tué. Il y avait beaucoup de victimisation alors qu'ils voulaient des emplois... on racontait des histoires, c'est la majorité, c'est parce qu'au pays ça marchait pas, ils disaient qu'on voulait les assassiner quand bien même ils ne s'occupaient pas de politique ». Entretien avec le journaliste Abass Dermene. ; « Les gens disaient Eyadéma est là, je rentre pas... Eyadéma te connaît pas, rentre ! ». Entretien avec Ralf P. ; « Parfois aussi c'est une excuse que les gens disent, une bonne partie de ceux qui te disent ça ils reviennent en vacances, ils ont aucun problème ». Entretien avec Gary T.

⁶⁷. La promesse d'une transition démocratique avec la convocation d'une Conférence Nationale Souveraine en 1991 ou encore les appels du pouvoir à un retour des réfugiés avec l'instauration d'un Haut-Commissariat aux rapatriés et à l'action humanitaire en juin 2005 et la signature de l'Accord Politique Global (APG) en 2006, accord visant notamment à régler le problème des réfugiés devenu un sujet de tension avec les pays voisins, ont suscité un certain nombre d'espairs et ont marqué le retour provisoire, ou non, de certains exilés.

⁶⁸. Voir les tentatives de définitions institutionnelles dans l'annexe 10.

⁶⁹. « Klinthäll identifie quatre groupes de migrants selon le niveau et la nature des contraintes liées à leur statut migratoire: *i*) les migrants économiques titulaires d'un permis de résidence permanent, *ii*) les migrants économiques avec un permis de résidence temporaire, *iii*) les réfugiés qui détiennent un permis de résidence sans limitation de durée et *iv*) les migrants disposant d'une protection temporaire pour raisons humanitaires. Cette catégorisation ne reflète pas l'ensemble des modalités de migration. Elle ne prend pas en compte par exemple les migrations liées au regroupement familial que l'on pourrait inclure dans la première ou la seconde catégorie. De même, elle ne mentionne pas le cas des étudiants étrangers qui détiennent un permis de résidence temporaire (groupe *ii*). Enfin, il conviendrait d'élargir la dernière catégorie aux demandeurs d'asile en attente du traitement de leur demande. » DUMONT Jean-Christophe, SPIELVOGEL Gilles, « Partie III : Les migrations de retour : un nouveau regard », op. cit., pages 206-207.

plein gré dans son pays et sans la participation des États ni d'autres intervenants nationaux ou internationaux »⁷⁰, et de l'autre un retour forcé. Or, les retours volontaires sont loin d'être toujours spontanés. Aujourd'hui, en France, les mécanismes d'aide au retour permettent de laisser le choix à l'étranger à qui l'État a demandé de quitter le territoire français entre un retour forcé, c'est-à-dire un éloignement sous la contrainte, et un retour volontaire, c'est-à-dire un accompagnement contraint, assorti d'un ensemble d'aides matérielles, logistiques et psychologiques. Selon le ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement Solidaire (MIIIDS), cette deuxième option permet au migrant de quitter la France « librement » et de « rentrer dignement dans son pays ». L'aide au retour aurait donc pour objectif, d'après ses détracteurs, d'instaurer une politique fondée sur un oxymore : l'expulsion dignement consentie et la contrainte librement choisie.

Enfin, les institutions internationales distinguent la circulation migratoire des retours définitifs⁷¹. Or, à moins de parvenir à dresser des critères prédictifs, il paraît difficile d'établir si un retour va, ou non, être définitif et en conséquence de distinguer les « vrais » retours, entendus comme des retours définitifs, des « faux » retours, au sens de circulation temporaire⁷².

La finalité de ces organisations internationales, à l'image du MIIIDS, est d'identifier les facteurs et de mesurer cette propension au retour afin de mettre rapidement en œuvre des politiques de gestion migratoire. Les typologies et les études quantitatives établies doivent donc être opératoires. Les causes du retour identifiées et les profils de ceux qui sont les plus susceptibles de rentrer reposent donc souvent sur des suppositions à même de répondre aux volontés politiques qui sous-tendent ces études, et non sur des enquêtes réellement approfondies⁷³.

⁷⁰. OIM, « Dialogue international sur la migration - 2008 : "Migration de retour : défis et opportunités, évolution des discussions" », page 1.

⁷¹. « C'est en 2006 que la migration de retour a pris de l'ampleur dans les enceintes internationales et les discours politiques et se voit accorder sa place dans le cycle migratoire, une place qui reste néanmoins limitée au retour définitif. », ELJAMRI Abdelhamid, « Réflexion : Le retour entre migration et développement », op. cit., page 4.

⁷². Cette idée d'un « vrai » retour se retrouve également dans les propos des migrants eux-mêmes. Ainsi, lorsque Jean A. parle de son retour, il l'oppose très vite à d'autres cas dont il a eu connaissance, notamment celui d'une vieille dame rentrée de France depuis 20 ans : « au retour tu te réintègres dans ton pays d'origine, le vrai retour c'est ça [...] ça c'est un retour, tu vois ». Propos qui ne sont pas si éloignés de ceux de l'OCDE : « il serait nécessaire de pouvoir distinguer les retours véritables des simples visites des migrants dans leur pays d'origine. » DUMONT Jean-Christophe, SPIELVOGEL Gilles, « Partie III : Les migrations de retour : un nouveau regard », op. cit., page 206.

⁷³. Dans les rapports des organisations internationales, il n'est d'ailleurs pas rare d'observer les auteurs s'interroger ouvertement, démontrant ainsi que les analyses restent encore largement à établir : « Quelle est l'ampleur et la nature des migrations de retour ? Les jeunes, les femmes, les travailleurs qualifiés ont-ils une plus forte propension au retour ? Pour quelles raisons certains migrants s'installent-ils durablement dans le pays d'accueil, alors que d'autres font le choix d'une migration de courte durée ? Quel est le rôle des politiques migratoires dans ce domaine ? Peut-on maîtriser les migrations de retour ? Enfin, quel est leur impact sur le

Et c'est finalement cette méconnaissance du retour qui peut expliquer les échecs successifs des nombreux programmes mis en place pour gérer ces flux migratoires, qui semblent visiblement inadaptés aux besoins des migrants et finissent même par avoir une bien piètre image⁷⁴. L'OCDE constate ainsi qu'en « dépit de la multiplicité des initiatives des pays d'accueil, les programmes de retours volontaires assistés ont un impact limité, du moins si on les évalue à l'aune des effectifs concernés et en comparaison avec l'ensemble des retours »⁷⁵. Pour ne prendre qu'un exemple, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) a mis en place, entre 1983 et 1999, un programme nommé « Return and Reintegration of Qualified African Nationals » (RQAN) afin de favoriser le retour des « compétences » en Afrique. Bilan ? 2 000 retours effectués en seize ans⁷⁶.

3- La différenciation sociale comme nouvel axe de réflexions

Les analyses du retour, issues d'une imposition de problématique par les champs politique, médiatique ou institutionnel, placent donc les migrants dans un ensemble homogène et englobant au sein duquel ils sont considérés au sens strict comme des immigrés dont il s'agit de mesurer la propension à retourner dans leur pays d'origine. L'on peut penser au contraire que la diaspora togolaise possède des spécificités propres et qu'il faut en outre réintroduire un peu d'hétérogénéité dans les études sur les immigrations africaines en France. Ce constat incite donc à trouver d'autres pistes d'explications à ces retours qui ne sauraient être vus comme de simples franchissements de frontières.

a) Hypothèse centrale

développement économique des pays d'origine ? » DUMONT Jean-Christophe, SPIELVOGEL Gilles, « Partie III : Les migrations de retour : un nouveau regard », op. cit., page 182.

⁷⁴. « Les programmes d'aide au retour, j'en ai entendu parler mais ce sont des programmes pour les immigrés sans éducation, ce sont des épouvantails à destination de la population française pour leur dire qu'on s'en occupe ». Entretien avec Lorenzo H.

⁷⁵. DUMONT Jean-Christophe, SPIELVOGEL Gilles, « Partie III : Les migrations de retour : un nouveau regard », op. cit., page 183.

⁷⁶. Plus globalement, l'on peut s'appuyer sur la lecture des articles consacrés notamment par Christophe Daum aux bilans de ces programmes. DAUM Christophe, « Aides au "retour volontaire" et réinsertion au Mali : un bilan critique », *Hommes et migrations*, « Africains, citoyens d'ici et de là-bas », Septembre/Octobre 2002, Numéro 1239, pages 40-48. ; DAUM Christophe, « Le codéveloppement, grandeur et décadence d'une aspiration généreuse », *Revue internationale et stratégique*, 2007, Volume 4, Numéro 68, pages 49-59. ; NDIONE Babacar, LOMBARD Jérôme, « Diagnostic des projets de réinsertion économique des migrants de retour : étude de cas au Mali (Bamako, Kayes) », *Revue européenne des migrations internationales*, 2004, Volume 20, Numéro 1, 24 pages.

Comme le souligne Jean Peneff, les entretiens réalisés ne sont pas seulement un « amalgame de récits d'individus différents qui sont réunis dans un corpus uniquement pour avoir vécu à la même époque »⁷⁷. Et nos entretiens, en effet, s'ils semblent concerner des individus aux profils sociologiques proches (des Togolais instruits et relativement aisés confrontés aux mêmes réalités migratoires et au même contexte historique et international), font émerger dans l'analyse sociologique l'importance des enjeux de différenciation sociale face au retour.

Peu d'études ont déjà abordé cette question de la distinction sociale chez les migrants de retour. Une piste est toutefois introduite dans un article écrit par Lucile Gruntz, qui réalise actuellement une thèse en anthropologie des migrations au sein du Groupe de Géographie Sociale et d'Études Urbaines (GGSEU) de l'École des Hautes-Études en Sciences Sociales (EHESS) sur la réintégration des émigrés égyptiens de retour au Caire. D'après elle, « plutôt qu'un rite de passage vers l'âge adulte pour les jeunes hommes caiotes, la migration semble dès lors davantage représenter une stratégie aléatoire et risquée d'ascension pour les plus défavorisés, tandis qu'elle tend à être considéré comme un loisir par la jeunesse aisée de la capitale. Elle fonctionne alors comme indice des logiques de distinction dans une société urbaine de plus en plus inégalitaire. [...] Si celle-ci [la migration de travail] transforme les existences, et se répercute, vue l'ampleur des départs et des retours, au niveau collectif, les transformations ne suivent pas une voie linéaire. Outre les indéniables capacités de "débrouille" personnelle nécessaires à la réussite, celle-ci demeure largement fonction du capital de départ des migrants, selon leur place dans la hiérarchie multiforme de la société caiote »⁷⁸. L'hypothèse de départ consistait donc à envisager que la ligne de fracture entre les différentes expériences du retour réside dans les positions sociales des individus. Autrement dit, tous ne seraient pas égaux face au retour et le retour n'aurait pas les mêmes implications selon le statut social au Togo et selon la trajectoire sociale des individus en migration.

En réalité, la seule distinction sociale dont il est aujourd'hui question dans les analyses institutionnelles du retour se résume au traitement particulier accordé aux élites migratoires. L'élite étant envisagée, selon les dénominations, comme l'ensemble des « migrants qualifiés

⁷⁷. PENEFF Jean, *La méthode biographique, de l'école de Chicago à l'histoire orale*, Paris, Armand Colin, « U Sociologie », 1990, page 94.

⁷⁸. GRUNTZ Lucile, « La réintégration des émigrés égyptiens de retour au Caire : enjeux contemporains », Communication sur le thème « Migrations internationales Sud-Nord : regards croisés des mondes scientifique, politique et associatif. » à l'institut de Démographie de l'Université Catholique de Louvain, décembre 2008, page 10.

ou hautement qualifiés »⁷⁹, des « compétences »⁸⁰ ou des « diasporas scientifiques »⁸¹, c'est-à-dire l'ensemble des étudiants et des personnes ayant un niveau d'instruction élevé. Dans le nouveau paradigme du « co-développement », ces immigrés qualifiés sont donc opposés aux migrants précaires ou en situation difficile dans la société d'accueil que l'on cherche à aider pour qu'ils puissent retourner dans leur pays d'origine. L'on réserve alors à ces élites, considérées comme automatiquement intégrées et qui constituent ainsi le prototype même de ces immigrés qui ne veulent plus quitter la France⁸², une alternative qui leur est propre : « l'option diaspora »⁸³. Dans ce cas, ils participent à *distance* au développement de leur pays d'origine et à la circulation des connaissances par le biais de missions ponctuelles, mais sans ce retour définitif non souhaité⁸⁴.

Or, ces dichotomies traditionnelles qui visent à distinguer ceux qui peuvent encore rentrer et ceux qui ne le veulent plus⁸⁵ paraissent insuffisantes. Notre enquête permet de souligner que ce sont plutôt ces élites, au sens d'individus disposant d'un plus grand nombre de capitaux sociaux, économiques et culturels, qui peuvent aujourd'hui prétendre le plus concrètement au retour au Togo. Nous montrerons notamment que la migration de retour est marquée par d'importantes inégalités sociales, en écartant certains migrants parmi les moins

⁷⁹. LOWELL B. Lindsay, FINDLAY Allan, « L'émigration de personnes hautement qualifiées de pays en développement : impacts et réponses politiques – Rapport de synthèse », *Cahiers de migrations internationales*, 44 F, Programme des migrations internationales, Secteur de la protection sociale, Genève, 54 pages.

⁸⁰. UNESCO, « La fuite des compétences en Afrique francophone : État des lieux, problèmes et approches de solutions », Paris, 2004, 35 pages.

⁸¹. CHARUM Jorge, GRANES José, MEYER Jean-Baptiste, « La récupération de l'intelligence scientifique expatriée : le réseau Caldas, une expérience colombienne », dans WAAST Roland (dir.), GAILLARD Jacques (éd.), *Les sciences hors d'Occident au XXème siècle*, « Volume 7 : Coopérations scientifiques internationales », Paris, ORSTOM Éditions, 1996, pages 317 à 329.

⁸². Dans un rapport rendu au Conseil Économique et Social, Monique Bourven parle ainsi de « l'expatriation des "cerveaux" et de leur non-retour ». BOURVEN Monique, « Comment mobiliser l'épargne des migrants en faveur du codéveloppement », *Avis et rapports du Conseil et Économique et Social de la République française*, 2008, page 48.

⁸³. ENDA, « Mobilisation des diasporas qualifiées au profit du développement de leur pays d'origine – Étude diagnostique », Paris, Octobre 2005, page 14.

⁸⁴. Dans une discussion menée en 2005 par « l'African Diaspora Community Forum », la vice-présidente de l'AHEAD, Ainalem Tebeje, indiquait que le retour physique comme solution à la fuite des cerveaux était « dépassé et hors-de-propos ». Elle préférait mettre en avant l'idée d'une « participation virtuelle » à distance, notamment par le biais des transferts de connaissances et de savoirs. African Diaspora Community Forum, « Report of the proceedings », Ottawa, 25 avril 2005, page 14. ; « Les nouvelles technologies de l'information et de la communication grâce aux multiples interactions qu'elles peuvent favoriser entre diasporas et communautés scientifiques locales peuvent contribuer à la fertilisation de la science et de la technologie des pays du Sud en encourageant la participation des scientifiques ou de tout cadre qualifié des pays du Sud au transfert des connaissances, à la transmission intergénérationnelle des connaissances, etc. La profusion des NTIC dans le contexte de la mondialisation permet une récupération des connaissances sans que le retour physique soit nécessaire. » AMADOU DIA Ibrahim, « Déterminants, enjeux et perceptions des migrations scientifiques internationales africaines : le Sénégal », op. cit., pages 6-7.

⁸⁵. Lors d'une discussion avec l'un des membres du SCAC de l'Ambassade de France au Togo, celui-ci explique que le retour d'une certaine diaspora « un peu paupérisée » qui s'achète une maison et vient faire du business alors qu'elle « galère un peu là-bas » est observable alors que « s'ils ont réussi là-bas, ils reviennent pas ».

socialement favorisés et en favorisant une mobilité sociale ascendante chez ceux qui parviennent à revenir. Notre hypothèse centrale est celle d'un renforcement des inégalités sociales dans le pays d'origine par l'effet combiné des conditions de la mobilité internationale et des politiques publiques d'aide au retour. En effet, en présupposant à tort que les élites migratoires ne souhaitent pas rentrer définitivement et en cherchant de plus en plus à favoriser leur retour ponctuel, les politiques migratoires françaises et togolaises consolident une propension déjà plus importante de ces élites à revenir au Togo pour y bénéficier de la conversion de leurs apprentissages en mobilité sociale ascendante. Dans le même temps, les croyances qui guident ces politiques occultent les faibles possibilités de retour effectif des milieux populaires et ainsi leurs difficultés à s'inscrire dans ces mécanismes. Dès lors, l'association des logiques migratoires et politiques du retour amplifie les écarts sociaux du pays d'origine entre une élite sociale confortée dans sa domination socio-économique et des milieux populaires qui ne parviennent pas à valoriser la plus-value de leur expérience migratoire.

Toutefois, une mise en garde s'impose. En effet, il n'existe pas deux mondes distincts qui opposeraient de manière immuable les élites migratoires favorisées et les classes populaires défavorisées en migration. Nous montrerons donc à quel point l'émigration peut faire subir à tous les mêmes épreuves, même si certains négocient plus facilement des sorties de crise, et à quel point la notion de groupe social ou de statut social est très fluctuante en migration. Ainsi, la mobilité sociale s'échelonne tout au long du cycle migratoire et peut donc être liée aux différentes mobilités géographiques et être à la fois inter ou intra-générationnelle, le retour participant également à rendre très mouvantes ces distinctions sociales.

Enfin, il faut préciser que contrairement à ce que beaucoup de personnes interrogées ont demandé lors des entretiens, cette étude ne saurait constituer un guide ou un manuel du parfait migrant de retour. Comme le disait elle-même Carla A., « tout le monde veut des tuyaux, tout le monde veut connaître un processus mais ça marche pas comme ça ». Ce travail a donc pour seule ambition d'esquisser quelques nouvelles pistes d'interprétation sur un sujet qui cristallise tous les enjeux des migrations mais dont l'analyse n'est pourtant qu'à ses balbutiements.

b) La mise en place de la méthodologie

A ce stade, il semble important d'explicitier la méthodologie qui a été mise en œuvre pour parvenir à ces hypothèses. Le constat de départ était relativement facile à établir

puisque'il est clair qu'il y a très peu de sources sur la question du retour de la diaspora togolaise, si ce n'est une étude menée à l'Université d'Amsterdam sur le retour des « réfugiés » togolais d'Europe au Togo⁸⁶. Toutefois, notre démonstration porte presque exclusivement sur les retours spontanés et librement envisagés, qu'ils aient été ou non contraints par des imprévus divers⁸⁷, puisque qu'il n'existe qu'un très petit nombre de migrants de retour togolais qui se font aider par une association ou un organisme. Il fallait donc de manière générale s'appuyer sur la littérature florissante sur le retour, mais surtout constituer un corpus propre à cette étude.

À l'image de Lucile Gruntz qui étudie, grâce aux récits individuels des migrants cairotes, les mécanismes quotidiens et les transformations qu'ils engendrent à la fois sur les trajectoires personnelles et sur la société toute entière⁸⁸, il apparaît essentiel pour comprendre le retour d'un émigré dans son pays d'origine d'envisager le retour comme un fait social total et de relever un des défis de la sociologie de l'immigration qui consiste à construire des « ponts entre les deux rives de la migration »⁸⁹. À l'instar du « Nouveau Monde » à qui l'Histoire offre une existence seulement lorsque l'Occident le découvre, l'on considère souvent que la trajectoire du migrant débute lorsqu'il pose le pied en France. Or, il semble qu'il faille s'intéresser tout autant à l'environnement socio-économique de l'émigré qu'à la place de l'immigré dans sa nouvelle société d'accueil puisque l'émigration et l'immigration « disent deux ensembles de choses tout à fait différents mais indissociables qu'il fallait à toute force penser ensemble »⁹⁰.

⁸⁶. GALLOWAY Moira, « Return migration to Togo : Monitoring the Embeddedness of Returnees », op. cit.

⁸⁷. Deux migrants ayant été expulsés ont toutefois été interrogés afin de comparer les discours et les expériences vécues.

⁸⁸. GRUNTZ Lucile, Thèse en cours : « Le retour des enfants prodiges. Rapports de force et réintégration des émigrés égyptiens de retour au Caire », (sous la direction de Mme Nancy L. Green [CRH-EHESS]), Anthropologie des migrations, CEDEJ, doctorante associée depuis janvier 2009.

⁸⁹. REA Andrea, TRIPIER Maryse, *Sociologie de l'immigration*, op. cit., page 103.

⁹⁰. Cette étude rejoint sur ce point les analyses développées par Abdelmalek Sayad et soulignées par Pierre Bourdieu : « Les analystes omettaient en effet de s'interroger sur la diversité des causes et des raisons qui avaient pu déterminer les départs et orienter la diversité des trajectoires. Premier geste de rupture avec cet ethnocentrisme inconscient, il rend aux "immigrés", qui sont aussi des "émigrés", leur origine, et toutes les particularités qui lui sont associées et qui expliquent bon nombre de différences constatées dans les destinées ultérieures [...] en cela, immigrer c'est immigrer avec son histoire (l'immigration étant elle-même partie intégrante de cette histoire), avec ses traditions, ses manières de vivre, de sentir, d'agir et de penser, avec sa langue, sa religion, ainsi que toutes les autres structures sociales, politiques, mentales de sa société, structures caractéristiques de la personne et solidairement de la société, les premières n'étant que les l'incorporation des secondes, bref avec sa culture. On découvre cela aujourd'hui, et on s'en étonne (pour ne pas dire qu'on s'en scandalise), alors que la chose était prévisible dès le premier acte de l'immigration, c'est-à-dire dès le premier immigré : prévisible en droit, mais imprévu de fait, car il fallait refuser de prévoir pour que l'immigration naisse et se continue sous la forme qu'on lui connaît. » SAYAD Abdelmalek, BOURDIEU Pierre, *La double absence : des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, op. cit., pages 9, 11 et 18.

Pour ne pas retomber dans les travers déjà énoncés, il convient donc de mêler à la fois l'analyse des politiques migratoires et des contextes sociopolitiques et socio-économiques des États d'accueil et d'origine aux parcours biographiques des migrants. En effet, il est aujourd'hui frappant de remarquer à quel point les études menées sur les migrations de retour se focalisent sur les structures et ne laissent que peu de place aux migrants eux-mêmes⁹¹. La méthode employée visait donc à leur redonner la parole⁹². Ainsi, l'entretien ne constituait pas une méthode par défaut, choisie simplement parce qu'elle est devenue « l'instrument de recherche préféré d'une grande partie des sociologues »⁹³, mais un outil nécessaire, bien que non suffisant, pour percevoir un peu plus des logiques collectives et individuelles, publiques et personnelles du retour.

Certains auteurs ne voient dans les entretiens et les récits de vie qu'une simple « documentation auxiliaire » qui ne livre que des « attitudes verbales floues et contradictoires, rationalisations *a posteriori* ou plaidoyers »⁹⁴ qui mènent à la manipulation des chercheurs. Bien entendu, les entretiens sont empreints de mises en scène, de ruses, et parfois même de tromperies ou de dissimulations conscientes ou inconscientes⁹⁵. Mais il faut garder à l'esprit que l'entretien est, comme toute source, critiquable, et qu'il faut le prendre « pour ce qu'il est : un discours et des énoncés d'acteurs situés socialement et dont il faudra faire aussi la sociologie »⁹⁶. Cette démarche compréhensive, propre à une « sociologie de la subjectivité »⁹⁷

⁹¹. « Quand on parle de "migrations" tout se passe comme si les individus étaient quantité négligeable dans un ensemble difficile à définir. » BONI Tanella, « Entre ici et là-bas, nulle part... Variations sur l'idée d'indifférence », *Africultures*, « Migrations intimes », numéro 68, septembre 2006, 248 pages. ; « La fuite des cerveaux est souvent analysée sans les "cerveaux", c'est-à-dire sans une saisie intelligente des rationalités, des intentionnalités, des normes et des itinéraires de ces migrants qualifiés. Or, la compréhension des configurations, des dynamiques et des significations de la mobilité scientifique internationale requiert une compréhension des représentations et des pratiques des principaux acteurs sociaux concernés. » AMADOU DIA Ibrahim, « Déterminants, enjeux et perceptions des migrations scientifiques internationales africaines : le Sénégal », op. cit., page 3.

⁹². Depuis deux ans, chaque réunion ou conférence liée au Togo à Paris a permis de remarquer à quel point, habituellement privés de parole, les immigrés togolais étaient saisis de tensions et d'émotions débordantes lorsqu'ils avaient enfin l'occasion de s'emparer du microphone et de livrer leurs opinions.

⁹³. HUGUES Everett Cherrington, *Le regard sociologique, Essais choisis*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, « Recherches d'histoire et de sciences sociales », 1996, pages 281.

⁹⁴. PENEFF Jean, *La méthode biographique, de l'école de Chicago à l'histoire orale*, op. cit., page 6.

⁹⁵. « Ceux qui posent cette question constatent que les individus disent parfois des choses en public qu'ils ne répéteraient pas en privé et qu'ils se comportent parfois de façon qui contredit ou jette un sérieux doute sur ce qu'ils professent dans une conversation spontanée. Aussi, le dilemme est-il : peut-on déduire ce qu'une personne pense réellement sur la base de quelques questions échangées dans une interview ? La réponse est naturellement non. » DEAN John P., FOOTE WHYTE William, « How do you know if the informant is telling the truth ? », *Human Organization*, 1958, 17, Numéro 2, page 34.

⁹⁶. MENDRAS Henri, OBERTI Marco, *Le sociologue et son terrain, Trente recherches exemplaires*, Paris, Armand Colin, « U Sociologie », 2000, page 133.

⁹⁷. BANEGAS Richard, WARNIER Jean-Pierre Warnier, « Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir », *Politique Africaine*, « Figures de la réussite et imaginaires politiques », numéro 82, juin 2001, page 21.

permet de saisir la « construction négociée de la réalité »⁹⁸ par les individus ou leur « auto-compréhension de soi »⁹⁹ et par suite d'appréhender leurs perceptions, leurs imaginaires, leurs ressentis et le sens qu'ils donnent à leurs pratiques¹⁰⁰.

L'objectif était donc de réaliser, en France et au Togo, des entretiens sociologiques avec des migrants togolais qui s'inscrivent dans la logique du retour. Par retour, il faut entendre un projet envisagé et perçu comme une réinstallation relativement durable au Togo, à l'inverse de simples séjours ou vacances. Il est à noter que des entretiens ont été menés à la fois avec des Togolais nés au Togo et des Togolais nés en France, chacun envisageant sa nouvelle vie au Togo comme un « retour ». Il ne semblait pas pertinent de restreindre l'échantillon sur ses aspects car il aurait dès lors été impossible de comprendre des parcours aussi complexes que celui de Carole A., par exemple¹⁰¹.

Carole A. est née en 1970 au Sénégal, d'une mère béninoise et d'un père togolais. Dans les années 1980, sa famille a déménagé en Côte d'Ivoire puis au Cameroun où elle a passé son baccalauréat. Elle a d'abord fait connaissance avec le Togo lors de vacances, puis est venue y vivre avec sa famille en 1987. Après ses études à Lomé, elle est partie en France en octobre 1993 pour ne revenir au Togo qu'en août 2008. Aujourd'hui, Carole A. se définit sans trop hésiter comme une franco-togolaise effectuant depuis un retour dans *son* pays, le Togo.

Précisons qu'au départ, il était envisagé de n'interroger que des migrants de retour ayant vécu en France, mais les nécessités du terrain ont fait que des rencontres ont eu lieu avec des émigrés s'étant installé en Allemagne, en Belgique, au Canada ou encore aux États-Unis. Dès lors, il semblait que l'étude ne devait plus se limiter à un seul espace géographique.

⁹⁸. WERNER Jean-François, *Marges, sexe et drogues à Dakar, enquête anthropologique*, Paris, Karthala-Orstom, 1994, pages 85-94.

⁹⁹. BRUBAKER Rogers, « Au-delà de l'identité », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, septembre 2001, Volume 139, page 77.

¹⁰⁰. « Pour comprendre la conduite d'un individu, on doit savoir comment il percevait la situation, les obstacles qu'il croyait devoir affronter, les alternatives qu'il voyait s'ouvrir devant lui ». BECKER Howard, « Biographie et mosaïque scientifique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, Volume 6, Numéro 62-63, 1986, page 106.

¹⁰¹. « Par ailleurs, on assiste à une complexification et à une diversification des trajectoires migratoires. Les catégorisations habituelles en types de migration — migration volontaire, migration forcée, migration économique — fondées sur les motivations en termes de facteurs de départ [*push factors*] et de facteurs d'attraction [*pull factors*] se conjuguent en des configurations flottantes chez un même individu ou un même groupe. Le modèle univoque de la migration d'un point d'origine à un point d'arrivée correspond peu aux situations contemporaines. La migration est un déplacement multidirectionnel et, comme le disent Droz et Sottas, « la conception d'un déménagement définitif ou d'un déplacement irréversible ne rend pas compte de la réalité sociale, car les phénomènes migratoires observables aujourd'hui sont — pour la plupart — bidirectionnels ou circulaires » (1997 : 70). Le plus souvent, les trajectoires migratoires sont ponctuées d'aller-retour, de va-et-vient fréquents entre divers lieux : pays natal ou pays de résidence, pays où sont installés des membres de la famille dispersée ou la collectivité en diaspora, pays d'adoption. Cette mobilité entraîne des réaménagements des identifications culturelles et sociales et des appartenances à des groupes ou à des réseaux locaux, nationaux ou transnationaux. » GUILBERT Lucille, « L'expérience migratoire et le sentiment d'appartenance », *Ethnologies*, 2005, Volume 27, Numéro 1, pages 5-32.

De plus, il apparaissait lors des entretiens que le fait d'avoir émigré dans tel ou tel pays n'avait pas d'influence sur les réalités vécues face au retour¹⁰².

Ce mémoire repose donc sur 9 entretiens réalisés en France auprès de migrants togolais (dont 4 ont été réalisés l'an dernier) et sur 45 entretiens sociologiques réalisés au Togo avec des migrants de retour entre début janvier et fin février 2010¹⁰³. 23 entretiens plus informatifs ont également été réalisés dans les deux pays, notamment avec des journalistes et des responsables associatifs togolais, avec des proches de migrants de retour, avec l'historien togolais Godwin Tété, avec Frédéric Bard, chargé entre autres du Togo au MIIIDS, avec des membres de l'Ambassade de France au Togo, avec le Professeur Ayité qui est chargé de la Coopération internationale à l'Université de Lomé, avec Gilbert Bawara, alors ministre de la Coopération togolais et avec Deo Ahondo, secrétaire général du Gouvernement togolais en charge du programme de recours à la diaspora mené en partenariat avec le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD)¹⁰⁴. Afin d'éviter l'effet « boule de neige » qui consiste à débiter avec une unique source de contacts pour parcourir, par un processus de ramifications, son carnet d'adresses puis celui de ses contacts, pour finir par n'avoir que des profils sociologiquement proches et finalement relativement peu représentatifs d'un ensemble, il a fallu tenter le plus possible de dépasser les réseaux déjà constitués l'an dernier et de diversifier les sources de contacts¹⁰⁵, en France et au Togo¹⁰⁶.

Deux traits caractéristiques de cet échantillon de 44 migrants de retour doivent être soulignés. D'abord, plusieurs générations sont représentées, ce qui a permis de vérifier s'il y avait de réelles différences selon les périodes envisagées¹⁰⁷. De plus, seules six femmes ont été interrogées. Plusieurs entretiens ont d'ailleurs eu lieu avec des hommes qui ont divorcé avant leur retour¹⁰⁸, leur femme ayant préféré rester en France avec les enfants¹⁰⁹. Difficile

¹⁰². La seule différence notable réside en fait dans le choix de départ du pays d'accueil. Voir les citations dans l'annexe 11.

¹⁰³. Voir la liste des entretiens dans l'annexe 3.

¹⁰⁴. Pour ne pas surcharger ce mémoire de citations de ces 77 entretiens, celles qui paraissaient illustrer au mieux les propos ont été sélectionnées et les autres ont été placées en annexe. L'accumulation de certaines citations sur un sujet met en lumière l'extraordinaire proximité des propos tenus sur des thèmes qui semblent susciter des opinions partagées, voire de vrais consensus.

¹⁰⁵. « Ne pouvant prétendre à une représentativité mathématique dans ce cadre tentaculaire, il s'agit d'éviter l'écueil des généralisations hâtives par la diversification volontaire des sources ». GRUNTZ Lucile, « La réintégration des émigrés égyptiens de retour au Caire : enjeux contemporains », op. cit., page 2.

¹⁰⁶. En octobre/novembre 2009, un grand nombre de mails et de messages ont été envoyés à des adresses obtenues par des sites d'informations et des forums togolais en ligne. De plus, certains réseaux sociaux comme *Facebook* ont été utilisés pour contacter des Togolais qui auraient été totalement inaccessibles sans cet outil. Ces méthodes ont permis d'échanger quelques mails avec certaines personnes, mais aussi d'en rencontrer d'autres en France ou au Togo et de bénéficier, par suite, de leurs contacts.

¹⁰⁷. Même si l'âge de 9 des personnes interrogées n'est pas connu, la plupart des entretiens ont eu lieu avec des personnes âgées de 30 à 45 ans, l'échantillon s'échelonnant de 25 à 60 ans.

¹⁰⁸. C'est le cas notamment pour Marc A., José A. ou encore Olivier A.

dans ce cas de dire si le divorce est une cause du retour ou une conséquence de la volonté de partir¹¹⁰. Bien entendu, pour les femmes, plusieurs facteurs peuvent jouer dans le fait de préférer rester en Europe. Au-delà de l'idée commune que les femmes africaines se fondent plus facilement dans le mode de vie européen¹¹¹, l'on peut plutôt penser à l'envie de voir son enfant être éduqué dans de meilleures conditions ou au refus de revenir vivre dans une société dans laquelle les femmes doivent batailler pour se faire une place¹¹². Toutefois, il reste difficile voire impossible d'affirmer catégoriquement que les hommes rentrent plus facilement que les femmes, même si c'est en surface ce que semble indiquer le terrain réalisé au Togo¹¹³.

Pour réaliser ces entretiens qualitatifs, une grille d'entretien avait préalablement été réalisée¹¹⁴. Cette dernière constituait un point de départ et permettait de traiter, selon les cas, à la fois la situation avant le départ, les motivations du départ, les conditions de vie en France, les liens entretenus avec le Togo, les retours ponctuels effectués et la réinsertion au retour. Toutefois, dans le déroulement des entretiens, cette trame ne servait que de filet de sécurité. En effet, dans une première phase, il s'agissait d'expliquer à la personne interrogée qu'elle devait raconter très simplement son parcours entre le Togo et la France et la façon dont l'idée de retour avait émergé au fil du temps. S'en suivait alors un long récit, non interrompu ou seulement afin d'obtenir quelques détails chronologiques ou quelques précisions factuelles. Ce premier temps de l'entretien permettait de voir les points qui étaient le plus mis en avant et les aspects volontairement occultés ou minimisés. Ce n'est que dans un second temps qu'il

¹⁰⁹. « Ma femme a fait le choix de l'Europe, moi résolument je fais le choix de la mère patrie ». Entretien avec Marc A. ; « Ma femme française voulait bien qu'on aille au Togo car elle connaissait déjà l'Afrique [...] dans les couples mixtes ça finit toujours par craquer à la fin ». Entretien avec Lorenzo H.

¹¹⁰. Olivier A. décrit par exemple son divorce comme « le coup de glas ». Quant à Julien L., alors qu'il brandit fièrement sa carte d'identité allemande pendant l'entretien pour montrer que s'il est au Togo, c'est parce qu'il l'a choisi et parce qu'il a un jour décidé de « jeter l'éponge » en Allemagne, il semble que son envie de revenir ait été provoquée ou du moins accélérée par une séparation conjugale.

¹¹¹. « C'est plus facile de laver la tête des filles, c'est plus difficile pour elles de revenir ». Entretien avec Kwassi P. ; « La façon de voir, la façon de vivre me convenait ». Entretien avec Carole A.

¹¹². « Parallèlement à la volonté des enfants de rester en France, les femmes expriment de plus en plus le désir de rester également dans le pays d'installation. Si le besoin affectif de rester proche des enfants est la raison invoquée en premier lieu, elle cache souvent leur réticence à retrouver un cadre social où elles devront renoncer aux libertés qu'elles ont pu acquérir en émigration. Le projet de retour, quand il devient concret, mène parfois jusqu'au divorce et à l'éclatement définitif des familles ». SCHAEFFER Fanny, « Mythe du retour et réalité de l'entre-deux. La retraite en France, ou au Maroc ? », *op. cit.*, page 170.

¹¹³. « Pour les pays européens, on n'observe pas de différences significatives dans les taux de réémigration selon le genre. » DUMONT Jean-Christophe, SPIELVOGEL Gilles, « Partie III : Les migrations de retour : un nouveau regard », *op. cit.*, page 198. ; « Actuellement, les femmes, plus encore que les hommes, pensent leur avenir en fonction des enfants et petits-enfants, et surtout lorsque les ascendants sont décédés. Elles s'attachent plus que les développées quittant celles plus contraignantes de la communauté villageoise. Les hommes sont plus souvent attachés à la terre de naissance, aux habitus ruraux (jardinage notamment), et la volonté de retour au pays est toujours la leur. Cette division de genre entraîne souvent des tensions dans le couple qui, dans le meilleur des cas, règle son désaccord par la pratique de l'alternance. » VILLANOVA Roselyne, « Espace de l'entre-deux ou comment la mobilité des immigrés recrée du territoire », *L'Homme et la société*, 2007, Volume 3, Numéro 165, pages 69-70.

¹¹⁴. Voir la grille d'entretien dans l'annexe 1.

convenait d'intervenir pour revenir sur certains non-dits ou sur certaines incohérences et que s'engageait alors un réel dialogue. Preuve, s'il en fallait une, que les « sociologues débutants » ne pratiquent pas qu'une « écoute respectueuse, voire fascinée et sont les proies toutes désignées pour les bavards impénitents, les donneurs de leçon ou les névrosés cherchant consolation dans l'exhibition de leur passé »¹¹⁵.

Il est à noter que les contraintes temporelles et les réticences relatives de certaines personnes ont rendu difficile l'obtention du profil sociologique exhaustif de toutes les personnes ou la mention systématique de tous les aspects de la grille d'entretien. Toutefois, le fait de réaliser des entretiens avec des personnes qui se connaissaient parfois a permis de recueillir indirectement des informations sur chacun d'entre eux, et généralement des informations que les principaux intéressés n'avaient pas pris la peine de mettre en valeur. Ceci dit, le but était de faire ressortir des logiques et non d'identifier des critères déterminants ou des lois fixistes, ces difficultés n'ont donc pas empêché le dépouillement des données¹¹⁶.

Un mot doit également être dit de la façon dont ont été réalisés ces entretiens. Au début de l'année, le choix avait été fait de les enregistrer avec un magnétophone, comme ce fut le cas l'an dernier. Lors du premier entretien, ce dernier est tombé en panne. Cet incident a été l'occasion de réfléchir à l'utilité d'un tel enregistrement. En effet, il paraissait clair que les personnes interrogées ne parvenaient pas à oublier la présence du magnétophone. Sa présence suscitait généralement chez eux un besoin de « bien faire » et de répondre « comme il faut » aux questions. Or, le but des entretiens n'était pas d'obtenir des discours convenus et répétés mais d'arriver à créer un climat de confiance et de confidences et à aborder des sujets plus personnels. Lors de l'entretien suivant, la prise de notes a donc remplacé l'enregistrement. Avec cette méthode il apparaissait que, globalement, les gens se sentaient moins interrogés, moins observés et qu'ils arrivaient presque à oublier le cadre de l'interaction de l'entretien, comme s'ils faisaient leur bilan à haute voix, pour eux-mêmes. De plus, si l'on ajoute à cela les principes de l'éducation togolaise qui font que de nombreuses personnes se sentent mal à l'aise lorsqu'on les regarde longuement et fixement dans les yeux, cette méthode a été préférée car elle devenait plus heuristique, au regard de l'usage qui en était fait. Toutefois, cette technique a l'inconvénient de demander une concentration permanente pendant une à trois, voire quatre heures d'entretien, et de nécessiter un complément apporté par des prises de notes ultérieures et par le recours à un carnet de recherche tenu quotidiennement. Cependant,

¹¹⁵. PENEFF Jean, *La méthode biographique, de l'école de Chicago à l'histoire orale*, op. cit., page 103.

¹¹⁶. Voir la méthode de dépouillement dans l'annexe 2.

avec un peu d'entraînement, il a été possible d'arriver à prendre en notes des phrases entières, qui constituent d'ailleurs le corpus des citations utilisées ici.

Pour finir, il faut dire un dernier mot des implications qu'on pu avoir la réalisation de ces entretiens par un non togolais. D'abord, si l'ambiance générale laissait penser à des discussions menées sur le ton de la confiance et de la sympathie, il était très clair que les entretiens étaient constitués de beaucoup de non-dits. Il était notamment difficile d'aborder facilement certaines thématiques comme les questions d'argent et de relations de couple ou les rapports entretenus avec le village d'origine ou la spiritualité par exemple. Le contexte des entretiens était par ailleurs très ambivalent. D'une part, les Togolais semblaient vouloir raconter moins de choses et moins de détails pensant qu'un jeune Français ou qu'un jeune « Blanc » ne pourrait pas comprendre toutes les subtilités de la vie togolaise. Il fallait donc insister le plus possible sur le fait que le Togo n'était pas un pays inconnu, que le travail sur la diaspora togolaise était mené depuis deux ans et que le terrain de deux mois était réalisé dans un cadre de vie purement togolais. D'autre part, il était finalement plus facile de se confier à un parfait étranger qu'à un Togolais avec qui l'on place généralement beaucoup plus de retenue¹¹⁷. Ces silences et ces incohérences dans la forme, loin de constituer des obstacles, ont donc été tout autant l'objet d'analyses que le fond du discours émis. Mais c'est finalement la présence d'un jeune chercheur français qui renforçait certaines logiques. Ainsi, les personnes interrogées semblaient souvent ravies de parler à un Européen, de trouver au beau milieu de leur vie togolaise un moyen de se remémorer, avec plus ou moins de nostalgie, leur passage en Occident et de montrer à quel point elles maîtrisaient elles aussi les codes occidentaux. Cette présence ravivait finalement le besoin d'afficher un peu plus sa réussite à l'européenne et de mettre en avant des anecdotes flatteuses. Il fallait alors tenter le plus possible de faire la part des choses entre le *vécu* et le *raconté*.

Une réponse a pu être apportée par le fait que ces entretiens sociologiques ont par ailleurs été complétés par des observations¹¹⁸. Ainsi, les entretiens se sont généralement

¹¹⁷. Nombreuses sont les personnes qui ont répété que les Togolais ne se disaient pas tout entre compatriotes, par pudeur, par méfiance ou par manque de confiance : « Les Togolais ente eux, il y a de la méfiance. Tu dis pas tout, tu veux pas qu'on te voit. Ils se méfient un peu, un peu [...] toi ils te disent tout parce que peut-être ils pensent que tu peux apporter un projet ou je sais pas ». Extrait d'une discussion avec Amandine K., une jeune loméenne.

¹¹⁸. « Le risque inhérent à tout travail sociologique mené principalement par entretiens et sur une période limitée dans le temps est de figer les attitudes et les comportements, de "surinterpréter" en ne prêtant pas assez attention au contexte des propos qui sont tenus sur le moment par les enquêtés. La force (heuristique) de l'enquête ethnographique réside dans la possibilité d'une immersion longue de l'enquêteur dans le milieu enquêté. Dans ce type de travail, la répétition des entretiens avec les mêmes personnes a été une sorte de substitut d'une présence longue, sur le terrain (matériellement impossible) : la comparaison d'entretiens effectués à des moments différents du temps permet de corriger ou de relativiser des interprétations fondées sur un seul entretien

déroulés dans le bureau de la personne interrogée ou chez elle, ce qui permettait d'obtenir des informations non-verbalisées. Par ailleurs, certains entretiens se sont déroulés en plusieurs fois ou ont été précédés ou succédés de rencontres plus informelles ou de discussions dans un « maquis »¹¹⁹ qui ont offert l'occasion, là aussi, d'obtenir des données sous d'autres formes¹²⁰.

c) Le plan adopté

En s'appuyant sur l'ensemble de ces données, nous montrerons d'abord que les politiques publiques du retour mises en place dans les deux pays gèrent de manière distincte les différents groupes sociaux en migration et semblent actuellement favoriser le retour des élites au Togo.

Puis, nous nous intéresserons plus directement aux migrants eux-mêmes en expliquant dans un premier temps qu'ils se trouvent à leur retour totalement assimilés aux mythes véhiculés par l'Europe et par conséquent que de fortes injonctions familiales et sociales à la réussite pèsent sur eux et empêchent le retour des individus issus des milieux populaires.

Ensuite, nous mettrons en avant la nécessité de valoriser les apprentissages réalisés à l'extérieur du Togo afin de parvenir à répondre au mieux à ces attentes de réussite sociale, en montrant comment les migrants obtiennent inégalement, selon leurs positions sociales, un emploi bien rémunéré à même de mettre en application les compétences acquises en migration. En effet, ce succès au retour est plus facilement négociable pour des individus disposant d'importants capitaux sociaux et économiques, d'autant plus que les demandes auxquelles ces derniers doivent répondre sont moins fortes.

Si ces logiques semblent exclure *a priori* les milieux populaires du processus de retour au Togo et ne favoriser qu'une reproduction de l'élite migratoire, il apparaît que les migrants moins favorisés socialement peuvent en réalité rentrer, à condition de parvenir à convertir des ressources moins nombreuses en capital symbolique et d'envisager le retour comme une mobilité sociale ascendante renégociée et redéfinie. Cette ascension ne serait alors plus basée sur une situation économique et financière ascendante mais sur des concepts tels que le

approfondi et de faire apparaître l'action du temps, l'influence de la "conjoncture" (nationale et locale). Les entretiens que nous avons menés ont été le plus souvent couplés avec une observation attentive de ce qui se passait pendant l'entretien et autour de l'entretien ». BEAUD Stéphane, PIALOUX Michel, *Retour sur la condition ouvrière : enquête aux usines Peugeot de Sochaux et Montbéliard*, op. cit., 431-442.

¹¹⁹. Petit bar/restaurant togolais.

¹²⁰. Jean Peneff explique que le fait de demander son *curriculum vitae* à la personne interrogée lors d'un entretien est devenu naturel et qu'ainsi les chercheurs laissent « trop de liberté aux enquêtés dans l'autodéfinition de leur origine sociale ou de leurs cursus ». Les individus ayant effectivement tendance à évaluer toujours à la baisse leur position sociale, ce type d'informations supplémentaires n'est donc pas inutile. PENEFF Jean, *La méthode biographique, de l'école de Chicago à l'histoire orale*, op. cit., page 98.

sentiment d'utilité, l'épanouissement professionnel et la reconnaissance sociale. Enfin, si le fait de retrouver une place valorisée au Togo est un moyen de négocier ce retour, il semble que cette réinsertion ne soit elle-même pas exempte d'inégalités sociales entre les migrants de retour.

Partie 1

Les politiques publiques du retour en France et au Togo : une gestion différenciée des catégories sociales en migration

Avant d'étudier les expériences des migrants togolais, il apparaît important d'analyser le cadre institutionnel dans lequel se déroulent ces migrations. La diaspora togolaise et la politique migratoire du Togo revêtent en effet certaines particularités qu'il ne faut pas minimiser dans cette étude car ce sont ces différences, avec les expériences maliennes notamment, qui permettent de se détacher de l'image socialement et politiquement construite des immigrés africains en France. Pour commencer à dessiner en creux l'esquisse de ces spécificités, il s'agit maintenant de dresser un rapide tableau des politiques publiques du retour mises en place en France et au Togo pour gérer les flux de migrations de retour entre les deux pays. Le détour par ce point semble essentiel tant ces politiques ne servent pas simplement de toile de fond aux réalités analysées ici mais alimentent et influencent les parcours migratoires et leurs perceptions¹. De plus, il apparaît essentiel de lier dans un même raisonnement les politiques publiques et l'analyse plus anthropologique des migrations afin de saisir toutes les dynamiques et les facettes d'un même objet. Enfin, il semble intéressant de décrypter ces politiques publiques dont la *doxa* internationale donne une image tronquée et bien trop monolithique.

S'il est en effet clair qu'en France et au Togo les migrations de retour sont l'objet d'un intérêt politique grandissant² et que les débats s'inscrivent dans cette articulation devenue systématique entre retour et développement, les discours tenus ne doivent pas masquer une logique puissante dans les deux pays : la gestion différenciée des catégories sociales en migration.

1- L'aide française au retour des immigrés précaires

En France d'abord, l'on constate que le Togo, et plus encore les migrations togolaises, ne font pas partie des priorités de l'agenda politique. Frédéric Bard, chargé entre autres du Togo au MIIIDS, explique ainsi que l'État français a tenté de signer des accords de gestion

¹. « Même si les conditions légales et institutionnelles sont le plus souvent absentes de l'analyse des déterminants des migrations de retour, il est certain qu'elles font partie intégrante de la question. » DUMONT Jean-Christophe, SPIELVOGEL Gilles, « Partie III : Les migrations de retour : un nouveau regard », op. cit., page 207.

². « Mon parcours intéresse, je suis observé des deux côtés ». Entretien avec Marc A.

concertée des flux migratoires³ et que les négociations ont échoué à cause de différends sur plusieurs points techniques⁴. Toutefois, il le confesse lui-même, le point central réside dans le fait qu'il « n'y a pas de problème avec les Togolais ». C'est ce que Brice Hortefeux avait déjà publiquement annoncé lors d'une interview en novembre 2008⁵. Ainsi, lors de l'entretien, Frédéric Bard poursuit en dressant le portrait d'une migration de « bon niveau scolaire », voire d'une migration de « l'intelligentsia », peu « expansive »⁶ et numériquement faible⁷. En effet, le Togo a longtemps été un pays d'immigration et est devenu depuis deux à trois décennies, à force de crises économiques, sociales et politiques, un pays d'émigration⁸. Il n'y a donc pas de longue tradition migratoire, comme ce peut-être le cas au Mali par exemple⁹.

« Quand un Youri Gagarine arrive sur la Lune, il pose le pied et voit un Malien. Alors il lui demande, mais qu'est-ce que tu fais là toi ? Et le Malien lui répond, je cherche de l'argent !... au Togo, c'est différent ».

Extrait d'un des entretiens réalisés avec Kanyi B.

³. D'après Robert Djellal, conseiller d'Éric Besson au sein du MIIIDS, lors de son intervention pendant les Assises de la Coopération décentralisée en Yvelines le 25 novembre 2009, des accords sont actuellement signés entre la France et neuf États africains et d'après négociations sont menées au Mali et en Guinée Équatoriale. L'objectif étant de signer 20 accords d'ici 2012 afin de mieux gérer à la fois les migrations légales, de limiter l'immigration illégale et d'organiser les actions de co-développement. Pour parvenir à ce chiffre, l'État français mise sur le fait que chaque État signataire obtient automatiquement un traitement préférentiel dans l'octroi de l'Aide Publique au Développement.

⁴. Notamment sur les questions d'état civil, de statut des étudiants, de migration circulaire ou d'orientation à donner aux projets de développement solidaire, etc.

⁵. « Il n'y a pas de difficultés de migration au Togo ». « Brice Hortefeux attendu mercredi soir à Lomé », *Republic of Togo*, « Diplomatie », 6 janvier 2009. Source :

<http://www.republicoftogo.com/Toutes-les-rubriques/Diplomatie/Brice-Hortefeux-attendu-mercredi-soir-a-Lome>

⁶. Idée commune développée par nombre de Togolais rencontrés qui mettaient en avant la « timidité » ou le « sérieux » censés caractériser les Togolais et leur éducation qui les pousse à une certaine retenue. Lors de l'entretien mené avec Sophie A., celle-ci oppose le comportement des Togolais à celui des Maliens qu'elle a pu croiser dans les aéroports. Elle décrit ainsi la scène d'un groupe de Maliens fraîchement arrivés à Paris, nombreux, regroupés, vêtus de boubou, parlant fort, crachant par terre. Elle en conclue : « c'est pas un Togolais qui ferait ça ».

⁷. « On ne devrait s'occuper que des pays avec qui on a un problème de déficit démographique [...] on n'a pas voulu être taxé de faire du développement solidaire qu'avec ces pays, c'est pour ça qu'il y a aussi le Cap-Vert ou le Gabon ». Entretien avec Frédéric Bard. Lors de des Assises de la Coopération décentralisée en Yvelines, Anne Mayaud, qui travaille au MIIIDS, confirmait que le Togo ne faisait pas partie des États concernés.

⁸. Voir les statistiques dans l'annexe 12.

⁹. « Au Mali, le rapport plus que séculaire avec la France a toujours inclus la mobilité d'une fraction non négligeable des populations masculines ». QUIMINAL Catherine, « Retours contraints, retours construits des émigrés maliens », op. cit., page 35. On retrouve là aussi cette idée courante dans nombre d'entretiens. D'après Nathalie Egueli, « avant, le Togolais, ne bougeait pas » ou, comme l'explique Antoine A., « c'est la situation au Togo qui fait l'exode rural des jeunes, sinon ils partent pas. On préfère vivre au pays tranquillement [...] Depuis 1994, les Togolais sortent et ne reviennent pas... c'était intense ! ». Il ajoute que près de la moitié des Togolais autochtones étaient selon lui partis du pays et que l'on ne trouvait plus au Togo que des « étrangers naturalisés ». Enfin, en 2008, Joël Viana revenait sur cet aspect : « Parce qu'en fait, partir c'était une nécessité, c'était pas parce que... généralement l'Africain, le Togolais en particulier, il n'aime pas partir de chez lui. On serait restés chez nous, si y'avait pas eu un certain nombre de contraintes quoi. Moi je serais resté. Partir c'est envisageable en dernier recours. »

Il est difficile de donner une estimation du nombre de Togolais vivant hors du Togo. Bon nombre de médias et d'associations togolaises ont adopté, depuis qu'il a été publié dans les rapports de l'Union Européenne¹⁰, le chiffre qui fait état d'une diaspora d'un million de personnes, soit près de 20% de la population togolaise¹¹. Les vérifications effectuées l'an dernier ne permettent pas de confirmer cette donnée mais plutôt de montrer que le recours systématique des associations diasporiques togolaises à cette estimation probablement surévaluée contribue à donner du sens et à rendre réelle la force d'une communauté qu'elles veulent puissante¹². Ce million semble donc être plus stratégique et symbolique que véridique. En effet, si beaucoup de Togolais émigrent à l'échelle régionale ou sous-régionale notamment au Ghana et au Bénin voisins lors des périodes de crise politique, peu semblent finalement résider en Occident¹³.

En réalité, il est très difficile d'obtenir des données chiffrées puisque les ambassades et consulats togolais « ne tiennent pas les comptes »¹⁴. En janvier 2010, il apparaissait qu'un projet de comptabilisation par Internet était prévu pour le mois de mars. Mais pour le moment, aucune suite n'y a été donnée. Les éléments disponibles permettent d'établir qu'il y a environ 10 à 15 000 Togolais en France¹⁵, et probablement un peu moins en Allemagne et aux États-Unis. Au delà de ces trois plus grands foyers, d'autres Togolais sont également présents en Belgique, au Royaume-Uni, en Irlande, en Italie, en Suisse, au Canada ou dans les pays scandinaves.

¹⁰. « 17% de la population togolaise vivrait à l'étranger : Rassemblant près de 1.000.000 de Togolais établis hors du Togo, la diaspora représente la sixième région administrative du pays. ». CERIANI SEBREGONDI Filiberto, BAWARA Gilbert, « Document de stratégie pays et programme indicatif national – Période 2008-2013 », Commission Européenne, Ministère de la Coopération, du Développement et de l'Aménagement du territoire du Togo, mai 2008, page 26.

¹¹. Dans les conférences organisées par l'association Synergie-Togo, le président Camille Lawson-Body ne manque jamais de rappeler ce chiffre.

¹². « La diaspora togolaise a vu son chiffre augmenter, d'année en année, dans des proportions extraordinaires, pour un si petit pays. On parle aujourd'hui de plus de 2 millions de Togolais vivant à l'extérieur des frontières nationales, ce qui fait dire fort justement à la diaspora qu'elle constitue la 6ème région du Togo. Par milliers, vous avez dû prendre le chemin de l'exil, soit pour faire fructifier vos talents ailleurs, soit pour sauver votre vie. Ainsi, il y a aujourd'hui, plus de médecins togolais exerçant dans les hôpitaux à l'étranger que de médecins togolais exerçant au Togo même. Que dire des juristes, des avocats, des ingénieurs, des économistes, des créateurs, des enseignants, en un mot de tous les porteurs de projets qui ont dû quitter le Togo pour faire fleurir leurs talents, plutôt que de s'étouffer, voire de mourir. Ils sont des milliers, les démocrates togolais, disséminés aux quatre coins du globe, qui participent, par leur travail apprécié et par leurs soutiens multiformes au développement de leur pays d'accueil mais aussi au développement du Togo. Les Togolais de la diaspora sont la fierté d'un peuple meurtri, à qui le droit à la différence, a été refusé depuis quatre décennies. » Extrait de la « lettre de Jean-Pierre Fabre, candidat du Front Républicain pour l'Alternance le Changement au Togo à l'élection présidentielle de 2010, à la diaspora togolaise, à la communauté internationale, aux amis du Togo et aux hommes de bonne volonté », Lomé, 25 février 2010, 3 pages.

¹³. Voir les données statistiques dans l'annexe 13.

¹⁴. Selon l'expression utilisée pendant l'entretien avec Yéma K. et José A. Lors de l'étude menée l'an dernier, les ambassades contactées n'avaient pas pu ou su donner une estimation du nombre de ressortissants togolais dans chaque État. En novembre 2008, l'ambassade du Togo en France écrivait ainsi par mail : « Nous ne sommes pas compétents pour répondre à vos questions. A notre connaissance il n'existe pas de telles données. Nous avons mis en place un système d'information nous permettant de recenser la communauté togolaise dépendante de notre ambassade mais il est encore trop tôt pour disposer des données exploitables. »

¹⁵. Voir les statistiques de la présence togolaise en France dans l'annexe 14.

Difficile donc de considérer que la diaspora togolaise compte près d'un million de personnes si l'on n'y ajoute pas une catégorie à part, les émigrés en Afrique, dont le cas n'est pas traité dans cette étude.

En France, jusqu'en 1999, l'on ne compte pas plus de 500 entrants par an sur le territoire national, ce qui signifie que cette immigration ne représentait qu'1% de l'immigration africaine. En 2004, point culminant des entrées togolaises, l'on ne compte officiellement que 960 immigrants. D'après un rapport du Sénat¹⁶, l'on compte 6 720 Togolais en France en 1990. Selon le recensement de l'INSEE pour l'année 1999, 13 026 Togolais de nationalité ou d'origine résident en France. Quant au ministère des Affaires Étrangères et Européennes¹⁷, il indique que la « communauté togolaise en France » est composée au 1^{er} janvier 2007 de 9 000 membres¹⁸.

De plus, l'immigration clandestine vers l'Europe est encore peu développée au Togo. Là encore, il est difficile d'obtenir une confirmation statistique et concrète de ce fait puisqu'en général, l'on n'aperçoit que la partie médiatique du phénomène¹⁹. Mais ceci permet déjà de constater que les Togolais ne semblent pas faire partie des nationalités d'immigrés les plus présentes dans les centres de rétention administrative (CRA)²⁰, les plus actives dans les manifestations de « sans-papiers »²¹ et les plus expulsées²².

¹⁶. Le rapport n° 336 6 1996/1197 de 1997 par Serge Vinçon, sénateur, membre de la Commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et la République du Niger relative à la circulation et au séjour des personnes.

¹⁷. Source : http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/togo_358/presentation-du-togo_1312/donnees-generales_5905.html

¹⁸. À titre de comparaison, l'on compte selon le ministère des Affaires étrangères près de 900 000 algériens en France dont 450 000 binationaux, 800 000 marocains dont 350 000 binationaux, entre 250 000 et 300 000 tunisiens dont 165 000 titulaires d'une autorisation de séjour, 120 000 maliens dont 45 500 avec un titre de séjour [selon les données du ministère de l'Intérieur.], 52 473 sénégalais, 30 000 capverdiens et 30 000 camerounais et 13 549 mauritaniens. Marc Fall parle lui en 1990 de 4735 camerounais, 4003 malgaches, 3002 ivoiriens, 2827 congolais, 2722 sénégalais, 2053 zairois et 592 maliens. FALL Marc, *Le destin des Africains noirs en France, Discriminations, Assimilation, Repli Communautaire*, Paris, L'Harmattan, « Sociétés africaines et diaspora », 2005, page 120. La communauté togolaise en France ne fait donc pas partie des groupes majoritaires et reste somme toute assez limitée. Si l'on s'en tient au chiffre de l'INSEE, le Togo est au dixième rang des nationalités africaines présentes en France et les Togolais en France représentent 3% de la population immigrée africaine subsaharienne.

¹⁹. La médiatisation de la clandestinité togolaise en France est rare. Ce fut cependant le cas de « Jeanne » Afigéné Crimetz, jeune Togolaise en situation irrégulière, employée comme femme de ménage et exploitée par un couple de Togolais en France. Ce couple a été jugé et condamné, d'après *le Figaro*, en novembre 2003 au tribunal correctionnel de Versailles. Source : <http://www.ufctogo.com/L-exploitation-ordinaire-d-une-180.html>. Ce récit d'exploitation d'une jeune femme avait par ailleurs été mis en scène en 2005 par Brahim Fritah dans le documentaire-fiction « La femme seule », plusieurs fois sélectionné et primé dans des festivals de court-métrage. « Jeanne » Afigéné Crimetz y incarnait son rôle, sous le pseudonyme d'Aksosse Legba. Elle est aujourd'hui mariée à un Français, avec qui elle a eu un enfant. Certains cas sont toutefois clairement affichés, comme le jeune Tito, artiste togolais sans-papiers qui a exposé en avril 2009 à la Galerie Amtares-Montmartre. Source : <http://www.educationsansfrontieres.org/article19047.html>

²⁰. D'autres migrations clandestines peuvent être connues à la suite d'une arrestation, comme ce fut le cas d'un Togolais candidat à l'asile en Autriche puis à l'immigration en Irlande arrêté par la police aux frontières. Source : <http://www.cherbourg.maville.com/actualite/2005/08/18/cherbourg/un-clandestin-togolais-condamne-pour-avoir-donne-une-fausse-identite-a-68707464.html> Mais aussi d'une jeune enfant togolaise puis d'une mère et de sa fille de deux ans dont les placements en rétention ont fait débat en juillet puis août 2009. Sources : <http://www.ladepeche.fr/article/2009/08/11/652420-Deux-enfants-sans-papiers-sont-incarceres-au-centre-de-retention-de-Cornebarrieu.html> et http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5iNT4Q3AP1e9ybxmr1pFCb_uf6F4g

²¹. La seule réponse que certains apportent à cette absence réside dans une naturalisation d'une sorte d'essence de la mentalité togolaise : « Le Togolais est trouillard ». Entretien avec Gary T. ; « Les Togolais sont des gens qui ont peur et qui sont sérieux ». Entretien avec Kwassi P. ; « Les Togolais sont tellement timides, ils ne se font pas

Le rapport du Sénat cité plus haut indique notamment qu'« aucune mesure d'expulsion n'a été prononcée depuis 1994 (deux ressortissants togolais seulement avaient alors été concernés ; un en 1993). Il s'agit donc d'une communauté paisible, qui ne pose pas de problème particulier. »

À la suite de crises politiques répétées et de la rupture de la coopération internationale entre 1993 et 2007, les migrations clandestines semblent avoir augmenté au Togo. Si l'on en croit le journaliste béninois Serge Daniel²³, le Togo est d'ailleurs devenu l'une des étapes des réseaux clandestins d'immigration subsaharienne et fournit beaucoup d'aspirants à l'émigration²⁴, comme ce chauffeur de *zémidjan*²⁵ croisé à Lomé et qui est parti à « l'aventure » à Moscou avant de tenter une demande d'asile en France et d'être expulsé au bout de trois mois. Mais la première réponse à ces difficultés de la vie au Togo et au durcissement des législations migratoires européennes²⁶ ne semble pas être la recrudescence de « l'aventure » migratoire mais plutôt la diversification des destinations en Afrique de l'Ouest (Gabon, Liberia, etc.) et en Occident (États-Unis et Canada principalement). Les Togolais restent donc majoritairement attachés à la migration légale, quitte par la suite, comme cela a été le cas pour certaines personnes interrogées, à vivre pendant une courte période « comme un clandestin », faute de renouvellement rapide du premier visa « court séjour ». Marcel N. indique par exemple : « ma famille veut bien que je parte... ma sœur [qui vit aux États-Unis] veut pas que j'arrive, elle veut que j'ai la loterie visa ». Quant à Robert B. il affirme : « on n'a pas cette éducation là, on n'a pas cette culture de l'aventure ».

De plus, le Togo n'est pas un pays ayant un intérêt stratégique central pour la France²⁷. Malgré le formidable débouché commercial qu'offre la maîtrise du port de Lomé²⁸ et des richesses en phosphate et en minerais, il est vrai que le Togo n'est effectivement pas le pays d'Afrique francophone prioritaire. Enfin, le Togo et la France ne disposent pas, à l'heure

voir ». Entretien avec les responsables de l'ONG M.A.R.S. ; « Avant, le Togolais avait une image de sérieux ». Entretien téléphonique avec Isidore T.

²². L'expulsion de deux Togolais a été particulièrement médiatisée en août 2007 car elle a été empêchée par les passagers du vol Air France à destination de Lomé. Source : <http://www.ufctogo.com/Une-expulsion-vers-Lome-avortee-1780.html>

²³. DANIEL Serge, *Les routes clandestines, L'Afrique des immigrés et des passeurs*, Paris, Hachette Éditions, « Les Docs », 2008, 279 pages.

²⁴. Dominique, Togolais devenu guide à Togoville et rencontré en août 2008, a par exemple décrit son parcours de migrant clandestin qui l'a mené pendant dix ans dans toute l'Afrique de l'Ouest. Après plusieurs tentatives vaines de passage en Europe, par l'Espagne, le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, il a poursuivi selon ses mots son « errance » avant de revenir à Togoville.

²⁵. Nom désignant un taxi-moto.

²⁶. Fermeture soulignée à la fois par Isidore T. et par l'historien Godwin Tété. Didier D. parle quant à lui d'une période révolue pendant laquelle « la France dès que tu avais de l'argent de poche, que tu faisais les dossiers, tu avais le visa ». Quant à Julien L. il explique que lorsqu'il voulait demander un visa pour aller en France, « le consul a besoin d'être rassuré que je viens pas pour rester. Même avec la nationalité allemande et en étant chef d'entreprise je peux pas aller en France ».

²⁷. Frédéric Bard résume ce constat par une formule très simple : « déjà tu dis Togo, tout le monde entend Congo ». Lors du grand meeting du FRAC organisé à Paris le 22 mai 2010, Kofi Yamgnane, de passage en France, racontait son entrevue avec un diplomate du Quai d'Orsay : « le Togo, le Togo, personne ne sait ce que c'est... y'a pas de pétrole... y'a pas de pétrole oui mais y'a nous ! ».

²⁸. « Y'a le port, oui bon ». Entretien avec Frédéric Bard. A l'heure actuelle et après de longues tractations économiques et politiques, le port de Lomé est actuellement contrôlé par Vincent Bolloré. BALLONG Stéphane, « Port de Lomé : Bolloré manœuvre en eaux profondes », *Afrik.com*, 16 juin 2009. Source : <http://www.afrik.com/article16972.html>

actuelle, des meilleures relations diplomatiques qui soient. Et comme le confirme l'un des membres du SCAC de l'Ambassade de France, la politique migratoire se fait au cas par cas, en fonction des relations nouées avec la France et des rôles personnels des chefs d'État. Or, l'intense collaboration qui existait entre Jacques Chirac et son « ami personnel »²⁹, Étienne « Gnassingbé » Eyadéma, s'est peu à peu affaiblie. « Les relations diplomatiques étaient excellentes avec Eyadéma, elles sont bonnes avec le fils », conclut Frédéric Bard. Les Togolais de France ne font donc pas partie des populations décrites comme posant « problème » à la société française et le Togo n'est par conséquent pas en première ligne des programmes mis en place.

Mais il faut noter que l'État français ne fait pas une grande différence entre les migrants africains et qu'il met en place un modèle général, calqué sur les expériences menées depuis plusieurs décennies avec les immigrations africaines les plus anciennes venant du Mali, du Sénégal ou du Maghreb, ou, pour être plus précis, qu'il met progressivement en œuvre des politiques publiques du retour calquées sur l'image qu'il se fait de ces migrations.

a) Des aides au retour au co-développement

L'État français a progressivement organisé les retours des immigrés, afin de les encourager. Ce processus nécessitait d'abord de diviser la population immigrée en deux catégories, ceux qui peuvent s'installer et ceux qui n'ont pas « vocation à rester » en France³⁰. Une fois cette division opérée, les politiques migratoires ont favorisé la mise en place d'aides au retour jugées incitatives. Force est de constater que l'idée d'aider le retour n'est pas nouvelle mais c'est dans les années 1970 que ces encouragements se sont multipliés³¹.

Les résultats n'étant pas encourageants, l'État français a sans cesse remodelé ses instruments. Le premier réflexe a d'abord été celui de rehausser le montant des aides³². Ensuite, l'objectif était d'élargir les personnes ciblées. Ainsi, si les premières mesures visent

²⁹. À la mort du général Eyadéma, le 5 février 2005, Jacques Chirac déclare : « Avec lui disparaît un ami de la France qui était pour moi un ami personnel », d'après le journal *Le Monde*, paru le 4 mars 2005. Source : <http://www.ufctogo.com/La-complicite-de-la-France-les-763.html>

³⁰. La ligne de démarcation se veut en théorie claire. En 2006 et 2007, Nicolas Sarkozy et Brice Hortefeux ont ainsi multiplié les déclarations pour justifier leur politique d'immigration en expliquant que la possession de papiers était le facteur déterminant. Ainsi, pour Brice Hortefeux, « les étrangers "sans papiers" n'ont pas vocation à rester en France, mais à être accompagnés dans leur pays d'origine, de manière volontaire ou contrainte. » Source : http://www.u-m-p.org/site/index.php/s_informer/tribunes/pourquoi_un_ministere_de_l_immigration

³¹. Voir les détails dans l'annexe 15.

³². « Pour encourager les Maliens de France à revenir, les aides au retour, sollicitées par seulement 46 de ces ressortissants en 2002, seront doublées, a annoncé M. Sarkozy. Elles passeront ainsi de 3.600 à 7.000 euros, à condition que le candidat ait un projet viable, a-t-il précisé. » MBOUGUEN Hervé, « Le gouvernement français relance l'aide au retour volontaire des Maliens », *Grioo.com*, 8 février 2003. Source : <http://www.grioo.com/info110.html>

principalement les migrants réguliers³³, le dispositif est progressivement élargi aux migrants irréguliers. Aide et expulsion sont alors liées. Longtemps dispersées, provisoires et expérimentales, ces aides au retour pour les migrants irréguliers expulsés sont aujourd'hui en train de se structurer. Et malgré le peu d'engouement qu'elles suscitent³⁴, elles restent un objectif de la politique du MIIDS. Ainsi, dans sa lettre de mission à Éric Besson datée du 31 mars 2009³⁵, Nicolas Sarkozy fait encore de ces aides l'une des cinq priorités du ministère. Le bilan de ces primes incitatives est toutefois plus que mitigé et les observateurs s'accordent tous à dire que ces aides ont accompagné des démarches individuelles plus qu'elles ont initié un mouvement ou suscité des envies de retour. Et ce, malgré les tentatives successives des années 1980 qui ont permis de débloquer des fonds substantiels. Par ailleurs, ces aides au retour ont échoué dans leur objectif initial puisque de nombreux bénéficiaires sont rentrés dans leur pays d'origine avant de revenir très rapidement en France.

Devant ces difficultés, l'État français a progressivement promu une aide non plus au simple retour mais au « projet de retour ». Cette approche a émergé principalement pendant les années 1980³⁶. Le but était alors de favoriser le retour des immigrés qui étaient au chômage en France en les incitant à créer une entreprise dans leur pays d'origine³⁷. Ce type d'aides a souvent été critiqué car il ne permettait pas de mettre en place un suivi personnalisé et de long terme.

³³. Preuve que la démarcation entre ceux qui possèdent des papiers et ceux qui n'en possèdent pas n'a pas toujours été fondée.

³⁴. Seuls 422 Maliens ont tenté un retour volontaire entre 1991 et 1999, alors qu'il s'agit d'un des pays principalement visés par les programmes mis en place. DAUM Christophe, « Le Mali, sa démocratisation et ses émigrés », *Hommes et migrations*, « Les migrants et la démocratie dans les pays d'origine », Numéro 1256, Juillet-Août 2005, page 40. ; D'après les statistiques de 1999 (OMISTATS), pour les retours réguliers : « de 1984 à 1988, 30 034 travailleurs sont partis de France, ce qui fait un total de 68 866 personnes avec les membres de leurs familles. Les principaux concernés sont les Algériens, les Marocains, les Turcs et les Tunisiens. A partir de 1989, on peut remarquer une nette inflexion des départs avec au total, de 1989 à 1999, seulement 2 925 bénéficiaires auxquels viennent s'ajouter 1 927 membres de familles. Ainsi, en dix ans, seules 4 852 personnes sont reparties. En outre, on constate que ces chiffres déclinent d'année en année pour aboutir en 1999 à 97 demandeurs, soit 125 personnes reparties. Si l'on examine cette chute au regard des quatre nationalités citées, on peut voir qu'en 1999, il n'y a eu qu'une demande algérienne, une marocaine, cinq tunisiennes et vingt-deux turques. Le chiffre des bénéficiaires turcs serait passé au dessous de dix en 2000. » PETEK-SHALOM Gaye, « Peut-on encore parler de politique de réinsertion ? », *Hommes et migrations*, Numéro 1236, « Retours d'en France », Mars-Avril 2002, page 54.

³⁵. Source : http://www.immigration.gouv.fr/spip.php?page=dossiers_det_org&numrubrique=341&numarticle=1614

³⁶. Ce processus s'observe aussi en Allemagne dès la fin des années 1970. Ainsi, l'on encourage à l'époque des migrants de retour en Yougoslavie et en Turquie. L'on a alors vu émerger ce que l'on a appelé les « devisenfabrik », entreprises créées grâce à l'apport de deutschemarks. Le constat a d'ailleurs été fait que les migrants laissaient leurs entreprises à des proches pour revenir rapidement en Allemagne. DE LARY Henri, « Le retour des immigrés : un entretien avec Jean-Pierre Garson », *Accueillir*, numéro 245, mars 2008, pages 44-45.

³⁷. Aujourd'hui, l'OFII aide la création d'activités économiques dans 32 pays, dont 24 sont africains. Les autres sont l'Arménie, la Bosnie Herzégovine, la Géorgie, Haïti, la Moldavie, le Surinam, l'Ukraine et le Vietnam.

Il a fallu attendre les années 1990 pour que les politiques de l'État français vis-à-vis du retour des migrants prennent un véritable tournant. Or, ce changement intervient dans un moment charnière, celui où chacun réfléchit aux réformes en profondeur à la fois des politiques migratoires mais aussi des politiques de développement et de coopération. Dès lors, la réponse à ces différents enjeux a été trouvée dans l'articulation entre développement et migrations. L'idée émergente veut qu'en développant les pays sources d'immigration, l'on peut diminuer cette pression migratoire³⁸. La croyance qui est au fondement de cette réorientation réside dans l'idée que les projets de développement « fixeraient les populations locales » dans leur pays d'origine puisqu'elles n'auraient plus besoin d'aller chercher un certain confort hors de leurs frontières³⁹. L'État français annonce alors qu'il désire s'inspirer des pratiques des migrants maghrébins et subsahariens et qu'il veut négocier avec eux des politiques de retour adaptées à leurs besoins. Ce processus marque alors la naissance du « co-développement » décrit dans l'introduction.

b) Des politiques publiques à géométrie sociale variable

S'il est courant de voir que les politiques publiques du retour sont résumées à l'opposition entre les retours des immigrés réguliers et des immigrés irréguliers, il faut toutefois noter que cette distinction en cache une autre, moins flagrante au premier abord : la différence faite par l'État français entre d'un côté les immigrés précaires et de l'autre les immigrés qualifiés.

Ainsi, les retours volontaires assistés visent principalement les migrants en situation de précarité économique. En se basant sur l'idée que ces immigrés veulent naturellement rentrer chez eux mais qu'ils ne le peuvent pas à cause de barrières financières, la réponse apportée est donc celle de l'aide matérielle, avec une aide à la réinstallation dans leur pays d'origine, des aides à la formation personnelle ou encore à la création d'entreprise⁴⁰. Ce procédé a plusieurs

³⁸. Ce qui répond à la fois aux craintes des pays du Nord face à un « envahissement » migratoire et aux inquiétudes des pays du Sud à l'égard d'un « exode des cerveaux » et d'une pénurie de main d'œuvre qui préfère migrer.

³⁹. Ce raisonnement s'avèrera totalement faux puisque que certains chercheurs, comme Thomas Lacroix, ont montré que le développement augmente à court terme l'émigration. En effet, en déstructurant le tissu socio-économique et en fournissant des ressources aux candidats au départ, le développement peut très bien favoriser l'émigration.

⁴⁰. « Les programmes RVA sont aussi utilisés afin d'inciter et d'assister les migrants installés légalement et durablement dans les pays d'accueil à retourner dans leur pays d'origine. La plupart de ces programmes sont mis en œuvre avec l'aide d'organisations non gouvernementales qui gèrent les aspects logistiques. L'OIM est l'un des principaux opérateurs dans ce domaine. [...] Les programmes RVA destinés aux migrants permanents couvrent généralement les frais de transport mais peuvent également inclure des primes au retour et un ensemble de services qui vont de l'aide à la réinsertion, à la possibilité de faire un voyage préparatoire au retour, en passant par la formation professionnelle. [...] Certains programmes visent plus spécifiquement les immigrés qui

avantages pour l'État français. Il contribue notamment à éloigner certains immigrés précaires d'un marché du travail déjà saturé, à rendre possible le retour d'immigrés dans des pays avec lesquels aucun accord de réadmission n'a été signé ou à organiser un retour moins coûteux qu'une expulsion dans le cas des immigrés irréguliers. Toutefois, la politique française est ambiguë dans ce domaine puisque le but réel n'est pas de renvoyer chez eux tous les immigrés précaires puisqu'ils constituent un réservoir solide de main d'œuvre bon marché⁴¹.

Quant aux immigrés qualifiés, ils font l'objet d'une attention particulière⁴². Dans leur cas, les programmes qui sont mis en place ne donnent pas une place centrale au retour, à l'image du programme « TOKTEN » initié par l'ONU⁴³. L'objectif est de faire profiter leur pays d'origine de leurs compétences lors de missions ponctuelles et de courts séjours. Si cette méthode peut, à terme, susciter quelques désirs de retours prolongés, elle permet surtout de garder en France les compétences qui ont été partiellement ou totalement formées aux frais de l'État. Le discours officiel de la France en la matière est fondé sur une politique altruiste qui

rencontrent des difficultés sur le marché du travail. Ces derniers peuvent alors faire le choix de percevoir une rente mensuelle dans leur pays d'origine, généralement inférieure aux droits accumulés dans le pays d'accueil, mais qui peut toutefois s'avérer avantageuse compte tenu du différentiel de coût de la vie entre les deux pays. Un tel dispositif a été mis en œuvre en France dès 1984 au travers de l'Aide publique à la réinsertion pour les étrangers au chômage depuis trois mois ou concernés par un plan social. [...] L'appui à la création d'entreprise dans le pays d'origine constitue également un volet important des programmes RVA. [...] Dans ce domaine, la France a développé une expérience importante depuis le milieu des années 90. Les actions s'appuient sur des opérateurs locaux offrant un service d'accompagnement du projet et gérant directement les aides octroyées. » DUMONT Jean-Christophe, SPIELVOGEL Gilles, « Partie III : Les migrations de retour : un nouveau regard », op. cit., pages 213-214.

⁴¹. Comme le notent certains des interlocuteurs togolais, la France ne renvoie pas tous les « pauvres ». D'après Gary T., « c'est politique, ça ramène quelques voix... si tous les immigrés partent, la France arrivera plus ». Quant aux responsables de l'ONG M.A.R.S., ils indiquent que « c'est un phénomène [les migrations] qui apporte beaucoup de développement dans les deux pays mais qui n'est pas reconnu [...] ils les contestent [en France] mais ils les acceptent quand même [...] je sais pas si c'est par hypocrisie ou parce que ça les sert mais ça participe à leur développement ».

⁴². « Le rôle du capital humain dans la croissance économique est aujourd'hui largement reconnu. A cet égard, les diasporas qualifiées (ou "diasporas de la connaissance"), notamment les diasporas scientifiques et techniques de chercheurs et d'ingénieurs, constituent des "gisements de compétences" susceptibles de se mobiliser (au moins à titre temporaire) en faveur du développement de leur pays ou région d'origine. [...] S'agissant par exemple du Sénégal, le principal site est un site gouvernemental (mis en place en 2003 avec l'aide d'experts français) doté d'une base recensant les experts sénégalais résidant dans le pays et à l'étranger, mais uniquement pour répondre aux besoins de l'administration et du secteur public et parapublic de ce pays ». BESSON Éric, *Les migrants, acteurs du développement solidaire : soutenir les initiatives des migrants en faveur du développement de leur pays d'origine*, « Prospective Évaluation », Secrétariat d'État chargé de la prospective, de l'évaluation des politiques publiques et du développement de l'économie numérique, septembre 2008, pages 29-30.

⁴³. « Dans certains cas, le retour n'apparaît pas comme une condition préalable à la participation au programme, même si l'objectif peut être plus ou moins implicite. Le programme TOKTEN (Transfert des compétences par l'intermédiaire des expatriés), mis en œuvre sous l'égide du PNUD depuis 1977, s'inscrit dans ce cadre. Ce programme permet aux expatriés de contribuer à des projets dans leur pays d'origine en retournant pour une période de moins de trois mois. Au cours des 20 premières années d'exercice environ 5 000 personnes ont participé à des projets dans près de 50 pays en développement ». DUMONT Jean-Christophe, SPIELVOGEL Gilles, « Partie III : Les migrations de retour : un nouveau regard », op. cit., pages 213-214.

visé à « attirer les talents sans piller les cerveaux »⁴⁴, c'est-à-dire qui participe à la formation des futurs cadres du continent africain⁴⁵. Mais comme le disait très simplement l'un des membres du SCAC interrogé au Togo : « s'ils reviennent c'est bien pour le Togo, sinon, c'est bien pour la France ! ». Le co-développement devient donc le nouvel instrument de la politique migratoire française qui permet de masquer les intérêts stratégiques d'une gestion socialement différenciée des populations immigrées.

2- Une politique migratoire togolaise visant le retour des élites

a) L'intérêt encore balbutiant du Togo pour sa diaspora

Au Togo, il est aujourd'hui impossible de parler de politique publique migratoire. En effet, la diaspora est une composante largement oubliée de la société togolaise. Cet « oubli » est principalement dû à l'image que le pouvoir togolais avait de cette diaspora, surtout sous la présidence Eyadéma. Les Togolais de l'extérieur étaient globalement décrits comme des opposants farouches au régime. Les relations qui dominaient à l'époque étaient donc basées sur la « méfiance »⁴⁶. Ainsi, l'État togolais s'est totalement désintéressé du sort de ses ressortissants vivant à l'étranger, à tel point que ceux-ci ne disposent toujours pas du droit de vote⁴⁷, officiellement à cause des difficultés économiques qu'engendrerait la mise en place

⁴⁴. Source : http://www.immigration.gouv.fr/spip.php?page=dossiers_det_imm&numrubrique=286&numarticle=1224

⁴⁵. « La remontée de la part des étudiants africains dans le total des étudiants étrangers à un niveau correspondant à celui du milieu des années 90 a contribué à alimenter la progression significative des effectifs d'ensemble depuis 1998, sous l'effet de la politique volontariste du gouvernement plaçant l'attractivité de notre enseignement supérieur au centre des priorités. Dans ce cadre, si la part des étudiants d'Afrique subsaharienne reste forte à ce jour, c'est le résultat conjugué des liens historiques, culturels et linguistiques à la politique de solidarité et d'influence visant la formation des cadres de ce continent et des étudiants d'excellence ». Ministère des Affaires étrangères et européennes, *Mobilité internationale des étudiants, attractivité de la France et coopération universitaire – Afrique subsaharienne*, Direction générale de la Mondialisation, du Développement et des Partenariats, Direction des Politiques d'attractivité et de mobilité, Sous-direction de l'enseignement supérieur, Août 2009, page 2.

⁴⁶. Selon l'expression utilisée, lors de l'entretien, par le ministre de la Coopération Gilbert Bawara. Lors de la conférence organisée par Synergie-Togo le 17 octobre 2009 à l'Assemblée nationale française, tout le monde s'est réjoui de l'ouverture du dialogue entre le pouvoir et la diaspora grâce à la présence de l'ancien ministre, député du RPT, président du groupe d'amitié Togo-France et président de la Commission des Finances, Padouwa Boukpepsi. Toutefois ce dernier expliquait : « Quand on est dans la diaspora, on est d'abord togolais, il faut donc être objectif et neutre, et parler à tous, sans parti pris [...] vous êtes des observateurs avec un parti pris très marqué, vous ne cachez pas votre couleur, on doit se méfier ! ». Source :

<http://www.republicoftogo.com/Toutes-les-rubriques/Politique/Synergie-Togo-invite-le-RPT>

⁴⁷. « Le droit de vote on s'est battu pour ça mais on a pas le droit de vote. [Malgré les déclarations en 2006 ?] Bien sûr, parce que les dispositions ne sont pas encore prises. Si on te dit que t'as le droit de vote et que t'as pas de bureau de vote, t'as pas de, comment on appelle ça, de carnet de vote, t'as rien, comment est ce que tu peux aller voter ? C'est ça aussi un peu ce que je déplore, qu'il y ait beaucoup d'effets d'annonces et peu d'actes concrets. » Entretien réalisé en 2008 avec Joël Viana. ; « On veut inciter les gens à participer au développement sans leur laisser donner leur avis en politique [...] mets ton argent, mets tes compétences mais tu n'as pas de garantie politique ». Entretien avec Kanyi B. ; « Nous sommes tous des enfants du pays... les fonds envoyés sont

d'un tel système, et que les liens entretenus par les Togolais expatriés avec l'ambassade du Togo en France se résument généralement au strict minimum⁴⁸. Le dialogue était donc impossible entre un pouvoir célébrant la fête nationale le 13 janvier, jour de l'assassinat du premier président élu du Togo, Sylvanus Olympio, par une troupe de soldats parmi lesquels se trouvait Étienne Eyadéma, et une diaspora réputée célébrer le 27 avril, date symbolique choisie pour les grands événements de la présidence d'Olympio et jour de l'indépendance du Togo. Cela n'empêchait cependant pas le général Eyadéma de tenter de s'attirer les faveurs des émigrés lors de ses visites officielles en France⁴⁹. Parler de diaspora devenait donc une question éminemment politique⁵⁰.

« L'image qu'on lui attribue [à la diaspora] à partir d'ici, c'est des citoyens acquis à la cause de l'opposition... un monde qui est contre le régime [...] c'est la relation qui a été maintenue jusqu'à la mort d'Eyadéma [...] y'en a c'est parce que la situation du pays leur plait pas... de fait on est contre le régime [...] le pouvoir considère les autres comme des adversaires, des gens de l'autre camp, ils militent, ils ont des sites, ils font des manifestations ».

Extraits de l'entretien du journaliste John Zodzi.

De plus, même s'il est rare d'entendre un propos n'allant pas dans le sens de cette nouvelle *doxa* internationale du retour comme participation au développement, il n'en reste pas moins qu'à l'heure actuelle le Togo ne fait pas partie des pays très avancés sur le sujet⁵¹. Alors que les réseaux transnationaux du développement au Mali, au Sénégal et au Maghreb font l'objet de nombreuses études, au Togo, les projets de développement ne constituent que

très importants, il est pas question qu'on nous oublie [...] la seule chose que ton pays peut t'offrir, c'est le passeport et le droit de vote [...] on peut pas être en marge de l'évolution... nous l'avons refusé entre temps [...] quand nous voterons ça changera... c'est de bonne guerre qu'ils refusent ». Entretien avec Yéma K.

⁴⁸. « Le pouvoir veut pas coopérer avec ces gens là, en aucune façon... c'est un des rares pays où l'ambassadeur invitait pas les gens de la diaspora déjà ». Entretien avec Gary T. ; « Les ambassadeurs sont du RPT, on savait que les votes seraient truqués, on s'excluait tout seul et ça arrangeait le pouvoir qui nous a retiré le droit de vote [...] c'est aussi la faute à ces Togolais là... ils considéraient les consulats comme un repère d'espions ». Entretien avec Yéma K.

⁴⁹. « Avant sa mort quand il venait en France, il invitait la diaspora togolaise à l'époque il y avait des caméras partout. Il les recevait d'ailleurs à la Porte Maillot, au Palais des Congrès, Combien de personnes ? Je sais pas 10 000, voire plus, même les gens venaient de toute la France. Il y faisait quoi ? Il distribuait de l'argent. Ah oui, oui. Il distribuait à tout le monde des fois entre 2000, 3000 francs, voire 5000 francs et même d'autres ressortissants africains y allaient, bah les caméras étaient là, il rentrait au Togo pendant des mois il n'y avait que ces images à la télé togolaise, pour montrer au peuple que, vous voyez la diaspora est avec moi. » Entretien réalisé en 2009 avec Émile Djakpah, référent du MDTE. Propos confirmés par l'historien Godwin Tété et par le journaliste John Zodzi pour qui « certains venaient voir Eyadéma juste pour l'argent ».

⁵⁰. « Au Togo, tout le monde connaît l'acuité de ces questions, mais personne n'ose faire quelque chose [...] c'est un problème hautement sensible [...] reconnaître ces flux, c'est demander à l'État pourquoi il n'arrive pas à retenir sa population [...] il faut dire au Togo tout va bien, sinon les gens vont se poser des questions ! [...] la diaspora en plus, c'est lié à trois problèmes sensibles au Togo, les droits de l'Homme, le développement, l'environnement [...] oui, ça peut les intéresser s'ils peuvent canaliser ces réflexions, qu'on ne touche pas à des questions qui fâchent ». Entretien avec les responsables de l'ONG M.A.R.S..

⁵¹. « [Vous avez le soutien de la diaspora dans vos actions ?] Non, y'a pas la diaspora. [Et pourquoi, ce n'est pas quelque chose que vous recherchez ?] On n'a pas cherché, ils ont pas cherché, mais ça serait bien... pour la visibilité. Plutôt que de garder l'argent pour eux, il faut implanter des projets ici ». Entretien avec le directeur de la Fédération des ONG du Togo (FONGTO).

« des gouttes d'eau »⁵² menées par des associations majoritairement européennes⁵³ ou mixtes⁵⁴ et par des associations locales cherchant principalement à obtenir quelques fonds de l'extraversion⁵⁵. La réforme de la décentralisation n'étant pas aboutie, la coopération décentralisée est elle aussi très peu développée. De plus, les émigrés togolais ne sont pas organisés de manière si prégnante que leurs voisins africains en associations de développement du village ou de la région d'origine. Les regroupements associatifs se font plutôt sur des bases nationales, et généralement politiques. D'après Kanyi B., qui avait écrit à la fin des années 1980 un mémoire non soutenu sur la question, ces associations de ressortissants existent à Lomé mais ne se retrouvent pas en migration⁵⁶. Si l'étude menée en 2007 par Karin Sohler a réussi à identifier quelques associations de ce type⁵⁷, il est clair que tout le monde se retrouve pour affirmer que la plupart de ces structures ne sont que des « coquilles vides » et des « palliatifs mineurs » qui n'ont absolument pas « les reins pour que ça dure »⁵⁸.

Cette réalité tient sans doute au fait que la diaspora togolaise est une diaspora moins communautaire, et par voie de conséquence moins organisée que ne peut l'être par exemple la diaspora malienne⁵⁹. Les recherches menées l'an dernier ont permis d'établir ce que

⁵². Selon Isidore T.

⁵³. Selon Yves Yard, conseiller adjoint au SCAC de l'Ambassade de France au Togo, la coopération décentralisée au Togo compte généralement « plus de Français qui aiment le Togo que de migrants togolais ». ; « *[Est-ce que tu as entendu parler de projets collectifs ?]* Pour dire vrai je n'en connais pas [...] sinon c'est des jeunes français, des anciens volontaires, mais c'est pas durable... après ils ont leur boulot, leur avenir ». Entretien avec Kossi Amlalo Azankpo. ; « Mais tu verras pas ça, c'est un Français qui fait ça, un Togolais j'en ai jamais vu ». Entretien avec Bernard K.

⁵⁴. Principalement franco-togolaises ou germano-togolaises et souvent centrées autour d'un seul ressortissant togolais entouré d'Européens.

⁵⁵. Les Assises de la Coopération décentralisée en Yvelines organisée le 25 novembre 2009 avaient pour invité d'honneur la République du Togo. Lors de son discours, l'ambassadeur du Togo en France, son Excellence Monsieur Sotou Bere, faisait part de son honneur, de son plaisir et de sa joie de voir le Togo récompensé par cet acte symbolique alors qu'il n'est pas un pays en pointe en matière de co-développement. Il ajoutait : « c'est pas toujours le premier qui mérite d'être récompensé [...] c'est peut-être un signal, on récompense l'élève qui fait beaucoup d'efforts [...] le Togo a la grosse corde au cou, mais le petit mouton peut devenir un bœuf ». Source : http://www.yvelines2.yvelines.fr/actus/cooperation_decentra/assisesyvelines.html

⁵⁶. Même si elles sont peu organisées et qu'elles ont plutôt un rôle « tribal », « folklorique » et de « sociabilité villageoise » selon l'historien Godwin Tété. , « Moi je ne me sens pas lié à ça [...] je fais pas partie de l'association de ressortissants du village des mes parents [...] ils ne sont pas très organisés, ils font des réunions pour se retrouver, pour parler du pays, pour trouver des livres... ». Entretien avec Kanyi B.

⁵⁷. SOHLER Karin, « Pratiques de la politique transnationale : une étude de cas des organisations et des mobilisations des migrants togolais en France », sous la direction de Mahamet Timera, Mémoire de Sociologie et Anthropologie, Paris, Université Paris VII Paris Diderot, 2007, 121 pages.

⁵⁸. Selon les expressions d'Isidore T. et de Frédéric Pitchaki Hemou.

⁵⁹. « En effet pour éviter toute acculturation et contraindre les Soninké à rentrer au village, ils sont mariés avant leur départ. De surcroît, ils ne peuvent pas construire de projet individuel à l'extérieur car l'essentiel de leur revenu est reversé au village. La communauté villageoise impose aussi la *noria*. Cette métaphore hydraulique illustre le système de circulation sans fin des migrants Soninké, qui caractérise encore aujourd'hui cette communauté. Fidèles à leur tradition, un père ou un frère rentre au village après avoir passé parfois plus de dix ans en France et transmet symboliquement sa « place » à l'extérieur à un plus jeune appartenant à la famille

l'existence relative d'une « communauté togolaise » doit au travail politique et militant d'entrepreneurs associatifs et culturels⁶⁰. Ainsi, l'idée même de « communauté » togolaise suscite beaucoup de réticences et de suspicions⁶¹. Nombre de personnes interrogées insistent sur le fait qu'une fois arrivées en Europe, elles ne vivaient pas et ne souhaitaient pas vivre entre Togolais ou entre Africains. Au contraire, chacun valorise sa capacité à s'intégrer pleinement, sans toutefois vivre cette intégration comme une rupture avec ses origines ou comme une pure assimilation ou aliénation. Pour ne prendre qu'un exemple révélateur, lors du premier contact téléphonique avec Isidore T., celui-ci a expliqué, avant de raccrocher, qu'il ne souhaitait absolument pas discuter d'un sujet ayant rapport avec la « communauté » togolaise, mettant en garde contre les dangers et les dérives de l'utilisation même de ce mot. Ce n'est que quelques semaines plus tard, lors d'un nouvel appel, qu'il a accepté, à demi-mots l'idée d'appartenir à une « diaspora togolaise » : « je milite dans une organisation de la diaspora donc j'ai une appartenance à la diaspora, plutôt politique [...] pas au sens d'identité d'association, de participer à une fête, etc. [...] oui, si on établit des classifications, même si je suis de nationalité française, je suis quand même togolais ». Dès lors, il n'existe pas en France de lieux symboliques ou de quartiers regroupant une communauté togolaise et l'on observe que les Togolais de France sont géographiquement dispersés, même s'ils se retrouvent principalement dans quelques régions et villes comme Paris, Lille, Bordeaux ou Lyon⁶².

« Le communautarisme, c'est suicidaire [...] les Africains s'entassent au même endroit, ce sont des trucs que je trouvais vraiment négatifs, et que je dénonçais depuis. [...] Il faut avoir des amis blancs à côté, il faut accepter et respecter la culture, il faut bien parler la langue, on ne peut pas ne pas lire les journaux du pays dans lequel on vit ».

Extraits de l'entretien de Julien L.

Ce refus du communautarisme se double d'un imaginaire migratoire de la réussite individuelle. Au Togo, l'on valorise principalement le projet migratoire mené à son terme à titre individuel et non avec l'aide ou l'encadrement de la communauté ou de la famille élargie⁶³, « chacun a sa fierté et veut pouvoir se débrouiller seul »⁶⁴. Lorsqu'il raconte son

même étendue. » CHAOUANE Emma, « Expulsés maliens », sous la direction de Jérôme Valluy, *Mémoire de Science Politique*, Paris, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2008, page 13. Voir aussi QUIMINAL Catherine, *Gens d'ici, gens d'ailleurs : migrations soninké et transformations villageoises*, Paris, Christian Bourgeois, « Cibles XXI », 1991, 222 pages.

⁶⁰. BRÉANT Hugo, « Entrepreneurs et associations diasporiques : le travail de production politique d'une communauté togolaise en France », op. cit.

⁶¹. « J'aime pas trop le terme communauté, ça donne une image négative, un peu sectaire, ça marginalise... mais oui, je peux pas nier que je fais partie de la diaspora ». Entretien avec Rafik A.

⁶². Voir les données statistiques de la répartition géographique dans l'annexe 16.

⁶³. C'est en ce sens que l'on ne retrouve pas de projets de *noria* ou d'organisation comme ceux décrits par Catherine Quiminal au Mali ou répondant plus généralement à ce modèle classique : « La plupart du temps, l'immigration est un projet communautaire soutenu par un réseau (familial, clanique, etc.), partie prenante du

retour, Komla T. cache par exemple le fait que c'est sa sœur Clémentine qui a fait pression sur lui pour qu'il rentre, qui l'a aidé en achetant son mobilier et a plaidé sa cause pour qu'une partie de la maison familiale soit libérée pour accueillir son cabinet de notariat⁶⁵. Il préfère résumer sa situation en disant qu'il avait « tout pour rentrer ici », sans plus de précision. Sophie A. déplore d'ailleurs cet état de fait en disant que « le développement associatif se fait pas trop malheureusement, c'est l'état de l'individualisme qui prime... je suis parti, je suis revenu, mais c'est pour moi [...] on construit pour soi et pour ses parents ».

« Je veux pas aller là-bas en famille sinon tout sera un peu préparé... si tu es seul et que tu réussis, tu es content de tes efforts. »

Extrait de l'entretien de Marcel N.

Numériquement faible, géographiquement très dispersée⁶⁶, refusant majoritairement le communautarisme au profit de valeurs et de pratiques qui privilégient la promotion personnelle⁶⁷, divisée par des oppositions ethniques⁶⁸ et politiques⁶⁹ exacerbées depuis les années 1950, la diaspora togolaise a inévitablement du mal à s'organiser et à se faire entendre dans son pays d'origine. C'est d'ailleurs ce manque d'organisation et de centralisation autour de quelques structures restreintes qui semble perturber les partenaires français qui cherchent à tout prix à cibler rapidement l'interlocuteur inévitable, sorte de porte-parole ou de « chef de la diaspora »⁷⁰.

projet migratoire. Le rapatriement de fonds est dans ce cas, un "retour sur investissement". » FOLLANA Christine, TRANI Jean-François, « Il faut rapatrier en Afrique les cerveaux qu'on lui a pris », dans COURADE Georges (dir.), *L'Afrique des idées reçues*, op. cit., page 358.

⁶⁴. Entretien avec l'historien Godwin Tété.

⁶⁵. Informations tirées de l'entretien avec sa sœur Clémentine A. qui résume le fait d'avoir aidé son frère par cette formule : « je suis un peu fier qu'il parte pas de zéro ».

⁶⁶. « Je suis loin [elle habite en Corse], j'ai des propositions mais je ne peux pas faire une heure d'avion pour deux heures de réunion [...] je peux pas venir donc j'ai pas le droit à la parole... parce que j'ai la mer à traverser ». Entretien avec Kékéli T.

⁶⁷. Voir les citations dans l'annexe 17.

⁶⁸. « L'État tente de les organiser... vous ne pouvez pas les réunir parce que vous savez, y'a tellement de clivages ». Entretien avec le journaliste Abass Dermene qui évoque ces « colorations ethniques ».

⁶⁹. « Quand ça dépasse le village, c'est des gens politisés, des gens qui soutiennent le pouvoir ou des gens viscéralement contre le pouvoir [...] il faut mettre en place des structures dépolitisées [...] il faut bien voir que les structures restent, quelle que soit la coloration politique ou l'alternance, parce qu'un jour il y aura bien une alternance, sous une forme ou une autre ». Entretien avec Kanyi B.

⁷⁰. Selon le terme employé par Hervé Pilet, membre de l'ASDVT-France et partenaire de la Croix Rouge –Togo, lors d'un entretien téléphonique. Michel Roux, président de l'antenne yvelinoise de l'association Solidarité Humaine fait part quant à lui de ses désillusions lorsqu'il a contacté par mails les associations de la diaspora. Sur près de 40 associations, trois lui ont répondu. Lorsqu'il a été amené à discuter avec le MIIDS autour de ses projets, il les avait mis en garde : « ils arriveront pas avec la diaspora togolaise toute seule, de bout en bout, c'est mission impossible ». Quant à Constance Kokoui, de l'organisation Cités Unies – France, elle indique par téléphone que l'organisation a peu de contacts avec la diaspora togolaise à qui il manque fondamentalement un interlocuteur central.

De ce fait, la diaspora ne fait pas partie des thèmes très médiatiques au Togo⁷¹. Le dépouillement de la presse togolaise pendant près de deux mois l'a confirmé. Mis à part quelques communiqués retransmis ou quelques nouvelles de la diaspora⁷², principalement de la diaspora américaine réputée moins virulente, rien n'est dit des Togolais de l'extérieur⁷³. Il faut toutefois préciser que l'enquête de terrain a été réalisée dans un contexte bien particulier. En effet, Kofi Yamgnane, ancien député franco-togolais, ancien secrétaire d'État à l'Intégration de François Mitterrand et ancien maire de Saint-Coulitz dans le Finistère, était candidat à l'élection présidentielle du 4 mars⁷⁴. Même si sa candidature a finalement été invalidée⁷⁵, sa participation à la campagne et le large soutien qu'il a cherché à obtenir au sein de la diaspora ont donné à cette dernière un poids et une place particulière⁷⁶. À tel point que Clémentine A. raconte notamment avoir entendu à la messe son curé faire une « prière pour nos frères à l'étranger qui n'attendent que la paix et le travail pour rentrer ». Si l'on ajoute à cela les discussions florissantes à l'échelle internationale sur le rôle des diasporas dans le développement, il est clair qu'un renversement est en train de se produire et que le sujet commence à émerger, même très timidement. Après le développement agricole, la question de l'eau et la place des femmes et des enfants, la diaspora pourrait devenir le sujet dominant permettant aux associations togolaises d'obtenir des financements⁷⁷.

Enfin, il est intéressant de remarquer que le terme de migrant ou d'émigré de retour est utilisé ici car il n'existe pas au Togo d'expression servant à désigner ce phénomène, preuve que les migrations de retour n'ont pas encore imprégné l'imaginaire social togolais. Personne ne parle par exemple de « revenu », de « revenant » ou de « retourné ». En 2008, une femme dans un village parlait des « venus », en désignant ces émigrés de passage qui viennent

⁷¹. « Ceux qui rentrent, c'est rare. Chacun a ses raisons, certains se plaisent peut-être plus là-bas, certains font de la revente avec des containers, d'autres font un petit business avant de repartir. » Voilà la réponse un peu confuse et la représentation qu'en a Marius A., un jeune Togolais qui vend des pneus issus de l'importation dans la zone portuaire de Lomé.

⁷². « Le réseau SYNERGIE exhorte à une élection apaisée », *Togo-Presse*, 26 janvier 2010.

⁷³. Si ce n'est sur le site internet proche du pouvoir, *Republic of Togo*, qui relaye systématiquement les événements qui indiquent un soutien de la diaspora au pouvoir en place. Voir par exemple : « Hommage américain à Eyadéma », *Republic of Togo*, 13 février 2008 ; « RPT made in USA », *Republic of Togo*, 22 janvier 2008 ; « La diaspora se mobilise à Atlanta », *Togo-Diaspora*, 16 septembre 2008. Source : <http://www.togo-diaspora.com/diasponews/la-diaspora-se-mobilise-a-atlanta>

⁷⁴. Élection initialement programmée le 28 février 2010.

⁷⁵. ABALO Jean-Claude, « Kofi Yamgnane écarté des présidentielles au Togo : "La surprise, c'est qu'il n'y a pas eu de surprise" – Les réactions à Lomé », *Afrik.com*, 4 février 2010. Source : <http://www.afrik.com/article18711.html>

⁷⁶. Sur les affiches et tracts de campagne de Kofi Yamgnane, l'on pouvait distinguer une carte du Togo avec 6 étoiles, symbolisant les 6 régions togolaises : les 5 régions administratives (région maritime, Plateaux, Kara, Centre et Savanes) auxquelles venait s'ajouter la diaspora, considérée ici comme un pôle à part entière de la société togolaise.

⁷⁷. C'est l'optique envisagée par l'ONG M.A.R.S. qui cherche actuellement à organiser au Togo, et sous l'égide des bailleurs internationaux (PNUD, OIM, etc.) une journée de réflexions sur les migrations au Togo.

simplement faire du commerce au Togo et au Burkina Faso. Mais aucune expression ne prend le pas sur les autres. Les seules formules utilisées font en fait référence aux membres de la diaspora qui sont « de l'autre côté » et qui « ont trop duré ». Enfin, il arrive parfois que les gens parlent de celui qui « a fait la France » ou qui « a fait l'Allemagne », comme si les émigrés d'hier étaient des anciens combattants qui « ont fait l'Europe » et ses batailles.

b) Une politique migratoire en formation

En réalité, la politique migratoire togolaise est en gestation depuis 2005. Alors que le Maroc a créé en 1990 la fondation Hassan II pour les Marocains résidant à l'étranger et que le Mali a commencé à s'intéresser à sa diaspora en 1997⁷⁸, dispose maintenant d'un ministère des Maliens de l'Extérieur et se dirige vers une progressive institutionnalisation de la question des expulsés maliens⁷⁹, au Togo, il n'existe aucune structure officielle dédiée aux émigrés ou aux migrants de retour⁸⁰, ni même de procédés visant à encourager les investissements financiers⁸¹, comme c'est le cas avec les exonérations fiscales mises en place au Sénégal⁸².

« On a l'impression que c'est la léthargie totale, y'a rien qui bouge. Y'a beaucoup de promesses, y'a beaucoup de choses qui ont été dites mais au final, y'a rien de palpable ».

Extrait de l'entretien réalisé en 2008 avec Joël Viana.

⁷⁸. DAUM Christophe, « Le Mali, sa démocratisation et ses émigrés », *Hommes et migrations*, « Les migrants et la démocratie dans les pays d'origine », Numéro 1256, Juillet-Août 2005, pages 103-114.

⁷⁹. CHAOUANE Emma, « Expulsés maliens », op. cit.

⁸⁰. « Comme il l'a été mentionné dans le précédent chapitre, ceci est lié au fait qu'à l'exception du partenaire local de l'organisation Cordaid, l'OCDI (Organisation de la Charité pour un Développement Intégré), aucune autre organisation locale n'assiste les migrants de retour d'Europe dans le pays. Il faut ajouter que très peu de Togolais revenus d'Europe sont aidés par des organisations étrangères. La majorité des migrants de retour d'Europe revient donc sans assistance. » GALLOWAY Moira, « Return migration to Togo : Monitoring the Embeddedness of Returnees », op. cit., page 8. ; « Sur le plan étatique rien n'est fait dans ce sens, les gens s'en foutent qu'ils rentrent ou pas, ça ne fait même pas l'objet de quelque discussion que ce soit [...] c'est des décisions personnelles, y'a rien pour accompagner les gens ». Entretien avec Elom F. ; « Les structures qui devraient nous accompagner sont pas là ». Entretien avec Fernand K. ; « Y'a pas de structure d'accueil qui les attend ». Entretien avec Sylvia E.

⁸¹. Procédés que le Togo s'était pourtant engagé à mettre en place en faisant de « la mise en place des conditions incitatives à l'investissement de la diaspora au pays » l'un de ses « défis ». DOEVI A. Dodzi, « Rapport de la Revue des quinze ans et évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration de Dakar/Ngor et du programme d'action de la CIPD », *Unité de Gestion et de Coordination de Programmes Gouvernement*, 2007, page 38.

⁸². « Beaucoup le feraient, moi je suis prêt à faire un emprunt ici, avec 10 ou 20 000 francs, tu montes une grosse affaire, mais ces 20 000 francs, il faut que je puisse les rembourser après ». Entretien avec Kanyi B. ; « Au Bénin, comparativement, c'est juste à côté, mais c'est mieux, tu peux monter ton affaire, mais ici... ». Entretien avec le journaliste Daniel Lawson-Drackey. ; « Tu amènes des trucs ici, on t'embête... ça dérange les gens ». Entretien avec Kossi Amlalo Azankpo.

Face à ce vide institutionnel, certains veulent mettre en place des initiatives privées et associatives pour faciliter le retour des émigrés⁸³. C'était l'un des objectifs qui avaient entraîné la naissance de la DTF autour d'étudiants qui souhaitaient s'organiser pour revenir. Mais aujourd'hui, ces projets sont encore balbutiants. Julien L. et Sylvia E. parlent ainsi de leur envie de créer une structure d'aide aux candidats au retour car d'après eux, « il est grand temps de faire quelque chose comme ça [...] s'entraider, aller au politique [...] il faudrait que les politiques puissent convaincre la diaspora de la nécessité de faire rentrer les fils de cette nation, la jeunesse qui est l'avenir du Togo [...] pas que des promesses [...] il faut montrer l'exemple [...] aider le Gouvernement togolais à connaître les réelles attentes de la diaspora [...] être le miroir... regardez nous, c'est possible ! »⁸⁴. Et finalement, l'on se rend compte que la politique migratoire togolaise se joue plus aujourd'hui sur des logiques de bouche-à-oreille et d'imitation, les émigrés déjà revenus voulant « susciter des vocations », selon l'expression de Marc A., et les émigrés réfléchissant à leur retour étant tour à tour séduits, encouragés, rassurés ou préoccupés par les retours déjà effectués⁸⁵.

Depuis 2005, et plus précisément depuis l'arrivée au pouvoir de Faure Gnassingbé, l'un des fils du général Eyadéma, l'État togolais a déployé beaucoup d'énergie pour donner à la communauté internationale des gages d'une ouverture démocratique. Gnassingbé, après son élection contestée en 2005⁸⁶ et en 2010⁸⁷, se trouve donc contraint de donner l'image d'un chef d'État légitime⁸⁸. Et ses opérations de lobbying auprès de la communauté internationale lui ont valu d'obtenir une reprise de la coopération en 2007, coopération interrompue par l'Union Européenne à la suite de troubles politiques en 1993. C'est dans ce contexte politique que les réflexions sur la place à donner à la diaspora togolaise s'inscrivent. Mais ce

⁸³. Le Congrès Mondial de la Diaspora Togolaise (CMDT) a par exemple lancé la création d'une banque des compétences afin de centraliser et d'organiser cette participation. Source :

http://www.cmdtogo.org/banque_competences.php

⁸⁴. Entretien réalisé avec Sylvia E. qui ajoute qu'à l'échelle institutionnelle les actions se limitaient à un « zéro, un gros zéro, le Togo ne fait rien... y'a pas de volonté politique, déjà l'ambassade du Togo ne fait rien ».

⁸⁵. « J'ai commencé à entendre parler de ceux qui sont rentrés... si ceux là ont pu rentrer, pourquoi pas moi ? ». Entretien avec Jimmy A. ; « C'est tous ces gens qui m'encouragent à rentrer ». Entretien avec Christophe D. ; « J'ai essayé... y'a pas mal d'amis à qui j'ai dit, rentrez... ». Entretien avec Elom F. ; « Beaucoup d'amis de la promo m'ont dit on t'envoie en éclaireuse, si ça se passe bien pour toi, peut être que ça nous donnera le courage ». Entretien avec Carla A. ; Lors de l'entretien, Christine M. explique qu'en France elle n'a entendu que des choses négatives sur le retour et les risques et « galères » qui y seraient liés.

⁸⁶. SURVIE, *Avril 2005 : Le choix volé des Togolais. Rapport sur un coup d'état électoral perpétré avec la complicité de la France et de la communauté internationale*, Paris, L'Harmattan, 2005, 105 pages.

⁸⁷. ABALO Jean-Claude, « Faure Gnassingbé réélu, Fabre appelle à manifester », *Jeune Afrique*, 6 mars 2010. Source : <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20100306220022/elections-opposition-togo-electionfaure-gnassingbe-reelu-fabre-conteste-sa-victoire.html>

⁸⁸. BRÉANT Hugo, « Présidentielle au Togo : un scénario presque parfait », *Blog de la GIRAF, Alternatives internationales*, 24 mars 2010. Source : <http://alternatives-economiques.fr/blogs/giraf/2010/03/24/presidentielle-au-togo-%E2%80%93-un-scenario-presque-parfait/>

changement du climat politique n'explique pas tout à lui seul. C'est aussi l'arrivée d'une nouvelle génération à la tête de l'État, poussée par le jeune Gnassingbé, qui favorise ce regain d'intérêt. Faure Gnassingbé, le Premier Ministre Gilbert Houngbo, son ministre de l'Intérieur Pascal Bodjona, le ministre de la Coopération Gilbert Bawara, toutes les grandes figures du pouvoir togolais, avant l'élection de 2010, sont d'anciens émigrés et ont donc « une certaine légitimité à évoquer le sujet », d'après Marc A. Une certaine légitimité et surtout un certain intérêt puisqu'une bonne partie de leurs relations sociales et des réseaux sur lesquels ils peuvent s'appuyer pour mener à bien leurs politiques et favoriser des investissements économiques se trouvent en Europe et en Amérique du Nord. Le Gouvernement togolais a donc multiplié les appels à la diaspora⁸⁹. D'abord en 2006, en faisant inscrire dans l'annexe 2 de l'Accord Politique Global (APG) une phrase stipulant qu'il fallait créer les conditions d'une implication plus forte de la diaspora, puis, en réfléchissant à l'organisation d'un grand forum de la diaspora, à Lomé. Ces deux symboles n'ayant pas trouvé de suite, le Gouvernement a donc profité de l'organisation, le 11 mars 2009, d'une journée de promotion économique du Togo à Paris pour relancer le dialogue.

c) L'implication des élites grâce au programme PNUD-Primature

L'essentiel de cette politique migratoire en formation réside en fait dans un programme piloté par la primature et co-financé par le PNUD et le MIIDS⁹⁰. Ce programme reprend des idées mises en place dans d'autres pays et des revendications émises dans la diaspora depuis quelques années déjà⁹¹. L'arrivée à la primature de Gilbert Houngbo, ancien directeur de la section Afrique au PNUD, a été à cet égard décisive car c'est lui qui a activement relancé les discussions récentes sur ce sujet⁹².

⁸⁹. « Je suis très heureux de vous retrouver sur ce nouveau site entièrement consacré à vous qui vivez en dehors du Togo. Cet outil se veut le lien entre nous. Un lien pour communiquer, échanger et contribuer à l'édification d'une société meilleure, plus juste et plus prospère souhaitée par le président Faure Gnassingbé. Votre éloignement du pays ne doit plus constituer un obstacle ; au contraire, c'est une richesse. De vos séjours à l'étranger sont nées des expériences qui peuvent utilement servir le Togo, ses habitants, son économie ; bref, son développement vers l'édification d'une société moderne. C'est désormais vous qui avez la parole. » Message du Premier ministre Gilbert Houngbo, lors de l'inauguration du site Internet *Togo-Diaspora*. Source :

<http://www.togo-diaspora.com/message-premier-ministre/160>

⁹⁰. Voir la description du projet PNUD dans l'annexe 18.

⁹¹. D'après Yéma K. et José A., la DTF avait déjà proposé de telles idées. Sources : <http://www.assodtf-france.com/>. José A. s'est d'ailleurs montré énervé lorsqu'il a appris au cours de l'entretien que Marc A. avait été choisi pour faire partie du comité de pilotage du programme : « C'est moi qui ai apporté ce projet, c'est ça qui va pas au Togo [...] je me sens frustré, c'est pas encourageant pour la diaspora, j'aurais voulu être dans le comité [...] un des freins c'est ça, les mecs apportent des projets et c'est détourné par le gouvernement et des types qui n'ont rien à voir, ça décourage ».

⁹². Comme le disent Yéma K. et José A. : « on avait parlé de ça à Houngbo quand il était au PNUD [...] beaucoup avaient fait des reproches sur le fait qu'il avait rien fait, mais cette année il s'y met ».

La journée de promotion économique du Togo a été un accélérateur de ce projet⁹³. Marc A. raconte ainsi qu'à cette occasion, lors d'une séance de questions-réponses, il a interpellé Gilbert Houngbo en lui disant que « c'était bien beau » mais qu'il ne suffirait pas de faire venir des investisseurs étrangers au Togo. Encore fallait-il savoir profiter des potentialités offertes par la diaspora. Applaudissements dans la salle. Le Premier ministre décida donc de réunir les personnes intéressées par ce sujet. Une cinquantaine de personnes participèrent en fin de journée à cette « séance de travail improvisée ». Et Marc d'ajouter : « je me suis retrouvé malgré moi à la tête du mouvement (rires) ». Par la suite, Houngbo a travaillé avec son staff sur la question et Marc a rencontré son directeur de cabinet lors d'un de ses voyages à Lomé. « Et depuis mars, rien. Je me suis dit c'est encore un coup de bluff ». C'est seulement fin octobre 2009 que Marc a reçu un appel du directeur de la communication de la primature pour lui indiquer qu'il pouvait intégrer le comité de pilotage du projet⁹⁴, comité composé de Souleymane Nasser, représentant du PNUD au Togo chargé de rédiger le pré-projet, de Pascal Dotchévi, le directeur de la communication de la Primature, et de Deo Ahondo, secrétaire général du Gouvernement.

Planifié pour trois ans, ce programme est envisagé comme un « TOKTEN amélioré », c'est-à-dire qu'il vise le transfert des compétences des expatriés par le biais de courtes missions ponctuelles sur la base de contrats à durée déterminée d'un à quatre mois. Pour le moment, aucune formule n'a été vraiment adoptée et du côté du comité de pilotage, l'on s'interroge encore sur la faisabilité technique d'un tel programme : « Comment s'arranger, avec toute la bonne volonté du monde, pour dégager du temps ici ? C'est impossible. Cumuler des RTT ? Faire des projets en seulement un mois ? ». Ce programme vise donc *a priori* des expatriés qui sont déjà dans « l'élan du retour » et qui pourraient financièrement se permettre ce genre de congés prolongés. Mais ces missions bien rémunérées, de 2 000 à 5 000 euros⁹⁵, cachent en fait « l'intention inavouée de leur faire prendre goût au Togo »⁹⁶ et de transformer ces missions en postes pérennes. En effet, le programme vise concrètement des projets de développement du pays, mais cherche également à initier les émigrés au terrain, à susciter chez eux des « attaches » et un « désir de s'installer »⁹⁷.

Officiellement, toutes les « compétences avérées » de tous les « fils de la nation » sont recherchées. Cependant, bien que les domaines ciblés soient très larges (infrastructures,

⁹³. Voir les comptes-rendus dans l'annexe 19.

⁹⁴. Lui-même se décrit ainsi comme la personne choisie pour être le « point focal du projet en France » et « identifier les personnes potentielles ». Mais il confesse que « ce que je dois faire n'est pas encore clair ».

⁹⁵. Ces sommes élevées, si elles constituent un argument de poids dans la balance du PNUD, ne sont bien entendu pas mises en avant. D'après Deo Ahondo, secrétaire général du Gouvernement en charge du programme, « la motivation c'est pas le haut salaire, nous on a misé beaucoup plus sur la fibre patriotique [...] on veut jouer aussi sur la fibre de la solidarité africaine [...] venez un tant soit peu aider votre pays à avoir de nouvelles couleurs ». Quelques minutes plus tard, il confesse pourtant que « si on compte uniquement sur la fibre patriotique la personne viendra un mois, deux mois, il faudra qu'on lui donne un minimum [...] lui garantir un minimum de confort ».

⁹⁶. Entretien avec Marc A.

⁹⁷. De l'aveu même de Deo Ahondo.

télécommunications, banques et finances, éducation, santé, agriculture, environnement, etc.), les profils recherchés sont ceux « dont le Togo a besoin »⁹⁸. Autrement dit, ce programme s'adresse principalement aux élites qualifiées de la diaspora. L'émigration ayant longtemps servi de soupape de décompression pour un marché du travail qui n'arrivait pas à absorber toutes les demandes d'emploi, le but n'est pas ici de venir rompre cette logique mais simplement de réintégrer au Togo les élites expatriées⁹⁹.

« On vise la crème de la crème [...] on va pas ramener un éboueur togolais en France pour développer le Togo, on pense plutôt à l'intelligentsia [...] [*Et est-ce que ce programme du PNUD vise tous les profils ?*] Non, y'a pas de place pour tout le monde, y'a pas de sous-métier mais on a besoin d'expertise, sinon y'a pléthore de candidatures ici [...] un menuisier, qu'est-ce qu'il viendrait foutre ici, y'a déjà des talents ici... il faut apporter des technologies, des méthodes, des idées nouvelles ».

*Extraits de l'entretien de José A.,
proche des discussions menées depuis des années sur ces thématiques.*

De plus, ce programme ne vise que peu de personnes. D'après José A., « beaucoup seront appelés et peu seront reçus [...] il suffira pas d'avoir fait des études en France, y'aura pas de phase d'observation, c'est de l'action pure ». D'après Marc A., dans la plus optimiste des hypothèses, seule une cinquantaine de personnes participerait au départ à ce projet.

Ce programme constitue donc la « base » d'une future politique migratoire du Togo, même si ce n'est « pas une politique de l'ensemble des Togolais de l'extérieur »¹⁰⁰. Toutefois, il est difficile de savoir si cette politique est motivée par une réelle volonté de faire participer et revenir la diaspora tant ce programme s'inscrit dans d'autres logiques et répond à d'autres intérêts. D'abord, ce projet est en fait l'une des réponses apportées à une réforme plus large de la fonction publique et de l'administration du pays envisagée depuis les États généraux de l'administration publique de décembre 2006 et organisée en partenariat avec deux experts du PNUD. Le budget du programme inclut par exemple des fonds alloués à la formation professionnelle locale, formation rattachée à la problématique migratoire par le fait qu'elle aurait pour objectif de fixer les futurs candidats potentiels à l'émigration. Enfin, le recours à la diaspora répond surtout à un intérêt financier. Outre le fait que ce type de projets

⁹⁸. « Ces expatriés qui bénéficient de niveaux de formation appréciables notamment avec des compétences pointues, dans les domaines scientifiques et techniques, au niveau de certaines professions, en matière d'investissement et des finances, etc... peuvent apporter sous diverses formes, leur expertise pour le développement du pays. » République Togolaise, « Initiatives pour la réinsertion et le recours aux compétences de la diaspora », page 1.

⁹⁹. « L'expérience montre que, s'agissant notamment des pays les plus pauvres, cette « coopération » n'est facile à obtenir ni pour limiter les entrées ni pour favoriser les sorties. Pour eux, un émigré c'est avant tout un chômeur de moins et des devises en plus. » CONDAMINES Charles, « Migrations et coopérations internationales : intégration ou exclusion ? », *Politique africaine*, 1998, Numéro 71, pages 75-76.

¹⁰⁰. Entretien avec Deo Ahondo.

gouvernementaux permet d'attirer les fonds des bailleurs internationaux vers le Togo, il est évident qu'une mission d'un Togolais expatrié revient bien moins cher que celle d'un expert étranger¹⁰¹ : « un expert français prendra 1 500 euros par jour, alors qu'un togolais demandera peut être 200 euros, à compétences égales [...] l'expert national, lui il sera avec les siens, il s'impliquera »¹⁰². De son côté, le professeur Ayité, responsable de la Coopération internationale à l'Université de Lomé semblait lui aussi séduit par cet aspect financier. Ainsi, il a mis en place en avril 2009 un programme de « recours à la diaspora » qui devrait permettre d'augmenter la part du financement des bailleurs dans les missions d'enseignement organisées jusqu'à ce jour par l'Université et l'Agence Universitaire de la Francophonie. Il faut cependant préciser que le Gouvernement n'est pas exempt d'ambiguïtés puisque, de l'aveu même du ministre Gilbert Bawara, le fait d'avoir certains émigrés à l'extérieur procure des avantages certains. La diaspora constitue ainsi une source importante de devises¹⁰³, d'investissements immobiliers, de nouvelles taxes, et même de nouveaux marchés économiques¹⁰⁴.

Tout nouveau projet étant au Togo analysé d'abord sous l'angle politique, les initiateurs du projet ont voulu dépolitiser au maximum le projet et éviter les suspicions en ne le confiant pas au ministère des Affaires Étrangères mais au Premier ministre¹⁰⁵, décrit comme un technicien plus que comme un politicien, et en obtenant l'accord de principe de bailleurs comme l'UE ou l'OIM¹⁰⁶. Le secrétaire général du Gouvernement insistait sur le fait que le résultat des élections ne changerait d'ailleurs rien à ce programme « purement technique » et en rien « électoraliste ». Il a par ailleurs fallu communiquer autour de ce programme pour rassurer les émigrés. C'est ce qui a été fait notamment à Cologne lors d'un

¹⁰¹. Le constat est d'ailleurs simple. En 2000, sur 18 millions d'étudiants africains, 110 000 étudiaient à l'étranger. Dans le même temps, le continent faisait venir près de 100 000 experts étrangers. C'est ce constat qui doit mener l'Afrique à s'engager, selon certains, dans une « diplomatie de l'intelligence ». FOLLANA Christine, TRANI Jean-François, « Il faut rapatrier en Afrique les cerveaux qu'on lui a pris », op. cit., page 350.

¹⁰². Entretien avec José A.

¹⁰³. Voir les données statistiques dans l'annexe 20. ; « Il est certain que le gouvernement du Cap-Vert, qui a besoin de ménager les susceptibilités de la diaspora afin de ne pas décourager l'envoi de mandats conséquents, est de plus en plus à l'écoute des problèmes des émigrés. » LESOURD Michel, « La diaspora capverdienne et son rôle dans l'archipel du Cap-Vert : développement, politique, identité », op. cit., page 55.

¹⁰⁴. En tant qu'architecte, Lorenzo H. cherche actuellement à se spécialiser dans la construction de villas luxueuses pour les émigrés de retour à Lomé. En outre, au Cap-Vert, Michel Lesourd explique que les chambres de commerce régionales « ont cherché à capter le réseau des émigrés et se placer sur le "marché de la saudade" (la "saudade" signifie le désir de revenir ou de venir découvrir le Cap-Vert et ses racines), espérant attirer des investisseurs de la diaspora. » LESOURD Michel, « La diaspora capverdienne et son rôle dans l'archipel du Cap-Vert : développement, politique, identité », op. cit., page 60.

¹⁰⁵. Marc A. considère d'ailleurs qu'il a été choisi car il n'a pas d'affiliations politiques. Il conclut en disant : « ils ont du étudier l'oiseau... ça a pu jouer ».

¹⁰⁶. « Nos gars pensent qu'en passant par les bailleurs de fonds, les gens vont par miracle s'impliquer dans le développement [...] non c'est plus compliqué, il faut une vraie volonté politique en plus d'un programme précis pour que gens aient confiance, il faut leur inspirer confiance ». Entretien avec Kanyi B.

forum sur la « contribution de la diaspora au développement du Togo », organisé le 16 janvier 2010 par la section allemande de « l'African Union African Diaspora Sixth Region » (AUADS-Allemagne)¹⁰⁷. Le Gouvernement, qui avait prévu d'organiser une rencontre de ce type, a finalement accepté de participer à cette réunion car l'association prenait en charge toute l'organisation, sans rien demander à l'État. Signe peu encourageant sur la volonté gouvernementale de mener à terme ce programme. Le lendemain, Deo Ahondo convoquait une réunion informelle à Düsseldorf pour expliquer en détail les objectifs du programme. Ces opérations communicationnelles semblent avoir été peu efficaces puisque les entretiens menés ont mis en lumière le fait que peu de gens ont entendu parler de ce programme du PNUD et qu'une majorité de ceux qui le connaissent sont très critiques sur la forme, en condamnant la précipitation et le manque de dialogue préalable¹⁰⁸, et sur le fond en le décrivant comme « un serpent de mer électoraliste », « un nouveau marché de dupes », un outil « sans lendemain », un nouveau moyen de détourner de l'argent¹⁰⁹, de « bouffer les gens » ou de « recruter les cousins et les sœurs de gens comme Bawara »¹¹⁰. Finalement retardé par la tenue de l'élection présidentielle qui a conduit au gel des opérations¹¹¹, le programme n'a donc toujours pas de coordinateur et doit attendre l'aval du bureau du PNUD aux États-Unis pour être reconduit dans le budget 2011. Et ces retards ne semblent pas gêner particulièrement le Gouvernement togolais puisque si celui-ci commence à prendre conscience des avantages que la diaspora peut procurer, il ne veut pas favoriser outre mesure les émigrés. D'après Gilbert Hougbo, les « nationaux » ne comprendraient pas que l'on privilégie la diaspora alors qu'il y a tant de chantiers à mener dans le pays. C'est en tout cas l'élément de rhétorique politique utilisé pour masquer les réticences persistantes du pouvoir togolais. Lors de l'entretien, l'ancien ministre de la Coopération Gilbert Bawara, par ailleurs très actif auprès de la diaspora, expliquait d'une part que l'implication de la diaspora devait être une « priorité transversale » et d'autre part que le droit de vote des émigrés était « prématuré » et même « démagogique ». Pour certains acteurs, plutôt que l'ébauche d'une future politique migratoire, la naissance de ce

¹⁰⁷. Voir le résumé dans l'annexe 18.

¹⁰⁸. « Ils mettent la charrue avant les bœufs [...] il aurait fallu un forum national de la diaspora ici [...] ils s'y prennent mal, il faut préparer les esprits à adhérer [...] faire une étude de marché pour voir si y'a une propension à rentrer [...] il faut qualifier et quantifier les désirs de la diaspora [...] ils se sont précipités sans échanger avec la diaspora ». ; « Y'a quand même un manque de savoir-faire chez les autorités ici [...] y'a eu des tentatives très gauches vers la diaspora [...] y'a beaucoup d'amateurisme [...] c'est ça le mot, ils savent pas trop quoi faire, ils communiquent mal ». Extraits des entretiens. Les membres du comité de pilotage se sont d'ailleurs montrés très intéressés par ce mémoire, preuve qu'eux-mêmes n'avaient pas fait d'étude préalable.

¹⁰⁹. « De faire tomber l'argent par terre comme on dit chez nous ». Extrait d'un entretien.

¹¹⁰. Extraits des entretiens.

¹¹¹. « On aurait déjà dû être dans la phase de recrutement mais... c'est l'Afrique hein, donc les considérations politiques ont pris le pas sur les enjeux techniques, les bailleurs sont freinés par l'échéance électorale, tout le monde fait ça ici ». Entretien avec Marc A.

programme pourrait être une façon d'apaiser à elle seule les tensions, sans régler les problèmes de fond¹¹², et de participer à la validation par l'UE et par le FMI des programmes macro-économiques menés au Togo depuis 2006.

Quelles que soient les difficultés rencontrées par ce programme, la combinaison de la multiplication des déclarations d'intentions politiques, du renforcement de la fermeture des frontières européennes et de l'ouverture démocratique togolaise a fait naître au Togo et dans la diaspora l'idée que la période serait incroyablement propice¹¹³ aux retours, ce qui laisse à penser que les migrations de retour émergent depuis cinq ans au Togo. Il semble clair que le phénomène s'est accéléré ces dernières années, mais cela ne signifie en rien que les retours étaient marginaux auparavant¹¹⁴.

3- Des politiques qui favorisent la circulation et le retour des élites

Lorsque l'on observe les politiques migratoires actuellement menées en France et au Togo pour gérer les retours des émigrés-immigrés, l'on constate qu'il y a, au-delà des constats communs, de réelles divergences d'intérêts. Dans les deux cas, c'est la migration des milieux populaires qui pose problème. La France souhaite faire partir une partie des immigrés précaires. De son côté, le Togo n'est pas prêt à les accueillir. En revanche, la migration des élites qualifiées est plus acceptée. Elle est d'ailleurs décrite comme inhérente au fonctionnement de l'économie mondialisée¹¹⁵. Plutôt que de retour, l'on parle alors de « mobilité » ou de « circulation » des élites¹¹⁶. Toutefois, cette mobilité met en jeu des stratégies différenciées, la France souhaitant garder le maximum de compétences¹¹⁷ et le Togo cherchant désormais à en récupérer le plus possible.

¹¹². « Au Togo, on croit que créer une structure c'est résoudre le problème ». Extrait de l'intervention de François Boko lors du grand meeting du FRAC à Paris le 22 mai 2010.

¹¹³. Voir les citations dans l'annexe 21.

¹¹⁴. « Y'a toujours eu des retours, de gens de ma génération... ». Entretien avec Albert J., 62 ans.

¹¹⁵. « Enfin, les "échanges de cerveaux" entre pays caractérisent toutes les économies avancées, et sont une composante du flux de biens et d'informations dans une économie mondialisée ». LOWELL B. Lindsay, FINDLAY Allan, « L'émigration de personnes hautement qualifiées de pays en développement : impacts et réponses politiques – Rapport de synthèse », op. cit., page 2.

¹¹⁶. « La pénurie de main d'œuvre dans certains domaines de pointe (médecine, informatique) contraint les pays développés à alléger les politiques migratoires pour répondre aux besoins de leur économie. Les politiques migratoires n'obéissent pas à la même logique selon le type de migrations. Pour la catégorie dite de migrants non qualifiés, les politiques migratoires, plus restrictives et dissuasives, visent à endiguer le flux continu de migrants. S'agissant des migrants qualifiés, les politiques migratoires sont plus attractives et visent à rendre fluide les flux, (échange des chercheurs et des cadres qualifiés) pour éviter les « installations définitives ». AMADOU DIA Ibrahim, « Déterminants, enjeux et perceptions des migrations scientifiques internationales africaines : le Sénégal », op. cit., page 9.

¹¹⁷. « Dans le même temps sont appelés, à travers des accords bilatéraux, des conventions de stages, des infirmiers et des médecins dans des secteurs hospitaliers délaissés par les Français, ainsi que des informaticiens et des maîtres auxiliaires dans les disciplines scientifiques... originaires de ces mêmes pays, en petit nombre, il

L'analyse de cette politique « en train de se faire » et de ses hésitations et contradictions permet de bien comprendre les enjeux et les intérêts liés à la diaspora et de montrer qu'actuellement au Togo, il semble que le retour des émigrés qualifiés et des élites soit recherché et facilité. En clamant haut et fort, « le PR [Président de la République] seul ne peut pas reconstruire le pays, il faut que chacun se sente libre de mettre la main à la pâte »¹¹⁸, le Togo s'inscrit donc dans cette rhétorique de la *doxa* du co-développement pour en faire émerger sa propre grammaire à même de répondre à ses intérêts particuliers.

« La France fait l'immigration choisie... le Togo peut faire pareil pour faire revenir au Togo les cerveaux du Togo qui sont à l'étranger... pourquoi les laisser là-bas ? ».

Extrait de l'entretien de Sylvia E.

Notons enfin que ces politiques ne sont pas totalement déconnectées des réalités migratoires « par le bas ». En effet, ces différentes politiques créent un ensemble d'injonctions, souvent contradictoires, qui se cristallisent dans l'esprit des migrants eux-mêmes et façonnent à leur tour leurs postures ambivalentes face au retour : le devoir de s'intégrer dans un pays d'accueil, l'obligation d'aider son pays à se développer et de mettre les compétences acquises à l'étranger à son service, la nécessité inévitable de rentrer, etc.

Lorsque Marc A. parle du rôle qu'il pourrait tenir dans le cadre du programme du PNUD, il se félicite de savoir ce qui ferait levier pour les futurs candidats au retour, « pour l'avoir vécu » lui-même. Mais il tempère rapidement cet enthousiasme en ajoutant que de toute façon, « le PNUD n'a pas à s'occuper de psychologie ». Il rejoint ainsi le professeur Ayité qui se montre catégorique en expliquant qu'il doit « répondre à un besoin » et non « créer des projets de vie ». En restant aux idées présumées que les Togolais veulent retrouver leur patrie, que les tigres n'attendent que de crier leur « tigritude »¹¹⁹ et que la promesse d'un haut salaire et de quelques avantages matériels pourrait à elle seule les faire revenir, la nouvelle politique migratoire du Togo risque toutefois de manquer ses objectifs, faute de s'être penchée sur les réalités migratoires vécues par les Togolais, même si pour le moment, elle semble renforcer des logiques existantes.

est vrai, mais contrôlables, contrôlés ». QUIMINAL Catherine, TIMERA Mahamet, « 1974-2002, les mutations de l'immigration ouest-africaine », *Hommes et Migrations*, « Africains, citoyens d'ici et de là-bas », Numéro 1239, Septembre-Octobre 2002, page 22.

¹¹⁸. Entretien avec le ministre de la Coopération Gilbert Bawara.

¹¹⁹. Selon l'image employée par José A. lors de son entretien.

Partie 2 :

Le retour comme injonction à la réussite sociale

Après avoir analysé le cadre formel des retours des émigrés au Togo et les premières spécificités générales des migrations togolaises, nous nous intéresserons maintenant de plus près aux migrants et à la façon dont ils vivent ces retours. La première et la plus puissante logique qui façonne le retour s'observe dans les rapports entre les émigrés et leur famille. L'idée qui se développe et se diffuse alors dans tout projet migratoire réside dans le fait que pour avoir lieu, le retour doit être réussi. L'expérience de l'émigration ne saurait en aucun cas s'achever sur un échec. Or, les mécanismes de cette logique de la réussite placent les migrants dans des situations très différentes en fonction de leurs positions sociales, à la fois au Togo et en migration.

Dans les travaux à la fois institutionnels et scientifiques, la réussite du migrant de retour dans son pays d'origine est généralement mesurée à l'aune des modalités légales de son retour. Deux modèles s'opposeraient alors : l'échec de l'expulsion et la réussite du retour spontané¹. Il ne fait aucun doute que l'expulsion constitue un puissant vecteur de stigmatisation de l'émigré de retour dans sa société d'origine². Les travaux menés l'an dernier par Emma Chaouane sur les expulsés maliens obligés d'entrer dans une nouvelle forme de clandestinité à Bamako pour fuir leur famille en est une illustration flagrante³. Mais dans le cas d'un pays comme le Togo, où la migration est moins enserrée dans des logiques communautaires et où les expulsions sont beaucoup moins courantes, il semble que la

¹. « Des politiques fructueuses de retour volontaire assisté et de réintégration tenant compte des décisions des migrants, peuvent les aider à éviter la stigmatisation juridique et sociale liée au retour forcé. » OIM, « Dialogue international sur la migration – Migration de retour : défis et opportunités – Principes politiques clés de la migration de retour », op. cit., page 2.

². La stigmatisation étant « la situation de l'individu que quelque chose disqualifie et empêche d'être pleinement accepté par la société ». GOFFMAN Erving, *Stigmate, les usages sociaux des handicaps*, Paris, Les Éditions de minuit, « Le sens commun », 1975, page 7.

³. CHAOUANE Emma, « Expulsés maliens », op. cit. ; « Il revient alors démuné, quelque peu honteux de n'avoir pu tenir sa promesse de départ : partir pour revenir les mains pleines, pour assurer aux siens une vie meilleure. Le détour par la France, l'absence perdent tout leur sens. Sans ressources il lui faut réinventer sa place, effacer les traces de son séjour hors du pays. Paysan sans salaire, bricoleur-réparateur d'objets ramenés par les immigrés (bicyclettes, hachoirs, moulins à mil), colporteur... il n'a que peu de possibilités pour survivre. Dans la majorité des cas, il peut compter sur les solidarités familiales : on fait une place à celui qui a raté sa chance, à condition qu'il accepte les dépendances qu'il avait fuies. Certains ne supportent pas cette situation et préfèrent se fondre dans Bamako, à la recherche d'activités lucratives occasionnelles. » QUIMINAL Catherine, « Retours contraints, retours construits des émigrés maliens », op. cit., pages 36-37.

contrainte du retour ne soit pas le plus important déterminant de la construction de l'échec migratoire.

Lors de l'enquête de terrain, deux entretiens ont été réalisés avec des Togolais qui avaient été expulsés. Le récit du déroulement de ce retour forcé, le sentiment d'injustice né de l'idée que l'on fait partie des 25 000 personnes « aléatoirement » choisies pour être expulsées et l'impossibilité d'achever l'objectif que l'on s'était fixé au départ rendent bien évidemment l'expérience profondément traumatisante. Mais le sentiment d'échec est finalement vécu de manière plus individuelle, la migration étant alors perçue comme une faillite personnelle ou comme une « mission » que l'on n'aurait pas su remplir. Que ce soit pour Komi Z., dont la famille possède l'un des supermarchés les plus connus de Lomé, ou pour Victor G., dont l'entourage semble plus modeste⁴, le cercle familial ne les a pas durablement rejetés suite à leur expulsion⁵.

Il existe en revanche une autre source puissante de stigmatisation, qui n'est pas liée aux modalités légales du retour. Ainsi, l'échec ou le succès du retour se mesurent plutôt dans le cadre d'un *ethos*⁶ et d'imaginaires migratoires de la réussite individuelle. Le migrant de retour valorisé est donc celui réussit et qui l'affiche. Celui qui n'y parvient pas est quant à lui stigmatisé et déconsidéré. Cette source de stigmatisation est peu traitée dans les études car elle est constituée d'obligations très diffuses, mais non moins prégnantes, et qu'elle oblige à détourner le regard des migrants pour interroger leur environnement social et familial lors de leur réintégration. Preuve qu'il est impératif de replacer les analyses de l'immigration dans leur contexte social, historique et culturel.

1- Revenir, c'est être assimilé à un Européen...

Ayant vécu en Occident, l'émigré qui revient au Togo est considéré comme quelqu'un qui est devenu en quelque sorte « un Blanc » ou un « Togolais blanchi »⁷. Carla A. expliquait ainsi qu'au Togo on la définissait comme « la petite blanche qui revient de France ». Ce

⁴. Alors que son père travaille à la douane et que sa mère reste à la maison, Victor a pu émigrer grâce au soutien de l'un de ses oncles qui vivait déjà en France avec ses enfants.

⁵. Voir le récit dans l'annexe 22.

⁶. Entendu comme l'ensemble des caractères communs et des manières d'être sociales qui sont l'indice de l'appartenance à un groupe d'individus de la société considérée.

⁷. « Celui qui revient c'est un Blanc, un peu foncé mais c'est un Blanc ». Entretien avec Yves Yard, conseiller adjoint au SCAC de l'Ambassade de France au Togo. ; Lorsque Xavier A. parle de la « copine » d'un de ses amis qui est partie en Europe, il dit d'elle que « c'est une Européenne »

processus s'observe d'ailleurs quelle que soit la durée du séjour hors du Togo⁸, laissant ainsi penser que l'Europe vient souiller la « togolité » des émigrés⁹.

a) Des changements culturels diversement perçus par les émigrés

Dans nos entretiens, lorsqu'une question est posée sur les changements culturels, moraux et comportementaux qui auraient pu survenir à la suite du séjour à l'extérieur du Togo, les migrants de retour reconnaissent aisément être porteurs d'une part de culture occidentale. Mais lorsqu'il s'agit de préciser le contenu de ces transformations grâce à des exemples concrets, certaines réponses deviennent hésitantes, à l'image de celle de Jimmy A. : « oui absolument, vous avez une façon de faire les choses qui est beaucoup plus, disons... une façon qui est différente disons, c'est deux mondes complètement à part ». D'autres soutiennent au contraire que rien n'a changé¹⁰ ou que les changements sont minimes et parfaitement négociables¹¹. Ces derniers préfèrent alors présenter les réalités vécues sous un angle plus consensuel afin de préserver la continuité de leur parcours biographique par un récit fictif, mais rassurant, plutôt que de mettre en avant les deux ruptures créées par l'émigration puis par la migration de retour¹². Mais tous finissent par vanter les changements

⁸. Contrairement à ce qu'a pu observer Lucile Gruntz dans le cas des migrants de retour au Caire : « À leurs yeux, ainsi que selon leurs proches et voisins n'ayant pas migré, seuls les Cairotes partis travailler sur la longue durée "quinze ans, à peu près", reviennent avec des modes de vie "golfisés", qui leur paraissent étrangers tant ils diffèrent des leurs ». GRUNTZ Lucile, « La réintégration des émigrés égyptiens de retour au Caire : enjeux contemporains », op. cit., page 4.

⁹. Kwassi P., un jeune Togolais proche de plusieurs émigrés et membre fondateur d'une association culturelle qui accueille beaucoup de jeunes américains ou européens, explique qu'il existe des points communs entre les migrants de retour et les Togolais qui vivent beaucoup en compagnie des « Blancs ». D'après lui, dans tous les cas, « la race pure nous met à l'écart, on est vus comme des métisses. »

¹⁰. « Non je pense pas avoir changé mais je sais que j'ai muri ou évolué mentalement ». Extrait d'une discussion par mail avec Gabriel A. ; « Quand ils reviennent on est contents, ça change rien » et quelques minutes plus tard : « leur comportement change un peu [...] ils trouvent que beaucoup de choses sont inutiles ici, ils ont une vision un peu large des choses ». Entretien avec Marcel N. ; « Ça a rien changé du tout... au contraire, si j'étais resté en Europe, on est une famille très soudée tu sais, mon père et ma mère l'auraient pas très bien pris ». Entretien avec Ralf P. ; « *[Est-ce que vous avez senti des changements dans le regard des autres ?]* Non, non, moi je ne pense pas avoir quelque chose de plus que les autres ». Entretien avec Komla T.

¹¹. « Il faut savoir jongler un peu avec tout ça... la famille ça se passe bien, mes amis oui, y'a eu une période d'adaptation ». Entretien avec Gérard C.

¹². S'appuyant sur l'œuvre de Paul Ricœur, Jean-Claude Kaufmann indique que « la narration de soi est, non pas une pure invention, mais une mise en récit de la réalité, un agencement d'évènements permettant de les rendre lisibles et de donner sens à l'action. » Il ajoute que cette « mise en intrigue » produit sa « nécessaire unité non par une totalisation et une fixation impossibles mais, de l'intérieur et de façon évolutive, autour du récit, fil organisateur ». Chacun se raconte alors « l'histoire de sa vie qui donne sens à ce qu'il vit ». KAUFMANN Jean-Claude, *L'invention de soi, une théorie de l'identité*, Paris, Armand Colin, « Individu et société », 2004, pages 151 et 152.

acquis grâce à la migration : « l'ouverture d'esprit », « le sens du travail », « la vivacité », « le dynamisme », « la rigueur », « la méthode », etc.¹³

Au-delà de ces idées récurrentes, rien n'est toutefois raconté de ces changements beaucoup plus imperceptibles qui concernent les habitudes, les attitudes et les postures du corps, les goûts et les manières de penser et de dire¹⁴. Difficile pour un individu de dire exactement ce qui a changé dans sa façon d'être, bien qu'il reconnaisse très facilement que « même quand on quitte sa chambre deux jours, on est marqué »¹⁵. Bien qu'indicibles, ces transformations semblent pourtant si importantes que les personnes interrogées décrivent parfois le Togo en se plaçant, inconsciemment, dans une position d'extériorité, comme s'ils ne faisaient déjà plus réellement partie de ce pays, ou plutôt comme s'ils en étaient des membres à part¹⁶.

b) La remise en question par les familles de l'authenticité de l'émigré de retour

Si ces transformations sont difficilement définies et acceptées par les migrants, il est clair qu'au retour elles font l'objet de critiques vives de la part des Togolais restés au Togo. D'autant plus lorsque l'émigré s'est marié avec une personne originaire du pays d'accueil car dans ce cas de figure précis, beaucoup de personnes considèrent que l'émigré a été totalement absorbé par la culture occidentale et qu'il a perdu tout lien avec le Togo¹⁷.

Au degré le plus faible, ces critiques peuvent passer par des moqueries sur certaines habitudes togolaises perdues ou sur des attitudes occidentales nouvelles. Ainsi, à cause de ses activités associatives, Kwassi P. se définit comme l'un de ceux qui sont vus comme des « Blancs », au même titre que les émigrés, mais il se moque à son tour des migrants de retour qui mangent du « fofou »¹⁸ à la cuillère et ne savent plus prononcer les mots qu'ils utilisaient pourtant lorsqu'ils étaient enfants. Il prenait l'exemple d'une Togolaise de Paris qui appelle la

¹³. Voir les citations dans l'annexe 23.

¹⁴. Changements qui s'effectuent, selon Fanny Schaeffer, dans « un corpus de réflexes, de relations, de lieux, de temporalités, qui créent un vide chez le migrant quand il doit y renoncer ». SCHAEFFER Fanny, « Mythe du retour et réalité de l'entre-deux. La retraite en France, ou au Maroc ? », op. cit., page 170.

¹⁵. Selon l'expression d'Isaac N.

¹⁶. Voir les citations dans l'annexe 24.

¹⁷. D'après Marcel N., « quand ils se marient là-bas, surtout à une blanche, c'est comme si ils oublient un peu l'Afrique ». Quant à Simplicie G., il explique qu'il s'opère dans le cas d'un mariage mixte, une certaine « déconnexion » avec la famille togolaise, les proches au Togo considérant que la personne concernée, même après un retour au Togo, va inévitablement finir par repartir durablement en Europe. Enfin, le journaliste Abass Dermene confirme en disant que « si tu prends une femme blanche, on te considère comme perdu... on ne compte plus sur vous... vous êtes rayé de la liste familiale ».

¹⁸. Pâte préparée à base d'ignames bouillies et pilées et qui constitue un des plats de base au Togo.

vendeuse ambulante de beignets (beignet se disant phonétiquement « botokoin » en *éwé*¹⁹) en lui criant « botokui, botokui ». Il finit alors son anecdote en riant et en disant : « elle appelle la vendeuse mais elle se reconnaît pas. Elle va finir par crever de faim comme ça ! ». Quant à Gérard C. il explique que dans les premiers temps de son retour, lors de repas dans des maquis avec ses amis, il avait du mal à manger du piment, ce qui ne manquait pas d'attirer les railleries des amis qui « pensent que tu joues au petit blanc ».

Mais lorsque les proches togolais se rendent compte « que celui qui est parti s'est intégré à une autre culture » et que les migrants de retour « quand ils reviennent, ils sont méconnaissables, ils sont plus européens qu'africains »²⁰, l'humour peut très vite se déplacer et devenir une critique de fond. C'est ce que vit Bernard K. qui, partagé entre son enfance en France et ses séjours au Cameroun, en Guinée Équatoriale et surtout en Côte d'Ivoire, parle désormais difficilement le *kabyé*²¹. Si les mauvaises prononciations et les incompréhensions provoquent en général des fous rires entre sa grand-mère et lui, cette dernière ne manque pas de lui rappeler régulièrement qu'un « *kabyé* qui ne comprend pas sa langue n'existe pas ». Pour lui, « c'est une façon de me dire que je suis pas *kabyé* ». Il ajoute que, plus globalement, « ça crée des problèmes avec les autres, on me définit comme togolais par mon nom, mais avec mes attitudes et ma façon de parler, on m'appelle le Sahélien, l'Ivoirien ».

Les attitudes adoptées en Europe peuvent d'ailleurs être socialement mal vues. C'est le cas notamment lorsqu'un Togolais se met à fumer des cigarettes. Gérard M., un jeune Togolais confirme ainsi que la cigarette est courante au Mali, au Burkina Faso ou au Ghana, mais qu'« ici, c'est mal vu. C'est comme un petit délinquant ».

D'après Fanny Schaeffer, les migrants marocains qui reviennent dans leur pays d'origine pendant leur retraite réussissent à gérer ces critiques et suspicions en développant une identité situationnelle et en valorisant leur « savoir-circuler »²². Cette conclusion quelque peu optimiste semble cacher des réalités bien plus difficiles car à ces critiques équivoques s'ajoutent plus globalement les problèmes liés à la place qui est laissée aux émigrés de retour dans la société togolaise. Dès lors, la question de l'authenticité de ces émigrés qui ont vécu une « déchirure »²³ et une rupture symbolique avec leur culture d'origine, se trouve clairement

¹⁹. Langue parlée au Sud du Togo et du Ghana.

²⁰. Entretien réalisé avec le journaliste Abass Dermane.

²¹. Langue parlée par l'ethnie du nord du Togo dont est originaire sa famille.

²². SCHAEFFER Fanny, « Mythe du retour et réalité de l'entre-deux. La retraite en France, ou au Maroc ? », op. cit., page 175.

²³. « Tu vois pour nous venir en Occident c'est pas bien perçu, enfin c'est perçu différemment en Afrique. Dans ma communauté y'en a qui pensaient que c'est un bel atout voilà, oui tu vas être super bien comme les autres disent et tout... Et puis à un moment je sentais qu'il allait y avoir une déchirure et que ça ne sera plus la même chose. » Entretien réalisé en 2008 avec Batoulim Sebabe.

posée par leurs familles. Eux-mêmes ont parfois du mal à répondre aux questions que l'on peut leur poser sur leurs origines²⁴. Il peut en effet être difficile de se situer face à cette double identité²⁵ dans deux sociétés qui les encouragent à prendre partie²⁶. S'ils préfèrent peut-être se décrire comme étant de partout et de nulle part, l'État français et la société togolaise les obligent à choisir pleinement l'une ou l'autre des deux rives. Et lorsqu'à la fin de l'entretien, Ralf P. termine une conversation avec le mécanicien du quartier et dit en riant, « tu vois, je parle le patois moi », l'on pressent rapidement que l'humour cache un profond malaise. Tout comme il est difficile de demander à un immigré en France d'abandonner complètement ce qu'il est, il est impossible de demander à un émigré de retour au Togo d'oublier sa vie en migration pour faire peser sur lui un processus d'assignation identitaire visant à le rendre pleinement et exclusivement togolais.

« [Et alors, vous vous sentez plutôt togolais ou plutôt français ?] [Il pointe son stylo en l'air et rit] C'est la question ! [...] c'est le moment de la formation de la personne le séjour en France... ça a bouillonné quoi, mais positivement [...] le pays d'accueil devient votre pays... en fait je me sens français par la vie et la culture, je me sens aussi togolais, et finalement nous vivons deux vies [...] aujourd'hui quand je rentre en France, je me sens chez moi [...] j'ai passé plus de vingt ans là-bas, alors revenir et être totalement d'ici, c'est impossible ».

Extraits de l'entretien avec Olivier A.

Les émigrés sont généralement considérés comme des gens qui savent beaucoup de choses, qui ont beaucoup appris à l'extérieur mais qui finalement ne connaissent pas ou ne connaissent plus leur pays. Jean A. avoue d'ailleurs avec amertume qu'au bout d'un an de vie au Togo, il est encore vu « comme celui qui n'est pas d'ici ». Revenir, c'est ainsi affronter ces procès récurrents en inauthenticité et devoir constamment prouver sa légitimité à vivre au Togo et à être Togolais, à sa façon.

« Je me sens pas chez moi... je me sens chez moi dans mon bureau, mais dès que je sors... [plus tard dans la soirée, il revient sur ce point] je suis chez moi ici, et tu noteras qu'il n'y a pas de paradoxe avec ce que j'ai dit avant... ».

Extraits d'un entretien avec Marc A.

²⁴. « [Et toi, tu te définis comme Togolais ?] Ah, tu as touché le nœud du problème... je défends mon pays mais je suis plus autre chose que Togolais... Ivoirien et Français [...] ça crée des tensions avec des gens qui sont pas ouverts ». Entretien avec Bernard K.

²⁵. Voir les citations dans l'annexe 25.

²⁶. Lors de la réunion du FRAC le 22 mai 2010 à Paris, Isabelle Améganvi blaguait sur ce sujet en disant : « ça fait deux semaines que je suis arrivée, je suis beaucoup parisienne que togolaise (rires) ». Et lorsqu'Éric Dupuy, membre de l'UFC, arrivait à la tribune, Kofi Yamgnane disait en souriant : « il reste plus que les trois Français... », ce à quoi Éric Dupuy s'empressait de répondre : « plus que les trois Togolais... plus que les trois Togolais ! »

c) Se conformer aux attentes pour désamorcer les critiques

Les émigrés de retour doivent donc en permanence tenter de se livrer à un contrôle de leurs manières d'agir et de penser pour limiter cette rupture symbolique. Mais ces critiques peuvent surtout être atténuées ou dépassées si le migrant se conforme aux attentes qui pèsent sur lui. Pour diffuser largement ces attentes sociales vis-à-vis des émigrés, les familles togolaises tendent à développer toute une dialectique destinée à définir le rôle social du « bon » migrant et les attitudes socialement valorisées ou condamnées²⁷.

Le « bon » migrant serait donc celui qui considère qu'il a une dette à recouvrer. Cette dette peut être au sens strict une dette financière vis-à-vis de sa famille qui l'aurait aidé à partir. Victor G. décrit ainsi le migrant de retour comme pouvant donner « un rendement meilleur » pour les siens²⁸. Mais cette dette peut également être une dette morale vis-à-vis du Togo qui « nous a nourri »²⁹.

Par ailleurs, le « bon » migrant doit penser à sa famille, en lui donnant des nouvelles et en venant la voir de temps en temps pendant les vacances. La migration ne doit donc pas être synonyme d'oubli ou de rupture des liens familiaux. De plus, l'émigré qui revient au Togo pour des vacances ne doit pas s'isoler et se tenir à l'écart des siens, à l'image de ceux que critique Victor G. et qui « font trois semaines dans leur ville, [qui] voient leur famille deux fois et basta... la famille elle est contre, ils nous oublient ! »³⁰.

L'émigré doit surtout envoyer de l'argent à sa famille³¹, sous peine de subir à nouveau des critiques à son retour. Cette image n'est d'ailleurs pas propre au Togo. Il suffit pour s'en

²⁷. Ce rôle étant défini par un ensemble d'obligations et de devoirs mais aussi, au sens d'Erving Goffman, comme une conduite prescrite qui guide la présentation et la représentation de soi dans les interactions sociales. GOFFMAN Erving, *La mise en scène de la vie quotidienne, Tome 1, La présentation de soi*, Paris, Les Éditions de minuit, « Le sens commun », 1973, 252 pages.

²⁸. Cette idée de retour sur investissement est toutefois moins développée qu'au Mali où « partir, c'est s'investir dans la survie de la famille ». QUIMINAL Catherine, « Retours contraints, retours construits des émigrés maliens », op. cit., page 35.

²⁹. Selon l'expression de Nathalie Egueli. ; « Non j'ai grandi au Togo, je ne suis pas né au Togo, je suis né au Mali. J'ai quand même grandi au Togo, j'ai passé des années merveilleuses là bas au Togo, j'ai grandi dans des conditions idéales, j'ai été à l'école, j'ai été bien soigné, j'ai bien mangé, j'ai bien grandi. Donc quelque part, quand une société t'a donné autant, c'est plus fort que toi, à un moment donné, tu veux donner en retour ». Entretien réalisé en 2008 avec Joël Viana.

³⁰. « La vision de l'expatriation dans les sociétés africaines s'est construite autour d'un imaginaire collectif ambigu qui conçoit la présence en Occident comme gage d'heureuses promesses, en même temps qu'il lui prête un revers : l'oubli des siens et la perte. La tension vers l'*ailleurs* s'accompagne en effet d'une crainte à son égard. » GUEYE Abdoulaye, *Les intellectuels africains en France*, Paris, L'Harmattan, « Sociétés africaines et diaspora », 2001, page 89.

³¹. « [Et justement, vous envoyez des sous au Togo ?] Ah bien sûr, ça c'est un devoir humanitaire. Ce n'est pas une question à poser. » Entretien réalisé en 2008 avec Joël Viana. ; « Si on a le même père et que moi je bosse et pas toi, en mon tréfonds je dois être gêné, je dois tout faire pour que tu bosses aussi et qu'on ait une situation tous les deux ». Entretien avec Victor G.

convaincre de voir qu'elle constitue la base des campagnes publicitaires de l'entreprise spécialisée dans les transferts d'argent, *Western Union*. Ainsi, à la fin de l'année 2009, l'entreprise lançait une vaste campagne sur la plupart des sites d'informations africains en ligne. L'on voyait sur cette image publicitaire un jeune Africain souriant, vêtu à l'européenne et l'on pouvait y lire : « Puis-je faire la fierté de ma famille ? OUI ! ». Cette campagne a été déclinée au Togo au début de l'année 2010 et affichée dans les rues de Lomé³². L'image de la diaspora au Togo est donc liée à cette figure des migrants vertueux qui, d'après le journaliste Daniel Lawson-Drackey, « font moins de bruit et aident leur famille ».

Et lorsque l'émigré se trouve contraint de demander de l'argent aux siens³³, suite à des difficultés financières extrêmes, ce retournement est très mal vécu. Cela a été le cas pour Carole A. qui s'est retrouvée au chômage, en fin de droits, avec un fils à sa charge et a dû demander à son mari qui était retourné au Togo de lui envoyer de l'argent alors même que le bilan annuel de son entreprise était mauvais : « c'est lui qui envoyait de l'argent d'ici, c'est normal c'est lui le père de famille, c'est le sens du transfert que je trouvais aberrant [...] Et plus il envoyait de l'argent, moins il était prêt pour qu'on rentre, c'était un cercle vicieux ».

« Des fois les familles ont vendu un terrain pour aider à partir... les gens sont dans l'attente de la distribution [...] tu es parti, tu es redevable à la famille, tu dois l'aider... des fois ça crée des problèmes dans la famille, si tu fais pas pendant deux, trois mois, la famille se dit mais qu'est-ce que tu fais... »

Extraits de l'entretien réalisé avec le journaliste Daniel Lawson-Drackey.

Les membres de la diaspora sont également jugés à l'aune de leurs capacités à mettre en place des projets dans leur pays d'origine et à y revenir dans une optique créative. Nathalie Egueli, présidente de l'association *Aube Nouvelle*, fustige ainsi l'inactivité des Togolais par rapport aux diasporas d'autres pays : « On a une diaspora paresseuse et pingre. On n'a pas besoin de diaspora ultra intelligente et qui a des bonnes idées. La diaspora au Togo est très intelligente, encore plus que les autres, mais elle fait rien. Au Mali, ils cotisent... beaucoup même. Là, ils font rien »³⁴. Cette idée est reprise par les migrants de retour eux-mêmes, durant les entretiens. Marius G. critique ainsi les associations qui se réunissent pour faire des conférences, donner leur position face aux problèmes de l'Afrique mais qui n'ont pas le

³². Cette fois-ci, l'on y voyait un père, lui aussi très souriant, marchant visiblement dans une rue d'une grande ville européenne, et ces mots : « Est-ce que je peux rêver d'un avenir meilleur pour mon fils ? OUI ! ».

³³. « À un moment j'ai dû faire participer ma mère pas mal... au début le but n'était pas ça, c'était placer un peu d'argent là-bas [...] quand j'étais dans le besoin, j'ai dit je suis désolé... ». Clémentine T. a donc mis à contribution sa mère qui exerce la profession de sage-femme et qui ne bénéficie pas d'une situation financière aussi aisée depuis la mort de son mari qui était directeur d'école.

³⁴. « Le Togolais, quand il faut se cotiser, on le voit plus ». Extrait de la première intervention lors du débat qui a suivi le meeting du FRAC le 22 mai 2010 à Paris. L'un des intervenants, Eric Amouzougah, indiquait alors qu'il fallait que chacun donne parce que « même si on a des problèmes chacun dans nos foyers, mais on est tranquillement ici ».

courage de mettre en place des « petits projets concrets »³⁵. La participation au développement des migrants est donc devenue également une valeur populaire partagée par beaucoup d'Africains³⁶ qui consiste à dire qu'il faut « mettre la main à la pâte et pas attendre que la pâte soit déjà prête »³⁷.

À cette image valorisée, et presque idéalisée, de l'émigré comme individu patriote, altruiste, généreux et ayant le sens du sacrifice personnel au bénéfice des siens, l'on oppose des pratiques courantes comme la recherche du bien-être individuel des émigrés en vacances, de ceux qui « font la vie » et que l'on juge improductifs pour la société, ou la mise en place d'import-export entre le pays d'origine et le pays d'accueil et dans lequel le Togo ne sert que de décor à une recherche de rentabilité financière personnelle³⁸.

Il est difficile de dire exactement, à la lumière des observations et des entretiens menés cette année, comment se diffusent au sein des familles ces recommandations et ces avertissements tacites. Toutefois, il apparaît clairement ce discours a été répété jusqu'à ce que les émigrés finissent eux-mêmes par l'intérioriser. C'est le cas par exemple d'Alfred K. qui vit aux États-Unis depuis quatre ans et qui rentrait pour ses premières vacances au Togo en janvier et février 2010. Alors que les questions de l'entretien portaient sur son regard sur les actions menées par la diaspora, il répondait : « on est en train de penser si on pouvait faire quelque chose à Kouvé ». Dans son village d'origine, Alfred aimerait déjà pouvoir financer les « collages »³⁹ des élèves ou leur inscription à l'école, encourager au sein d'une structure les étudiants « répétiteurs »⁴⁰ ou encore ouvrir un cyber-café ou une bibliothèque.

2- ... et devoir assumer le mythe du « Blanc »

À ces prescriptions qui pèsent sur l'émigré tout au long de son parcours migratoire s'ajoutent des attentes encore plus fortes à son retour. Étant désormais assimilé à un

³⁵. « Il faut moins de discours et plus d'actions, n'ayez plus seulement confiance en votre diplôme que vous avez, mais dites vous qu'est-ce que vous pouvez faire ? [...] les petits projets, ça peut permettre d'avoir des boulots ici, il faut pas toujours penser dans les grandes sociétés qui font l'informatique, la banque ». Entretien avec Marius G.

³⁶. Le chanteur ivoirien Tiken Jah Fakoly résume tout à fait cette idée courante que les émigrés doivent se soucier de leur pays d'origine dans sa chanson *Les oiseaux du ciel* : « Notre terre est fertile, elle porte en son sein ton avenir. Réveille toi jeune Africain, voyage où ton désir te porte, mais ouvre les yeux, souviens toi que ta force est dans ton cœur. Ouvre les yeux, souviens-toi que ta force est dans ta terre. T'as pas besoin de te déguiser, tous ces chichis oublie-les ». ; Voir les citations dans l'annexe 26.

³⁷. Entretien avec Komi Z.

³⁸. Voir les citations dans l'annexe 27.

³⁹. Ensemble du matériel nécessaire aux élèves (particulièrement les cahiers).

⁴⁰. C'est-à-dire qui donnent des cours de soutien scolaire pendant les soirées ou les vacances.

Européen, il se doit d'assumer cette image, ce mythe⁴¹ de l'Europe qu'il porte en lui. Ainsi, toutes les différences fantasmées entre « Noirs » et « Blancs » et entre Afrique et Europe, qui sont autant de mythes et d'imaginaires coloniaux et post-coloniaux, se trouvent transposées dans la personne même de l'émigré de retour au pays. Même si Clémentine T. affirme que son statut de docteur en droit a plus d'influence et de répercussions que son statut d'émigrée de retour, il ne fait aucun doute que, selon la formule pour le moins euphémisée de Gérard C., « les gens te regardent un peu différemment parce que tu es celui qui revient d'Europe. »

D'abord, le migrant de retour fascine, même si au fond, c'est l'Europe qui est en lui qui est l'objet de toutes les fascinations togolaises. Christophe D. raconte ainsi que lorsqu'il était petit, dans son village d'origine, accueillir un « Blanc » c'était être « le roi du village ». D'après Essenam E., qui est elle-même mariée à un Français avec qui elle vit actuellement au Togo⁴², il émerge chez les Togolais qui ne sont pas allés en Occident ou qui n'ont pas eu beaucoup de contacts avec des occidentaux, une véritable adoration du « Blanc » que l'on voit comme « l'être supérieur »⁴³. D'après elle, pour beaucoup, « c'est bien d'avoir un Blanc chez soi ». C'est ainsi que son oncle, qui possède la maison dans laquelle elle habite maintenant avec son mari, a tout fait dès son retour pour qu'ils s'y installent, quitte à dormir dans le garage ou à faire le gardien pour les mettre à l'aise. Pendant plus d'un mois, cet ancien directeur des transports routiers et fonctionnaire pendant vingt ans, qui a passé près de deux ans en Hongrie, a vécu comme le domestique de la maison, simplement pour que ce lieu puisse devenir la « maison des Blancs ». Cette image, les Togolais se la forgent depuis qu'ils vont à l'école. Kwassi P., qui a travaillé auprès d'instituteurs par le passé, s'étonne ainsi qu'à l'école « on ne demande jamais dessine le Togo, on va te demander le pays d'où vient les bonnes choses ». D'après lui, « l'éducation dans les écoles c'est pas la réalité, c'est ça qui fausse les bases [...] on t'apprend à être plus que français ». Mais ce mythe naît également lorsque les Togolais regardent les feuilletons le soir à la télévision. « Ils pensent que c'est la France... pour eux c'est l'Europe, c'est comme ça », ajoute Essenam⁴⁴. Précisons que ces

⁴¹. Mythe au sens de récit populaire ou de construction de l'esprit qui met en scène des êtres surhumains ou des actions remarquables et qui véhicule, sous le jour de la représentation symbolique et de la légende, les valeurs et principes qui circulent dans la société et influencent la vie sociale.

⁴². « Le fait que je vive avec un Blanc, c'est encore pire, c'est ça mon problème. » Entretien avec Essenam E.

⁴³. « On avait tendance à croire que les Blancs étaient plus intelligents ». Entretien avec Isaac N.

⁴⁴. « La télé ça donne une belle vision de l'Europe, la facilité... c'est beau tout ça mais c'est pas la réalité ». Entretien avec Marcel N.

séries télévisées qui montrent l'image d'une Europe métissée et où la vie est facile, sont en fait des programmes brésiliens⁴⁵.

Ce « complexe »⁴⁶ vis-à-vis des « Blancs » mène parfois à des pratiques de mimétisme très poussées. Ainsi, Abraham D., un jeune informaticien, raconte à quel point il aime l'Europe : « je me sens blanc, je veux vivre comme un *yovo*⁴⁷ [...] j'aime les blanches et les métisses ». Beaucoup de jeunes Togolais affirment d'ailleurs qu'ils aimeraient avoir des enfants métisses, parce qu'ils les jugent plus beaux et plus intelligents⁴⁸. Au retour l'émigré doit donc être à la hauteur de cette image idéalisée⁴⁹.

a) Posséder un peu de la richesse du Blanc et la distribuer

Au-delà de cette admiration transposée du « Blanc » vers l'émigré, c'est principalement l'image de la richesse occidentale qui colle désormais à la peau du migrant de retour. Ayant côtoyé l'Europe, le Togolais qui revient se doit d'être riche. Il ne saurait en être autrement puisque « la France est synonyme d'argent »⁵⁰. Et partant de cette équation simple qui veut que l'émigré possède ne serait-ce qu'une infime part de l'incommensurable *eldorado* occidental, celui-ci doit distribuer ses biens, notamment par la multiplication des « petits cadeaux » ou des « petits trucs », selon les expressions de Dodzi B. et Prudence L. L'émigré qui a vécu en Occident a pour rôle de mettre au maximum sa famille à l'aise et à l'abri des besoins.

« Tu penses que le Blanc c'est lui l'argent, que c'est lui qui a tout, qu'il peut jamais pleurer, que c'est le paradis. »

Extrait de l'entretien avec Kwassi P.

- « C'est facile de trouver du travail en France. »
- [Ah bon ? Et tu penses que tu peux gagner combien en France ?]
- « Tout le monde gagne 1,5 millions de CFA⁵¹ par mois là-bas, c'est facile ! »
[...]
- [Mais tu sais que les Français qui viennent ici, ils sont pas tous riches ?]

⁴⁵. « L'image réelle qu'on avait de la France, ce n'est pas l'image que j'ai trouvé là-bas [...] tu imagines, mais la neige tu ne l'as pas touché, c'est des images faussées [...] tu vois les clips de chanteurs, t'as l'impression que c'est la fête tout le temps, que tout le monde rigole dans la ville ». Entretien avec Marcel N.

⁴⁶. « On continue d'aiguiser ce complexe qui date du temps colonial ». Entretien avec Julien L.

⁴⁷. Mot de la langue *éwé* qui désigne le « blanc ».

⁴⁸. Cette fascination du « Blanc », l'écrivain Yambo Ouologuem la décrivait avec humour en 1969 : « Entre dix et vingt ans, on passe son temps à se demander ce que l'on sera : noir ou blanc. Quand on a choisi, on vient en Europe ». OUOLOGUEM Yambo, « Lettre au Président de la République française », dans *Lettre à la France nègre*, Paris, Le serpent à plumes, « Motifs », 2003 (édition originale en 1969), page 27.

⁴⁹. « Quand tu reviens d'Europe, tu as obligation de te comporter comme un Blanc, sinon c'est mal vu. » Entretien avec Essenam E.

⁵⁰. Selon l'expression de Blaise L. Voir les citations dans l'annexe 28.

⁵¹. Soit près de 2 300 euros.

- « Les pauvres blancs, ils vont ici, ils sont riches... déjà leur couleur de peau, ils sont riches... »

Extraits d'une discussion avec un chauffeur de zemidjan.

« C'est vrai qu'on avait des préjugés, moi quand j'étais au Togo je me rappelle encore, on avait des préjugés par exemple sur ce que peut gagner un salarié français, comment il peut vivre, on avait des gros clichés de luxe et tout mais ça n'a rien à voir et ce n'est pas non plus l'eldorado comme ça se raconte au pays. [*Toi tu pensais que ce serait l'eldorado alors que tu avais des contacts en France...*] ...Non, moi je ne pensais pas comme ça mais je n'avais pas encore intégré à quel point ça n'allait pas être l'eldorado. Je savais que ça ne serait pas l'eldorado mais je ne savais pas qu'au milieu de cette France qui avait cette image de luxe, de paradisiaque entre guillemets, bah j'avais pas cette appréhension de dire que voilà y'a des SDF dans la rue, y'a des gens qui savent pas quoi manger, y'a des gens qui font des poubelles, qu'à Rungis y'a des gens qui font le marché pour ramasser les détritiques et tout ça, je savais pas que les gens ils allaient faire trois boulots pour pouvoir vivre et payer le loyer... pour moi depuis le Togo c'est pas des données qui étaient dans ma tête, comme le coût de la vie, le loyer qui est cher, le transport et tout ce qu'il y a en France. Mais on avait pas cette image là, même étant en contact avec la France. »

Extrait de l'entretien réalisé en 2008 avec Batoulim Sebabe.

« Ils croient qu'il n'y pas de pauvre en Europe, alors ils veulent de l'argent. [...] Quand on envoie de l'argent aux parents, on croit que c'est parce que vous en avez trop. »

Extraits de l'entretien d'Isaac N.

« Les autres ont le regard sur nous... c'est le fric, c'est le mythe de l'Occident. »

Extrait de l'entretien avec Sidonie B.

« On est un peu mysthifiés par le développement là-bas quand on arrive [...] tu reviens, on te voit financièrement un peu mieux placé [...] tu as un certain stigmaté, ils sont choqués quand tu discutes le prix. »

Extraits de l'entretien avec Hugues S.

« Vous êtes une source de support [...] on revient de l'Occident bien nanti, les poches pleines de dollars. »

Extraits de l'entretien avec Jimmy A.

« On sort avec Lucien parce que Lucien va tout payer, c'est plus chacun qui paye son tour... [...] je les comprends aussi, parce qu'aussi ils ont pas les mêmes moyens. »

Extraits de l'entretien avec Lucien D.

Il a été difficile de connaître la teneur exacte des mécanismes à l'œuvre dans ces processus. En effet, les proches des émigrés répondaient qu'en aucun cas il ne pouvait s'agir d'injonctions explicites qu'ils faisaient eux-mêmes peser sur les leurs⁵². Le migrant de retour n'a donc aucune obligation théorique officielle, mais il doit tacitement donner⁵³. Il s'agit donc

⁵². « C'est pas une obligation, ça se fait », d'après Dodzi B.

⁵³. « Tu ne peux pas être indifférent, tu vois, la solidarité demande [...] c'est pas un droit pour eux, c'est plutôt une faveur que tu leur accordes ». Entretien avec Hugues S. ; « C'est socialement inévitable ». Entretien avec l'historien Godwin Tété.

d'un ensemble de recommandations diffuses qui ont fait de la distribution un phénomène naturel⁵⁴.

Toujours est-il qu'il est généralement très difficile de se soustraire à cette obligation de distribution. Après un appel téléphonique reçu d'une de ses tantes lors de l'entretien, Carole A. montre sa satisfaction d'avoir changé d'attitude vis-à-vis de sa famille depuis son retour. Alors qu'avant elle « faisait tout pour se rendre disponible » et trouvait ça normal de donner de l'argent, elle refuse désormais de jouer le jeu et se montre très critique face aux Togolais qui « sont devenus mendiants » sous la présidence d'Eyadéma. Maintenant, Carole ne se sent plus obligée, n'a plus de « remords » à ne pas donner, est « tout à fait à l'aise avec ces convenances » et fait « uniquement ce que je peux supporter de faire ». Elle ajoute : « je dirais pas mes intérêts d'abord, c'est un peu fort mais au fond c'est un peu ça ». Mais en continuant à décrire cette nouvelle conception dans la façon même d'aider les gens, elle finit par avouer que « ça veut pas dire que je fais plus ».

Les Togolais restés sur place sont eux-mêmes partagés entre plusieurs logiques : celle de la fascination et de l'admiration et celle du rejet et de la jalousie. Tout comme l'image de l'Europe n'est pas monolithique, celle des migrants de retour est composite⁵⁵. L'admiration fait que l'on cherche à tout prix à s'approcher des migrants de retour, à s'afficher avec eux et à obtenir leurs bonnes grâces, comme on le ferait avec un « Blanc »⁵⁶.

Dans le même temps, les émigrés de retour suscitent des tensions : « quand tu pars en Europe, c'est objet de jalousies »⁵⁷. Ces impressions de réussite, de facilité, de courage qu'ils dégagent attirent autant qu'elles agacent. Kossi K. raconte ainsi que lorsqu'il a échoué à la faculté de Poitiers et que ses parents ont commencé à envisager son retour, « il y eut beaucoup de rumeur dans la famille, ceux qui m'enviaient étaient contents. Certains disaient que j'avais pris trop de drogues et d'autres pensaient que j'étais allé en France pour aller m'amuser et faire le voyou ».

⁵⁴. « L'argent file quand on est là bas même si avec l'euro on a la belle vie [...] on distribue des cadeaux à droite et à gauche et tout le monde est content [...] il faut profiter des poids accordés par compagnies aériennes, sinon on gâche de la place [...] j'amène toujours avec moi des choses ça fait des heureux [...] de temps en temps on donne un coup de main, c'est normal ». Entretien téléphonique avec Kékéli T. ; « Tu crois que c'est pas une obligation de donner quand tu reviens, mais en fait t'es pris au jeu de ceux qui pensent qu'à te prendre dans les poches ». Entretien avec Jean A.

⁵⁵. « Cependant, dans des communautés populaires où la densité des réseaux locaux est centrale à la reproduction sociale et à la routine quotidienne, les manières « transnationales » des classes aisées suscitent des réactions ambiguës, conjuguant envie et méfiance ». GRUNTZ Lucile, « La réintégration des émigrés égyptiens de retour au Caire : enjeux contemporains », op. cit., page 4.

⁵⁶. Voir un exemple dans l'annexe 29.

⁵⁷. Entretien avec Essenam E. « Certains sont jaloux, mais chacun a eu sa chance, on peut pas tous partir ». Entretien avec Dodzi B. ; « Peu reviennent, ils se méfient, ils disent pas [...] ils ont peur d'avoir des jalousies, des demandes [...] eux ils ont réussi, ils restent avec leurs proches dans la maison ». Extraits d'une discussion avec Dodzi L.

Admiration et rejet ne sont pas deux logiques exclusives l'une de l'autre⁵⁸. Si le journaliste Abass Dermane semblait considérer que l'admiration n'était pour les proches togolais qu'une manière d'obtenir et de « bouffer l'argent » des migrants de retour et qu'en général, une fois les faveurs obtenues, « le rejet revient », il semble plutôt que ces deux attitudes puissent coexister de manière totalement ambivalente⁵⁹. Et, comme le disait Essenam, sur le ton de l'humour, « ceux qui sont fâchés demandent quand même ! ».

b) Le devoir d'afficher sa réussite

« Celui qui revient c'est comme une étoile brillante qui doit illuminer tout le monde. »

Extrait d'une conversation avec Dossouh.

Au-delà de ces encouragements à se conformer à un rôle, revenir c'est également devoir afficher sa réussite. D'abord, le migrant de retour, même s'il est préférable qu'il garde des liens forts avec sa famille, ne doit pas revenir vivre dans la maison de ses parents⁶⁰. La réussite passe donc par l'achat de son propre logement, de sa propre villa. Ceci n'est d'ailleurs pas valable uniquement pour les émigrés mais pour l'ensemble des Togolais. Être propriétaire, « avoir son chez », c'est avoir réussi, voilà l'une des idées qui est revenue le plus souvent dans nos entretiens. À tel point que ce fait a été maintes fois présenté comme un caractère inhérent à la culture togolaise⁶¹. Ce symbole est si important que chacun y pense

⁵⁸. « La réponse repose sur une stigmatisation des signes de l'ailleurs. Tout ce qui identifie le migrant, ses biens, ses vêtements, son vocabulaire, est associé à une corruption induite par le contact avec l'ailleurs : "Il s'est embelli de mèches, l'émigré, le bel Européen ! Il pue le vin comme un colporteur d'épices. Et sa bouche empesté la fumée autant que la gueule des fourneaux" chantent les poètes berbères. Cette stigmatisation crée un paradoxe identitaire puisque le migrant est sommé à la fois de refouler son identité d'immigré et d'afficher sa réussite, ce qui génère à la fois une subordination et une fracture entre l'identité d'émigré perçue par les villageois et celle d'immigrée affectée par les années passées à l'étranger. Par ailleurs, perçus comme potentiellement subversifs car vecteur de changement social, les transferts sont soumis au contrôle social. » LACROIX Thomas, « Le développement, au carrefour des exils marocains », dans JAFFRELOT Christophe, LEQUESNE Christian (dir.), *L'enjeu mondial – Les migrations*, op. cit., page 254.

⁵⁹. « De retour dans leur village (en vacances ou définitivement), les immigrés portugais sont appelés "les Français", "les Brésiliens", de ce même nom qui leur a souvent été refusé au pays d'immigration où ils étaient considérés toujours comme des étrangers. Péjorative et admirative à la fois, l'appellation met à distance celui "qui a réussi", elle marque la non-appartenance au groupe ; c'est celui qui a rompu avec lui, c'est, comme il a été dit pour les migrants algériens, une trahison qui entraîne une dette à l'égard de la communauté. » VILLANOVA Roselyne, « Espace de l'entre-deux ou comment la mobilité des immigrés recrée du territoire », op. cit., page 68.

⁶⁰. « À chacun de mes retours au pays, je descendais dans la maison familiale. Cette fois-ci, les choses changèrent ; d'un commun accord, on avait loué un appartement pour mon séjour. Mon changement de statut – Eh oui ! Je venais de Paris ! – joua un rôle dans cette décision mais ce ne fut pas l'unique raison. » AMEGAN Kodjo Léon, *De l'Afrique à l'Hexagone, les espérances d'une enfance, les désillusions d'une génération*, Paris, L'Harmattan, 2009, page 195.

⁶¹. « La base de la réussite pour le Togolais, c'est sa maison ». Entretien avec Sophie A. ; « Le Togolais, quand il commence à travailler, il fait tout pour avoir son petit chez soi ». Entretien avec Prudence L. ; « La maison c'est

« même en se rasant »⁶² le matin et essaye au maximum d'éviter la location qui ne confère pas la même aura de prestige.

« Tu n'as pas un pied à terre, tu n'es rien, tu n'as rien fait [...] les gens ils te le font comprendre [...] y'a un proverbe ici qui dit que ça sert à rien de te regarder dans une glace dans une maison qui n'est pas la tienne. »

Extraits de l'entretien réalisé avec Albert J.

Si ce symbole paraît anodin, il peut en réalité être un réel poids pour les émigrés. Ainsi, Olivier A. explique qu'il n'a pas encore de maison et qu'il vit dans un hôtel qu'il essaye difficilement de racheter. Il ajoute en riant, « tant mieux si les gens croient que c'est à moi ! ». Mais il finit par déplorer ce « surmoi social pesant en Afrique » qui fait que « vous êtes jugé » et qu'il « faut faire des choses pour paraître ». Quant à Carole A., elle ne voulait pas raconter au départ ce qui constituait l'un des principaux obstacles à son retour puis a fini par répéter à plusieurs reprises qu'elle voulait « une maison avec une cour et un chien » plutôt que de rentrer vivre au premier étage de la maison de ses beaux-parents.

De plus, l'apothéose de la réussite sociale réside dans le fait de vivre finalement entre le Togo et l'ancien pays d'accueil, c'est-à-dire d'effectuer des allers-retours constants. Ces va-et-vient sont le signe que la personne a assez d'argent pour se payer des trajets réguliers et confèrent donc une forte respectabilité. Kossi K. répète à quel point il aimerait suivre le parcours du gérant de l'hôtel dans lequel a eu lieu l'entretien⁶³, « aller et venir », monter une société en France et la laisser à un gérant pour s'occuper d'un restaurant ou d'un centre culturel au Togo. Dans le milieu économique, cette double présence est également positivement connotée. D'après Christophe D., qui tente lui-même d'installer son bureau à Lomé, avoir un bureau en France, c'est un gage de sérieux et de crédibilité⁶⁴.

Acheter un terrain pour y bâtir sa maison ou acheter une villa⁶⁵, pouvoir faire face aux éventuels conflits fonciers récurrents au Togo, meubler et équiper son logement, envisager des allers-retours entre le Togo et l'Europe, tout cela demande des fonds financiers

très important pour un Togolais... la maison d'abord. » Entretien avec José A. ; « On veut pas habiter avec ses parents, on veut sa maison [...] quel que soit le revenu, il faut avoir sa maison [...] j'ai eu une opportunité en 2006, sinon je serais pas rentré dans le pied à terre de mon père ». Entretien avec Yéma K. ; « Quand tu as une maison tu acquiers une certaine respectabilité, quand tu as une voiture, c'est dommage à dire mais tu est quelqu'un dans cette société. » ; « Quand tu vas en Europe, on pense qu'il faut que tu achètes une maison [...] si t'as pas de maison, t'es pas chez toi ». Entretien avec Essenam E.

⁶². Selon les mots employés par Maxence A.

⁶³. En effet, le patron de l'hôtel possède aussi un restaurant togolais à Paris et passe un tiers de son temps en France.

⁶⁴. « Les gens signeront un contrat parce que tu viens de Paris [...] avoir même des partenaires européens, c'est encore meilleur ». Entretien avec Christophe D.

⁶⁵. Un terrain de 700 m² au centre de Lomé pouvait coûter il y a moins de vingt ans un million de francs CFA alors qu'il peut désormais atteindre des sommes allant jusqu'à 25 millions.

importants. D'autant plus qu'au Togo, la pratique du crédit bancaire n'est pas développée et qu'il faut donc tout « payer cash »⁶⁶.

Il semble en outre, que ces logiques simultanées placent les émigrés dans des situations très ambiguës où ils doivent répondre à des injonctions contradictoires qui les obligent sans conteste à réussir, à l'afficher mais à ne pas trop en faire pour ne pas attiser les jalousies. Position que l'on imagine rapidement inconfortable.

c) Un mythe entretenu par tous

Revenir c'est donc réussir, ce qui demande de la part des émigrés à la fois beaucoup d'efforts et d'investissements. Dès lors, l'on peut légitimement se demander comment ce système qui profite aux proches restés au Togo en pesant fortement sur les émigrés⁶⁷ peut durablement se maintenir et persister.

Lors des entretiens, la majeure partie des personnes interrogées a préféré amoindrir les enjeux de ces nouvelles relations familiales⁶⁸ et les inscrire dans le récit d'une solidarité africaine qui irait de soi. Peu de personnes ont donc voulu aborder le sujet mais lorsqu'elles l'ont fait⁶⁹, leur amertume était tout à fait perceptible. L'amertume et la fatigue de n'être considéré que pour l'argent, argent que l'on ne possède pas forcément mais que l'on est supposé avoir, du fait même de son parcours⁷⁰. D'après Wilfried Q., l'émigré qui revient devient en quelque sorte « un pigeon »⁷¹, victime, selon Bernard K., de « racket »⁷².

⁶⁶. Selon l'expression de José A.

⁶⁷. Blaise L. explique que l'endettement est d'ailleurs courant, du fait que « la famille demande beaucoup d'argent. »

⁶⁸. « Il faut juguler les demandes familiales [...] il faut pas leur en tenir rigueur parce que sinon tu te retrouves dans l'individualisme que tu abhorrais là-bas ». Entretien avec José A.

⁶⁹. Essenam E. est la seule personne à avoir discuté longuement et à plusieurs reprises de cet aspect en livrant des détails très précis. Pour compléter l'enquête sur cette thématique, il était d'abord envisagé de partir une journée avec son oncle Alfred A. lors de l'un de ses séjours à Kouvé. Toutefois, l'idée a finalement été abandonnée car il aurait été impossible de savoir si les réactions des gens du village étaient liées au premier retour d'un des membres de la famille parti aux États-Unis, à la présence d'un Français ou à une subtile et indissociable combinaison de ces deux facteurs.

⁷⁰. « Certes c'est une joie, mais c'est pas à cause de la joie qu'ils sont là, c'est juste pour profiter des miettes qui vont tomber ». Entretien avec Marcel N. ; « On les évite aussi quelque part parce que c'est toujours des problèmes, ils comprennent pas qu'on réponde pas aux sollicitations, on crée des frustrations involontaires [...] Antoine va pas me réciter un chapelet de problèmes à longueur de journée... c'est malheureux mais quand on peut pas, on peut pas, on essaye mais ça ici ils le comprennent pas ». Entretien avec Albert J. ; « Tu es content de les revoir comme des frères [...] comme je suis revenu, je dois avoir plus de sous... eux c'est des raisons financières [...] tu es venu avec de l'amour pour travailler, pas avec une valise de liasses [...] au début tu dis il n'a pas les sous [qu'il attend], il va finir par comprendre [...] ils vont te faire comprendre que toi tu viens d'un autre ciel et que tu dois être forcément plus riche [...] les relations ont changé, ils se retirent un peu [...] les gens qui t'ont compris, avec eux tu fais des projets ». Entretien avec Xavier A. ; « Ça fait un peu mal, les gens veulent toujours quelque chose de toi [...] une bière, c'est à toi de payer ». Entretien avec Hugues S. ; « *[Et comment tu as senti les rapports avec les Togolais qui étaient restés au Togo ? Comment ils te voyaient toi qui étais revenu de France ?]* C'est un peu compliqué. J'avouerais que c'est un peu compliqué parce que le regard a changé.

Ce processus d'assignation identitaire qui crée des obligations morales et surtout financières persiste notamment parce que le migrant de retour qui n'y satisfait pas peut être écarté de la famille ou voir s'opérer un affaiblissement et un relâchement des liens affectifs⁷³. Marcel N. raconte par exemple que lorsque sa sœur qui vit en Suisse est revenue pour des vacances, elle a délibérément décidé de ne rien « ramener d'extraordinaire ». Une fois que tout le monde est allé vers elle et que chacun s'est rendu compte qu'il n'y avait aucun bénéfice financier à en retirer, beaucoup se sont alors désintéressés d'elle. Finalement, « elle a gardé contact que avec celui qui s'en fichait »⁷⁴. Les émigrés finissent donc par anticiper ces sanctions morales et par agir en fonction de ces attentes et injonctions car s'y opposer, ce serait raviver des tensions et menacer l'équilibre familial par des conflits incessants.

Ces imaginaires de la richesse et de la réussite sont également entretenus, consciemment ou non, par les émigrés eux-mêmes. Et notamment par les émigrés qui n'envisagent pas un retour de long terme mais reviennent simplement pour de courtes vacances. Beaucoup d'entre eux se livrent à des pratiques récurrentes d'ostentation⁷⁵ qui laissent à penser qu'ils vivent bien la plupart du temps dans un pays où « tu te promènes sous les arbres et t'as de l'argent »⁷⁶. Certains émigrés mettent de côté avant de partir et dépensent sans compter une fois à Lomé. Nombreuses sont les personnes interrogées qui ont d'ailleurs dressé le portrait de ces « frimeurs » qui viennent « juste faire la teuf », capables de « flamber » l'argent de « prêts exorbitants » contractés uniquement à cet effet⁷⁷.

Au-delà de ces pratiques d'ostentation, les migrants de retour ont, paradoxalement, plutôt intérêt à conforter cette mythologie qui leur permet de jouir du prestige de la figure

Même dans ma famille, le regard a changé. Je le regrette sincèrement. Je savais très bien ce qu'il y avait comme problème au Togo en partant, j'ai essayé à ma manière d'apporter des solutions, pas les bonnes peut-être. Mais après je me suis vite retrouvé dans le cliché du monsieur qui revient de l'Occident et qui doit normalement avoir des sous. Et ça je l'ai regretté. Je n'ai pas eu de la franchise entre les amis et ma famille. Fort de ces expériences je ferai plus attention la prochaine fois. » Entretien réalisé en 2008 avec Batoulim Sebabe.

⁷¹. « Dès qu'on te voit, on va t'arnaquer... c'est le bon pigeon [...] c'est ces rapports là qui sont difficiles ».

⁷². « Quand les émigrés reviennent, ceux qui sont au pays les voient comme une source... il a vécu chez les Blancs, il a les sous [...] ils sont tout le temps chez toi pour te racketter. »

⁷³. « C'est difficile, y'a des critiques quand tu n'amènes pas assez d'argent » ou « Quand tu donnes pas, c'est un problème. » Entretiens avec Lonlongo T. et Bernard K.

⁷⁴. « [Donc y'a des attentes de ceux qui sont restés au Togo par rapport à toi ? Ils t'ont demandé des choses ?] Clairement ils m'ont demandé des choses. Y'en a même où j'ai dit non je peux pas, et ça a cassé l'amitié. Je me suis dit c'est pas une bonne amitié ça. Là où c'est très compliqué c'est que cette personne là tu viens juste de lui envoyer des sous et que quelques temps après il t'en redemande. Et là ça fait trop. Parce qu'il faut pas rigoler quoi. On a aussi des charges ici, c'est pas évident quoi. C'est pas évident. » Entretien réalisé en 2008 avec Batoulim Sebabe.

⁷⁵. Voir les citations dans l'annexe 30. ; « On a souvent écrit sur les dépenses ostentatoires de l'émigré ou du réémigré dans son pays. [...] L'automobile, l'audiovisuel, une architecture moderniste en grande partie inadaptée sont les signes extérieurs les plus courants ». DE TAPIA Stéphane, « De l'émigration au retour : les mutations du champ migratoire turc », op. cit., page 266.

⁷⁶. Selon l'expression d'Essenam E.

⁷⁷. Extraits des entretiens de Maxence A., Ralf P., Jean A. et Yéma K.

valorisée de l'émigré de retour au pays. Pierre Bourdieu décrit ce phénomène comme « l'évocation des mensonges innocents par qui se reproduisent les illusions à propos de la terre d'exil »⁷⁸. De ce fait, les récits qui sont fait des épreuves de la migration ont tendance à éluder et à minimiser les périodes difficiles et les ratés pour « présenter son périple comme un succès incontestable »⁷⁹. Le jeune Marcel N. confirme que « ceux qui reviennent, ils faussent la réalité, ils disent pas la vraie vie là-bas », alors qu'ils devraient « te faire comprendre que même 1 000 francs c'est pas cadeau là-bas »⁸⁰.

Plus encore, c'est le retour lui-même qui est valorisé et présenté comme un acte qui demande beaucoup de sacrifices⁸¹. La façon même de raconter les événements laisse parfois penser que les difficultés ont été plus nombreuses et plus importantes que ce qu'elles étaient en réalité. C'est le cas lorsque Blaise L. explique que « sur un coup de tête » il a tout lâché, par amour du défi. Pourtant, il raconte quelques minutes plus tard qu'avant d'arriver au Togo, il s'est vu proposer une offre pour diriger une radio privée et qu'il a voulu prudemment préparer son retour. Ce qui est mis en avant, c'est bien le courage de l'émigré, le courage qu'il a fallu pour revenir dans la « poussière » de la latérite togolaise⁸². Plus que du courage, c'est finalement une sorte de folie qui aurait guidé le retour alors présenté comme une décision irrationnelle⁸³. Dans tous les cas, tout ceci participe d'un discours d'auto-valorisation des migrants de retour partagés entre les avantages que cette mythologie procure et les contraintes

⁷⁸. SAYAD Abdelmalek, BOURDIEU Pierre, *La double absence : des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, op. cit., page 12.

⁷⁹. GUBRY Patrick, « Le retour au village est-il une solution ? Le cas du Cameroun », dans COUSSY Jean (éd.), VALLIN Jacques (éd.), *Crise et population en Afrique : crises économiques, politiques d'ajustement et dynamiques démographiques*, Paris, CEPED, « Les études du CEPED », 1996, page 440. ; « Ils tendent à minorer les épreuves endurées pendant la migration en regard des avancées statutaires post-migratoires ». GRUNTZ Lucile, « La réintégration des émigrés égyptiens de retour au Caire : enjeux contemporains », op. cit., page 9.

⁸⁰. « Mais tes petits-fils noirs viennent chez toi pour s'instruire un peu, gagner de quoi survivre, et rentrer au pays chanter tes louanges ». OUOLOGUEM Yambo, « Lettre au président de la République française », dans *Lettre à la France nègre*, op. cit., page 22.

⁸¹. « Il faut être prêt à faire un sacrifice énorme, c'est pas facile, c'est pas facile du tout. » Entretien avec Marius G.

⁸². « Ils se voient mal débiter dans la poussière, dans la chaleur... mais il faut le faire ». Entretien avec Christophe D. ; « C'est pas facile de rentrer ». Entretien avec Yéma K. ; « C'est pas la solution de facilité de rentrer ». Entretien avec Clémentine T. ; « Qu'est-ce qu'il ne faut pas traverser [...] C'est une grosse gageure de revenir et de tout recommencer à zéro [...] Je suis très content, les problèmes ont constitué une forme de piment pour m'équilibrer ». Entretien avec Olivier A. ; « Pour retourner, c'est dur, faut croire en sa bonne étoile ». Entretien avec Gary T. ; « Nous pouvons nous vanter de faire partie de ces courageux ». Entretien avec Julien L.

⁸³. Pour Marc A., pour participer au programme « il faut quelqu'un qui est déjà dans l'élan du retour, quelqu'un de suffisamment inconscient... bref un kamikaze comme moi, y'en a pas beaucoup [...] rentrer au pays c'est avant tout une affaire de tempérament... on va chercher les kamikazes sinon tu peux pas ». Pour Tété B., rentré en 1998 juste avant l'élection présidentielle, « il fallait être fou ». Enfin, d'après Julien L., « ceux qui sont rentrés c'est une goutte d'eau dans la mer car il faut se faire violence. Moi quand j'ai décidé, c'était de la folie. » Quant à Ralf P., il présente son retour comme une décision prise sur un « coup de tête » : « ça s'est passé un matin, j'ai dit à ma femme, je rentre ».

qu'elle leur impose, et crée un cercle vicieux qui entretient à son tour les mythes de la migration en Europe.

Et pourtant, personne n'est vraiment dupe des réalités de la migration. Les informations circulent, les choses se savent tôt ou tard. Sans aller jusqu'à dire que les relations sociales ne sont fondées que sur des calculs rationnels, il semble donc clair que tout le monde préfère, inconsciemment ou non, fermer les yeux pour que le système perdure. Les émigrés pour être valorisés, leurs proches pour bénéficier de leurs faveurs.

« Le type parle pas bien anglais. On le sait, là-bas aux États-Unis, il bosse avec les latino-américains en cuisine. Mais ici, il peut dire je suis quelqu'un, j'ai une voiture. C'est une façon d'avoir le pouvoir [...] Tous ceux qui partent, oh, on sait où ils peuvent travailler. »

Extraits de l'entretien réalisé avec Kwassi P.

3- Des injonctions différentes selon les profils sociaux

Si ces injonctions familiales à la réussite sociale semblent *a priori* exclure les candidats au retour qui n'ont pas les moyens financiers de les assumer, il faut bien comprendre ici qu'elles ne pèsent pas de la même manière sur tous.

Ainsi, dans les familles togolaises socialement et économiquement aisées, qui ont reçu une éducation plus poussée et qui ont parfois connu plusieurs migrations vers l'Occident, il est clair que cette fascination pour l'Europe de l'argent et que cette assimilation du migrant de retour à un « Blanc » sont beaucoup moins fortes. De plus, la dialectique du « bon » ou du « mauvais » migrant n'est pas un enjeu crucial pour les émigrés issus de ces familles. Ceux-ci ne sont pas obligés d'envoyer de l'argent pour rembourser leur dette vis-à-vis de leur famille⁸⁴. Au contraire, ils reçoivent généralement de quoi vivre et se loger et l'argent qu'ils gagnent en travaillant devient en quelque sorte leur « argent de poche »⁸⁵. Ainsi, Ralf P. logeait à Paris dans un logement acheté par ses parents et il en conclut : « j'ai pas quitté Lomé pour trouver l'*eldorado* [...] j'ai pas payé un franc pour le loyer [...] j'avais pas cette pression

⁸⁴. « Ça crée pas de problème dans les familles aisées mais pour ceux qui sont boursiers dans les villages, il faut assumer le poids financier de la famille ». Entretien avec Yéma K. ; « J'envoie pas d'argent, mon père était préfet il est à la retraite, ma mère fait du commerce, ils se débrouillent sans moi ». Entretien avec Rafik A. ; « Le premier cercle familial n'a pas besoin de mes finances ». Entretien téléphonique avec Isidore T. ; « J'avais aucune obligation alimentaire par rapport à mes parents ». Entretien avec Komla T.

⁸⁵. « L'argent gagné c'est avec les amis que tu dépenses ça, tu t'en fous, y'a la famille, c'est ça la belle vie ». Entretien avec Didier D. ; « Quand t'es en France, on te donne pas trop, on n'a pas peur, t'as de la famille là-bas [...] on te donne plus de thunes aux États-Unis... ils savent pas, c'est loin, ils commencent à être de plus en plus fier de toi, tu commences à entendre les premiers échecs à droite à gauche, y'a plus d'attention ». Entretien avec Lucien D.

de réussite, cette obligation d'avoir une fortune... tout ce que j'avais comme argent, j'ai fait le con avec sur Paris ! ».

Toutefois, le fait de venir d'un milieu social favorisé au Togo ne doit pas laisser penser que l'émigré n'a plus aucun compte à rendre à sa famille. Les injonctions à la réussite peuvent là aussi être présentes, mais de manière moins pressante et sans être accompagnées au retour de ces demandes de soutien financier. Il est cependant vrai que lorsque ses parents ont réussi au Togo, l'émigré a le devoir de faire aussi bien ou de « prendre la relève ». Le cas de Kossi K. est à cet égard tout à fait révélateur. Kossi est issu d'un milieu très favorisé. Ses deux parents sont avocats et son père est une figure politique importante au Togo. Lorsqu'il a échoué dans ses études et que ses parents lui ont coupé les vivres pour qu'il revienne, les relations se sont tendues avec ces derniers, avec qui il vit pourtant encore aujourd'hui. D'après lui, « avec le temps, mon père devient beaucoup plus affectueux en mon égard mais ma mère a entrepris de manifester du mépris en mon égard à certaines occasions et pas à d'autres ». Lors de l'entretien réalisé après cet échange par mail, il a confirmé que sa mère était toujours très déçue devant ce fils qui n'a pas réussi à succéder à son père et qui est revenu pour jouer de la musique à l'hôtel Sarakawa et « cultiver son jardin ».

Mais les injonctions à la réussite jouent plus fortement dans le cas de migrants issus de familles pauvres ou de familles vivant dans un petit village⁸⁶. Ce phénomène s'explique par plusieurs mécanismes. D'abord, pour une famille togolaise pauvre, avoir l'un de ses membres à l'extérieur du pays est un atout financier considérable qui permet de « joindre les deux bouts » et que l'on ne veut donc pas voir s'éteindre. Certaines familles vivent d'ailleurs complètement grâce à ce soutien régulier⁸⁷. Dans ce cas, si l'émigré veut revenir, il doit pouvoir assumer cet appui au moins de manière aussi importante que ce qu'il faisait à distance. L'entretien mené avec Prudence a permis de mettre en lumière cet aspect. D'après elle, avec la pension de retraite des parents ou son travail à l'Église, « on ne gagne quasiment rien ». Ses trois frères présents en Europe envoient donc tous les mois de l'argent, géré puis distribué par les parents. Ils participent à hauteur de « 85% » aux dépenses de la famille, proportion qui augmente régulièrement, à l'initiative même des donateurs. L'un de ses frères a notamment ouvert un compte au Togo et a donné procuration à son père pour faciliter les échanges monétaires et éviter les commissions encaissées par les sociétés spécialisées. Prudence reconnaît donc aisément que « ce qu'ils représentent pour la famille, c'est énorme

⁸⁶. En réalité, chaque Togolais se considère comme étant originaire d'un village. Bien que né à Lomé et pleinement citoyen, Rafik A. se définit par exemple comme originaire de Mango, un village du Nord du pays d'où sont originaires ses parents. Quant à Carole A. elle raconte qu'« en principe on est de Aného ».

⁸⁷. Voir les citations dans l'annexe 31.

[...] pour papa, c'est une chance extraordinaire, c'est une grâce ». Interrogée sur la volonté de retour de ses frères, elle répond qu'« eux-mêmes ils sont sages, ils ont la charge de la famille, de la grande famille... ». Elle ajoute enfin que l'on ne rentre généralement pas au Togo pour devenir un poids pour sa famille⁸⁸. Revenir, dans ce cas, c'est donc devoir et pouvoir assurer la continuité du support financier⁸⁹.

Mais c'est également se confronter à ceux qui n'ont de cesse de vouloir partir et créer ainsi une réelle incompréhension au sein de sa famille. Kodjo B. raconte qu'il est parti pour « voir l'extraordinaire » et qu'il s'est rapidement rendu compte qu'en Europe « en fait les hommes sont restés des hommes ». Ce type de propos ne peut pas être entendu par une partie des jeunes pour qui la seule échappatoire réside dans l'émigration et dans l'espoir que « c'est là-bas qu'on peut trouver la vie »⁹⁰. Il est donc inenvisageable que quelqu'un qui réussit et qui aide sa famille, puisqu'il vit à l'extérieur, puisse rentrer alors qu'il devrait faire l'effort de rester « là-bas » pour faire partir ses petits frères qui en rêvent⁹¹. Au même titre que les jeunes Togolais tentent souvent d'avoir des amis européens dans l'espoir d'obtenir de leur part un soutien pour partir en Europe⁹², ils comptent sur leurs proches dans la diaspora pour quitter le pays⁹³. Daniel Lawson-Drackey est parti en 2002 pour un séjour d'études aux États-Unis,

⁸⁸. « Faut pas que tu laisses ce que tu as là-bas, tu rentres et tu te retrouves avec zéro [...] si c'est pour revenir et galérer comme ils disent... [...] Seulement il revient avec les mains vides... qui va s'occuper ?... revenir après, s'il faut qu'on le nourrisse [...] ça dépend de ce qu'il représente pour la famille [...] si tu ne représentes rien de fiable, tu peux rentrer au pays [...] y'a un adage qui dit, il vaut mieux souffrir chez soi que de venir souffrir à l'étranger [...] ton fils est dans la rue... tu lui dis rentres [...] quand y'en a pour un y'en a pour deux ». Entretien avec Prudence L. ; « Si c'est revenir pour être un autre pauvre, ça sert à rien ». Entretien avec Lonlongo T. ; « Y'a trop de problèmes et moi-même je me vois mal dire à quelqu'un reviens... si c'est pour être comme moi et se taper deux *zéms* au lieu d'un, c'est pas la peine ». Entretien avec le journaliste Daniel Lawson-Drackey.

⁸⁹. « Il faut qu'on le plume [...] il faut qu'il assure avec des billes ». Entretien avec l'un des membres du SCAC de l'Ambassade de France au Togo.

⁹⁰. Entretien avec Kwassi P. ; « Tout jeune voudrait partir de l'Afrique, on voyait en l'Europe la possibilité de mieux bâtir sa vie, c'était mon cas ». Entretien avec Marius G. ; « Le désir suprême de tout jeune Togolais c'est de partir en Europe si possible et à Paris c'est encore mieux ». Entretien avec José A. ; « Moi j'ai eu la chance de rêver, je suis parti et tout ça. Mais y'a des jeunes qui sont sur le terrain et qui n'ont pas de parents ou qui n'ont pas de perspective, c'est pire que l'enfer. ». Entretien réalisé en 2008 avec Joël Viana. ; « Pratiquement tous les jeunes togolais, tous les jeunes, croient que leur bonheur est à l'étranger ». Entretien avec les responsables de l'ONG M.A.R.S. ; « Quand les gens sont là, ils n'arrivent pas à dire que c'est la galère », d'après Essenam E. Dans son propre cas, elle avoue qu'elle-même ne parvient pas « à expliquer que c'était un peu difficile et que je voulais rentrer ».

⁹¹. MENSAH Ayoko, « Comment peux-tu voir le paradis puis revenir en enfer ? Entretien d'Ayoko Mensah avec Marie-Louise Bibish Mumbu », *Africultures*, « Migrations intimes », numéro 68, septembre 2006, 248 pages. Voir le texte dans l'annexe 32.

⁹². Voir dans l'annexe 33. ; « Il faut avoir des amis en France pour que les enfants aillent en vacances ». Entretien avec Isaac N. ; Quant à Daniel Lawson-Drackey, il expliquait que « tous les jeunes veulent partir, ils abordent les Blancs... les vacancières sortent avec des Togolais, c'est pas pour leurs beaux yeux, c'est pour partir ».

⁹³. Comme le disait Pauline S. dont le frère vit en France depuis 2007, « c'est bon non ? Ca me donne un atout... s'il est bien assis, je peux aussi aller visiter ». Le jeune Piros D. dont la famille a vécu en France avant qu'il ne naisse a demandé à sa sœur repartie pour ses études si elle ne pouvait pas l'aider à partir. Celle-ci a refusé mais Piros n'abandonne pas son projet d'émigration et affirme même : « si je peux, je saute sur l'occasion ». Quant

financé par le département d'État. À la fin de ce court séjour, sa famille voulait qu'il y reste et lui disait, « tu es malade ou quoi, nous on veut partir et toi tu reviens ! ». S'appuyant son expérience, il expliquait que « ceux qui vont revenir, ils vont se mettre la famille à dos, c'est sûr ». Une idée est donc souvent revenue dans les entretiens, celle qui veut que le migrant de retour soit un égoïste qui n'a pas laissé partir les siens et qui les a privé du bonheur de l'ailleurs⁹⁴.

Ce non-désir du retour reste parfois ambigu puisqu'il est clair que beaucoup de parents souhaitent que leur enfant rentre près d'eux⁹⁵, même si stratégiquement l'idée n'est pas soutenable⁹⁶. Jean A. explique ainsi que son père avait toujours refusé que ses frères et sœurs et lui rentrent de France, par peur de la situation politique et économique. « Pour lui, qu'est ce qu'on viendrait faire ici, y'a rien... ». Ses enfants ne devaient pas même « mettre les pieds au Togo ». Et lorsque Jean lui a désobéi et qu'il est revenu en 1999, son père a bien dû avouer qu'il s'agissait là « du plus beau jour de sa vie ».

Il n'en reste pas moins que dans les familles où ces processus sont à l'œuvre, il apparaît clairement que le retour de l'émigré n'est pas souhaité⁹⁷, alors que dans le même temps, dans les familles plus aisées le retour semble bien mieux négocié et plus programmé collectivement⁹⁸.

Ces injonctions sont parfois si pesantes qu'elles peuvent aboutir à des ruptures dans les liens sociaux⁹⁹. C'est le cas pour Alfred A. qui, alors qu'il effectuait son premier retour

aux responsables de l'ONG M.A.R.S. ils expliquaient qu'« au retour les gens les approchent pour savoir si il y a une possibilité de voyager ».

⁹⁴. Voir les citations dans l'annexe 34.

⁹⁵. « *[Et les retrouvailles avec vos frères, ça se passe comment ?]* oh ça, c'est même pas à dire, c'est très bien [...] quand ils rentrent, tu vois les retrouvailles, ça fait longtemps qu'on les a plus vu, c'est la joie ». Entretien avec Prudence L.

⁹⁶. « Mon père a toujours souhaité mon retour, il voulait que je revienne, mais avec honneur ». Entretien d'Olivier A.

⁹⁷. « Mes parents m'ont reproché d'être rentré [...] mes parents pensaient que j'allais baisser les bras et repartir ». Entretien avec Boris B. ; « *[Votre mère voulait bien que vous rentriez ?]* (rires) oh ça, ça a été des pressions de tous côtés ». Entretien avec Clémentine T.

⁹⁸. D'après Didier D., c'est lui qui a convaincu son ami Lonlongo T. de rentrer mais c'est avant tout la mère de ce dernier qui lui a proposé de revenir. Or, les deux parents de Lonlongo sont médecins à Lomé et jouissent d'une situation sociale et économique très confortable. Quant à Lucien D., il avouait qu'il n'avait pas envie de partir des États-Unis mais qu'il n'était pas le maître des décisions : « mon père voulait que je rentre... c'est lui qui finance ». Même s'il ne l'a pas explicitement formulé au début de l'entretien, c'est également ce qui est arrivé à Gérard C. Lui aussi voulait poursuivre son séjour à l'étranger en ayant deux voire trois ans d'expérience professionnelle, mais il n'arrivait à pas à trouver de stage. A la mort de sa grand-mère, son père lui a parlé du retour et lui a expliqué qu'en tant que fils aîné, il pourrait songer à prendre la relève du cabinet d'audit. Enfin, Kossi K. parlait de ses parents et des obligations qu'il ressentait vis-à-vis d'eux en disant : « mes parents sont omnipotents... omniscients je sais pas ! (rires) [...] quand ton père te dit de faire quelque chose ça crée un sentiment de culpabilité, tu dois le faire sinon tu vas échouer ».

⁹⁹. Voir les citations dans l'annexe 35. ; « Son repositionnement familial est moins compliqué, mais la perception de pourvoyeur de ressources familiales que la famille a du migrant venu de l'étranger ne facilite pas son insertion au sein de l'espace familial » ZOURKALEINI Younoussi, « Rôle économique des migrants

pour des vacances, a très rapidement décidé qu'il n'irait pas passer deux mois dans le village de Kouvé où il a vécu jusqu'à son départ au Nigeria puis aux États-Unis. Il a donc effectué de fréquents passages d'une journée à Kouvé mais a préféré louer une villa à Lomé pour y habiter avec sa femme pendant son séjour. Et ce, alors qu'il ne connaît quasiment personne à Lomé¹⁰⁰. Il a également acheté un terrain pour y faire construire prochainement une maison.

À ceci s'ajoute des craintes liées aux aspects spirituels du village¹⁰¹. Bien que ce thème n'ait été que peu abordé dans nos entretiens, Alfred A. et Essenam E. ont mentionné cette peur de la sorcellerie villageoise. Essenam indique qu'il y a quelques années, elle avait peur « qu'ils fassent du grigri, tout ça ». Quant à Alfred, d'après lui, « rester au village, c'est un peu spirituellement dangereux » puisque chacun peut se dire que « ça fait pas longtemps que ce petit est devenu quelqu'un qu'on peut considérer » et qu'au moindre refus d'aide ce serait prendre le risque de faire « dégénérer » la situation et de se faire « attaquer spirituellement ». Alfred préfère donc miser sur la distance et sur la distribution de biens¹⁰².

Plus encore que cette rupture avec le village, ces pressions peuvent freiner voire empêcher le retour¹⁰³. Essenam avoue ainsi qu'il y a deux ans, elle ne voulait pas rentrer au Togo. Depuis la France elle recevait déjà les « doléances » de ses proches et s'imaginait qu'en rentrant elle devrait « affronter tout ça » et « s'occuper de tout »¹⁰⁴. Et ses craintes étaient fondées puisqu'Essenam a décrit très précisément et à plusieurs reprises l'ensemble des contraintes qui pèsent désormais sur elle et fonctionnent comme un étau dont elle ne peut se défaire et mène parfois à des situations extrêmes¹⁰⁵. C'est finalement son mari français qui l'a poussé à revenir, sans quoi Essenam vivrait peut-être encore en France à l'heure actuelle.

internationaux de retour en Afrique de l'Ouest : le cas du Burkina Faso », Ouagadougou, Institut Supérieur des Sciences de la Population, 2009, page 2.

¹⁰⁰. D'après lui, « toutes mes relations se trouvent là-bas, au village ». Et d'après sa nièce, Essenam E., « c'est un homme du village, c'est pour ça qu'il y va souvent ».

¹⁰¹. « Tout le monde en a peur ». Entretien avec Carole A. ; « Au village tout le monde connaît tout le monde... attention y'en a qui sont sorciers, pas dans le mauvais sens du terme, mais on va dire untel a fait ceci et hop ton nom est passé... ». Extrait d'une discussion avec Jean-Joël T.

¹⁰². Lorsqu'il est parti aux États-Unis, Alfred n'a pas pris la peine de prévenir tout le monde depuis Lomé, ce qui a suscité le ressentiment des siens. En revenant à Kouvé cette fois-ci, « pour effacer leur mécontentement, j'ai distribué ». Et effectivement, les rancœurs ont été oubliées : « le mécontentement je l'ai pas remarqué, tout le monde a oublié. » Alfred a toutefois été rapidement lassé par ces distributions incessantes : « les gens venaient seulement pour de l'argent, pour demander à manger... ils me coûtent de l'argent, ils viennent avec leurs problèmes... j'ai essayé de faire de mon mieux, mais je peux pas continuer comme ça sinon ça va m'efforcer de rester très peu [...] si je peux les aider... j'ai fait pour certains mais à un moment j'ai décidé de me freiner parce que j'ai d'autres choses à faire [...] j'ai parlé à mes frères et sœurs, mes relations leur donnent du courage, que la vie ce n'est pas quelque chose qu'il faut attendre ».

¹⁰³. « J'avais pas de sous, il fallait me re-préparer [...] avec les autres Togolais, au départ, j'avais un peu peur qu'on dise ah lui, il a raté son voyage [...] je suis pas revenu avec des millions ». Entretien avec Kodjo B.

¹⁰⁴. « Ce qui m'a gêné au retour c'est seulement ça, j'avais trop de pression ». Entretien avec Essenam.

¹⁰⁵. Voir son cas très révélateur dans l'annexe 36.

« Ceux qui obtiennent jamais ce qu'ils cherchaient, donc c'est plus la peine de rentrer sans économies, il devient une fable à la risée de tout le monde ».

Extrait de l'entretien avec Julien L.

« Laisse moi te dire une chose... pour les gens d'ici, ceux qui sont au bled, quand quelqu'un va en France, quand la personne revient... [...] vu que je suis reparti à la base zéro... tu es la moisissure de ce pays, t'as plus de considération, tu as plus ton mot à dire, les gens ils te calculent pas, tu es la risée ».

Extraits de l'entretien avec Victor G.

« Tu reviens pas si tu peux pas le faire [...] Ceux qui ne réussissent pas ne reviennent pas, c'est toujours l'image de la réussite, tu peux pas donner l'image de quelqu'un qui n'a pas réussi, c'est comme si tu étais un raté qui vient nous embobiner. ».

Extraits de l'entretien avec le journaliste Daniel Lawson-Drackey.

« Les gens qui ont fait dix ans en Europe et qui n'ont pas fait quoi que ce soit pour le Togo, c'est une honte ici, revenir et devenir comme les autres... [...] quelqu'un qui va en Europe et qui revient bredouille, c'est comme un sous-homme, tout le monde va t'attaquer, va te doigter, va t'insulter... [...] si tu n'arrives pas à aider la grande famille, tu vauds moins que rien [...] il faut réaliser des choses pour ne pas être ridiculisé [...] mon frère, il a envie de revenir mais comme il n'a plus de boulot, le RMI qu'on lui paye ça ne suffit pas à payer le loyer, qu'est-ce qu'il va venir faire quand ses frères au Togo ont réalisé de grandes choses ? [...] on l'appelle même "perdu de vue" tellement on n'a plus de nouvelles [...] vous n'avez pas envie de revenir vivre cette galère, cette honte la honte est très difficile à supporter, plus même que si on vous tapait [...] la honte c'est tous les jours, ça te suit partout, une gifle ça peut passer en quelques heures ».

Extraits de l'entretien avec les responsables de l'ONG M.A.R.S.

L'on aboutit alors à une situation très paradoxale dans laquelle, alors qu'en France l'on explique que les immigrés trop intégrés ne veulent pas rentrer, au Togo, l'on oblige les émigrés à s'installer dans leur pays d'accueil, à s'y stabiliser et à y obtenir une bonne situation économique avant de pouvoir envisager un retour « réussi »¹⁰⁶.

De plus, le retour au Togo n'a donc pas les mêmes implications pour tous et semble fonctionner selon un mécanisme de sélection sociale. En effet, les émigrés issus des familles favorisées qui sont *a priori* plus à même de répondre aux impératifs de réussite sont ceux sur qui les injonctions pèsent le moins alors qu'à l'inverse, les émigrés issus des milieux populaires, moins capables de parvenir à cette réussite financière, sont les premiers à subir ces pressions qui peuvent être omniprésentes. Or, certains ne sont pas prêts à assumer cette nouvelle étiquette apposée sur celui qui revient sans réussir, celle de l'individu qui a échoué, du « raté » et refusent de rentrer.

¹⁰⁶. « Une fois que j'ai décidé de venir en France j'ai mis au courant mes amis et famille pour leur dire voilà je vais partir en France, je suis pas prêt de revenir de suite parce que j'ai ma femme là-bas et qu'on va essayer de construire des choses ensemble et après une fois qu'on aurait atteint une stabilité dans un couple et bien je peux envisager un retour. » Entretien avec réalisé en 2008 avec Batoulim Sebabe.

Partie 3 :

La valorisation de l'apprentissage migratoire par le retour

Pour un émigré togolais, revenir dans son pays c'est donc être plus ou moins soumis à un devoir de réussite sociale. L'on imagine communément que le fait de revenir les « mains pleines », c'est-à-dire de rapporter un minimum d'épargne à investir suffit à parer l'émigré de l'aura du succès. Or, les observations menées cette année au Togo montrent que si l'apport de fonds est un atout qu'il ne faut pas négliger, il reste une condition nécessaire mais non suffisante pour considérer le retour comme une réussite. Pour éviter le sentiment de honte ressenti par chaque migrant de retour qui revient sans se démarquer, en restant « comme les autres », il faut donc se prévaloir au retour d'une plus-value, de « quelque chose de plus ». Ainsi, lors des entretiens, beaucoup de critiques ont été émises à l'encontre de ceux qui n'ont « pas su apprendre à l'extérieur », qui n'ont « rien à vendre » au retour et « des fainéants qui n'ont rien à faire valoir ici ». Tété B. se montre très clair dans sa critique en signalant que nombreux sont ceux qui ont « échoué » et que, lorsque l'on « n'a pas de diplôme, là le regard des autres... là il y a un vrai regard... laveur de carreaux, c'est pas un statut, c'est pas afficher sa réussite ». Kodjo B. explique lui-même que ne s'étant pas entendu assez tôt avec son directeur de recherche allemand sur les modalités de réalisation d'un mémoire de droit comparé, il a découvert ses erreurs le jour de sa soutenance en décembre 2005. Cette dernière a donc été un échec et l'a privé de diplôme : « j'étais coincé, faut-il revenir au Togo ? Je n'avais pas mon diplôme... je vais me prévaloir de quoi ? »

« Lors d'un retour, la première des préoccupations est l'insertion professionnelle. C'est une condition indispensable à sa réussite, mais qui reste souvent très difficile à réaliser dans certains pays, notamment au Maghreb et en Afrique noire. »

BARBARA Augustin, « *Le problème "retour" des couples mixtes* », Hommes et migrations, Numéro 1236, « *Retours d'en France* », Mars-Avril 2002, page 27.

Si l'on adopte une image économique, l'idéal est alors de parvenir à rentabiliser les apprentissages effectués hors du pays, à valoriser les études et les formations menées pendant la migration, en les convertissant en un emploi, bien rémunéré et socialement valorisé. C'est à cette condition que l'émigré de retour pourra jouir d'un certain prestige et s'assurer une assise financière à même d'asseoir sa réussite sociale.

1- La valorisation programmée d'une migration majoritairement étudiante

Si le Togo est un pays d'émigration récent, et ce principalement depuis les crises sociales, politiques et économiques qui ont marqué les années 1980 et 1990, qui a connu une récente diversification des motifs d'émigration et des pays de destination¹, les migrations togolaises en Europe restent numériquement faibles et majoritairement marquées par le départ de migrants éduqués souhaitant poursuivre leurs études à l'étranger². Sur les 45 migrants de retour interrogés, hormis les cinq personnes nées à l'étranger ou ayant émigré pendant leur enfance avec leurs parents, seules trois personnes sont parties pour d'autres raisons que les études³.

« Le principal lien de ce groupe était la priorité accordée aux études perçues comme l'unique voie d'accès à un bel avenir, à une vie meilleure que celle de nos parents, exempte de soucis matériels, une vie qui, de ce fait même, transfigurerait celle de toute notre famille et rachèterait toutes les privations d'alors. Nous nous devons de le rêver à tout le moins agréable, notre avenir, car notre présent, lui... »

AMEGAN Kodjo Léon, De l'Afrique à l'Hexagone, les espérances d'une enfance, les désillusions d'une génération, Paris, L'Harmattan, 2009, page 60.

a) Une nécessité socialement valorisée

Ainsi, se former à l'extérieur du Togo a longtemps été une obligation ou une suite logique. « L'Université du Bénin » de Lomé n'a été créée qu'en 1970 et encore aujourd'hui, les infrastructures universitaires sont peu développées⁴ et l'offre de formations très limitée⁵. La restriction s'opère donc soit par niveau, puisqu'au-delà de la maîtrise il faut « poursuivre ailleurs »⁶, soit selon les disciplines, puisque les jeunes étudiants qui veulent absolument

¹. « Depuis quelques années, une polémique se développe au Togo et un peu partout en Afrique de l'Ouest sur la restriction qu'imposerait la France à la délivrance de visas d'étudiants. Ces mesures entraîneraient un afflux de candidats vers les États-Unis. » Ambassade de France, « Togo - La France accueille 65% des Togolais qui étudient à l'étranger », Lomé, 16 juillet 2003. Source : <http://www.t-a-c.org/doc/%C3%A9tudiants%20togolais%20en%20France.doc>

². Voir les données dans l'annexe 37.

³. Didier D. et Xavier A. sont partis dans le cadre de programmes de coopération artistique et culturelle et Alfred A. pour aller travailler au Nigéria puis aux États-Unis. À ces trois cas l'on pourrait ajouter Wilfried Q. qui voulait à tout prix obtenir de l'expérience professionnelle à l'étranger mais a dû s'inscrire d'abord en mathématiques à l'université pour respecter « la tradition familiale ».

⁴. « Sans parler du manque d'infrastructures universitaires qui obligent ceux qui ont les moyens à aller étudier sous d'autres cieux et à y démarrer leur vie active. » Extrait d'une discussion par mail avec François K..

⁵. « La formation au campus est un peu minimisée ». Entretien avec Marcel N. ; République Togolaise, « 1ères rencontres Gouvernement – Universités publiques du Togo. Thème : Université, outil de développement – Rapport général », Lomé, janvier 2010, 19 pages.

⁶. Entretien avec Jimmy A. ; « Ma vie était satisfaisante à Lomé avant que je n'aille en France car en tant que jeune élève que beaucoup qualifiaient d'intelligent, je réussissais bien avec seize de moyenne au brevet du collège et 11 de moyenne au bac. Je n'étais pas un garçon destiné à échouer et mon rêve était d'avoir le doctorat avant d'arrêter mes études. » Extrait d'un mail de Kossi K.

étudier la science politique, par exemple, sont obligés d'émigrer⁷. A ceci, il fallait ajouter le poids du contrôle politique exercé par le général Eyadéma sur les étudiants du campus⁸. Pour certains, émigrer est donc une réponse plus globale à la limitation des connaissances imposées par la situation togolaise : « c'est un parcours du combattant pour trouver un livre ici [...] on va en Europe pour étudier, on va chercher l'information, c'est pour aller chercher la connaissance »⁹. La surreprésentation des étudiants africains inscrits en licence en France prouve d'ailleurs que beaucoup quitte leur pays dès le baccalauréat pour ne pas avoir à étudier dans un système universitaire faiblement développé¹⁰.

Cette nécessité est en outre renforcée par l'idée commune qu'envoyer son enfant étudier à l'étranger est un atout ou une « chance ». Cette volonté était notamment très forte chez les élites sociales « pétries de culture française »¹¹. Se former à l'étranger, ce serait bénéficier d'un enseignement de meilleure qualité, d'une plus-value de prestige non négligeable et potentiellement d'un « diplôme beaucoup plus apprécié au plan international »¹². Ainsi, « à l'époque c'était toujours mieux » et encore aujourd'hui, « pour les Togolais c'est toujours bien vu d'être allé à l'étranger... je sais pas si c'est classe mais c'est bien de dire que j'ai ma fille en France »¹³. Cette valorisation des diplômes étrangers, qui va bien entendu de pair avec l'omniprésent mythe occidental¹⁴, permet également d'offrir une

⁷. C'est ce qu'a dû faire Hugues S. en envoyant des dossiers d'inscription à Sciences Po Grenoble et dans quatre universités allemandes ou ce qu'envisage de faire le fils de Nathalie Egueli. En attendant sa nomination comme notaire, Komla T. voulait se former dans certains domaines. Il a alors intégré un DESS « Droits de l'Homme » à l'université catholique de Lyon, un DEA « Résolution de conflits » à Paris et a commencé une thèse sur la médiation internationale des conflits en Afrique, autant de thèmes absents au Togo : « est-ce que mes diplômes me servent ici pour le moment ? Non... »

⁸. Wilfried Q. parle d'une dégradation du niveau d'études, « au niveau qualitatif », due à l'orientation politique de l'éducation par l'État togolais. ; « Moi j'ai vécu au Togo dans les années 1990, ma période jusqu'à l'université, je peux pas dire que j'ai beaucoup souffert, j'ai souffert de la dictature certes, dans les universités on pouvait pas toujours prononcer son nom ou faire des choses mais j'ai pas souffert » Entretien réalisé en 2008 avec Joël Viana.

⁹. Entretien avec Redouane M. Ce fut également le cas d'Isidore N. qui a étudié à l'Université de Kiev après avoir été orienté par l'État togolais vers cet établissement qui disposait d'une « technologie qu'on avait pas ici ».

¹⁰. Voir les données dans l'annexe 38.

¹¹. Isidore T. prend ainsi l'exemple de sa mère qui a été enseignante alors que l'administration coloniale française dirigeait encore le Togo.

¹². Entretien avec Gérard C. ; Voir les autres citations dans l'annexe 39. ; « Les migrations estudiantines des étudiants sénégalais en Europe, aux USA et au Canada s'expliquent par la réputation d'excellence des universités et des instituts de recherche de ces pays, le désir d'être plus compétitif sur le plan national et international, et le prestige associé aux diplômes occidentaux ». AMADOU DIA Ibrahim, « Déterminants, enjeux et perceptions des migrations scientifiques internationales africaines : le Sénégal », op. cit., page 16.

¹³. D'après Olivier A. et Carla A.

¹⁴. « J'ai décidé d'aller à l'étranger et de trouver seulement quelque chose à faire [...] bien avant cela, mon père m'a aidé à trouver les moyens pour aller en Europe, il veut que j'aie en Europe pour que je partage ma vie avec les Blancs. [Et il voulait que tu ailles où ? En Europe, aux États-Unis ?] N'importe où... où y'a pas l'Afrique ! ». Entretien avec Alfred A.

solution aux nombreux étudiants qui n'ont d'autre option après leur passage à l'Université de Lomé que de « végéter sur le campus »¹⁵.

b) Une réalité encadrée

Cette émigration étudiante, que Godwin Tété décrivait comme un modèle historique né avec la volonté de formation des cadres indigènes de l'administration coloniale française, a été dans un premier temps fortement encadrée par les institutions étatiques et ecclésiastiques. En effet, dès l'indépendance en 1960, beaucoup de jeunes migrants sont venus chercher un complément de formation supérieure ou un stage professionnel en Europe. Et jusqu'aux années 1970, chaque bachelier togolais avait droit à une bourse pour pouvoir étudier dans les universités étrangères. Si l'on en croit Jean de Menthon, ce système était facilité par le fait que l'enseignement supérieur ne comptait que très peu d'étudiants au Togo. Ainsi, le taux de scolarisation était de 26% à l'indépendance¹⁶ et, bien que l'on comptait 1975 bacheliers togolais en 1989¹⁷, il n'y en avait qu'une cinquantaine en 1959¹⁸. Mais la prise de pouvoir par le général Eyadéma en 1967 a transformé ce schéma. Dès les années 1970, le chef d'État a voulu développer à des fins politiques la formation d'une élite nationale. C'est à cette époque seulement qu'a donc été créée l'Université du Bénin. Le pouvoir politique a également instauré un système de bourses nationales, remplaçant l'ancien système, destiné à favoriser prioritairement les études dans des établissements togolais. 1717 bourses auraient été offertes entre 1970 et 1976, selon les chiffres de l'Office de la coopération de l'accueil universitaire chargé de la gestion des bourses des étudiants africains¹⁹. Toutefois, ce système a rapidement perdu de sa vigueur pour devenir, selon les témoignages des observateurs, un instrument de pouvoir. Selon Comi Toulabor, la signature d'un contrat était subordonnée à l'obligation de travailler dix ans dans la fonction publique togolaise une fois la formation effectuée²⁰. Isaac N. raconte pourtant qu'à son retour, aucun emploi ne lui a été proposé²¹. La distribution des

¹⁵. Selon l'expression utilisée par Joël Viana ou Lorenzo H. Clémentine T. a par exemple obtenu une bourse d'études de la Francophonie pour aller au Canada mais aucune inscription n'ayant été validée et la bourse du Gouvernement togolais qu'elle a finalement obtenu ayant été longue à être débloquée, elle est restée « une année comme maintenue ici ». Au-delà de ces retards techniques, nombre de Togolais ont en tête les étudiants sans travail qui sont obligés de devenir chauffeur de *zémidjan*.

¹⁶. DE MENTHON Jean, *A la rencontre du Togo*, Paris, L'Harmattan, « À la rencontre de... », 1993, page 230.

¹⁷. DE MENTHON Jean, *A la rencontre du Togo*, op. cit., page 234.

¹⁸. DE MENTHON Jean, *Ibid.*, page 114.

¹⁹. Cité par Comi Toulabor dans *Le Togo sous Eyadéma*, Paris, Karthala, « Les Afriques », 1986, page 242.

²⁰. TOULABOR Comi, *Le Togo sous Eyadéma*, op. cit., page 243.

²¹. « L'État ne nous a pas honoré... on vous dit qu'il n'y a plus d'emploi ». Entretien avec Isaac N. Par la suite, il a participé à des grèves réclamant l'intégration effective dans la fonction publique. Alors même qu'il ne s'était pas vu offrir d'emploi, Isaac a été considéré comme « démissionnaire » par l'État togolais. Il a donc poursuivi sa carrière dans des lycées privés.

bourses nationales était également devenue une arme pour une politique d'instrumentalisation ethnique visant à discriminer les élites *éwé* du Sud, jadis favorisées par les différentes vagues colonisatrices, au profit des *Kabyé* du Nord dont étaient originaires la plupart des membres du Gouvernement d'Eyadéma²². Les bourses n'étaient plus alors distribuées selon le mérite des étudiants mais selon des logiques népotiques ou politiques²³. C'est finalement la mise en application des politiques d'ajustements structurels envisagées par le FMI ou la Banque Mondiale qui a marqué la réduction du nombre de bourses dès le milieu des années 1980.

Cette suppression, loin de ralentir le flux des migrants, a suscité chez les familles qui avaient les moyens de financer par eux-mêmes les études de leurs enfants à l'étranger un vif intérêt pour les universités européennes et principalement françaises. En effet, il y avait en France en 1986-1987, 1415 étudiants togolais, soit environ 24% de la population togolaise présente en France²⁴ et en 2001, 65% des étudiants togolais qui poursuivaient un cursus hors du Togo étaient inscrits dans une université française²⁵.

Ces migrations ont également pu être encadrées par l'Église catholique qui avait organisé un système parallèle de bourses pour favoriser l'accès des jeunes enfants togolais touchés par la pauvreté à l'école primaire et à l'enseignement secondaire en France. En 1963, l'APARENTO (« Association des Parents Togolais ») voyait le jour et, selon le journaliste togolais en exil Tido Brassier²⁶, elle permettait d'envoyer dans des familles de parrains français près de 200 à 500 enfants togolais. Toutefois, sous l'impulsion de l'archevêque de Lomé, monseigneur Dosseh-Anyron, le système « Aparento » se serait dévoyé et aurait favorisé rapidement les familles aisées, si bien qu'il a été arrêté en 1970. Ce « phénomène APARENTO », en instaurant l'idée que pour les candidats élus « c'est de brillantes études et

²². En effet, chaque région possédait un nombre égal de bourses alors que les bacheliers étaient très majoritaires au Sud. TOULABOR COMI, *Le Togo sous Eyadéma*, op. cit., page 242.

²³. Camille Lawson-Body, au cours de l'entretien mené en 2008, précisait par exemple qu'il n'avait finalement pas obtenu de bourse parce qu'un des membres lointains de la famille Lawson avait participé à une tentative de coup d'état contre Eyadéma. De plus, dans son ouvrage, Hilaire Dossouvi Logo parle de trois associations créées pour soudoyer les responsables chargés des bourses et des stages et obtenir des places à Lomé sans être du RPT, le parti du pouvoir (l'Amicale des Ressortissants de la Circonscription Administrative de Tabligbo [ARCAT], l'Amicale des Ressortissants du Yoto à Lomé [AYELO] et l'Amicale des Élèves, Étudiants, Stagiaires du Yoto [AMEESY]). DOSSOUVI LOGO Hilaire, *Lutter pour ses droits au Togo*, Paris, L'Harmattan, « Mémoires africaines », 2004, page 20.

²⁴. FALL Marc, *Le destin des Africains noirs en France*, op. cit., page 120.

²⁵. D'après une étude d'Alain Coulon et Saeed Paivandi pour l'Observatoire national de la Vie Étudiante (OVE) menée en 2003, on ne comptait pas plus de 2 000 étudiants togolais qui étaient inscrits hors du Togo, soit environ 17% des étudiants inscrits dans les universités togolaises.

²⁶. BRASSIER Tido, « La diaspora togolaise: Comment s'organise-t-elle? Quels sont ses projets ? », *Le Togolais.com*, 23 mai 2006.

un emploi assuré au retour »²⁷, a accéléré cette envie que tout le monde avait d'envoyer ses enfants en France.

Certaines personnes interrogées, notamment parmi les plus âgées, ont expliqué que l'émigration économique augmente considérablement et que les étudiants partent maintenant de plus en plus pour rester hors du Togo²⁸. Prudence L. avoue d'ailleurs que l'Église méthodiste togolaise a fortement diminué le nombre de bourses distribuées à ses fidèles pour aller étudier en Europe lorsque ses dirigeants se sont rendus compte que les boursiers ne revenaient plus servir l'Église et restaient en Europe. Mais l'on observe encore qu'il existe dans les discours des migrants togolais une sorte de prototype migratoire ou de modèle qui veut que l'on parte pour ses études²⁹, que l'on reste potentiellement un an ou deux ans pour débiter son expérience professionnelle par un stage ou un premier contrat à durée déterminée³⁰ puis que l'on rentre au Togo³¹ pour « mettre au service du pays » ce nouveau savoir-faire³².

C'est en ce sens que les diplômes sont un préalable avant tout retour. Mais le statut d'étudiant ne constituant pas une « vie éternelle »³³, il convient alors d'utiliser ces études effectuées en migration comme un tremplin pour l'obtention d'un poste au retour³⁴.

« Il y a un temps pour les études, un temps pour le travail, le travail c'est l'Afrique. »

Extrait de l'entretien de Tété B.

²⁷. Entretien avec Albert J.

²⁸. « Il y avait une vraie conviction des étudiants avant, maintenant ils s'en vont pour ne pas revenir ». Entretien avec Isaac N.

²⁹. Voir une illustration dans l'annexe 40.

³⁰. Parmi les personnes interrogées qui sont parties en Europe pour leurs études, seules deux ont eu une expérience n'allant pas dans le sens de ce modèle : Maxence A., parti pour une formation d'un an en « process communication », développement personnel des relations humaines et management, et Elom F. qui critiquait les Togolais qui restent en Europe et annonçait : « j'ai même pas cherché à me faire embaucher là-bas » après sa formation d'un an en architecture à l'Université catholique de Louvain.

³¹. Au début de l'entretien avec Tété B., ce dernier ne semblait pas vouloir raconter beaucoup de choses. Et lorsqu'il lui était demandé de raconter simplement son parcours, il commençait par répondre : « parti en 78, études secondaires à partir de la seconde, université, notariat, retour », comme si il s'agissait en somme de quelque chose de très classique.

³². Entretien avec Sylvia E.

³³. « Après arrivé à l'université il fallait se poser des questions. Après mon diplôme, qu'est-ce que je fais ? [...] Donc c'est ça qui a fait que au moment où moi par exemple j'ai déjà étudié, mon aspiration après ce n'est plus de ré-étudier parce que tu vois le temps qui passe, tu vois les attentes de la famille, tu as envie de construire un foyer, de sortir un peu de la vie estudiantine, parce que c'est pas une vie éternelle, t'as envie de construire ta vie autrement que d'étudier. Donc c'est ça qui a été plus fort. ». Entretien réalisé en 2008 avec Joël Viana.

³⁴. « Il faut qu'il y ait un gros poste pour justifier ces grosses études ». Entretien avec Gary T.

2- Une prime aux migrants de retour inégalement répartie

Les organisations internationales expliquent que le retour s'accompagne d'une meilleure situation au moment de la réinsertion dans le tissu socio-économique de son pays d'origine. Il existerait alors « une prime au retour »³⁵. Dans son rapport synthétique sur les migrations de retour, l'OCDE calcule ainsi que les émigrés les plus qualifiés ont « intérêt à retourner dans leur pays d'origine car ils parviendront à y valoriser leur expérience et à obtenir *in fine* une rémunération supérieure à celle qu'ils auraient obtenue en ne migrant pas »³⁶. Mais il semble que cette vision très mécanique de la prime au retour soit inexacte car en réalité elle ne s'acquiert pas de manière automatique. Autrement dit, le seul fait d'avoir émigré puis de revenir dans son pays n'assure pas sécurité et prospérité.

« Pour beaucoup de migrants, le retour permet de valoriser le capital humain accumulé à l'étranger en accédant à des emplois plus qualifiés que ceux auxquels ils auraient pu prétendre en restant dans leur pays d'origine. »

DUMONT Jean-Christophe, SPIELVOGEL Gilles, « Partie III : Les migrations de retour : un nouveau regard », *op. cit.*, page 222.

Dans un premier temps, tous les secteurs professionnels ne sont pas capables d'absorber de manière efficace ces migrants de retour diplômés. Dans l'ensemble, il est plus facile pour un émigré qui souhaiterait revenir de travailler dans des domaines en expansion du secteur tertiaire³⁷ : télécommunications, conseil juridique, notariat, assurances, banques, marketing, gestion, expertise comptable ou audit³⁸. Sous cet angle, le retour paraît déjà exclure les émigrés qui n'ont pas de compétences dans ces domaines relativement ciblés. Plus largement, il n'existe parfois aucun débouché professionnel au Togo lié à des études trop spécifiques en Europe³⁹.

³⁵. Voir les données dans l'annexe 41.

³⁶. DUMONT Jean-Christophe, SPIELVOGEL Gilles, *Ibid.*, page 205.

³⁷. Bien qu'en crise depuis plus de dix ans et principalement dominé par le commerce informel, le secteur tertiaire représente 36% du PIB du Togo et semble amorcer depuis 2008 un nouveau virage en étant le principal moteur de la croissance togolaise. CERIANI SEBREGONDI Filiberto, BAWARA Gilbert, « Document de stratégie pays et programme indicatif national – Période 2008-2013 », *op. cit.*, 146 pages.

³⁸. Si l'on en croit les profils rencontrés mais aussi certaines personnes interrogées, ce sont bien ces domaines en qui sont actuellement les plus demandeurs de travailleurs qualifiés. D'après Tété B., « pour être enseignant, ça va être difficile, pour être médecin c'est délicat, si on crée sa clinique c'est bien, l'informatique c'est facile, le notariat c'est noble, la restauration c'est facile, les nouvelles technologies aussi [...] ceux qui ont de l'avenir, l'expertise comptable, la gestion, ces gens-là, faut pas qu'ils hésitent parce que les conditions ne seront jamais pleinement remplies ».

³⁹. Comme le résume sur le ton de l'humour Gary T., « Modibo Diarra qui est à la NASA, il rentre au Mali, il va faire quoi ? » ; « Je sais pas ce qu'ils peuvent faire, les travaux qui leur rapportent de l'argent là-bas n'existent pas ici ». Entretien avec le journaliste Abass Dermane. ; « On amorce le retour vers l'Afrique... y'avait pas de solution pour moi, c'étaient des domaines qui n'existent pas ici [...] pour rester dans son domaine il faut soit une grosse boîte, soit réapprendre pour être à son propre compte ». Entretien avec Wilfried Q. ; « C'est le cas notamment de l'étudiant, qui, une fois ses études terminées se retrouve face à un dilemme : rester au "au nord" pour valoriser ses compétences acquises ou rentrer dans son pays d'origine, mais, perdre rapidement ses

a) La nécessité de s'appuyer sur une famille bien implantée

Pour parvenir à se réinsérer dans le tissu socio-économique togolais, que ce soit dans le secteur public, parapublic ou privé, il est préférable de pouvoir s'appuyer sur l'aide d'individus à même de vous donner des contacts ou de vous recommander à certaines personnes et ainsi de faciliter votre réussite socioprofessionnelle. En d'autres termes, il est nécessaire de bénéficier d'un important capital social, entendu comme « l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interreconnaissance ; ou, en d'autres termes, à l'appartenance à un groupe comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes mais sont aussi unis par des liaisons permanentes et utiles »⁴⁰. Ce capital social joue alors comme un effet multiplicateur de la force des autres capitaux, particulièrement financiers et intellectuels.

Or, tous les travaux insistent sur la perte de capital social en migration. En effet, les amis et proches restés au Togo décident parfois eux aussi d'émigrer⁴¹ et, pour les émigrés les plus âgés, il arrive que leur réseau social finisse « par se confondre avec le cimetière du village »⁴². De plus, à cause de la distance, les relations se distendent et l'émigré perd de plus en plus ses anciens contacts. Ce dernier ne connaît donc plus les réalités du marché du travail⁴³ et ne dispose donc plus de beaucoup d'amis capables d'y jouer le rôle de porte d'entrée ou de levier⁴⁴. C'est ce que Fernand K., chef d'entreprise togolais qui préfère désormais travailler avec des émigrés revenus au Togo, indiquait en disant que « c'est pas leur

qualifications, qui sont localement inutilisables et en inadéquation avec son environnement professionnel ». Environnement et Développement du Tiers-Monde (ENDA-TM), *Mobilisation des diasporas qualifiées au profit du développement de leur pays d'origine : étude diagnostique*, Paris, octobre 2005, page 10.

⁴⁰. BOURDIEU Pierre, « Le capital social. Notes provisoires », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, Numéro 31, janvier 1980, page 2.

⁴¹. « 95% de mes amis d'enfance sont en Europe ». Entretien avec Wilfried Q. ; « J'ai pas mal d'amis qui sont en Côte d'Ivoire ». Entretien avec Marc A. ; « Après 10 ans on a perdu des amis [...] les anciens amis, y'a pas mal qui ont quitté ». Entretien avec Hugues S.

⁴². AGGOUN Atmane, « Espace familial, exil et retours d'exil », *Hommes et migrations*, Numéro 1236, « Retours d'en France », Mars-Avril 2002, page 6.

⁴³. « Il semblerait plutôt que ce soit au niveau des réseaux relationnels locaux que le bât blesse. En effet, après pratiquement une vie en migration et malgré le maintien des liens avec la famille et des retours annuels réguliers, les anciens migrants sont souvent déconnectés des réseaux locaux, indispensables à qui veut trouver des fournisseurs, une clientèle et surtout connaître les ficelles et les passe-droits du marché local ». SCHAEFFER Fanny, « Mythe du retour et réalité de l'entre-deux. La retraite en France, ou au Maroc ? », op. cit., page 169.

⁴⁴. Selon l'OCDE, « pour les migrants restés longtemps à l'étranger, un effet de déconnexion avec le marché du travail du pays d'origine peut intervenir, le migrant de retour n'ayant alors plus une bonne information sur la demande de travail et/ou ayant perdu ses "contacts", ce qui conduit à une recherche d'emploi moins efficace et à un salaire réduit. » DUMONT Jean-Christophe, SPIELVOGEL Gilles, « Partie III : Les migrations de retour : un nouveau regard », op. cit., page 223.

milieu... pour réussir dans le monde des affaires il faut des relations, tout ça ils ne l'ont pas ou rares sont ceux qui l'ont ».

Toutefois, l'éloignement géographique n'est pas synonyme de perte automatique du capital social. Ce serait sous-estimer d'une part les liens entretenus au-delà des frontières, par téléphone, par mail, par courrier ou par connaissances interposées⁴⁵, et d'autre part, ce serait oublier qu'en migration, les émigrés établissent de nouvelles relations sociales qui peuvent avoir un rôle important au retour⁴⁶. C'est notamment grâce au soutien de jeunes médecins allemands rencontrés à Düsseldorf que Marius G. a pu rentrer et ouvrir un petit centre médical prodiguant les premiers soins aux loméens du quartier. Le plus grand risque ne réside peut être pas alors dans la perte des liens sociaux affectifs ou professionnels mais dans l'altération des repères géographiques et culturels due à l'éloignement de l'Afrique et à l'oubli de ses réalités concrètes et quotidiennes. Comme le confesse Wilfried Q., « ça faisait trop longtemps que j'étais pas en Afrique, j'avais plus les réflexes »⁴⁷.

Toujours est-il que pour trouver un emploi au Togo lorsque l'on réside à plusieurs milliers de kilomètres, il est recommandé de disposer de relations sociales sur place. D'autant plus dans un pays où « c'est plus un réseau, les emplois sont obtenus par le bouche à oreille »⁴⁸. Ce recours au capital social est un aspect qui a été peu mis en avant lors des entretiens, même si chacun reconnaissait que, de manière générale, avoir des contacts au Togo ne nuit pas, au contraire⁴⁹.

« Dans ce pays, il te faut de la vitamine C et de la vitamine R, et tu es en bonne santé... "C" comme connaissances et "R" comme relations ! »

Extrait d'une discussion avec Jean-Joël T, instituteur togolais.

Mais personne ne voulait officiellement dire qu'il avait été aidé par quelqu'un, préférant mettre en avant le récit d'un retour qui ne doit rien à personne et confirmant ainsi cette

⁴⁵. Jimmy A. est par exemple resté onze ans sans revenir et se définissait pourtant comme quelqu'un qui était « très très en contact avec le Togo ».

⁴⁶. « Qu'elle soit volontaire en vue de la réalisation de projets personnels et promotionnels ou qu'elle soit forcée par des catastrophes naturelles ou par des conflits au sein du pays de départ, la migration entraîne le relâchement ou la rupture de certains liens sociaux affectifs et professionnels et la perte de repères géographiques, sociaux et culturels. Cette même migration suscite par ailleurs une construction de nouvelles alliances et rapports à l'Autre, une appropriation de nouveaux lieux physiques et symboliques. Une élaboration identitaire se profile en permanence et questionne les appartenances. » GUILBERT Lucille, « L'expérience migratoire et le sentiment d'appartenance », *Ethnologies*, janvier 2005, Volume 27, Numéro 1, pages 5-32.

⁴⁷. Pendant l'entretien, il est interrompu par un coup de fil d'un ami resté en Allemagne. Ce dernier veut « monter un business plan » calqué sur une expérience ratée au Kenya. Wilfried reprend le fil de l'entretien en disant : « y'a plein de projets dans la diaspora, c'est très très joli techniquement mais ici on a des difficultés à envoyer un mail [...] c'est bien beau... mais "pdf", le gars ici il comprend pas ».

⁴⁸. Entretien avec Gérard C.

⁴⁹. « Tu dois jouer sur certaines relations sinon c'est impossible de dire tu rentres, tu crées ta structure et tu embauches ». Entretien avec le journaliste Daniel Lawson-Drackey. ; « Je rencontrais des personnes, je vais pas dire influentes mais... [...] ça marche par cooptation et aspect relationnel ». Entretien avec Carla A.

tendance à la promotion de la réussite personnelle. Et lorsqu'à la suite d'une question le thème était finalement abordé, les personnes interrogées avouaient à demi-mots et apaisaient leur gêne en ajoutant immédiatement une expression pour signifier que cela n'avait pas été facile pour autant⁵⁰. C'est le cas de Boris B. qui indique qu'il a construit son succès très rapidement avec l'appui de commerçants et de négociants et que sa femme gabonaise a fini par revenir avec lui et par trouver un poste à l'ambassade du Gabon. Mais il précise immédiatement qu'« on n'a attendu rien, de qui que ce soit ». Et lorsqu'il donne les clés de sa réussite professionnelle, il parle d'espoir, de ténacité, d'honnêteté et de rigueur. Enfin, d'autres amoindrissent le recours à ces relations en précisant qu'aujourd'hui au Togo, il ne suffit plus d'avoir des contacts mais qu'il faut aussi avoir des compétences⁵¹.

Avoir une famille socialement bien implantée est une des principales bases de cette assise de l'émigré⁵². Ainsi, les personnes interrogées qui occupent actuellement un très bon emploi dans une grande société ont très majoritairement été aidées par leur famille. Ainsi, c'est grâce à son père que Robert B. a été pris en stage puis engagé comme chargé de clientèle puis comme responsable du réseau de vente par le directeur général d'une grande entreprise publique. Bernard K. a été présenté au directeur général de la Poste par son neveu. Le père de Lucien D. est un des fondateurs d'une grande banque au Togo et c'est grâce à son intervention que son fils a pu obtenir une formation au sein de l'antenne sénégalaise. Clémentine T. a obtenu son premier poste au Togo en tant que chargée de publication et de révision des manuels d'éducation juridique pour les formatrices de l'ONG WILDAF (Femme, Droit et Développement en Afrique) grâce à l'une de ses « cousines », Brigitte Adjamagbo-Johnson, la présidente de l'ONG et candidate de la Convention Démocratique des Peuples Africains (CDPA) à l'élection présidentielle de 2010⁵³. Quant à Sylvia E., elle raconte à quel point l'appui de sa famille a été un atout pour l'installation du restaurant qu'elle a créé avec son mari : « moi j'ai une famille bien implantée à Lomé avec beaucoup de relations [...] ils ont pu

⁵⁰. « Il faut un réseau relationnel et beaucoup de courage ». Entretien avec Tété B. ; « Si on a la chance, les compétences bien sûr, et les relations surtout... c'est comme ça en Afrique [...] là, c'était purement un effort personnel, je suis parti de zéro ». Entretien avec Redouane M. ; « Je vais me battre ici, j'ai des diplômes, j'ai l'appui des parents... mais j'avais aucune certitude ». Entretien avec Robert B. ; « je connaissais... non... j'ai demandé auprès de l'ambassadeur du Togo [...] quand je vois les concurrents... je ne sais pas qui je suis pour être ici [...] ça n'a pas été facile ». Entretien d'Olivier A. ; « Je suis là grâce à la bonté du tonton qui est mon chef, mais c'est dur ». Entretien avec José A.

⁵¹. « Aujourd'hui, il faut connaître quelqu'un mais avoir le bon profil ». Entretien avec Carla A.

⁵². « Le migrant n'est pas un individu isolé qui se déplace de manière automatique en fonction des possibilités du marché par exemple, mais sa propension à migrer dépend aussi de l'existence d'un réseau familial, qui lui permet de prendre pieds dans son nouveau milieu ». GUBRY Patrick, « Le retour au village est-il une solution ? Le cas du Cameroun », op. cit., page 435.

⁵³. GIRARD Guillaume, « Élection présidentielle au Togo : une femme était candidate », *Blog de la GIRAF, Alternatives internationales*, 24 mars 2010. Source : <http://alternatives-economiques.fr/blogs/giraf/2010/03/10/election-presidentielle-au-togo-une-femme-etait-candidate/>

faire les démarches [...] on avait une main d'œuvre sur place, entre guillemets, qui nous a aidé [...] on aurait pas eu le soutien de la famille, on n'aurait pas pu... celles qui ont pas de moyens, ces familles encourageaient pas déjà à rentrer, il faut une famille un peu déjà sur ses deux pieds ».

Cependant, cet appui de la famille, s'il est un atout pour la réinsertion professionnelle, a également un inconvénient, celui de rendre l'émigré de retour à nouveau redevable et dépendant de ses parents⁵⁴. Après avoir acquis une certaine indépendance à l'étranger, il peut arriver que l'émigré n'est plus envie de s'appuyer sur ses parents⁵⁵. Gérard C. le confesse ainsi, avec le sourire, « là tu reviens, tu es avec tes parents, ils veulent contrôler mais tu n'es plus celui de terminale ! ». Lui qui voulait revenir avec des économies et posséder sa propre villa doit désormais s'adapter à ce retour sous le toit parental.

b) Accroître ses chances en diversifiant les sources de capital social

Mais comme le remarque Robert B., « même la situation sociale des parents c'est plus une garantie ». Il est donc essentiel de multiplier les relations sociales à même de garantir un emploi permettant de valoriser ses compétences. En effet, le capital social, comme le précisait Pierre Bourdieu, n'est en rien un « donné social » naturel et simplement hérité mais est plutôt le « produit du travail d'instauration et d'entretien qui est nécessaire pour produire et reproduire des liaisons durables et utiles, propres à procurer des profils matériels ou symboliques »⁵⁶.

Les réseaux sociaux peuvent d'abord être des réseaux géographiques. Ainsi, si la diaspora togolaise en France reste relativement dispersée, elle se concentre autour de quelques villes universitaires : Paris et la région parisienne, Lille⁵⁷, Poitiers, Bordeaux ou Lyon⁵⁸. Tété

⁵⁴. « Ceux qui disposent d'un cercle relationnel étendu et bien implanté, sont le plus souvent ceux qui ont laissé l'ensemble de leur famille au Maroc. Ces derniers ont, a priori, plus de chances de réussir leur réintégration à la société marocaine, mais pour eux, il est parfois très difficile de réintégrer un "carcan familial" qu'ils n'ont jamais véritablement connu et qui leur rappelle à chaque instant qu'ils ont "abandonné" leur pays, qu'ils n'ont pas vu leurs enfants grandir et qu'ils ne les connaissent pas plus que leur épouse... et bien moins que leurs compagnons d'émigration ». SCHAEFFER Fanny, « Mythe du retour et réalité de l'entre-deux. La retraite en France, ou au Maroc ? », op. cit., page 169.

⁵⁵. Voir les citations dans l'annexe 42.

⁵⁶. BOURDIEU Pierre, « Le capital social. Notes provisoires », op. cit., page 2.

⁵⁷. Robert B. a transféré son inscription à Lille où vivait sa petite amie et il explique : « j'en connais pas mal à Lille, tu as une forte communauté à Lille, depuis nos grands frères [...] on se voyait, on se visitait un tout petit peu, j'ai vécu dans la famille du docteur Tété, j'étais avec tout le monde ».

⁵⁸. « Pour l'année 2002, 81 des 82 universités françaises ont été sollicitées par les étudiants togolais, à l'inverse de beaucoup d'étudiants étrangers qui à 40% préfèrent demander les universités de la capitale ou de sa banlieue. » Ambassade de France, « Togo - La France accueille 65% des Togolais qui étudient à l'étranger », Lomé, 16 juillet 2003. Source : <http://www.t-a-c.org/doc/%C3%A9tudiants%20togolais%20en%20France.doc>

B. a été la personne qui a le plus insisté sur l'importance de ce type de sociabilités. D'après lui, Poitiers est « une ville togolaise ». Et ceci est lié aux partenariats qui existent entre l'Université de Lomé et celle de Poitiers⁵⁹. Dans cette ville, il a ainsi pu parler *mina*⁶⁰ « tous les jours ». Tété B. considère que son « réseau relationnel c'était Poitiers » et ajoute « j'étais plus puissant à Poitiers qu'au Togo »⁶¹. Plus encore, il décrit ce réseau poitevin comme un puissant lobby qui est souvent parvenu à influencer jusqu'au sommet de l'État : « les gens de Poitiers sont très solidaires, si y'a un poitevin, je suis sauvé [...] je pourrais m'appuyer sur le réseau poitevin, et après y'a le réseau familial, je ne venais pas ici supplier, j'étais pas à la rue ». Et lorsque la question de l'ambition politique des migrants de retour lui est posée, il répond : « plein, plein... il n'y a que maintenant qu'il n'y a pas de ministre de Poitiers, et ça c'est pas bien [...] avant on a trusté les places, jusqu'à quatre ministres ».

Mais ces réseaux géographiques se recoupent également avec des réseaux générationnels. Comme l'avoue Lonlongo T., il ne connaissait pas beaucoup de Togolais à Poitiers lorsqu'il y vivait puisque « c'était pas les mêmes générations aussi ». Ainsi, les personnes interrogées ne sont pas toutes d'accord avec l'idée qu'il existe une éventuelle hausse des retours depuis 2005. Pour Tété B., rien n'a changé depuis 2005 et si toutefois certains rentrent, il ne peut s'agir que de jeunes Togolais qu'il ne connaît pas et qu'il n'a jamais eu l'occasion de fréquenter à Poitiers ou à Lomé. Au contraire, Maxence A., âgé de 34 ans, est affirmatif et considère que les retours se multiplient. Il ajoute que « ces gens là sont de ma génération, c'est pour ça que ça me saute peut-être plus aux yeux, j'ai des amis là-bas, j'en connais qui veulent rentrer ». Et la multiplication des entretiens, des observations et des discussions informelles a ainsi permis de comprendre qu'une grande partie des migrants de retour interrogés et âgés d'une trentaine d'années ou de presque trente ans se connaissaient plus ou moins depuis l'enfance ou plus récemment depuis leur passage en France⁶², formant ainsi des « petits clubs qui échangent leurs expériences » et des groupes de « jeunes très dynamiques » qui mettent en place des projets associatifs et professionnels, selon les termes de Carla A.

⁵⁹. « Quand on a une maîtrise, ils nous envoient là-bas ». Entretien avec Kossi K. qui a lui aussi étudié à Poitiers.

⁶⁰. Langue togolaise proche de l'*éwé*.

⁶¹. « J'étais inconnu, ce que j'avais imaginé autrement... on imaginait que les gens se bousculeraient... que dalle ! ». Entretien avec Tété B.

⁶². C'est le cas de Gary T., Bernard K., Carla A., Lonlongo T., Gérard C., Essenam E., Lucien D., Robert B. ou Maxence A.

Si d'autres sociabilités ont pu être abordées dans les entretiens, notamment les réseaux universitaires⁶³, corporatistes⁶⁴, économiques⁶⁵, religieux⁶⁶, maçonniques⁶⁷ ou ethniques⁶⁸, l'autre grand appui réside dans les réseaux politiques⁶⁹, preuve que la politique ne constitue pas toujours un obstacle au retour des émigrés. Le cas d'Hilaire Dossouvi Logo est à cet égard emblématique. Leader historique des mouvements étudiants de contestation des années 1990, il a fui la répression au Canada⁷⁰. En 2009, il est finalement revenu au Togo pour devenir le coordinateur du mouvement national « FEG » pendant la campagne présidentielle de 2010. C'est donc grâce à des réseaux politiques qu'il a été intronisé leader du « Faure Esozimna Gnassingbé Fan's Club ».

Le fait de militer dans un des partis politiques togolais peut ainsi être un vecteur d'obtention si ce n'est d'emploi durable au moins de missions temporaires qui peuvent servir de tremplin. Ainsi, Albert J., membre de l'Union des Forces du Changement (UFC), le principal parti d'opposition, a pu effectuer plusieurs missions et revenir périodiquement depuis plusieurs années. En 1999, il a été nommé représentant du parti dans la Commission

⁶³. Lors de l'un de ses retours à Lomé, Carole A. a cherché à devenir chargé de travaux dirigés à l'Université de Lomé. L'Université a refusé sa candidature en lui expliquant que les postes étaient réservés aux étudiants qui sont « les produits de la fac à Lomé ».

⁶⁴. « Y'a le réseau des avocats » selon Tété B. Clémentine T. ajoute d'ailleurs à ce propos que la plupart de ses collègues de promotion à la faculté sont revenus au Togo pour devenir avocats et jouir très vite d'un « grand train de vie ». Boris B. a quant à lui réussi à implanter ses projets de transit et d'import/export grâce au soutien de réseaux de commerçants : « des commerçants de Lomé et du Burkina venaient acheter des camions, des bennes... ça nous a donné envie de travailler, de mobiliser des fonds pour faire pareil [...] grâce à un ami qui m'a fait confiance et aidé à réunir les fonds [...] les gens m'ont connus sur place, ils m'ont fait des facilités [...] je me suis formé grâce aux gens que je connaissais ».

⁶⁵. Robert B. fait ainsi partie de la jeune chambre internationale, c'est-à-dire d'un réseau qui constitue la branche des moins de 30 ans du Rotary Club et qui se structure autour des valeurs du leadership et de l'entrepreneuriat. Robert B. précise ainsi : « j'ai tout de suite voulu m'identifier à un groupe qui pense de la même manière [...] il faut toujours s'identifier à un courant de pensées ».

⁶⁶. Clémentine A. parle ainsi de sa participation active à la Guilde du Togo, un groupe de scouts féminins. Quant à Sidonie B. elle affirme avoir le soutien d'une institution ecclésiastique suisse et surtout du ministre de la Coopération Gilbert Bawara pour son projet d'association religieuse qui devrait servir à mettre en place deux cités universitaires à Kara. Or, tous les deux font partie du même mouvement religieux.

⁶⁷. Les réseaux francs-maçons n'ont jamais été abordés en tant que tel dans les entretiens mais ont été plusieurs fois mentionnés. Il semble d'ailleurs que plusieurs membres du Gouvernement et de nombreux dirigeants d'entreprises en soient proches.

⁶⁸. L'ethnie au Togo est un facteur éminemment instrumentalisé et qu'il faut donc manier avec précaution. Mais il semble clair que cette instrumentalisation ethnique par l'État togolais, notamment sous la présidence du Général Eyadéma, a pu favoriser l'obtention de postes à responsabilité par les membres de l'ethnie *kabyé*. ; « Alors que les groupes ethniques du Sud du pays travaillaient principalement dans le secteur privé, à la fois commercial et professionnel, les *Kabyé*, l'ethnie à laquelle le président appartenait, et d'autres personnes originaires du Nord, prédominaient dans le secteur public. Ce recrutement particulier et prioritaire des *Kabyé*, était particulièrement visible dans les services des douanes, des pompiers et surtout des gendarmes et autres branches de la police nationale. Près de 90% des officiers militaires et de 70% des soldats togolais appartenaient à l'ethnie *kabyé* ». GALLOWAY Moira, « Return migration to Togo : Monitoring the Embeddedness of Returnees », op. cit., page 4. ; TOULABOR Comi, « Violence militaire, démocratisation et ethnicité au Togo », *Autrepart*, 1999, Numéro 10, pages 105-115.

⁶⁹. Voir les citations dans l'annexe 43.

⁷⁰. DOSSOUVI LOGO Hilaire, *Lutter pour ses droits au Togo*, op. cit.

Électorale Nationale et Indépendante (CENI) et cette année, en tant que membre du bureau national, il est revenu pour l'élection présidentielle. Quant à Yéma K., il a pris une mise en disponibilité d'un an, en 2006, et est revenu pour être conseiller technique et chargé de mission informatique dans le cabinet du premier ministre de l'époque, le président du Comité d'Action pour le Renouveau (CAR), Yaowi Agboyibo. José A. l'avait suivi et tous les deux espéraient être nommés au sein d'un futur secrétariat d'État à la diaspora. Mais les négociations menées sur ce projet n'ont pas abouti et tous les deux se sont « sentis trahis ». José A. est resté trois mois et Yéma K. a prolongé son séjour puisqu'il avait auparavant pris la précaution d'acheter une maison et de créer son entreprise de gestion documentaire. Si les réseaux politiques peuvent donc être des vecteurs puissants d'insertion sociale, ils restent toutefois plus instables car les alliances partisans se défont rapidement dans un pays qui compte près de 84 partis politiques.

De plus, plus que toute autre utilisation de ces réseaux sociaux, le fait de revenir et d'obtenir des avantages, ou mieux un emploi, grâce à des accointances politiques reste un fait majoritairement voire consensuellement dénoncé, même et surtout par ceux qui en bénéficient. Plusieurs personnes interrogées ont ainsi critiqué ce genre de recrutements qui ne favorisent en rien le mérite des candidats mais plutôt la « médiocrité »⁷¹.

Les personnes qui ont bénéficié de tout ou partie de ces réseaux et appuis ont donc tendance à présenter cette valorisation comme un processus naturel, oubliant de préciser que l'obtention d'un emploi ne s'est pas faite sans aide. Gérard C. explique ainsi que les jeunes Togolais vont étudier à l'étranger pour obtenir des diplômes et « être à l'aise » au retour. Il présente alors la prime au retour comme automatique : « Quand tu es là-bas, il faut rentrer, tu as un background et ça démarre [...] dès que tu as les bons diplômes sur le CV, ça passe ». Et lorsque Sidonie B. parle de son frère Kanyi en assurant que s'il « revient aujourd'hui, c'est sûr qu'il aurait un bon poste », elle laisse croire que ses compétences acquises à l'extérieur suffisent pour obtenir ce poste. Mais en réalité, il faut bien comprendre qu'entre les lignes,

⁷¹. « Ça vaut pas la peine d'avoir 45 000 dans un bureau quand tu as 2000 par jour comme *zém* [...] Le Togo c'est pas un pays où y'a une promotion de l'excellence mais plutôt de la médiocrité [...] une secrétaire de la fonction publique gagne 25 000 et doit se donner à son "D.G." pour avoir de l'argent [...] quand y'a pas de modèle de réussite, le pays est foutu ». Extrait de l'entretien avec le journaliste Daniel Lawson-Drackey. ; « Si le Togo veut vraiment aller de l'avant, il doit apprendre à honorer les citoyens méritants. Ce pays a donné au monde des champions du monde dans la boxe, des primés en littérature, des footballeurs célèbres... Mais on ne voit pas vraiment que ces fils du pays sont honorés et récompensés pour avoir porté le nom du pays très haut. C'est à la rigueur qu'on baptise une rue sale du nom d'un de ces hommes célèbres. Il faut aller voir comment le vieux Kpalogo vit dans une vieille maison inondée, alors qu'il a été grand champion mondial de la boxe et il a même donné un fils qui est aussi champion du monde actuel de la même discipline. Ceux qui se débrouillent n'ont rien. Ceux qui font marche de soutien ont tout. Et vous croyez que le Togo va avancer ? », « A bas les bons ! Vive les médiocres ! », *Sika'a, le journal de la bonne humeur*, 5 janvier 2010, page 9.

elle sous-entend qu'il peut l'obtenir car en tant qu'ancien journaliste il dispose toujours de beaucoup de contacts dans les sphères politiques et économiques au Togo. C'est ce jeu de langage fait d'insinuations et de dissimulations qui a rendu difficile la perception de ces phénomènes.

Pour ceux qui ne disposent pas d'un important capital social, l'expérience de la recherche d'emploi au retour peut être plus difficile. Cela a été le cas de Carole A. qui est rentrée en 2008, a cru pouvoir obtenir un poste à l'Université catholique d'Afrique de l'Ouest mais a finalement dû chercher un emploi au Togo. Malgré ses recherches, elle « ne voit rien venir » pendant un long moment. Et ce n'est qu'en mai 2009 qu'elle obtient un premier puis un second entretien à la Chambre de Commerce et d'Industrie. Elle ne débute finalement son travail qu'en décembre 2009. Pendant plus d'un an, elle a donc vécu avec le poids de « l'inactivité » qu'elle ne supportait plus et s'est retrouvée « sans avoir la possibilité de dépenser un seul rond ».

c) Un retour à Lomé qui se prépare

Deux autres logiques viennent renforcer cette nécessité de s'appuyer sur un capital social fort. D'abord, pour bénéficier d'un emploi bien rémunéré, les migrants de retour sont pour la plupart obligés de venir s'installer à Lomé. En effet, la capitale compte plus d'1,4 millions d'habitants, soit près de 24% de la population togolaise et plus de la moitié de la population urbaine togolaise, et concentre toutes les activités et les infrastructures du pays⁷². Bien que d'autres villes commencent timidement à se développer, comme Kara ou Sokodé au Nord, d'après le mari de Carole A., qui travaille dans le secteur des équipements électriques et énergétiques, sur les 200 mégawatts consommés chaque jour au Togo, Lomé en consomme 180. L'attractivité de Lomé est une des causes de l'exode rural des jeunes qui viennent dans la capitale pour « trouver quelque chose à faire »⁷³ avec l'idée que Lomé est un « passage obligé, que Lomé ça va changer sa vie »⁷⁴. La pauvreté est en effet moins grande à Lomé, où il est plus facile de trouver une petite activité à même d'assurer un minimum de revenus⁷⁵.

⁷². GERVAIS-LAMBONY Philippe (éd.), KWAMI NYASSOGBO Gabriel (éd.), *Lomé : dynamiques d'une ville africaine*, Paris, Karthala, « Hommes et sociétés », 2007, page 154.

⁷³. Entretien avec Alfred K.

⁷⁴. Entretien avec les responsables de l'ONG M.A.R.S. ; « Y'a tout ce qu'on a besoin ici, plus qu'à Lomé, il fait doux à Kpalimé [...] au même moment y'en a qui veulent quitter ici pour aller à la ville [...] ils vont dormir dans la rue parce qu'ils pensent que la ville c'est mieux ». Entretien avec Kwassi P.

⁷⁵. « Les résultats de l'enquête QUIBB (Questionnaire Unique des Indicateurs de Base du Bien-Être) de 2006 montrent que la pauvreté touche encore 61,7% de la population (les seuils de pauvreté monétaire retenus dans la présente analyse varient de 154 853 à 179 813 francs CFA pour les régions administratives, contre 242 094 francs CFA par équivalent adulte et par an à Lomé et sa périphérie). » DOEVI Dodzi A., « Rapport de la Revue

Comme l'affirment Gérard C. et Sidonie B., il faut donc être à Lomé pour trouver un emploi⁷⁶. Or, la possibilité de s'appuyer sur un capital social fort à Lomé n'est pas offerte à tous les émigrés. Les familles populaires issues des milieux ruraux sont là encore désavantagées, là où les élites économiques et sociales anciennement implantées à Lomé ont plus de facilités.

Tableau de l'incidence de la pauvreté monétaire par localisation :

<i>Localisation</i>	<i>Lomé</i>	<i>Maritime</i>	<i>Plateaux</i>	<i>Centrale</i>	<i>Kara</i>	<i>Savanes</i>	Milieu urbain	Milieu rural	Ensemble
<i>Incidence</i>	24.5	69.4	56.2	77.7	75	90.5	36.8	74.3	61.7

Source : DOEVI Dodzi A., « Rapport de la Revue des Quinze ans et évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration de Dakar/Ngor et du Programme d'action de la CIPD », Unité de gestion et de coordination de programmes Gouvernement-Système des Nations-Unies, 2009, 49 pages.

De plus, pour être plus efficace, le retour doit être préparé⁷⁷. Même si certains cabinets de recrutement, comme *Afric Search*⁷⁸, servent d'intermédiaires et facilitent les démarches professionnelles au retour, il n'en reste pas moins que pour la majorité des émigrés, il faut ainsi revenir plusieurs fois pour de courtes périodes, pour prendre des repères, baliser le terrain et activer ses réseaux⁷⁹. D'autant plus qu'au Togo « c'est très important qu'on te voit, que tu tâtes le terrain », d'être « au premier rang » ou de faire partie de « ceux qui maîtrisent le terrain » puisque « le plus tôt on rentre, le plus tôt on se fait sa place »⁸⁰. Or, tout ceci nécessite des moyens financiers importants (billets d'avion, visas, hébergement au besoin, etc.). Entre 1991 et 1996, Lorenzo H. n'a ainsi pas pu revenir pour des vacances à Lomé, faute de moyens. Il est donc évident que plus un individu a un capital social important et plus il peut compter sur des « points d'ancrage »⁸¹ au Togo, plus il est à même de réduire ces coûts répétés.

des Quinze ans et évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration de Dakar/Ngor et du Programme d'action de la CIPD », Unité de gestion et de coordination de programmes Gouvernement-Système des Nations-Unies, 2009, 49 pages.

⁷⁶. « À Lomé, comme tout bon togolais », « pour le business on est obligés ». Entretien avec Sidonie B. ; « Tout est à Lomé, tous les emplois sont à Lomé ». Entretien avec Gérard C.

⁷⁷. Voir les citations dans l'annexe 44. ; CASSARINO Jean-Pierre, « Theorising return migration : the conceptual approach to return migrants revisited », *International Journal on Multicultural Societies*, Volume 6, Numéro 2, 2004, pages 253 à 279.

⁷⁸. Source : <http://africsearchsn.com/>

⁷⁹. Christine M. annonce lors de son retour en début d'année 2010 être là « pour 6 mois... renouvelables ! » pour « prendre des renseignements » et « voir les choses de l'intérieur ».

⁸⁰. Entretiens avec Gérard C., Lucien D. et Clémentine T.

⁸¹. « J'avais rien ici, rien de chez rien [...] ce genre de risques tu ne peux le prendre que quand tu sais où t'accrocher... tu as toujours quelques points d'ancrage sinon faut préparer le terrain... mais jouer sur les deux tableaux c'était pas trop mon truc ». Entretien avec Ralf P.

« On quitte pas un exil de 25 ans en un coup... On fait pas couché, debout. Il faut s'asseoir entre-deux. »

Extrait de l'entretien de Yéma K.

3- Une reproduction de l'élite par la migration de retour

Pour revenir et espérer obtenir un emploi qui permette de valoriser les apprentissages de la migration, il faut donc pouvoir s'appuyer sur un capital social important et diversifié. Les deux logiques étudiées pour l'instant, à la fois l'injonction à la réussite sociale et la nécessité d'obtenir un emploi bien rémunéré laissent à penser que seule l'élite migratoire peut rentrer au Togo. Élite sociale à même de bénéficier de l'appui de multiples connaissances, élite économique à même d'afficher sa réussite financière et élite culturelle capable de revenir valoriser de hautes qualifications⁸². Tout laisse alors croire que la migration de retour fonctionne comme un filtre social⁸³.

a) L'émigration, un luxe que peu de Togolais peuvent se payer

Plus encore, l'on pourrait considérer que la migration de retour favorise finalement une reproduction de l'élite puisque les émigrés font déjà partie, au départ et dans une certaine mesure, de l'élite togolaise. En effet, la migration clandestine étant encore peu développée au Togo, il faut obtenir un visa pour partir en Europe ou en Amérique du Nord. Or, dans le cas de la France, ces visas sont de plus en plus difficiles à obtenir depuis leur instauration en 1985. Pour être sûr de ne pas voir son dossier refusé et afin d'accélérer les procédures, il faut là encore de l'argent et des contacts⁸⁴. Actuellement, les visas sont délivrés non pas par le consulat de France mais par le SCAC de l'Ambassade de France. Et même si le discours

⁸². Ce dernier point confirmerait en partie les observations de l'OCDE qui indique qu'il existe « une plus forte prévalence des retours aux deux extrémités de la distribution des qualifications ». Ainsi, reviendraient plus facilement, d'un côté les migrants plus âgés et peu qualifiés qui préfèrent passer leur retraite dans leur pays d'origine, et de l'autre côté les jeunes migrants diplômés. DUMONT Jean-Christophe, SPIELVOGEL Gilles, « Partie III : Les migrations de retour : un nouveau regard », op. cit., pages 204-205.

⁸³. Fanny Schaeffer précise en parlant du projet de retour que « rares sont d'ailleurs ceux qui ont les moyens financiers, relationnels et organisationnels pour réaliser un tel projet ». SCHAEFFER Fanny, « Mythe du retour et réalité de l'entre-deux. La retraite en France, ou au Maroc ? », op. cit., page 167.

⁸⁴. « En Europe, c'est pas n'importe qui [...] il faut certaines capacités ». Entretien avec Sidonie B. ; Sans pouvoir assurer la véracité des chiffres donnés, il est intéressant de noter la perception qu'ont certains Togolais de ces visas. Kwassi P. indiquait par exemple qu'il fallait dépenser 5 000 francs CFA pour obtenir une carte identité puis de 30 à 50 000 francs pour un passeport. Il concluait en déclarait : « avant d'avoir la chance, tu vas dépenser 350 000 FCFA, plus 120 euros pour le visa [...] les gens qui vont t'aider à faire les papiers, les gens là ils vont te bouffer 1% à chaque papier ».

officiel laisse entendre que ceux qui partent sont ceux qui ont un vrai projet migratoire⁸⁵, la réalité répond à d'autres logiques. Pour obtenir un visa à titre personnel⁸⁶, et non professionnel, il faut disposer d'un compte bancaire avec un solde de près de 600 euros⁸⁷, il faut justifier d'un revenu qui puisse couvrir les frais de séjour, définis au minimum à hauteur de 15 euros par jour⁸⁸, ou au moins d'un soutien parental solide, et obtenir une attestation d'hébergement auprès de personnes qui doivent elles aussi jouir d'une bonne situation financière⁸⁹. À ces coûts financiers il faut donc ajouter la nécessité de pouvoir disposer de contacts dans le pays d'émigration visé. Pour ne prendre qu'un exemple, malgré la période de flottement qui a caractérisé les premières inscriptions universitaires de Carole A., celle-ci pouvait compter sur l'appui des amis français de son père journaliste qui l'hébergeaient et sur le soutien appréciable d'un autre ami de la famille, le recteur honoraire de l'académie de Versailles. Carole A. n'a donc pas eu à affronter trop de difficultés pour partir en France, et la seule épreuve a finalement été, comme elle le racontait avec humour, de prendre le métro la première fois.

Obtenir un visa est donc une opération qui fait peur à plus d'un Togolais qui ne dispose pas de ces capitaux économiques et sociaux : « Ils ont pas envie de revenir parce qu'après c'est impossible de repartir [...] ils pensent qu'ils ne peuvent plus peut-être un jour retourner [...] chaque fois que je fais ma demande de visa, j'ai la peur au ventre »⁹⁰.

⁸⁵. « J'ai connu assez des gens et d'amis pour qui ça a été difficile pour envoyer des gens galérer en France [...] il faut qu'ils aient un vrai projet ». Propos d'un membre du SCAC.

⁸⁶. Les informations qui suivent ont été obtenues, entre autres, à la suite de contacts personnels avec l'un des membres du SCAC et avec le président de l'association togolaise AMECAA (Association Mondiale pour l'Échange Culturel Artistique et Artisanal) qui souhaitait venir en France en mai et juin 2010 afin de rencontrer ses partenaires et les membres de l'antenne française de l'association et dont la demande a été refusée.

⁸⁷. « Il faut avoir un compte un peu lourd pour pas être à la charge de celui là-bas » d'après Victor G.

⁸⁸. « Sélections pour les visas étudiants en fonction des revenus : e- Conditions de ressources Les étudiants non boursiers du Gouvernement français, des gouvernements étrangers, d'organismes internationaux, et non bénéficiaires de programmes communautaires doivent justifier qu'ils disposent de moyens d'existence suffisants (soit environ 430 euros par mois), correspondant à 70% de l'allocation mensuelle d'entretien de base versée par le Gouvernement français aux boursiers étrangers (références : article 14 du décret n° 99-352 du 5 mai 1999). » Source : http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/services-formulaires_831/espace-etudiants_12793/etudier-france_12794/demarches-administratives_12818/index.html

⁸⁹. « L'hébergeant doit justifier sa situation » d'après Victor G.

⁹⁰. Entretien avec les responsables de l'ONG M.A.R.S. ; « C'est un parcours du combattant, une guerre pour venir en France [...] on se saigne comme un bœuf et c'est même pas sûr de l'avoir [...] en plus après on te rend pas ton argent ». Entretien téléphonique réalisé avec Kékéli T. ; « 98, non 99% pensent à partir, il faut avoir de la chance, aujourd'hui ils donnent pas de visa ». Entretien avec Rafik A. ; « Tu n'as pas la facilité de retourner, pour ne pas risquer, ils restent ». Entretien avec Hugues S. ; « À cette époque, l'entrée sur le territoire français des Togolais, et plus généralement des ressortissants d'anciennes colonies françaises, n'était pas soumise à l'obtention d'un visa, lui-même subordonné à la production d'un certificat d'hébergement et d'une attestation de prise en charge, certificat délivré et attestation authentifiée par les autorités françaises du lieu de résidence du demandeur, celui-ci ayant évidemment satisfait aux conditions préalables de l'établissement de ces documents. Non ! Non ! Le voyage en France, ce n'était pas encore une course d'obstacles ! ». AMEGAN Kodjo Léon, *De l'Afrique à l'Hexagone, les espérances d'une enfance, les désillusions d'une génération*, op. cit., page 147.

Dans le cas d'un visa « étudiant », le SCAC doit en théorie se prononcer sur « la validité des études » envisagées. Mais selon les volontés communes de la France et du Togo, les étudiants en droit, en économie et en gestion sont les plus favorisés⁹¹. L'un des membres du SCAC précise en outre qu'il est préférable d'obtenir l'appui du doyen de l'Université, du responsable de la Coopération internationale ou du chef de département dans lequel l'on est inscrit. Il poursuit en expliquant que les choix de l'Ambassade se font donc selon un mélange très subtil entre des critères objectifs et une immigration au mérite calquée sur « l'immigration choisie » favorisée par les lois Sarkozy. Ainsi, il définit le rôle du SCAC comme une « collaboration, au sens vichyste » à la fermeture de la politique migratoire française et aux « quotas d'immigrés » décidés par la France. Ces logiques qui existent pour les individus qui décident de partir légalement et par leurs propres moyens sont les mêmes pour les étudiants boursiers, alors que les bourses sont censées rééquilibrer cette situation très à l'avantage des familles socialement favorisées⁹².

L'émigration coûte donc très cher et tout le monde n'est pas en mesure financière de couvrir tous ces frais⁹³. Les étudiants qui ne peuvent pas s'autofinancer s'éliminent donc d'eux-mêmes et ne candidatent plus pour obtenir un visa. Et les familles qui ne disposent pas d'assez de moyens financiers préfèrent partir dans la sous-région, et principalement chez les voisins béninois et ghanéen. Seules des familles aisées, comme celles de Lonlongo T. ou de Lucien D., peuvent envisager payer des études coûtant parfois jusqu'à 6 500 euros par an et ainsi favoriser la reproduction de la réussite familiale par l'émigration de leurs enfants.

Ainsi s'opposent des familles dans lesquelles personne n'a les moyens de partir à des familles dans lesquelles l'émigration devient une vraie tradition⁹⁴. Ainsi, les parents de Wilfried Q. ont fait leurs études à Dakar puis en France. Son père a été étudiant en pharmacie à Reims et sa mère enseignante à Cannes. Ses deux parents sont rentrés à la fin des années 1950 au Togo. Leurs neuf enfants ont tous obtenu leur baccalauréat ou étudié en France. Les deux premières filles y sont même nées. Wilfried a longtemps été le seul à refuser cette

⁹¹. Voir les données dans l'annexe 45.

⁹². Ces bourses permettent d'obtenir 800 euros pendant trois mois, le paiement d'un billet d'avion et d'un ordinateur. D'après un membre du SCAC, le budget qui leur est alloué diminue tous ans, passant de 400 000 euros en 2008, à 330 000 euros en 2009 pour arriver à 298 000 en 2010.

⁹³. Avant de partir rejoindre son amie française à Bordeaux pour débiter sa tournée artistique européenne, Xavier A. a dû multiplier les dépenses pour obtenir le visa, faire son passeport, se faire vacciner, acheter une valise, ouvrir un compte, etc. D'après lui, « il fallait avoir un peu d'aisance ». Il a ajouté aux 250 000 francs CFA qu'il avait les 300 000 francs CFA de son amie et les 700 euros apportés par les parents de cette dernière mais avouait avoir été un peu déçu par toutes ces dépenses : « à un moment j'étais découragé, si je dois aller chez vous et vous me faites payer des trucs là... »

⁹⁴. « Ceux qui ont les moyens sont partis, mais d'autres sont à la frontière du Ghana, du Bénin ». Entretien avec Antoine A.

« tradition » mais il ne se faisait pas grande illusion : « je me disais de toute façon je vais finir par y aller, le pater va m'y envoyer »⁹⁵.

b) La diaspora, vivier de l'élite nationale togolaise

Au-delà des personnes interrogées, il apparaît clairement que la plupart des hauts postes à responsabilité, qu'ils soient politiques ou économiques, sont captés par des individus qui se sont formés en Occident, et donc par d'anciens émigrés qui s'inscrivent parfaitement dans cette logique de la reproduction de l'élite par la migration.

Lors des entretiens, il n'était pas rare que la personne interrogée cite en exemple le patron d'une grande entreprise qui se serait formé en Occident. C'est ainsi le cas du directeur de la Banque Atlantique Togolaise, du directeur d'une des agences IDH-Microfinance de Lomé ou du nouveau directeur des stations d'essence Sun.

Mais c'est au sein de l'élite politique que le phénomène est le plus frappant. L'entretien réalisé avec Victor Alipui a permis de dresser un parcours tout à fait symbolique. Ce dernier a obtenu son baccalauréat en 1960 puis a intégré l'Université de Dakar, alors considérée comme la « 18^{ème} université française ». Après une licence de sciences économique, il a intégré une maîtrise puis un doctorat et réalisé une thèse sur le système monétaire ghanéen. Très vite, il a intégré la Banque centrale du Ghana puis le FMI, en tant que conseiller technique de l'administrateur des pays francophones puis en tant qu'administrateur suppléant, où il a collaboré notamment avec l'Ivoirien Alassane Ouattara. Par la suite, il est devenu adjoint au directeur central des études à la Banque Centrale d'Afrique de l'Ouest (BCAO). En 1984, Victor Alipui est « rentré par la grande porte » au Togo. Le général Eyadéma ayant entendu parler de lui, il l'a fait venir à Lomé. Victor Alipui résumait la situation très simplement en confiant qu'il avait demandé à faire sa connaissance et qu'il l'avait finalement engagé. C'est ainsi qu'il a été nommé ministre de l'Économie et des Finances. « Emporté par les contestations de 1991 », il est alors redevenu consultant de la BCAO auprès des organisations internationales monétaires. Ce n'est que quelques années après qu'il a pris la tête du GRAD, Groupe de Réflexion et d'Action pour le Dialogue, la

⁹⁵. Le père d'Antoine A. est allé à Nantes puis Paris où il a été naturalisé, son grand-père a vécu à Lyon. Les parents de Bernard K. ont étudié à Saint-Cyr et à Aix-en-Provence. Les parents de Robert B., respectivement avocat et inspecteur principal des douanes, ont envoyé leur premier fils au Maroc et en France, leur première fille à Rennes, le second fils au Sénégal, la seconde fille et le troisième fils aux États-Unis, la troisième à Poitiers, et seule une fille est restée au Togo. Le père de Blaise L. a étudié en France en 1956 et plusieurs cousins de Blaise y avaient déjà fait leur lycée avant qu'il n'y aille. Le père de José A. a étudié à l'EHESS puis travaillé au sein du PNUD et de la FAO. Dans la famille de Gary T., « côté mère pas du tout mais côté père, presque tous ont fait la France ». Le grand-père de Gérard C. était naturalisé français et vivait entre la France et le Togo alors que son père a étudié à Dauphine avant de travailler dans une banque togolaise.

Démocratie et le Développement, une association qui milite contre les abus du pouvoir togolais.

Au-delà de ce simple portrait, le dépouillement plus global des biographies des candidats à la présidentielle de 2010 et des ministres du Gouvernement togolais en poste entre 2006 et 2007 est tout à fait significatif. L'élite politique togolaise a très majoritairement étudié et fait ses premières armes à l'étranger. L'émigration peut donc être envisagée comme une stratégie de reproduction utilisée par les élites togolaises⁹⁶.

Enfin, preuve que ce processus n'est pas réservé qu'aux élites dirigeantes, il apparaît que les artistes contemporains les plus côtés au Togo sont tous passés par l'Europe⁹⁷.

Toutefois, bien que ces logiques soient réelles et puissantes et que la reproduction de l'élite migratoire soit indéniable, il paraît difficile pour autant d'en rester à cette image sociale récurrente qui paraît masquer une partie de la réalité. Il semble impossible d'affirmer que les membres des familles moins favorisées qui sont parvenus à émigrer sont foncièrement exclus d'un retour qui serait ainsi réservé à la seule élite togolaise. L'émigration et la migration de retour comme stratégies d'apprentissage et de réussite ne sont pas, comme le montre Lucile Gruntz dans le cas des migrants caiotes, totalement abandonnées par les milieux populaires togolais⁹⁸. C'est à ces migrants moins favorisés que la dernière partie de cette étude va maintenant s'intéresser.

⁹⁶. Voir les données dans l'annexe 46.

⁹⁷. Voir les données dans l'annexe 47. PIVIN Jean-Loup (dir.), « Togo – Ghana », Paris, *Revue Noire*, « African Contemporary Art », Numéro 32, Mars-Avril-Mai 1999.

⁹⁸. « Dès lors, la migration paraît souvent une stratégie incertaine pour les communautés populaires, les récits d'échecs contrebalançant les réussites relatives. Migration et retour ne riment donc pas nécessairement avec changement social et ascension. Les rapports de classe jouent en effet un rôle décisif dans l'issue du processus migratoire circulaire, au moins autant que les capacités individuelles, et les efforts collectifs. »

Partie 4 :

Le retour comme producteur d'ascension sociale

Ces premières logiques de la réussite sociale et de la valorisation des compétences semblent favoriser fortement les élites sociales togolaises lorsqu'elles sont poussées à leur paroxysme. Après avoir examiné ces mécanismes dans leur forme idéal-typique, il y a donc lieu d'interroger maintenant les conséquences de ces logiques sur les individus qui disposent de moins de capitaux sociaux et économiques afin de montrer que la différenciation sociale, qui joue indéniablement dans les processus du retour, n'oppose pas de manière si nette élites et milieux populaires. En effet, la migration de retour ne favorise pas uniquement la reproduction sociale mais participe également au brouillage des frontières sociales en migration. En réalité, le retour agit comme un filtre au sein même du groupe très hétérogène des émigrés moins favorisés. Les processus décrits jusqu'ici dissuadent donc les émigrés les plus précaires et les moins dotés en capitaux et compliquent la tâche de ceux qui se trouvent dans une situation intermédiaire, sans les empêcher totalement de revenir. Plus encore, pour les migrants aux positions sociales médianes qui parviennent tout de même à outrepasser ces barrières, le retour peut devenir le vecteur d'une trajectoire sociale ascendante ou en tous les cas d'une « mobilité sociale subjective »¹, c'est-à-dire ressentie par les émigrés de retour.

1- Des obstacles au retour...

a) Un bon moment pour rentrer

Il existe chez tous les Togolais de l'extérieur une vraie attente du retour. Et cette attente est renforcée par le fait que circule, au Togo et dans la diaspora, l'idée que la période actuelle est très favorable aux retours. Cet imaginaire du « bon moment » repose sur trois aspects. D'abord, en janvier et février, c'est l'espoir suscité par l'élection présidentielle qui alimentait ce discours. Que ce soient les défenseurs du changement qui attendaient une réelle alternance ou les partisans du pouvoir qui espéraient une victoire limpide à même de parer d'une légitimité nouvelle le candidat Gnassingbé, tous voyaient dans cette élection l'avènement d'une nouvelle page de l'Histoire togolaise. En réalité, si Faure Gnassingbé a bien été reconduit à la tête de l'État, le déroulement du scrutin et les semaines de

¹. ATTIAS-DONFUT Claudine, WOLFF François-Charles, « La dimension subjective de la mobilité sociale », *Population*, Volume 56, Numéro 6, Novembre-Décembre 2001, pages 919 à 958.

manifestations qui suivirent ont quelque peu terni ce scénario². Ensuite, c'est l'arrivée au pouvoir en 2005 d'une nouvelle génération politique de trentenaires et quarantenaires qui a suscité de l'espoir chez les expatriés togolais qui ont effectué leurs études avec ces dirigeants. « C'est le moment où on peut peser un peu », confesse d'ailleurs Marc A. Enfin, c'est sur le plan économique que repose le plus fortement cette idée d'une période propice. Dans un pays qui sort de quinze ans d'interruption de la coopération internationale et qui tente de se relancer en multipliant les investissements et les chantiers, chacun imagine que « toutes les perspectives sont ici », dans ce territoire où « tout est à faire »³. Le futur « démarrage économique »⁴ serait alors un moment opportun pour les initiatives privées. Cette rhétorique fait écho à l'ensemble des discours médiatiques qui décrivent actuellement l'Afrique comme le futur pôle mondial amené à se développer⁵.

« C'est prometteur [...] y'a un énorme potentiel, y'a du business, y'a du business, ça y'en a [...] y'a une niche ici, les gens le savent pas [...] quelqu'un qui est courageux, qui a de l'ambition, je lui donne deux ans [...] de toute façon, on peut pas tomber plus bas [...] je regrette de pas être venu depuis trois ans, je considère que j'ai perdu du temps à Paris [...] c'est énorme ce qu'il y a à faire dans ce pays [...] je peux te dire une chose, l'Afrique c'est le pari gagnant [...] c'est le prochain pôle de développement, les enjeux économiques sont énormes, la preuve, tout le monde veut être là. Regarde la nouvelle ambassade américaine... pourquoi elle est si grande ? Il faut savoir lire les choses. »

Extraits de l'entretien de Christophe D.

b) Des difficultés pour les migrants moins favorisés

Pour autant, cette croyance courante ne suffit pas à provoquer à elle seul le retour de tous les émigrés. Chez les migrants qui disposent de moins de capitaux, plusieurs obstacles viennent ainsi ralentir les velléités de retour. Personne ne se sent ainsi prêt à revenir à tout prix. La volonté de retour est un fait, mais « revenir pour quoi faire, c'est ça le nœud du problème⁶ ? ». C'est l'un des aspects qui est revenu le plus fréquemment dans nos entretiens.

². BRÉANT Hugo, « Présidentielle au Togo : un scénario presque parfait », *Blog de la GIRAF, Alternatives internationales*, 24 mars 2010. Source : <http://alternatives-economiques.fr/blogs/giraf/2010/03/24/presidentielle-au-togo-%E2%80%93-un-scenario-presque-parfait/>

³. Selon les propos de Christophe D. Maxence A. assure quant à lui que « tout le pays est en chantier, est à bâtir, après les élections, beaucoup de choses vont être faites [...] les jours meilleurs sont devant nous ». Carole A. indiquait : « je sens que je suis revenue au bon moment, c'est tellement délabré qu'on a la possibilité de faire des choses [...] le Togo a bien changé oui mais c'est une chance ».

⁴. Selon les termes de Lucien D. Gérard C. parle lui de « boom économique » à venir.

⁵. SANTISO Javier, « Afrique : le nouveau monde des marchés émergents », *L'Observateur de l'OCDE*, Numéro 263, Octobre 2007. ; « L'Afrique est un continent de l'avenir, c'est un rêve ». Entretien avec Marius G.

⁶. Comme le résume le journaliste Daniel Lawson-Drackey. D'autres ont insisté sur ce point, avec des mots très proches, en reconnaissant qu'ils comprennent les hésitations de ceux qui sont actuellement hors du Togo :

Chez les individus moins favorisés socialement, la valorisation de l'apprentissage migratoire au retour semble d'abord plus difficilement perçue. Et cette difficile perception ne tient en rien aux problèmes de reconnaissance des diplômes acquis à l'étranger ou à une éventuelle déconnexion avec le marché du travail togolais. L'obtention d'un emploi paraît entravée par le fonctionnement même de l'économie et de la société togolaise⁷. En revenant au Togo, ces émigrés savent qu'ils peuvent être confrontés de très près à une situation économique relativement chaotique et à un chômage très élevé⁸. Contrairement à ce qu'affirment l'OIT ou l'OCDE, la réinsertion professionnelle ne saurait opposer les réfugiés politiques et les expulsés qui rencontrent des difficultés faute d'avoir pu préparer leur retour aux migrants qualifiés qui ont tout programmé et parviennent aisément à trouver un emploi⁹. Il est clair que tous les émigrés, quels que soit leur parcours ou leur statut, ont du mal à se réinsérer professionnellement s'ils ne font pas partie d'une certaine élite sociale.

De plus, ces émigrés savent qu'ils peuvent très rapidement se heurter au rejet des « gens de la place » qui peuvent percevoir leur retour comme une concurrence déloyale¹⁰.

« Revenir ? Pour gagner quoi ? ». Entretien avec Ralf P. ; « Je reviens, qu'est-ce que je fais, qu'est-ce que je deviens ? ». Entretien avec Julien L. ; « Ils vont venir faire quoi ici ? ». Entretien avec Marcel N. ; « On veut bien venir mais on va faire quoi ? ». Entretien avec le journaliste Abass Dermane ; « Je voulais pas venir glander au Togo, dire j'ai ma famille tout va bien ». Entretien avec Carla A. ; « Beaucoup veulent rentrer, mais pour quoi faire ? ». Entretien avec Jean A.

⁷. « Les migrants prennent en réalité leur décision de retour non seulement en fonction de leur situation sur le marché du travail du pays d'accueil, mais également en tenant compte des opportunités qui s'offrent à eux dans leur pays d'origine. De fait, le contexte macroéconomique dans le pays d'origine et dans le pays d'accueil est un déterminant majeur de la décision de retour. » DUMONT Jean-Christophe, SPIELVOGEL Gilles, « Partie III : Les migrations de retour : un nouveau regard », op. cit., page 200.

⁸. Voir les données sur le chômage dans l'annexe 48. ; « Je suis le seul qui est motivé à rentrer [...] eh, quel travail y'a pour eux ici ? ». Entretien avec Hugues S. ; « Je te dis la vérité, je me suis dit je vais pas rester les bras croisés, j'arrête pas de chercher du "taff" [depuis mon retour en 2005] et comme trouver du "taff" c'est vraiment compliqué, je me suis lancé dans une formation en électricité et climatisation, je suis électricien frigoriste ». Entretien avec Victor G. ; « Y'a des gens qui ont un diplôme surtout côté professionnel, BTS, et qui ont rien, y'a pas trop d'entreprises ici. Tout le monde peut pas être enseignant ou fonctionnaire d'État ». Entretien avec Marcel N.

⁹. « Certains groupes de migrants rencontrent des difficultés spécifiques pour réintégrer le marché du travail de leur pays d'origine. C'est notamment le cas de ceux qui ont émigré pour des motifs non économiques (e.g. réfugiés) ou des migrants expulsés des pays de destination. Dans ces cas, le retour n'a pas été planifié en fonction des opportunités d'emploi dans le pays d'origine et l'expérience migratoire peut être plus difficilement valorisable. Ceci diminue d'autant les bénéfices attendus pour le pays d'origine et pose la question de la soutenabilité du retour. Pour les réfugiés, la soutenabilité du retour est déterminée par la disparition des causes de l'exil, mais il ne s'agit pas toutefois d'une condition suffisante. Lors du retour massif de réfugiés dans une région donnée, l'état du marché du travail local est un facteur clé de la réintégration des migrants, puisque leur retour risque d'exacerber les tensions qui peuvent exister entre l'offre et la demande de travail. » DUMONT Jean-Christophe, SPIELVOGEL Gilles, « Partie III : Les migrations de retour : un nouveau regard », op. cit., page 223.

¹⁰. « Par ailleurs, les migrants de retour peuvent être, dans certains cas, l'objet d'un ressentiment, voire d'une réaction de rejet, de la part des non-migrants, soit parce qu'ils constituent une compétition sur le marché du travail (ou matrimonial, foncier, etc.), soit parce qu'ils représentent un groupe privilégié ». DUMONT Jean-Christophe, SPIELVOGEL Gilles, « Partie III : Les migrations de retour : un nouveau regard », op. cit., page 225. ; « Cependant, des articles de Horoya apportent régulièrement la preuve qu'une partie au moins des Guinéens de l'intérieur – ceux qui ont encore une parcelle du pouvoir – se défie de l'ensemble des Guinéens de

L'un des membres du SCAC de l'Ambassade de France parle notamment de certaines rivalités corporatistes en expliquant qu'il n'est pas rare qu'un avocat de Lomé refuse qu'un avocat togolais du barreau de Paris plaide à Lomé. Marc A. avoue que sa participation au programme de recours à la diaspora lui pose un « cas de conscience » puisqu'il prévoit que les Togolais qui vont bénéficier de ce programme, en étant « mieux formés », « plus rapides » et en disposant d'une « meilleure maîtrise des outils » vont très certainement concurrencer les « locaux » et prendre des postes que pourraient occuper des diplômés au chômage. Dès lors les émigrés de retour peuvent être vus comme des « lâches partis qui reviennent prendre le boulot »¹¹.

Dans ces conditions, venir trouver un emploi et se réinstaller au Togo semble, pour certains devenir un véritable parcours du combattant. D'autant plus que chacun s'accorde à dire que la réinsertion au Togo est de plus en plus difficile¹². Victor Alipui, ancien ministre de l'Économie du général Eyadéma et actuel président du GRAD, explique qu'à son époque, dans les années 1950 et 1960, les gens qui allaient se former à l'étranger revenaient pour devenir des « français à peau noire » et participer à l'africanisation des administrations coloniales. Toutefois, le phénomène s'est massifié, et de plus en plus de jeunes Togolais sont partis se former à l'étranger, faisant « comme si les postes étaient encore libres ». D'après lui, « y'en a trop ! », trop de candidats au retour et trop peu de postes à pourvoir. Alors qu'il racontait cette histoire, un jeune loméen qui a effectué une maîtrise d'économie en Europe est venu lui déposer un *curriculum vitae* pour qu'il l'aide à trouver un emploi. En attendant mieux, il va continuer à travailler comme *zimidjan*.

l'étranger et non seulement d'une catégorie d'entre eux : l'élite qui pourrait lui être directement concurrente ». BAH Amadou Oury, KEITA Bintou, LOOTVOET Benoît, « Les Guinéens de l'étranger : rentrer au pays ? », *Politique africaine*, Décembre 1989, Numéro 36, page 32.

¹¹. « C'est une concurrence, on va apporter autre chose, déjà ici au niveau de la déco [...] eux ils perçoivent ça comme un danger [...] une vision extérieure de la chose est meilleure [...] C'était le parcours du combattant, on se retrouve devant des portes closes... ici, ils ont une piètre opinion de celui qui revient, on vous met des bâtons dans les roues, j'ose même pas imaginer pour ceux qui n'ont pas d'apport personnel, c'est voué à l'échec d'avance ». Entretien avec Sylvia E. ; « Le dialogue passe très très mal avec ceux qui sont en marge, eux ils galèrent, toi tu as eu un poste tout de suite ». Entretien avec Carla A. ; « Dans les pays-sous développés, il faut rester discret sinon tu as des problèmes, ils ont peur que tu prennes leur poste, il faut pas que ça change... moins on entend parler de toi, mieux c'est ». Entretien avec Olivier A. ; « Pour éviter les ressentiments, j'évite d'en parler parce que les gens ne comprennent pas ». Entretien avec Marc A.

¹². Voir les citations dans l'annexe 49. « Dès lors, les possibilités d'ascension statutaire dans le cycle de vie que représentait le voyage vers la péninsule pour les pères deviennent aléatoires pour leur fils. Ce qui conduit les jeunes hommes des quartiers pauvres à diversifier leurs stratégies pour parvenir à leurs objectifs de transition statutaire. [...] Mais si la différence entre générations est saisissante entre migrants des quartiers populaires, les dissimilarités entre jeunes hommes migrants d'origines sociales différentes sont plus fortes encore. » GRUNTZ Lucile, « La réintégration des émigrés égyptiens de retour au Caire : enjeux contemporains », op. cit., page 9.

À ce marché du travail qui n'offre que peu de débouchés, vient s'ajouter le manque patent d'infrastructures, et notamment d'infrastructures sanitaires¹³, qui est un autre obstacle important au retour pour les émigrés aux positions sociales moins privilégiées. Comme l'a montré Fanny Schaeffer, la santé est l'un des éléments qui comptent beaucoup dans le fait d'hésiter à quitter son pays d'accueil, notamment pour les retraités ou les parents de jeunes enfants¹⁴. Chez les jeunes émigrés, c'est également le manque de possibilités de sorties et de loisirs qui inquiète¹⁵ : [*Et les autres, ils veulent rentrer ?*] Je crois pas, surtout avec la situation togolaise, même moi au début, j'hésitais... surtout quand on entend parler du pays, ah c'est la misère ! [...] de l'extérieur on n'a pas une bonne vision [...] Tu peux même pas sortir à 21 heures, tout est désert [...] c'est surtout ceux qui sont en retraite qui veulent rentrer »¹⁶.

Plus encore que la situation économique, ce sont les pratiques sociales courantes qui posent problème. Nombreuses sont les personnes interrogées qui ont critiqué tour à tour, les lourdeurs administratives et les pratiques de corruption. Yéma K. dénonce ainsi les « attitudes obsolètes et ringardes » du personnel administratif qui n'est pas sérieux, manque de ponctualité, passe ses coups de fils personnels au bureau et se met à crier si vous osez demander quelque chose. Bernard K. en conclut qu'au retour, « rien que les bureaux et les papiers, tu as des problèmes ». Mais par-dessus tout, ce sont les fraudes et les escroqueries qui

¹³. « Il manque tellement de choses ici [...] Ça rend le retour difficile [...] On manque de tout ici, on peut même pas aller à l'hôpital sans être sûr de... il vaut mieux pas être malade ! [...] un palu ça vaut 50 000 CFA à traiter... et on meurt de ça... y'a du travail ! ». Entretien avec Sophie A. ; « Le Bénin est à son troisième échangeur qu'ils sont en train de construire, c'est le quatrième au Burkina, ils ont des routes, de l'éclairage, tu prends le Ghana n'en parlons pas ils sont très avancés [...] Les infrastructures manquent [...] On n'a pas d'hôpital digne de ce nom [...] c'est un problème de survie de la population, dans la sous-région il n'y a que les Togolais qui vont rarement au restaurant, au Togo c'est difficile, et si on parle de développement... ». Entretien avec Bernard K. ; « C'est facile pour Bodjona [*le ministre de l'Intérieur*] d'emmener sa femme accoucher à Washington [...] il le fait parce qu'il sait que les hôpitaux au Togo c'est zéro ». Extrait de l'intervention de Kofi Yamgnane lors du meeting du FRAC, le 22 mai 2010 à Paris.

¹⁴. SCHAEFFER Fanny, « Mythe du retour et réalité de l'entre-deux. La retraite en France, ou au Maroc ? », op. cit., page 170. ; « Rentrer résider au pays, c'est aussi la crainte de perdre partie de sa retraite ou le bénéfice des revenus de transferts soumis à condition de résidence ainsi qu'une partie des droits à se faire soigner en France. C'est enfin le risque d'être mal soigné et d'avoir des difficultés à se procurer les mêmes médicaments. » BASTHERON Françoise, MICHEL Maurice, « Rapport sur les immigrés vieillissants », Inspection générale des affaires sociales, novembre 2002, page 15.

¹⁵. « Y'a mon fils qui regrette le *Mc Do* et les parcs d'attraction ». Entretien avec Carole A. ; « Accra c'était une ville... ça a rien à voir avec ici, j'étais content en fait. T'as un chauffeur qui vient te chercher... je regrettais un peu les États-Unis [...] Lomé au début, c'est chiant ». Entretien avec Lucien D. ; « Aujourd'hui y'a la galère, ça donne pas envie [...] le marché de l'emploi est difficile, y'a beaucoup de diplômés qui font du taxi-moto [...] c'est la routine, y'a rien pour s'amuser [...] au Ghana, y'a tout là bas, c'est le développement social et économique, y'a rien à envier à l'Occident, Accra c'est génial ». Entretien avec Rafik A. ; « De temps en temps je vais à Accra, franchement j'ai pas beaucoup bougé depuis que je suis rentré, j'ai pas beaucoup voyagé loin, cette année je veux partir [...] côté distraction je suis frustré [...] je suis très nocturne mais à Lomé je me suis calmé... c'était la vie là-bas ». Entretien avec Lucien D.

¹⁶. Entretien avec Komi Z.

énervent et déçoivent¹⁷. Et selon Boris B., « les histoires que celui là s'est laissé avoir et qu'il est reparti, ça pullule »¹⁸.

Partant de ces constats, chacun en vient à fustiger plus généralement les mentalités togolaises, en allant des incivilités, au manque de dynamisme, en passant par le manque de professionnalisme et le peu de confiance que l'on peut faire aux autres¹⁹. Le tableau dressé par les Togolais de la diaspora ou par les migrants de retour dans leur pays est donc très sombre, même s'il est le plus souvent raconté avec humour²⁰. C'est le cas lorsque Gary T. exprime sa honte de ce pays en disant « on en donne une partie au Ghana, l'autre au Bénin et on en parle plus ! » ou lorsque Kanyi B. raconte qu'il y a quelques mois, avec un de ses amis, il a imaginé lancer une pétition symbolique pour « dissoudre ce pays ».

- Gary T. : « Mon bouquin, je vais le mettre dans les supermarchés... et ouais, les gens fréquentent plus les supermarchés que les librairies dans ce pays ! [...] C'est pas les livres qui sont trop chers, c'est qu'on est trop pauvres... »

[...]

- Raoul K. : « On nous dit ça fait un an qu'Orange doit être là... »

- Gary T. : « ... non mais tu es au Togo ici ! »

[...]

- Bernard K. : « Y'a pas de loisir ici, y'a rien... même le babyfoot là, c'est un problème... »

- Gary T. : « ... au Togo y'a rien... y'a que s'envoyer en l'air ».

Extraits d'une conversation entre Gary T., Bernard K. et Raoul K.

Qu'elles soient effectives ou simplement perçues, toutes ces barrières préoccupent les candidats au retour. Et pour prendre leur décision, ces derniers se mettent alors à comparer leur salaire et leur situation financière dans le pays d'accueil avec les possibilités envisageables au Togo, après le retour. Cette comparaison aboutit souvent au même résultat : « au niveau financier déjà, beaucoup de gens ont peur de rentrer »²¹. Effectivement, il paraît

¹⁷. « Beaucoup déchantent en effet, quand ils se retrouvent confrontés aux premières contraintes imposées par le système économique et administratif marocain et par ses dysfonctionnements. [...] Même la construction ou l'achat d'une maison relève du casse-tête, du permis de construire aux travaux finis, les embûches se succèdent et les résultats sont parfois très décevants. Certains migrants investisseurs se sont tout bonnement fait dépouiller par des promoteurs fictifs ou des collaborateurs malhonnêtes. Nombre d'histoires de faillites provoquées par le retour au pays courent dans les collectivités en migration et contribuent à ternir l'image idyllique des retrouvailles avec la terre d'origine. » SCHAEFFER Fanny, « Mythe du retour et réalité de l'entre-deux. La retraite en France, ou au Maroc ? », op. cit., pages 168-169.

¹⁸. Voir les citations dans l'annexe 50.

¹⁹. Voir les citations dans l'annexe 51. ; Carla A. raconte par exemple qu'elle a un jour « fait un scandale » dans le supermarché du centre ville de Lomé, RAMCO, parce qu'elle a trouvé des saucisses périmées en rayon. Un des amis togolais présent avec elle à ce moment là ne comprenait pas son emportement. Et lorsque que le vendeur a pris d'autres saucisses pour finir par les mettre dans le même sachet, le mari de Carla A. a dû lui demander de sortir du magasin pour éviter qu'elle ne s'énerve trop. En racontant l'histoire, elle fait alors le parallèle entre cette anecdote et celle qu'elle a vécu en travaillant chez *McDonald's* où on lui a demandé de vendre des steaks tombés par terre pendant la préparation. Elle conclut par cette accusation : « ici, les gens sont pas mis face à leurs responsabilités ».

²⁰. Voir les citations dans l'annexe 52.

²¹. Entretien avec Gérard C.

difficile d'abandonner une situation dans laquelle, selon Tété B., « le salaire d'un mois là-bas, ça fait un an au Togo ». À l'heure actuelle, un stagiaire togolais est rarement payé au-delà de 100 000 francs CFA (152 euros), un cadre supérieur en début de carrière gagne au maximum 300 000 francs CFA (457 euros), le directeur général d'une entreprise privée peut être payé au minimum de 600 à 800 000 francs CFA (de 914 à 1219 euros) et un professeur à l'Université de Lomé peut espérer un salaire aux alentours de 300 000 francs CFA (450 euros)²². Quant au Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG), malgré une revalorisation de près de 70% annoncée en Conseil des ministres le 13 août 2008, son montant théorique n'est que de 28 000 francs CFA, soit moins de 43 euros par mois²³. « C'est très dissuasif ! », affirme Isidore T. Et en effet, avec un tel salaire, le pouvoir d'achat au Togo devient très faible. Toutefois, ce chiffre fait peur parce qu'il fait l'objet d'une conversion immédiate et d'une comparaison un peu hâtive avec le salaire français. La réponse est automatique lorsque l'on vous propose de passer de 1 500 euros ou plus, à moins de 250 euros et de revenir dans un pays où le salaire d'un fonctionnaire ou d'un enseignant est bien inférieur à celui d'un étudiant boursier en France²⁴. Mais en réalité, il faudrait comparer ce que l'on peut faire avec ces sommes dans chacun des deux pays. Ainsi, beaucoup se décident sans savoir ce que leur revenu potentiel représente au Togo. Gérard C. raconte par exemple que lorsque Carla A. a obtenu une offre d'emploi sérieuse, elle lui a demandé : « 300 000 francs CFA, c'est beaucoup ? ». Or, avec cet argent, « si tu sors pas en boîte tous les soirs » ou « si tu ne vis pas comme un Blanc... à boire du vin tous les jours », il est tout à fait possible d'épargner, comme le soulignent de manière imagée Gérard C. et Albert J. Enfin, Clémentine T. en conclut que son retour a été facilité par le fait qu'elle était étudiante en France et qu'elle n'a donc pas eu à se livrer à ce calcul financier.

Le bilan de tous ces obstacles accumulés est donc généralement simple. Même si la situation en France ou à l'étranger n'est pas facile, financièrement parlant, peu sont ceux qui prennent le risque du retour s'ils n'ont pas des appuis disponibles au Togo. Les Togolais de l'extérieur ayant l'envie, et le devoir, de revenir et de jouir d'une situation sociale et

²². Avant les récentes revalorisations salariales, le salaire d'un universitaire variait plutôt entre 100 000 et 200 000 francs CFA, selon Clémentine T., soit de 150 à 300 euros par mois. Dans l'un de ses mails, François K. faisait référence à la « très faible grille indiciaire de la fonction publique (les plus bas salaires de la sous-région) ».

²³. NDAO Papa Ibrahima, « Impact de l'augmentation du SMIG sur l'exploitation des compagnies d'assurances au Togo », *Togomag*, Octobre 2008, pages 6 à 7.

²⁴. « Tous les Africains ont cette envie mais le petit confort fait qu'on reste ». Entretien avec Lorenzo H. ; « Ça m'étonnerait qu'ils aient envie de gagner ce qu'on gagne ici ». Entretien avec le professeur Ayité. ; « Mais je veux pas travailler dans la banque traditionnelle au Togo [...] j'y perds en plus, il faut quand même que le salaire soit conséquent ». Entretien avec Rafik A.

économique avantageuse, il est difficile d'oser quitter « le sûr là-bas », « leur paradis professionnel, entre guillemets » pour « l'inconnu » au Togo, et de faire ce « saut dans le vide »²⁵. Même s'ils souhaitent rentrer, les émigrés moins avantagés socialement peuvent avoir du mal à envisager que ce retour leur offre une possible promotion sociale²⁶. Beaucoup s'arrêtent donc à ce constat et prolongent leur séjour à l'étranger. D'autant plus lorsqu'il leur faut prendre en compte la responsabilité d'un ou plusieurs enfants²⁷. L'OCDE constate d'ailleurs que le taux de retour vers les pays occidentaux est deux fois plus élevé que vers les pays en voie de développement²⁸, preuve que ce facteur du revenu est un réel frein au retour.

« [Ceux qui sont à l'extérieur, ils font ce calcul ?] Les gens font ça, ils peuvent pas revenir, ils voient juste la quantité de revenus, ils voient pas la qualité qu'ils peuvent gagner [...] alors que là-bas c'est peut-être une vie misérable, ils pourront pas donner 200, 300 euros aux parents... ils ont fait ce choix. »

Extraits de l'entretien de Ralf P.

2- ...contournés par les possibilités d'une ascension sociale redéfinie

Toutefois, certains ne s'arrêtent pas à ce constat mathématique et tentent de négocier tant bien que mal leur retour avec les ressources dont ils disposent. Ces derniers parviennent alors, consciemment ou non, à envisager leur mobilité géographique comme une mobilité sociale ascendante. À la condition alors de ne pas considérer la mobilité sociale sous le seul jour économique et financier mais de redéfinir son contenu de manière subjective autour de critères qualitatifs.

Ainsi, pour arriver à envisager son retour comme une progression et non comme un simple déclin financier, les émigrés de retour ont d'abord dû repenser leurs projets financiers en fonction des standards de vie togolais et non du contexte européen, mais aussi revoir leurs ambitions économiques à la baisse ou plutôt les faire passer derrière d'autres priorités²⁹.

²⁵. Selon les expressions de Sylvia E., Yéma K. et Jean A.

²⁶. Voir les citations dans l'annexe 53.

²⁷. « Le premier déclic c'était ça, il faut travailler pour s'occuper de la famille ». Entretien avec Wilfried Q.

²⁸. DUMONT Jean-Christophe, SPIELVOGEL Gilles, « Partie III : Les migrations de retour : un nouveau regard », op. cit., page 183.

²⁹. « Qu'est-ce qu'on veut dans la vie ? Vivre décemment ! ». Entretien avec Julien L. ; « Moi c'est simple, mon truc il roule tout seul, je veux faire un peu de pognon pour que mes enfants aient pas de besoins, j'ai un toit, j'ai quelques biens, donc c'est bien ». Entretien avec Ralf P. ; « J'ai trouvé un travail dans une entreprise informatique qui estimait que je pouvais lui être utile [...] c'est pas la même chose mais c'est toujours suffisant pour nourrir son homme et voir venir ». Entretien avec Jimmy A. ; « Je me sens bien là où je suis, je ne me plains pas de la vie, y'a le haut, y'a le bas, il faut tout accepter, il faut se battre pour monter sur l'échelle ». Entretien avec Didier D. ; Sandra H. vit en Suisse avec son mari, togolais lui aussi, et sa fille. Tous les deux sont consultants informatiques et espèrent déménager très prochainement aux États-Unis. Lors d'une conversation, elle explique qu'ils passent une semaine ou deux tous les ans au Togo pour prendre leurs marques. Elle ajoute : « on voudrait bien rentrer mais il faut déjà trouver un travail, même un sur deux ».

a) En finir avec la vie occidentale et trouver la reconnaissance sociale

La redéfinition de sa situation au retour passe par une comparaison entre le mode de vie dans le pays d'accueil et au Togo. Et le constat qui s'impose est que, si l'Europe offrait quelques richesses matérielles, sur le plan social et moral, la situation n'y était en général pas très avantageuse. Hors du Togo, beaucoup de migrants n'ont d'abord pas réussi à trouver des emplois à la hauteur de leurs formations³⁰. Pour financer leurs études puis pour subvenir à leurs besoins, beaucoup de Togolais ont dû se contenter d'emplois d'agent de sécurité, de manutentionnaire³¹, d'assistant cuisinier ou de garde d'enfants³². Lonlongo T. raconte ainsi que le déclic de son départ a été son licenciement à la fin de l'année 2008 et le choc qu'il a ressenti en voyant la longue file d'attente devant une agence ANPE, deux événements qui lui ont permis de comprendre que son avenir professionnel en France serait peu « prometteur » voire « pénible ».

Carole A. a ainsi multiplié les activités pendant trois ans. Elle faisait le ménage tôt le matin dans un magasin d'habillement à la Défense, elle partait ensuite boulevard Saint-Germain gérer la caisse et les stocks dans un *McDonald's* avant d'aller garder des enfants. Le samedi, elle avait également un travail d'opératrice en télémarketing³³. Son mari qui avait été juriste au Togo a dû travailler dans une entreprise de transports routiers. Mais lui n'a pas supporté cette situation et est « revenu... en courant ! » : « il a pas supporté d'avoir des boulots, je vais pas dire pas valorisants... mais ce qui se présentait ». Quelques années plus tard, c'est en voyant sa voisine du

³⁰. « 1 500 euros, c'est bon pour eux ! [...] ceux qui ont des bonnes situations en région parisienne, qui gagnent plus de 4000 euros, je les compte au bout des doigts [...] je connais un couple, le mari est dans une boîte de sécurité, la femme est chez Total, ils gagnent moins de 5 000 euros pour trois enfants, c'est pénible ». Entretien avec Elom F. ; « C'était difficile de trouver ce qui correspond à ma compétence mais aller balayer les rues... (rires) [...] le marché du travail était en fait stagné tu vois ». Entretien avec Hugues S. ; « Certes, les immigrés occupent plus souvent des emplois non qualifiés, qui sont plus touchés par le chômage, mais même à catégorie socioprofessionnelle, âge de fin d'études et sexe comparables, les actifs immigrés sont plus souvent à la recherche d'un emploi. À nationalité, diplôme et catégorie socioprofessionnelle comparables, les immigrés sont inégalement exposés au risque de chômage selon leur pays d'origine. Les taux de chômage des immigrés venus d'Espagne, d'Italie ou du Portugal sont très faibles, plus faibles même que celui des actifs non immigrés. À l'inverse, les immigrés originaires du Maghreb, d'Afrique subsaharienne ou de Turquie ont des risques de chômage très élevés : parmi les actifs âgés de 25 à 59 ans, plus d'un sur cinq est au chômage. » TAVAN Chloé, « Les immigrés en France : une situation qui évolue », INSEE, Cellule Statistiques et Études sur l'immigration, Numéro 1042, Septembre 2005.

³¹. Pour compléter sa bourse d'études de 520 euros, Hugues S. travaillait en soirée dans une usine, ce qui lui permettait de vivre avec près de 1 000 euros.

³². « Enfin, les étudiants et les cadres qui, du début du siècle jusqu'aux années quatre-vingt, rentraient au terme de leur formation, intégrant la fonction publique d'État et le secteur privé local, connaissent de plus en plus de difficultés d'emploi et tentent une installation aléatoire en France, au prix souvent d'une déqualification massive ». QUIMINAL Catherine, TIMERA Mahamet, « 1974-2002, les mutations de l'immigration ouest-africaine », op. cit., page 24.

³³. « En attendant de trouver l'emploi qui correspondait à ma formation, fallait bien vivre [...] et puis un jour j'ai dit stop aux petits boulots, je trouve dans mon domaine [...] j'ai fait trois ans de chômage, deux ans en fin de droits [...] avec ma conseillère, on s'est crépé le chignon, elle voulait que je prenne tout ce qui se présente, j'ai fait d'énormes sacrifices, je voulais du droit et rien d'autre ». Entretien avec Carole A.

dessus, qui avait été infirmière toute sa vie et vivait à la retraite en HLM que Carole a eu un déclic. Elle s'est vue travailler toute sa vie dans ce genre d'emplois et ne pas avoir « le droit d'espérer pouvoir vivre chez soi ». Toutefois, Carole a encore attendu avant de retourner au Togo car elle voulait absolument se rendre utile et « se réaliser » grâce à « une expérience professionnelle réussie » en France. Ce n'est qu'après avoir travaillé deux ans comme médiatrice sociale dans des CRA qu'elle a décidé de partir.

Dans le cadre de ses études, Komi Z. a eu du mal à trouver un stage à Dunkerque. Il a donc décidé d'aller à Lille où il a cherché des « petits boulots ». Il a fini par trouver un stage, mais celui-ci ne correspondait pas à son domaine d'études. La femme de Wilfried Q., originaire du Bénin, n'a pas non plus réussi à trouver un emploi en France. Titulaire d'une maîtrise d'anglais et de linguistique, elle s'est progressivement rendu compte qu'en France « on balaye tout ce qu'elle a fait », selon les termes employés par son mari.

Quant à Carla A., elle a été hôtesse de billetterie chez *Disneyland*. Lorsqu'elle revient sur cette expérience, elle avoue ne pas comprendre qu'en tant que « major de promo » elle n'ait pas réussi à trouver mieux : « avec un master, tu es quand même un stratège, pas un exécutant ». Et elle confie avoir eu l'impression à l'époque de n'avoir « rien réussi » et de n'être « pas heureuse ».

Yéma K. généralise son expérience en expliquant qu'en France, « on n'avait pas de considération sociale [...] certains devenaient agents de sécurité, d'autres travaillaient dans les stations essence ». Cet état de fait, Komla T. le déplore en disant : « je me contentais que des petits boulots, les grands boulots, j'aurais eu des problèmes ».

Au-delà de ces situations récurrentes d'échecs professionnels³⁴, c'est la perception d'un durcissement des mesures contre les immigrés³⁵ et de l'absence générale de reconnaissance sociale dans le pays d'accueil qui pèsent sur les migrants. Blaise L. décrit la vie d'immigré en France grâce à la métaphore d'une courbe en « U » inversé qui « retombe toujours ». D'après lui, « au début la vie est belle mais faudrait partir avant la chute, sinon tu es condamné ». Et à ce manque de reconnaissance, il faut ajouter le racisme perçu par certains individus. Même si lors des entretiens, les personnes à qui la question était posée préféraient minimiser ce qu'ils en avaient perçu, il était souvent clair que ce racisme avait bel et bien été ressenti³⁶. Komi Z. indique que lors des entretiens d'embauche pour des stages, « quand je

³⁴. Certains, comme Jimmy A. ont tout de même réussi à trouver un emploi « pas mal, au dessus de la moyenne quand même ». Même s'il a d'abord dû abandonner le droit qu'il avait étudié à Lomé pour travailler dans l'informatique aux États-Unis, Jimmy a ensuite travaillé onze ans en gravissant tous les échelons. D'abord assistant à temps partiel dans les laboratoires informatiques universitaires, il est devenu technicien de support, manager puis superviseur.

³⁵. « Le déclic ça a été l'arrivée de Nicolas Sarkozy au pouvoir... on s'est dit c'est le moment de prendre le large ». Entretien avec Sylvia E. ; « J'aurais peut-être trainé encore un peu [...] L'arrivée de Sarkozy ça a été un déclic [...] c'est la première fois où j'ai voté de ma vie [...] le lendemain de l'élection, l'ambiance au CRA, t'aurais vu ».

³⁶. Lors de son entretien, Ralf P. a répondu qu'il n'avait jamais été victime de racisme. Puis la discussion s'est poursuivie et il a finalement interrompu la conversation pour dire qu'une fois, il avait vu écrit dans le métro qu'il prenait tous les jours une inscription qu'il avait trouvé incompréhensible : « Les nègres et les arabes dehors,

leur dis que j'ai un niveau bac + 5, ils s'étonnent ». Marc A. raconte sa demande de nationalité en la résumant ainsi : « j'ai été humilié, vraiment, par une petite secrétaire qui m'arrive pas à la cheville. Elle m'a demandé d'écrire une phrase en français après que je lui ai donné tous mes diplômes. Pourquoi ? Pourquoi ? ». Dans l'ensemble, chacun a cherché à trouver des moyens de faire avec, à l'image de Wilfried Q. qui explique : « le racisme est partout... on trouve des solutions diplomatiques, c'est pas un frein, on trouve une manière de pouvoir vivre avec... c'est comme ça que c'est, c'est pas Nashville en 63, y'a des choses tu sens que t'es un peu trop sombre ».

Il découle de ces difficultés ressenties à l'extérieur du Togo de réelles rancœurs et animosités à l'égard du pays d'accueil. D'abord, les personnes interrogées ont été nombreuses à critiquer le cadre de vie européen. Les éléments qui revenaient le plus fréquemment étaient les conditions météorologiques, le manque d'espace pour vivre, la trop grande organisation de la vie, la répétition des événements dans une sorte de monotonie quotidienne et lassante, l'importance accordée à la gestion précise du temps et liée à un mode de vie marqué par la vitesse³⁷, le manque total de spontanéité, l'absence d'entraide entre les gens ou encore le devoir de compétition et de rentabilité³⁸.

« J'ai remarqué que la société industrielle et de consommation était une société attractive pour nous, on pouvait avoir rapidement sa télé et sa voiture [...] mais cette société a négligé les relations humaines, les gens sont isolés dans leur société, c'est pas comme en Afrique [...] comme médecin, j'ai donné beaucoup de moi aux patients, y'en a beaucoup qui manquent de chaleur humaine [...] j'ai vu aussi la limite de la société de consommation, c'est pas un modèle sans problème... pour l'Afrique il faut aussi une autre alternative... nous avons beaucoup tendance à copier le modèle occidental [...] comme je dis, j'avais fait ma synthèse de retourner, ce n'est pas le modèle dont j'ai aussi rêvé. »

Extraits de l'entretien avec Marius G.

« Ça s'est pas vraiment bien passé, j'ai eu du mal à m'intégrer [...] j'étais un peu à l'abandon en France... mentalement c'était dur [...] j'étais vraiment à bout [...] J'avais pas envie d'avoir un vie tout le temps dans le métro [...] la vie en France tout est organisé, on n'a pas le droit de la spontanéité... je n'aurais pas été forcément heureuse, même si j'avais eu de l'argent [...] je ne voulais plus continuer dans cette vie qui ne me correspondait pas [...] j'ai vu et ça ne m'a pas plu. »

Extraits de l'entretien avec Carla A.

c'était écrit. » Victor G., quant à lui, répondait par cette phrase : « j'avais l'impression d'être bien intégré... peut-être pour certaines choses, mais j'y ai fait front ». ; Voir les citations dans l'annexe 54.

³⁷. Quand Victor G. raconte son premier jour à l'université en France, il explique que c'est un Sénégalais qui l'a aidé à s'y retrouver. Et, se moquant de la démarche de tous les gens qu'il avait observé en France, il rajoute « moi, je courais derrière lui ».

³⁸. Voir les citations dans l'annexe 55.

La récurrence et l'accumulation de ces remarques et de ces critiques aboutissent parfois à développer, plus qu'une animosité, une réelle aversion pour la France. Et cette aversion est un puissant déclic dans le choix du départ. Le constat qui s'impose alors chez les migrants, c'est qu'ils ne veulent pas rester plus longtemps dans ce pays³⁹ et souvent qu'ils ne veulent même plus y remettre les pieds une fois rentrés⁴⁰. Ralf P. explique par exemple qu'il est aujourd'hui contraint de faire des allers-retours entre Lomé et Paris parce qu'il a « une copine et un bébé à Paris [...] sinon j'ai rien à y faire, rien du tout ». Quant à Christophe D., qui est en train d'organiser son retour pour l'été 2010, il décrit ses actuels voyages comme une contrainte : « Quand je suis à l'aéroport à Paris, je prends mes bagages, le RER, je suis triste... ». Revenir en France devient alors, selon les termes de Sylvia E. et Blaise L., un « cauchemar » ou une « corvée » vécus comme des échecs permanents⁴¹. Le paroxysme de cette répulsion réside dans la description de la France comme un lieu où l'on ne vit pas, comme une prison.

« Je vis... en France je ne vivais pas, tu es naze quand tu rentres le soir, tu bosses, tu payes tes impôts... je retrouve pas de qualité de vie dans ça [...] on comptait les jours mais rien ne changeait dans ta vie [...] le gars est assis et voit sa vie passer ».

Extraits de l'entretien avec Ralf P.

« Tu as l'impression d'être surveillé [...] il faut pas faire de bruit pour les voisins ».

Extraits de l'entretien avec Christophe D.

« C'est bien vrai qu'en France on a tout, mais on n'a pas la joie de vivre. La France c'est comme une prison... personne t'interdit de sortir mais tu restes chez toi, c'est une prison ouverte. Et même, tu cours pour rentrer chez toi... ».

Extrait de l'entretien avec Blaise L.

Enfin, au-delà du simple dégoût ressenti pour un pays dans lequel l'on s'est senti majoritairement étranger, il peut arriver que les difficultés à vivre en France se transforment en véritables problèmes de santé ou en troubles psychologiques. L'entretien réalisé avec Kossi K. est à cet égard révélateur. En effet, si son parcours est particulier, par le simple rôle politique qu'a pu jouer son père au Togo, les difficultés qu'il a rencontrées sont plus générales. Bien sûr, il a vécu un cas extrême ponctué par la « psychose chronique », la dépression, les traitements médicamenteux, les séjours en hôpital psychiatrique ou les

³⁹. « [Et le retour, c'est dans la tête de tout le monde ?] Oui, oui... enfin pas forcément... beaucoup de ceux qui m'ont précédé ne sont pas rentrés, moi je n'avais aucune obligation technique... mais c'était hors de question de rester ! ». Entretien avec Gary T.

⁴⁰. « Je vivrais plus en Europe ça c'est sûr... pour rien au monde ». Entretien avec Ralf P. ; « Quand je reviens ici, je souffre de savoir que je dois repartir ». Entretien avec Sidonie B.

⁴¹. « Quand je reviens ici c'est une fierté, quand je rentre en France c'est un échec ». Entretien avec Albert J.

tentatives de suicide, mais il ajoute à juste titre : « je suis un cas particulier mais pas tant que ça, beaucoup ont des diagnostics de troubles mentaux, ils se font pas à la vie en France, ils pètent un câble... j'en connais beaucoup, mais peu le disent ».

Ce progressif rejet de la vie en France ne joue en rien comme un facteur déterminant et automatique du choix du retour. Il participe plutôt d'une accumulation de phénomènes qui poussent à choisir de retrouver le Togo. Plus encore, ce rejet est un moyen de construire ou de reconstruire la réalité et de justifier *a posteriori* le retour pour le considérer comme un choix raisonnable et légitime⁴².

Il est donc évident qu'en décidant de quitter cette situation dans laquelle ni le mode de vie ni la place accordée aux immigrés africains ne leur ont donné satisfaction, ces émigrés décident avant tout de retrouver un pays à même de leur offrir la reconnaissance sociale qu'ils recherchent⁴³. Et c'est autour de cette recherche de la reconnaissance que se négocie et se redéfinit le contenu de leur nouvelle ascension sociale.

Ces émigrés de retour issus des milieux plus populaires au Togo et qui ont réussi à intégrer avec plus ou moins de difficultés les classes moyennes françaises reviennent donc d'abord pour vivre dans une société qui leur laisse une place, une place reconnue et si possible valorisée. Ainsi, ces émigrés passent d'abord de l'anonymat de la migration à un environnement social où ils sont plus connus⁴⁴ : « Quand on est ici, on est quelqu'un. Quand tu arrives en France, tu es un numéro, de carte de sécurité sociale, de carte de séjour [...] socialement ici tu es connu, là-bas il faut se refaire socialement »⁴⁵. Dans la société togolaise, les migrants de retour ont alors la possibilité d'accéder à des secteurs ou à des domaines dans lesquels la société française ne leur laissait que très peu de place. Il en est ainsi du champ politique, autrefois vu comme un lieu interdit⁴⁶ et aujourd'hui comme un lieu de sociabilité plus accessible. Lors de son entretien, Blaise L. était très fier de montrer qu'il travaillait régulièrement avec des hommes politiques togolais de renom. Il se plaisait à dire qu'il était l'un de leurs conseillers de l'ombre. Et pour le prouver, il a téléphoné à l'ancien ministre Agbéyomé Kodjo, candidat du parti OBUTS à la présidentielle de 2010. Frustré de n'entendre que la voix du répondeur, il a tout de suite réitéré l'expérience avec Kofi Yamgnane. Dès qu'il commençait à lui parler et à le saluer, il se levait et rapprochait son téléphone portable.

⁴². « En même temps à côté de tout ça, les choses ne sont pas au beau fixe à Lomé [...] malgré les galères j'ai jamais été dans le regret... tous les jours je me dis que j'ai fait le bon choix ». Entretien avec Sylvia E.

⁴³. « Moi j'ai des ambitions, je veux agir pour mon pays, je veux devenir quelqu'un dans mon pays ». Entretien avec Lorenzo H.

⁴⁴. « J'ai plus d'impact ici, on me connaît ». Entretien avec Blaise L.

⁴⁵. Entretien avec Wilfried Q.

⁴⁶. « J'aimerais bien me présenter à une élection, d'abord locale ou législative [...] mais il faut une bonne assise financière, des contacts... ». Entretien avec Rafik A.

Une fois la conversation finie, il triomphait : « Tu vois, c'était lui ! En France, j'aurais pas cette reconnaissance ». Plus encore que la simple fréquentation du champ politique, les migrants de retour peuvent imaginer participer pleinement à la vie politique togolaise. Yéma K. a notamment été candidat aux élections législatives de 2007, expérience dont il tirait une satisfaction certaine puisqu'il répétait qu'il valait électoralement plus que Kofi Yamgnane puisqu'il avait obtenu 8 000 voix en tant que candidat indépendant alors que Yamgnane n'était élu que par quelques habitants de son village breton de Saint-Coulitz.

Le sentiment de reconnaissance sociale passe en outre par un sentiment d'utilité sociale⁴⁷. Beaucoup de migrants de retour ont l'impression, dans la droite ligne de la *doxa* internationale du retour/développement, qu'ils peuvent apporter beaucoup à leur pays et participer activement à sa refondation intellectuelle et économique⁴⁸. Carla A., par exemple, prend très à cœur son emploi au sein de l'entreprise IDH-Microfinance et confie : « la microfinance, c'est la banque... j'aime pas dire ça mais la banque des pauvres, de ceux qui ont une situation financière précaire, qui lutte contre la pauvreté, qui répond aux besoins réels des personnes ici [...] apporter mon expérience marketing dans l'économie sociale, c'est un challenge assez important pour moi-même [...] j'avais envie de m'investir dans quelque chose et qu'on dise demain c'est grâce à Carla et cette entreprise ».

Le dynamisme associatif est une des manières d'acquérir ce sentiment d'utilité et de prestige social⁴⁹. L'engagement dans l'action collective semble d'ailleurs être un passage obligé ou en tous les cas une activité récurrente chez les migrants de retour. Essenam E. refuse ainsi de se plier à cette obligation qui l'agace : « vu mon profil, tout le monde demande si je veux pas faire une ONG sur les femmes, ça m'énerve ». Ceci ne l'empêche toutefois pas de participer activement aux activités d'autres associations déjà existantes. D'autres en revanche ont franchi le pas et ont créé leurs propres structures associatives. C'est le cas de Tété B. qui dirige un important festival culturel, de Robert B. et de Lonlongo T. qui, en février, mettaient en place un évènement en l'honneur des « Éperviers » tués lors de la fusillade du bus de l'équipe nationale de football dans l'enclave de Cabinda, sur la route de la

⁴⁷. « Partir aider... bon entre l'idée et la réalité de la vie... mais c'est une idée souvent intéressante [...] je me sens mieux parce que j'ai commencé quelque chose ici, on est utile ici ». Entretien avec Olivier A. ; « Même si c'est très compliqué et si c'est décourageant, ça m'apporte quelque chose d'apporter quelque chose [...] les articles ça peut faire bouger les choses [...] faut que ça avance... c'est très utopique mais... ». Entretien avec Christine M.

⁴⁸. « Je veux être utile et être heureux [...] utile ailleurs aussi, mais le mieux c'est d'être au Togo [...] apporter ma pierre à la construction d'un Togo meilleur, participer au développement de mon pays [...] je veux pas rester passif ». Entretien avec Hugues S.

⁴⁹. « Ça t'apporte de la notoriété, c'est pas pour faire de l'argent. Je pense même que c'est plus important ! ». Entretien avec Gary T. qui ajoutait avec fierté que son entreprise de sécurité avait été citée dans un article du journal *Le Monde* en 2001 : « C'est pas petit, je suis quelqu'un quand même ! »

Coupe d'Afrique des Nations en Angola, ou encore de Komi Z. qui est devenu le trésorier d'une association d'aide aux démunis et aux enfants abandonnés et de Didier D. qui a créé avec un ami journaliste une association culturelle, artistique et éducative dédiée aux enfants des quartiers défavorisés de Lomé puis qui, après un échec, a monté sa propre troupe de spectacle. Au-delà du sentiment d'utilité qu'elle offre, la participation à des activités associatives et le militantisme sont également des moyens de capter des fonds et de bénéficier des fruits de l'extraversion⁵⁰, de forger son réseau social et d'imaginer pouvoir créer, à terme, son propre emploi. Telles sont les logiques complémentaires qui guident à la fois Gary T., Bernard K. et Raoul K.. Ces trois trentenaires adeptes des blogs, de *Facebook* et d'Internet multiplient depuis un an les initiatives associatives autour de la thématique du développement des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication au Togo.

Le sentiment de réussite professionnelle résulte également du fait de trouver un poste plus valorisant dans lequel l'on peut donner la pleine mesure de ses capacités⁵¹. Il ne s'agit plus là d'obtenir un emploi prestigieux pour répondre aux attentes sociales et familiales mais de trouver un travail qui soit perçu comme une réussite personnelle. Il est d'ailleurs intéressant de noter ici que ces personnes, qui, au début de leurs études n'imaginaient pas un seul instant réussir à avoir un bon emploi au Togo et étaient parties trouver la reconnaissance professionnelle à l'étranger se retrouvent dans une situation exactement contraire à celle de l'émigration initiale. Désormais, le Togo devient le seul endroit à même d'offrir ces possibilités. Lorsque l'on ne dispose pas de capitaux sociaux importants, la migration devient donc un long cheminement nécessaire pour poursuivre son apprentissage et rendre possible sa valorisation au Togo. Carla A. insiste par exemple sur le fait qu'au retour, elle s'est vu proposer « des métiers plus glorifiant, avec des titres plus pompeux »⁵². Et elle se félicite du fait qu'elle ait pu obtenir un poste à responsabilités. « Je suis considérée, enfin... on sait qu'on peut me faire confiance », avoue-t-elle. Elle en était d'autant plus contente que cette

⁵⁰. « Avec toi [français] on peut mûrir des idées et avoir des financements [...] on essaye aussi de vivre avec ces gens-là [expatriés, Blancs]... avec ça on acquiert une vie un peu différente de la vie commune ». Entretien avec Kwassi P.

⁵¹. « Tu es un jeune qui arrive, tu as envie de montrer ce que tu vau ». Entretien avec Gérard C. ; Bernard K. et Isaac N. travaillent dans deux entreprises, l'un au service des Postes et l'autre dans une entreprise privée qui commercialise du lait en poudre, au sein desquelles ils ont l'impression de ne pas pouvoir utiliser toutes leurs compétences et même de « désapprendre » un peu plus tous les jours.

⁵². Quant à José A., il affirme : « on a plus besoin de moi ici que là-bas, là-bas, je suis un fonctionnaire parmi d'autres, ici j'ai un poste panafricain, c'est ronflant ». ; « Ma présence là-bas ne profitait pas tellement au Togo [...] aux États-Unis, c'est pas les informaticiens ou les gens d'un certain niveau intellectuel qui manquent [...] ici on peut faire des actes de plus grande portée, aux États-Unis je vis ma vie, c'est tout, le train-train quotidien, on vit quoi [...] ici je pouvais créer des choses, monter des affaires, partager mon expérience, je suis chez moi, je peux grandir autant que je veux ». Entretien avec Jimmy A. ; « Je pouvais être plus important et plus serviable à mon pays qu'à l'Europe... des milliers de personnes ont ce que j'ai appris là-bas ». Entretien avec Julien L.

reconnaissance est en général bien plus dure à acquérir pour une femme⁵³. Gérard C., Carla A. et Robert B. indiquent enfin que le fait de pouvoir entrevoir des possibilités d'évolution de carrière est un réel atout au Togo⁵⁴.

« Celui qui était en Belgique, là-bas il avait son marteau piqueur tous les jours... ici c'est un responsable [...] il se perd dans la masse, mais ici... ».

Extraits de l'entretien de Fernand K.

Enfin, c'est la possibilité de passer du statut de salarié en France au rang de patron au Togo qui permet de vivre son retour comme une ascension professionnelle⁵⁵. Alors que l'OCDE décrit la création d'entreprise comme une méthode courante utilisée par défaut pour contourner les difficultés d'accès au marché de l'emploi⁵⁶, il semble en fait que ce changement d'activités ait un réel impact sur la perception de leur statut social par les migrants. Christophe D. constate par exemple qu'en France, « avec mon cursus, avec mon background, je maîtrisais plus que mon patron ». Ce constat lui a fait ouvrir les yeux sur le fait qu'en « tant qu'Africain il faut prouver plus de choses ». Depuis, il a créé son entreprise dans le but de revenir au Togo et se sent bien plus valorisé : « quand j'ai créé ma boîte, je suis respecté, c'est des gens qui courent derrière moi... enfin c'est trop dire... ».

Nombreux sont les émigrés de retour interrogés qui refusent catégoriquement d'intégrer la hiérarchie pesante de la fonction publique ou de l'administration⁵⁷. Seul le challenge que représente la création ou la responsabilité d'un nouveau service dans une grande entreprise privée peuvent être envisagés comme valorisant. Plus encore, c'est l'envie

⁵³. « Au Togo on baisse les yeux devant le chef [...] La jeune femme qui rentre dans la boîte, c'était pas facile au début [...] le droit d'ainesse joue beaucoup, il faut se mettre au même niveau, dire bonjour aux vieux [...] suggérer une nouvelle façon de travailler... la première réunion c'était chaud de m'imposer [...] Une femme qui impose ses idées au Togo, c'est pas encore très accepté [...] Moi on m'appelle madame, en France on m'aurait jamais appelé madame ». Entretien avec Carla A. ; LESCLINGAND Marie, « Nouvelles stratégies migratoires des jeunes femmes rurales au Mali : de la valorisation individuelle à une reconnaissance sociale », *Sociétés contemporaines*, Numéro 55, 2004, pages 21 à 42.

⁵⁴. « Il faut un plan de carrière mais c'est encore difficile dans les structures publiques et parapubliques, le plan de carrière commence à se définir dans les structures privées... avant le DG venait, plaçait qui il voulait ». Entretien avec Robert B. ; « Mais si tu es patient... parce qu'il faut de la patience (rires)... au début tu auras un petit salaire [...] ça monte en général beaucoup plus vite [...] le salaire au début c'était dur, j'ai failli m'arracher les cheveux [...] au début les choses allaient lentement [...] ça va doucement au retour, on voudrait que ça aille plus vite [...] les possibilités d'ascension rassurent ». Entretien avec Gérard C.

⁵⁵. « Si c'est revenir pour avoir un patron qui t'embête, tu rechignes ». Entretien avec le journaliste Daniel Lawson-Drackey.

⁵⁶. « En Afrique de l'Ouest, Gubert *et al.* montrent que les migrants de retour en provenance des pays de l'OCDE ont une plus forte probabilité d'être chef d'entreprise ou travailleur indépendant que ceux qui n'ont pas émigré ou que ceux revenant d'autres régions du monde. » DUMONT Jean-Christophe, SPIELVOGEL Gilles, « Partie III : Les migrations de retour : un nouveau regard », *op. cit.*, page 224.

⁵⁷. « Oh moi je savais de toute façon que dans le pire des cas, je serai à l'université [...] je courais pas vers la face non plus [...] la fac c'est le pis aller, c'est pas une vocation pour moi ». Entretien avec Clémentine T. ; « C'était hors de question de revenir pour travailler dans l'administration ». Entretien avec Boris B. ; « Y'a des gens qui ont un diplôme surtout côté professionnel, BTS, et qui ont rien, y'a pas trop d'entreprises ici. Tout le monde peut pas être enseignant ou fonctionnaire d'État ». Entretien avec Marcel N.

d'innover et de créer qui pousse une majorité des émigrés de retour à tenter le « défi de l'entreprise privée »⁵⁸. Plusieurs personnes interrogées font ainsi partie des ces entrepreneurs actifs qui mènent des activités très hétéroclites. C'est le cas du très dynamique Gary T.⁵⁹, militaire de formation, qui est devenu réserviste à son retour au Togo et s'est consacré d'abord à la création d'une entreprise de services à la personne. Cette première expérience a été un échec et Gary avoue s'être « planté royalement parce que personne n'a jamais demandé mes services ». Puis il a commencé « à toucher à tout » en créant une entreprise de sécurité et enfin une « boîte à tout faire » destinée à la communication, à la réalisation de sondages, à l'édition mais aussi au commerce.

D'autres ont tenté cette expérience. Avant d'intégrer une grande entreprise publique, Robert B. a créé une petite agence de communication et d'informatique. Redouane M. a lancé une société spécialisée dans l'énergie solaire et n'a pas trouvé de réels marchés, il l'a donc transformée en cyber-café et en entreprise informatique. Ralf P. a créé une entreprise de mécanique, puis de ravitaillement maritime. Après son divorce, il a revendu toutes ces structures puis s'est consacré à l'informatique. Enfin, Clémentine T., en plus de son travail dans le service juridique d'une grande entreprise, a fondé un cabinet de conseils juridiques et a fini par donner quelques cours à l'Université. Malgré cette multiplication d'activités, elle affirme : « j'aime me la couler douce, j'aime avoir une petite vie tranquille ! ».

Ce dynamisme entrepreneurial répond à une conception du travail qui est étrangère à la vision que l'on en a en France. En effet, au Togo, il est rare d'avoir un seul emploi. Si chacun exerce effectivement une profession de manière plus centrale, plusieurs autres activités se situant à la lisière entre l'associatif et le professionnel sont en réalité exercées. C'est le cas de Lonlongo T. ou Marc A. qui font des affaires en dehors de leur travail⁶⁰.

Si le passage à ce nouveau statut d'entrepreneur nécessite un minimum de capitaux économiques et n'est pas exempt de difficultés et d'instabilité⁶¹, il permet de mettre en

⁵⁸. « On peut revenir sans un bon poste, il faut être créatif, monter son entreprise [...] le Togolais est bureaucrate, il veut l'université, la fonction publique [...] mais les postes ne se multiplient pas comme des petits pains. » Entretien avec Sidonie B. ; Beaucoup de ceux qui rentrent veulent être créateurs, ils veulent travailler dans l'entrepreneuriat pas dans l'administration... c'est ça dont le Togo a besoin, des entrepreneurs [...] l'avantage qu'on peut avoir c'est d'être des créateurs [...] créer des entreprises pour résorber le chômage, pas pour l'aggraver ». Entretien avec Marc A.

⁵⁹. « Toute la génération passée a fait des animations, toute la génération passée elle a fait quoi ? Nous on va faire pour deux ». Entretien avec Gary T.

⁶⁰. « Il faut prévoir des alternatives, au cas où ça rate ». Entretien avec Marc A. ; « Il faut se débrouiller pour faire tout et grappiller un peu d'argent [...] on brasse beaucoup d'argent mais on a pas un compte bien garni, on sort la tête de l'eau ». Entretien avec Gary T. ; « Il faut être très actif [...] il faut grappiller dans tous les sens pour s'en sortir ». Entretien avec Redouane M. ; « Y'a des milliards de petites choses qu'on fait [...] le gars qui gagne sa vie à recharger des portables à Vogan, dans la diaspora ils croiraient pas, c'est d'autres réalités ». Entretien avec Wilfried Q. ; « J'ai ramené une bonne vingtaine de projets mais très peu se sont réalisés, 5% on va dire [...] je déteste la monotonie [...] j'ai horreur de la routine et puis faut pas dormir ». Entretien avec Lonlongo T.

⁶¹. « Si posséder des capacités d'investir supérieures à la moyenne nationale ne suffit pas dans l'industrie pour créer une entreprise viable, cela est aussi vrai pour la petite entreprise. Un grand nombre de réémigrés s'aperçoit,

pratique concrètement les compétences et les façons de faire innovantes acquises à l'étranger. Mais surtout, il permet dans le meilleur des cas de parvenir à une certaine réussite économique. Même si Gary T. et Redouane M. se montrent mitigés quant à leur réussite financière⁶², Elom F. annonce que son cabinet d'architecture « en freelance » lui « rapportait pas mal » et lui a permis au départ de gagner en un mois de quoi vivre pendant la moitié de l'année. Seul Wilfried Q. n'est pas parvenu à concrétiser ses projets. Après plusieurs échecs dans des entreprises de télécommunications et d'informatique, il envisage désormais de changer radicalement d'optique en allant cultiver des terres ou vendre de la nourriture sur des marchés, ce qui, d'après lui ferait peur à tout membre de la diaspora⁶³.

Marc A. est un symbole de cette progression professionnelle entre la France et le Togo. En France, fort de ces deux masters juridiques, il a envoyé près de cent cinquante *curriculum vitae* et n'a reçu que douze réponses, douze refus. Il a alors passé le concours de la Poste et est devenu facteur pendant trois ans. De retour au Togo, il a désormais un cabinet de consulting avec trois employés⁶⁴, est proche du comité de pilotage PNUD-Primature et organise des séminaires de formation juridique avec des « éminences » du pays⁶⁵. Il est à noter que ces ascensions sociales sont difficiles à percevoir par les seuls entretiens. En effet, les migrants interrogés ont tendance à ne mettre en avant que les réussites. Et c'est ce qui fait que ces informations sur le passé français de Marc A. n'ont pas été obtenues auprès de lui mais par l'un de ses amis français qui s'est empressé de raconter cette histoire lors d'une discussion afin de vanter cette « belle réussite » et cette « *success story* ».

b) Retrouver une qualité de vie et un nouveau statut familial

Quant aux conditions de vie, il est clair que le retour au Togo est automatiquement synonyme d'une perte de confort quotidien. En effet, la vie quotidienne togolaise, même à

un peu tard, que normes, réglementations, fiscalité, marchés et tensions économiques existent en Turquie comme ailleurs, même si leurs manifestations sont quelquefois différentes ». DE TAPIA Stéphane, « De l'émigration au retour : les mutations du champ migratoire turc », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 1989, Volume 52, Numéro 52-53, page 267.

⁶². « Pas à un niveau acceptable comme je l'aurais souhaité mais bon je fais pas la manche ». Entretien avec Gary T. ; « Ça marche pas mal, ça nous permet pas d'être riche, mais ça permet de vivre ». Entretien avec Redouane M.

⁶³. « Non les enfants, moi je suis fatigué [...] si je leur dis [à ceux de l'extérieur] vous avez pas des spaghettis ou des trucs bizarres à vendre là... [...] Je saute sur un *zém*, si c'est vendre des oignons ça sera vendre des oignons [...] ça fait un peu sauter les gens de ma famille parce que ça fait bien ici de travailler dans l'informatique, tu es le sauveur [...] je veux faire quelque chose de simple, utile... vendre des cacahuètes ou du maïs [...] Je m'inscris plus dans tout ça [...] un jour j'ai dit à Jean, on s'emmerde ici, on va cultiver plus loin ? ». Entretien avec Wilfried Q.

⁶⁴. Il a d'ailleurs profité de l'occasion pour recruter son petit frère et sa petite sœur.

⁶⁵. Selon ses propres termes lors d'un de ces séminaires.

Lomé, n'offre pas un confort matériel équivalent à celui que les émigrés avaient pu trouver en Occident. Julien L. résume cet état de fait en disant qu'« ici Internet c'est un luxe, on a des coupures d'électricité, on a besoin de bouteilles d'eau pour boire [...] il faut que la personne soit forte d'abord pour pouvoir faire avec, le confort naturel là-bas, ici c'est du luxe ». Les personnes interrogées mettent en garde les futurs candidats au retour contre cette illusion qui mène à croire que l'on peut vivre au Togo de la même manière qu'en Europe⁶⁶. Au retour, il faudrait donc changer ses habitudes de consommation et modifier son mode de vie, à l'image de José A. qui annonce : « depuis que je suis rentré, le superflu j'ai arrêté ». Cependant, cette perte relative de confort matériel quotidien est compensée par un gain général de qualité de vie.

« Y'avait un Togolais dans l'avion pour Lomé l'autre fois, il parlait tout seul à voix haute, il disait "ah, seulement quand je rentre au Togo, je vais crier...", nous on s'attendait à un truc fou... il a dit : "je vais me réveiller le matin et je vais crier, Kodjo, tu as repassé mon pantalon ?" ».

Extrait d'une discussion avec Ralf P.

Sans avoir besoin de trop grandes réserves financières, les migrants de retour peuvent d'abord bénéficier de quelques avantages, notamment du fait de disposer d'une personne qui vient faire à manger, faire le ménage ou garder la maison⁶⁷. Ce luxe qui paraîtrait inconcevable en France ne coûte au Togo que 10 à 15 000 francs CFA par mois, soit 15 à 23 euros. Il est également possible de s'acheter assez rapidement une voiture, ce qui constitue un autre signe de prestige social⁶⁸. À la fin de l'entretien, Boris B. s'est arrêté devant son 4x4 et a reconnu que « même une voiture comme ça en France, je pourrais pas me la payer... rien que passer la porte du garage c'est énorme ! ».

Chacun a également vanté la « douceur » de la vie togolaise, en l'opposant au bouillonnement de la vie en Europe. Une vie empreinte de décontraction⁶⁹, libérée de tout

⁶⁶. « Si on veut avoir le même confort qu'en Europe là, c'est difficile... moi je le dis, ça ne vaut même pas la peine qu'ils reviennent ». Entretien avec Marius G. ; « Ils veulent se comporter pareil, avoir la climatisation, la grosse voiture non [...] mais on peut pas s'en sortir, il faut être humble ». Entretien avec Blaise L. ; « Y'en a qui se voient déjà en limousine, mais non faut être humble ». Entretien avec Gérard C. ; « Soit on revient et on va du côté des milliardaires, toute proportion gardée [...] si tu veux avoir la même aise qu'en Occident... quand les gens font ça je leur dis mais tu n'es pas revenu [...] il faut pas comparer [...] tu peux pas revenir et vouloir avoir Cochin à deux pas de chez toi, c'est un recommencement ». Entretien avec Ralf P.

⁶⁷. « Il ne faut pas énormément pour avoir son bien-être ici ». Entretien avec Clémentine T. ; « Le peu que nous avons en France nous permet de vivre agréablement ici [...] même un administrateur civil d'État n'a pas ce que nous avons à la retraite [...] on a une meilleure vie, on serait confinés dans un appartement [...] on a du pur jus d'orange le matin, une alimentation diversifiée, le jus de coco frais... [...] c'est quand même agréable [...] quand on y vivait on ne connaissait pas la valeur de ce qu'on avait ». Entretien avec Albert J.

⁶⁸. Selon Gérard C. « c'est un truc que tu ne fais pas en France aussi vite ».

⁶⁹. Alors que la fin de l'entretien avec Gérard C. s'est déroulée dans un taxi, le chauffeur s'est soudainement arrêté au bord de la route. L'un des cinq occupants est descendu du taxi, s'est dirigé vers un marchand au bord de

stress⁷⁰, où le temps s'écoule paisiblement⁷¹, voilà la vision idyllique, et finalement presque caricaturale, que toutes les personnes interrogées ont mise en avant. Enfin, c'est le bien-être et la chaleur humaine et familiale qui permettent aux personnes interrogées de décrire leur nouveau mode de vie comme plus avantageux que celui qu'elles avaient en Europe⁷². Au Togo, il y a la famille « avec un grand "F", cette chose que les Blancs ne comprennent pas », assure Kwassi P. Plus besoin d'affronter la solitude que Kodjo Léon Amégan décrit dans son autobiographie, *De l'Afrique à l'Hexagone*⁷³, ici, chacun prend le temps de se saluer ou de se rendre visite et les tantes et les grands-mères gardent les enfants. Autant de petits détails quotidiens qui permettent de faire revivre la « solidarité » et la « communauté » africaine que chaque migrant avait idéalisé durant la migration et loué lors de l'entretien. Sylvia E. résumait cette situation en une formule laconique : « ce que je gagne en qualité de vie, ça ne se chiffre pas ! »⁷⁴.

Enfin, le fait de revenir vivre au Togo modifie la place que l'individu a dans la société, ou tout au moins le regard que les autres portent sur lui. Si ce stigmatisme fait peser de lourdes obligations sur l'émigré de retour, il lui offre parallèlement de réels avantages. Ainsi, le retour modifie considérablement la hiérarchie familiale et offre à l'émigré de retour la possibilité de convertir ses quelques richesses matérielles et son expérience migratoire en véritable capital symbolique reconnu et légitime. Dans les entretiens, chacun reconstruit *a posteriori* une continuité des rapports sociaux et familiaux dans la migration. Prudence L. indique par exemple que ses trois frères émigrés la considèrent encore comme la grande sœur et que chacun a besoin de l'autre et de ses conseils. Cela fait partie selon elle d'une

la route avec qui il a négocié le prix des chaussures qu'il convoitait, puis il est remonté au bout de quelques minutes, tout à fait satisfait de son achat. Gérard a alors dit en riant : « en France, ça, ça serait pas possible ! ».

⁷⁰. « Je me sens moins stressée ». Entretien avec Carla A. ; « j'ai zéro stress [...] le métro et les embouteillages, je connais pas ». Entretien avec Sylvia E. ; « Il fait bon vivre ici, plus que là-bas... Lomé c'est pas encore une grande ville comme Accra ou Lagos, c'est très cool... ». Entretien avec Fernand K.

⁷¹. « Je me réveille tranquillement, je déjeune sous mon cocotier, l'après-midi je fais la sieste... ». Entretien avec Sylvia E. ; « J'ai plus de paix avec moi-même ici, je contrôle mon emploi du temps, je me réveille sans réveil... ». Entretien avec Julien L.

⁷². « La chaleur familiale manque, on a ça dans le sang ». Entretien avec Blaise L. ; « Là-bas chaque jour il faut aller au travail... travail, travail [...] ici j'ai l'occasion de parler et de me rencontrer avec ma famille ». Entretien avec Alfred K. ; « L'Europe est en train de perdre son côté social par rapport au côté économique, rentable... l'Afrique est plus sociale, c'est meilleur pour une vie paisible [...] il fait bon vivre en Afrique ». Entretien avec Redouane M. ; « En Occident vous êtes dans un petit cercle très réduit, sa femme, la banlieue... [...] la maison familiale ça a son côté chaleureux, et puis y'a des choses à remettre en état dans cette maison, je peux aider la famille encore plus ». Entretien avec Jimmy A. ; « On est entre nous, on est en famille, c'est plutôt généralement bien [...] le côté appréciable c'est qu'on s'occupe de la vieille ». Entretien avec Clémentine T.

⁷³. AMEGAN Kodjo Léon, *De l'Afrique à l'Hexagone, les espérances d'une enfance, les désillusions d'une génération*, op. cit., 263 pages.

⁷⁴. Carla A., visiblement satisfaite, conclut : « on a quand même beaucoup de chance de vivre ici ». Quant à Marius G., il avoue avec un sourire, « moi la vie que j'ai là, c'est ça que j'aime ».

« éducation de base ». Toutefois, il apparaît clairement que cette façon de présenter les choses est une manière de minimiser des transformations qui sont réelles.

Certaines recherches en sciences sociales ont montré que la réussite au retour est un moyen de rendre plus fluides les obligations qui pèsent sur la migration et de modifier, à la marge, les hiérarchies sociales existantes⁷⁵. Dans le cas des migrations togolaises, plus individuelles et moins enserrées dans des logiques communautaires, il est clair que le retour réussi modifie profondément les structures familiales de départ et offre la possibilité de s'affranchir des contraintes familiales passées pour obtenir une place plus valorisée au sein de la famille. Si, comme le décrivait Essenam E., « pour une mère, même dire qu'elle est au téléphone avec son fils de France c'est déjà beaucoup », l'on imagine aisément à quel point ces transformations peuvent être importantes au retour. Et c'est ce changement statutaire qui permet en partie à chaque émigré de concevoir cette trajectoire ascendante puisque la disqualification sociale en France est ici compensée par une « survisibilité » au retour⁷⁶.

« L'assistance scolaire prodiguée par les grands aux petits commençait d'ailleurs pendant les vacances, justement sous le nom de cours de vacances. Organisés conjointement par les lycéens des classes supérieures renforcés par les étudiants revenus le temps d'un été de France ou de Dakar, ils étaient destinés à faciliter aux uns le passage du primaire au secondaire, à consolider aux autres les acquis de l'année scolaire écoulée. Ces séances se déroulaient comme de véritables classes, dans le plus grand sérieux ; le sérieux des entrants en sixième en général intimidés par le prestige des grands – ceux-ci, non seulement étaient leurs aînés, mais encore les devançaient de plusieurs années d'études - ; le sérieux également des grands, soucieux de tenir leur rang, ou tout prosaïquement, en particulier de la part de certains des étudiants venus de France, d'en mettre plein la vue aux autres. Ces crâneurs, soigneux de leur tenue vestimentaire, tous de prétendus "parisiens", même ceux qui, inscrits dans une lointaine université provinciale, n'auraient connu de l'Arc de Triomphe et de la Tour Eiffel que des cartes postales défraîchies, se dépensaient autant, sinon plus, à séduire les filles, à les emmener dans des surprises-parties ou ailleurs, qu'à enseigner. »

AMEGAN Kodjo Léon, De l'Afrique à l'Hexagone, les espérances d'une enfance, les désillusions d'une génération, Paris, L'Harmattan, 2009, page 79.

Pendant près de deux mois d'enquête de terrain, il a été possible d'observer de très près et au quotidien les relations nouées entre Essenam E. et sa famille partagée entre Kouvé, leur village, et Lomé. À 13 ans, Essenam a perdu ses deux parents. Elle a donc été élevée par

⁷⁵. « Si l'expérience migratoire peut libérer des potentialités d'*agency* individuelle, il ressort néanmoins de l'enquête menée jusqu'à présent que les migrants sont contraints par la structure des rapports de force tant dans leur société de départ, puis de retour, que dans la société d'immigration. C'est au sein de ces hiérarchies toujours évolutives que les émigrés, immigrés puis migrants de retour expérimentent leurs capacités à acquérir de nouveaux statuts. "Traverser des frontières peut être *empowering*, ouvrir des opportunités de défi des normes [sociales], mais peut également créer de nouvelles dépendances et renforcer les limites et hiérarchies existantes" ». GRUNTZ Lucile, « La réintégration des émigrés égyptiens de retour au Caire : enjeux contemporains », op. cit., page 3.

⁷⁶. MADOU Mohamed, « Entrepreneurs issus de l'immigration maghrébine : de la stigmatisation à la quête de reconnaissance sociale », Montreuil, Aux lieux d'être, « Mondes contemporains », 2008, 189 pages.

son oncle et raconte à quel point à l'époque, ses cousines et tantes la prenaient toutes pour « une bonne ». Considérant que ce rôle était un devoir, elle se levait tous les matins à quatre heures pour balayer la terrasse et la cour de la maison, faisait la lessive, la cuisine, la vaisselle, les courses, c'est-à-dire l'ensemble des tâches qui constituent finalement le lot quotidien de la plupart des enfants et des jeunes togolais⁷⁷. Aujourd'hui, elle est totalement affranchie de ces obligations. Étant assimilée à une Européenne et étant considérée comme quelqu'un qui a de l'argent, il paraît inconcevable qu'elle prenne en charge les corvées quotidiennes. Si elle continue à vouloir faire la cuisine et les courses, elle délègue la plupart des tâches à son petit-frère. Forte de son expérience européenne, Essenam semble donc être partagée. À la fois elle réfute cette façon de faire et en même temps elle la perpétue avec son cadet.

« Quand tu reviens d'Europe, tu es censé avoir de l'argent, donc tu fais pas les corvées, tu payes quelqu'un pour le faire pour toi... [...] normalement, je dois avoir quelqu'un qui fait le ménage pour moi... si les gens voient ça, ils comprennent pas, les gens doivent être à ton service, sinon c'est que tu es radine, que tu veux pas donner l'argent [...] je dois pas faire les courses dehors, c'est pas moi qui doit le faire, n'importe qui sauf moi. [...] Y'a des choses que je dois pas porter, je dois plus montrer des parties de mon corps [...] je suis une femme mariée et je suis revenue d'Europe [...] je dois avoir une posture qui suscite du respect, pas faire comme tout le monde, on doit pas me siffler quand je passe ! ».

Extraits d'un entretien avec Essenam E.

Même si la famille se recompose en l'absence de l'émigré⁷⁸, il est clair qu'au retour ce dernier retrouve une place de choix dans son entourage proche et devient en quelque sorte un modèle à suivre ou un grand frère à écouter⁷⁹. Le cas d'Essenam est là encore très révélateur. Essenam est une femme, qui plus est jeune. En théorie, elle ne fait donc pas partie des personnes les plus respectées de la famille mais plutôt des « cadets sociaux » qui doivent encore faire leurs preuves. Mais les épreuves de l'émigration et de la réinsertion remplacent cette obligation de s'inscrire dans la hiérarchie évolutive familiale. Et Essenam l'avoue elle-même, « je suis un peu le modèle, il faut que tout le monde fasse comme moi, même si je suis pas la plus âgée, c'est moi qu'on respecte, qu'on écoute et qui donne des conseils parce que je

⁷⁷. Kossi Amlalo Azankpo se désolé de cette situation où les enfants font tout : « va chercher ci, va cherche ça et ils arrivent même pas à parler français, ils travaillent au champ, ils vont chercher des fagots de bois... »

⁷⁸. « Ces retours qui rompent de loin en loin la situation d'exil peuvent être présentés ou conçus comme ce qui maintient vivant le cordon rattachant l'individu à sa mère patrie. Mieux, ils semblent préfigurer le retour définitif vers cet espace qui hante l'exilé. Réactivation ici du vieux « mythe du retour », de l'enfant prodigue. Cette vision idéalisée et quelque peu euphorique m'apparaît, pour ce qui me concerne, comme illusoire et trompeuse puisqu'elle entretient et nourrit un malentendu. Privée de l'un ou de plusieurs de ses membres, la famille a tendance à se réformer, à fonder une nouvelle cohésion où l'absent a de moins en moins sa place [...] Ayant perdu ou négligé les clefs de la porte, je ne peux qu'y sonner [...] En effet, entretemps, mon statut a changé, faisant de moi une sorte d'invité, privilégié certes, mais invité quand même. » AGGOUN Atmane, « Espace familial, exil et retours d'exil », *Hommes et migrations*, Numéro 1236, « Retours d'en France », Mars-Avril 2002, page 10.

⁷⁹. Voir les citations dans l'annexe 56.

suis venue d'Europe... [...] tu es un peu la grande sœur... même avec mon oncle de 63 ans c'était moi qu'on écoutait et qui décidait ». Au mois de janvier, Essenam participait au « baptême » de son neveu⁸⁰. La tradition veut qu'un membre de la famille né le même jour que le nouveau-né le prenne dans ses bras et le fasse sortir pour la première fois de la maison pendant que les autres prient. Ce rituel permet de placer la vie du bébé sous les meilleurs auspices. Lors de cette cérémonie, c'est Essenam qui a été préférée à certains oncles plus âgés. La réussite de l'apprenti coiffeuse qui a fait sa vie en Europe devait être un gage de bonheur et de prospérité pour le petit Yao.

Or, cette place de grand frère ou de grande sœur est ambivalente. D'un côté, elle apporte une certaine satisfaction. Essenam l'affirme, « dans cette maison, le fait de revenir de France me donne droit à tout ». De l'autre, elle est porteuse de lourdes responsabilités. Être le grand frère n'est pas un fait anodin au Togo. C'est devoir régler les conflits et apporter des solutions aux problèmes familiaux, en assumant toutes les conséquences de chaque échec⁸¹. De plus, ce changement peut susciter des tensions au sein de la famille. Essenam explique par exemple que ses cousines la détestent depuis qu'elle est devenue un pilier de la famille. Et son grand frère Medhi ne manque pas de faire remarquer que « même Essenam elle pense qu'elle est importante, elle parle comme elle veut à tout le monde ».

« Depuis que je suis partie en Europe, c'est comme si j'étais la seule importante [...] mon oncle qui a la maison dit à ses enfants qu'ils sont trop nuls, qu'ils n'ont qu'à faire comme moi, qu'ils ne peuvent pas arriver à mes chevilles [...] mon mari dit que eux attendent sans savoir que je galère, que je bouffe pas l'argent, que je me sacrifie pour eux [...] quand mon oncle entend ça, il répète ça tous les jours à ses enfants [...] Mon oncle a commencé à raconter une histoire, un rêve [...] il est animiste [...] le marabout doit donner du sens à tout ce qu'il fait [...] mon autre oncle à Kouvé, le marabout, a dit en lisant dans les cauris qu'il va mettre au monde un enfant un nouvel enfant qui va régler tous les problèmes de la famille [...] lui est trop vieux, mais dans les pratiques vaudous on peut élargir la signification [...] Une semaine après j'ai eu mes deux bacs au Togo et au Bénin [...] il a commencé à raconter ça que une fois que je suis en France [...] c'est Essenam qui est l'enfant [...] tout le monde sait cette histoire, matin, midi, soir, on répète les mêmes choses [...] ça énerve les gens, ils sont jaloux, très jaloux même [...] Il y a des gens même aujourd'hui, quand ils ont mal à la tête c'est Essenam [...] Ma cousine dit que je l'ai rêvé en sorcière et que j'ai dit à son père et que c'est pour ça qu'elle est pas mariée ».

Extraits d'un entretien avec Essenam E.

Le cas de Marius G. est également intéressant. Après seize années passées en Allemagne, il est revenu à Lomé pour installer une petite clinique destinée à assurer des premiers soins à des tarifs réduits. Il a également commencé à mener quelques activités de

⁸⁰. Au sens non pas de baptême catholique mais de cérémonie traditionnelle togolaise qui consiste à faire sortir le nouveau-né de sa maison pour la première fois, quelques semaines après sa naissance.

⁸¹. « Quand tu viens d'Europe, c'est toi qui doit régler les problèmes de la famille quand tu rentres ». Entretien avec Essenam E.

développement dans le village de son père. En 2000, lorsque son oncle, le chef de ce village de la région maritime est mort, tout le village l'a unanimement désigné comme son successeur. Marius a hésité car il ne voulait pas quitter son emploi de médecin à Lomé. Après de longues formalités, alors médecin citadin revenu d'Europe, il a été intronisé chef du village le 8 avril 2006. Il devenait par là-même cet étonnant « gardien des us et coutumes » du village. D'après lui, cela tient au fait qu' « on te voit comme un privilégié, tu es devenu un Superman si tu as fait l'Europe, tu es une personnalité imposante qui peut régler tous les problèmes et amener toutes les solutions ». Enfin, Sidonie B. confirme que cette logique se retrouve dans tous les milieux sociaux togolais. Ainsi, dans le milieu religieux, elle observe que les prêtres qui ont été formés en Occident attendent à leur retour d'obtenir un meilleur poste et un statut plus gratifiant⁸².

c) La migration de retour crée deux élites distinctes

Considérer son retour comme un processus ascendant, c'est donc s'écarter d'une définition fixiste basée sur des considérations économiques et financières au profit d'une redéfinition plus large fondée sur les critères qualitatifs de l'épanouissement professionnel, de la qualité de vie, de la valorisation, de l'utilité et de la reconnaissance sociale. Et c'est cette redéfinition qui permet aux émigrés les moins favorisés d'associer à leur nouvelle mobilité géographique l'idée d'une mobilité sociale ascendante. La migration de retour favorise donc à la fois la reproduction des élites sociales togolaises par la migration et l'ascension sociale d'une petite partie des Togolais issus des milieux plus populaires. Dès lors, l'on observe la formation de deux élites distinctes nées de l'émigration puis de la migration de retour.

D'abord, une *élite reproduite* issue des groupes sociaux dominants au Togo et qui a, dès son retour, la possibilité d'obtenir très rapidement des positions politiques et économiques de premier rang et donc d'intégrer la classe dirigeante togolaise. Ensuite, l'on trouve cette *élite produite* par la migration. Bien que ces émigrés de retour ne disposent pas des mêmes avantages que les précédents, il est clair qu'ils intègrent eux aussi les élites sociales togolaises. En effet, alors qu'ils avaient peur de perdre leur potentiel économique en revenant au Togo, l'ascension sociale qu'ils parviennent à percevoir se double d'une ascension sociale effective puisqu'ils disposent désormais d'une augmentation de leur pouvoir d'achat et

⁸². « Les prêtres dans les diocèses là-bas, les fidèles ne les considèrent pas, ce sont juste des administrateurs du sacrement [...] ils restent parce qu'ils ont trouvé un peu plus là-bas [...] pour aller aux études, il faut une famille bienfaitrice, ils trouvent un bien matériel [...] peu y restent pour des raisons spirituelles [...] les prêtres, eux ils veulent qu'on les mette à une place... [...] si c'est pas fait, ils retournent ». Entretien avec Sidonie B.

peuvent jouir de signes de richesse extérieure qui semblaient auparavant réservés aux élites du pays.

À l'heure actuelle, nombreux sont ceux qui considèrent que les personnes ayant des profils sociologiques proches de ce deuxième groupe appartiennent à une « classe moyenne » supposée naissante en Afrique. Ainsi, le photographe Joan Bardeletti a initié un projet intitulé « Classes moyennes en Afrique », auquel ont participé des journalistes, des responsables associatifs et des chercheurs européens et africains⁸³, pour mettre en lumière l'existence de ces individus de plus en plus nombreux et qui jouissent d'une puissance économique relative mais réelle. Dominique Darbon est également l'un des défenseurs de cette nouvelle appellation montante et qui permettrait, selon lui, de briser la conception bipolaire de l'espace social africain divisé entre « la grande pauvreté et l'opulence criarde d'une petite minorité de nantis »⁸⁴. Ces émigrés de retour qui ont fait partie des classes moyennes européennes semblent d'ailleurs spontanément s'inscrire dans cette nouvelle conception de l'espace social⁸⁵. En effet, ceux-ci se perçoivent comme des individus très simples et qui ne ressemblent en rien à l'image commune que les Togolais peuvent avoir de l'émigré de retour décrit comme « le gars complètement occidentalisé, costard cravate, dans son petit bureau, petit patron »⁸⁶.

Toutefois, les considérer comme une « classe moyenne » togolaise, c'est d'abord adopter des critères de jugement trop ancrés dans les réalités sociales européennes⁸⁷. Les caractéristiques sociales et économiques liées à la classe moyenne européenne correspondent, au regard du contexte togolais, à un statut très favorisé. En effet, il est difficile d'affirmer que ces migrants de retour disposent de revenus, d'un patrimoine et de qualifications moyennes, d'un rang hiérarchique et d'un prestige social moyen et enfin d'une place moyenne dans les

⁸³. Source : <http://classesmoyennes-afrique.org/fr/leprojet/>

⁸⁴. DARBON Dominique, « Les classes moyennes africaines », *L'Expansion*, 3 juin 2010. Source : http://www.lexpansion.com/afrique/une-classe-moyenne-peut-en-cacher-une-autre-l-emergence-de-la-petite-prosperite-en-afrique_233325.html

⁸⁵. « Y'avait des familles plutôt aisées et à côté nous, des petits Togolais qui arrivent comme ça en France ». Entretien avec Carla A. qui semblait se définir comme une « petite togolaise » dont les « parents sont pas très riches » alors qu'ils ont tout de même réussi à lui financer son voyage en France, le loyer d'un studio parisien et les frais d'inscription d'une des « écoles les plus chères de Lomé », s'élevant à 6 500 euros.

⁸⁶. « Je suis pas la référence de celui qui est rentré s'insérer... [...] C'est cette image là un peu, celui qui rentre doit obligatoirement être comme ça ». Entretien avec Ralf P.

⁸⁷. C'est l'un des biais de l'étude de l'équipe de recherche néerlandaise sur les réfugiés de retour au Togo qui adopte des critères bien trop restrictifs, et calqués sur le modèle européen, pour mesurer « l'encastrement » économique, sociale et psychologique de ces réfugiés. D'après cette étude, pour être relativement bien « encastéré » économiquement au Togo, il faut posséder une maison et des biens, avoir des revenus suffisants et stables qui garantissent une indépendance économique et avoir accès au système d'éducation et de santé, ce qui réduit considérablement les chances d'être décrit comme quelqu'un qui jouit d'une bonne situation économique. GALLOWAY Moira, « Return migration to Togo : Monitoring the Embeddedness of Returnees », op. cit., page 11.

rapports de propriété, de pouvoir et d'initiatives au Togo⁸⁸. Au contraire, ils disposent de qualifications importantes et parviennent, malgré les difficultés, à obtenir des emplois relativement valorisant. De plus, ils se livrent au même *ethos* de la richesse que les élites sociales togolaises, en cherchant à posséder notamment des vêtements de qualité, une belle voiture et une grande maison⁸⁹. Dans un pays où le taux d'alphabétisation ne dépasse pas 53%⁹⁰, ces *élites produites* possèdent également un atout non négligeable qui favorise l'obtention de positions dominantes, en maîtrisant les codes sociaux occidentaux et la langue française, c'est-à-dire la langue officielle de l'État. Enfin, le prestige et les mythes qui leur sont associés en tant qu'émigrés les situent automatiquement, pour les Togolais les plus défavorisés, dans un espace de l'élite. Ainsi, *élites reproduites* et *élites produites* se retrouvent au sein d'un espace identitaire où elles partagent des codes et des valeurs communes qui les distinguent du reste de la société. Difficile, dès lors, de les décrire comme une simple classe moyenne.

3- Une réinsertion plus ou moins difficile au Togo

Retrouver le Togo, son pays, sa famille, le décor de son enfance, tout cela permet donc de négocier le retour et de l'envisager comme une expérience réussie. Pourtant, il s'agit d'une expérience très ambivalente dont les réalités sont bien loin de l'image commune de l'émigré qui satisfait sa nostalgie et son amour de la patrie en retournant dans son pays d'origine et en s'y réintégrant facilement. En ce sens, revenir au Togo, ce n'est pas simplement effectuer un retour au point de départ.

D'abord, la réinsertion au Togo est un processus qui n'est pas dénué d'ambiguïtés. En effet, tout ce qui déplaisait aux migrants de retour en Europe et qui semblait absent au Togo finit par les agacer. L'image du négatif photographique construite entre une France terne, rigide, empressée et un Togo plein de saveurs, flexible et paisible, si elle permet de ne pas regretter son retour est en réalité plus complexe que cela. Ainsi, les émigrés qui reprochaient à

⁸⁸. BOSC Serge, *Sociologie des classes moyennes*, Paris, La Découverte, « Repères », 2008, 122 pages.

⁸⁹. Voir l'annexe 57. ; « Bien sûr je veux m'enrichir... je suis rentré pour ça, je veux avoir une grande maison, je veux être à l'aise ». Entretien avec Gérard C. ; « Y'en a quand tu les vois tu sais que c'est quelqu'un qui est d'autres cioux, qui vient de l'Occident... [...] Tu le distingues déjà dans les fringues, dans les voitures utilisées, par rapport à sa piaule aussi, par rapport aux activités qu'il fait, il invite au moins quinze personnes à qui il offre un verre à son compte, on se dit voilà, lui on sent qu'il est revenu ». Entretien avec Victor G. ; « Les experts voudraient se substituer aux autochtones alors que comme on dit ici, seul le porteur de la plaie en ressent les douleurs [...] l'expert descend pas de son 4x4 parce qu'il fait trop chaud, moi si... parce que c'est sûr que je vais pas rouler en dodoche ! ». Entretien avec José A.

⁹⁰. Sur la période 2003-2008 (56,9% pour l'ensemble des adultes et 39,6% pour les femmes en 2009). Sources : http://www.unicef.org/french/infobycountry/togo_statistics.html et <http://www.tg.undp.org/undptogo/togo.htm>

la France sa trop grande organisation et sa gestion effrénée du temps sont les premiers à expliquer que le Togo est trop désorganisé, qu'il y règne un laxisme et une gestion anarchique de la temporalité⁹¹. Pour ne prendre qu'un exemple, Gérard C. se montre très satisfait de pouvoir avoir un rythme de travail plus calme et flexible et en même temps il semble agacé par le fait devenir « celui qui bosse à deux à l'heure ». Les migrants de retour doivent donc gérer des contradictions internes entre leur double culture qui les a poussé à intérioriser des habitudes et des *habitus* liés aux éléments culturels qu'ils rejettent à la fois en Europe et en Afrique.

« Si la plupart d'entre eux reconnaît les avantages que procure la vie en France, ils ne peuvent pas faire abstraction du fait qu'ils y sont toujours considérés comme étrangers et qu'ils ne se sentent toujours pas identiques aux Français d'origine. Parallèlement, s'ils continuent à revendiquer leur identité marocaine, ils ne se reconnaissent plus non plus dans leur société d'origine qui a fortement évolué pendant leur "absence" et sur laquelle ils portent un regard critique, forgé par leur expérience de vie au sein d'une démocratie occidentale ».

SCHAEFFER Fanny, « Mythe du retour et réalité de l'entre-deux. La retraite en France, ou au Maroc ? », *op. cit.*, page 171.

a) L'isolement des émigrés de retour

L'un des points communs récurrents chez les personnes interrogées réside dans la faiblesse des relations sociales depuis le retour. Ainsi, revenir au Togo, ce n'est pas retrouver le Togo que l'on avait quitté. Les émigrés de retour perdent leurs anciens repères et doivent donc « s'intégrer à nouveau » selon l'expression de Sidonie B., renouer des relations, se refaire des amis⁹². Mais la tâche est complexe lorsque l'on fait partie de ceux qui ont connu l'Europe⁹³.

⁹¹. Carla A. explique que dans son travail actuel il lui manque une organisation, une meilleure gestion des projets et des « deadlines ». ; « Ici tu as pas une ambiance de travail, c'est le farniente avant tout ». Entretien avec Lonlongo T. ; « Au début c'est pas évident, tu as rendez-vous à 7 heures, ils viennent à 9 heures 30 ». Entretien avec Wilfried Q.

⁹². « Quand ils reviennent en plus ils retrouvent plus leurs amis [...] quand on rentre on imagine retrouver le pays qu'on a laissé [...] c'est un choc, on se dit qu'est-ce qu'on vient faire ici ? ». Entretien avec Sophie A. ; « Tu arrives, tu dois reconquérir la confiance des gens [...] les cœurs se gagnent [...] c'est un processus qui prend du temps [...] il faut beaucoup de temps pour recréer son environnement social ». Entretien avec Hugues S.

⁹³. « Il importe en revanche de souligner le désarroi qui gagne rapidement aussi bien les Guinéens de retour que les Guinéens qui étaient restés au pays, lorsqu'ils se retrouvèrent après 1984 face à un autre, pourtant frère ou ami, qu'ils ne reconnaissaient pas. Les anciens exilés apportent un premier élément de réponse : "la diaspora guinéenne connaît les désillusions de toutes les diasporas du monde. Plus longtemps on quitte son pays, plus on l'aime, mais on l'aime idéalement ; on idéalise le passé, les gens que l'on a quittés..." Le retour impose donc un réapprentissage progressif de la communication : "j'ai retrouvé un pays qu'il me fallait comprendre ; j'avais le sentiment qu'une espèce d'écran existait entre mes interlocuteurs et moi, que nous évoluions sur des plans différents, ce qui limitait les échanges" ». BAH Amadou Oury, KEITA Bintou, LOOTVOET Benoît, « Les Guinéens de l'extérieur : rentrer au pays ? », *op. cit.*, page 31.

D'abord, les émigrés de retour disent ne plus avoir les mêmes centres d'intérêt que les Togolais restés au Togo et avoir du mal à partager leurs expériences avec eux. Il est vrai que les relations semblent parfois difficiles à établir entre des « locaux » qui accusent les émigrés d'afficher un trop fort « sentiment de supériorité »⁹⁴ et des émigrés qui considèrent que ce sont les locaux qui souffrent d'un « sentiment d'infériorité »⁹⁵. Ainsi, les Togolais restés au Togo ont tendance à décrire l'aisance acquise par les émigrés dans leurs relations à autrui comme de l'arrogance ou de l'irrespect⁹⁶. Dès lors, Les relations sociales se distendent rapidement. Surtout si l'on ajoute à ces incompréhensions les sollicitations financières pesantes. Ainsi, sans l'avoir volontairement cherché, les migrants de retour se retrouvent avec des personnes avec qui ils ont plus d'affinités. Autrement dit, ils côtoient des individus qui ont connu un parcours proche du leur ou des personnes que l'on pourrait qualifier de membres d'une « diaspora intérieure » et qui sont les seules au sein d'un groupe d'amis à ne pas avoir choisi l'émigration⁹⁷.

« Je voyais le Togo comme la brousse [...] un peu comme si j'étais en haut de la montagne et que je voyais les gens dans la vallée [...] dans les années 1990, là j'ai tiqué... ah en réalité je viens de là [...] ça a changé... ils ont certainement des choses à t'apprendre ».

Extrait de l'entretien avec Bernard K.

Plus encore que dans les relations amicales, certains migrants de retour confient avoir du mal à vivre avec des conjoints qui n'ont pas connu l'expérience de l'Europe⁹⁸. Kodjo B. s'est par exemple séparé d'une jeune Togolaise qui lui semblait être plus intéressée par le fait qu'elle voulait partir en Allemagne que par sa personne. Gary T. s'est quant à lui marié à une Togolaise qui travaille pour une société internationale et qui a voyagé en Europe et aux États-Unis. Dépérissement de relations anciennes et faiblesse des nouvelles relations amicales ou affectives, voilà autant de thèmes que les personnes interrogées ne voulaient généralement pas

⁹⁴. « Les talents sont en latence ici, y'a pas d'initiatives ici... je suis ici à cause de ceux d'ici finalement... ils sont pas assez efficaces donc je fais le travail ». Entretien avec Boris B.

⁹⁵. « Ça j'aurais du mal à répondre objectivement [...] peut-être que oui mais ça ne change pas les relations sociales [...] je reste celle que j'ai toujours été [...] je ne suis pas le genre à snober et à me mettre ça sur le front, je bannis ça, je ne veux pas que ça affecte les relations ». Entretien avec Clémentine T. ; « On a tendance à croire que parce que tu as été aux États-Unis... tu as l'impression de tout connaître ». Entretien avec Lucien D. ; « Il y a l'orgueil d'être allé en Europe [...] Vous n'êtes pas quelqu'un d'extraordinaire [...] soit c'est les revenants d'Europe qui ont le complexe de supériorité et les autres le complexe d'infériorité [...] je reviens, je suis sœur Sidonie... c'est à la communauté de dire ». Entretien avec Sidonie B. ; « Ils veulent être supérieurs, les autres sont des subordonnés... je ne suis pas de ce style [...] il y a une certaine sympathie de me voir si simple ». Entretien avec Hugues S.

⁹⁶. « Certains on les trouve trop impolis, trop prétentieux [...] ici il faut que tu saches comment marcher ». Entretien réalisé avec Robert B. ; « Les officiers pensent que vous [les Saint-Cyriens] vous les regardez de haut ». Entretien avec Gary T.

⁹⁷. Voir les citations dans l'annexe 58.

⁹⁸. À force de vivre avec des Européens et des Américains, Kwassi P. déclare : « c'est difficile de vivre à 100% avec sa femme togolaise, y'a certaines choses que je peux pas discuter avec elle ».

trop aborder mais qui semblent peser lourdement sur leur moral et sur leur épanouissement personnel au retour⁹⁹.

b) La réintégration difficile des migrants issus des milieux plus populaires

Les migrants de retour moins favorisés semblent écarter catégoriquement l'idée qu'ils puissent avoir des regrets¹⁰⁰. Leur retour est alors présenté comme un choix raisonnable fait au moment opportun. Toutefois, il apparaît que les difficultés qu'ils peuvent traverser au retour dans l'obtention d'un emploi ou dans la mise en place de nouvelles activités mais plus largement dans le fait de retrouver leur pays d'origine suscite quelques déceptions. Bien que des concessions soient faites, le manque de relations sociales¹⁰¹ ou de certaines pratiques culturelles et le fait de vivre dans un environnement que l'on ne reconnaît plus et dont on n'accepte plus aussi facilement toutes les règles peut mener à reconsidérer son retour sous un autre angle. Dès lors, des doutes peuvent s'installer. Kodjo B. raconte notamment que pendant plusieurs mois après son retour il vivait toujours difficilement sa nouvelle situation : « je n'avais pas l'impression d'être ici [...] c'est comme si j'observais un spectacle, comme si je me suis dédoublé et que je me regardais faire les choses ».

Certaines personnes interrogées semblent d'ailleurs s'interroger sur la pertinence de leur retour et se demander de manière plus pressante si un nouveau départ n'est pas préférable¹⁰². Pour ceux qui disposent d'une certaine assise économique, il est envisageable de vivre entre le Togo et l'ancien pays d'accueil¹⁰³. C'est ce qu'a choisi de faire Olivier A. qui explique qu'au bout d'une année passée au Togo, il a besoin d'une « respiration » en France.

⁹⁹. « C'est la question à dix mille dollars ! (rires) [...] tu sais moi je suis très famille..., je suis avec mon mari, ma sœur, ma mère... ». Entretien avec Carole A.

¹⁰⁰. « Jamais je me suis dit je repars [*Tu as eu quelques regrets ?*] Jamais ! ». Entretien avec Carole A. ; « Dire que je regrette ce serait tirer un trait sur tout ce que j'ai fait, non... je ne regrette pas du tout... je ne vais pas te dire que tout est rose, au Togo il faut savoir s'adapter en permanence, tout n'est pas comme je l'espérais ». Entretien avec Carla A.

¹⁰¹. « Le retour définitif au pays signifie l'abandon d'un microcosme social qu'ils se sont créé tout au long de leur séjour, pour trouver une place au sein de leur pays d'immigration ». SCHAEFFER Fanny, « Mythe du retour et réalité de l'entre-deux. La retraite en France, ou au Maroc ? », op. cit., page 170.

¹⁰². « Parmi les explications de nature psychologique et sociologique, l'habitude de vie en France est une première cause : "...la modification des pratiques sociales et culturelles provoque une perte progressive des repères d'origine, qui peut aller jusqu'à une rupture complète, et ceci d'autant plus que la société d'origine est elle-même soumise à des changements... Beaucoup de personnes âgées sont aussi déçues de l'évolution de leur pays à leur retour". L'altération des liens familiaux, l'absence d'autorité sur les enfants qui ont grandi sans leur père, le célibat maintenu pendant deux, trois ou quatre décennies, font que le retour à la vie de famille peut être délicat. Les séjours ne se passent pas toujours très bien. « L'émigré » peut avoir hâte de retourner en France. » BASTHERON Françoise, MICHEL Maurice, « Rapport sur les immigrés vieillissants », op. cit., page 15.

¹⁰³. « Même s'ils sont revenus, c'est un pied ici, un pied à Bruxelles ». Entretien avec le journaliste Daniel Lawson-Drackey.

Mais pour la plupart d'entre eux, il faut désormais choisir¹⁰⁴. Jean A. semble de plus en plus tiraillé par le désir de repartir en France. Il insiste sur le fait qu'il vit très mal son retour depuis plus d'un an. Même s'il s'imagine passer « ses vieux jours » au Togo, il affirme clairement sa volonté de retourner en France et exhibe son portable et sa montre tous les deux « à l'heure française ». Mais il se trouve actuellement bloqué par le projet qu'il a initié à Lomé. Son bar n'est pas encore rentable et ne dispose pas d'un personnel stable et de confiance à qui déléguer un maximum de tâches. Jean compte donc désormais sur ses frères restés en France pour lui payer un billet d'avion et lui offrir ainsi l'opportunité d'aller « se ré-oxygéner ».

« Dans mon esprit je suis pas rentré, je suis toujours en France [...] Le retour au pays c'est voulu, moi j'ai pas voulu [...] Je suis pas rentré... je suis sur le départ... activement ! (rires) [...] Je le sens comme une contrainte d'avoir fait un an ici malgré moi [...] J'ai la nostalgie de la France, j'ai la tête en France [...] Moi je suis pas dans une logique du retour [...] Je me sens plus de là-bas que d'ici... bien sûr je suis togolais sur les papiers... pour te dire, je ne rêve pas en *mina* même ».

Extraits de l'entretien avec Jean A.

Mais là encore, la réinsertion ne place pas tous les migrants devant les mêmes difficultés. Alors que les obstacles et les déceptions sont plus nombreux pour cette *élite produite* dotée de moins de capitaux, cette dernière a également plus de mal à gérer cette réintégration au retour. Ainsi, retrouver le Togo est un processus qui place l'émigré de retour dans une situation qui fait écho à celle qu'il a vécu dans le pays d'accueil. Alors qu'il devait affronter, selon Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad, une « position impossible d'étranger parfaitement intégré et pourtant parfaitement inassimilable » en migration¹⁰⁵, le migrant de retour se retrouve dans une situation non moins aisée qui fait de lui un Togolais qui n'est plus pleinement reconnu comme tel par sa famille et qui ne peut retrouver la place qu'il occupait dans la société togolaise avant son départ. La réinsertion psychologique et morale au Togo est donc très complexe.

Toutefois, elle pèse beaucoup moins sur l'*élite reproduite* qui vit dans un espace physique et identitaire à part au Togo. En effet, ces émigrés de retour favorisés fréquentent des lieux de sociabilités qui ne sont accessibles qu'à une minorité de Togolais et vivent donc dans des espaces confinés, à l'image du quartier de la Caisse à Lomé, aussi appelé « Lomé 2 », et qui accueille toutes les ambassades et les grandes villas des élites dirigeantes togolaises

¹⁰⁴. « Ils sont découragés, soit ils capitulent soit certains retournent même en Europe ». Entretien avec Marius G. ; « C'est difficilement supportable pour des gens qui ont fait l'Europe [...] rester définitivement, non [...] si la Côte d'Ivoire est stable, là directement je lâche tout je retourne [...] j'ai une petite piaule ». Entretien avec Bernard K. ; « J'en ai connu qui sont repartis ». Entretien avec Robert B.

¹⁰⁵. SAYAD Abdelmalek, BOURDIEU Pierre, *La double absence : des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, op. cit., page 10.

et des coopérants occidentaux. Ces espaces physiques se doublent d'espaces identitaires où se côtoient ceux qui se retrouvent autour de nouvelles normes occidentalisées. *L'élite reproduite* ne retrouve donc pas pleinement le Togo mais plutôt une sorte de bulle ou de champ clos, ou très peu perméable, qui les met à l'écart des critiques sur leur authenticité notamment.

À l'inverse, les migrants moins favorisés qui parviennent à revenir restent en contact avec l'ensemble de la société togolaise et se trouvent donc contraints de gérer au quotidien les critiques et les sollicitations. La réinsertion devient donc plus problématique pour ces individus à qui l'on rappelle constamment leur double rupture culturelle avec le Togo et leur statut d'émigré européenisé.

Conclusion

Les migrations de retour sont à l'heure actuelle majoritairement analysées en liaison avec plusieurs thématiques récurrentes comme la participation au développement, la vie politique du pays d'origine et l'attachement du migrant à sa patrie. Tous ces facteurs peuvent évidemment jouer un rôle dans le retour mais ne paraissent pas pouvoir être placés au centre des explications. En réalité, le retour d'un émigré vers son pays d'origine implique des dimensions très personnelles. Et ceci est d'autant plus vrai dans le cas du Togo dont les migrations sont marquées par un individualisme fort. Dès lors, l'obtention d'un emploi, le bien-être ou la satisfaction personnelle semblent être des objectifs qui rentrent beaucoup plus en compte. Il paraît donc impératif de s'écarter d'une imposition de problématique politique et sociale et de s'éloigner des présupposés courants pour parvenir à expliquer les logiques du retour. De plus, peut-être faut-il ne pas seulement s'intéresser aux causes et aux déclencheurs de cette migration, en tentant d'établir une liste de déterminants et de critères qui la favoriseraient automatiquement, mais également observer les modalités du retour et ses conséquences, en en faisant un phénomène global impliquant plusieurs États et sociétés.

Les migrants se retrouvent actuellement sous le feu croisé d'injonctions multiples. L'État d'accueil dresse ainsi le profil de ceux qui doivent repartir et encourage les autres à couper tout lien avec leurs origines pour pouvoir s'intégrer, l'État d'origine leur demande de participer au développement du pays, la famille restée dans le pays d'origine leur demande de réussir en migration et de les aider financièrement. Les migrants deviennent alors le support de toutes les attentes. Et bien qu'ils se trouvent personnellement tiraillés entre des envies et des craintes contradictoires, ils devraient être ceux qui développent sans faillir cette « culture de l'émigré dont les valeurs fondamentales sont : l'importance de la communauté d'appartenance, les ambitions saines de réussite pour soi-même et sa progéniture, la valorisation de l'éducation, la propension à l'épargne, l'esprit de sacrifice, la débrouillardise, l'esprit d'initiative »¹.

Les programmes d'aide au retour actuellement menés en Europe fonctionnent mal notamment parce qu'ils en restent à ces constats superficiels sans s'interroger sur les réels

¹. ASSOGBA Yao, « Diaspora, mondialisation et développement de l'Afrique », *Nouvelles pratiques sociales*, 2002, Volume 15, Numéro 2, page 101.

besoins des migrants et sur les aspects individuels, psychologiques et identitaires du retour. En effet, si le retour est présenté par les migrants eux-mêmes comme une valeur naturelle inculquée par leur éducation, il s'agit en fait d'un phénomène social complexe qui n'est pas dénué de contradictions².

De plus, si la migration semble faire subir à tous les migrants subsahariens les mêmes épreuves, notamment le racisme ou le difficile accès à l'emploi dans le pays d'accueil, il apparaît en réalité qu'il s'agit d'un phénomène marqué à toutes les étapes par d'importantes inégalités sociales et qui participe à leur renforcement. Or, les politiques migratoires actuellement menées à la fois en France et au Togo viennent renforcer ces logiques.

Ainsi, pour pouvoir revenir au Togo, les émigrés de retour doivent affronter un puissant mythe qui les assimile à l'Occident et fait d'eux des individus supposés être riches qui doivent distribuer de l'argent et vivre dans l'ostentation. Pour parvenir à assumer ces attentes sociales et familiales, il faut donc bénéficier de ressources financières importantes ou faire partie de familles aisées³.

Au Togo, la migration est au départ majoritairement envisagée comme un moyen de partir à l'étranger se former, se réaliser et trouver une reconnaissance sociale avant de revenir avec des compétences à mettre en application en intégrant des postes à responsabilités et des emplois bien rémunérés. L'on part donc pour mieux revenir⁴. Ce processus fonctionne toutefois tant que les migrations restent numériquement faibles. Devant la hausse des départs, cette valorisation de l'apprentissage migratoire est devenue beaucoup plus difficile à obtenir. Seules les familles qui disposent de capitaux économiques et sociaux importants peuvent encore envisager ce parcours. Cette stratégie assurée de reproduction de l'élite togolaise par la migration est donc beaucoup plus aléatoire voire difficile pour les migrants issus de familles populaires.

Les conditions de cette mobilité internationale participent à leur tour à brouiller les frontières sociales en migration et à renforcer les inégalités sociales dans le pays d'origine. Ainsi, à côté des individus les plus défavorisés au Togo qui sont exclus de l'émigration vers

². « Il ne s'agit pas de dresser un tableau idyllique de ces retours. Ils ne sont pas exempts de contradictions ni de mal-être ». QUIMINAL Catherine, « Retours contraints, retours construits des émigrés maliens », *Hommes et migrations*, Numéro 1236, « Retours d'en France », Mars-Avril 2002, page 43.

³. « Il faut avoir conscience déjà qu'on est des privilégiés ». Entretien avec Wilfried Q. ; « C'est un luxe qui est permis parce qu'il y a une assise familiale qui est déjà là... il faut être un peu "nanti" pour revenir ». Entretien avec Yéma K.

⁴. « Certes, les migrants pensent constamment au retour. On peut même dire que c'est l'idée de retour qui motive leur départ. C'est parce que l'on a l'idée de revenir que l'on s'en va, à tel point que certains chercheurs ont utilisé l'expression "partir pour rester" ». MA MUNG Emmanuel, « Présentation de la table ronde n° 1 : concepts et méthodes », « Migrations internationales de retour dans la perspective des pays du Sud », Centre Population et Développement (CEPED), 5 et 6 avril 2004, page 2.

l'Occident et doivent se contenter de rester au Togo ou d'émigrer dans des pays voisins, des individus issus des milieux populaires qui sont parvenus à émigrer en Europe mais ne peuvent plus revenir au Togo assumer l'ensemble de ces attentes et des élites sociales dont le retour est facilité à la fois par les politiques migratoires et les conditions du retour, il existe un autre profil social. Il s'agit des émigrés issus de familles populaires mais qui ont réussi à obtenir une certaine ascension dans la migration. Ces derniers doivent faire avec des ressources bien moins importantes que celles des élites sociales togolaises pour négocier leur retour. Faute d'une réinsertion professionnelle facilitée par une famille bien implantée à Lomé ou par le recours à divers réseaux sociaux, ils parviennent à envisager leur retour comme une ascension sociale, ascension qui est alors le fruit d'un « bricolage » et d'une renégociation des objectifs de départ. En parvenant à convertir leurs ressources matérielles et leur expérience de l'émigration en capital symbolique, les migrants socialement moins favorisés peuvent alors lier mobilité géographique et mobilité sociale ascendante et disposer de situations économiques et financières confortables, voire très confortables.

Au retour, il existe donc toujours un fossé important entre les élites sociales togolaises renforcées et reproduites par la migration et ces migrants plus défavorisés. Toutefois, *élites reproduites* et *élites produites* font désormais partie des groupes sociaux dominants au Togo qui disposent d'un pouvoir d'initiative économique, de création associative et culturelle voire de décision politique. La migration de retour reproduit et renforce donc les inégalités sociales existantes en favorisant l'élargissement du champ des élites togolaises.

Enfin, la ligne de démarcation la plus importante entre ces deux groupes au retour réside dans une dimension plus identitaire. Il apparaît tout à fait clair que l'émigré de retour ne retrouve pas le Togo qu'il avait quitté⁵. Il ne peut pas non plus retrouver la place qui était la sienne puisqu'il est désormais soumis à d'importantes « prescriptions d'identité »⁶. Et cette situation est là encore diversement négociée selon les positions sociales des individus. Au retour, les *élites reproduites* peuvent se retrouver et évoluer dans des espaces physiques réservés aux groupes sociaux dominants marqués par des manières de faire et de dire très

5. « L'aller et le retour entre ici et là-bas, entre deux continents, peuvent se répéter mille fois par nécessité ou par volonté et, à chaque fois, on peut se sentir étranger, de part et d'autre, même dans un pays qui est censé être le nôtre. On se demande ce qui se passe. Peut-être est-ce le mot du vieil Héraclite que nous expérimentons sans le savoir : "On ne se baigne pas deux fois dans le même fleuve", aurait-il dit, d'après un fragment bien connu. À chaque bain, le fleuve a changé et nous aussi. L'air n'est plus le même, ni le soleil, ni l'eau, le paysage non plus et nous ne sentons plus les choses de la même manière. Les poètes le savent si bien. C'est la rançon de toute migration intime qui s'effectue au singulier. » BONI Tanella, « Entre ici et là-bas, nulle part... Variations sur l'idée d'indifférence », *Africultures*, « Migrations intimes », Numéro 68, Septembre 2006, 248 pages.

⁶. VILLANOVA Roselyne, « Espace de l'entre-deux ou comment la mobilité des immigrés recrée du territoire », *L'Homme et la société*, 2007, Volume 3, Numéro 165, page 65.

européanisées. Pour les migrants moins favorisés au départ, la réintégration au retour est plus difficile puisqu'ils se retrouvent entre deux espaces, celui des grandes élites d'une part, et celui des milieux plus populaires, d'autre part. Ils ne sont donc ni tout à fait intégrés dans l'un, même s'ils sont les premiers à pouvoir y être cooptés, ni tout à fait reconnus comme des Togolais à part entière dans l'autre. Après avoir en partie quitté leur pays d'accueil pour ne pas s'y être sentis pleinement intégrés, ils vivent une réintégration difficile au Togo⁷. Il paraît toutefois difficile d'affirmer ici, comme certains auteurs ont pu le faire pour d'autres cas d'études, que ce retour physique au Togo est un retour identitaire impossible⁸ ou une sorte d'impasse qui oblige à une éternelle circulation entre deux pays⁹. Toutefois, il est clair que cette difficile réinsertion a des implications morales et psychologiques fortes sur les migrants de retour, et plus particulièrement sur ceux qui ne sont pas issus des élites sociales togolaises.

Il reste toutefois difficile de dire si ces logiques vont ou non perdurer. En effet, les réalités migratoires togolaises sont en pleine mutation depuis plusieurs décennies. L'émigration est encore aujourd'hui caractérisée par l'importance des départs légaux de jeunes étudiants togolais partant poursuivre leur formation à l'étranger. Mais les profils migratoires et les destinations d'accueil se diversifient de plus en plus. Il est donc impossible d'affirmer si ces logiques du retour comme phénomène inégalitaire vont se renforcer par le biais notamment de l'État togolais qui reprend à son compte la *doxa* internationale de la participation au développement et encourage le retour des émigrés les plus qualifiés ou vont se transformer sous la pression de trop grandes transformations des conditions de la migration internationale.

⁷. « Ici je fais tâche et là-bas je suis vue comme une étrangère ». Entretien téléphonique avec Kékéli T. ; « ici je suis vu comme un Africain en France, au Togo comme un Africain de France ». Entretien avec Lorenzo H.

⁸. « Le dilemme des émigrés est finalement simple, avec un choix difficile : ou bien chercher à s'insérer dans une culture étrangère où les phénomènes de rejet sont de plus en plus nets, avec une mobilité sociale réduite et une véritable dévaluation de statut social ; ou bien tenter un retour au pays avec des handicaps aussi forts que lors de l'émigration (enfants entre deux cultures également mal assimilées, sentiment d'échec dès lors que ce retour n'est pas sûrement préparé). » DE TAPIA Stéphane, « De l'émigration au retour : les mutations du champ migratoire turc », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 1989, Volume 52, Numéro 52-53, page 269.

⁹. SCHAEFFER Fanny, « Mythe du retour et réalité de l'entre-deux. La retraite en France, ou au Maroc ? », op. cit.

Bibliographie

Documents audiovisuels et ouvrages littéraires :

- ✓ AMEGAN Kodjo Léon, *De l'Afrique à l'Hexagone, les espérances d'une enfance, les désillusions d'une génération*, Paris, L'Harmattan, 2009, 263 pages.
- ✓ FRITAH Brahim (réal.), *La femme seule*, Les films sauvages, 2005, 70 minutes.
- ✓ GUINARD Pierrick (réal.), *Togo or not to go... Kofi, histoire d'un singulier aller-retour*, Eole Production, 2007, 52 minutes.
- ✓ OUOLOGUEM Yambo, *Lettre à la France nègre*, Paris, Le serpent à plumes, « Motifs », 2003 (édition originale en 1969), 218 pages.
- ✓ PIVIN Jean-Loup (dir.), « Togo – Ghana », Paris, *Revue Noire*, « African Contemporary Art », Numéro 32, Mars-Avril-Mai 1999.

Rapports :

- ✓ ABESSOLO Serge, *Droit de vote et représentation politiques des Africains de l'étranger*, Initiative internationale pour l'Union Africaine (IUA), Colloque sur le thème : « L'Union africaine et ses diasporas : analyses et perspectives pour une plus grande contribution des diasporas au développement de l'Afrique », Paris, 30 octobre 2006, 14 pages.
- ✓ African Diaspora Community Forum, *Report of the proceedings*, Ottawa, 25 avril 2005, 22 pages.
- ✓ AKOUETE-AKOUE Michel, *Rencontre du Premier ministre du Togo avec la diaspora togolaise en France – Compte-rendu*, Paris, 11 mars 2009, 2 pages.
- ✓ AMADOU DIA Ibrahim, *Déterminants, enjeux et perceptions des migrations scientifiques internationales africaines : le Sénégal*, Global Commission on International Migration, Genève, Avril 2005, Numéro 32, 27 pages.
- ✓ Amnesty International, *Togo : « je veux savoir pourquoi on a tué mon fils »*, 18 janvier 2007.
- ✓ Association for Higher Education and Development (AHEAD), *Semantics aside : the role of the African diaspora in Africa's capacity building*, Ottawa, Octobre 2004, 41 pages.
- ✓ ASSOGBA Yao, *Et si les Africains de la diaspora étaient des acteurs du développement de l'Afrique ?*, Université du Québec en Outaouais, Chaire de Recherche du Canada en développement des collectivités, « Série Recherche », Numéro 25, juillet 2002, 14 pages.
- ✓ Banque Africaine de Développement (BAD), *Les transferts des fonds des migrants, un enjeu de développement : Les Comores, Mali, Maroc, Sénégal : rapport provisoire*, octobre 2007, 75 pages.
- ✓ Banque Africaine de Développement (BAD), *Les transferts des fonds des migrants, un enjeu de développement*, janvier 2008, 84 pages.
- ✓ Banque Mondiale, *Global Economic Prospects, Economic Implications of Remittances and Migration*, 2006, 160 pages.
- ✓ BASTHERON Françoise, MICHEL Maurice, *Rapport sur les immigrés vieillissants*, Inspection générale des affaires sociales, novembre 2002, 152 pages.
- ✓ BESSON Eric, *Les migrants, acteurs du développement solidaire : soutenir les initiatives des migrants en faveur du développement de leur pays d'origine*, « Prospective Evaluation », Secrétariat d'Etat chargé de la prospective, de l'évaluation des politiques publiques et du développement de l'économie numérique, septembre 2008, 36 pages.
- ✓ BOCQUIER Philippe, *Chapitre 2 - L'importance relative de la fuite des cerveaux : la place de l'Afrique subsaharienne dans le monde*, « Diasporas scientifiques », IRD, 2003, 18 pages.

- ✓ BOURVEN Monique, *Comment mobiliser l'épargne des migrants en faveur du codéveloppement*, Avis et rapports du Conseil et Économique et Social de la République française, 2008, 72 pages.
- ✓ CASSARINO Jean-Pierre, *Migrants de retour au Maghreb : réintégration et enjeux de développement*, Florence, European University Institute, Robert Schuman Centre for advanced studies, MIREM, 2007, 100 pages.
- ✓ Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID), *Migrations et développement : enjeux et pièges du co-développement*, Paris, Actes du colloque, 27 juin 2008, 48 pages.
- ✓ CERIANI SEBREGONDI Filiberto, BAWARA Gilbert, *Document de stratégie pays et programme indicatif national – Période 2008-2013*, Commission Européenne, Ministère de la Coopération, du Développement et de l'Aménagement du territoire du Togo, mai 2008, 146 pages.
- ✓ CHEVALIER-DELANOUE Yannick, *Perspectives économiques régionales – Afrique subsaharienne*, Fonds Monétaire International, « Études économiques et financières », octobre 2008, 104 pages.
- ✓ Conférence régionale ministérielle ouest-africaine sur la participation des migrants au développement de leur pays d'origine, *Mise en œuvre et suivi de la Déclaration de Dakar*, Dakar, 13 octobre 2000, 9 pages.
- ✓ COULON Alain, PAIVANDI Saeed, *Les étudiants étrangers en France : l'état des savoirs*, Observatoire de la Vie Étudiante (OVE), Université Paris 8, Centre de Recherches sur l'enseignement supérieur, mars 2003, 52 pages.
- ✓ DE HAAS Hein, *Engaging diasporas : How governments and development agencies can support diaspora involvement in the development of origin countries*, Oxfam Novib, International Migration Institute, Juin 2006, 117 pages.
- ✓ DE HAAS Hein, *The myth of invasion : irregular migration from West Africa to the Maghreb and the European Union*, International Migration Institute, University of Oxford, Octobre 2007, 83 pages.
- ✓ Délégation de la Commission Européenne, *Coopération avec la République du Togo – Rapport d'activités 2000-2001*, Union Européenne, 19 pages.
- ✓ DOEVI Dodzi A., *Rapport de la Revue des Quinze ans et évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration de Dakar/Ngor et du Programme d'action de la CIPD*, Unité de gestion et de coordination de programmes Gouvernement-Système des Nations-Unies, 2009, 49 pages.
- ✓ DUMONT Jean-Christophe, SPIELVOGEL Gilles, « Partie III : Les migrations de retour : un nouveau regard », dans *Perspectives des migrations internationales*, SOPEMI, OCDE, 2008, 66 pages.
- ✓ ELJAMRI Abdelhamid, *Comprendre le retour et la réintégration des migrants : définitions et approches*, Tunis, Organisation Internationale du Travail (OIT), novembre 2009, 8 pages.
- ✓ ELJAMRI Abdelhamid, *Réflexion : le retour entre migration et développement*, Tunis, Organisation Internationale du Travail (OIT), novembre 2009, 6 pages.
- ✓ Environnement et Développement du Tiers-Monde (ENDA-TM), *Mobilisation des diasporas qualifiées au profit du développement de leur pays d'origine : étude diagnostique*, Paris, octobre 2005, 48 pages.
- ✓ FASTI (Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés), *Immigration, actrice de développement*, Paris, L'Harmattan, 1992, 254 pages.
- ✓ GALLOWAY Moira, *Return migration to Togo : Monitoring the Embeddedness of Returnees*, University of Amsterdam, Radboud University Nijmegen, Janvier 2008, 43 pages.
- ✓ GARSON Jean-Pierre, TAPINOS Georges, *L'argent des immigrés : revenus, épargnes et transferts de huit nationalités immigrées en France*, Paris, Presses universitaires de France, Institut National d'Études Démographiques (INED), « Travaux et documents », Cahiers numéro 94, 1981, 352 pages.
- ✓ Global Commission on International Migration (GCIM), *Les migrations en bref*, 5 pages.
- ✓ HAMDOUCH Bachir, OULD-AOUDIA Jacques, *L'impact de la migration de retour sur les pays d'origine, le cas du Maroc*, Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), Direction de l'Emploi, du Travail et des Affaires sociales,

- « Migrations, retours et développement », Conférence internationale de Milan, 2-3 octobre 2008, 27 pages.
- ✓ IONESCU Dina, *Engaging diasporas as development partners for home and destinations countries : challenges for policymakers*, Genève, Organisation Internationale des Migrations, « Migration Research Series », Volume 26, 2006, 85 pages.
 - ✓ KABA Olivier, FORCE Eric, *Pratiques et politiques d'aide au retour au niveau européen – Analyse de la situation française*, Programme Solidarité Eau, Fonds européen pour les réfugiés, AGEF, novembre 2002, 9 pages.
 - ✓ KASSIMATI Koula, *Recent studies and research on return migration : lessons to be drawn for the reintegration of young migrants*, Genève, Bureau international du Travail, Programme des Nations-Unies pour le Développement, Organisation internationale du travail, 1983, 31 pages.
 - ✓ KLUGMAN Jeni, *Lever les barrières : mobilité et développement humains*, PNUD, Rapport mondial sur le développement humain, 2009, 251 pages.
 - ✓ LAHLOU Mehdi, *MIREM Project : migration de retour au Maghreb, une approche socio-économique et institutionnelle*, Robert Schumann Center for advanced studies, Institut National de Statistiques et d'Études Appliquées (INSEA), Octobre 2006, 16 pages.
 - ✓ LANGERS Jean, *Immigrés retraités : resteront-ils au Luxembourg ?*, Luxembourg, Working papers du Service central de la Statistique et des Études Économiques (STATEC), « Économie et Statistiques », « Savoir pour agir », Volume 24, 14 pages.
 - ✓ LIBERCIER Marie-Hélène, SCHNEIDER Hartmut, *Migrants : partners in development co-operation*, Paris, OECD, 1996, 71 pages.
 - ✓ Ligue Togolaise des Droits de l'Homme (LTDH), *Drame dans le camp des réfugiés togolais à Agamé au Bénin : la LDTH interpelle les gouvernements togolais et béninois et le HCR*, 22-23 février 2006.
 - ✓ LOWELL B. Lindsay, FINDLAY Allan, *L'émigration de personnes hautement qualifiées de pays en développement : impacts et réponses politiques – Rapport de synthèse*, Cahiers de migrations internationales, Volume 44 F, Programme des migrations internationales, Secteur de la protection sociale, Genève, 54 pages.
 - ✓ MEWENEMESSER Apollinaire, « Journée économique du Togo en France », *La croisière des opérateurs économiques, bulletin d'informations économiques de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo*, Novembre 2009, Numéro 20, pages 12 à 18.
 - ✓ Migrations pour le Développement en Afrique (MIDA-France), *La mobilisation des Africains de la diaspora pour le développement de l'Afrique*, Organisation internationale pour les Migrations (OIM), 2007, 20 pages.
 - ✓ Ministère des Affaires étrangères et européennes, *Mobilité internationale des étudiants, attractivité de la France et coopération universitaire – Afrique subsaharienne*, Direction générale de la Mondialisation, du Développement et des Partenariats, Direction des Politiques d'attractivité et de mobilité, Sous-direction de l'enseignement supérieur, Août 2009.
 - ✓ Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement Solidaire, *Favoriser le développement solidaire avec les pays source d'immigration : L'essentiel sur le développement solidaire*, Paris, 2009, 23 pages.
 - ✓ Organisation des Nations Unies (ONU), *La mission d'établissement des faits chargée de faire la lumière sur les violences et les allégations de violations des droits de l'Homme survenues au Togo avant, pendant et après l'élection présidentielle du 24 avril 2005*, 29 août 2005, 49 pages.
 - ✓ Organisation Internationale des Migrations, *Migrations pour le Développement en Afrique (MIDA), la mobilisation des Africains de la diaspora pour le développement de l'Afrique*, Genève, 2007, 17 pages.
 - ✓ ORIOL, *Les associations d'immigrés comme acteurs dans le secteur de l'économie sociale*, Nice, IDERIC, 1976.
 - ✓ PNUD, *Avis de vacance de poste, Coordinateur national, Initiatives pour le recours aux compétences de la diaspora*, 2009, 7 pages.
 - ✓ QUIMINAL Catherine, « Le rôle des immigrés dans les projets de développement et les formes de coopération possibles dans la vallée du fleuve Sénégal », in *Migration et*

développement : un nouveau partenariat pour la coopération, Paris, OCDE, 1994, pages 329 à 336.

- ✓ REGNIER-LOILIER Arnaud, *Avoir des enfants en France*, Paris, Presses universitaires de France, Institut National d'Études Démographiques (INED), « Travaux et documents », Cahiers numéro 159, 2007, 284 pages.
- ✓ République Togolaise, PNUD-Togo, *Suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement au Togo – Premier rapport*, Octobre 2003, 39 pages.
- ✓ République Togolaise, *Initiatives pour la réinsertion et le recours aux compétences de la diaspora*, 2009, 9 pages.
- ✓ République Togolaise, *1^{ères} rencontres Gouvernement – Universités publiques du Togo. Thème : Université, outil de développement – Rapport général*, Lomé, janvier 2010, 19 pages.
- ✓ SENGHOR Diana (dir.), *La diaspora capverdienne entre exclusion et solidarité*, Dakar, Institut Panos Afrique de l'Ouest (IPAO), mars 2003, 58 pages.
- ✓ SURVIE, *Avril 2005, le choix volé des Togolais : Rapport sur un coup d'État électoral perpétré avec la complicité de la France et de la communauté internationale*, Paris, L'Harmattan, 2005, 105 pages.
- ✓ TAAMALLAH Kabila, « L'émigration de la main d'œuvre tunisienne : situation et problème de retour », in *Les migrations internationales : problèmes de mesure, évolutions récentes et efficacité des politiques*, Paris, INED, AIDELF, Ministère des Affaires Sociales, Ministère des Affaires Étrangères, 1988, pages 199 à 208.
- ✓ TAVAN Chloé, *Les immigrés en France : une situation qui évolue*, INSEE, Cellule Statistiques et Études sur l'immigration, Numéro 1042, Septembre 2005.
- ✓ THIERRY Xavier, *Évolution récente de l'immigration en France et éléments de comparaison avec le Royaume-Uni*, Institut national d'Études démographiques (INED), 2004, 40 pages.
- ✓ TRIBALAT Michèle, *De l'immigration à l'assimilation : enquête sur les populations d'origine étrangère en France*, La découverte, « Recherches », Institut national d'Études démographiques (INED), 1996, 302 pages.
- ✓ UNESCO, *La fuite des compétences en Afrique francophone : État des lieux, problèmes et approches de solutions*, Paris, 2004, 35 pages.
- ✓ ZOURKALEINI Younoussi, *Rôle économique des migrants internationaux de retour en Afrique de l'Ouest : le cas du Burkina Faso*, Ouagadougou, Institut Supérieur des Sciences de la Population, 2009, 4 pages.

Essais politiques et enquêtes journalistiques :

- ✓ AGBOBLI Edo Kodjo, *Vingt ans avec le général Eyadéma : l'histoire économique du Togo*, Paris, Éditions de Trévise, 1987, 239 pages.
- ✓ AGBOYIBO Yawovi, *Combat pour un Togo démocratique*, Paris, Karthala, « Tropiques », 2003, 216 pages.
- ✓ DANIEL Serge, *Les routes clandestines, L'Afrique des immigrés et des passeurs*, Paris, Hachette Editions, « Les Docs », 2008, 279 pages.
- ✓ DEBBASCH Charles, *La succession d'Eyadéma : le perroquet de Kara*, Paris, L'Harmattan, « Points de vue », 2006, 190 pages.
- ✓ DE MENTHON Jean, *A la rencontre du Togo*, Paris, L'Harmattan, « A la rencontre de... », 1993, 271 pages.
- ✓ DEGLI Jean Yaovi, *Togo : à quand l'alternance politique ?*, Paris, L'Harmattan, « Études africaines », 2007, 555 pages.
- ✓ DOSSOUVI LOGO Hilaire, *Lutter pour ses droits au Togo*, Paris, L'Harmattan, « Mémoires africaines », 2004, 158 pages.
- ✓ EYADEMA Gnassingbé, *Ce que je sais du Togo*, Paris, Michel Lafon, « L'Afrique au tournant du siècle », 1993, 212 pages.
- ✓ LABARTHE Gilles, *Le Togo, de l'esclavage au libéralisme mafieux*, Marseille, Agone, « Dossiers noirs », 2005, 206 pages.

- ✓ QUEMENER Hervé, *Kofi, maire de Saint-Coulitz : histoire d'une intégration*, Paris, Payot-Rivages, « Documents », 1991, 380 pages.
- ✓ VERSCHAVE François-Xavier, *La Françafrique, le plus long scandale de la République*, Paris, Stock, 2001, 380 pages.
- ✓ VERSCHAVE François-Xavier, *Noir silence, qui arrêtera la Françafrique ?*, Paris, Les Arènes, 2001, 597 pages.

Outils de travail :

- ✓ BEAUD Stéphane, PIALOUX Michel, *Retour sur la condition ouvrière : enquête aux usines Peugeot de Sochaux et Montbéliard*, Paris, Fayard, 1999, pages 431-442.
- ✓ BECKER Howard, « Biographie et mosaïque scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Volume 6, Numéro 62-63, 1986, pages 105 à 110.
- ✓ BECKER Howard S., *Écrire les sciences sociales. Commencer et terminer son article, sa thèse ou son livre*, Paris, Éditions Economica, « Méthodes des sciences sociales », 2004, 179 pages.
- ✓ BOURDIEU Pierre, « Sur l'objectivation participante. Réponse à quelques objections », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1978, Volume 23, pages 67 à 69.
- ✓ BOURDIEU Pierre, « L'objectivation participante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2003, Volume 150, pages 43 à 58.
- ✓ CHAMBOREDON Hélène, PAVIS Fabienne, SURDEZ Muriel, WILEMEZ Laurent, « S'imposer aux imposants. A propos de quelques obstacles rencontrés par les sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien », *Genèses*, 1994, Numéro 16, pages 114 à 132.
- ✓ CORCUFF Philippe, *Les nouvelles sociologies, Entre le collectif et l'individuel*, Paris, Armand Colin, « 128 La collection universitaire de poche », 2007, 128 pages.
- ✓ HUGUES Everett Cherrington, *Le regard sociologique, Essais choisis*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, « Recherches d'histoire et de sciences sociales », 1996, 344 pages.
- ✓ KAUFMANN Jean-Claude, *L'enquête et ses méthodes. L'entretien compréhensif*, Paris, Armand Colin, 2007, 128 pages.
- ✓ LAHIRE Bernard, *Portraits sociologiques, Dispositions et variations individuelles*, Paris, Nathan, « Essais & Recherches », 2002, 431 pages.
- ✓ LAURENS Sylvain, « Pourquoi et comment poser les questions qui fâchent ? Réflexions sur les dilemmes récurrents que posent les entretiens avec des imposants », *Genèses*, 2007, Numéro 69, pages 112 à 127.
- ✓ MAUGER Gérard, « Enquêter en milieu populaire », *Genèses*, 1991, Numéro 6, pages 31 à 43.
- ✓ MENDRAS Henri, OBERTI Marco, *Le sociologue et son terrain, Trente recherches exemplaires*, Paris, Armand Colin, « U Sociologie », 2000, 294 pages.
- ✓ NAY Olivier (dir.), *Lexique de science politique, Vie et institutions politiques*, Paris, Dalloz, 2008, 576 pages.
- ✓ PENEFF Jean, *La méthode biographique, de l'école de Chicago à l'histoire orale*, Paris, Armand Colin, « U Sociologie », 1990, 144 pages.
- ✓ PERETZ Henri, *Les méthodes en sociologie. L'observation*, Paris, Éditions La Découverte, « Repères », 2007, 122 pages.
- ✓ PINCON Michel, PINCON-CHARLOT Monique, *Voyage en grande bourgeoisie : journal d'enquête*, Paris, Presses Universitaires de France, « Sciences sociales et sociétés », 1997, 180 pages.

Mémoires et thèses :

- ✓ BRÉANT Hugo, « Entrepreneurs et associations diasporiques : le travail de production politique d'une communauté togolaise en France », sous la direction de Richard Banégas,

- Alphonse Maindo et Guillaume Girard, mémoire de Master 1 de recherches en science politique, Paris, Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Juin 2009, 196 pages.
- ✓ CAMBREZY Mélanie, « Le co-développement : de la pratique à la politique. Une notion ambiguë, entre développement des localités d'origine et gestion des flux migratoires », sous la direction de Richard Banégas, Mémoire de Master 2 Professionnel Coopération internationale, action humanitaire et politiques de développement, Paris, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Octobre 2007, 86 pages.
 - ✓ CHAOUANE Emma, « Expulsés maliens », sous la direction de Jérôme Valluy, Mémoire de Science Politique, Paris, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2008, 152 pages.
 - ✓ GRANMONT Aurélie, « Communauté et solidarité à l'épreuve de l'immigration : procès d'individualisation dans la communauté ivoirienne à Paris », sous la direction de Richard Banégas, Mémoire de D.E.A. Études Africaines Option Science Politique, Paris, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2002, 72 pages.
 - ✓ JEDLICKI Fanny, « De l'exil au retour : héritages familiaux et recompositions identitaires d'enfants de retournados chiliens », sous la direction de Maryse Tripiet, soutenu à l'Université Paris 7 Paris-Diderot, Paris, 2007, 619 pages.
 - ✓ SOHLER Karin, « Pratiques de la politique transnationale : une étude de cas des organisations et des mobilisations des migrants togolais en France », sous la direction de Mahamet Timera, Mémoire de Sociologie et Anthropologie, Paris, Université Paris VII Paris Diderot, 2007, 121 pages.
 - ✓ SOSSAH Flores, « Pratiques alimentaires et adaptation : cas des Togolais du Sud (Éwés) à Paris. », Thèse de doctorat, Lille, 1996.

Ouvrages scientifiques :

- ✓ AKAKPO AHIANYO Anani, *Migrations et changements sociaux au Togo*, Lomé, Editafrique, 1976, 108 pages.
- ✓ AMOUGOU Emmanuel, *Étudiants d'Afrique noire en France : une jeunesse sacrifiée ?*, Paris, L'Harmattan, « Études africaines », 1997, 142 pages.
- ✓ AMSELLE Jean-Loup (dir.), M'BOKOLO Elikia (dir.), *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et État en Afrique*, Paris, Éditions La Découverte, « Poche », 1999, 226 pages.
- ✓ ANDERSON Benedict, *L'imaginaire national, Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte/Poche, « Sciences humaines et sociales », 2002, 213 pages.
- ✓ BAILEY Olga G. (dir.), GEORGIU Myria (dir.), HARINDRANTH R. (dir.), *Transnational lives and the media : re-imagining diaspora*, Palgrave MacMillan, 2007, 288 pages.
- ✓ BEAUD Stéphane, NOIRIEL Gérard, « Penser l'intégration des immigrés » dans TAGUIEFF André, *Face au racisme*, Tome 2, « Analyses et perspectives », Paris, La Découverte, « Cahiers libres », 1991, 246 pages.
- ✓ BELKACEM Hifi, *L'immigration algérienne en France : origines et perspectives de non-retour*, Paris, L'Harmattan, « Recherches universitaires et migrations », 1985, 251 pages.
- ✓ BERTHOMIERE William, CHIVALLON Christine (dir.), *Les diasporas dans le monde contemporain, Un état des lieux*, Paris, Karthala, MSHA, « Hommes et sociétés », 2006, 419 pages.
- ✓ BILLIG Michael, *Banal nationalism*, Londres, Sage Publications, 1995, 197 pages.
- ✓ BORDES-BENAYOUN Chantal, SCHNAPPER Dominique, *Diasporas et nations*, Paris, Odile Jacob, 2006, 254 pages.
- ✓ BORDES-BENAYOUN Chantal, SCHNAPPER Dominique, *Les mots des diasporas*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2008, 127 pages.
- ✓ BOSCH Serge, *Sociologie des classes moyennes*, Paris, La Découverte, « Repères », 2008, 122 pages.
- ✓ BRAH Avtar, *Cartographies of diaspora : contesting identities*, Routledge, « Gender, racism, ethnicity », 1996, 288 pages.

- ✓ BRUNEAU Michel, *Diasporas et espaces transnationaux*, Paris, Anthropos, Villes, 2004, 249 pages.
- ✓ CAMARA Djibril Kassomba, *La diaspora guinéenne*, Paris, L'Harmattan, 2003, 134 pages.
- ✓ CAMBREZY Luc (éd.), LASSAILLY-JACOB Véronique (éd.), *Populations réfugiées : de l'exil au retour*, Paris, Éditions de l'Institut français de Recherche pour le Développement, « Colloques et séminaires », 2001, 418 pages.
- ✓ CHARUM Jorge, GRANES José, MEYER Jean-Baptiste, « La récupération de l'intelligence scientifique expatriée : le réseau Caldas, une expérience colombienne », dans WAAST Roland (dir.), GAILLARD Jacques (éd.), *Les sciences hors d'Occident au XX^{ème} siècle*, « Volume 7 : Coopérations scientifiques internationales », Paris, ORSTOM Éditions, 1996, pages 317-329.
- ✓ COENEN-HUTHER Jacques, *Sociologie des élites*, Paris, Armand Colin, « Coursus – Série Sociologie », 2004, 172 pages.
- ✓ COHEN Robin, *Global diasporas : an introduction*, Routledge, « Global diasporas », 2007, 240 pages.
- ✓ COMBE Sonia, *Le livre du retour : récits du pays des origines*, Paris, Autrement, « Mutations », 1997, 231 pages.
- ✓ CONAC Gérard, DESOUCHES Christine, DU BOIS DE GAUDUSSON Jean, *Les Constitutions africaines publiées en langue française. Tome 2, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie*, Paris, La Documentation française, 1998, 458 pages.
- ✓ CORNEVIN Robert, *Histoire du Togo*, Paris, Berger-Levrault, « Mondes d'Outre-Mer. Série Histoire », 1959, 429 pages.
- ✓ CORNEVIN Robert, *Le Togo, nation pilote...*, Paris, Nouvelles éditions latines, « Survol du monde », 1963, 160 pages.
- ✓ CORNEVIN Robert, *Le Togo*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 1967, 128 pages.
- ✓ CORNEVIN Robert, *Le Togo : des origines à nos jours*, Paris, Académie des Sciences d'Outre-mer, 1988, 556 pages.
- ✓ CUCHE Denys, « Entre assimilation et diasporisation : les immigrants d'origine palestinienne au Pérou », in ANTEBY-YEMINI Lisa, BERTHOMIERE William et SHEFFER Gabriel (dir.), *Les diasporas, 2000 ans d'histoire*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, pages 457 à 467.
- ✓ DAOUD Zakya, *Marocains des deux rives*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, « Les acteurs du développement », 1997, 171 pages.
- ✓ DAOUD Zakya, *Marocains de l'autre rive : les immigrés marocains, acteurs du développement durable*, Paris, Tarik Éditions, « Documents, témoignages et divers », 2005, 248 pages.
- ✓ DAUM Christophe, *Les associations de Maliens en France. Migration, développement et citoyenneté*, Paris, Karthala, « Homme et Société », 1998, 250 pages.
- ✓ DESROSIERES Alain, *La politique des grands nombres : histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte, « Textes à l'appui. Anthropologie des sciences et des techniques », 1993, 437 pages.
- ✓ DEWITTE Philippe, *Immigration et intégration : l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1999, 442 pages.
- ✓ DIECKHOFF Alain (dir.), *La constellation des appartenances : nationalisme, libéralisme et pluralisme*, Paris, Presses de Science Po, « Collection académique », 2004, 407 pages.
- ✓ DUFOIX Stéphane, *Les diasporas*, Paris, Presses universitaires de France, « Que sais-je ? », 2003, 127 pages.
- ✓ DUROUX Rose, MONTANDON Alain, *L'émigration : le retour*, Clermont-Ferrand, Centre de recherches sur les littératures modernes et contemporaines, 1999, 606 pages.
- ✓ FALL Marc, *Le destin des Africains noirs en France, Discriminations, Assimilation, Repli Communautaire*, Paris, L'Harmattan, « Sociétés africaines et diaspora », 2005, 148 pages.
- ✓ FLUDERNIK Monica, *Diaspora and multiculturalism : common traditions and new developments*, Amsterdam, New York, Rodopi, « Cross Cultures », 2003, 391 pages.

- ✓ FOLLANA Christine, TRANI Jean-François, « Il faut rapatrier en Afrique les cerveaux qu'on lui a pris », dans COURADE Georges (dir.), *L'Afrique des idées reçues*, Paris, Belin, « Mappemonde », 2007, page 358.
- ✓ GABAS Jean-Jacques, « Aide au retour et codéveloppement : quel impact ? », dans JAFFRELOT Christophe, LEQUESNE Christian (dir.), *L'enjeu mondial – Les migrations*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, L'Express, « Sciences Po. Les Presses », « CERI », pages 281 à 289.
- ✓ GATUGU Joseph, MANCO Altay, AMORANITIS Spyros, *Valorisation et transfert des compétences : l'intégration des migrants au service du co-développement, Le cas des Africains de Wallonie*, Paris, L'Harmattan, « Logiques sociales », 2001, 161 pages.
- ✓ GEORGIU Myria, GUMPERT Gary, *Diaspora, identity and the media : transnationalism and mediated spatialities*, Hampton Press, 2006, 194 pages.
- ✓ GERVAIS-LAMBONY Philippe (éd.), KWAMI NYASSOGBO Gabriel (éd.), *Lomé : dynamiques d'une ville africaine*, Paris, Karthala, « Hommes et sociétés », 2007, 326 pages.
- ✓ GOFFMAN Erving, *La mise en scène de la vie quotidienne*, Tome 1, La présentation de soi, Paris, Les éditions de minuit, « Le sens commun », 1973, 255 pages.
- ✓ GOFFMAN Erving, *Stigmate, les usages sociaux des handicaps*, Paris, Les Editions de minuit, « Le sens commun », 1975, 175 pages.
- ✓ Groupe de Sociologie Urbaine, *Le retour au pays des familles de travailleurs immigrés : désirs, départs et conditions de réussite*, Lyon, Groupe de sociologie urbaine, 1979, 2 volumes.
- ✓ GUBERT Flore, « La participation des maliens de France au développement de la région des Kayes », dans BOCQUIER Philippe (éd.), DIARRA Tiéman (éd.), *Population et société au Mali*, Paris, L'Harmattan, 1999, « Études africaines », pages 103 à 119.
- ✓ GUBRY Patrick, « Le retour au village est-il une solution ? Le cas du Cameroun », dans COUSSY Jean (éd.), VALLIN Jacques (éd.), *Crise et population en Afrique : crises économiques, politiques d'ajustement et dynamiques démographiques*, Paris, CEPED, « Les études du CEPED », 1996, pages 423-441.
- ✓ GUEYE Abdoulaye, *Les intellectuels africains en France*, Paris, L'Harmattan, « Sociétés africaines et diaspora », 2001, 272 pages.
- ✓ GUIMONT Fabienne, *Les étudiants africains en France : 1950-1965*, Paris, L'Harmattan, « Études africaines », 1997, 333 pages.
- ✓ HAJJAT Abdellali, *Immigration postcoloniale et mémoire*, Paris, L'Harmattan, « International », 2005, 146 pages.
- ✓ HARRIS Joseph E. (éd.), *Global dimensions of the African diaspora*, Washington, Howard University Press, 1993, 532 pages.
- ✓ HOVANESSIAN Martine, « La notion de diaspora : les évolutions d'une conscience de la dispersion à travers l'exemple arménien », in ANTEBY-YEMINI Lisa, BERTHOMIERE William et SCHEFFER Gabriel (dir.), *Les diasporas, 2000 ans d'histoire*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, pages 65 à 78.
- ✓ KASTORYANO Riva, *La France, l'Allemagne et leurs immigrés : négocier l'identité*, Paris, Armand Colin, 1996, 222 pages.
- ✓ KAUFMANN Jean-Claude, *L'invention de soi, une théorie de l'identité*, Paris, Hachette Littératures, « Pluriel », 2004, 352 pages.
- ✓ KHANDRICHE Mohamed, *Développement et réinsertion : l'exemple de l'émigration algérienne*, Paris, Publisud, 1982, 402 pages.
- ✓ KILSON Martin L., ROTBERG Robert I., *The African diaspora : interpretive essays*, Cambridge, Harvard University Press, 1976, 510 pages.
- ✓ KODMANI-DARWISH Bassma, *La diaspora palestinienne*, Paris, Presses universitaires de France, « Perspectives internationales », 1997, 288 pages.
- ✓ LACROIX Thomas, *Les réseaux marocains du développement : géographie du transnational et politique du territorial*, Paris, Presses de Sciences Po., « Collection académique », 2005, 257 pages.
- ✓ LACROIX Thomas, « Le développement, au carrefour des exils marocains », dans JAFFRELOT Christophe, LEQUESNE Christian (dir.), *L'enjeu mondial – Les migrations*,

- Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, L'Express, « Sciences Po. Les Presses », « CERI », 2009, pages 253 à 259.
- ✓ LAHIRE Bernard, *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, « Essais & Recherches. Sciences sociales », 1998, 271 pages.
 - ✓ LAVIGNE DELVILLE Philippe, *La rizière et la valise : irrigation, migration et stratégies paysannes dans la vallée du fleuve du Sénégal*, Paris, Syros Alternatives, « Ateliers du développement », 1991, 231 pages.
 - ✓ LE MASNE Henri, *Le retour des émigrés algériens : projets et contradictions*, Alger, Paris, Centre d'Information et d'Études sur les Migrations internationales, 1982, 215 pages.
 - ✓ LENOIR-ACHDJIAN Annick, *Appréhender la nation, vivre en diaspora : regards arméniens*, Louvain la Neuve, Academia Bruylant, « Carrefours », 2006, 249 pages.
 - ✓ MADOUY Mohamed, *Entrepreneurs issus de l'immigration maghrébine : de la stigmatisation à la quête de reconnaissance sociale*, Montreuil, Aux lieux d'être, « Mondes Contemporains », 2008, 189 pages.
 - ✓ MA MUNG Emmanuel, « Non-lieu et utopie : la diaspora chinoise et le territoire », in PREVELAKIS Georges (dir.), *Les réseaux des diasporas*, Paris, L'Harmattan, « Géographie et cultures », 1996, pages 205 à 213.
 - ✓ MA MUNG Emmanuel (dir.), *Mobilités et investissements des émigrés : Maroc, Tunisie, Turquie, Sénégal*, Paris, L'Harmattan, 1997, 272 pages.
 - ✓ MANCO Altay, *Valorisation des compétences et co-développement : Africain(e)s qualifié(e)s en immigration*, Paris, L'Harmattan, « Compétences interculturelles », 2008, 227 pages.
 - ✓ MARFAING Laurence, *Les Sénégalais en Allemagne : quotidien et stratégies de retour*, Paris, Karthala, « Hommes et Sociétés », 2003, 219 pages.
 - ✓ MARGUERAT Yves, *Population, migrations et urbanisation au Togo et en Afrique noire : articles et documents*, Lomé, Presses de l'Université du Bénin, « Patrimoines », numéro 2, 1994, 300 pages.
 - ✓ MARIENSTRAS Richard, *Être un peuple en diaspora*, Paris, Maspero, « Cahiers libres », 1975, 213 pages.
 - ✓ MENDY Toumany, *L'immigration clandestine : mythes, mystères et réalités*, Paris, L'Harmattan, « Points de vue », 2009, 259 pages.
 - ✓ MENSAH Ayoko (éd.), CLAREN Karine (éd.), *Migrations intimes*, Paris, L'Harmattan, 2006, 216 pages.
 - ✓ MERLLIE Dominique, PREVOT Jean, *La mobilité sociale*, Paris, La Découverte, « Repères », 1997, 122 pages.
 - ✓ MONNOU Edgar-Yves (éd.), *La diaspora et l'identité culturelle béninoise au service du développement*, Tillières-sur-Avre, Présence béninoise, « Journées culturelles et de découverte du Bénin », 2007, 95 pages.
 - ✓ NDIAYE Pap, *La condition noire. Essai sur une minorité française*, Paris, Calmann-Lévy, 2008, 436 pages.
 - ✓ OKPEWHO Isidore, DAVIES Caroles, MAZRUI Ali, *The African diaspora : African origins and new world identities*, Bloomington, Indiana University Press Chesham, 2001, 566 pages.
 - ✓ PAPAIL Jean, ARROYO ALEJANDRE Jésus, *Les dollars de la migration mexicaine : réinsertion et investissements des migrants internationaux*, Paris, L'Harmattan, « Travail et mondialisation », 2004, 244 pages.
 - ✓ PETIT Véronique (éd.), *Migrations internationales de retour et pays d'origine*, Paris, CEPED, 2007, 208 pages.
 - ✓ POIRET Christian, *Familles africaines en France : ethnicisation, ségrégation et communalisation*, Paris, Centre d'Information et d'Études sur les Migrations Internationales, L'Harmattan, « Migrations et changements », 1997, 428 pages.
 - ✓ PONDI Jean-Emmanuel (dir.), *Immigration et diaspora : un regard africain*, Maissonneuve & Larose, Afrédit, 2007, 328 pages.
 - ✓ QUIMINAL Catherine, *Gens d'ici, gens d'ailleurs : migrations soninké et transformations villageoises*, Paris, Christian Bourgeois, « Cibles XXI », 1991, 222 pages.
 - ✓ QUIMINAL Catherine, « Les Africains, divers et dynamiques », in DEWITTE Philippe, *Immigration et intégration : l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1999, pages 112 à 120.

- ✓ RALLU Jean-Louis, « L'étude des migrations de retour : données de recensement, d'enquête et de fichiers », dans CASELLI Graziella (dir.), VALLIN Jacques (dir.), WUNSCH Guillaume (dir.), *Démographie : analyse et synthèse, Tome 7, Histoire des idées et politiques de population*, Paris, Éditions de l'Institut national d'études démographiques, 2006, 559 pages.
- ✓ REA Andrea, TRIPIER Maryse, *Sociologie de l'immigration*, Paris, La Découverte, « Repères », Numéro 364, 2008, 118 pages.
- ✓ SAMUEL Michel, *Le prolétariat africain noir en France*, Paris, Maspero, « Textes à l'appui », 1978, 262 pages.
- ✓ SAYAD Abdelmalek, *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, Bruxelles, De Boeck et Larcier, « L'Homme/L'Étranger », 1991, 331 pages.
- ✓ SAYAD Abdelmalek, BOURDIEU Pierre, *La double absence : des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Le Seuil, « Liber », 1999, 437 pages.
- ✓ SCHNAPPER Dominique, *Qu'est-ce que l'intégration ?*, Paris, Gallimard, « Folio Actuel », 2007, 240 pages.
- ✓ SHEFFER Gabriel, *Diaspora politics : at home abroad*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, 290 pages.
- ✓ SOT Michel (dir.), *Étudiants africains en France (1951-2001) : cinquante ans de relations France-Afrique, quel avenir ?*, Paris, Karthala, « Tropiques », 2002, 184 pages.
- ✓ TARRIUS Alain, *Les fourmis d'Europe : migrants riches, migrants pauvres et nouvelles villes internationales*, Paris, L'Harmattan, « Logiques sociales », 1992, 207 pages.
- ✓ TARRIUS Alain, *La mondialisation par le bas : les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Paris, Balland, « Voix et regards », 2002, 168 pages.
- ✓ TETE Tètè, *Démocratisation à la togolaise*, Paris, L'Harmattan, « Points de vue concrets », 1998, 213 pages.
- ✓ THERWATH Ingrid, « Développement par l'exil : le cas de l'Inde », dans JAFFRELOT Christophe, LEQUESNE Christian (dir.), *L'enjeu mondial – Les migrations*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, L'Express, « Sciences Po. Les Presses », « CERJ », 2009, pages 261 à 269.
- ✓ TODD Emmanuel, *Le destin des immigrés. Assimilation et ségrégation dans les démocraties occidentales*, Paris, Le Seuil, « L'Histoire immédiate », 1994, 390 pages.
- ✓ TOULABOR Comi M., *Le Togo sous Eyadéma*, Paris, Karthala, « Les Afriques », 1990, 340 pages.
- ✓ WERNER Jean-François, *Marges, sexe et drogues à Dakar, enquête anthropologique*, Paris, Karthala-Orstom, 1994, 292 pages.
- ✓ WIHTOL DE WENDEN Catherine, *Les immigrés et la politique : cent cinquante ans d'évolution*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1988, 393 pages.
- ✓ YATERA Samba, « Immigration, dynamiques associatives et transformations socio-économiques », in *L'immigration dans « tous » ses états*, Paris, L'Harmattan, Sociétés africaines et diaspora, 1997, Numéro 4, pages 27 à 51.
- ✓ YENGO Patrice, *Identité et démocratie en Afrique et ailleurs...*, Paris, L'Harmattan, Association Rupture, Collection Sociétés africaines et diaspora, 1997, 304 pages.

Articles scientifiques :

- ✓ AGGOUN Atmane, « Espace familial, exil et retours d'exil », *Hommes et migrations*, Numéro 1236, « Retours d'en France », Mars-Avril 2002, pages 6 à 13.
- ✓ AMADOU SARR Papa, « Transferts de fonds des migrants et développement en Afrique : une étude de cas sur le Sénégal », *Techniques Financières et Développement*, « Les transferts de migrants : quels impacts sur le développement ? », Numéro 95, Juin 2009, pages 15 à 27.
- ✓ ANTEBY-YEMINI Lisa, « Colloque : "2000 ans de Diasporas" », *Bulletin du Centre de recherche français de Jérusalem*, Volume 11, automne 2002, pages 58 à 61.
- ✓ ASSOGBA Yao, « Diaspora, mondialisation et développement de l'Afrique », *Nouvelles pratiques sociales*, 2002, Volume 15, Numéro 2, pages 98 à 110.

- ✓ ATTIAS-DONFUT Claudine, WOLFF François-Charles, « La dimension subjective de la mobilité sociale », *Population*, Volume 56, Numéro 6, Novembre-Décembre 2001, pages 919 à 958.
- ✓ AVANZA Martine, LAFERTE Gilles, « Dépasser la "construction des identités" ? : Identification, image sociale, appartenance », *Genèses*, décembre 2005, numéro 61, pages 135 à 152.
- ✓ AYCOBERRY Pierre, « Brubaker Rogers, Citoyenneté et nationalité en France et en Allemagne traduit par Jean-Pierre Bardos », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 1998, Volume 59, Numéro 1, pages 189 à 190.
- ✓ BAH Amadou Oury, KEITA Bintou, LOOTVOET Benoît, « Les Guinéens de l'extérieur : rentrer au pays ? », *Politique africaine*, Décembre 1989, Numéro 36, pages 22 à 37.
- ✓ BANEGAS Richard, WARNIER Jean-Pierre, « Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir », *Politique Africaine*, « Figures de la réussite et imaginaires politiques », numéro 82, juin 2001, pages 5 à 23.
- ✓ BARBARA Augustin, « Le problématique "retour" des couples mixtes », *Hommes et migrations*, Numéro 1236, « Retours d'en France », Mars-Avril 2002, pages 26 à 28.
- ✓ BENATTIG Rachid, « Le devenir des Algériens rentrés avec l'aide à la réinsertion », *Revue européenne des migrations internationales*, 1988, Volume 4, Numéro 3, pages 97 à 113.
- ✓ BENHADJI Abderrezak, « Retour et réinsertion des travailleurs migrants dans leur pays d'origine », *Problèmes économiques*, Numéro 1405, janvier 1975, pages 3 à 9.
- ✓ BESSY Pascale, RICHE Corinne, « Le retour au pays pour la retraite des personnes nées dans les DOM. Une enquête sur les intentions », *Économie et statistique*, 1993, Volume 270, Numéro 270, pages 51 à 61.
- ✓ BOLZMAN Claudio, GARCIA Carlos, FIBBI Rosita, « La deuxième génération d'immigrés en Suisse : catégorie ou acteur social ? », *Revue européenne de migrations internationales*, 1987, Volume 3, Numéro 3-1-2, pages 55 à 72.
- ✓ BOLZMAN Claudio, FIBBI Rosita, TEMIME Émile, GUILLON Michelle, « Vieillir en immigration », *Revue européenne de migrations internationales*, 2001, Volume 17, Numéro 17-1, pages 37 à 54.
- ✓ BONI Tanella, « Entre ici et là-bas, nulle part...Variations sur l'idée d'indifférence », *Africultures*, « Migrations intimes », Numéro 68, Septembre 2006, 248 pages.
- ✓ BOURDIEU Pierre, « L'identité et la représentation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1980, Volume 35, pages 63 à 72.
- ✓ BOURDIEU Pierre, « Le capital social. Notes provisoires », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, Numéro 31, janvier 1980, pages 2 à 3.
- ✓ BREDELOUP Sylvie, « L'aventurier, une figure de la migration africaine », *Cahiers internationaux de sociologie*, Volume 2, Numéro 125, 2008, pages 281 à 306.
- ✓ BRUBAKER Rogers, « Au-delà de "l'identité" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2001, Volume 139, pages 66 à 85.
- ✓ BRUBAKER Rogers, « The diaspora' diaspora », *Ethnic and Racial Studies*, volume 28, Numéro 1, Janvier 2005, pages 1 à 9.
- ✓ CALVO Emmanuel, « Toujours Africains et déjà Français : la socialisation des migrants vue à travers leur alimentation », *Politique africaine*, octobre 1997, Numéro 67, pages 48 à 55.
- ✓ CANSOT Michel, VIALLE Arlette, « Les dispositifs d'aide à la réinsertion dans le pays d'origine : un bilan raisonné », *Revue française d'administration publique*, Numéro 47, 1988, pages 71 à 80.
- ✓ CASSARINO Jean-Pierre, « Theorising return migration : the conceptual approach to return migrants revisited », *International Journal on Multicultural Societies*, Volume 6, Numéro 2, 2004, pages 253 à 279.
- ✓ CAVAZZA Stefano, « Territoire et identité. Une perspective italienne », *Éditions de l'EHESS, Études rurales*, 2002, Volume 3-4, Numéros 163-164, pages 109 à 131.
- ✓ CENTLIVRES Pierre, « Portée et limite de la notion de diaspora », *CEMOTI*, 2000, volume 30, pages 5 à 12.

- ✓ CESARI Jocelyne, « Les réseaux transnationaux entre l'Europe et le Maghreb : l'international sans territoire », *Revue européenne des Migrations Internationales*, 1997, Volume 13, Numéro 2, pages 81 à 94.
- ✓ CHAMBOREDON Jean-Claude, MATHY Jean-Philippe, MEJEAN Anne, WEBER Florence, « L'appartenance territoriale comme principe de classement et d'identification », *Sociologie du Sud-Est*, 1984, Numéros 41-44, pages 61 à 86.
- ✓ CHIVALLON Christine, « De quelques préconstruits de la notion de diaspora à partir de l'exemple antillais », *Revue européenne des Migrations Internationales*, 1997, Volume 13, Numéro 1, pages 149 à 160.
- ✓ CHIVALLON Christine, « Du territoire au réseau : comment penser l'identité antillaise », *Cahiers d'Études africaines*, 1997, Volume 37, Numéro 148, pages 767 à 794.
- ✓ CLIFFORD James, « Diasporas », *Cultural anthropology*, 1994, Volume 9, Numéro 3, pages 302 à 338.
- ✓ CONDAMINES Charles, « Migrations et coopérations internationales : intégration ou exclusion ? », *Politique africaine*, 1998, Numéro 71, pages 75 à 90.
- ✓ DAUM Christophe, « Aides au "retour volontaire" et réinsertion au Mali : un bilan critique », *Hommes et migrations*, Numéro 1239, Septembre-Octobre 2002, pages 40 à 48.
- ✓ DAUM Christophe, « Le Mali, sa démocratisation et ses émigrés », *Hommes et migrations*, « Les migrants et la démocratie dans les pays d'origine », Numéro 1256, Juillet-Août 2005, pages 103 à 114.
- ✓ DAUM Christophe, « Le codéveloppement, grandeur et décadence d'une aspiration généreuse », *Revue internationale et stratégique*, 2007, Volume 4, Numéro 68, pages 49 à 59.
- ✓ DEAN John P., WHYTE William F., « How do you know if the informant is telling the truth ? », *Human Organization*, 1958, Volume 17, Numéro 2, pages 34 à 38.
- ✓ DE GUIBERT-LANTOINE Catherine, « Permanence et diversification de l'immigration au Canada », *Population*, 1992, Volume 47, Numéro 1, pages 47 à 83.
- ✓ DE RUDDER V., VOURCH'H F., TABOADA LEONETTI I., « Immigrés et Français. Stratégies d'insertion, représentations et attitudes », *Population*, 1991, Volume 46, Numéro 1, pages 175 à 176.
- ✓ DE TAPIA Stéphane, « De l'émigration au retour : les mutations du champ migratoire turc », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 1989, Volume 52, Numéro 52-53, pages 255 à 272.
- ✓ DIECKHOFF Alain, JAFFRELOT Christophe, « La résilience du nationalisme face aux régionalismes et à la mondialisation », *Critique internationale*, 2004, Numéro 23, pages 125 à 139.
- ✓ FARINE Philippe, « Les immigrés, acteurs du développement Nord-Sud », *Migrations Société*, janvier 2000, Volume 12, Numéro 67.
- ✓ FIJALKOWSKI Jürgen, « Solidarités intra-communautaires et formations d'associations au sein de la population étrangère en Allemagne », *Revue européenne des Migrations Internationales*, 1994, Volume 10, Numéro 1, pages 33 à 57.
- ✓ GAUTHIER Catherine, « La route des Marocains : les frontières d'un parcours de retour », *Revue européenne de migrations internationales*, 1993, Volume 9, Numéro 9-1, pages 131 à 142.
- ✓ GEORGIU Myria, « Les Diasporas en ligne : une expérience concrète de transnationalisme », *Hommes & Migrations*, Numéro 1240, novembre 2002.
- ✓ GLAUDE Michel, DAYAN Jean-Louis, ECHARDOUR Annick, « Le parcours professionnel des immigrés en France : une analyse longitudinale », *Économie et Statistique*, 1996, Volume 299, Numéro 299, pages 107 à 128.
- ✓ GRUNTZ Lucile, « La réintégration des émigrés égyptiens de retour au Caire : enjeux contemporains », Communication sur le thème « Migrations internationales Sud-Nord : regards croisés des mondes scientifique, politique et associatif. » à l'institut de Démographie de l'Université Catholique de Louvain, décembre 2008, 11 pages.
- ✓ GUBERT Flore, « (In)cohérence des politiques migratoires et de codéveloppement. Illustrations maliennes », *Politique africaine*, Numéro 109, mars 2008, pages 42 à 55.

- ✓ GUENGANT Jean-Pierre, « Migrations internationales et développement : les nouveaux paradigmes », *Revue européenne des migrations internationales*, 1996, volume 12, numéro 2, pages 107 à 121.
- ✓ GUILBERT Lucille, « L'expérience migratoire et le sentiment d'appartenance », *Ethnologies*, 2005, Volume 27, Numéro 1, pages 5 à 32.
- ✓ HAMOUNOU Mohand, « L'honneur perdu : les relations parents-enfants dans les familles d'immigrés algériens », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 1986, Volume 41, Numéro 4, pages 771 à 788.
- ✓ HOVANESSIAN Martine, « La notion de diaspora : usages et champ sémantique » dans « Nationaux, étrangers ? Logiques d'État et enjeux quotidiens », *Journal des anthropologues*, 1998, numéro 72-73, pages 11 à 30.
- ✓ JOVELIN Emmanuel, « Le dilemme des migrants âgés entre le désir du retour et la contrainte d'une vie en France », *Pensée plurielle, parole, pratiques et réflexions du social*, 2003, Numéro 6, pages 109 à 117.
- ✓ KASTORYANO Riva, « Mobilisations des migrants en Europe : du national au transnational », *Revue européenne des Migrations Internationales*, 1994, Volume 10, Numéro 1, pages 169 à 181.
- ✓ KOOPMANS Ruud, STATHAM Paul, « How national citizenship shapes transnationalism : a comparative analysis of migrant claims-making in Germany, Great Britain and the Netherlands », *Revue européenne des Migrations Internationales*, 2001, Volume 17, Numéro 2, pages 63 à 100.
- ✓ KOOT Willem, « Les Antillais aux Pays-Bas : perspectives de retour », *Revue européenne de migrations internationales*, 1987, Volume 3, Numéro 3-3, pages 117 à 127.
- ✓ KUAGBENOU Victor Kuami, « Intégration ou assimilation : l'épreuve des faits », *Politique africaine*, octobre 1997, Numéro 67, pages 31 à 40.
- ✓ LAFFORT Bruno, « Le mythe du retour », *Hommes et migrations*, « Trajectoires d'exil », Numéro 1253, Janvier-Février 2005, pages 105 à 116.
- ✓ LAPEYRONNIE Didier, « Assimilation, mobilisation et action collective chez les jeunes de la seconde génération de l'immigration maghrébine », *Revue française de sociologie*, 1987, Volume 28, Numéro 28-2, pages 287 à 318.
- ✓ LEBARON Frédéric, « Rompre avec les idées reçues », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 1999, Volume 129, Numéro 1, pages 3 à 4.
- ✓ LEBON André, « L'aide au retour des travailleurs étrangers », *Économie et statistique*, 1979, Volume 113, Numéro 113, pages 37 à 46.
- ✓ LESCLINGAND Marie, « Nouvelles stratégies migratoires des jeunes femmes rurales au Mali : de la valorisation individuelle à une reconnaissance sociale », *Sociétés contemporaines*, Numéro 55, 2004, pages 21 à 42.
- ✓ LESOURD Michel, « La diaspora capverdienne et son rôle dans l'archipel du Cap-Vert : développement, politique, identité », *Hommes et migrations*, Numéro 1256, Juillet-Août 2005, pages 52 à 65.
- ✓ LEVEAU Rémy, « Immigrés, États et sociétés », *Revue européenne de migrations internationales*, 1989, Volume 5, Numéro 5-1, pages 113 à 126.
- ✓ MACE Alain, « Politique et démocratie au Togo : 1993-1998 : de l'espoir à la désillusion », *Cahiers d'Études africaines*, 2004, Numéro 176, pages 841 à 885.
- ✓ MA MUNG Emmanuel, « La dispersion comme ressource », *Cultures & Conflits*, 1999, numéro 33-34, pages 89 à 103.
- ✓ MA MUNG Emmanuel, « Présentation de la table ronde n° 1 : concepts et méthodes », « Migrations internationales de retour dans la perspective des pays du Sud », Centre Population et Développement (CEPED), 5 et 6 avril 2004, 3 pages.
- ✓ MEDAM Alain, « Diaspora/Diasporas : archétype et typologie », *Revue européenne des Migrations Internationales*, 1993, Volume 9, Numéro 1, pages 59 à 66.
- ✓ MEINTEL Deirdre, « Transnationalité et transethnicité chez les jeunes issus des milieux immigrés à Montréal », *Revue européenne des Migrations Internationales*, 1993, Volume 9, Numéro 3, pages 63 à 79.

- ✓ MERZOUK Salmi, « Le retour définitif des immigrés algériens et leur réinsertion dans le pays d'origine », sous la direction d'André Akoun, soutenu à l'Université René Descartes, Paris, 2001, 334 pages.
- ✓ MESNARD Alice, « Accumulation d'épargne et retour des travailleurs », Migration internationale, sous la direction de Thierry Magnac, 1999, 380 pages.
- ✓ MEYER Jean-Baptiste, « Les diasporas de la connaissance : atout inédit de la compétitivité du Sud », *Revue internationale et stratégique*, 2004, Volume 3, Numéro 55, pages 69 à 76.
- ✓ NAUDET Jules, « L'expérience de la mobilité sociale ascendante : les deux visages de la réussite sociale », *Observatoire sociologique du changement*, CNRS, Sciences Po, « Notes & documents », Numéro 3, Juin 2007, 24 pages.
- ✓ NDIONE Babacar, LOMBARD Jérôme, « Diagnostic des projets de réinsertion économique des migrants de retour : étude de cas au Mali (Bamako, Kayes) », *Revue européenne des migrations internationales*, 2004, Volume 20, Numéro 1, 169 à 195.
- ✓ NERY Monique, LEFORT François, « Émigré dans mon pays : des jeunes, enfants de migrants, racontent leurs expériences de retour en Algérie », Paris, L'Harmattan, 1985, 187 pages.
- ✓ NOIN Daniel, SANTELLI Emmanuelle, GUILLON Michelle, « Les enfants d'immigrés algériens et leur pays d'origine. Modes de relations économiques et professionnelles », *Revue européenne de migrations internationales*, 1999, Volume 15, Numéro 15-2, pages 141 à 166.
- ✓ OULD AOUDIA Jacques, « Immigration, développement et arbitrages entre politiques. Commentaires », *Revue d'économie du développement*, 2007, Volume 2-3, Numéro 21, pages 147 à 151.
- ✓ PARANT Marc, « Échecs et illusions des politiques d'aides au retour », *Hommes et migrations*, Numéro 1223, Janvier-Février 2000.
- ✓ PAYET Isabelle, « Les migrants réunionnais de retour : de la mobilité à l'exil », soutenu à l'École départementale de service social de la Réunion, 1998, 59 pages.
- ✓ PETEK-SHALOM Gaye, « Peut-on encore parler de politique de réinsertion ? », *Hommes et migrations*, Numéro 1236, « Retours d'en France », Mars-Avril 2002, pages 53 à 57.
- ✓ POINARD Michel, « Le retour : regresso ou retorno », *Annales de Géographie*, 1988, Volume 97, Numéro 541, pages 348 à 351.
- ✓ PORTES Alejandro, « La mondialisation par le bas. L'émergence des communautés transnationales », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, septembre 1999, Numéro 129, pages 15-25.
- ✓ PORTES Alejandro, « Le développement par l'exil. L'exemple latino », *Sciences humaines*, Numéro 173, Juillet 2006, pages 49-51.
- ✓ PROGNON Nicolas, « La diaspora chilienne en France : l'exil et le retour », sous la direction de Pierre Vayssière, soutenu à l'Université de Toulouse-Le Mirail, 2002, 430 pages.
- ✓ QUIMINAL Catherine, « Le rôle des immigrés dans les projets de développement et les formes de coopération possibles dans la vallée du fleuve Sénégal », dans *Migration et développement : un nouveau partenariat pour la coopération*, Paris, OCDE, 1994, pages 329-336.
- ✓ QUIMINAL Catherine, « Comment peut-on être Africaines en France ? » in « Nationaux, étrangers ? Logiques d'État et enjeux quotidiens », *Journal des anthropologues*, 1998, numéro 72-73, pages 49 à 61.
- ✓ QUIMINAL Catherine, « Retours contraints, retours construits des émigrés maliens », *Hommes et migrations*, Numéro 1236, « Retours d'en France », Mars-Avril 2002, pages 35 à 43.
- ✓ QUIMINAL Catherine, TIMERA Mahamet, « 1974-2002, « Les mutations de l'immigration ouest-africaine », *Hommes et Migrations*, « Africains, citoyens d'ici et de là-bas », Numéro 1239, Septembre-Octobre 2002, pages 19-32.
- ✓ RICHARD Jean-Luc, « Rester en France, devenir Français, voter : trois étapes de l'intégration des enfants d'immigrés », *Économie et statistique*, 1998, Volume 316, Numéro 316-317, pages 151-162.
- ✓ ROBINS Kevin, « Au delà de la communauté imaginée ? Les médias transnationaux et les migrants turcs en Europe », *Réseaux*, 2001, Volume 3, Numéro 107, pages 19-39.

- ✓ SAADA Emmanuelle, « Les territoires de l'identité. Être juif à Arbreville. », *Genèses*, 1993, Volume 11, pages 111 à 136.
- ✓ SAYAD Abdelmalek, « Le retour, élément constitutif de la condition de l'immigré », *Migrations société*, Volume 10, Numéro 57, Mai-Juin 1998, pages 9 à 45.
- ✓ SCHAFFER Fanny, « Mythe du retour et réalité de l'entre-deux. La retraite en France, ou au Maroc ? », *Revue européenne de migrations internationales*, 2001, Volume 17, Numéro 17-1, pages 165 à 176.
- ✓ SCHMITZ Jean, « Migrants ouest-africains vers l'Europe : historicité et espaces moraux », *Politique africaine*, mars 2008, Numéro 109, pages 5 à 15.
- ✓ SCHNAPPER Dominique, « L'intégration : définition sociologique », *Migrants formation*, 1991, Numéro 86, page 42.
- ✓ SCHNAPPER Dominique, « De l'État-nation au monde transnational : Du sens et de l'utilité du concept de diaspora », *Revue européenne des Migrations Internationales*, 2001, Volume 17, Numéro 2, pages 9 à 36.
- ✓ TARAVELLA Louis, « Le retour et la réinsertion des migrants », Paris, Agence pour le développement des relations interculturelles, 1986, 101 pages.
- ✓ TARRIUS Alain, HILY Marie-Antoinette, COSTA-LASCOUX Jacqueline, « Au-delà des États-nations : des sociétés de migrants », *Revue européenne de migrations internationales*, 2001, Volume 17, Numéro 2, pages 37 à 61.
- ✓ TIMERA Mahamet, « L'immigration africaine en France : regards des autres et repli sur soi », *Politique africaine*, octobre 1997, Numéro 67, pages 41 à 47.
- ✓ TOULABOR Comi, « Violence militaire, démocratisation et ethnicité au Togo », *Autrepart*, 1999, Numéro 10, pages 105-115.
- ✓ VAUGELADE Jacques, « Stocks et flux dans l'analyse des migrations de retour », 1982, Volume 37, Numéro 6, pages 1194 à 1198.
- ✓ VERHULST Stefaan, « Diasporic and transnational communication : technologies, policies and regulation », *Globalisation and diasporic communication*, 1999, Volume 6, Numéro 1, pages 29 à 36.
- ✓ VILLANOVA Roselyne, « Espace de l'entre-deux ou comment la mobilité des immigrés recrée du territoire », *L'Homme et la société*, 2007, Volume 3, Numéro 165, pages 65 à 83.
- ✓ WEBER Serge, « Les immigrés originaires des pays de l'est dans l'agglomération romaine », *Mélanges de l'École française de Rome*, 2000, Volume 112, Numéro 112-1, pages 431 à 439.

Webographie

Données statistiques :

- ✓ L'institut National d'Études Démographiques (INED) :
<http://www.ined.fr/>
http://statistiques_flux_immigration.site.ined.fr/
http://www.ined.fr/fr/pop_chiffres/france/structure_population/pyramide_ages/
- ✓ Le Haut-commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) :
<http://www.unhcr.org/country/tgo.html>
<http://www.unhcr.org/statistics.html>
- ✓ L'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA) :
http://www.ofpra.gouv.fr/index.html?xml_id=269&dtd_id=10

Sites institutionnels :

- ✓ Le consulat de la République du Togo à Paris :
<http://consulatogo.org/>
- ✓ Le groupe parlementaire d'amitié France-Togo :
http://www.assemblee-nationale.fr/13/tribun/xmlorgane.asp?id_organe=xml/organes/393463.xml

- ✓ Le site de la République togolaise :
<http://www.republicoftogo.com/>
- ✓ La Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC-Togo) :
<http://www.haactogo.tg/>

Sites d'organisations togolaises :

- ✓ La Diaspora Togolaise en France (DTF) :
<http://assodtf-france.com/pages/index.php>
- ✓ La Diaspora Togolaise pour la Démocratie (DIASTODE) :
<http://www.diaastode.org/>
- ✓ Synergie-Togo :
<http://www.synergietogo.org/>
- ✓ La Jeunesse Unie pour la Démocratie en Afrique (JUDA) :
<http://lajuda.blogspot.com/>
- ✓ Le Congrès Mondial de la Diaspora Togolaise (CMDT) :
<http://www.cmdtogo.org/>
- ✓ Kofi Yamgnane et Sursaut-Togo :
<http://kofi.yamgnane.free.fr/>
<http://www.yamgnane2010.com/>

Sites d'informations togolais et africains :

- ✓ Afrik, le quotidien panafricain :
<http://www.afrik.com/>
- ✓ Afrology, l'Afrique en développement :
<http://www.afrology.com/>
- ✓ Agence Togolaise de Presse (ATOP) :
<http://www.atoptogo.info/>
- ✓ Les échos de la Diaspora sur le site de la DIASTODE :
<http://www.diaastode.org/Echos/invit.html>
- ✓ Etiamé :
<http://etiamé.com/>
- ✓ Focus Infos :
<http://www.focusinfos.com/>
- ✓ Ici Lomé, le portail togolais par excellence :
<http://www.icilome.com/>
- ✓ Le Togolais, l'actualité togolaise online :
<http://www.letogolais.com/>
- ✓ Lomécité, des nouvelles en continu :
<http://www.lomecite.com>
- ✓ Panapress, le regard africain : page Togo :
<http://www.panapress.com/paysindexlat.asp?codepays=fr050&page=76>
- ✓ Republic of Togo, le portail de l'information de la République Togolaise :
<http://www.republicoftogo.com/>
- ✓ Togocity :
<http://www.togocity.com/>
- ✓ Togo-Diaspora, le portail des Togolais à travers le monde :
<http://www.togo-diaspora.com/>
- ✓ Togorama, la première communauté et diaspora togolaises :
<http://www.togorama.com/>
- ✓ Togosite, le Togo sur le net :
<http://www.togosite.com/>

Liste non exhaustive d'articles français ou togolais en ligne :

- ✓ ABALO Jean-Claude, « Kofi Yamgnane écarté des présidentielles au Togo : "La surprise, c'est qu'il n'y a pas eu de surprise" – Les réactions à Lomé », *Afrik.com*, 4 février 2010.
Source : <http://www.afrik.com/article18711.html>
- ✓ ABALO Jean-Claude, « Faure Gnassingbé réélu, Fabre appelle à manifester », *Jeune Afrique*, 6 mars 2010.
Source : <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20100306220022/elections-opposition-togo-electionfaure-gnassingbe-reelu-fabre-conteste-sa-victoire.html>
- ✓ ADOLEHOUME Jean Koffi, « Pour une participation de la Diaspora au développement du Togo : le programme Tokten », *Ici Lomé.com*, 22 janvier 2007.
Source : <http://www.icilome.com/nouvelles/news.asp?id=18&idnews=7839&f=>
- ✓ AFP, « Kofi Yamgnane veut partir à la rescousse du Togo », *Ici Lomé*, 3 mars 2005.
Source : <http://www.icilome.com/nouvelles/news.asp?id=1&idnews=5094&f=>
- ✓ Agence Bretagne Presse, « Kofi Yamgnane candidat à la présidence du Togo », *Agence Bretagne Presse*, 29 mars 2003.
Source : <http://www.agencebretagnepresse.com/fetch.php?id=14657&title=Kofi%20Yamgnane%20candidat%20%C3%A0%20la%20pr%C3%A9sidence%20du%20Togo>
- ✓ Agence de Presse Africaine, « Ruée des jeunes togolais pour les formalités de recrutement de 3 000 nouveaux fonctionnaires », *Ici Lomé*, 13 mai 2008.
Source : <http://www.icilome.com/nouvelles/news.asp?id=10&idnews=10114>
- ✓ AJAVON Alexis, « Communiqué de la DIASTODE : Les Togolais de l'extérieur se dotent d'un nouvel outil pour libérer leur pays de la dictature et promouvoir le développement », *DIASTODE*, 4 mai 2003.
Source : <http://www.diastode.org/Declarations/message24.html>
- ✓ ALISSOUTIN Rosnert Ludovic, « Le retour de l'émigré africain », *Co-développement.org*.
Source : <http://www.co-developpement.org/index.php?sv=33&aid=959>
- ✓ AMAIZO Yves Ekoué, « La Diaspora togolaise : de l'arbitre à l'effet de levier », *Afrology*, 14 octobre 2007.
Source : http://www.afrology.com/pol/amaizo_togodiaspo.html
- ✓ AMAIZO Yves Ekoué, « S'investir en Afrique avec les Diasporas », *Afrology*, 7 février 2008.
Source : http://www.afrology.com/eco/amaizo_diasporas.html
- ✓ AMAIZO Yves Ekoué, « La Diaspora ne se considère plus comme un élément d'ajustement », *Afrology*, 12 février 2008.
Source : http://www.afrology.com/presse/amaizo_diaspora.html
- ✓ AMOUZOU Martin, « Pour la marche vers une diaspora togolaise unifiée dans ses actions afin d'amorcer au Togo la transition vers la démocratie, la liberté, le développement l'épanouissement », *Togocity.com*, 3 juin 2009.
Source : http://www.togocity.com/article.php3?id_article=3760
- ✓ Ambassade de France, « Togo - La France accueille 65% des Togolais qui étudient à l'étranger », Lomé, 16 juillet 2003.
Source : <http://www.t-a-c.org/doc/%C3%A9tudiants%20togolais%20en%20France.doc>
- ✓ Apanews, « Koffi Yamgnane veut réconcilier les Togolais », *Ici Lomé*, 22 octobre 2008.
Source : <http://www.icilome.com/nouvelles/news.asp?id=1&idnews=10799>
- ✓ Apanews, « Le Togo veut recenser ses réfugiés à travers le monde », *Togosite.com*, 12 mars 2009.
Source : http://www.togosite.com/index.php?option=com_content&view=article&id=1610:le-togo-veut-recenser-ses-refugies-a-travers-le-monde-&catid=34:togo&Itemid=53
- ✓ ASSOGBA Yao, « Et si les africains de la diaspora étaient des acteurs du développement de l'Afrique ? », *Observatoire en économie sociale et en développement régional*, 2002.
Source : <http://www.uqo.ca/observer/EconSoc/Solidarite/Cooperation/diaspora2.pdf>
- ✓ AYIGAH Emmanuel Kossivi, « Appel à la mobilisation de toute la Diaspora pour soutenir le peuple togolais », *DIASTODE*, 25 avril 2000.
Source : <http://www.diastode.org/Declarations/message6.html>

- ✓ AYIGAH Emmanuel Kossivi, « Nouvel appel à une mobilisation générale de toute la Diaspora pour un soutien au peuple togolais », *DIASTODE*, 17 juillet 2000.
Source : <http://www.diastode.org/Declarations/message7.html>
- ✓ BALLONG Stéphane, « Port de Lomé : Bolloré manœuvre en eaux profondes », *Afrik.com*, 16 juin 2009.
Source : <http://www.afrik.com/article16972.html>
- ✓ Bâtir le Togo, « Partager ce qui unit tous les togolais de l'étranger pour une contribution efficace au changement... », *Batir le Togo*, Mai/Juin 2007.
Source : <http://www.batirletogo.org/Fr/editos/mai-juin07-edito.htm>
- ✓ BRASSIER Tido, « La diaspora togolaise : Comment s'organise-t-elle ? Quels sont ses projets ? », *Le Togolais.com*, 29 mai 2006.
Source : <http://www.letogolais.com/imprimer.html?nid=2659>
- ✓ BRASSIER Tido, « L'immigration africaine en France : une conséquence des dictatures qui sévissent sur le continent », *Afrology*, « Société », 29 septembre 2006.
Source : <http://www.letogolais.com/imprimer.html?nid=2878>
- ✓ BRÉANT Hugo, « Présidentielle au Togo : un scénario presque parfait », *Blog de la GIRAF, Alternatives internationales*, 24 mars 2010.
Source : <http://alternatives-economiques.fr/blogs/giraf/2010/03/24/presidentielle-au-togo-%E2%80%93-un-scenario-presque-parfait/>
- ✓ CHIKEZIE Chukwu-Emeka, « La diaspora africaine : panafricanisme ou solidarité villageoise ? », *Forum pour le Développement de l'Afrique III*, mars 2002.
Source : http://www.uneca.org/fdaiii/docs/fr_chikezie1.htm
- ✓ DARBON Dominique, « Les classes moyennes africaines », *L'Expansion*, 3 juin 2010.
Source : http://www.lexpansion.com/afrique/une-classe-moyenne-peut-en-cacher-une-autre-l-emergence-de-la-petite-prosperite-en-afrique_233325.html
- ✓ DEGLI Jean Yaovi, « Le problème de l'expatriation massive des Jeunes togolais »
Contribution au Congrès de la North American Convention for Togo (NACT), Août 2006.
Source : <http://www.batirletogo.org/FR/activites/Aout2006/degli-nact2006.html>
- ✓ Délégations de la deuxième commission de l'Assemblée générale des Nations-Unies, « Le rôle de diaspora dans le développement économique ? Ni vache à lait ni solution miracle », 6 octobre 2006.
Source : <http://www.un.org/News/fr-press/docs/2006/AGEF3147.doc.htm>
- ✓ DTF, « Les Burkinabè de Belgique reçus par l'ambassadeur Kadré Désiré Ouédraogo », *DTF*, 3 juillet 2007.
Source : http://www.assodtf-france.com/pages/news_compl_diaspora.php?idnews=207
- ✓ EPO Kodjo, « Adoté Akwei Ghandi : "Les Togolais de la diaspora ont un rôle important à jouer..." », *FM Liberté*, 1 mai 2008.
Source : <http://www.letogolais.com/article.html?nid=3451>
- ✓ GBADAMASSI Falila, « Entreprendre en France et investir en Afrique : le double défi des entrepreneurs de la diversité », *Afrik.com*, 9 février 2008.
Source : <http://www.afrik.com/article13577.html>
- ✓ GIRARD Guillaume, « Élection présidentielle au Togo : une femme était candidate », *Blog de la GIRAF, Alternatives internationales*, 24 mars 2010.
Source : <http://alternatives-economiques.fr/blogs/giraf/2010/03/10/election-presidentielle-au-togo-une-femme-etait-candidate/>
- ✓ HOUNGO Gilbert, « Dialogue et participation », *Togo-Diaspora*, 2 septembre 2009.
Source : <http://www.togo-diaspora.com/message-premier-ministre/160>
- ✓ LOCOH Thérèse, « Démographie, démocratie au Togo », *Afrology*, 28 avril 2005.
Source : http://www.afrology.com/soc/togo_demographie.html
- ✓ MANGOUA Thierry Téné, « La diaspora africaine peut-elle contribuer au développement du continent ? », *Grioo.com*, 14 mars 2005.
Source : <http://www.grioo.com/info4289.html>
- ✓ MBOUGUEN Hervé, « Le gouvernement français relance l'aide au retour volontaire des Maliens », *Grioo.com*, 8 février 2003.
Source : <http://www.grioo.com/info110.html>

- ✓ MESSAN Adamah, « Par quels moyens la diaspora Togolaise peut venir en aide à la population de Lomé dans cette crise d'eau potable ? Devons-nous abandonner les questions de sociétés et laisser nos populations sans l'électricité et l'eau au profit de l'organisation d'une élection législative ? », *Togocity.com*, 9 mai 2007.
Source : http://www.togocity.com/article.php3?id_article=2053
- ✓ MUTUME Goumisai, « Transferts de fonds : une aubaine pour le développement », *Afrique Renouveau*, octobre 2005.
Source : <http://www.un.org/french/ecosocdev/geninfo/afrec/vol19no3/193transferts-de-fonds.html>
- ✓ MUTUME Goumisai, « L'importance de canaliser les transferts de fonds », *Afrique Renouveau*, 18 mai 2006.
Source : <http://www.afrik.com/article9852.html>
- ✓ NDAO Papa Ibrahim, « Impact de l'augmentation du SMIG sur l'exploitation des compagnies d'assurances au Togo », *Togomag*, Octobre 2008, pages 6 à 7.
- ✓ NEGRONI Angélique, « L'exploitation ordinaire d'une jeune togolaise », *Le Figaro*, 4 novembre 2003.
Source : <http://www.ufctogo.com/L-exploitation-ordinaire-d-une-180.html>
- ✓ PADELLEC Jean-Luc, « Togo : Kofi Yamgnane sur orbite présidentielle », *Le Télégramme.com*, 29 mars 2009.
Source : <http://www.letelegramme.com/ig/generales/regions/bretagne/togo-kofi-yamgnane-sur-orbite-presidentielle-29-03-2009-311853.php>
- ✓ Présidence du Togo, « L'Agence Nationale pour l'Emploi est opérationnelle », *Présidence du Togo*, 30 avril 2009.
Source : http://www.presidencetogo.com/index.php?option=com_content&task=view&id=560&Itemid=53
- ✓ Republic of Togo, « Le chômage n'est pas une fatalité », *Republic of Togo*, 25 janvier 2010.
Source : <http://www.republicoftogo.com/Toutes-les-rubriques/Economie/Le-chomage-n-est-pas-une-fatalite>
- ✓ Réseau Éducation Sans Frontières (RESF), « Exposition de toiles d'un jeune togolais sans papiers », *RESF*, 11 avril 2009.
Source : <http://www.educationsansfrontieres.org/article19047.html>
- ✓ Republic of Togo, « Brice Hortefeux attendu mercredi soir à Lomé », *Republic of Togo*, « Diplomatie », 6 janvier 2009.
Source : <http://www.republicoftogo.com/Toutes-les-rubriques/Diplomatie/Brice-Hortefeux-attendu-mercredi-soir-a-Lome>
- ✓ ROULAND Norbert, « Citoyenneté en France. La pluralité des appartenances », *Le Monde Diplomatique*, octobre 1997, page 31.
Source : <http://www.monde-diplomatique.fr/1997/10/ROULAND/9292>
- ✓ SANTISO Javier, « Afrique : le nouveau monde des marchés émergents », *L'Observateur de l'OCDE*, Numéro 263, Octobre 2007.
Source : <http://www.observateurocde.org/news/fullstory.php/aid/1935/Afrique : Le nouveau monde des march%E9s %E9mergents .html>
- ✓ SATCHIVI Marc Kuessan, « Entretien avec Hilaire Dossouvi Logo : "Il nous faut impérativement changer le cours des choses au Togo" », *Ici Lomé.com*, 27 juillet 2005.
Source : <http://www.icilome.com/nouvelles/news.asp?id=3&idnews=5990&f=>
- ✓ SPINDLER William, « Ghana : début du recensement des réfugiés togolais dans la région Volta », *UNHCR*, 4 avril 2006.
Source : <http://www.unhcr.fr/cgi-bin/texis/vtx/news/opendoc.htm?tbl=NEWS&id=4432474c15>
- ✓ TEBEJE Ainalem, « L'exode des cerveaux et le renforcement des capacités en Afrique », *Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI)*, 22 février 2005.
Source : http://www.idrc.ca/fr/ev-71249-201-1-DO_TOPIC.html

- ✓ Togocity.com, « Du tribalisme ambiant au sommet de l'État : Des Kabyé majoritaires autour de Faure Gnassingbé et à la tête des sociétés étatiques juteuses », *Togocity.com*, 18 mars 2009.
Source : http://www.togocity.com/article.php3?id_article=3544
- ✓ TSAKADI Komi, « Que faire du trésor des Togolais de l'étranger ? », *Ici Lomé.com*, 18 juin 2007.
Source : <http://www.icilome.com/nouvelles/news.asp?id=51&idnews=8404>
- ✓ United Nations Refugee Agency, « Bénin : afflux de réfugiés togolais », *UNHCR*, 2005.
Source : <http://www.unhcr.fr/cgi-bin/tehis/vtx/photos?set=togo2005>
- ✓ VIANA Joël, « La gérontocratie est un frein et une véritable gangrène pour la marche en avant vers la démocratie au Togo », *DTF*, 21 juillet 2006.
Source : http://www.assodtf-france.com/pages/news_compl_diaspora.php?idnews=21
- ✓ VIANA Joël, « Sortir des ornières de l'immobilisme et du pessimisme ? », *DTF*, 7 juin 2007.
Source : http://www.assodtf-france.com/pages/news_compl_edito.php?idnews=196
- ✓ VIANA Joël, « Le bonheur d'être Togolais... de la diaspora », *DTF*, 23 septembre 2007.
Source : http://www.assodtf-france.com/pages/news_compl_edito.php?idnews=284
- ✓ VIANA Joël, « Plaidoyer pour un "retour" au bercail sans encombre pour ceux qui le peuvent », *Etiame.com*, 18 novembre 2008.
Source : <http://www.etiame.com/etiame780.htm>
- ✓ VIANA Joël, « De la lutte pour le pouvoir et de l'absence de la diaspora dans le processus de développement », *Togocity.com*, 14 mai 2009.
Source : http://www.togocity.com/article.php3?id_article=3713
- ✓ VOKOUMA Joachim, « La Diaspora africaine, l'autre acteur du développement », *Le Faso.net*, 8 juillet 2008.
Source : <http://www.lefaso.net/spip.php?article27766>

Annexes

Annexe 1) Grille d'entretien :

Cette grille d'entretien, issue en partie du travail de l'an dernier sur la « communauté togolaise en France » constituait au début de l'enquête la première trame thématique utilisée pour les entretiens réalisés à la fois avec des Togolais en France et avec des migrants de retour au Togo. Son utilisation a été très libre et bien que la plupart des thèmes aient été abordés, elle n'a jamais constitué un fil conducteur rigide lors des entretiens. Elle a toutefois pu servir de questionnaire lors de certains échanges par mails.

- ✓ Sexe :
- ✓ Âge :
- ✓ Situation matrimoniale :
 - Âge du conjoint :
 - Nationalité du conjoint :
- ✓ Nombre d'enfants :
 - Sexe des enfants :
 - Âge des enfants :
 - Nationalité des enfants :
- ✓ Nombre de frères et sœurs :
 - Âge des frères et sœurs :
 - Nationalité des frères et sœurs :
 - Lieu d'habitation des frères et sœurs :
- ✓ Nationalité :
 - Si vous avez acquis la nationalité française ou d'un autre pays (ou double nationalité), de quand date ce changement ? :
 - Si vous êtes Togolais, envisagez-vous d'obtenir une autre nationalité ? Si oui, laquelle ? :
- ✓ Lieux d'habitation successifs et types de logements (maison, résidence, appartement, studio, autres) :
 - Au Togo :
 - En France :
- ✓ Ville d'origine au Togo :
- ✓ Études réalisées :
 - Au Togo :
 - En France :
- ✓ Catégorie socioprofessionnelle (agriculteur exploitant ; artisan, commerçant, chef d'entreprise ; cadre et profession intellectuelle supérieur ; profession intermédiaire ; employé ; ouvrier ; retraité ; autre personne sans activité professionnelle), précisez si possible votre situation précise (emploi, étude, etc.) :
 - Situation de votre conjoint :
- ✓ Année de départ du Togo :
- ✓ Cause(s) du départ du Togo (travail, études, stage, formation professionnelle, loisirs, problèmes financiers, situation politique, autre), précisez si possible :
- ✓ Avez-vous envisagé de partir dans un autre pays que la France ? Si oui, lequel ou lesquels ? :
- ✓ Connaissez-vous quelqu'un en France ? Si oui, qui ? :
- ✓ Votre famille et vos amis sont-ils restés au Togo ? :
- ✓ Certains membres de votre famille et certains amis sont ils venus en France ? Si oui, qui et quand ? :
- ✓ Diriez-vous que vos premiers temps en France ont été très faciles, faciles, difficiles, très difficiles à vivre ? : ...
- ✓ Étiez-vous globalement satisfait de votre situation et de votre qualité de vie au Togo :
- ✓ Êtes-vous globalement satisfait de votre situation et de votre qualité de vie en France :
- ✓ Diriez-vous que votre situation et votre qualité de vie en France par rapport à celle du Togo est satisfaisante :
- ✓ Diriez-vous que vos attentes ont été satisfaites depuis votre arrivée en France ? :

- ✓ Aujourd'hui, vous sentez plutôt entouré ou isolé ? :
- ✓ Dans quel cadre fréquentez-vous le plus de personnes (famille, amis, travail, loisirs) :
- ✓ Diriez-vous que vos rapports avec les Français sont bons ? :
- ✓ Diriez-vous que vos rapports avec les Togolais en France sont bons ? :
- ✓ Aujourd'hui, connaissez vous plus de Français ou de Togolais en France ? :
- ✓ Pensez-vous que la solidarité est plus forte en France ou au Togo ? :
- ✓ Avez-vous le sentiment d'appartenir à une communauté togolaise en France ? :
- ✓ Vous sentez-vous confronté au racisme en France ? :
- ✓ Diriez-vous que vous êtes intégré en France ? :
- ✓ Jugez-vous la vie politique en France satisfaisante ? :
- ✓ Jugez-vous la vie politique au Togo satisfaisante ? :
- ✓ Avez-vous le sentiment d'être plutôt Togolais, Français, Togolais en France, Français du Togo, Africain, Européen, habitant d'une ville (si oui, laquelle) ? :
- ✓ Écoutez-vous de la musique togolaise ? :
- ✓ Vous intéressez-vous aux résultats sportifs togolais ? :
- ✓ Vous intéressez-vous aux actualités togolaises ? Si oui, grâce à quels médias ou sites ? :
- ✓ Possédez-vous chez vous :
 - Des objets ou souvenirs togolais ? Si oui, combien ? :
 - Des photographies du Togo ? Si oui, combien ? :
 - Des drapeaux togolais ? Si oui, combien ? :
- ✓ Parlez-vous une langue togolaise ? Si oui, avec qui et à quelle fréquence ? :
- ✓ Pensez-vous que le comportement des Togolais qui arrivent en France change ? :
- ✓ Pensez-vous vous-même que votre comportement a changé en arrivant en France ? :
- ✓ Pensez-vous que vos relations familiales ont changé depuis votre arrivée en France ? :
- ✓ Envisagez-vous de devenir propriétaire en France ? Au Togo ? :
- ✓ Aimerez-vous que vos enfants vivent au Togo ? :
- ✓ Avez-vous organisé des évènements, des réunions, des soirées autour du Togo ? Si oui, lesquels ? :
- ✓ Êtes-vous croyant ? :
- ✓ Êtes-vous en contact avec des organisations religieuses en France ? Au Togo ? :
- ✓ Connaissez-vous des membres d'associations togolaises ou françaises ? Si oui, lesquelles ? :
- ✓ Vous-même, faites-vous partie d'une de ces associations ? Si oui, laquelle ou lesquelles ? :
- ✓ Connaissez-vous des membres de partis politiques togolais ou français ? Si oui, lesquelles ? :
- ✓ Vous-même, vous sentez vous proche ou appartenez-vous à l'un de ces partis politiques ? Si oui, lequel ? :
- ✓ Avez-vous participé à des manifestations en France et au Togo ? Si oui, lesquelles ? :
- ✓ Avez-vous participé à des projets menés au Togo (participation humaine, matérielle, financière) ? Si oui, lesquels et à quelle fréquence ? :
- ✓ Avez-vous Internet chez vous ?
 - Si non, l'utilisez vous ailleurs ? :
 - Utilisez-vous Internet pour communiquer avec vos proches en France ? au Togo ? :
- ✓ Avez-vous envie de revenir au Togo ? :
- Pour quelle durée ? :
- Dans quel cadre (travail, loisirs, formation, études, projets personnels, projets associatifs, autre), précisez ? :
- ✓ Avez-vous envie de passer votre retraite en France ? Au Togo ? Ailleurs ? :
- ✓ Avez-vous déjà entendu parler des programmes français d'aide au retour volontaire ? Si oui, ces programmes sont-ils susceptibles de vous intéresser ? :
- ✓ Votre conjoint est-il déjà allé au Togo ? Si oui, dans quel cadre, combien de fois et combien de temps ? : ...
- ✓ Votre conjoint a-t-il envie d'aller vivre au Togo ? Si oui, pour quelle durée ? :
- ✓ Vos enfants sont-ils déjà allés au Togo ? Si oui, dans quel cadre, combien de fois et combien de temps ? : ...

- ✓ Vos enfants ont-ils envie d'aller vivre au Togo ? Si oui, pour quelle durée ? :
- ✓ Êtes-vous déjà retourné au Togo depuis votre arrivée en France ? Si oui, combien de fois et pour quelle durée ? :
 - Où êtes-vous allé lors de vos retours au Togo ? :
 - Qui avez-vous vu lors de vos retours au Togo ? :
 - Qui vous a hébergé au Togo ? :
 - Qu'avez-vous fait au Togo (tourisme, loisirs, vie de famille, travail, formation, projet associatif, autre) ? :
 - Pendant ces retours, diriez-vous que vos rapports avec les Togolais au Togo ont été satisfaisants ? :
- ✓ Envoyez-vous de l'argent au Togo ? :
 - Si oui, à qui ? :
 - Par quel biais ? :
 - A quelle fréquence ? :
 - Combien d'argent envoyez-vous (réponse facultative) ? :
 - Considérez-vous que ces envois sont tout à fait, plutôt, plutôt pas, pas du tout un devoir ? : ...
 - Ces envois répondent-ils à une demande de vos proches au Togo ? :
- ✓ Avez-vous des projets au Togo ? Si oui, lesquels (construction de maison, projet professionnel, activité associative, autre) ? :
- ✓ Connaissez-vous des associations de la « diaspora togolaise » (DTF, MDTE, Synergie, DIASTODE, etc.) ? :
 - Pensez-vous que leurs actions sont très satisfaisantes, plutôt satisfaisantes, plutôt pas satisfaisantes, pas du tout satisfaisantes ? :
 - Jugez-vous que la candidature d'un membre de la diaspora à la présidentielle au Togo est légitime ? :
- ✓ Est-il envisageable que vous vous présentiez à un poste électif local ou national :
 - En France ? :
 - Au Togo ? :

Annexe 2) Le dépouillement des entretiens :

Une fois les entretiens réalisés, il a fallu dépouiller les données qu'ils contenaient. Dès lors, chaque entretien a été relu à plusieurs reprises pour analyser le fond et la forme et en tirer des premiers éléments d'interprétation.

Puis, plusieurs tableaux ont été réalisés pour recueillir les données des entretiens menés avec les migrants de retour. Il s'agissait alors de les remplir avec des éléments factuels ou simplement en cochant les cases créées.

L'objectif était dans un premier temps de synthétiser les étapes de la migration. Mais ces tableaux permettaient également de vérifier si certains critères que les institutions internationales jugent déterminants (obtention de la nationalité du pays d'accueil, enfants, liens avec le pays d'origine, propriété d'une maison, etc.) avaient une réelle influence dans l'échantillon interrogé. Enfin, ce dépouillement a contribué à faire émerger certaines logiques ou tendances lourdes (départ motivé par les études, préparation du retour, reproduction des élites sociales en migration). Les différents tableaux thématiques étaient décomposés comme suit :

- Causes et conditions de départ (tableau synthétique) : âge, départ présenté comme un choix, ville d'origine, ville d'accueil, départ avant les années 1990, année précise de départ, études comme motif du départ, études visées indisponibles au Togo, domaines d'études, choix du pays.

- Situation en France : famille en France, ville(s) de résidence, conjoint français, enfants, emplois ou opportunités professionnelles, sentiment d'indépendance, opinion sur la France.
- Intégration en France : nationalité française ou double nationalité, enfants nés en France ou naturalisés, racisme perçu, satisfaction de la situation en France.
- Liens entretenus avec le Togo en migration : manque perçu, sentiment d'appartenance à une communauté togolaise, évènements ou soirées togolaises organisées, militantisme associatif ou politique, bonnes relations avec la famille, soutien financier des parents, envoi d'argent.
- Volontés et conditions de retour : retour présenté comme un choix, nombre d'années en France, année du retour, passage par d'autres pays, conjoint souhaitait revenir, parents souhaitaient le retour, intérêt pour la situation politique, conseils reçus avant le retour, retour préparé, retours fréquents, projets au retour, volonté de développement, maison au Togo, volontés politiques, appuis sur certaines personnes ou structures.
- Réinsertion au retour : vit seul au retour, emploi stable au retour, type d'emploi (entrepreneur, salarié, fonctionnaire), allers-retours souhaités, changements de comportements ou de mentalités, changements perçus avec ses amis ou sa famille, satisfaction, bonne opinion sur le Togo, vie sociale avec tous les Togolais, perception d'une concurrence, sentiment d'utilité sociale, confort.
- Évolution des capitaux en migration : capitaux (éducatifs/culturels, financiers et sociaux) au départ au Togo, pendant la migration puis au retour.

Annexe 3) Les entretiens réalisés :

Les prénoms et noms des personnes interrogées ont presque tous été modifiés afin de garantir l'anonymat de ces dernières et d'éviter la réutilisation, par d'autres, des données présentes dans ce mémoire. Les prénoms ont été remplacés tout en conservant les éventuelles caractéristiques religieuses ou ethniques.

Colloques, réunions et rencontres informelles :

- ✓ Novembre-janvier 2008 :
Séminaire hebdomadaire de Nicole Khouri au CEMAF intitulé « Diasporas africaines et non africaines en Afrique ».
- ✓ 27 décembre 2008 :
Journée du Mouvement citoyen de la Diaspora Togolaise en Europe (MDTE) et table ronde intitulée « Bâtir une alternative crédible pour le Togo ».
- ✓ 14 février 2009 :
Premier volet de la conférence-débat organisée par l'association Synergie-Togo sur le thème « Togo : Mieux voter, bien compter, vrai restituer ».
- ✓ 26 avril 2009 :
Meeting-débat du Comité Togolais Révolutionnaire (CTR) à l'occasion de la commémoration de « la grande victoire populaire du 27 avril 1958 ». Grand messe d'action de grâce dans la matinée puis débat l'après midi sur le thème « Élections présidentielles de 2010 : réel espoir de changement de régime au Togo ou nouveau marché de dupes ? ».
- ✓ 16 mai 2009 :
Deuxième volet de la conférence-débat organisée par l'association Synergie-Togo sur le thème « Togo : Mieux voter, bien compter, vrai restituer » dans la salle du Parti Socialiste à l'Assemblée nationale.
- ✓ 7 novembre 2009 :
Conférence « Crises en Afrique : que peut faire la diaspora ? », avec la présence de Kofi Yamgnane, candidat à la présidentielle de 2010.
- ✓ 17 novembre 2009 :

Troisième volet de la conférence-débat organisée par l'association Synergie-Togo sur le thème « Togo : Mieux voter, bien compter, vrai restituer » dans la salle de l'UMP à l'Assemblée nationale.

- ✓ 25 novembre 2009 :
Assises de la Coopération décentralisée en Yvelines. Invité d'honneur : République du Togo.
Intervention dans un atelier consacré aux associations de migrants et à leurs rapports à leur pays d'origine.
- ✓ 18-19 janvier 2010 :
Deux jours passés dans le village de Marius G. pour préparer et assister à la cérémonie d'inauguration des forages de la région Maritime.
- ✓ 21 janvier 2010 :
Cours de méthodologie donné aux étudiants de maîtrise d'histoire de l'Université de Lomé avec Essenam E.
- ✓ 22 mai 2010 :
Meeting de soutien au FRAC à Paris.
- ✓ Discussions informelles en France puis en janvier et février 2010 :
 - Discussions par mails avec : François K. (loméen), Akofa A. (jeune étudiante togolaise à Paris), Gabriel A. (Togolais vivant en France depuis 1997).
 - Échanges téléphoniques avec Hervé Pilet (Président de l'ASDVT(France) et Constance Kokoui (Chargée de mission au pôle Afrique de l'organisation Cités-Unies-France).
 - Discussions informelles avec plusieurs jeunes loméens : Gerald M. (étudiant), Amandine K. (étudiant), Marius A. (vendeur de pneumatiques), Dodzi L. (étudiant), Jean-Joël T. (instituteur), Sandra H. (émigrée de retour en vacances), Abraham D. (jeune informaticien).
 - Rencontre avec le directeur de la Fédération des ONG du Togo (FONGTO).
 - Rencontre avec Kuizian Baba, maître d'œuvre de l'antenne togolaise de l'association yvelinoise Solidarité Humaine.

Entretiens informatifs :

Godwin Tété (28 octobre 2009, bar - Place de la Sorbonne, 1h30) : Tétévi Godwin Tété-Adjalo est né en 1928 au Dahomey, de parents togolais. Il a étudié à Lomé, Paris et Prague avant de devenir pendant près de deux ans administrateur civil de la fonction publique togolaise. Par la suite, il devient stagiaire à l'Institut de Développement Economique de la Banque Mondiale. Pendant près de vingt ans, il a été fonctionnaire international des Nations-Unies pendant plus de vingt ans. Il prend sa retraite en 1984 et est nommé membre du Haut-Conseil de la République togolaise de 1991 à 1992 pendant la période de transition politique. Réputé proche de l'opposition, il est un grand historien togolais et a publié de nombreux ouvrages sur l'esclavage, la période coloniale et post-coloniale togolaise ou les grandes figures politiques noires, comme Sylvanus Olympio ou Marcus Garvey.

Frédéric Pitchaki Hémou, (27 novembre 2009, Bureau de l'Hôpital Cochin – Paris, 1h) :

Il a obtenu sa thèse de médecine en 1978 à Bordeaux. L'école militaire qu'il avait intégré l'a alors envoyé la moitié de l'année au Val-de-Grâce puis l'autre moitié à Marseille. Entre 1979 et 1982, il a été médecin pendant trois ans à Atakpamé. En 1985, il est revenu en France pour être de nouveau assistant à l'Hôpital du Val-de-Grâce. En 1987, il est reparti au Togo pour fonder une école d'infirmerie. En 1990, enfin, il est revenu en France où il a travaillé à l'Hôpital Cochin. En 1996, il a commencé à réfléchir à des projets associatifs qui ont abouti à des missions menées à Kara en 2000 et à la fondation de son association CIMU-Visa en 2006.

Michel Roux, (28 novembre 2009, Salon d'Arts – Rosny-sur-Seine, 1h30) :

Fondateur et responsable de l'association yvelinoise Solidarité Humaine qui appuie des associations villageoises de Gbatopé et dispose d'un relais à Tsévié (Rencontre effectuée avec le maître d'œuvre Kuizian Baba en janvier 2010). L'association mène des projets dans la zone de Liligodo (seuls projets sponsorisés, parrainés et financés ou soutenus moralement par tous les échelons : par des associations togolaises et française, par les comités villageois, par la préfecture togolaise, par l'État togolais, par la ville de Rosny sur Seine, par le Conseil général des Yvelines et par le MIIIDS).

Frédéric Bard, (9 décembre 2009, Bureau au MIIIDS, 45 min.) :

Militant UMP du 17^{ème} arrondissement de Paris et délégué départemental à la Culture en 2003, il a fondé en 2008 le très controversé collectif « Respect » qui officiait dans les CRA. Il a été par la suite chargé notamment du Congo puis du Togo au MIIIDS.

Dodzi B., (8 janvier 2010, Bureau puis maquis, 1h30) :

Dodzi est le petit frère de Kanyi B. Il a obtenu un emploi à la préfecture grâce aux contacts de ce dernier. Alors que son frère n'était toujours pas revenu au Togo depuis 1995, il avouait qu'il avait très envie de revoir son frère au Togo mais préférerait qu'il reste à l'étranger.

Nathalie Egueli, (9 janvier 2010, Domicile dans le quartier d'Adidogomé, 3h, suivi de plusieurs discussions et rencontres) :

Après les violences qui ont suivi l'élection présidentielle de 2005, certains membres de la diaspora française ont soutenu financièrement l'association de Nathalie Egueli, *Aube Nouvelle*. Cette dernière était donc chargée de s'occuper des victimes soignées dans trois hôpitaux, ce qu'elle avait déjà fait avec des femmes victimes de violences à la LDTH, mais aussi d'établir un rapport sur les victimes des élections. À l'heure actuelle, soutenue par ses relais en France, elle se charge plutôt de la scolarisation et du microcrédit.

Piros D., 21 ans (11 janvier 2010, Adidogomé-Cassablanca, 1h) :

Toute la famille de Piros a vécu en France avant sa naissance. Deux de ses sœurs sont toutefois reparties en France pour leurs études et certains de ses cousins y vivent encore. Aujourd'hui lycéen, il aimerait à tout prix partir en Europe.

Daniel Lawson-Drackey, (12 janvier 2010, Bar près de la mer, 2h) :

Journaliste réputé d'opposition, il a été « suspendu définitivement » du droit de prononcer ses éditoriaux sur la radio privée Nana FM. Il a été secrétaire général de l'Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT), s'est exilé deux ans au Bénin, a failli se marier à une Française et est finalement parti en 2002 pour un voyage d'études financé par le département d'État américain. Il vit et travaille désormais au Togo.

Marcel N., 24 ans (14 janvier 2010, Domicile dans le quartier Forever, 2h) :

Plusieurs membres de sa famille sont partis à l'étranger. Sa grande sœur était coiffeuse à Lomé et est partie aux États-Unis. Une autre est en Suisse, un autre en Belgique. Il aimerait désormais suivre leurs exemples. Benjamin de la famille, il suit des études de sciences naturelles. Il aimerait désormais apprendre l'italien pour partir en Italie. Il est actuellement comptable dans l'entreprise de son frère. Il y a quelques mois il a également servi de relais à une entreprise française qui achetait de l'art togolais. Il aimerait partir six ans à l'étranger pour se former et revenir créer sa clinique privée ici.

Abass Dermane, (16 janvier 2010, Bar dans le quartier d'Agbalépédo, 2h30) :

Il est le directeur de publication de l'hebdomadaire togolais « Le Regard », créé en 1996.

Fernand K., (16 janvier 2010, Bureau vers le boulevard de la Kara, 1h) :

À la fin de ses études, il a créé son entreprise spécialisée dans l'accompagnement du développement de la clientèle des autres entreprises, mais également dans les services informatiques, dans la monétique et « l'e-business ». Après avoir initié des projets à Niamey, il a convaincu deux personnes de rentrer au Togo et travaille désormais avec des émigrés de retour.

John Zodzi, (20 janvier 2010, Bar dans le quartier d'Agbalépédo, 1h) :

Depuis 1996 il est le correspondant togolais de l'agence Reuters et de Réseau Éducation Sans Frontière. Il a travaillé un temps à Berlin, Londres, Nancy, aux États-Unis, au Ghana et en Côte d'Ivoire.

Kossi Amlalo Azankpo, (22 janvier 2010, Domicile puis siège de son association, 2h30) :

Après avoir passé son baccalauréat en 2001 à Kouvé et commencé des études à l'Université de Lomé, il a participé à des organisations de jeunes à Kpalimé et est devenu « répétiteur » pour les élèves. Depuis près de dix ans, il s'occupe de l'association « Espace Social » qui vient en aide aux orphelins et aux victimes du VIH. L'ancien président de l'association est parti étudier le droit en France. Après plusieurs tensions, Kossi a pris la tête de l'association. Il a voyagé trois semaines en France, Suisse et Belgique. En 2007, il a suivi au Burundi une formation en gestion de projets.

Guy Mario Abalo, (27 janvier 2010, Hôtel près du Stade Kégué, 1h) :

Pigiste à Radio Lomé, il est par la suite devenu clerc de notaire avant de travailler comme correspondant local de la BBC et de Radio France Internationale. Ancien secrétaire générale de l'UJIT, il a participé à la fondation d'une maison du journalisme en 1996 et d'un Observatoire togolais des Médias. En décembre 2008, il a démissionné de son poste de chargé de mission auprès de Faure Gnassingbé. Certains membres de sa famille vivent en France et en Belgique.

Kodjo Agba, (28 janvier 2010, Bureau dans le Stade Kégué, 1h) :

Il a été professeur de français, puis s'est lancé dans des projets de développement. Il a été notamment l'un des appuis de la Croix Rouge avant de devenir président de l'antenne togolaise de l'ASDVT. Il est maintenant directeur du Stade Kégué à Lomé.

Yves Yard, (29 janvier 2010, Bureau au SCAC, 1h, suivi d'autres discussions) :

Conseiller adjoint au SCAC de l'Ambassade de France au Togo.

Gilbert Bawara, (1^{er} février 2010, Bureau au Ministère, 25 min.) :

Après avoir suivi des études de droit à Genève, il est revenu au Togo pour devenir ministre de la Coopération et du NEPAD en 2006. Ami proche de Faure Gnassingbé, il a beaucoup travaillé à la reprise de la Coopération avec l'Union Européenne. Après les élections de 2010, il n'a pas été reconduit dans ses fonctions.

Cyrille le Déaut, (2 février 2010, Bureau, 1h, suivi de plusieurs rencontres informelles) :

Conseiller du SCAC de l'Ambassade de France au Togo.

Deo Komla Ahondo, (10 février 2010, Bureau, 1h20) :

Secrétaire général du Gouvernement en charge notamment du programme de recours à la diaspora.

Prudence L., (10 février 2010, Bureau dans l'Église méthodiste d'Hanoukopé, 30 min.) :

Trois de ses frères vivent actuellement en France. Entre son faible salaire à l'Église et les petites retraites de ses parents, l'aide financière de ses frères est d'une importance capitale pour la famille installée à Lomé.

Pauline S., (13 février 2010, Carrefour International des Arts à Kpalimé, 1h) :

Même si le départ de son frère, Batoulim, a été vécue comme une vraie déchirure, elle se réjouit de son expérience en France et espère un jour pouvoir partir le rejoindre. Elle travaille actuellement au Carrefour International des Arts à Kpalimé.

Kwassi P., (13 février 2010, Carrefour International des Arts à Kpalimé, 2h) :

Jeune Togolais qui participe activement à des projets associatifs culturels, notamment au sein du Carrefour International des Arts de Kpalimé, il a travaillé auprès d'instituteurs togolais par le passé.

Aujourd'hui, il accueille beaucoup d'Américains et de Français à Kpalimé et se sent rejeté par les Togolais « de souche ».

Professeur Ayikoé Ayité, (16 février 2010, Bureau à l'Université de Lomé, 20 min.) :

Professeur de médecine, il est actuellement directeur de la Coopération internationale à l'Université de Lomé et met en place un nouveau programme de recours à la diaspora au sein de l'Université. Il aimerait également créer une banque de compétences dans le domaine médical.

William et Dovi, (19 février 2010, Hôtel Carrington, 2h) :

Tous deux sont les responsables de l'ONG M.A.R.S. qui travaille particulièrement autour des questions de développement et d'émigration. Ils cherchent actuellement à organiser une journée de réflexions sur les questions migratoires au Togo.

Entretiens réalisés en France :

Joël Viana, 45 ans (4 décembre 2008, restaurant – Antony, 1h45) : Né au Mali, Joël a passé son enfance au Togo avant de partir en Allemagne en 1990 pour un stage de fin de cycle. Il y a finalement travaillé jusqu'en 2002, s'y est marié et y a été naturalisé. En 2002, il est muté en France où il s'installe, même s'il fait des allers-retours réguliers en Allemagne pour retrouver sa femme et ses trois enfants. En France, il a travaillé dans de nombreuses SS2i (sociétés de services informatiques) pour le compte d'entreprises comme Sanofi, BNP Paribas, etc. Aujourd'hui, il est le président de l'association créée officiellement en 2005, la Diaspora Togolaise en France (DTF).

Batoulim Sebabe (4 décembre 2008, bar – les Halles à Paris, 45 min.) : Après des études d'agroforesterie, il a travaillé au Togo pour l'ONG « Les Amis de la Terre », a collaboré avec l'association franco-togolaise « Association Mondiale pour l'Échange Culturel Artistique et Artisanal » (AMECAA), puis a monté sa propre association près de Kpalimé, « le Carrefour International des Arts ». C'est là qu'il a rencontré sa compagne française. En 2007, il a décidé de la rejoindre en France. Il est devenu trésorier de l'entreprise ONG Conseil et a eu une fille en 2008.

Emile Djakpah (17 avril 2009, bar - la Défense, 1h30) : Chercheur dans un cabinet de virologie, il est membre de l'association Togo Education Culture (TEC) à Bezons et référent du Mouvement Citoyen de la Diaspora Togolaise en Europe (MDTE).

Camille Lawson-Body, 47 ans (6 mai 2009, restaurant - Place de la République, 1h45) : Fils d'instituteurs originaires d'Aného, il est le quatrième d'une fratrie de six enfants. Il passe son baccalauréat G (option comptabilité) à Lomé puis part en France. D'abord inscrit à l'école des cadres de Neuilly, il s'inscrit dans un IUT de gestion suite à un problème de non délivrance de sa bourse. D'abord engagé dans une équipe pour faire du conseil en création d'entreprise, il a par la suite créé son cabinet d'expertise comptable avec un associé. Aujourd'hui, il est également président de l'association Synergie-Togo.

Lorenzo H., (6 novembre 2009, bar – Cour de Rome à Paris, 1h30) :

Lorenzo a obtenu son baccalauréat au Togo avant de « végéter » pendant deux années sur le campus universitaire. En 1991 il est parti à Lille pour suivre une formation d'architecture. Il a par la suite enseigné puis ouvert son propre cabinet. Depuis 1996, il est revenu régulièrement en vacances au Togo. Parmi ses 5 frères et sœurs, il a aidé certains à s'installer à Lille et Bruxelles. Il s'est marié en France, a été naturalisé en 2004 puis a divorcé. Il a actuellement un enfant de quelques mois à Lomé. Actuellement, il souhaite construire des villas pour les émigrés de retour à Lomé. S'il a acheté une maison à Lomé pour en faire son bureau, il n'envisage pour l'instant que des allers-retours, en fonction de ses projets.

Kanyi B., 45 ans (18 novembre 2009, Restaurant – Halles à Paris, 2h30, suivi de multiples discussions téléphoniques et lors de nouvelles rencontres) :

Originaire de Niamtougou, il a été dans les années 1980 et 1990 un journaliste d'opposition à Lomé. Inquiété par le pouvoir, il est parti en France en 1995. Sa famille est restée au Togo et il ne l'a revu que lors de son premier retour au Togo en avril 2010. A l'heure actuelle il est journaliste spécialisé dans les relations humaines et l'emploi. Il donne également des cours à l'Université de Saint-Denis. Il est marié depuis 22 ans à une Togolaise et a eu deux enfants.

Kékéli T., (18 novembre 2009, Entretien téléphonique, 1h30) :

Elle est arrivée en France lorsqu'elle était enfant. Elle vit actuellement en Corse où elle se sent mise à l'écart de toutes les activités togolaises en France, même si elle préfère ne pas participer aux activités plus politisées. Revenue tous les ans en vacances, ou presque, elle faisait part de sa déception de voir Lomé évoluer négativement. En France, elle organise des événements culturels centrés notamment sur l'Afrique. Par manque de moyens financiers elle ne peut pas ouvrir une boutique à Lomé et se contente d'envoyer quelques containers avec des amis de France.

Isidore T., (21 novembre 2009, Entretien téléphonique, 1h) :

Sa mère était enseignante au Togo et avait effectué ses études en France. Son grand frère avait intégré l'École Centrale de Paris. Isidore a obtenu son baccalauréat en 1981, il a ensuite intégré la Faculté de Nanterre puis de Paris où il a obtenu un doctorat en philosophie. Il est désormais attaché de recherches à Nanterre. Il est engagé politiquement auprès de l'UFC depuis la fin des années 1990. Malgré le prix des billets, il effectue quelques retours au Togo avec ses frères qui vivent en France. Il y a quelques années, ce sont ses parents qui venaient en France.

Rafik A., 27 ans (4 décembre 2009, Restaurant – Les Halles, Paris, 1h30, suivi de plusieurs discussions par mail) :

Ses parents, originaires de Mango, étaient respectivement préfet et commerçante. Rafik est né à Lomé où il a suivi toute sa scolarité. Après son baccalauréat en 2002, il est venu en France pour suivre des études de mathématiques et d'informatique appliqué aux sciences. Il étudie actuellement la finance internationale à l'Université Paris 13. Pour financer ses études il travaille le week-end dans une chaîne de restauration. Depuis 2008, il a effectué quelques retours au Togo. S'il veut y revenir définitivement, il aimerait d'abord réaliser un stage en France. Il a mis en place des projets associatifs à Mango, participe aux activités de plusieurs associations de la diaspora en France et soutient Faure Gnassingbé.

Entretiens réalisés à Lomé :

Yéma K., (7 janvier 2010, Bureau sur boulevard du 13 janvier, 2h, pendant la fin de l'entretien, José A. était présent) :

Il est arrivé en France en 1988 pour ses études et a effectué ses premiers retours de vacances au Togo à partir de 1992. Membre actif d'une des plus grandes associations diasporiques et de certaines manifestations d'opposition passées, il calquait son parcours à la vie politique togolaise. Après son retour en 2006 où il est devenu chargé de mission informatique du Premier ministre Yaowi Agboyibo, ses relations se sont tendues avec les associations diasporiques. Depuis, il a fondé une entreprise de gestion documentaire et habite la maison qu'il avait commencé à construire en 1998.

Sophie A., (7 janvier 2010, Bureau chez Air France, 2h) :

Son mari n'ayant pas voulu réaliser un entretien et ne souhaitant pas être « un objet d'études », un entretien a été mené avec Sophie A. En 1993, son mari a quitté le Togo pour effectuer un doctorat en communication à l'Université de Bordeaux. Il a commencé à y enseigner. N'ayant pas réussi à le rejoindre, Sophie A. a cherché du travail au Togo. Alors qu'elle a été engagée par Air France, son mari a effectué un retour d'un mois à Lomé pour sonder le terrain. Il est finalement rentré en 1997, a enseigné deux mois à l'Université de Lomé puis s'est retrouvé au chômage pendant un an. Grâce à l'une des connaissances de Sophie, il a pu tester les nouvelles connexions Internet introduites au Togo puis devenir directeur informatique dans une grande société publique.

Kossi K., 36 ans (8 janvier 2010, Hôtel du quartier d'Agbalépédo, 1h, entretien précédé de plusieurs échanges par mail) :

Ses parents sont avocats et son père a joué un rôle politique majeur au Togo. De 1992 à 1994 il a étudié le droit à l'Université de Poitiers. Après un double échec et une séparation affective douloureuse, Kossi a souffert d'importants troubles psychologiques. Son père a décidé de lui couper les vivres et de le faire ramener par l'une de ses cousines en France. Il a de nouveau habité avec ses parents et est devenu musicien pendant trois ans. En 2000, il a effectué un stage de six mois comme steward dans une compagnie aérienne franco-saoudienne. Après un nouvel échec, il est revenu « cultiver son jardin » à Lomé. Désormais séparé de sa femme togolaise, il aimerait repartir en France avec des projets précis.

Marc A., 45 ans (11 janvier 2010, Bureau et bar sur le boulevard du 13 janvier, 4h30, suivi de plusieurs rencontres) :

Étudiant à Lomé, il a vécu en Côte d'Ivoire de 1984 à 1988, où il a notamment travaillé chez Air France. Après un retour à Lomé avec sa femme togolaise, il est parti en France en 2000. Titulaire de deux masters, il n'a pas réussi à trouver un emploi correspondant à sa formation de juriste et a donc travaillé comme facteur. Après avoir fait sa demande de nationalité, il a eu trois fils nés en France. Il a collaboré avec une association de juristes à Orléans. En 2009, il a divorcé puis est revenu au Togo créer un cabinet de consulting juridique. Il y a embauché son petit frère et sa petite sœur. Il organise désormais des séminaires juridiques et participe aux réflexions du comité de pilotage PNUD-Primature du programme de recours à la diaspora.

Boris B., (12 janvier 2010, Bureau dans sa station service, 1h15) :

En 1979, Boris est venu en France pour étudier les mathématiques et la physique à l'Université Paris 7. Devenu maître auxiliaire à Reims, il a eu l'envie de se reconverter dans le commerce. Grâce à des connaissances qui l'ont aidé à réunir des fonds, il est revenu en 1992. Le Togo étant paralysé par d'importantes grèves, il est allé travailler au Bénin. Par la suite, il a travaillé comme transitaire, prestataire de services dans les travaux publics puis comme commercial. En 2003, il a ouvert successivement trois stations service. Deux enfants sont d'abord revenus au Togo et deux sont restés avec leur mère gabonaise en France. Finalement, sa femme est venue au Togo pour travailler à l'Ambassade du Gabon.

Antoine A., 32 ans (12 janvier 2010, Maquis à Tokoin, 1h15) :

Sa famille est originaire d'Atakpamé. Son grand-père a vécu à Lyon et son père a vécu à Nantes et à Paris et a été naturalisé français. En 2002, il est parti en France pour suivre des études d'allemand. Il a obtenu la nationalité française puis a fondé une entreprise d'import/export à Strasbourg. Il a également créé une association destinée à aider les populations togolaises rurales. Après avoir voyagé dans le Benelux, en Allemagne, en Suisse et en Suède, il a créé en 2004 un maquis à Lomé, acheté une maison à Kpalimé, loué une autre à Lomé, est devenu gérant d'un cyber-café qui emploie sept personnes, a placé trois enfants à l'école et cinq jeunes filles en apprentissage de couture. Ses deux enfants sont restés avec leur mère togolaise en France. Il voudrait désormais rentrer et mettre en place un projet agricole qu'il prépare depuis 2008.

Bernard K., 33 ans (14 janvier 2010, Bar dans le quartier Forever, 1h, suivi d'une autre rencontre et de plusieurs discussions par mail) :

Bernard est né à Marseille. Son père était formé à Saint-Cyr et sa mère étudiait à Aix-en-Provence. Après des problèmes politiques, son père a dû réintégrer l'armée et sa mère s'est exilée en Côte d'Ivoire. Il a été à l'école primaire en Côte d'Ivoire, puis a passé plus années de collège dans un internat en Haute-Savoie. Ayant subi plusieurs accidents suite à des activités sportives, il a décidé de rentrer en Côte d'Ivoire où il a intégré le lycée français. Sa mère s'est remariée et ne voulait plus le voir, il est donc revenu à Lomé. Par la suite il a étudié au Sénégal pendant quatre ans, a vécu un an au Cameroun et un an en Guinée Équatoriale. Alors que son père souhaite qu'il intègre l'armée, il part faire des études de communication en Côte d'Ivoire. En 2002, il est revenu à Lomé et a obtenu un emploi à la Poste au bout de trois mois. Engagé dans des projets associatifs pour la promotion des NTIC, il voudrait repartir en Côte d'Ivoire. Deux de ses sœurs vivent actuellement au Canada.

Jean A., 46 ans (14 janvier 2010, Bar, 2h, précédé et suivi de plusieurs discussions) :

Parti en France à l'âge de douze ans avec ses quatre frères et sœurs, il a passé vingt ans sans revenir au Togo. En 1999, il est venu rendre visite à son père. Après trente ans passés en France, il est rentré au Togo pour mettre en place des activités d'import/export de produits congelés. Cette expérience s'est mal passée, il est alors reparti en France où il a fondé une SCI de gestion de biens immobiliers. En 2008 il est revenu au Togo où il a installé un bar qu'il gère depuis un an.

Julien L., 45 ans (15 janvier 2010, Cabinet dans le quartier de Klikamé, 1h) :

Son père était agriculteur. En 1994, il a quitté le Togo pour poursuivre des études de télécommunications en Allemagne. En 1999 il a commencé à travailler dans une entreprise spécialisée dans ce domaine. En 2003, l'entreprise a délocalisé ses services et il s'est retrouvé au chômage pendant onze mois. Il a alors commencé à investir de manière informelle au Togo et à vendre des produits électroniques. En 2004, il a commencé à multiplier les retours. En 2006, il a créé sa société après avoir démissionné de son nouvel emploi. Ses deux enfants sont restés en Allemagne après son divorce et il est rentré s'occuper de son entreprise d'informatique.

Blaise L., 42 ans (15 janvier 2010, Domicile vers le boulevard du 13 janvier, 2h) :

Son père a effectué ses études en France en 1956. Lui a été à l'école primaire au Bénin, au collège à Lomé, au lycée à Abidjan puis à Lomé et est parti en 1988 à Lille, où l'attendaient des amis et des cousins, pour des études de philosophie puis d'informatique. Il a vécu ensuite à Strasbourg. Dès 1993, il a commencé à effectuer quelques retours ponctuels. Très engagé politiquement, il a obtenu la responsabilité d'une radio privée et est rentré en 1998. Sa femme béninoise et ses enfants sont restés en France. Il est donc toujours obligé d'effectuer des allers-retours entre les deux pays. Candidat aux élections législatives de 2007, il est par la suite devenu rédacteur en chef d'un journal un temps suspendu.

Isaac N., (15 janvier 2010, Hôtel dans le quartier Cassablanca, 1h15) :

Il a passé un baccalauréat scientifique à Lomé avant de partir, entre 1983 et 1989 à Kiev pour étudier le droit international puis les relations économiques internationales grâce à une bourse d'État. Après quelques séjours effectués chez des cousins en France et en Belgique, il a décidé de retourner au Togo. À son retour, il n'a pas obtenu l'emploi qui était prévu par sa bourse. De 1994 à 2000, il a donc enseigné dans un lycée technique, puis a été pendant deux ans censeur dans un établissement privé avant d'intégrer une société qui commercialise du lait en poudre.

José A., (16 janvier 2010, Hôtel dans le quartier de Bè, 3h, précédé d'une autre rencontre) :

Après avoir passé plusieurs vacances en France et en Angleterre, son père a refusé qu'il parte en France en 6^{ème}. Il a donc obtenu son baccalauréat à Lomé puis a étudié le droit pendant un an à l'Université de Lomé. Il est ensuite parti étudier le droit à l'Université Paris 13 et finalement la sociologie du développement à l'Université de Toulouse. Il a également obtenu une maîtrise en science politique. Alors que sa femme travaillait au ministère des Finances, il a déménagé à Paris en 1997, a abandonné sa thèse puis a travaillé dans des entreprises de sécurité. En 1999, il a passé un concours interne de l'ANPE où il a par la suite travaillé. Dans les années 1990, il est revenu en vacances tous les ans. Engagé politiquement, il a fait partie du bureau exécutif d'une grande association diasporique et a milité au Parti Socialiste en France. En 2006, il est rentré avec Yéma K. en espérant obtenir un poste dans un éventuel Secrétariat d'État à la diaspora. Les négociations ayant échoué, il est revenu en France. Sa femme n'a pas réussi à trouver du travail dans le lycée français de Lomé. Après avoir divorcé, il est revenu à Lomé en 2009 en prenant une mise en disponibilité de trois ans. Grâce à son oncle, il a obtenu un poste dans une organisation panafricaine.

Ralf P., 40 ans (20 janvier 2010, Domicile près de la Grande Poste, 3h15, précédé de plusieurs discussions) :

À 13 ans, ses parents l'envoient en France avec ses quatre frères et sœurs. Il change alors d'internat au bout de deux ans. Après les vacances passées à Lomé à la fin de la 3^{ème}, Ralf décide de rester avec ses parents. Après son baccalauréat à Lomé, il passe trois à se former en BTS mécanique à Dakar. Puis il

travaille quatre ans à Paris où il se marie à une belgo-zaïroise dont il aura deux enfants. Entre 1990 et 1996, il vit en France et revient deux à trois fois par an en vacances à Lomé. Son contrat n'étant pas renouvelé dans son entreprise de mécanique, il refuse de toucher les ASSEDIC et décide de rentrer. Après son divorce, plutôt que de sombrer dans l'alcoolisme, Ralf se plonge dans l'informatique. Après avoir travaillé dans le ravitaillement maritime et de nouveau la mécanique, il monte plusieurs petites sociétés de services informatiques. Il fait aujourd'hui des allers-retours entre Lomé et Paris où il a rencontré une Togolaise avec qui il a eu un nouvel enfant.

Sylvia E., (20 janvier 2010, Restaurant, 2h) :

Elle a quitté le Togo lors des troubles politiques et sociaux de 1991. Ses parents ont alors envoyé leurs enfants en France, auprès de membres de la famille qui vivaient en région parisienne puis dans une maison à Bordeaux. Après son baccalauréat, Sylvia a effectué un BTS Action commerciale et a travaillé dans le télémarketing. Lors d'un job étudiant elle travaille dans une chaîne de restauration. D'abord serveuse, elle y devient finalement responsable de la brasserie puis des stocks. Elle y a travaillé six ans. En 1994, elle avait rencontré son futur mari lors de vacances à Lomé. Celui-ci est devenu le comptable de la même entreprise. Ils se sont mariés et ont eu un enfant. Envisageant de plus en plus leur retour, l'élection de Nicolas Sarkozy en France semble les avoir totalement décidés. Ils ont alors créé un restaurant à Lomé. Malgré les quelques mois de retard, le restaurant a été inauguré en décembre 2008 et fonctionne plutôt bien auprès des touristes et du quartier d'affaires de « Lomé 2 ».

Carla A., 27 ans (21 janvier 2010, Bureau puis restaurant, 2h) :

Carla est née en Russie d'une mère russe et d'un père togolais. Après avoir étudié au collège et au lycée à Lomé, elle a intégré un BTS commercial. Lors de la troisième année, elle devait choisir entre partir à Dakar ou Amiens. Avec un petit groupe d'étudiants elle est donc partie en France. Après sa troisième année, elle a étudié en alternance dans une école parisienne où elle s'est retrouvée plus seule. Elle a ensuite obtenu un Master en gestion de bases de données. Pour financer ses études, elle a dû travailler comme hôtesse chez *Disneyland*. Fatiguée par le fait de travailler tous les jours et éloignée de son fiancé togolais, elle a commencé à chercher du travail à Lomé. Elle est aujourd'hui responsable marketing et développement dans une grande entreprise où elle est chargée d'un projet d'habitat social.

Komi Z., 35 ans (21 janvier 2010, Bureau dans le quartier de Cassablanca, 2h) :

Aîné d'une famille de quatre enfants et fils de parents commerçants, Komi voulait étudier la médecine comme l'avaient fait certains de ses amis partis en France. Toutefois, il a obtenu une maîtrise de sciences de gestion à Lomé pour pouvoir succéder à son père à la tête du supermarché familial. Alors que deux de ses frères sont partis aux États-Unis, il est resté un an et demi chez lui. C'est en 2003 qu'il a trouvé l'occasion de partir à Dunkerque pour étudier le commerce international et le marketing, alors qu'il venait d'avoir un enfant quatre mois auparavant. Ne trouvant pas de stage pour terminer ses études, il a déménagé à Lille où il a cohabité avec des amis et a finalement été obligé de trouver des petits boulots. En 2008, il a été arrêté puis expulsé car ses papiers n'étaient plus renouvelables. Il travaille actuellement dans l'entreprise familiale.

Gary T., 35 ans (23 janvier 2010, Bureau dans le quartier d'Agoé, 1h, entretien précédé de plusieurs discussions par mail et de plusieurs rencontres informelles [un repas de 3h avec son ami nigérien Gilbert, une réunion de 3h avec Raoul K. et Bernard K.]) :

Originaire du Nord du Togo, Gary a suivi une formation militaire. De 1999 à 2004, il a été formé à Saint-Cyr et a vécu dans une famille franco-japonaise où il se sentait considéré comme le « 5^{ème} fils ». À son retour il a créé une entreprise d'aide à la personne, puis de sécurité et enfin une société aux activités multiples (édition, communication, sondages, marketing). Il écrit des romans et nouvelles, publie des commentaires d'actualité sur un blog et est devenu le président d'une association dont le but est de favoriser la diffusion des nouvelles technologies chez les jeunes de Lomé. Ses activités professionnelles officielles sont complétées par beaucoup d'activités de commerce périphériques. Il est marié à une Togolaise qui a travaillé au sein d'organisations internationales.

Marius G., 60 ans (25 janvier 2010, Domicile, 2h, précédé de deux jours passés dans son village) :
Son père avait été chef de gare au sein de l'administration coloniale. Marius a obtenu son baccalauréat en 1969 et a obtenu une bourse pour aller étudier la médecine en Allemagne. Il a par la suite travaillé dans une clinique psychiatrique à Düsseldorf. Engagé dans de nombreux mouvements tiers-mondistes des années 1970 et 1980, il rentrait régulièrement à Lomé. Déçu par le mode de vie européen, il a décidé de rentrer en 1986. Grâce aux contacts noués en Allemagne il a loué une maison et l'a transformée en petite clinique où il assure les premiers soins. En 2006, il est devenu le chef du village d'origine de son père. Militant politique au sein du CAR, il est désormais un défenseur du développement à la base au sein du Conseil des Sages d'ATTAC-Togo.

Lonlongo T., 29 ans (26 janvier 2010, Bureau au centre de la ville, 2h, succédé de plusieurs rencontres) :

Ses deux parents sont médecins à Lomé. En 1990, Lonlongo obtient le baccalauréat. Il part alors à Poitiers pour passer un BTS Informatique de gestion. En 2002, il intègre une école d'ingénieur à Paris. Il y échoue dès la première année. Il cherche alors à travailler mais le changement de statut de son visa est dans un premier temps impossible. Après une période difficile où il « squatte » chez des amis, il se forme en alternance pour devenir ingénieur commercial d'affaires. Il crée à cette époque une association de développement pour le Togo. Employé comme ingénieur dans une entreprise de télécommunications, il est licencié à la fin de l'année 2008. Ne souhaitant pas avoir plus de difficultés à trouver un nouvel emploi, il rentre en 2009 et est engagé en stage puis en CDD au sein d'une grande entreprise publique. Lui qui voulait ouvrir sa propre entreprise se trouve aujourd'hui confronté à une direction qui le paye difficilement.

Lucien D., 30 ans (26 janvier 2010, Cantine de son entreprise, 1h30) :

Né à Lomé, Lucien a passé de nombreuses vacances en France pendant son enfance. Après son année de 5^{ème}, il a rejoint son père exilé à Cannes et sa mère qui travaillait chez Air Afrique. Les grèves ayant paralysé Lomé, il est resté en France et y a été scolarisé. Placé dans un internat à Guingamp, il rendait parfois visite à ses cousins à Grenoble. Il a beaucoup pratiqué le football et le badminton lors de compétitions de jeunes. Il a ensuite intégré une école de commerce à Nice. Par la suite, il est allé deux ans aux États-Unis dans l'Université Florida Tech. Là encore il s'est lancé dans le sport universitaire qui lui a permis d'obtenir une bourse. Satisfait par la vie américaine et le stage qu'il avait effectué pendant un an dans la City Bank de Miami, il a dû rentrer avec sa mère en 2003. Son père étant fondateur d'une grande banque togolaise, il a pu obtenir un stage de trois ans au Sénégal. Il a ensuite effectué un Master Banque et Finances. Il est aujourd'hui employé dans une grande entreprise d'audit.

Alfred A., 38 ans (26 janvier 2010, Domicile d'Essenam E., 1h, suivi d'une autre rencontre) :

Issu d'une famille d'agriculteurs, il a passé son baccalauréat à Kouvé. Il a d'abord aidé ses parents dans les champs puis a décidé de partir à Lomé pour trouver un emploi. En 2003, il est parti à Lagos au Nigeria pour devenir aide maçon pendant 6 mois. Il a ensuite travaillé aux services des douanes à Lomé. En décembre 2004 il a gagné à la loterie visa. N'ayant pas les moyens de partir, il est parti grâce à un mariage arrangé. Il travaille près de Chicago dans une grande entreprise agro-alimentaire comme transporteur. En janvier 2010, il revenait pour ses premières vacances à Lomé.

Victor G., 28 ans (28 janvier 2010, Bar dans le quartier de Djidjolé, 2h) :

Après avoir obtenu son baccalauréat à Lomé, Victor a intégré un BTS Assistance de gestion. Grâce à l'aide de son oncle, il a pu effectuer sa troisième année en France. Pour financer ses études, il a travaillé dans des stations services, dans des magasins d'habillement et dans une grande chaîne de restauration rapide. Il a habité chez ses cousins puis dans un foyer de jeunes travailleurs. Alors qu'il terminait son master en AES à l'Université Paris 10, il a rencontré une jeune française. Il s'est par la suite fait voler ses papiers, a été arrêté dans un train le conduisant à Rennes et expulsé. Trouvant difficilement du travail à Lomé entre 2005 et 2008, il a poursuivi son apprentissage et termine actuellement une formation d'électricien frigoriste.

Gérard C., 30 ans (30 janvier 2010, Bureau, 1h30) :

Son grand-père a été naturalisé en France, son père y a étudié, sa sœur y a vécu et lui y est né. Il a vécu chez sa tante jusqu'à l'âge de 8 ans. Il est finalement rentré au Togo où il a été au collège. À cause de la grève, il est allé étudier deux ans à Abidjan puis est revenu au lycée français de Lomé avant de passer un an à Cotonou. Après son « international baccalauréat » il a poursuivi ses études à Clermont-Ferrand en sciences économiques et gestion. Après un DEA Finances, il n'a pas réussi à trouver de stage et est parti au Canada pour passer un DUT Finances d'entreprises. Grâce à l'appui de son père, il est rentré en octobre 2009 et est désormais cadre dans une grande entreprise d'audit.

Wilfried Q., 49 ans (31 janvier 2010, Bar, 3h30) :

Originaire du Ghana, Wilfried est issu d'une famille qui a pour « tradition » de partir en France. Lui se considérait comme « un petit rasta révolutionnaire qui condamnait Babylone ». Son père l'a alors envoyé dans un internat religieux au Sénégal où il a suivi des études d'électronique. Après des vacances en France en 1976, il est parti au Nigeria se former génie électronique. Pris dans une période de troubles politiques intenses, il a « galéré » pendant trois ans avant de repasser par le Togo et finalement de partir en France en 1984. Inscrit à l'Université Paris 6 en mathématiques et physique, il a préféré ne pas suivre la voie familiale qui le menait à reprendre la pharmacie de son père. Il a donc quitté ses études pour faire quelques petits boulots puis pour intégrer une formation en informatique industriel. Il a été tour à tour employé dans des entreprises où il a travaillé dans les domaines de l'informatique financier, de la gestion informatique ou de la supervision technique. Il s'est marié à une béninoise et a eu deux enfants. Sa femme ne trouvant pas d'emploi, elle est partie avec les enfants au Togo, puis au Ghana, au Nigeria et enfin au Bénin. Wilfried a cherché progressivement à se rapprocher de l'Afrique, a travaillé dans des entreprises de tri sélectif puis de télécommunications avant d'abandonner sa maison. Il a finalement décidé de rentrer au Togo en 2006. Après plusieurs échecs dans des petites entreprises de télécommunications, il cherche désormais à se réorienter vers l'agriculture.

Robert B., 30 ans (1^{er} février 2010, Bureau, 1h30) :

Son père est avocat et sa mère est inspecteur principal des douanes. Après son baccalauréat obtenu à Lomé, Robert est parti deux ans au Maroc pour se former dans le domaine de l'administration des affaires. Il est revenu pour un stage de dix mois en tant qu'auditeur junior dans un grand cabinet. Puis, il retourné de nouveau au Maroc où a effectué une troisième année en marketing financier au Maroc. Tous les enfants de la famille, à l'exception d'une, sont partis : une sœur à Rennes, un frère à Dakar (droit), une autre sœur aux États-Unis (expertise comptable), une sœur à Poitiers (droit), un frère aux États-Unis (technicien électronique). Depuis le Maroc, Robert est parti en France intégrer une école privée d'informatique et de management. Il a finalement déménagé à Lille, puis Dunkerque où il a étudié le management de la distribution. Après avoir obtenu plusieurs stages et emplois dans des grandes entreprises françaises en tant que commercial, il a décidé de rentrer avec l'appui de ses parents, en 2006. Il a monté une société de communication puis a obtenu un emploi comme responsable des ventes dans une grande entreprise publique. Il fait aujourd'hui parti de plusieurs groupements d'entrepreneurs togolais (section jeune du Rotary Club notamment).

Jimmy A., 43 ans (2 février 2010, Domicile, 45 min.) :

Formé en droit des affaires jusqu'en maîtrise à l'Université de Lomé, Jimmy a quitté le Togo après la période d'instabilité politique qui a fait suite aux mouvements étudiants des années 1990. En 1995, il part donc rejoindre des amis qui vivent aux États-Unis. D'abord inscrit dans des cours d'anglais, il poursuit une formation en informatique. Il devient alors chargé de l'entretien des laboratoires informatiques de l'Université. Dès 1998, il est engagé à plein temps dans une entreprise d'informatique au sein de laquelle il gravit tous les échelons. Il retrouve une amie togolaise qu'il épouse. Alors qu'il n'était pas revenu au Togo, il envoyait régulièrement de l'argent à sa famille. Après avoir pris contact avec une entreprise loméenne, il est revenu en 2008 et habite désormais dans la maison familiale.

Victor Alipui, (4 février 2010, Domicile, 45 min.) :

Il a obtenu son baccalauréat en 1960 puis a intégré l'Université de Dakar, alors considérée comme la « 18^{ème} université française ». Après une licence de sciences économique, il a intégré une maîtrise puis un doctorat et réalisé une thèse sur le système monétaire ghanéen. Très vite, il a intégré la Banque centrale du Ghana puis le FMI, en tant que conseiller technique de l'administrateur des pays francophones puis en tant qu'administrateur suppléant, où il a collaboré notamment avec l'Ivoirien Alassane Ouattara. Par la suite, il est devenu adjoint au directeur central des études à la Banque Centrale d'Afrique de l'Ouest (BCAO). En 1984, Victor Alipui est « rentré par la grande porte » au Togo. Le général Eyadéma ayant entendu parler de lui, il l'a fait venir à Lomé. Victor Alipui résumait la situation très simplement en confiant qu'il l'avait fait venir pour faire sa connaissance et qu'il l'avait finalement gardé. C'est ainsi qu'il a été nommé ministre de l'Économie et des Finances. « Emporté par les contestations de 1991 », il est alors redevenu consultant de la BCAO auprès des organisations internationales monétaires. Ce n'est que quelques années après qu'il a pris la tête du GRAD, Groupe de Réflexion et d'Action pour le Dialogue, la Démocratie et le Développement, une association qui milite contre les abus du pouvoir togolais.

Albert J., 62 ans (4 février 2010, Domicile dans le quartier d'Hanoukopé, 2h) :

Fils d'un fonctionnaire du ministère des Finances et d'une mère couturière, il est parti en 1969 à Bordeaux pour passer son baccalauréat puis étudier le droit. Il a ensuite abandonné ses études pour partir à Lille et travailler. Il est ensuite arrivé à Paris où il a rencontré sa femme, une Togolaise qui étudiait l'anglais à Censier. Dès 1974, il est revenu régulièrement pour des vacances à Lomé. Il a ensuite été passer une maîtrise d'anglais à Washington. Repéré par un membre du ministère des Affaires Étrangères il rentre à Lomé entre 1980 et 1983 où il travaille finalement comme enseignant à Atakpamé. Sa situation financière étant très difficile, il repart en France où il reprend des études de droit puis multiplie les emplois différents pour subvenir aux besoins de ses trois enfants : réceptionniste dans les grands hôtels du 16^{ème} arrondissement parisien et professeur d'anglais notamment. Son engagement à l'UFC lui offre la possibilité de revenir et d'intégrer la CENI En 1999. Il retourne finalement en France en 2002 où il travaille dans des chaînes hôtelières. Il revient régulièrement dans la maison qu'il a fait construire en 1994 et espère pouvoir s'installer plus durablement.

Didier D., 37 ans (4 février 2010, Bar de la British School dans le quartier de la Caisse, 1h15) :

Fils d'un directeur d'une troupe de théâtre, il a été longtemps formé au sein d'une troupe du Centre Culturel Français de Lomé. À 17 ans, il part effectuer une première tournée en France puis en Scandinavie. À son retour, il se forme et devient ébéniste pendant quatre ans. En 1992, il part trois mois au Canada puis en France pour une nouvelle tournée. Au Togo, il participe à des représentations de théâtre dans tout le pays. En 1997, il participe au Festival d'Avignon et joue dans la banlieue parisienne. De 1999 à 2002 il vit entre le Togo, la France la Scandinavie et l'Espagne où sa troupe multiplie les tournées. À son retour il crée avec un ami une association destinée à l'aide des enfants des quartiers défavorisés et crée sa propre troupe. En 2003 il obtient un visa touristique de trois mois pour aller chercher des partenaires en France. Il y reste finalement clandestinement jusqu'à décembre 2004 puis de juin 2005 à décembre 2006 et a multiplié les jobs à Lille, Paris, Bordeaux, Marseille et Rennes. Aujourd'hui il s'occupe d'une société d'import/export créée par un ami parti aux États-Unis et a deux enfants.

Christophe D., 42 ans (8 février 2010, Domicile à Djidjolé, 1h20, précédé d'une rencontre informelle) :

Partagé entre ses origines togolaises et sénégalaises, il a d'abord travaillé en tant que cadre pendant dix en au Sénégal et en Guinée. En 2004, il est parti en France et a travaillé dans une grande banque française. Il a démissionné au bout d'une année pour créer sa propre société et travailler en tant que

directeur commercial en partenariat avec des grandes entreprises européennes. Il a alors passé deux à trois mois par an en Afrique. Il voudrait installer son cabinet à Lomé d'ici la fin de l'année.

Maxence A., 34 ans (9 février 2010, Restaurant de l'Hôtel Ibis au centre de Lomé, 1h30) :

Sa mère était institutrice et son père directeur d'école puis gérant d'une société d'import/export. Après avoir passé toute sa scolarité à Atakpamé il a étudié jusqu'en maîtrise à l'Université de Lomé, en droit des affaires. Il est devenu juriste dans un cabinet de notariat et a enseigné le droit des sociétés dans une école privée. En 2007, il est parti pour une formation d'un an en France en management et développement personnel des relations humaines. Fiancé à une Allemande, il vit désormais entre son travail de consultant en communication à Lomé et leur maison à Bâle.

Tété B., (9 février 2010, Domicile près du boulevard du 13 janvier, 1h15) :

Fils d'un membre de la Caisse Française de Coopération (ancienne Agence Française de Développement) devenu député, Tété B. a effectué sa scolarité depuis la seconde à Poitiers. En 1991, il a obtenu le Diplôme Supérieur du Notariat. Il n'a pas souhaité rentrer à ce moment tant le Togo était politiquement instable. Il a donc été notaire assistant pendant quatre ans en France. Par la suite il a tenté, sans succès, de travailler à la BAD en Côte d'Ivoire en 1994. Il est finalement rentré en 1998, s'est marié à son retour et possède actuellement son propre cabinet de notariat.

Olivier A., 50 ans (10 février 2010, Bureau, 40 min.) :

En 1977, Olivier A. a quitté le Togo pour aller étudier dans un lycée du 17^{ème} arrondissement de Paris. Après son baccalauréat, il a mené en parallèle de nombreuses études et des petits boulots d'étudiant. Il a ainsi étudié la biochimie, la psychologie puis la psychosociologie des organisations. Après sa thèse, il a travaillé comme responsable des activités culturelles au sein de l'UNESCO. Marié à une Togolaise, il a obtenu la nationalité française. Revenu en 2004 il a enseigné à l'Université de Lomé. D'abord nommé par le général Eyadéma, il a dû attendre le décret de nomination de Faure Gnassingbé pour prendre la direction en 2009 d'une grande entreprise publique.

Redouane M., (10 février 2010, Domicile, 35 min.) :

Employé d'UPS-Togo et chargé de l'implantation des réseaux au Bénin et au Togo, Redouane M. est parti pour un stage d'un an en Angleterre au sein de l'entreprise en 2001. Il s'est finalement inscrit à l'Université à Londres où il a perfectionné ses compétences en informatique. En 2007, UPS lui propose de revenir pour s'occuper du réseau togolais. Il refuse car il voulait obtenir un poste sous-régional. Convaincu de revenir par des amis qui lui proposent de se lancer dans le commerce, il revient finalement et monte une entreprise dédiée à l'énergie solaire. Devant les faibles débouchés, il se reconvertisse dans l'informatique et dirige actuellement une entreprise florissante.

Sidonie B., (15 février 2010, Bar dans le quartier d'Agbalépédo, 1h) :

Devenue sœur religieuse, Sidonie a effectué deux ans de catéchisme à Fribourg, puis un master en théologie et réalise actuellement une thèse. Elle vit constamment entre le Togo et l'Allemagne. Son retour est fixé pour 2012. Elle souhaite créer, grâce à ses soutiens, une association religieuse qui prendrait en charge une cité universitaire à Kara.

Christine M., 25 ans (15 février 2010, Bar près du boulevard du 13 janvier, 1h30, précédé d'une rencontre informelle) :

Née à Bordeaux, Christine a effectué toutes ses études en France jusqu'au BEP Secrétariat et à la maîtrise d'histoire. Son frère est parti au Bénin entre 1999 et 2001. Depuis 1992, elle est venue régulièrement en vacances au Togo. Après avoir travaillé dans plusieurs journaux français, elle a rejoint son fiancé togolais et son père, revenu au Togo en mars 2009, et envisage de rester au moins neuf mois au Togo. Elle travaille actuellement comme pigiste pour des sites d'informations africains.

Carole A., 40 ans (16 février 2010, Domicile dans le quartier de Djidjolé, 4h30) :

Carole A. est née en 1970 au Sénégal, d'une mère béninoise et d'un père togolais. Dans les années 1980, sa famille a déménagé en Côte d'Ivoire puis au Cameroun où elle a passé son baccalauréat. Elle a d'abord fait connaissance avec le Togo lors de vacances, puis est venue y vivre avec sa famille en

1987. Après ses études à Lomé, elle est partie en France en octobre 1993 pour étudier le commerce international. Après avoir multiplié les petits emplois et avoir traversé de longues périodes de chômage, elle a notamment travaillé comme médiatrice sociale dans un CRA. C'est en août 2008 qu'elle et son fils ont rejoint son mari à Lomé. Après une période de recherche d'emploi difficile, elle travaille désormais à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lomé.

Komla T., 40 ans (17 février 2010, Bureau, 35 min.) :

Après avoir obtenu une maîtrise de droit à l'Université de Lomé et avoir effectué un stage de notariat au Togo, il est parti en France en octobre 1999. Il a préparé un DESS Droits de l'Homme à l'Université catholique de Lyon, un DEA Résolution des Conflits à Paris puis un certificat Administration des Élections. En parallèle, il a dû trouver plusieurs petits emplois de manutentionnaire ou cuisinier. Ce n'est qu'en 2004 qu'il a obtenu sa nomination pour pouvoir devenir notaire au Togo. Sous l'impulsion de sa sœur, il est revenu et a installé son cabinet dans la maison familiale.

Kodjo B., 39 ans (17 février 2010, Bureau de Komla T., 1h20) :

Après une maîtrise de droit à l'Université de Lomé, il a difficilement trouvé des stages à Lomé. Il s'est donc reconverti dans le journalisme. Après plusieurs différends avec ses employeurs, il a quitté son travail et a décidé de partir en Allemagne en 2002. Après plusieurs malentendus avec son directeur de recherche, il échoue lors de sa soutenance de mémoire en 2005. Il obtient d'abord un stage à la Banque Ouest-Africaine de Développement et revient une première fois au Togo. Après plusieurs années où il trouve difficilement du travail en Allemagne, il est envoyé en mission au Ghana par une institution de microfinance puis revient en Allemagne pour travailler dans une société d'intermédiation financière. Ayant du mal à faire renouveler son visa, il décide de revenir au Togo en juin 2009. Depuis, il travaille comme assistant notaire auprès de Komla T.

Elom F., 32 ans (17 février 2010, Bureau, 45 min.) :

Entre 2003 et 2004, Elom F. a suivi une formation en architecture à l'Université de Louvain. Dès 2005, il s'est lancé en « freelance » en donnant des cours particuliers aux professionnels de l'architecture. D'abord associé à l'un de ses aînés entre 2005 et 2007, il a finalement créé sa propre structure qu'il dirige actuellement.

Xavier A., 38 ans (17 février 2010, Bar de la British School dans le quartier de la Caisse, 1h30) :

Jeune musicien et militant associatif dans la région de Kpalimé, Xavier A. a accompagné sa fiancée française au Burkina pendant 6 mois. Alors qu'elle repartait en France, il a postulé auprès de l'Union Européenne pour obtenir une place dans un projet culturel qu'elle lançait en 1999. Sa candidature ayant été retenue, il a rejoint sa fiancée à Bordeaux et est partie pour une tournée artistique de deux ans à travers toute l'Europe. Après avoir poursuivi ses activités musicales jusqu'en 2003, il s'est séparé de sa petite amie et a décidé de rentrer au Togo. Il fait désormais partie de l'association Carrefour International des Arts.

Hugues S., 37 ans (18 février 2010, Bar près du campus de l'Université de Lomé, 2h) :

Fils d'une femme de ménage, il n'a que peu connu son père. Après une première année d'histoire à l'Université de Lomé, Hugues S. voulait s'inscrire en science politique. Il a obtenu une inscription dans l'Université de Munster en octobre 1998. Parallèlement à ses études, il a travaillé comme manutentionnaire. Après son succès en doctorat, il a travaillé deux ans pour Microsoft et un an pour un site d'annonces sur Internet. En octobre 2009, il a décidé d'aller au Canada. Se rendant très vite compte que ce nouveau départ ne le menait nulle part, il a décidé de revenir au Togo. Après des premiers temps difficile, il est actuellement en négociation avec l'Université de Lomé pour donner des cours et fonde un cabinet de conseil en développement organisationnel.

Clémentine T., 42 ans (18 février 2010, Bureau, 1h20) :

Après une maîtrise en droit des affaires à Lomé, Clémentine T. s'est inscrite en DEA de droit privé à Poitiers en 1991. Elle a poursuivi jusqu'en thèse, a vécu à Argenteuil et a décidé deux mois après sa soutenance de revenir à Lomé, en 1999. Elle a pu donner quelques cours à l'Université de Lomé puis obtenir un poste de chargée de publication au sein de l'organisation WILDAF. Elle a finalement réussi

à obtenir un poste de conseillère juridique au sein d'une grande entreprise togolaise. Elle a été licenciée en 2005 puis réengagée par le nouveau directeur général en 2006. Parallèlement, elle a fondé un cabinet de conseil juridique à Lomé.

Index des citations

Abass Dermame.....	68, 85, 102, 160, 201, 219, 224, 230, 241, 254
Abraham D.	65, 159
Akofa A.	159, 238
Albert J.	91, 106, 111, 118, 169, 175, 179, 219, 224, 237, 265
Alfred A.....	76, 77, 80, 81, 167, 225, 227, 231
Amandine K.	159
Antoine A.	164, 179, 181, 216
Batoulim Sebabe.....	66, 71, 78, 162, 178, 183, 201, 218, 230, 261, 263
Bernard K.	59, 60, 70, 71, 88, 90, 98, 104, 114, 129, 164, 166, 224, 240, 265
Blaise L.	72, 98, 109, 111, 112, 118, 119, 165, 181, 201, 216, 222, 242, 255, 258, 259, 262
Boris B.....	88, 91, 105, 115, 118, 127, 164
Carla A.	21, 47, 56, 81, 87, 88, 90, 102, 103, 105, 106, 109, 110, 113, 114, 115, 119, 124, 126, 128, 166, 175, 181, 184, 229, 237, 242, 253, 254, 257, 258, 265
Carole A. ...	14, 24, 26, 62, 67, 69, 74, 77, 91, 93, 96, 101, 104, 108, 128, 170, 175, 216, 221, 237, 253, 256, 258
Christine M.....	170, 220, 222, 228, 257
Christophe D.....	64, 69, 72, 101, 111, 115, 169, 215, 253, 255, 257, 262
Clémentine T.	64, 72, 76, 82, 88, 91, 94, 106, 115, 116, 118, 119, 127, 171, 228, 256
Cyrille le Déaut	161
Daniel Lawson-Drackey.....	62, 75, 78, 87, 92, 101, 115, 128, 160, 179, 226, 227, 228, 240, 241, 255
Deo Komla Ahondo.....	161
Didier D.....	114, 169, 224, 256
Dodzi B.	65, 66, 67, 160, 226
Dodzi L.....	159, 253, 261
Elom F.	117, 171, 214, 222, 228, 254
Emile Djakpah.....	162
Fernand K.....	86, 119, 160, 217, 222, 225, 241, 252, 257
François K.	159
Frédéric Bard.....	25, 31, 32, 35, 36, 160
Frédéric Pitchaki Hémou.....	159
Gabriel A.	159
Gary T.	105, 111, 113, 114, 116, 117, 127, 166, 200, 216, 230, 252, 253, 258, 265
Gerald M.	159
Gérard C. .	59, 64, 76, 81, 87, 89, 90, 92, 94, 98, 101, 105, 106, 114, 115, 118, 125, 126, 168, 200, 215, 226, 230, 255
Gilbert Bawara	161, 266
Godwin Tété.....	12, 15, 25, 35, 41, 42, 44, 66, 82, 159, 180, 226, 241
Guy Mario Abalo.....	161, 179, 214
Hugues S.	66, 70, 81, 86, 96, 102, 108, 113, 126, 127, 171, 179, 183, 200, 217, 220, 222, 256
Isaac N.....	66, 75, 82, 84, 114, 165, 217, 218, 242, 265
Isidore T.	43, 73, 81, 106, 163, 214, 222, 237, 242
Jean A.	13, 17, 60, 67, 71, 76, 102, 107, 129, 165, 181, 199, 201, 219, 226, 242, 252, 255, 259

Jean-Joël T.....	159, 262
Jimmy A.....	14, 47, 57, 66, 80, 87, 107, 109, 114, 119, 168, 179, 240, 241, 261
Joël Viana.....	11, 16, 32, 40, 61, 75, 81, 82, 84, 162, 176, 178, 184, 201, 221, 225, 241, 260
John Zodzi.....	161, 215
José A.....	50, 51, 54, 69, 70, 75, 88, 92, 98, 114, 118, 125, 163, 165, 252, 259, 262
Julien L.....	47, 65, 72, 78, 102, 107, 114, 118, 119, 165, 175, 229, 237, 241, 255, 258
Kanyi B.....	42, 44, 46, 51, 105, 160, 163, 175, 178, 180, 220, 222, 223, 241, 257, 258, 261
Kékéli T.....	163, 224, 240, 254
Kodjo Agba.....	161
Kodjo B.....	75, 77, 79, 127, 128, 171, 183, 253, 256
Komi Z.....	56, 63, 104, 109, 114, 166, 184, 215
Komla T.....	44, 57, 73, 81, 109, 171, 181, 183, 199, 220, 225, 228, 256
Kossi Amlalo Azankpo.....	161, 214, 224, 226
Kossi K.....	67, 69, 74, 76, 80, 90, 111, 164, 226, 228, 239, 258
Kwassi P.....	58, 64, 65, 75, 93, 95, 114, 119, 127, 161, 179, 183, 219, 221, 224, 257
Lonlongo T.....	90, 97, 108, 113, 116, 126, 167, 224, 252
Lorenzo H.....	94, 106, 112, 134, 162, 180, 184, 201, 217, 225, 228, 256
Lucien D.....	66, 73, 76, 88, 90, 94, 97, 101, 104, 127, 167, 200, 215, 217, 240, 261, 265
Marc A.....	47, 48, 49, 50, 51, 52, 54, 72, 86, 101, 103, 110, 116, 117, 164, 215
Marcel N.....	35, 57, 58, 64, 65, 70, 71, 72, 80, 102, 115, 160, 181, 222, 224, 225, 226, 228, 237, 262
Marius A.....	159
Marius G.....	62, 63, 72, 75, 87, 101, 110, 118, 119, 129, 159, 167, 176, 180, 219, 230, 252
Maxence A.....	90, 101, 170, 214, 217, 262
Michel Roux.....	160
Nathalie Egueli.....	62, 81, 160, 180
Olivier A.....	69, 72, 76, 81, 88, 103, 113, 128, 170, 216, 241, 254
ONG M.A.R.S.....	78, 93, 96, 162, 226
Pauline S.....	161
Piros D.....	160
Professeur Ayité.....	162
Prudence L.....	65, 68, 75, 76, 84, 161, 180, 241
Rafik A.....	163, 220, 229, 242, 258, 261
Ralf P.....	60, 71, 72, 73, 94, 101, 107, 109, 111, 116, 118, 124, 165, 200, 236, 240, 253, 257, 258
Redouane M.....	116, 117, 119, 170, 199, 217
Robert B.....	35, 88, 89, 90, 91, 98, 113, 115, 116, 127, 129, 168, 219, 252, 255
Sidonie B.....	66, 91, 92, 94, 95, 111, 116, 123, 126, 127, 170, 179, 221, 240, 255, 256
Sophie A.....	44, 68, 104, 126, 163, 215, 227, 237, 241, 255
Sylvia E.....	12, 46, 47, 84, 88, 103, 107, 109, 111, 112, 119, 166, 175, 215, 242, 252, 253, 254, 265
Tété B.....	12, 72, 79, 84, 85, 88, 90, 91, 106, 113, 170, 180, 216, 254, 257, 258
Victor Alipui.....	98, 103, 169
Victor G.....	56, 61, 78, 96, 102, 110, 125, 167, 200, 215, 216, 221, 229, 237, 254, 259, 261
Wilfried Q.....	70, 80, 81, 85, 86, 87, 97, 107, 109, 110, 112, 116, 117, 126, 132, 168, 219, 228, 253, 257
Xavier A.....	171, 218, 222
Yéma K.....	92, 104, 107, 109, 113, 132, 163, 165, 180, 255
Yves Yard.....	161, 179, 255

Annexe 4) Le retour est dans toutes les têtes :

« La question c'est que tous les Togolais veulent rentrer chez eux. »

Première intervention de la salle lors de la conférence organisée par Synergie-Togo le 17 octobre 2009 à Paris.

« Tous ceux qui sont là depuis trente ans veulent rentrer. »

Extrait d'une discussion avec Patrick.

« Ils vont pas rester ici pour la retraite, ça c'est sûr [...] tout immigré rêve de ça [...] d'ailleurs on en voit pas dans les maisons de retraite. »

Extrait d'un entretien avec Kanyi B.

« J'ai toujours voulu revenir, sauf que ça durait quoi. »

Extrait de l'entretien avec Carole A.

« On n'a pas construit la maison pour la laisser. »

Extrait de l'entretien avec Albert J.

« [Tes frères et sœurs, ils veulent rentrer ?] Bien sûr qu'ils veulent rentrer ! »

Extrait de l'entretien avec Maurice N.

« En travaillant, j'avais toujours l'idée en tête. »

Extrait de l'entretien avec Julien L.

« L'idée était toujours aussi forte, plus forte chaque jour. »

Extrait de l'entretien avec Sylvia E.

« Moi je voulais revenir, ça c'est sûr. »

Extrait de l'entretien avec Carla A.

« Moi j'ai toujours voulu revenir, je voulais pas être un exilé professionnel. »

Extrait de l'entretien avec Marius G.

« Je vais pas forcément rentrer au Togo mais je vais rentrer en Afrique. Je rentre pas parce que ici c'est tellement, non c'est parce que quand on jette un regard un peu sur la société européenne, on voit comment les vieux ils finissent, on les envoie dans des pensions machin. Moi je veux pas vieillir comme ça, j'ai encore... j'ai envie de... tu vois ce que je veux dire. C'est ça un peu qui me fait réfléchir. On va rentrer. Y'en a qui vont mourir ici, mais moi je vais rentrer, si Dieu le veut. (rires). »

Extrait de l'entretien réalisé en 2008 avec Joël Viana.

Annexe 5) Le retour comme essence même du migrant :

« Avant de commencer je vais vous raconter une petite histoire qui a cours dans les petits cercles bien pensants où on explique que la mondialisation fait de la planète aujourd'hui un petit village, qu'on a appelé le village planétaire. Et ce village a tout les attributs d'un village moderne. Il a un centre de recherches qui est l'Inde. Il a un atelier de fabrication qui est la Chine. Il a une caserne de gendarmerie et de pompiers qui est l'Amérique. Il a un centre social qui est l'Europe. Et l'Afrique est son cimetière. (silence puis applaudissements) Voilà. Ca nous donne, nous, notre responsabilité d'Africains. Est-ce que nous voulons vraiment que le continent africain soit le cimetière du village planétaire ? La question elle est là. Et si la réponse est non, comme il se doit, et sachant l'état où se trouve notre continent aujourd'hui, connaissant les capacités que nous avons les uns et les autres, et bien nous avons notre part à prendre, et notre responsabilité à reconnaître. C'est quoi une diaspora dans les termes connus ? C'est un regroupement de personnes ayant la même origine, donc communauté d'origine dispersée dans le monde, mais communauté d'objectifs... ça veut dire que pour avoir une communauté d'objectifs, il faut être organisé. Qu'est ce que nous autres Africains avons comme organisation ? Qu'est ce que nous avons comme organisation, je pose la question. Moi je connais la réponse, vous aussi d'ailleurs. Y'a des chiffres qui ne trompent pas. Les Africains qui sont à l'extérieur de l'Afrique, les noirs Africains rapportent entre 40 et 70 milliards de dollars par an au continent africain. Où va cet argent ? Est-ce qu'on n'aurait pas pu imaginer qu'une organisation logique pour que les 40 à 70 milliards soient investis dans le développement de l'Afrique ? Au lieu de quoi, nous distribuons via Western Union et autres je sais pas quoi... qui prélèvent en plus au passage beaucoup d'argent. Et on regarder nos pays continuer à se mourir là, comme ça. La diaspora africaine est plus puissante que la diaspora juive, c'est moi qui vous le dit. Regardez ce que eux ils font. Regardez ce qu'ils font. Et nous dans tout ça, qu'est ce que nous faisons ? Nous nous contentons de faire des discours parce que nous parlons bien, parce que nous sommes ça. Et puis voilà. Ca s'arrête là. Vous me connaissez, ceux qui me connaissent savent que j'ai pas l'habitude de mâcher mes mots. Je n'ai jamais la langue de bois, ni en politique, ni en économie, ni nulle part. Dans mon métier d'ingénieur, non plus. Quand je trouve qu'un pont n'est pas bien fait je dis qu'il n'est pas bien fait. Voilà, c'est comme ça. Donc je suis pas venu ici pour vous frotter la peau dans le sens du poil, je suis venu pour vous à vos responsabilités, à nos responsabilités, à tous... Il a parlé tout à l'heure de cet engagement que je reprends en Afrique, et que beaucoup d'intellectuels noirs en Europe, en France en particulier, contestent. J'ai vu un article intitulé "La candidature de Kofi Yamgnane au Togo : une mauvaise nouvelle pour l'immigration". L'article n'était pas sot. C'est le style voilà... c'est lui qui a créé les fondations de l'intégration ici, tout le monde est posé sur lui, ça fonctionne bien, il a eu des responsabilités de toutes natures, y compris des responsabilités électives, et puis il s'éclipse. Et nous, qu'est ce qu'on devient ? Si la fondation tombe, les murs que deviennent-ils ? Le débat n'est pas faux. Mais je vais vous dire, mes frères, mes sœurs, c'est inscrit dans notre peau... noire... les allers-retours, c'est inscrit dans notre peau, c'est inscrit dans nos gènes. Tous ces esclaves dans les ventres des bateaux négriers qui quittaient la côte ouest africaine pour aller je ne sais pas où... tous à quoi pensaient-ils vous croyez ? Au retour, ils ne pensaient qu'à ça, au retour. Mais cet aller-retour que je suis en train de faire, je sais que beaucoup d'entre vous le feront après moi. Parce que c'est la route, c'est notre chemin, c'est notre destinée. Nous ne pouvons plus faire comme si nous ne savions pas. Et c'est pour expliquer au monde que moi je sais ce qui se passe, parce que je vais au Togo tous les ans et que je vois ce pays qui meurt que j'ai fait cette démarche là. Les Français eux-mêmes n'ont pas compris. Et le débat suscité par cet article c'est quoi ? En faisant ça, Kofi donne raison au Front National et à l'extrême droite. Nous ne sommes que des citoyens au rabais en France. Nous ne

sommes que de passage. Nous ne sommes pas des citoyens entiers. Faux. C'est faux. Je vous demande de rester des citoyens à part entière. Que vous soyez anglais, américains, français, allemand, hollandais, que sais-je, vous êtes des citoyens du monde et votre part de responsabilité c'est de restituer au monde le message universel de l'Afrique, l'aller-retour. Les Français disent qu'ils ne comprennent pas, pourquoi après avoir demandé, après avoir fait la démarche et obtenu la nationalité française aujourd'hui je dis que je ne la veux plus, puisque pour me présenter aux élections chez moi... objectif auquel je tiens très fort, c'est pourquoi je suis prêt à renoncer à la nationalité française. C'est parce que la loi togolaise l'exige ainsi. Je vais vous donner très très rapidement la vérité, la loi togolaise l'exigeait ainsi. D'après les derniers accords obtenus à Ouaga, ce n'est plus nécessaire. Et j'étais prêt à renoncer à la nationalité française. Ce ne sera plus nécessaire pour se présenter aux élections, j'en prends acte. Mais je veux que vous restiez des hommes et des femmes fiers des démarches que vous avez faites. Si vous êtes français, anglais, allemand, hollandais, soyez fiers d'être ce que vous êtes, des citoyens à part entière. Avec votre héritage. Avec votre message. Tout à l'heure mon prédécesseur vous parlez de... j'ai juste capté ça en arrivant, de l'écriture... on dit l'écriture moderne, l'Afrique n'a pas d'écriture moderne pour communiquer mais l'Afrique a la parole. Lisez Hampaté Bâ. La parole en Afrique est tellement sacrée, tellement forte, elle est aussi sacrée que n'importe quelle écriture de n'importe quel livre saint. Nous avons les moyens de nous exprimer. Et aujourd'hui qu'est ce qu'on fait ? Qu'est ce que font les civilisations dites les civilisations de l'écriture ? Elles reviennent toutes à l'oral. Aujourd'hui, pour vendre une marchandise, pour vendre une politique, pour faire élire un homme, on repart aux contes. Le conte, ce que les Américains ont appelé le *story telling*. Et on crée le mythe, par le mot, par le verbe. Nous sommes en avance là-dessus, n'avez aucun complexe là-dessus. Aucun. Vous n'avez pas le droit. Vous avez le devoir d'expliquer que la parole est plus sacrée que les écritures qu'on voit par-ci, par-là. C'est notre part, c'est notre apport à la civilisation mondiale, c'est cela. Et je sais que l'entreprise que je lance là, aujourd'hui, en direction... pas seulement du Togo... dans mon programme j'ai mis un chapitre extrêmement important sur la dimension universelle, la dimension africaine de la conquête, de la reconquête de l'indépendance du Togo (applaudissements). Je l'ai mis. Je souhaite que ce combat que je mène ne soit pas mené exclusivement par des Togolais. Je veux que tous les Africains, que tout le monde noir, mais aussi tous les démocrates du monde entier, les Blancs, les Jaunes, les Rouges, tout ce qu'on veut, comprennent que c'est un combat décisif. C'est le Togo qui a inauguré les coups d'Etat en Afrique, en 1963. Je veux qu'en 2010, le Togo inaugure la démocratisation du continent (applaudissements). C'est le combat que je mène, je le mène au nom de nous tous. De nous tous. Et lorsque les Européens me demandent... mais de quels moyens disposez-vous pour faire campagne ? Je dis, d'aucun moyen, je ne dispose d'aucun moyen. Mais j'ai la richesse de la jeunesse africaine, et j'ai la richesse de la diaspora africaine. Ce que je veux vous dire, c'est ceci... nous ne pouvons pas continuer à dire aux Européens, aux Chinois, aux Indiens, de ne plus venir se mêler de nos affaires sur le continent, et lorsqu'il s'agit de prendre nos responsabilités, à nous, pour dire nous sommes autonomes, de nous éclipser. On n'a pas le droit de faire ça. Cette campagne électorale au Togo, elle doit être financée par les Africains et les Africains seulement, pour bien montrer que nous sommes capables de le faire. Si les autres interviennent, au moins laissez-leur le droit de regard, ensuite. Celui qui finance a le droit de regard. C'est ça le problème. Voilà ce que je suis venu aussi vous dire. J'en appelle tout simplement à nos responsabilités, à notre honneur d'Africain quand je dis ça. Alors, juste d'un mot pour revenir à cette nécessité d'unité que nous devons créer entre Africains de dehors, pour les Africains qui sont restés à l'intérieur. J'ai tenté, à plusieurs reprises, d'appeler l'attention des Africains sur des choses très pratiques... pourquoi ne pas créer, nous, une banque mutuelle, verser... les 40 milliards, les 70 milliards dedans et décider, nous, de ce que nous voulons faire sur ce continent, de faire ceci ou de faire cela, pourquoi pas ce grand barrage sur le Congo pour distribuer l'énergie électrique en masse à l'Afrique noire ? Lorsque vous survolez la nuit les continents, regardez bien (rires). Regardez bien.

Tous les continents sont éclairés, y'a qu'une zone d'ombre, c'est l'Afrique (de la salle "c'est le noir". Rires). C'est le noir ! Mais nous pouvons continuer à verser nos petits sous comme ça à nos familles, au total 40 à 70 milliards de dollars, ça ne changera rien. Ce que nous faisons c'est maintenir les dictateurs au pouvoir, parce qu'en nourrissant nos frères et nos sœurs, et nos mères et nos pères, nous les empêchons de prendre conscience qu'ils vont mal... (de la salle "ils se savent hein"). Ils le savent oui, mais qu'est ce qu'ils font ? Qu'ils font ? (de la salle "ils descendent dans la rue... ")... ils attendent qu'on envoie l'argent à la fin du mois et ils vivent avec ça. (de la salle "ils descendent dans la rue pour le dire"...) ... ouais, ils se battent, je les ai vu moi se battre, j'ai vu se battre les gens moi, j'ai vu. (de la salle "ils se battent pour leur pain quotidien, dignement, avec courage, tous les Africains"...)... j'ai vu. J'ai vu, j'ai vu. J'y suis mon ami. J'y suis en Afrique, je suis revenu pour deux semaines. J'y suis en Afrique. Voilà, en tout cas, c'est un vrai débat. Continuons-nous à donner cet argent par famille, par famille pour survivre, c'est un débat. J'ai connu ce débat, même sous la FEANF on a parlé de ça. J'ai connu, j'ai entendu parler de ça, j'étais jeune à l'époque mais... Ou bien décidons-nous de construire quelque chose de fort pour l'Afrique et développer notre pays, c'est-à-dire faire comme fait la diaspora juive. Tout le sujet il est là... j'en ai terminé, les débats peuvent s'ouvrir. »

Source : Retranscription de l'intervention de Kofi Yamgnane, candidat à la présidentielle togolaise du 4 mars 2010, lors de la conférence du 7 novembre 2009 intitulée « Crises en Afrique : que peut faire la diaspora ? ».

Annexe 6) Le retour comme épisode programmé :

« - [Donc tu vas rentrer, c'est prévu ?]
- C'est prévu... c'est prévu, je vais rentrer. »

Extrait de l'entretien réalisé en 2008 avec Joël Viana.

« - [Et toi, à plus ou moins long terme, tu envisages un retour ?]
- J'envisage un retour. Avec ma femme et ma fille.
- [Et ta femme est prête à aller vivre un peu au Togo ?]
- Ca, ça fait partie de nos projets.
- [Donc c'est en discussion ?]
- C'est pas en discussion, c'est déjà établi. Maintenant il suffit juste de délimiter le délai d'exécution quoi (rires). »

Extrait de l'entretien réalisé en 2008 avec Batoulim Sebabe.

« Ils vont pas rester ici pour la retraite, ça c'est sûr [...] tout immigré rêve de ça [...] d'ailleurs on en voit pas dans les maisons de retraite. »

Extrait d'un entretien avec Kanyi B.

« J'envisageais cinq ans au départ. »

Extrait de l'entretien avec Hugues S.

« Je me suis fixé fin 2012. »

Extrait de l'entretien avec Sidonie B.

« Je veux faire avant fin 2010. »

Extrait de l'entretien avec Antoine A.

Annexe 7) La diaspora togolaise, un foyer d'opposition :

[Et comment définiriez-vous la diaspora togolaise ?]

« Déjà, c'est une diaspora politique d'opposition. »

*Extrait de l'entretien avec Yves Yard,
conseiller adjoint au Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC)
de l'Ambassade de France au Togo.*

« Dans la diaspora, vous avez l'élite de l'opposition [...] y'a 80% de la population qui aspire à un changement. »

Extrait de l'entretien avec le journaliste Guy Mario Abalo.

« La grande majorité, c'est des exilés de la démocratie. »

Extrait de l'entretien avec le journaliste Daniel Lawson-Drackey.

Annexe 8) Ne pas revenir à cause de la politique :

« - [Alors vous faites des allers-retours...]

- oui, dans la perspective de... on attend les élections, fort de l'expérience de 2005, on attend de voir... »

Extrait de l'entretien avec Albert J.

« C'est la politique qui te fait chier, quand on a voulu te tuer, une seconde tu as joué ta vie, tu vas pas revenir avec les potes faire des projets. »

Extrait de l'entretien avec Kwassi P.

« Ceux qui étaient impliqués activement, on ne se sentait plus à l'aise ou en sécurité [...] et puis les informations venant du pays ne s'améliorent pas, il y avait des rebondissements tous les trois ou quatre ans, des troubles sociaux, des tueries, ce n'était pas vraiment encourageant ou rassurant pour rentrer... ça c'est la perception générale [...] beaucoup sont venus naïvement dire on a dû m'oublier... ils se sont retrouvés dans une situation périlleuse [...] on a gardé l'œil sur le Togo pour voir comment les gens évoluaient [...] [La politique c'était un élément déterminant alors dans votre retour ?] Je n'avais plus à craindre pour mon bien-être, c'était une condition... disons de base. »

Extrait de l'entretien avec Jimmy A.

« Ils veulent bien [revenir] mais c'est à cause de notre instabilité. »

Extrait de l'entretien avec Prudence L.

« La crise togolaise a empêché les gens de revenir [...] j'aurais pu rentrer mais une semaine après il y avait des soulèvements [à Lomé en 1991], donc chaque fois on reportait... [...] Lomé était dans une situation quasi insurrectionnelle, à partir de 14 heures, la ville se vidait. »

Extrait de l'entretien avec Tété B.

« au départ, on pensait revenir, mais y'avait cette épée de Damoclès [...] en 1993, avec la grève générale, les cadres, ceux du Sud, fuient le pays, ils fuyaient l'administration... ça a altéré notre velléité de rentrer, ils nous ont dit, pour eux, c'est de la merde là-bas [...] en

1998, avec les engagements signés avec l'UE, le 14 avril, on s'est dit... une vanne est ouverte, on peut encore rentrer. [...] j'attendais que le pays soit apaisé pour rentrer... j'étais tacitement interdit de séjour parce que nous faisons des manifs à Paris. J'ai été arrêté en 1995 à Lomé déjà. [...] j'attends 2010 pour voir et qu'ils rentrent [sa femme et ses enfants] [...] ma femme veut pas rentrer même si elle a des facilités, je lui donne l'exemple pour voir que c'est stable. »

Extrait de l'entretien avec Yéma K.

« Non je vais pas venir en février, si je viens maintenant ils vont croire que c'est pour les élections. »

Extrait de l'entretien avec Kanyi B.

« C'est pas bon de revenir quand on a l'esprit critique, même si on n'a rien fait de mal [...] c'est une dictature très dure qui a peur de la lumière. »

Extrait de l'entretien avec Yves T.

« On peut affirmer que 80% [des membres de la diaspora] veulent le changement. C'est normal, quand ils voient le développement ici, ils se demandent qu'est-ce qu'ils font au pays ? »

Extrait de l'entretien avec l'historien Godwin Tété.

« 90% de la diaspora est d'opposition [...] même ceux qui viennent avec des bourses rentrent pas parfois et passent à l'opposition. »

Extrait de l'entretien avec Lorenzo H.

« Si le Togo est calme, il y aura moins de Togolais à Paris. »

Extrait de l'entretien avec Nathalie Egueli, présidente de l'association Aube Nouvelle.

Marius G. militait dans beaucoup de mouvements tiers-mondistes en Allemagne dans les années 1970-1980 « mais le Togo je faisais un peu attention, moi je voudrais revenir au Togo, avec Eyadéma y'avait beaucoup de problèmes. »

Extrait de l'entretien avec Marius G.

« Y'a beaucoup de gens qui veulent pas s'accommoder de la situation politique [...] tout dépend de la situation politique [...] les gens sont prêts à rentrer si les choses sont politiquement en ordre. »

Extrait de l'entretien avec Komla T.

« Les élections ça compte beaucoup pour le retour. »

Extrait de l'entretien avec Blaise L.

« Avant ils venaient pas à cause de la politique [...] avant on comprenait leurs histoires, ils disaient que la politique leur permettait pas, mais maintenant c'est allégé... »

Extrait de l'entretien avec Marcel N.

« Ils disent que c'est pas bon ici politiquement [...] ils rentrent pas à cause de ces 40 dernières années [...] ceux qui sont même à la retraite ne viennent pas profiter de leur retraite ici, ils font que des grandes et longues vacances dans la maison qu'ils ont construit mais ils repartent toujours. »

Extrait de l'entretien avec Jean A.

« Si le pays est calme je veux revenir... pourquoi rester en France ? [...] je ne peux pas investir dans un pays qui n'a pas la démocratie, rien du tout [...] avant la mort d'Eyadéma [en 2005], tout le monde se préparait... les Togolais ont pas trouvé ce qu'ils veulent, y'a rien qui marche, les choses sont plus pires encore [...] politiquement le pays ça ne va pas. »

Extrait de l'entretien avec Antoine A.

« Les cerveaux qui veulent pas rentrer, ils ont beaucoup souffert et les souvenirs sont toujours vivants [...] tous me disaient que non ils sont pas encore prêts compte tenu de la situation politique [...] c'est être dans l'absolu, on ne sait pas ce que sera demain [...] y'a des avancées... certes pas vraiment majeures et qui sont lentes... grâce aussi à ces cerveaux qui sont revenus, je vois pas pourquoi faudrait abandonner les intellectuels qui se battent ici [...] les gens qui se battent sur le terrain ont besoin d'un coup de main... y'a beaucoup d'étrangers qui viennent travailler, où sont les Togolais ? [...] même si on me dit que c'est utopique... ils se trompent, il y a des avancées [...] tous les Togolais attendent qu'il y ait de la magie, mais il faut que chacun mette la main à la pâte [...] on se suffit dans cette situation ».

Extraits de l'entretien avec Carla A.

Annexe 9) Les réfugiés togolais au Ghana et au Bénin en 2005 :

Table 7. Estimated refugee populations within West Africa (larger than 10,000), 2005

Country of origin	Country of asylum	
Liberia	Côte d'Ivoire	39,919
Liberia	Ghana	38,684
Liberia	Guinea	54,810
Liberia	Sierra Leone	59,952
Mauritania	Senegal	19,712
Togo	Benin	26,632
Togo	Ghana	14,136
Sudan	Chad	202,266
Central African Rep.	Chad	41,246
Chad	Cameroon	39,303

Source: UNHCR 2005 Global Refugee Trends

Source : DE HAAS Hein, « The myth of invasion : irregular migration from West Africa to the Maghreb and the European Union », International Migration Institute, University of Oxford, Octobre 2007, page 77.

« Les estimations font état de 500 personnes tuées dans les violences et près de 40 000 personnes qui, par peur des persécutions, ont fui au Bénin (25 000 personnes) et au Ghana (15 000 personnes) voisins. Près de 12 000 personnes se sont déplacées à l'intérieur du pays, en dernier recours, principalement dans les régions des Plateaux et du Centre. »

Source : GALLOWAY Moira, « Return migration to Togo : Monitoring the Embeddedness of Returnees », University of Amsterdam, Radboud University Nijmegen, janvier 2008, pages 4-5.

Annexe 10) Le retour, « un concept flou sans réelle définition réellement universelle » :

Chaque institution internationale a tenté de poser sa définition de la migration de retour.

- Définition de l'ONU : « Personne qui rentre dans son pays d'origine après avoir été un migrant international (long-terme ou court-terme) et qui a l'intention de rester dans son pays pour au moins un an. »
- Définition de l'OIM :
 - « Un processus consistant à revenir au point de départ. Le mouvement de retour peut être réalisé soit au sein du territoire d'un État donné (par exemple personnes déplacées à l'intérieur de leur pays), soit entre le pays d'accueil et le pays d'origine (par exemple migrants économiques, réfugiés). La notion de retour peut être divisée en sous-catégories, en fonction des modalités du retour (retour volontaire, retour forcé, retour assisté, retour spontané, etc.). »
 - « Le retour se réfère essentiellement à l'acte qui consiste à quitter un pays (de transit ou de destination) pour regagner le pays de transit ou d'origine précédent. »
 - « Retour assisté : Assistance financière ou organisationnelle offerte par un État ou un tiers -- par exemple une organisation internationale -- au retour et parfois à la réintégration d'une personne. »
 - « Retour forcé : Un retour qui a lieu contre le gré d'un individu. »
 - « Retour spontané : Retour décidé de plein gré et organisé par une personne. »
 - « Retour volontaire : Un retour qui se fait par suite d'une décision libre d'une personne. La notion de retour volontaire implique plus que l'absence de facteurs contraignants. Une décision libre se définit par l'absence de toute contrainte physique, psychologique ou matérielle et, en outre, elle doit être fondée sur des renseignements adéquats, disponibles, précis et objectifs. »
- Définition de l'UE : « Comprend le processus de retour vers le pays d'origine, de transit ou vers un autre pays tiers, dont la préparation et la mise en oeuvre. Le retour peut être volontaire ou forcé. »
- Définition des chercheurs (selon l'auteur) : « Pour les chercheurs, un migrant de retour est une personne native du pays ou de la région où elle est recensée ou enquêtée, ayant résidé dans un autre pays ou une autre région à une date antérieure. »
- Typologies courantes : « Le retour connaît, généralement, les quatre typologies suivantes : Les retours volontaires dus aux choix et à la volonté du migrant. Le retour planifié, tel que celui des étudiants qui rentrent au pays à la fin de leurs études. Les retours forcés dus à des expulsions. Les retours contraints mais volontaires dus à des rejets de demandes d'asile, des fins de protection. Les crises économiques constituent une autre raison de retour contraint mais volontaire. »

Source : ELJAMRI Abdelhamid, « Comprendre le retour et la réintégration des migrants : définitions et approches », Tunis, Organisation Internationale du Travail (OIT), novembre 2009, 8 pages.

Annexe 11) Le choix du pays d'accueil chez les émigrés :

« Six heures de temps pour aller en Europe, ce n'est pas de la magie. »

Extrait de l'entretien avec Hugues S.

« Chez moi, c'est pas loin la France... tu mets 6 heures pour aller en France, il te faut 14 heures pour aller à Dapaong. »

Extrait de l'entretien avec Kwassi P.

« Ah c'est naturel, on a fait des études en français, c'était plus facile. »

Extrait de l'entretien avec Komla T.

« Je voulais pas aller en France [...] je déteste le régime français [...] c'était soit la Belgique, soit l'Allemagne, les Etats-Unis ne m'ont pas toujours fasciné, ok y'a de bonnes choses mais... le système éducatif là-bas est très coûteux, je me vois mal en train de me saigner [...] l'Allemagne je connais là-bas, la langue allemande est assez fascinante... je la parlais pas vraiment [...] quand on parle je comprends mais je pouvais pas parler. »

Extrait de l'entretien avec Kodjo B.

« Mais c'est bien enrichissant de pouvoir voir la culture française, depuis le temps qu'on en entendait parler, qu'on a vu dans les histoires, ça n'a rien à voir avec la réalité du terrain quoi. »

Extrait de l'entretien réalisé en 2008 avec Batoulim Sebabe.

« Moi j'avais choisi l'Allemagne bon pour des raisons un peu historiques, nous aimions bien l'allemand, le Togo a été une colonie allemande, on avait reçus aussi des stagiaires allemands et comme j'ai sympathisé je me suis dit, bah tiens l'Allemagne pourquoi pas ? Ça me permettra d'avoir une envergure internationale... c'est à dire que la plupart de mes amis, ils allaient en France, au Canada, dans les pays francophones, moi j'ai choisi d'aller en Allemagne pour essayer aussi d'acquérir... de voir à quoi ça ressemblait la culture allemande... [...] Je comptais venir en France faire un troisième cycle et après voir si je retourne ou pas. Mais à la base c'était le stage, le troisième cycle et après on verra. [*Et alors, pourquoi la France ?*] Bien, pourquoi la France. La France c'est tout à fait logique, comme les pays anglophones ils vont tous en Angleterre ou dans les pays anglophones, c'est parce qu'on a quand même une culture française. Moi j'ai grandi parmi... j'ai eu tout le temps... j'ai grandi au milieu de la communauté francophone et français donc on a une culture française, on a acquis avec le temps, vue l'éducation qu'on a eu, une culture française. C'est comme si on était en train de nous modeler pour être français donc forcément, la question ne se pose même plus, où il faut aller ou pas. C'était évident, donc on allait tous en France. Aussi parce que on se sentait proche, on était pas ici mais on était là. On avait toutes les infos qu'il fallait, on savait comment ça fonctionnait, donc c'était pour nous plus facile en fait. On sait pas comment l'expliquer, mais c'était évident, il fallait venir en France. [*A aucun moment vous avez pensé à un autre pays, à part l'Allemagne pour le stage ?*] En fait, y'avait que la France... les récitations, tout faisait référence à la France, à Paris, à ci, à ça, aux auteurs français, donc la France était quelque part notre pays. On avait enlevé de nous la culture togolaise et on nous avait injecté la culture française donc... [*Qui injectait ? Dans l'école...*] Dans l'école, oui. Et même au début on nous interdisait par exemple de parler les langues locales, sinon on avait autour du coup ce qu'on appelle un signal, c'est à dire qu'en fait tu étais doigté, comme un petit mauvais, parce que tu respectais pas les consignes, donc fallait parler français. Et puis pour nous aussi, nous sommes arrivés au point où nous aimions plus la culture française que notre propre culture, puisque notre propre culture on ne nous l'inculquait plus. Donc c'était qui pouvait mieux parler français, qui pouvait mieux citer les auteurs français, qui pouvait mieux dire qu'il avait lu tel et tel bouquin. Donc forcément, au bout du tunnel, c'est clair hein. [*Alors pourquoi d'autres gens ont choisi le Canada, la Belgique, l'Allemagne ?*] Dans ceux qui ont choisi le Canada, c'est peut être aussi parce que dans un premier temps ils avaient peut être pas d'autre possibilité, sinon tous auraient aimé venir ici. T'as un premier choix, la France. Après, t'as les autres pays francophones développés, ils vont généralement dans les zones francophones, à Montréal ou au Québec. Et après ils vont en Belgique parce que c'est un pays francophone. Donc maintenant après, d'autres vont ailleurs pour d'autres raisons mais quand tu prends la communauté togolaise globalement, 90%, au moins, de ceux qui avaient le choix de venir, ils auraient choisi la France. Après, y'a d'autres raisons... »

Extrait de l'entretien réalisé en 2008 avec Joël Viana.

« En plus, la procédure pour obtenir un visa d'études en Belgique est vachement moins compliquée que celle pour la France [...] la culture et la langue font qu'on va plus en France, mais les politiques ferment les portes alors aujourd'hui on va plus en Allemagne ou en Grande-Bretagne car c'est plus tolérant [...] mais la majorité va en France. [...] moi quelqu'un m'a fait le certificat d'hébergement à Lille, sinon je serais allé à Marseille ou Paris pour le foot, Paris parce que c'est la capitale. »

Extrait de l'entretien avec Lorenzo H.

« J'aimerais plutôt aller au Canada. [*Et pourquoi le Canada en particulier ?*] Tu vois, y'a plus d'opportunités qu'avec la crise économique en Allemagne en 2006. »

Extrait d'une discussion avec Komlavi.

« L'Allemagne était plus opportune [...] j'avais cette peur de la France qui m'animait, tout le monde pensait qu'en France c'était dur. »

Extrait de l'entretien avec Carla A.

« J'ai préféré la France parce que c'était tout près et moins cher [...] c'est comme aller à Kpalimé, et les États-Unis, c'est Kara [ville du Nord du Togo]. »

Extrait de l'entretien avec Komi Z.

Annexe 12) La hausse de l'émigration togolaise :

Classement selon l'IDH	Migration internationale										Migration interne		
	Immigration					Émigration					Migration interne au cours de la vie ^a		
	Stock d'immigrants (en milliers)				Taux de croissance annuel (en %)	Pourcentage de la population (en %)		Proportion de femmes (en %)		Taux d'émigration (en %)	Taux de mobilité internationale (en %)	Total de migrants (en milliers)	Taux de migration interne (en %)
	1960	1990	2005	2010*	1960-2005	1960	2005	1960	2005	2000-2002	2000-2002	1990-2005	1990-2005
159 Togo	101,3	162,6	182,8	185,4	1,3	6,5	3,1	51,8	50,4	3,7	6,8

KLUGMAN Jeni, « Lever les barrières : mobilité et développement humains », PNUD, Rapport mondial sur le développement humain, 2009, page 163.

Annexe 13) La plus grande partie de la diaspora togolaise vit en Afrique :

Classement selon l'IDH	Zones de résidence															
	Continent de résidence 2000-2002 (en % du total des stocks d'émigrants)				Catégorie de développement humain des pays de résidence ^a 2000-2002 (en % du total des stocks d'émigrants)				Part d'immigrants du continent par pays 2000-2002 (en % du total des stocks d'immigrants sur le continent)							
	Afrique	Asie	Europe	Amérique latine et Caraïbes	Amérique du Nord	Océanie	Très élevé	Élevé	Moyen	Faible	Afrique	Asie	Europe	Amérique latine et Caraïbes	Amérique du Nord	Océanie
159 Togo	83,8	2,7	11,3	0,2	2,0	0,0	13,2	0,9	51,4	34,5	1,12	0,01	0,04	0,01	0,01	0,00

KLUGMAN Jeni, « Lever les barrières : mobilité et développement humains », PNUD, Rapport mondial sur le développement humain, 2009, page 167.

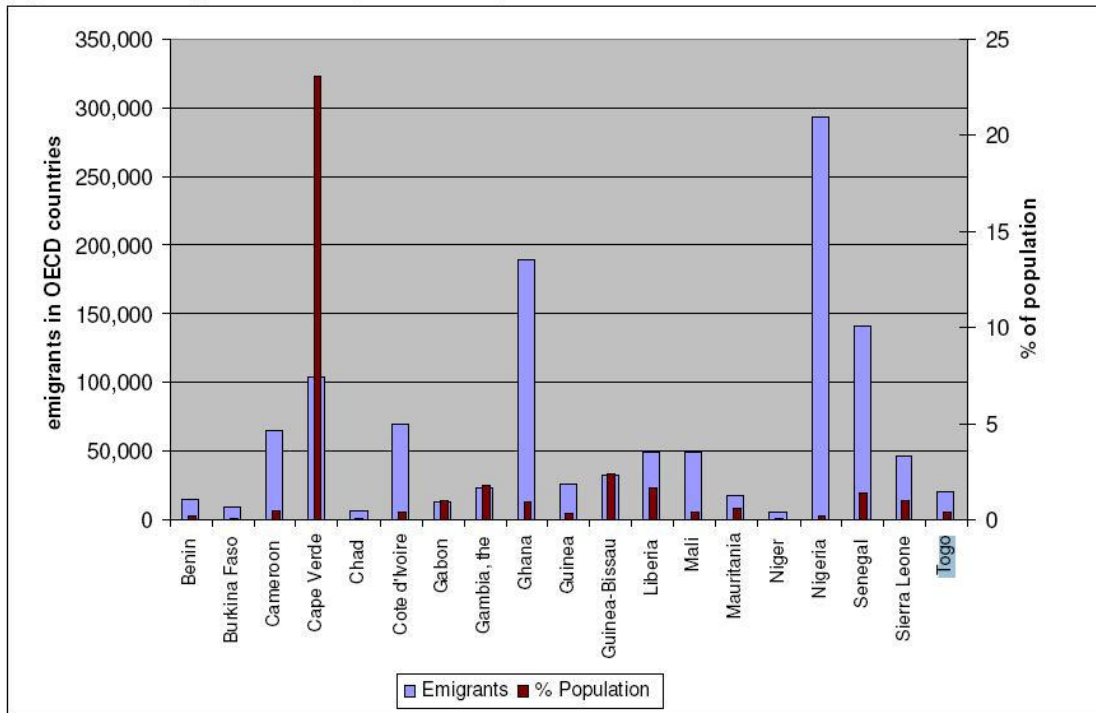
Table 1. Estimates of emigrant and immigrant populations in West Africa and North Africa

	<i>Population (2000)</i>	<i>Emigrant stock</i>	<i>% population</i>	<i>Immigrant stock</i>	<i>% population</i>	<i>Emigrant- immigrant stock</i>	<i>% net migrant stock</i>
Benin	7,197,000	508,640	7.07	174,726	2.43	-333,914	-4.64
Burkina Faso	11,292,000	1,121,758	9.93	772,817	6.84	-348,941	-3.09
Cameroon	14,856,000	231,169	1.56	136,909	0.92	-94,260	-0.63
Cape Verde	451,000	181,193	40.18	11,183	2.48	-170,010	-37.70
Chad	8,216,000	181,442	2.21	437,049	5.32	255,607	3.11
Cote d'Ivoire	16,735,000	151,755	0.91	2,371,277	14.17	2,219,522	13.26
Gabon	1,272,000	27,330	2.15	244,550	19.23	217,221	17.08
Gambia, the	1,316,000	56,762	4.31	231,739	17.61	174,977	13.30
Ghana	19,867,000	906,698	4.56	1,669,267	8.40	762,569	3.84
Guinea	8,434,000	520,835	6.18	405,772	4.81	-115,063	-1.36
Guinea- Bissau	1,366,000	116,124	8.50	19,171	1.40	-96,953	-7.10
Liberia	3,065,000	89,075	2.91	50,172	1.64	-38,903	-1.27
Mali	11,647,000	1,213,042	10.42	46,318	0.40	-1,166,724	-10.02
Mauritania	2,645,000	105,315	3.98	65,889	2.49	-39,426	-1.49
Niger	11,782,000	437,844	3.72	123,687	1.05	-314,157	-2.67
Nigeria	117,608,000	836,832	0.71	971,450	0.83	134,618	0.11
Senegal	10,343,000	463,403	4.48	325,940	3.15	-137,463	-1.33
Sierra Leone	4,509,000	78,516	1.74	119,162	2.64	40,646	0.90
Togo	5,364,000	222,008	4.14	183,304	3.42	-38,704	-0.72
Total	257,965,000	7,449,740	2.89	8,360,382	3.24	910,642	0.35

Table 2. Estimates of destinations of emigrant populations from West and North Africa (%)

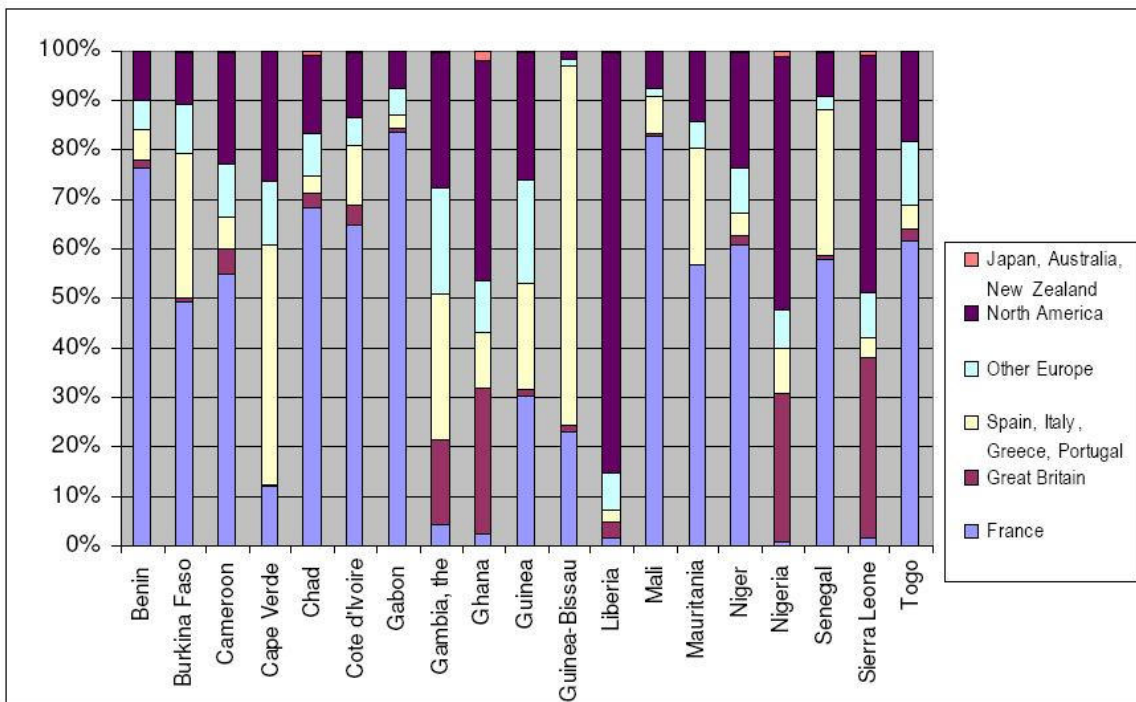
	West Africa	Middle Africa	North Africa	Gulf	North West and South Europe	North America	Other
<i>West Africa</i>							
Benin	79.1	8.6	0.0	0.0	3.5	0.3	8.5
Burkina Faso	90.0	0.0	0.0	0.0	1.3	0.1	8.5
Cameroon	9.7	42.7	0.0	0.0	31.8	7.0	8.7
Cape Verde	10.2	1.1	0.0	0.0	53.0	16.7	18.9
Chad	13.5	41.7	26.5	5.7	3.4	0.6	8.6
Cote d'Ivoire	35.9	0.1	0.0	0.0	48.4	6.9	8.7
Gabon	24.1	14.6	0.0	0.0	48.9	3.7	8.7
Gambia, the	27.6	0.0	0.0	0.0	51.5	12.2	8.7
Ghana	66.4	0.0	0.0	0.0	14.3	10.2	9.1
Guinea	84.8	0.0	0.0	0.0	5.2	1.4	8.6
Guinea-Bissau	56.3	0.1	0.0	0.0	34.6	0.5	8.6
Liberia	24.9	0.0	0.0	0.0	14.2	51.7	9.1
Mali	82.7	3.8	0.1	0.0	4.5	0.3	8.6
Mauritania	65.6	2.4	0.1	0.2	20.6	2.5	8.6
Niger	79.0	10.2	0.1	0.0	1.8	0.3	8.5
Nigeria	14.1	26.9	3.5	1.7	24.6	19.9	9.3
Senegal	39.3	6.7	0.0	0.0	42.1	3.0	8.8
Sierra Leone	13.6	0.0	0.0	0.0	45.7	31.5	9.2
Togo	65.9	7.4	0.0	0.0	16.3	1.9	8.6
Total	61.2	8.1	0.9	0.3	14.7	6.0	8.8

Figure 1. West African immigrants in OECD countries, absolute number and percentage of total population of origin countries (around 2000).



Source: Own calculations based on OECD Database on immigrants and expatriates (update November 2005); downloaded 15 January 2007 from www.oecd.org. Data sources are population censuses or population registers, mostly dating back to 2000-2001.

Figure 3. Destinations of West Africa born immigrants in OECD countries, by country of origin



Source: Own calculations based on OECD Database on immigrants and expatriates (update November 2005); downloaded 15 January 2007 from www.oecd.org (see table 8 in appendix for absolute figures).

Table 4. Registered foreign born migrant populations in main European receiving countries

Origin country	Spain (padrón data 1/1/2006)	Italy (official foreign residents) 31/12/2005	France (foreign born population , 1999 census)	UK (foreign born) 2001 census	Portugal (foreign born) 2001 census	Netherlands (foreign born) 2007 estimates	Total
Benin	NA	1,762	8,375	239	26	219	10,621
Burkina Faso	NA	7,949	2,796	99	2	288	11,134
Cameroon	3,326	5,529	26,890	3,233	58	1,559	40,595
Cape Verde	2,508	3,955	11,938	328	44,964	11,453	75,146
Chad	NA	115	1,864	183	18	76	2,256
Cote d'Ivoire	1,446	14,378	29,879	2,794	92	797	49,386
Gabon	NA	156	5,794	135	72	453	6,610
Gambia, The	12,663	650	970	3,924	25	75	18,307
Ghana	12,068	34,499	4,069	56,112	54	12,196	118,998
Guinea	7,525	1,813	5,704	265	297	2,191	17,795
Guinea-Bissau	4,797	258	5,882	381	21,435	217	32,970
Liberia	758	1,165	586	1,583	31	1,996	6,119
Mali	13,834	702	35,978	121	44	137	50,816
Mauritania	8,410	568	8,237	28	31	349	17,623
Niger	NA	714	1,247	96	NA	263	2,320
Nigeria	26,501	34,310	1,978	88,378	146	4,754	156,067
Senegal	31,507	57,101	53,859	723	631	816	144,637
Sierra Leone	1,165	964	520	17,048	44	4,810	24,551
Togo	NA	2,109	10,598	553	30	1,136	14,426

Table 8. Estimated of foreign born population in OECD countries, by country of birth

	France	Great Britain	Spain, Italy, Greece, Portugal	Other Europe	North America	Japan, Australia, New Zealand	Number of Emigrants	% Population (2000 UNPD)	% all West Africans migrants living in OECD countries	Emigration higher educated / all higher educated
Benin	11,986	239	952	908	1,555	31	15,671	0.2	1.3	9.6
Burkina Faso	4,674	99	2,777	938	1,007	25	9,520	0.1	0.8	14.3
Cameroon	36,020	3,233	4,332	7,036	14,749	132	65,502	0.4	5.6	19.9
Cape Verde	12,404	328	50,543	13,272	27,411	28	103,986	23.1	8.8	NA
Chad	4,421	183	212	552	1,041	41	6,450	0.1	0.5	NA
Cote d'Ivoire	45,231	2,794	8,104	3,894	9,464	143	69,630	0.4	5.9	9.8
Gabon	10,639	135	353	656	932	22	12,737	1.0	1.1	25.2
Gambia, the	1,026	3,924	6,706	5,026	6,284	66	23,032	1.8	2.0	42.4
Ghana	4,376	56,112	21,121	19,954	84,274	3,605	189,442	1.0	16.1	45.7
Guinea	7,836	265	5,627	5,326	6,542	150	25,746	0.3	2.2	NA
Guinea-Bissau	7,596	381	23,904	529	511	11	32,932	2.4	2.8	70.4
Liberia	737	1,583	1,305	3,660	41,620	181	49,086	1.6	4.2	24.4
Mali	40,222	121	3,622	784	3,680	79	48,508	0.4	4.1	19.7
Mauritania	9,591	28	3,993	884	2,400	21	16,917	0.6	1.4	NA
Niger	3,391	96	258	504	1,290	21	5,560	0.0	0.5	10.5
Nigeria	2,563	88,378	26,435	22,361	150,917	3,190	293,844	0.2	25.0	8.4
Senegal	82,116	723	41,476	3,781	12,739	299	141,134	1.4	12.0	28.6
Sierra Leone	686	17,048	1,985	4,341	22,381	442	46,883	1.0	4.0	33.5
Togo	12,787	553	971	2,708	3,777	25	20,821	0.4	1.8	11.8
Total	297,276	172,299	197,970	92,088	386,290	8,446	1,154,369	0.5	100.0	

Source: Own calculations based on OECD Database on immigrants and expatriates (update November 2005); downloaded 15 January 2007 from www.oecd.org. Data sources are population censuses or population registers, mostly dating back to 2000-2001.

Source : DE HAAS Hein, « The myth of invasion : irregular migration from West Africa to the Maghreb and the European Union », International Migration Institute, University of Oxford, Octobre 2007, pages 28, 30, 31, 34, 35 et 78.

Annexe 14) Les données statistiques sur la présence togolaise en France.

Tableau des demandeurs d'asile togolais, sur une année,
dans les pays d'asile les plus importants (sur la période 1994-2005) :

Pays d'asile	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	Total
États-Unis					70	77	105	198	425	638	477	409	2399
Allemagne	3488	1446	1505	2150	722	849	751	1129	1260	672	354	319	14645
Belgique	381	130	54	82	128	108	184	153	364	365	331	409	2689
France	92	39	29	30	47	57	83	136	327	408	225	325	1798
Suisse			21	60	62	61	67	140	256	196	174	195	1232
Autres pays	1085	205	1653	193	941	607	1436	1009	1191	1326	667		10313
Total	5046	1820	3262	2515	1970	1759	2626	2765	3823	3605	2228	1657	33076

Source : SOHLER Karin, « Pratiques de la politique transnationale : une étude de cas des organisations et des mobilisations des migrants togolais en France », sous la direction de Mahamet Timera, Mémoire de Sociologie et Anthropologie, Paris, Université Paris VII Paris Diderot, 2007, 121 pages (d'après les données annuelles des *Statistical Yearbooks* de 2003 à 2005 du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés).

Tableau des nationalités d'Afrique francophone les plus représentées en France en 1990 :

Nationalités	1968	1975	1982	1990
Bénois	1092	3460	3580	4304
Camerounais	2940	8275	15152	18037
Centrafricains	646	1315	2200	4059
Congolais (des deux Congo)	1172	3425	8940	12755
Ivoiriens	1812	6645	12564	16711
Gabonais	708	2070	3252	3013
Guinéens	784	935	1820	5863
Malgaches	2032	4060	6192	8859
Maliens	6556	12530	24248	37693
Mauritaniens	ND	ND	5232	6632
Sénégalais	5688	14920	32336	43692
Togolais	1320	4035	5068	6009

Source : QUIMINAL Catherine, " Les Africains, divers et dynamiques ", in DEWITTE Philippe, *Immigration et intégration : l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1999, pages 112 à 120 (d'après les recensements de la population de 1968 à 1990).

Tableau de l'évolution de l'immigration d'Afrique et du Togo sur la période 1994-2004 :

	Afrique total	Afrique anciennement sous administration française (ASAF) ¹	Togo ²

¹. Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Comores, Congo-Brazzaville, Djibouti, Gabon, Guinée, Côte d'Ivoire, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo.

Année de l'admission	Immigrés par an	Immigrés par an	% de l'immigration d'Afrique	Immigrés par an	% de l'immigration d'Afrique	% de l'immigration d'ASAF
1994	34748	7577	21,8%	477	1,4%	6,3%
1995	28610	7057	24,7%	349	1,2%	4,9%
1996	29343	7550	25,7%	324	1,1%	4,3%
1997	46615	11668	25,0%	387	0,8%	3,3%
1998	64884	19083	29,4%	455	0,7%	2,4%
1999	54007	14959	27,7%	393	0,7%	2,6%
2000	64181	17993	28,0%	673	1,0%	3,7%
2001	78753	21289	27,0%	813	1,0%	3,8%
2002	94317	24297	25,8%	915	1,0%	3,8%
2003	101657	26161	25,7%	935	0,9%	3,6%
2004	100567	26947	26,8%	960	1,0%	3,6%

Source : SOHLER Karin, « Pratiques de la politique transnationale : une étude de cas des organisations et des mobilisations des migrants togolais en France », sous la direction de Mahamet Timera, Mémoire de Sociologie et Anthropologie, Paris, Université Paris VII Paris Diderot, 2007, 121 pages (d'après l'INED).

Tableau de l'immigration togolaise sur la période 1994-2004 selon le motif d'admission :

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Motif familial	26,4%	26,1%	28,7%	23,3%	22,9%	33,3%	25,9%	31,1%	37,2%	50,3%	52,0%
dont mineur	12,2%	5,7%	3,1%	0,0%	0,7%	0,0%	0,0%	0,5%	0,9%	2,7%	2,8%
dont Famille d'étranger	5,9%	6,3%	7,7%	5,2%	3,3%	7,4%	6,2%	6,0%	7,2%	8,2%	10,0%
dont Famille de Français	8,4%	14,0%	17,9%	18,1%	18,9%	26,0%	19,6%	24,6%	29,1%	39,4%	39,2%
Étudiant	44,4%	37,2%	33,3%	31,0%	33,0%	40,7%	53,6%	46,1%	38,3%	25,0%	22,4%
Travailleur	10,3%	13,8%	14,8%	20,4%	27,7%	9,9%	7,1%	9,6%	9,7%	4,3%	1,9%

². Les enfants de parents togolais n'étant plus compris dans les calculs depuis 1998.

Visiteur	9,9%	10,9%	14,5%	14,7%	6,8%	6,6%	6,4%	6,3%	5,6%	4,9%	4,6%
Réfugié et apatride	2,9%	2,3%	0,6%	1,0%	1,1%	1,3%	0,9%	1,2%	3,5%	8,2%	9,7%
Autres³	6,5%	9,7%	8,6%	10,1%	9,0%	7,9%	6,4%	5,5%	5,9%	7,5%	9,5%

Source : SOHLER Karin, « Pratiques de la politique transnationale : une étude de cas des organisations et des mobilisations des migrants togolais en France », sous la direction de Mahamet Timera, Mémoire de Sociologie et Anthropologie, Paris, Université Paris VII Paris Diderot, 2007, 121 pages (d'après l'INED).

Tableau de l'immigration togolaise sur la période 1994-2004 selon le sexe :

Année de l'admission	Immigration togolaise ensemble	Hommes (en%)	Femmes (en %)
1994	477	49,9%	50,3%
1995	349	45,0%	55,0%
1996	324	44,4%	55,6%
1997	387	44,2%	55,8%
1998	455	49,0%	51,0%
1999	393	48,3%	51,7%
2000	673	57,8%	42,2%
2001	813	51,7%	48,3%
2002	915	51,9%	48,1%
2003	935	49,4%	50,6%
2004	960	49,5%	50,5%

Source : SOHLER Karin, « Pratiques de la politique transnationale : une étude de cas des organisations et des mobilisations des migrants togolais en France », sous la direction de Mahamet Timera, Mémoire de Sociologie et Anthropologie, Paris, Université Paris VII Paris Diderot, 2007, 121 pages (d'après l'INED).

Tableau de l'immigration togolaise sur la période 1994-2004 selon les classes d'âge :

Groupes d'âge	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
0-19 ans	17,0%	13,2%	9,6%	5,9%	5,9%	5,1%	5,8%	7,1%	8,3%	6,3%	7,2%

³. Parmi la catégorie « Autres », on compte les anciens combattants, les retraités, les titulaires d'une rente, les jeunes volontaires européens, les étrangers malades et les personnes admises après une présence de longue durée ou des motifs indéterminés.

20-29 ans	50,5%	43,3%	47,5%	48,3%	41,8%	49,1%	57,7%	51,8%	46,7%	40,0%	39,3%
30-39 ans	24,9%	34,7%	34,0%	32,3%	33,4%	30,3%	25,9%	27,3%	29,0%	34,1%	35,1%
40-49 ans	2,7%	5,7%	4,0%	7,8%	11,9%	9,4%	5,8%	8,4%	8,5%	11,0%	10,4%
50 ans et +	5,2%	3,2%	5,2%	5,9%	7,3%	6,1%	5,2%	5,3%	7,7%	8,8%	8,0%

Source : SOHLER Karin, « Pratiques de la politique transnationale : une étude de cas des organisations et des mobilisations des migrants togolais en France », sous la direction de Mahamet Timera, Mémoire de Sociologie et Anthropologie, Paris, Université Paris VII Paris Diderot, 2007, 121 pages (d'après l'INED et l'Office des migrations internationales).

Annexe 15) Aides au retour, aides aux projets de retour et co-développement :

En 1934 fut instaurée une aide au rapatriement des ouvriers volontaires. En 1977, une aide brute au retour de 10 000 francs fut créée sous le gouvernement de Raymond Barre. Ce « million Stoléro »⁴ resta en place jusqu'en 1981⁵ et bénéficia à 94 984 personnes⁶. Notons que l'objectif initial était de 100 000 retours par an. Puis, en 1987, une Aide Publique à la Réinsertion (APR) fut instaurée⁷. En accord avec les pays d'origine des migrants, le but était de signer une convention entre l'Office des Migrations Internationales (OMI) et l'employeur du migrant qui permette à ce dernier de toucher à la fois une prime gouvernementale⁸ en plus des allocations chômage perçues en France et une aide de l'entreprise de 15 000 francs minimum.

D'après l'organisme statistique de l'OMI, l'OMISTATS, entre 1984 et 1988, 69 866 personnes sont parties, accompagnées de leur famille. De 1988 à 1999, ce chiffre chuta à 4 852 personnes⁹.

L'État français a alors élargi la cible de ces politiques en liant aide et expulsion. Il est d'ailleurs à noter que c'est l'existence de cette aide qui fait passer un retour, vécu comme contraint, dans la catégorie institutionnelle des retours « volontaires »¹⁰. En 1991, le Gouvernement instaura

⁴. Ce même Lionel Stoléro a déposé un projet de loi en 1980 sur le renouvellement des cartes de séjour qui a provoqué la tenue en mai d'une marche nationale à Paris. En octobre, alors secrétaire d'Etat auprès du ministre du Travail et de la Participation, il déclara « qu'il n'est plus question d'accueillir un seul étranger en France » ce qui ne manqua pas de provoquer un tollé. Enfin, en novembre/décembre 1980 il effectua un voyage au Sénégal qui permit de faire signer par le président Abdou Diouf un accord visant le retour à des fins de formation des travailleurs immigrés sénégalais de France.

⁵. Le 25 novembre, une circulaire du ministère du Travail met fin à ce dispositif.

⁶. Si l'on compte les bénéficiaires directs et leur famille. Parmi ceux-ci on compte 6200 africains noirs originaires de 15 pays différents.

⁷. KABA Olivier, FORCE Eric, « Pratiques et politiques d'aide au retour au niveau européen. Analyse de la situation française. Résumé », *European Reintegration Networking*, novembre 2002, 9 pages. Source : <http://www.reintegration.net/france/resume%20rapport.pdf>

⁸. Incluant une aide au projet individuel de réinsertion de 20 000 francs, des indemnités de voyage et de déménagement.

⁹. Quand l'on isole un pays comme le Mali, on voit que 550 personnes ont quitté la France en 1984 et qu'une seulement a bénéficié de ces aides en 1993.

¹⁰. La typologie dressée par l'OIM est à cet égard révélatrice. Les retours se découpent en trois catégories : « les retours volontaires sans contrainte, lorsque les migrants décident à un moment donné de leur séjour de rentrer au pays de leur propre volonté et à leurs frais » ; « les retours volontaires contraints, lorsque le statut de protection temporaire des migrants touche à sa fin, qu'une demande d'asile est rejetée ou qu'ils ne peuvent rester et décident de rentrer au pays de leur propre volonté » et « les retours involontaires lorsque les autorités du pays hôte

l'IQF : Invitation à Quitter la France¹¹. Dans le cas d'un refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour ou d'un rejet du statut de réfugié notifié par la préfecture, l'immigré devenu irrégulier dispose d'un délai d'un mois pour accepter un plan de retour qui lui donne accès à la prise en charge des frais de voyage, à 1 000 francs par adulte et 300 francs par enfant, à la prise en charge des excédents de bagages, à une aide administrative avant le départ et à une assistance à la réinstallation à l'arrivée¹². En 1992, fut créé un « rapatriement humanitaire » pour les migrants en situation de dénuement et de détresse qui prévoyait également ce type d'aides¹³. Le 22 janvier 1998, c'est une circulaire de Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de l'Intérieur, aux préfets qui prévoyait une aide mise en place par l'OMI à hauteur de 6 500 francs par adulte et 900 francs par enfant pour le retour des étrangers sans papiers, aide accompagnée d'un soutien psychologique.

Devant le peu d'engouement suscité par ces aides, une restructuration s'est mise en place. Entre 2005 et 2006, l'ANAEM (Agence Nationale pour l'Accueil des Étrangers et des Migrations), qui venait de remplacer l'OMI et le SSAE (Service Social d'Aide aux Émigrants), est chargée d'expérimenter dans certains départements un programme d'aide au retour volontaire. C'est la circulaire interministérielle du 7 décembre 2006 qui instaure officiellement ce dispositif. L'OFII (Office Français de l'Immigration et de l'Intégration), qui a remplacé l'ANAEM, organise deux types d'aides : l'ARV (Aide au Retour Volontaire)¹⁴ et l'ARH (Aide au Retour Humanitaire)¹⁵ pour les expulsés en situation de grand dénuement. De plus, l'OFII assure dans les Centres de Rétention Administrative (CRA) des missions d'information, de soutien psychologique et d'aide à l'organisation matérielle du retour.

Et malgré les critiques sur leurs inefficacités, l'on observe un changement récent dans la mise en place de ces aides au retour volontaire. Ainsi, en 2008, Brice Hortefeux annonçait en octobre que les retours volontaires de l'année représentaient 38% des éloignements, contre 7% en 2006. Entre janvier et août 2008, 7 456 retours volontaires ont ainsi été enregistrés contre 913 en 2007, soit une hausse de 726,5%¹⁶. Mais ce retournement récent ne permet pas encore de parler d'un succès de cette méthode.

Constatant l'échec de ses premiers programmes, l'État français a progressivement promu l'émergence d'une aide aux « projets de retour ». Par exemple, en 1998, l'IQF est complété par le CRPO (Contrat de Réinsertion dans le Pays d'Origine) qui ajoute la possibilité pour les migrants maliens, sénégalais et marocains de suivre des formations dans les deux pays¹⁷. Le projet fut cependant abandonné dès décembre 1999. En novembre 2006, un protocole d'accord pour la mise en œuvre de l'appui aux initiatives économiques des migrants rentrant dans leur pays d'origine a été signé, impliquant à la fois le Ministère de l'Emploi, de la cohésion sociale et du logement, la Direction de la population et des migrations, le Ministère des Étrangères (MAE), la Direction générale de la Coopération internationale et du développement et l'OFII¹⁸.

ordonnent l'expulsion ». Source : <http://www.iom.int/jahia/Jahia/about-migration/managing-migration/managing-migration-return-migration/lang/fr>

¹¹. En 2007, l'IQF devient l'OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français) et fusionne avec l'APRF (Arrêté Préfectoral de Reconduite à la Frontière). L'immigré dispose d'un mois pour contester à la fois le refus de délivrance de la carte de séjour, la mesure d'éloignement, l'arrêté fixant le pays de renvoi et pour choisir son aide. D'après la CIMADE, ce recul conduit à des procédures précipitées qui ne garantissent pas un réel droit à la défense. Source : <http://www.cimade.org/nouvelles/1705-Motion-de-l-assembl-e-g-n-rale-de-la-Cimade-sur-le-projet-de-r-forme-de-la-jurisdiction-administrative>

¹². Le dernier point n'est valable que si le migrant est renvoyé dans un pays qui dispose d'un bureau de l'OMI. Notons que ces dispositions ne sont pas toujours appliquées. Ainsi, sur 6 750 maliens déboutés selon l'OFPRA en 1991, seulement 63 dossiers étaient suivis par l'OMI à Bamako en mars 1994.

¹³. Source : http://www.ofii.fr/retourner_dans_son_pays_57/rapatriements_humanitaires_137.html

¹⁴. Ce dispositif inclut l'organisation du retour (obtention des documents de voyage et des billets de transports, prise en charge des bagages), un accompagnement social, une aide financière (300 euros par adulte et 100 euros par enfant, versés en trois fois). Source : http://www.ofii.fr/article.php3?id_article=490

¹⁵. Ce dispositif est à destination de tous les étrangers y compris ceux de l'Union Européenne mais aussi des mineurs isolés, à la demande d'un magistrat. Source : http://www.ofii.fr/article.php3?id_article=491

¹⁶. Source : <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2008/10/31/01016-20081031ARTFIG00018-immigration-les-retours-volontaires-en-hausse-.php>

¹⁷. Source : <http://www.senat.fr/questions/base/1999/qSEQ990717574.html>

¹⁸. Source : http://www.ofii.fr/retourner_dans_son_pays_57/l_aide_au_retour_et_a_la_reinsertion_489.html

Il faut toutefois préciser que ce type de programme dépend également de la volonté de chaque État¹⁹. Ainsi, si l'État français a largement favorisé le Mali, le Sénégal et le Maghreb en en faisant parfois les laboratoires de ses politiques migratoires, certains pays comme le Cameroun ont tenté d'accompagner ce processus. Ainsi, en 1995, le Fonds National de l'Emploi au Cameroun (FNE) a lancé le programme PARIC (Programme d'Appui au Retour des Immigrés Camerounais). D'abord conclu avec la France, l'accord de coopération concerne désormais plutôt l'Allemagne. Ce programme vise à encourager et assister le retour des jeunes émigrés en leur proposant une meilleure réinsertion professionnelle à l'arrivée²⁰.

Si l'État fait des migrants les initiateurs de projets économiques, il ne faut toutefois pas oublier que la réalité est plus complexe. En effet, ce sont généralement les comités villageois de développement (CVD) qui choisissent et imposent leur choix aux associations de migrants, créant ainsi une obligation sociale communautaire à laquelle l'émigré est contraint de se conformer pour ne pas perdre sa légitimité²¹.

De plus, c'est le coût des politiques qui fait débat. Pour certains, la mise en comparaison des millions d'euros alloués et des quelques centaines de migrants retournés est une preuve de l'échec de ces politiques et de leur fonctionnement dispendieux. Toutefois, le 13 novembre 2008, le député socialiste de Paris Christophe Caresche faisait cette remarque lors de la discussion à l'Assemblée nationale du budget 2009 du ministère de l'Immigration : « au lieu de continuer à augmenter considérablement les moyens dédiés aux éloignements contraints, mieux vaut les redéployer afin d'encourager l'aide au retour », ajoutant cette note très optimiste²², « dès lors que l'on encourage des personnes à rentrer dans leur pays, notamment par des incitations financières, on constate qu'elles le font. » Devant une telle affirmation, il est donc légitime de se demander pourquoi l'État français continue à mettre en place ces aides financières coûteuses. Si les aides au retour ou aux projets de retour ne sont pas abandonnées malgré leur faible rendement quantitatif et font l'objet de mutations incessantes, il faut bien le comprendre, c'est aussi parce qu'inciter un migrant à rentrer volontairement coûte moins cher à l'État que de l'expulser. En effet, le 4 décembre 2008, la commission des finances du Sénat indiquait qu'une reconduite était estimée à 20 970 euros par personne²³. D'après l'OIM, le retour volontaire assisté est donc « une option plus humaine, moins lourde au plan administratif, que le retour par suite d'une expulsion »²⁴.

Dans les années 1990, les politiques migratoires mises en questions vont être liées aux questions de développement des pays du Sud. En effet, c'est également l'aide publique au développement (APD) des pays du Nord qui se trouve placée sous le feu des critiques à cette époque. Jugée trop peu ambitieuse et accusée de remplir les caisses occultes des chefs d'État plutôt que de parvenir aux populations locales, l'APD tombe en disgrâce²⁵. Dès lors, la réponse à ces différents

¹⁹. Il n'est pas rare de lire sur des sites d'informations africains en ligne que les États africains n'ont aucun intérêt à mettre en place ce type de programmes de réadmissions ou de réintégration puisque le départ de certains citoyens est à lui seul un moyen de réguler un marché du travail très peu florissant.

²⁰. Là encore, le bilan est plutôt mitigé. En 10 ans, seuls 139 revenants ont retrouvé un emploi par ce biais. Source : http://www.fnecm.org/index.php?option=com_content&view=article&id=107:le-fne-fait-revenir-pres-de-140-immigresr&catid=46 Et selon un responsable du FNE : « Il ne s'agit pas d'inciter les gens à rentrer mais plutôt accompagner et informer ceux qui le souhaitent. Cette action permettra de juguler la fuite des cerveaux ». Source :

http://www.grioo.com/avis.cameroun_le_paric_appui_le_retour_des_immigres,15405.html

²¹. C'est ce qui fait que, même si certains migrants auraient peut-être préféré mettre en place des projets rentables économiquement, les premiers projets menés dans les villages ont souvent été des églises ou des mosquées et des dispensaires.

²². Et certainement trop optimiste aux vues du bref bilan que nous venons de dresser.

²³. La journaliste Carine Fouteau chiffrait à 700 millions d'euros par an ces reconduites, en comptant les frais directs mais aussi la rémunération des agents d'escorte et le fonctionnement des CRA. La CIMADE estimait quant à elle ce coût à 533 millions d'euros en 2008, alors que le Ministère de l'Immigration parle lui de 232 millions d'euros. RODIER Claire, TERRAY Emmanuel, *Immigration, fantasmes et réalités : pour une alternative à la fermeture des frontières*, Paris, La Découverte, « Sur le vif », 2008, 154 pages.

²⁴. Source : <http://www.iom.int/jahia/Jahia/about-migration/managing-migration/managing-migration-return-migration/assisting-voluntary-return/lang/fr>

²⁵. On peut ainsi penser à plusieurs travaux : OLIVIER Guillaume, *L'aide publique au développement : un outil à réinventer*, Paris, Charles Léopold Mayer, 2004, 178 pages ; MADAULE Stéphane, *L'aide publique au*

enjeux a été trouvée dans l'articulation entre développement et migrations. L'idée est alors qu'en développant les pays sources d'immigration, l'on pourrait diminuer cette pression migratoire²⁶. La croyance qui était au fondement de cette réorientation était celle que les projets de développement « fixeraient les populations locales » dans leur pays d'origine puisqu'elles n'auraient plus besoin d'aller chercher un certain confort hors de leurs frontières²⁷.

Le développement des pays du Sud et la gestion des flux migratoires ne vont donc plus reposer sur le seul État français. Ce changement de paradigme fait également écho plus largement au virage libéral adopté par les institutions internationales et par les différents gouvernements nord-américains et européens depuis les années 1980. Désormais, l'action étatique est clairement remise en cause. Ainsi, face aux critiques fortes qui accusaient l'État français de mettre en œuvre des politiques migratoires sans concertation avec les migrants et hors de leurs intérêts²⁸, des changements drastiques étaient nécessaires pour redonner une légitimité à des programmes souvent mal vus par les migrants eux-mêmes. A la fin des années 1990, l'objectif est donc de mettre en place une politique migratoire élaborée en négociation avec les migrants, et permettant à la fois de répondre à leurs attentes tout en permettant une meilleure gestion des flux migratoires et un meilleur développement des pays du Sud. L'État français a alors trouvé dans le co-développement la réponse à ce projet colossal.

Reprenant une expression créée dans les années 1980 par Jean-Pierre Cot²⁹ et Michel Rocard, Sami Naïr, alors conseiller technique chargé de l'intégration et du co-développement auprès du Ministère de l'Intérieur, rendit en décembre 1997 un rapport qui fit date et marqua considérablement la politique française en matière d'immigration et de développement, rapport du groupe de travail interministériel sur le « co-développement » qu'il pilotait. Le but de cette nouvelle approche était de s'inspirer, ou mieux de prendre appui sur les pratiques des migrants (envoi de fonds, création d'associations dans la migration, mise en place de projets de développement dans le pays d'origine, etc.) qui participent *ici et là-bas* au développement de *leur* pays. Plutôt que de baser cette politique sur l'action publique comme ce fut le cas par le passé, l'objectif est alors de valoriser de nouveaux acteurs émergents. Alors que les politiques de coopération consistaient au départ, dans une optique développementaliste, à consolider les États des anciennes colonies pour parvenir au développement, les progressifs échecs de cette approche ont permis de détourner le regard vers la multiplicité d'acteurs sociaux qui obtenaient des résultats plus concluants et plus concrets. Ces résultats sont notamment dus au fait qu'avec les politiques de décentralisation et avec le progressif dérèglement associatif dans les pays africains, ce sont principalement les associations locales et villageoises qui se chargent, avec l'appui financier et logistique des émigrés, de mettre en place des actions de développement local³⁰. Ainsi, ce sont les acteurs de la « société civile » qui se trouvent désormais valorisés³¹.

Les actions de co-développement mises en place par les migrants sont donc utilisées et confortées pour mettre en place un co-développement pour les migrants et pour leur pays d'origine. Le co-développement devient en quelque sorte la solution presque miraculeuse qui peut répondre aux problèmes posés par les politiques migratoires et les politiques de développement. Les politiques

développement : l'abécédaire de la réforme, Paris, L'Harmattan, « L'esprit économique », 2008, 308 pages ;
FREUD Claude, *De la coopération à la Banque mondiale. Mémoires du développement*, Paris, Karthala,
« Tropiques », 2009, 264 pages.

²⁶. Ce qui répond à la fois aux craintes des pays du Nord face à un « envahissement » migratoire et aux inquiétudes des pays du Sud à l'égard d'un « exode des cerveaux » et d'une pénurie de main d'œuvre qui préfère migrer.

²⁷. Ce raisonnement, éminemment simpliste, s'avèrera totalement faux puisque que certains chercheurs, comme Thomas Lacroix, ont montré que le développement augmente à court terme l'émigration. En effet, en déstructurant le tissu socio-économique et en fournissant des ressources aux candidats au départ, le développement peut très bien favoriser l'émigration.

²⁸. Et en effet, peu de liens existaient entre les acteurs publics et les migrants, seules les entreprises puis plus tard quelques ONG comme la CIMADE ou le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD) se chargeaient d'être des intermédiaires entre ces deux entités.

²⁹. Qui fut brièvement ministre de la Coopération avant l'intervention d'Omar Bongo qui précipita son éviction.

³⁰. C'est ce qui est étudié par Thomas Lacroix dans le cas du Maroc. LACROIX Thomas, « Les trois co-développements : articulations et mutations », *Accueillir*, numéro 244, décembre 2007, pages 17-18 et surtout LACROIX Thomas, *Les réseaux marocains du développement : géographie du transnational et politiques du territorial*, Paris, Les Presses de Sciences Po, « Académique », 2005, 257 pages.

³¹. Répondant là encore à cet objectif libéral de diminution de l'intervention étatique.

migratoires ont alors commencé à reposer de manière importante sur les migrants eux-mêmes, même si l'État continue à aider et à soutenir ces démarches individuelles et collectives. Toutefois, il faut bien noter ici que ce prolongement des pratiques migratoires s'est effectué en prenant appui sur quelques exemples de réussite et sans chercher à comprendre réellement quels pouvaient en être les enjeux. Ainsi, un triple postulat devient désormais naturalisé, bien que paradoxal, et suscite bien des croyances, voire des fantasmes. D'abord, les immigrés seraient ceux qui voudraient nécessairement rester *là* et s'intégrer, ce qui pose de vastes débats autour des notions d'intégration, d'assimilation, d'identité nationale et fait souvent resurgir cette crainte de « l'envahissement migratoire ». Ensuite, les immigrés seraient ceux qui restent viscéralement attachés à *leur* pays. Est alors introduite l'idée d'un nationalisme voire d'un communautarisme rendu naturel, qui est pourtant à questionner fortement. Enfin, les immigrés seraient ceux qui veulent coûte que coûte aider *leur* pays et participer à son développement. Or, ce triple postulat permet plus de renforcer les préjugés communs sur la solidarité africaine et le communautarisme migratoire que d'expliquer réellement les logiques et les mécanismes de la migration comme participation au développement.

Ce constat acquis et non remis en cause, les gouvernements successifs vont institutionnaliser ce co-développement. En 1998, le Premier ministre Lionel Jospin nomme un délégué interministériel au co-développement et aux migrations internationales³² et instaure des ambassadeurs du co-développement. L'apogée de cette institutionnalisation, jusqu'à ce jour, arrive avec la création le 17 mai 2007, par le président Nicolas Sarkozy d'un Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du co-développement (MIICODEV)³³ qui prend en charge les questions migratoires et les politiques de coopération.

Au-delà des actions ministérielles, ce sont également les collectivités locales qui s'emparent du co-développement et l'intègrent dans leurs programmes de coopération décentralisée. Par exemple, à la suite des Assises du co-développement de 2003, la ville de Paris met en place un « label Paris co-développement Sud »³⁴ qui permet de financer, à hauteur de 100 000 euros, des « projets de qualité » menés par des migrants et qui ont à la fois un impact durable sur le développement du pays d'origine et sur l'intégration des populations immigrés dans l'agglomération parisienne.

Cette politique, en plus d'offrir des solutions aux « problèmes » de migration et de développement, répond en outre aux inquiétudes à l'égard de l'extrême dispersion institutionnelle qui existait jusqu'à lors³⁵. En 2007 est donc officialisée le fait que les politiques d'immigration passées sont centralisées et érigées en politique publique française au sein d'une structure unique.

Plus encore, ce changement favorise et accélère à son tour la structuration et l'institutionnalisation des acteurs sociaux travaillant autour des thématiques migratoires. Ainsi, les OSIM (Organisations de Solidarité internationale Issues des Migrations) qui s'étaient multipliées depuis 1981 et qui auparavant défendaient principalement les droits des migrants dans les pays d'accueil et leur intégration, adoptent elles aussi ce nouvel angle d'attaque. Désormais, ces structures formalisent un discours axé sur le développement qui restait jusque là plus informel dans leurs actions. Un grand pas fut notamment franchi dans leur institutionnalisation, en mars 2002, avec la création du FORIM (Forum des Organisations de Solidarité internationale Issues des Migrations) qui réunit près de 700 associations et fédérations d'OSIM. Or, toutes ces associations vont devenir les nouveaux interlocuteurs de l'État français en matière d'immigration changeant ainsi le regard des institutions sur les migrants. Dès lors, les migrants bénéficient d'un repositionnement statutaire et d'une nouvelle

³². Qui n'est autre que Sami Naïr qui était depuis 1997 conseiller du ministre de l'Intérieur pour les questions d'intégration et de co-développement.

³³. Cette création a suscité de vives contestations jusqu'à ce jour, à commencer par la démission de huit des douze historiens (parmi lesquels Patrick Weil et Gérard Noiriel) supposés constituer le comité d'histoire de la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration (CNHI).

³⁴. Source : http://www.paris.fr/portail/accueil/Portal.lut?page_id=7778&document_type_id=4&document_id=28921&portlet_id=17945

³⁵. Le 24 novembre 2004, la Cour des comptes remettait au Président de la République un rapport intitulé « l'accueil des immigrants et l'intégration des populations issues de l'immigration », qui faisait le point sur les politiques migratoires françaises et préconisait la mise en place d'une autorité interministérielle chargée de coordonner l'ensemble des politiques. Dans un rapport du 21 juin 2007, c'est le Haut Conseil de la Coopération Internationale (HCCI), qui a par ailleurs cessé ses activités en mars 2008, qui s'inquiétait notamment de la faible lisibilité des politiques migratoires françaises.

légitimité. Les immigrés peuvent désormais être perçus comme des acteurs respectés, des passeurs de modernité, des initiateurs de projets efficaces et des individus dont la double appartenance est désormais vue non pas comme suspecte mais comme une ressource. Bien entendu, ce retournement n'est pas global et n'empêche en rien la perpétuation de cette xénophobie populaire et de gouvernement latente, mais il permet d'ouvrir de nouvelles opportunités dans les politiques publiques.

La politique de co-développement a donc des objectifs très ambitieux et très larges, objectifs que l'on fait reposer sur les seules épaules des migrants de retour. Pour les acteurs qui en sont les porteurs et les défenseurs, ceci est tout à fait justifié. D'après le site du MIIICODEV par exemple, « elle s'inscrit, d'abord et avant tout, dans un objectif de réduction de la pauvreté dans les régions d'émigration. Elle répond à la demande tant des États d'origine des flux migratoires que de la société civile. Elle vise à soutenir des actions de coopération ou de développement local ainsi que d'autres initiatives économiques et sociales qui concernent les migrants en plaçant ceux-ci au cœur de son action ». Pour Jean-Marie Bockel³⁶, là où certains expliquent que cette politique est surtout un moyen de réduire l'aide au développement au seul co-développement, les deux optiques sont complémentaires et la répartition est clairement établie. Pourtant, il avoue lui-même que les programmes sont parfois mis en place par les mêmes opérateurs qui travaillent à la fois pour le MIIICODEV et le MAE et que les politiques sur le terrain peuvent se confondre³⁷.

Dans la pratique, ces politiques ambitieuses ont eu beaucoup de mal à se mettre en place. Là encore, certains pays ont jusqu'en 2007 été largement mis en avant dans ces programmes : le Mali, le Sénégal, les Comores et les pays du Maghreb³⁸. Ainsi, en septembre 1995, le Programme Développement Local et Migration (PDLM) fut expérimenté au Mali, au Sénégal et en Mauritanie par le ministère de la Coopération et des Affaires Sociales. L'objectif était de financer et d'accompagner des micro-projets³⁹ mis en place par les migrants en France pour le développement local. Ce programme fut d'ailleurs le premier à lier aussi clairement développement et migration. Malgré ses ambitions, ce programme ne disposait que de cinq millions de francs pour trois ans. En 2001-2002, le MAE met en place le Fonds de Solidarité Prioritaire (FSP) Co-développement Mali. L'intérêt de ce programme est de cofinancer des projets locaux soutenus par des associations de migrants maliens en France et de soutenir et d'accompagner les migrants de retour qui veulent créer des entreprises au Mali. Si le bilan quantitatif a été plus significatif qu'à l'accoutumée⁴⁰, ce programme a surtout soutenu des projets souvent peu viables ou détournés. En 2009, le budget s'épuise, les négociations avec le Mali piétinent et le programme est arrêté. Les migrants maliens doivent donc désormais se tourner vers l'OFII, dont le budget a lui été augmenté.

Annexe 16) La répartition géographique des organisations de migrants togolais en France :

« Plus que la moitié des organisations de migrants togolais (63, soit 54%) est concentrée en Île-de-France (dont 28 à Paris). En province, le Pas-de-Calais (11 organisations, soit 9,5%) et la Provence (7, soit 6%) abritent un nombre relativement élevé d'organisations togolaises. Cette répartition spatiale reflète la répartition régionale de l'installation des immigrés Togolais en France. En revanche, les autres organisations sont beaucoup moins concentrées en région parisienne et plus équitablement repartis parmi les régions. Néanmoins, les régions Île-de-France et Nord-Pas-de-Calais restent la base dominante. »

³⁶. Alors secrétaire d'État chargé de la Coopération et de la Francophonie auprès du MAE.

³⁷. BOCKEL Jean-Marie, « Aide et co-développement », *Accueillir*, numéro 244, décembre 2007, page 21.

³⁸. Ainsi, le 25 octobre 2000, un décret portant publication de la convention de co-développement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal (signée à Paris le 25 mai 2000) est publié. La même convention a été signée avec le Mali le 21 décembre 2000, donnant lieu à un décret similaire le 11 janvier 2007.

³⁹. Le bilan fut là encore mitigé. L'on compte 155 projets en 1998, 49 en 1999, et seulement 35 pour 2000 et 2001.

⁴⁰. Même si les migrants réguliers qui étaient a priori visés par le programme n'ont que très peu participé à celui-ci.

Tableau 1: OMT – répartition régionale

Région	Nombre OMT	Org. total	% des OMT	% des org.tota l
ILE-DE-FRANCE	63	111	54,3%	34,6%
AQUITAINE	2	12	1,7%	3,7%
AUVERGNE	0	3	0,0%	0,9%
BASSE-NORMANDIE	0	3	0,0%	0,9%
BOURGOGNE	2	2	1,7%	0,6%
BRETAGNE	2	18	1,7%	5,6%
DEPARTEMENTS D'OUTRE MER	1	1	0,9%	0,3%
CENTRE	0	6	0,0%	1,9%
CHAMPAGNE-ARDENNES	0	5	0,0%	1,6%
FRANCHE-COMTE	0	5	0,0%	1,6%
HAUTE-NORMANDIE	1	7	0,9%	2,2%
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1	5	0,9%	1,6%
LIMOUSIN	0	2	0,0%	0,6%
LORRAINE	1	6	0,9%	1,9%
MIDI-PYRENEES	3	18	2,6%	5,6%
NORD-PAS-DE-CALAIS	11	36	9,5%	11,2%
PAYS-DE-LA-LOIRE	5	26	4,3%	8,1%
PICARDIE	0	3	0,0%	0,9%
POITOU-CHARENTES	5	7	4,3%	2,2%
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	7	14	6,0%	4,4%
RHONE-ALPES	4	23	3,4%	7,2%
sans information	8	8	6,9%	2,5%
Total	116	321	100,0%	100,0%

Source : SOHLER Karin, « Pratiques de la politique transnationale : une étude de cas des organisations et des mobilisations des migrants togolais en France », sous la direction de Mahamet Timera, Mémoire de Sociologie et Anthropologie, Paris, Université Paris VII Paris Diderot, 2007, pages 42-43.

Annexe 17) Le refus du communautarisme au profit d'un individualisme valorisé :

« [Vous avez reçu de l'aide quand vous étiez en France ?] Non, chacun défend son... aider comment ? [...] Non pas tellement, moi je me définis comme un électron libre. »

Extrait de l'entretien avec Komla T.

« Je ne suis pas beaucoup dans les milieux... je ne sors pas beaucoup, je travaille. »

Extrait de l'entretien avec Redouane M.

« Les Maliens sont plus organisés parce que le malien déjà vit en communauté [...] c'est la diaspora malienne qui a construit Bamako [...] j'avais visité un foyer malien... je crois que c'était à Ourcq, c'est phénoménal la structure qu'ils ont, c'est une ville dans la ville, tu peux même acheter des cigarettes ou de la nourriture... ils vivent en autarcie [...] le Togo c'est pas ça, pour preuve moi-même, on vivait en appartement et même si on avait pas beaucoup d'amis togolais tous les autres c'était comme ça [...] la vie communautaire n'existe pas. »

Extrait de l'entretien avec Jean A.

« Y'avait certains que je connaissais, on se disait bonjour, bonsoir, c'est tout. »

Extrait de l'entretien avec Hugues S.

« J'étais pas celui qui restait avec les Africains non... »

Extrait de l'entretien avec Gérard C.

« Le seul ami togolais que j'ai eu il était à Poitiers, on avait fait le même BTS, y'avait une fille du BTS à Dunkerque aussi, je les ai pas du tout vu, on s'appelait, on s'envoyait des mails c'est tout [...] la majorité c'était des Français, je voyais la famille... »

Extraits de l'entretien avec Victor G.

« Le Togolais est très individualiste, c'est lui et lui [...] j'ai comme l'impression que c'est inscrit dans leurs gênes. »

Extraits de l'entretien avec Ralf P.

« J'ai fait très peu de compagnie togolaise honnêtement... zéro relation [...] j'allais dans la montagne, on croise pas beaucoup de blacks ! [...] j'ai refusé de faire ce que font certains de nos camarades finalement... ils sont en sursis... je n'aime pas le mot mais je me suis réellement "assimilé", j'ai pas perdu mon identité ou quoi [...] les Sénégalais ou les Maliens sont plus communautaires. »

Extraits de l'entretien avec Gary T.

« Mes parents voulaient pas que je sois à la charge de quelqu'un. »

Extrait de l'entretien avec Lucien D.

« Et je pense que je n'appartiens à aucune diaspora d'ailleurs je déteste les entités. »

Extrait d'un mail de Gabriel K.

« [En Allemagne ou en France, petit à petit, vous avez noué des liens avec qui ? Des Togolais ou des Allemands...] Non, dans un premier temps on commence avec les gens qui sont comme moi, qui ont été déçus un peu. Donc forcément c'est d'abord la communauté étrangère, pas seulement africaine, y'a un peu de tout, y'a les Latins, y'a les Africains, y'a même les gens qui viennent du Proche-Orient. Dans le cas allemand, c'est les Africains, les étrangers en général... donc on commence par là et puis à un moment donné on se dit, bah tiens, y'a aussi les Allemands qui s'intéressent aussi eux étrangers, qui veulent savoir comment ils vivent, qui s'intéressent à leur culture, à leur façon de vivre, à leur façon de manger, à tout ça. Donc on se lie avec ces gens là aussi, et on échange. Et ça permet aussi d'adoucir la dureté des rapports qu'on a, d'une pression qu'on a au début. Parce que c'est très dur au début pour quelqu'un qui croit arriver au paradis de découvrir du jour au lendemain qu'en fait, c'est pas le paradis quoi. Donc à un moment donné, y'a certains qui se ghettoïsent, qui plutôt que de chercher à comprendre, à faire la part des choses entre les bons, entre guillemets, et les mauvais, bah ils vivent entre eux, parce que c'est plus facile. Parce que c'est difficile quand même d'aller vers l'autre, de vouloir comprendre l'autre, de ne pas rester figé dans les clichés. C'est pas évident, ça demande beaucoup, ça demande beaucoup, ça demande une volonté d'aller, par exemple pour moi d'aller dire, bah écoute je vais pas resté cantonné à la communauté des étrangers, à la communauté africaine, je suis en Allemagne, je veux découvrir l'Allemagne, les bons, les mauvais, pénétrer la mentalité allemande. Ça commence aussi par l'apprentissage de la langue. J'ai appris l'allemand et je le parle assez bien, parce que j'ai étudié en Allemagne aussi. Et là, ça te permet de mieux comprendre, de faire la part des choses, de pas rester à un état de dire ouais l'autre il est mauvais, moi je suis bon, moi je voulais pas ça. [...] Non, pas forcément parce que je me dis je vais pas limiter mon champ à l'Afrique. Je viens de l'Afrique certes, mais tant que je ne vais pas vers les autres

qui ne sont pas Africains, ils ne pourront pas apprendre des choses sur l'Afrique, sur là d'où je viens, c'est ça le truc. Si les Africains restent entre eux, les Français entre eux, les Allemands entre eux, bah il n'y aura plus d'échange, il faut bien qu'un Africain quitte le monde africain pour aller vers les Allemands pour leur apprendre un peu ce que c'est l'Afrique réellement, hein, à part les clichés et les a priori. »

Extraits de l'entretien réalisé en 2008 avec Joël Viana.

« [Est-ce que tu te sens aujourd'hui membre d'une communauté togolaise en France ?] ... Euh, membre d'une communauté en France je le suis pas. Je le suis pas, je suis un Togolais à part entière. Je le suis pas. Pour le moment, je le suis pas. Je vois pas comment est ce que je pourrais le faire parce que pour le moment j'ai pas de temps. J'ai pas mal de choses à régler pour ma vie d'abord et après il faut voir pour les autres. [Tu penses qu'il y a une communauté togolaise en France ?] Je pense qu'il y a une communauté togolaise en France, qui crée, qui envoie aussi régulièrement des informations au Togo. Même quand j'étais au Togo j'ai entendu le poids, le veto de la diaspora togolaise qui réclamait des élections transparentes et tout ça, ça a fait un tollé. Donc je crois que cette diaspora elle existe. Mais je suis me suis jamais aventuré, je l'ai jamais connu, je sais pas comment ils marchent. Pour le moment je ne sais pas, peut être que plus tard. »

Extrait de l'entretien réalisé en 2008 avec Batoulim Sebabe.

« J'ai essayé d'élargir le cercle de mes connaissances [...] oui je connais plus de Français parce que je ne suis pas communautariste [...] certains restent confinés, moi je ne veux pas [...] j'ai voulu m'intégrer, je me sentais français dès mon arrivée. »

Extraits de l'entretien avec Lorenzo H.

« Ils reviennent individuellement mais ils viendront pas s'organiser en groupe. »

Extrait de l'entretien avec le journaliste Abass Dermame.

« Le Togolais ne fait pas ça, il brûle son argent sur place, c'est une société plus individualiste [...] c'est dû aussi à la culture, à la majorité chrétienne [...] le Togolais finit par vivre exactement comme le Blanc. »

Extraits de l'entretien avec Jean A.

« Non ici c'est profiter, avoir des subventions, ça n'a rien à voir... les Maliens ont le sens de développer leur coin, le Togolais est plus égoïste, c'est montrer qu'il a réussi pour qu'on soit à ses ordres. »

Extrait de l'entretien avec Blaise L.

Annexe 18) La présentation du programme de recours à la diaspora (PNUD-Primature) et la communication faite autour du projet :



Programme des Nations Unies pour le Développement

Avis de vacance de poste

Titre du poste	Coordonnateur National
Lieu d'affectation (Ville, Pays)	Lomé - TOGO
Domaine d'intervention	Initiatives pour le recours aux compétences de la diaspora
Type de contrat	Contrat NEX
Qui sont éligibles	Togolais
Début du contrat (optionnel)	4 janvier 2010
Niveau du poste	
Deadline	11 décembre 2009
Durée du contrat initial (Optionnelle)	12 mois

1. CONTEXTE

Le Togo a connu une crise politique, liée à des problèmes de gouvernance et accentuée par la suspension de la coopération. Cette situation a fortement freiné le processus de développement du pays, affaibli la capacité de l'Etat et mis à mal la cohésion nationale.

Beaucoup de togolais ont, dans ces conditions, choisi de s'exiler et d'autres n'ont pas envisagé de revenir aux termes des études menées, notamment en Europe (France, Belgique, Allemagne, Suisse) et en Amérique de nord (USA, Canada). Ces expatriés qui bénéficient de bons niveaux de formation, notamment dans les professions libérales, dans les secteurs scientifiques et technologiques de pointe ou des finances et des investissements ont aujourd'hui trouvé dans ces pays d'accueil des opportunités de travail et d'insertion sociale.

Certains togolais qui avaient choisi de revenir au pays, sont vite repartis vers les pays limitrophes (Ghana, Côte d'Ivoire, Bénin, Burkina-Faso, Gabon etc.) et au niveau de certaines institutions de la sous-région (BCEAO, UEMOA, CEDEAO, BOAD etc.) pour améliorer leur situation sociale et trouver un meilleur confort de vie.

Cette vague d'émigrés composée pour l'essentiel de togolais disposant d'un niveau d'éducation et de formation de bon niveau a souvent côtoyé dans ces pays limitrophes des compatriotes issus de l'immigration laborieuse qui, notamment avec l'émergence de la seconde génération, alimente à l'instar de la quasi totalité des pays ouest africains, cette immigration souvent « suicidaire » vers l'Europe, à partir de la méditerranée (Espagne, Italie ...).

Programme des Nations Unies pour le Développement

Cependant au terme d'une crise politique qui a duré, plus de 15 ans, le Togo a réuni aujourd'hui les conditions pour relancer le processus de développement et réduire la pauvreté. Depuis 2006, en effet, des pas importants ont été franchis pour renforcer la gouvernance politique et économique. Le gouvernement a également relancé le dialogue avec la communauté internationale qui a abouti à l'organisation de la conférence de Bruxelles (18-19 septembre 2008). La rencontre de Bruxelles a permis de circonscrire (i) les réformes à mener notamment pour améliorer la gouvernance politique et économique, (ii) les multiples défis à relever et en particulier, les actions prioritaires à mener et enfin (iii) les ressources, notamment humaines et financières à mobiliser pour atteindre les objectifs assignés par la conférence.

2. JUSTIFICATION

2.1. LES PROBLEMES A RESOUDRE

L'état préoccupant dans lequel se trouvent les services de l'Etat et l'administration publique en particulier appelle une réforme de grande ampleur qui prendra sans aucun doute plusieurs années avant de produire les effets escomptés. C'est la raison pour laquelle, le gouvernement entend aménager une période transitoire (2009-2012) pendant laquelle des stratégies, visant le renforcement des capacités nationales seront mises en œuvre. Il s'agira :

- de promouvoir un environnement propice au retour des togolais de la diaspora qui pourront s'investir dans des secteurs professionnels dans lesquels ils officient déjà dans leurs pays d'accueil pour offrir rapidement au Togo, de nouvelles opportunités scientifiques, technologiques et académiques en particulier au sein des différents services publics et de l'Etat ;
- d'améliorer le climat des affaires et de l'entrepreneuriat privé pour inciter des togolais de la diaspora, à transférer leurs activités au pays et à investir dans des créneaux où leurs compétences et leurs expertises sont avérées et ainsi promouvoir l'emploi des nationaux et des jeunes en particulier tout en offrant des services nécessaires au développement socio-économique du pays ;
- d'assurer la formation professionnelle de certains immigrés togolais installés en Europe et dans certains pays limitrophes, et ceux en chômage au pays, candidats potentiels à l'émigration par la méditerranée (Espagne, Italie), et de promouvoir des activités de co-développement et d'aide au développement.

Ces différentes stratégies visent d'une part, à renforcer le pilotage du développement (amélioration de la coordination de l'action gouvernementale, remise en place d'une capacité minimale de gestion des réformes économiques, financières et sectorielles...) et, d'autre part, à renforcer la capacité des structures en charge des missions de services publics essentiels avec des nationaux rompus à la tâche, issus de la diaspora et, enfin à assurer la formation professionnelle de togolais pour faciliter leur insertion dans le tissu socio-économique du pays.

Programme des Nations Unies pour le Développement



2.2. OBJECTIFS ET CIBLES DU PROJET

L'objectif global du Projet s'inscrit dans le cadre des initiatives que le Gouvernement entend prendre pour recourir à des expatriés de la diaspora togolaise dans le cadre de la politique de développement socio-économique du pays.

L'ensemble des appuis qui seront apportés au niveau de ce projet, vise à favoriser la reprise du processus de développement au TOGO dans le cadre d'une transition qui permettra aux grandes réformes programmées de se mettre en place et d'avoir un impact. De manière spécifique, il s'agit d'organiser, à partir des composantes et compétences de la diaspora, des appuis adaptés aux différentes situations et secteurs du pays pour garantir des résultats à court terme, pour le pays, en :

- améliorant la place et le rôle du secteur privé togolais dans le développement socio-économique du pays ;
- renforçant les missions du service public, notamment la capacité de formulation de mise en œuvre et de suivi / évaluation des réformes économiques et financières et des actions de développement ;
- assurant la formation professionnelle des nationaux expatriés et jeunes candidats à l'immigration pour faciliter leur insertion / réinsertion et accès à des emplois qualifiés, et promouvoir des activités de Co développement et d'aide au développement.

Les cibles du projet concernent essentiellement les expatriés nationaux de la diaspora, en l'occurrence :

- les expatriés résidant en Europe et en Amérique du Nord qui ont bénéficié dans leurs parcours professionnel d'un environnement académique, scientifique et technologique qui permettra, de retour au pays (selon la modalité qui convienne) d'offrir des opportunités en matière de transfert de connaissances et de réalisation ;
- les expatriés issus de l'émigration laborieuse ou les candidats à l'immigration qui devront bénéficier de formations adaptées pour trouver rapidement des opportunités d'emplois.

3. MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES

3.1 PRINCIPALES ACTIVITES A MENER

Le Projet «Initiatives pour le retour au pays et la réinsertion de la diaspora» relève d'une démarche volontariste du Gouvernement qui entend ainsi donner l'occasion à certains expatriés nationaux de retourner au TOGO, pour une certaine période ou définitivement, afin d'utiliser leurs compétences et services pour le développement de leur pays.

Programme des Nations Unies pour le Développement



Le Projet vise à soutenir les efforts nationaux de création de capacités pour l'ensemble du pays (secteur public et privé) dans le contexte d'un pays dit « fragile » où les préoccupations seront forcément nombreuses et variées.

Les principales activités à mener vont s'articuler autour des composantes ci-après :

- Une composante « Insertion et réinsertion des expatriés » en charge de toutes activités tendant à promouvoir des initiatives privées porteuses de valeur ajoutée et d'intensité de main-d'œuvre. Il n'y a pas d'apriorisme et la sélection et le financement des activités s'opéreront en fonction des priorités définies et des ressources disponibles. Le Comité de sélection placé auprès de la primature veillera au strict respect des critères pour la sélection et la mise en œuvre des projets. Un « fonds d'incitation » au retour, pour l'insertion et la réinsertion des expatriés sera mis en place à cet effet. Les conditions de plein exercice des initiatives privées (amélioration du climat et de l'environnement des affaires) au plan des ressources financières et de la revue du cadre juridique, seront mises en place ;
 - Une composante « Acquisition des compétences et renforcement des capacités » en charge du recrutement pour une courte période (1 à 3 mois) ou une période plus ou moins longue (1 à 3 ans) d'expatriés nationaux qui seront rémunérés selon des modalités convenues (2 000 à 5000 Euro / mois) et en raison de la spécificité des apports attendus (domaines de compétences et secteurs d'activités) et qui concernera les emplois publics et les secteurs prioritaires. Un guichet pour le recrutement des compétences sera mis en place à cet effet pour appuyer certains domaines de concentration et secteurs d'intervention prioritaires. En effet, les audits stratégiques et organisationnels en préparation vont permettre de mieux hiérarchiser les besoins prioritaires et de déterminer le profil par domaine de compétence, à acquérir en urgence. Cependant, le diagnostic empirique permet déjà de prendre en considération certains besoins qui s'imposent à l'évidence notamment dans les secteurs d'activités du PIAP et les secteurs prioritaires retenus dans le cadre de la réforme de l'administration publique. Il s'agit de :
 - santé ;
 - éducation ;
 - eau et assainissement ;
 - infrastructures et équipements ;
 - agriculture, élevage, pêche ;
 - justice, amélioration du climat des affaires ;
 - environnement, gestion des risques, changements climatiques ;
 - secteur financier, pauvreté, croissance et emploi ;
 - compétitivité, développement des entreprises, commerce ;
 - gouvernance et lutte contre la corruption ;
 - municipalités et collectivités locales.
- Une composante « Promotion de la formation technique et professionnelle et développement des écoles et centres de formation professionnelle » en charge du

Programme des Nations Unies pour le Développement

financement des besoins en matière de formation pour (i) assurer une meilleure adéquation formation / emploi, (ii) donner une formation qui facilite la réinsertion de certains expatriés-nationaux et, enfin (iii) délivrer une formation adaptée aux besoins de recrutement de certains pays européens (marine marchande). Un guichet pour le financement de la formation professionnelle, le co-développement et l'aide au développement sera mis en place.

Cette composante nécessite des partenariats bilatéraux en particulier avec la France mais également l'Espagne, l'Italie et le Portugal dans le cadre de la définition de politique appropriée en matière d'immigration. Ce partenariat résulte de la volonté d'inscrire certaines actions dans l'esprit de la Conférence euro-africaine sur la migration et le développement organisée à Rabat les 10 et 11 juillet 2006 et, de la même façon, la Conférence Union Européenne-Afrique sur la migration et le développement tenue à Tripoli les 22 et 23 novembre 2006. Le Gouvernement entend également développer un partenariat avec l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) pour promouvoir les appuis nécessaires à une bonne connaissance et à une bonne maîtrise des données relatives à la diaspora (maison de la diaspora, base de données des compétences, appui-conseil dans divers domaines, etc.)

3.2. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Le cadre institutionnel de mise en œuvre de ce projet se présente ainsi qu'il suit :

- Un Comité de Pilotage placé sous l'autorité de Monsieur le Premier ministre, qui désigne son représentant pour le présider. Le Comité composé des représentants des ministères et institutions impliqués dans les activités du projet, aura en charge de définir les orientations et la mise en œuvre des activités du Projet.

Il aura également pour tâche de veiller à la bonne réalisation des objectifs du programme, de définir les grandes orientations sur l'exécution et de coordonner les activités des départements impliqués dans la mise en œuvre et les structures bénéficiaires.

- Une Unité de Gestion du Projet (UGP) sera mise en place et dirigée par le Coordonnateur national. L'UGP sera logée à la Primature (Secrétariat général du gouvernement).

Les missions de l'UGP s'étendent à l'ensemble des tâches nécessaires à l'exécution et à la gestion du Projet (mobilisation des ressources humaines, matérielles et financières ; planification, suivi et coordination des actions ; suivi et évaluation périodiques internes des différentes composantes ; secrétariat technique du Comité de Pilotage).

Le Coordonnateur sera appuyé par trois (3) experts nationaux : (i) un expert chargé de la composante «Insertion et réinsertion des expatriés» (ii) un expert chargé de la composante «Acquisition des compétences et renforcement des capacités» et un expert chargé de la composante «Promotion de la formation technique et

Programme des Nations Unies pour le Développement



professionnelle et Développement des Ecoles et Centres de formation professionnelle», et des actions de Co développement et d'aide au développement.

L'UGP comprendra en outre : un (1) informaticien de haut niveau (Site Web ; Maison de la Diaspora ; Répertoire des compétences etc...), un assistant administratif et financier, un comptable et du personnel de soutien (deux chauffeurs, deux assistant(e)s, un reprographe et un huissier...).

- Il sera fait recours, en tant que de besoin, à l'expertise nationale et ou internationale selon les activités spécifiques retenues pour des missions ponctuelles de courte durée. Cette expertise devrait revêtir la forme de :
 - assistance technique et missions d'appui, destinées à apporter une expérience et un appui technique spécifique dans des domaines ciblés ;
 - appui concernant l'organisation interne des organes du projet, le recentrage des rôles et la réorientation éventuelle de certaines activités du Projet, les modalités de partenariat avec des bailleurs de fonds et/ou prestataires de services, la définition des actions pertinentes de renforcement des capacités...
- Des Comités techniques pourraient également être constitués sur des aspects spécifiques et de manière ad hoc, afin d'apporter une capacité de réflexion et de conceptualisation durant la mise en œuvre du Projet.
- Un Programme de travail annuel sera élaboré pour chaque composante du Projet. Le programme consolidé du Projet sera transmis au Gouvernement, aux Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et aux agents de réalisation.

3.3. SUIVI ET EVALUATION

Le Projet accordera une attention particulière à l'utilisation efficiente des ressources et à la bonne marche de l'appui technique et financier à travers le suivi-évaluation. Les activités du Projet seront abondamment documentées, évaluées à travers un suivi régulier, et capitalisées en vue de leur reproduction dans un cadre plus large. Ce volet prendra une place importante dans toutes les activités qui seront menées. Au plan programmatique, ce suivi se fondera sur les rapports périodiques d'avancement du projet. Pour le suivi financier et comptable, les responsables nationaux impliqués veilleront à ce que les différents rapports financiers requis soient préparés à temps conformément aux procédures en vigueur et suivant les règles des Partenaires techniques et financiers (PTF) impliqués.

Afin de permettre aux différents Partenaires techniques et financiers d'assurer un suivi et un contrôle de la qualité, le Coordonnateur de l'UGP produira, de façon régulière, des rapports d'avancement (narratif et financier) sur la base du Plan de travail dûment approuvé, notamment :

- des rapports trimestriels de suivi et d'avancement ;



Programme des Nations Unies pour le Développement

- de la revue à mi-parcours pour apprécier les avancés et les difficultés dans la réalisation des activités prévues ;
- de la revue annuelle, effectués au 4^e trimestre de l'année en cours, en vue de mesurer le niveau d'atteinte des objectifs, de tirer les enseignements et de programmer les cibles annuelles de produits et les activités pour la prochaine année ;
- d'audit annuel du Projet ;
- des rapports périodiques et des évaluations d'effet au besoin et / ou à la demande des Partenaires techniques et financiers.

3.4. PROFIL DU COORDONNATEUR

- Le coordonnateur est de nationalité togolaise, titulaire d'un diplôme de troisième cycle (Bac + 5) dans les domaines du management, de l'économie ou des finances, du droit ou de la sociologie.
- Il dispose d'une solide expérience professionnelle d'au moins dix années au sein de l'administration et d'une bonne connaissance de la diaspora togolaise ;
- Il doit avoir d'excellentes facilités en matière de communication, de persuasion et de gestion des réseaux de ressortissants implantés dans des environnements différenciés ;
- Il doit avoir de bonnes dispositions en matière de négociation notamment avec les ressortissants togolais, mais aussi avec les partenaires techniques et financiers ;
- Il doit disposer d'excellentes facilités pour préparer des arbitrages à soumettre aux autorités pour décisions et se prévaloir sans cesse d'un sens élevé de l'organisation et d'un esprit de méthode qui autorise une planification rigoureuse des opérations à mener.

4. DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature devront être composés des pièces suivantes :

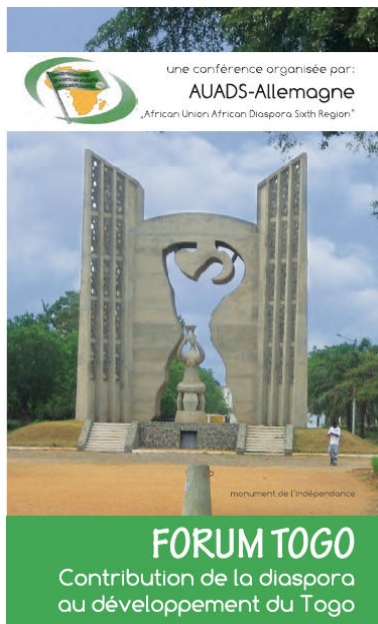
- ✓ Une demande adressée à Madame la Représentante Résidente du PNUD,
- ✓ Un CV actualisé incluant trois personnes de référence,
- ✓ Un formulaire P11 à télécharger sur le site du PNUD,
- ✓ Les copies certifiées des diplômes,
- ✓ Les attestations de travail.

Les dossiers de candidature sous plis fermés, avec la mention « Recrutement du Coordonnateur Diaspora » et adressés à Madame la Représentante Résidente du PNUD, doivent être déposés à la réception du PNUD sis 40 Avenue des Nations Unies ou par email à l'adresse suivante : recrutement.tg@undp.org.

La date limite du dépôt des candidatures est fixée au 11 décembre 2009 à 12h30.

NB : Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

Source : PNUD, « Avis de vacance de poste, Coordinateur national, Initiatives pour le recours aux compétences de la diaspora », 2009, 7 pages.



Invitation
Samedi 16 Janvier 2010
Cologne



Les orateurs

Représentant de GTAI (German Trade & Invest), Berlin
Le GTAI est un organisme qui fournit des informations au secteur privé allemand sur les marchés internationaux. Il dépend du ministère fédéral allemand de l'économie et de la technologie. Cet organisme s'occupe aussi de l'aide au développement.

Site Internet : www.gtai.de

Monsieur Gerd Müller
Chef du Programme « retour du personnel qualifié » au CIM, Centre de la Migration Internationale et du Développement à Francfort/M. En Afrique le CIM s'occupe aussi de la formation professionnelle, de la santé, du planning familial, du maintien de la paix, de la société civile et de la démocratisation des structures étatiques.

Site Internet : www.cimonline.de

Représentant de l'institution médicale
Hammer Forum e.V., Hamm (Westfalen)
Cette institution s'occupe de l'assistance médicale d'enfants qui ne peuvent pas être soignés dans leur pays d'origine.

Site Internet : www.hammer-forum.de

Monsieur Komla Deo Ahondo
Chargé de Mission, Responsable du projet du PNUD concernant la Diaspora du Togo.

Prof. Dr. Etienne Ayiké Ayité
Chirurgien et Directeur de l'information, des relations extérieures et de la coopération, Université de Lomé



Chers compatriotes et amis du Togo,

Vingt ans de crise sociopolitique ne passent pas inaperçus. Le Togo a traversé une longue période de crise qui a provoqué le départ de la communauté internationale et un recul de son développement d'au moins 20 ans par rapport à ses voisins. Beaucoup de Togolais qui pouvaient se le permettre ont partit et vivent à l'étranger, laissant un vide qu'aucun coopérant ne pourra combler, sinon à un prix qui ne fera que renforcer l'endettement et augmenter ainsi la dépendance de ce pays vis-à-vis de l'extérieur.

Le Togo se serait dans une situation beaucoup plus grave sans les énormes contributions de sa Diaspora. Comme toujours, l'émigration s'est avérée être une stratégie de survie. Malheureusement elle a aussi accentué la fuite des cerveaux. Certains membres de la diaspora africaine qui désirent retourner en Afrique sont souvent découragés par des conditions politiques et économiques défavorables dans leur pays d'origine, mais n'oublions pas que la diaspora a un rôle à jouer car elle peut aider l'Afrique à relever les défis tels que la rareté des compétences, la recherche et l'innovation, le renforcement de l'enseignement supérieur et la promotion du transfert de technologie vers le continent.

Nous, experts et organisations de la Diaspora en Allemagne, avons créé, avec l'aval de l'Union Africaine, l'AUADS (The African Union - African Diaspora Sixth Region), section Allemagne, comme organe central de la diaspora africaine en Allemagne en vue d'appliquer l'article 3(a) de l'acte constitutif de l'Union Africaine (AU). [Voir www.AUADS.de].

Compte tenu de toutes ces raisons, nous vous proposons un forum de rencontre au cours duquel nous serons en mesure d'agir de manière concrète sur ce que nous voulons faire de notre avenir.


Dr. Dela Apedjinou

Dr. Dela Apedjinou
Organisatrice du forum

Programme

Moderation: Ibrahim Guèye

09:00 heures: Enregistrement

10:00 heures:
Message de bienvenue et présentation des orateurs, Dr. Dela Apedjinou

10:15 heures: Discours d'un représentant de GTAI (German Trade And Invest), Berlin

10:45 heures:
Discours de M. Gerd Müller, chef du programme «retour du personnel qualifié» au Centre pour la Migration Internationale et le Développement, Francfort/M.

11:15 heures:
Discours d'un représentant du Hammer Forum e.V., Hamm, (Westfalen)

11:45 heures:
Allocution de M. Komla Ahondo représentant du PNUD au Togo

12:00 heures: Débats

13:00 heures: Repas africain

14:00 heures: Ateliers

15:30 heures: Pause café

15:45 heures: Séance plénière
Compte rendu des résultats des ateliers

17:00 heures: Clôture, Dr. Dela Apedjinou

Ateliers

Nous vous proposons de travailler activement sur les ateliers suivants:

Atelier 1 : Ingénieurs et informaticiens
Cet atelier devra identifier tous les ingénieurs désireux se renseigner sur les opportunités offertes au Togo et aider ceux qui veulent travailler pour le Togo à partir de leur pays de résidence.

Atelier 2 : Métiers de la santé
Cet atelier s'adresse aux médecins, infirmiers, infirmières et sage femmes qui veulent contribuer à l'amélioration des conditions sanitaires au Togo ou qui veulent dispenser des cours de temps en temps au Togo.

Atelier 3 : Agronomie
Cet atelier s'adresse essentiellement aux Togolais désireux investir dans l'agriculture et l'agro-industrie au Togo; pays qui offre d'énormes opportunités dans ces domaines et surtout pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et contribuer à l'exportation dans les pays enclavés et voisins du Togo.

Atelier 4 : Enseignement
Le Togo souffre d'un déficit dans le personnel enseignant et ne peut atteindre les objectifs du millénaire sans l'apport de la Diaspora togolaise. Cet atelier s'adresse à tous ceux qui peuvent enseigner au Togo de manière ponctuelle ou qui pensent à un retour définitif.

Atelier 5 : Ouvriers spécialisés
Il n'y a pas de développement sans industrie et pas d'industrie sans ouvriers spécialisés. Vus les investissements prévus au Togo dans les années à venir, un apport d'ouvriers spécialisés venant d'Europe est indispensable.

→ Voir itinéraire au dos de la page

Source : « Flyer » de présentation du forum.

Annexe 19) Comptes-rendus de la journée économique du Togo en France :

« En marge de la Journée de Promotion Économique du Togo organisée à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris le 11 mars 2009, le Premier Ministre SE Monsieur Gilbert HOUNGBO a rencontré, au cours d'une réunion informelle, quelques jeunes entrepreneurs togolais de la diaspora venus assister à la manifestation.

Notons que cette rencontre a été proposée, séance tenante, par Monsieur le Premier Ministre suite à une question posée par l'un des assistants sur le rôle et l'utilité des jeunes de la diaspora dans la relance économique du Togo.

Le Premier Ministre avait à ces côtés, outre ces proches collaborateurs, l'Ambassadeur du Togo en France SE Monsieur Tchao SOTOU BERE, le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo Monsieur FIAWOO Jonathan et d'autres membres de sa délégation. Du côté de l'assistance, 35 jeunes toutes formations confondues et issus de différents corps de métiers, ont pris part aux discussions avec une volonté ferme de définir avec le Chef de Gouvernement des actions concrètes à mettre en œuvre en vue de favoriser et faciliter la démarche entrepreneuriale de la diaspora au Togo.

Dans ses propos introductifs et pour apporter des premiers éléments de réponses à la question initialement posée, Monsieur HOUNGBO, a partagé avec ses jeunes compatriotes le vœu et l'espoir qui sont les siens de voir les forces vives et les talents togolais établis à l'étranger s'impliquer dans la dynamique du redécollage économique du Togo. Avec un langage direct et une franchise très appréciée par l'assistance, il a donné quelques pistes de réflexion et exhorter l'assistance à faire des propositions concrètes que son gouvernement est prêt à étudier et à mettre en œuvre dans les meilleurs délais.

Une séance de questions / réponses s'est alors engagée entre le PM et l'assistance. Il résulte des interventions des uns et des autres une volonté largement partagée de s'impliquer dans la vie économique du Togo... Entreprendre, créer son entreprise, investir au Togo, s'engager des projets de développement... telles sont les expressions qui sont revenues comme un leit motiv.

Des voix se sont aussi élevées pour évoquer l'absence de cadre réglementaire adapté. D'autres se sont inquiétées des soubresauts de la vie politique et du climat d'insécurité chronique. Avez-vous les moyens de votre politique ? Quelles garanties nous offre votre gouvernement pour nous faciliter "le retour" ?

Reprenant la parole pour répondre aux diverses préoccupations exprimées, Monsieur le Premier Ministre a reconnu que son gouvernement n'a pas aujourd'hui les moyens des grandes ambitions qu'il nourrit pour le Togo ce qui est parfois « source de frustrations » pour lui. "Le décalage est réel entre les enjeux en terme de développement et de croissance et les moyens dont nous disposons", a-t-il reconnu avant d'ajouter que les opportunités d'affaires et d'investissement ne sont pas moins réelles.

Il a alors demandé à tous ceux qui veulent se lancer de ne pas attendre que tout soit mis en place et que tous les feux soient verts avant d'entreprendre. Le gouvernement est au travail et est disposé à répondre aux besoins des jeunes togolais de la diaspora désireux d'entreprendre et d'investir au pays.

A l'issue de la réunion, il a été décidé la mise en place d'un groupe de travail restreint chargé de réfléchir sur les diverses problématiques, les pistes à exploiter, les solutions à promouvoir et un calendrier d'exécution des résolutions et propositions faites avec l'approbation du PM.

Ce comité ad hoc, devra entre autre travailler pour :

- la rédaction d'un "**Livre Blanc**" comprenant des propositions concrètes et adaptées pour faciliter l'entreprenariat des jeunes de la diaspora.
- la mise en place d'un répertoire ou bases de données des compétences et savoirs faire
- la coordination avec les différents pôles de l'administration impliqués dans la mise en œuvre des solutions retenues.

Le Premier Ministre, pour sa part, s'est engagé à **désigner un interlocuteur au sein de son cabinet** pour suivre directement ce dossier. Il s'est dit par ailleurs disposé à recevoir prochainement une délégation à Lomé pour finaliser le projet et valider les grandes lignes; cette délégation devra, dans la foulée, mener les investigations et engager des discussions avec les divers acteurs sur place afin de concrétiser rapidement les points essentiels du "**Livre Blanc**". »

Source : AKOUÉTÉ-AKUÉ Michel, « Rencontre du Premier ministre du Togo avec la diaspora togolaise en France – Compte-rendu », Paris, 11 mars 2009, 2 pages.

COOPERATION INTERCONSULAIRE

LA CHAMBRE DE COMMERCE DU TOGO A ORGANISE LE 11 MARS 2009 UNE JOURNEE ECONOMIQUE SUR LE TOGO A LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS



A la fin des discussions, les hommes d'affaires présents et surtout ceux de la diaspora ont unanimement salué la nouvelle situation qui prévaut au Togo et surtout l'esprit d'ouverture dont a fait preuve le chef du gouvernement togolais qui augure d'un lendemain meilleur pour le Togo.

Les rencontres individuelles

Nous l'avons signalé précédemment, les rencontres individuelles restent le temps fort des manifestations au programme de la Journée. Au total 320 rendez-vous ont été pris entre les hommes d'affaires du Togo et leurs homologues français et européens. Il s'agit d'un travail de fourmi, une prouesse réalisée par les autorités de la CCIT, de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris et la Maison de l'Afrique. Avant le déroulement de la Journée, les hommes d'affaires des deux parties ont été invités à manifester leurs centres d'intérêt et à dire quel entrepreneur ils désirent rencontrer. A partir des réponses obtenues de part et d'autre

les organisateurs ont établi des rendez-vous individuels. Ces rendez-vous ont connu un engouement manifeste. Les entretiens débutés aux environs de 15 heures ont pris fin aux environs de 20 heures.

Les ministres qui accompagnent le Premier ministre, surtout ceux de l'Energie, du Tourisme, de l'Enseignement et du Secteur Privé ont été très sollicités. Il en est de même pour la zone franche, les banques, pour ne citer que ceux-là.

De l'avis général, ces rencontres individuelles ont été prometteuses et des engagements fermes ont été pris de part et d'autre. Ce qu'il faut retenir est que, les interventions ont fait une forte impression. On en veut pour preuve ces compatriotes de la diaspora qui après l'intervention de Me AQUEREBURU ont déclaré : «Si des frères que nous respectons disent que ça va, nous devons retourner au pays». Qui dit mieux !

Il appartient aux organisateurs de faire le suivi des promesses faites afin que le partenariat entre le secteur privé togolais, français et européen en soit plus renforcé.

La rencontre du Premier Ministre avec la diaspora togolaise

les a reçus promptement dans une salle de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris qui a servi de bureau à notre chef de gouvernement.

Quelle place pour la diaspora dans le nouvel environnement ?

Sur les 320 rendez-vous individuels, 100 étaient de la diaspora. Une nouvelle tendance qui marque aussi une autre rupture.



Lors de la rencontre avec la diaspora togolaise en Europe

C'est la question que l'on est en droit de se poser à la lumière de l'audience que le Premier Ministre a accordée à nos compatriotes restés en Europe en marge des travaux de la Journée. A leur demande, le Premier Ministre Houngbo

Et la rencontre du Premier Ministre avec la diaspora fut cordiale et fraternelle.

On a parlé développement et peu de politique. Quelle place pour la diaspora dans le nouvel environnement togolais ?



LA CHAMBRE DE COMMERCE DU TOGO A ORGANISE LE 11 MARS 2009 UNE JOURNEE ECONOMIQUE SUR LE TOGO A LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS



On a échangé autour de cette question et des propositions ont été formulées.

Il a été demandé à la diaspora togolaise de s'organiser à l'instar de celles du Mali et du Sénégal, de disposer d'un répertoire de la diaspora. La diaspora togolaise est connue pour sa compétence dans le monde. Mais où est-elle, que fait-elle et qui est prêt à faire quoi au pays ?

Un embryon de cellule de la diaspora est créé au Ministère des Affaires Etrangères à la demande du Premier Ministre. En attendant la mise en place du Forum de la diaspora, il est demandé à nos compatriotes de s'inscrire volontairement dans nos consulats. L'idée du Libre Blanc de la Diaspora a été lancée. Le Premier Ministre a trouvé l'idée intéressante. Mais, il a demandé que l'initiative vienne de la diaspora elle-même.

Le Premier Ministre a salué le nouvel élan qui se dessine au sein de la diaspora togolaise. Lors de la rencontre, deux interventions sont venues enrichir les débats. Celle de M. Ignace CLOMÉGAH et d'un représentant du Ministère Français de l'Immigration.

M. Ignace CLOMÉGAH, Trésorier du Bureau de la CCIT, est un exemple palpable du retour réussi au pays. Ancien cadre du cabinet Arthur Anderson, il a décidé de retourner au pays malgré les avantages que lui accordait le cabinet. Il a même refusé des promesses financières qu'on lui a faites. Il a préféré tenter sa chance au pays. Il ne regrette pas. Il a demandé à nos compatriotes de faire preuve d'adaptation. Pour cela, il leur a demandé de concevoir des projets bancables qui trouveront des financements.

ce ministère a apportée à nos compatriotes. Du ministère Français de l'Immigration, les Africains ne retiennent que les reconduites aux frontières. Non, le ministère a aussi un côté humanitaire. Il dispose de fonds pour financer les retours aux pays par le biais du développement solidaire. Avis donc à ceux qui sont préoccupés par le développement de leur cher pays.

Les rideaux sont tombés sur la Journée Economique du Togo à Paris ce 11 mars 2009 très tard dans la nuit. Pour un coup d'essai, ce fut un coup de

collaborateurs du bureau, le directeur général de la CCIT peuvent se frotter les mains. Leurs efforts ont été couronnés de succès. Leurs noms seront inscrits au panthéon de l'histoire pour avoir été de ceux qui ont cru que dans un environnement gagné par le défaitisme ambiant, on pouvait oser faire quelque chose pour son pays.

Après avoir créé l'événement, le plus dur reste à faire. Faire le suivi des différents rencontres et contacts individuels pour



Vue des participants

Des fonds à financer des projets des émigrés au retour au pays, il en existe au ministère français de l'Immigration. C'est l'information que M. Frédéric de

maître réussi par les dirigeants de la CCIT. Le succès a été éclatant. Les organisateurs, au premier rang desquels le Président FIAWOO et ses

qu'effectivement des promesses et déclarations d'intentions se concrétisent pour le développement de notre chère patrie, l'or de l'humanité ■

Apollinaire MEWENEMESSE

Source : MEWENEMESSER Apollinaire, « Journée économique du Togo en France », *La croisière des opérateurs économiques, bulletin d'informations économiques de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo*, Novembre 2009, Numéro 20, pages 12 à 18.

Annexe 20) Les envois de fonds de la diaspora togolaise :

Classement selon l'IDH	Envois de fonds			Taille relative des entrées d'envois de fonds					Entrées d'envois de fonds par continent d'origine					
	Total des entrées (en millions d'USD)	Total des sorties (en millions d'USD)	Sorties par migrant (en USD)	APD reçue (décaissements nets) par habitant (en USD)	en % de l'APD nette reçue	en % du PIB	Rapport entre les envois de fonds et les IDE	Afrique	Asie	Europe	Amérique latine et Caraïbes	Amérique du Nord	Océanie	
	2007							(en % du total des entrées d'envois de fonds)						
159 Togo	229	35	193	18	35	189,4	8,4	3,3	38,1	0,0	54,8	0,0	7,0	0,0
178 Mali	212	57	1 234	82	17	20,8	3,3	0,6	74,1	0,0	23,8	0,0	2,0	0,0

KLUGMAN Jeni, « Lever les barrières : mobilité et développement humains », PNUD, Rapport mondial sur le développement humain, 2009, pages 179-180.

Annexe 21) 2005-2010 : la présidence de Faure Gnassingbé, une période favorable aux retours ?

« Là je reconnais que de plus en plus les gens rentrent et sont portés sur le retour [...] et puis l'Europe c'est pas comme y'a 20 ans, le coût de la vie augmente, les offres d'emploi sont en baisse, y'a le chômage. »

Extrait de l'entretien avec Elom F.

« La grande réussite du fils, c'est d'avoir réussi à donner le change ou d'avoir jeté de la poudre aux yeux... mais foncièrement, rien n'a changé. Avec les bons conseils d'Obasanjo et de Chirac, on lui bâtit une légitimité, mais les mêmes hommes sont en place. »

Extrait de l'entretien téléphonique avec Isidore T.

« On peut dire que le contexte s'y prête, on sent un certain frémissement. »

Extrait de l'entretien avec Maxence A.

« La diaspora togolaise, récemment on en parle plus, avant on ne savait pas ça... »

Extrait de l'entretien avec Kossi Amlalo Azankpo.

« Il a de très bonnes idées pour faire avancer le pays [...] dans ces récents voyages, il a rencontré la diaspora ce qui ne se faisait pas avec son père, non c'est un homme d'ouverture [...] il fait des efforts au plan politique pour abaisser les tensions [...] y'a ce pont maintenant qui est ouvert à cause de cet apaisement politique [...] Le vrai déclic ce serait si les choses se passent bien dans ces élections... il faut que la situation soit normalisée ».

Extraits de l'entretien avec le journaliste Guy Mario Abalo.

« [Et tu vois des retours ?] Oui mais au Togo c'est encore au stade des balbutiements, mais au Sénégal c'est à flots continus, ils le font ».

Extrait de l'entretien avec Christophe D.

« C'est cette génération qui est aux affaires et qui a tous les postes [...] on a les mêmes formations, les mêmes cursus, ça crée un climat favorable. »

Extraits de l'entretien avec Marc A.

« Maintenant, depuis 2005, les choses ont tendance à changer, je ne peux pas l'affirmer à 100% mais j'ai ouïe dire qu'autour du président même y'a des gens de la diaspora [...] d'autres qu'on ne voit pas mais des amis qui sont venus rejoindre l'équipe actuelle [...] le régime est plus ouvert pour discuter. »

Extraits de l'entretien avec le journaliste John Zodzi.

« Les gens commencent à rentrer, de plus en plus. »

Extrait de l'entretien avec Lucien D.

« C'est maintenant que les gens commencent à revenir. »

Extrait de l'entretien avec Sophie A.

« Maintenant on dirait qu'il y a une belle perspective ». »

Extrait de l'entretien avec Komi Z.

« Ca a été dur... attention, j'aime l'Afrique, la liberté qu'on a, surtout les potentialités qu'on a... voilà ce qu'on peut faire, et pas juste dire putain, y'a pas de route ». »

Extrait de l'entretien avec Gérard C.

« [Et vous avez de l'espoir que ça change bientôt ?] Rapidement ? Je ne me leurre pas... mais ça peut pas être pire, ça ne peut que s'améliorer, peut-être pas au soir des élections ou au lendemain mais ça viendra [...] y'a trop de misère, faut que ça change, faut qu'on rassure la diaspora [...] la diaspora a encore la chance de savoir que derrière elle y'a un pays où elle peut rentrer ». »

Extrait de l'entretien avec Sylvia E.

Annexe 22) La réinsertion familiale des deux expulsés interrogés :

Komi Z. et Victor G. ont tous les deux été expulsés. Mais leur expérience ne correspond en rien aux tableaux très sombres habituellement décrits lors de la réinsertion qui succède l'expulsion. Tous les deux n'étaient pas deux « aventuriers »⁴¹ venus tenter l'expérience de la migration économique sans avoir de papiers. Dans les deux cas, il s'agissait de jeunes étudiants venus compléter leur formation en France, l'un dans le domaine du commerce international et l'autre en Administration Économique et Sociale.

Un jour, Komi Z. a reçu une lettre recommandée lui stipulant qu'il était devenu « indésirable » en France. D'abord très étonné, il a appelé un ami qui lui a conseillé de prévenir un avocat. Ce dernier l'a rassuré en lui disant que ce n'était « rien du tout ça ». D'après Komi, l'avocat, spécialisé dans l'immobilier, n'a pas fait tout ce qu'il fallait pour défendre le dossier mais continuait de le rassurer. Komi ne s'inquiétait donc pas et continuait à sortir en voiture, comme avant. Jusqu'au jour où il a été interpellé. Komi montre son permis togolais, sa carte d'étudiant valide, les pièces du véhicule en règle

⁴¹. BREDELOUP Sylvie, « L'aventurier, une figure de la migration africaine », *Cahiers internationaux de sociologie*, Volume 2, Numéro 125, 2008, pages 281 à 306.

et précise que la carte de séjour qu'on lui demande est en cours de renouvellement à la préfecture. « Ils avaient un peu de mal à m'arrêter, ils étaient un peu zélés... il fallait une infraction », précise-t-il. Puis, il se fait menotter, pousser dans la voiture et emmener pour 24 heures de garde à vue. D'après la police, Komi n'a déposé aucun recours à la préfecture et ils doivent donc faire appliquer la loi. Le jeudi midi, on annonce à Komi qu'il pourra voir un juge le samedi. Mais finalement, « au lieu de prendre la route de la justice, on a pris la route de Charles de Gaulle ». C'est d'abord la surprise qui domine chez Komi. « Au début, je n'en revenais pas, souvent on entend ça à la télé mais là, ah bon, c'est comme ça ! [...] Tu te dis jamais ça va m'arriver mais toi aussi tu n'es pas épargné [...] Voilà, je veux bien rentrer mais pas comme ça ». Et ensuite, la colère de faire partie des expulsés : « y'en a tellement moins [des Togolais expulsés] [...] la famille n'en revenait pas... pourquoi moi ? ». Et puis finalement, Komi raconte que ce retour forcé, c'est principalement lui qui l'a vécu comme un échec car, même s'il était « pressé de rentrer » parce qu'il se sentait trop âgé pour faire des études et qu'il venait d'avoir un enfant avant son départ, il voulait à tout prix obtenir son diplôme. « C'est comme si j'étais en mission et que j'avais échoué ». Son père lui avait pourtant dit, alors qu'il partait voir ses deux autres fils aux États-Unis et qu'il avait fait escale en France, de rentrer plutôt que de perdre du temps en France. Et Komi ajoute : « ma famille m'attendait, était là pour me soutenir [...] on m'a laissé une semaine et on m'a dit voilà y'a du travail qui t'attendait ». C'est ce qui l'a finalement aidé à dédramatiser cette expérience qu'il regarde aujourd'hui avec plus de recul : « ça n'a pas été très agréable, mais bon, c'est la vie ! [...] Faut prendre ça du bon côté. »

Pour Victor G., le retour a d'abord été plus dur. « Mon papa il a dit quand tu rentres, ne viens pas chez moi... parce qu'il était dégoûté... je n'ai pas pris soin du document... [...] il m'a dit il va m'envoyer une balle dans la tête... ma maman elle a dit rentre, l'irréparable est un peu fait, on va gérer [...] maintenant ça se passe bien ». Et effectivement, au-delà du choc des premiers temps, Victor a désormais de bonnes relations avec ses deux parents qui l'ont même aidé à payer les 15 000 FCFA des droits d'entrée et les 65 000 FCFA du contrat d'apprentissage de sa formation en électricité.

Annexe 23) Les changements culturels perçus par les migrants après leur passage en Europe :

« Ca m'a changé, quand même c'est un apport [...] le fait d'avoir fait, ça ouvre les yeux sur certaines choses, y'a des choses que je vois plus vite, quand ils sont en train de dormir moi je travaille déjà ».

Extraits de l'entretien avec Olivier A.

« Disons qu'on est plus professionnels. »

Extrait de l'entretien avec Tété B.

« Y'a un certain rapport à la rigueur et à l'organisation qu'on a acquis là-bas. »

Extrait de l'entretien avec Gary T.

« On va en Europe pour avoir le cerveau un peu plus large ».

Extrait de l'entretien avec Antoine A.

« J'ai appris la rigueur [...] On est plus rapides à réfléchir, moi c'est tout de suite ou rien [...] au début les gens ne pouvaient pas me suivre ».

Extrait de l'entretien avec Blaise L.

« Rien n'est perdu, y'a une façon de travailler qu'on retrouve pas ici [...] on détonne parfois ».

Extrait de l'entretien avec Carole A.

« Je n'affirme pas que celui qui a étudié en Europe est meilleur, mais s'il travaille bien, il a toutes les chances d'être bon [...] c'est une condition nécessaire mais pas suffisante. »

Extrait de l'entretien avec Isaac N.

« L'Europe donne la rigueur... quand l'installation est faite par des gens qui sont venus de là-bas, c'est bien [...] j'ai vu comment ils managent leurs projets dans des ateliers à Liège, c'est très rigoureux... c'est ça qui nous manque ici. [...] y'a encore plein de choses à innover, faire un chantier propre, ça se passe vite, le maître d'ouvrage contrôle bien, voilà c'est ce genre de choses qu'il faut imposer... c'est ça l'Afrique, on reste dans notre petit coin, on falsifie, on contrôle pas... il faut les encourager de venir, en plus c'est ici qu'il y a des sous [...] y'a un besoin du travail bien fait... »

Extraits de l'entretien avec Fernand K. qui travaille notamment dans le domaine de la domotique avec des émigrés de retour plutôt qu'avec des « Togolais d'ici ».

« Je n'aime pas vraiment ce phénomène là mais malheureusement c'est vrai [...] tu as une longueur d'avance sur l'autre [...] c'est peut être justifié, tu es enrichi d'autres cultures. »

Extrait de l'entretien avec Redouane M.

« A Lomé j'étais pas un très très bon élève... le changement m'a fait découvrir quelqu'un d'autre, la France m'a changé en fait... je suis plus calme, plus posé, j'ai commencé à bosser, je me suis bien adapté. »

Extrait de l'entretien avec Lucien D.

« Oui, comme un Européen qui vient en Afrique, on en ressort transformé, mais quand je rentre au Togo, ça me recadre, j'y vais pour ça, pour retrouver des repères, j'ai besoin de m'imprégner au Togo [...] évidemment le regard sur vous change, vous êtes le Togolais de France [...] En venant ici, quelque part on vend son âme au diable, alors je pense qu'il faut faire quelque chose pour son pays. »

Extraits de l'entretien avec Lorenzo H.

« On est plus rigoureux [...] on met du sérieux dans ce qu'on fait [...] ils me voient un peu exigeant [...] l'assiduité des gens, l'organisation sociale, la bureaucratie, ici y'a pas cette rigueur, y'a du laisser-aller [...] mon dossier de candidature à l'université, tu trouves ça un peu par terre, on perd deux heures de temps pour trouver mon dossier [...] ici il faut rééduquer les gens, c'est là le développement va commencer [...] on a une certaine manière de voir les choses autrement [...] on sait comment concevoir l'autre. »

Extrait de l'entretien avec Hugues S.

« Je ne peux pas dire que culturellement la France a changé mes habitudes [...] peut-être ma relation au temps, ça il faut avouer, je crois que c'est l'une des influences les plus fortes de la culture là-bas sur les gens qui y sont passés ».

Extrait de l'entretien avec Maxence A.

« [Est-ce que tu penses que les Togolais changent de comportement à partir du moment où ils viennent en France ?] J'ai souvent entendu ce mot là, on change de comportement. Mais on change pas de comportement, on s'adapte à une vie. C'est une adaptation qui n'est pas conforme à la vie du Togo. Donc du coup eux ils disent, au Togo on dit, ah, il a changé de comportement depuis qu'il est en France. On n'a pas changé de comportement. On s'est adaptés. Quand on porte une autre culture et bah on regarde plus les choses de la même manière parce que sinon il est où le bénéfice de l'échange ? T'as raison on va nous dire, ah oui on est devenus plus individualistes. Non on n'est pas devenus plus individualistes, on est devenus plus judicieux plutôt. Parce que moi je vais partir du Togo on va me dire tu sais, il y a la sœur de l'oncle de ta grand-mère qui est malade, il faut lui

donner des sous. Bah où est-ce que je les ai moi ces sous ? Je les ai pas moi. J'ai programmé ma vie moi, pour ma mère, pour mon père, pour ma famille et tout ça.... je peux pas faire en dehors. Et les gens ils vont pas comprendre. Comme si nous tous si on était au Togo, y'aurait quelqu'un qui puisse débloquent cette situation. Y'aurait personne, parce qu'on a pas les moyens. Et justement quand tu as envie de donner un peu, tu donnes la poignée, on t'en demande le bras. Et quand tu dis non je peux pas, on dit que tu as changé de comportement. Moi je dis non, on a pas changé de comportement, puisqu'on mange toujours la koumé, puisqu'on boit toujours le sodabi, puisqu'on parle toujours l'éwé, puisqu'on a gardé les rites traditionnels, puisqu'on a gardé nos valeurs. Si on les a pas perdu ceux là, et bien ça veut dire qu'on n'a pas encore changé de comportement. On s'est juste adaptés à la vie que nous menons, à l'environnement où nous vivons. Sinon je ne sais pas comment les animaux font pour survivre quand ils sont changés d'un environnement à l'autre ».

Extrait de l'entretien réalisé en 2008 avec Batoulim Sebabe.

C'est Isaac N. et Xavier A. qui ont le plus insisté sur l'ensemble de ces changements. Isaac a passé près de six ans à Kiev, pour ses études de droit et de relations internationales. Lui qui se définit comme un économiste, formé grâce aux livres achetés lors de ses quelques passages en France grâce aux compléments de sa bourse qui lui étaient versés au Togo et en francs français, expliquait que la plupart des changements résidaient dans la façon de penser la vie courante : « mon mode de vie aujourd'hui est beaucoup plus lié à mon séjour en Europe ». Il faisait ainsi la liste des choses qui, dans le désordre, avaient changé : l'importance désormais donnée aux dates d'anniversaires, l'aisance acquise face aux parents, les plus grandes facilités de communication avec les autres, l'envie de se poser des questions sur le passé de son père, le fait de ne pas tendre la main tout de suite à une femme, le fait d'être moins complexé devant un Blanc, la nécessité de limiter les naissances, etc. Sur ce dernier sujet il racontait notamment une discussion avec sa tante. Lorsqu'il s'étonnait devant elle qu'elle ait encore des enfants, celle-ci lui répondit : « ce n'est pas fini dans mon ventre ». En racontant l'histoire, Isaac leva les yeux, sourit et expliqua qu'il lui avait répondu, en se moquant de son ignorance des méthodes de contraception : « oh, tu crois que c'est des parachutistes ? ». Enfin, c'est dans le domaine économique que les changements sont les plus flagrants d'après lui. Considérant par exemple que les revenus du couple devaient servir à la consommation du ménage mais aussi à l'épargne, il expliquait qu'il n'attendait donc plus d'aide de personne mais qu'il devait se débrouiller pour mettre de l'argent de côté par lui-même. Et il ajoutait, « ici, on expose son frigo pour montrer qu'on en a un, moi je le remplis. »

Xavier a quant à lui senti « beaucoup, beaucoup, beaucoup » de changements dans ses attitudes depuis les quatre années qu'il a passé à Bordeaux avec sa « copine française » et à travers l'Europe au cours d'un long projet musical financé par l'Union Européenne. Par exemple, en France si un paquet de cigarettes est posé sur une table, il faut demander avant de s'en servir « alors qu'ici on demande pas, ça c'est la communauté africaine ». Il ajoutait « en Europe je peux dire que j'ai appris le respect », à demander, à ne pas faire de bruit dans le métro, à dire « pardon et merci » selon l'adage qui veut qu'on « ne donne pas à manger à quelqu'un pour avoir le merci, on le fait de cœur », à corriger et à appliquer ces choses apprises à l'école mais qu'on ne « pratique pas au Togo ». D'après lui, une fois qu'un Togolais est passé par l'Europe, il respecte beaucoup plus les femmes, refuse la polygamie, ne frappe plus son épouse, accorde une plus grande place à l'enfant et ne croient plus à certaines choses, même si certaines croyances restent ancrées : « y'a des conneries ici, on va te dire que... c'est des choses spirituelles, du vaudou, du grigri [...] y'a des choses qu'il ne voit plus [celui qui est revenu]... y'a des explications scientifiques [...] depuis l'enfance tu as été soumis à cette croyance là, c'est resté, depuis des années c'est marqué, y'a une partie de toi qui reste collée à la chose c'est comme une truc inné ». Dès lors, « les gens qui ont fait l'Europe ils comprennent les deux cultures » mais doivent faire attention à choisir les comportements adaptés dans la bonne situation. Par exemple, il ne faut pas oublier qu'au Togo un couple ne s'embrasse pas devant la famille auquel cas « ta réputation ne sera pas bonne devant ces personnes là ».

Annexe 24) Une position d'extériorité vis-à-vis du Togo :

« Il faut respecter les mentalités africaines [...] effectivement j'avais des problèmes avec cette nouvelle culture, avec ce nouveau monde... même si cette culture ne me convient pas, il faut que je les accepte ».

Extraits de l'entretien avec Marius G. à propos de son retour à Hangoumé.

« L'attente de la population rurale est important [...] les élites formées à l'école occidentale parlent de ces gens là mais ne reflètent pas la réalité socioculturelle de ces gens là, c'est pour ça que je dis que c'est des sans-voix [...] ces élites là jouent l'arrogance, c'est le modèle occidental qu'il faut imposer, si vous faites ça vous ne pouvez pas gagner la confiance des gens, il faut pas imposer une vision, une idéologie, tôt ou tard il y aura un conflit [...] cette erreur là y'a la diaspora qui le fait ici. »

Extraits de l'entretien avec Marius G. à propos de son action à Hangoumé.

« Il fallait que je connaisse chez moi, que je vois les villages sans électricité [...] c'était comme un voyage initiatique. »

Extraits de l'entretien avec Wilfried Q. à propos d'un voyage effectué jusqu'au Nord du Togo.

« Le temps de profiter quand même de notre pays qu'on ne connaît pas... »

Extrait de l'entretien avec Albert J.

« Ils arrivent pas à s'intégrer facilement... les gens qui attendent sous le soleil pour des kits, c'est incompréhensible. »

Extrait de l'entretien avec Robert B.

« J'ai discuté avec la plupart là-bas [des émigrés togolais aux Etats-Unis], ils sont tellement intégrés que ça serait difficile de se réintégrer ici... ils se retrouvent comme un étranger dans son propre pays. [...] les enfants nés en Europe ne peuvent pas résister ici, avec les moustiques et tout [...] les enfants de mon frère ont pas fait deux semaines. »

Extrait de l'entretien avec le journaliste Abass Dermame.

« Si tu quittes ici, tu ne connais pas le pays, tu vas jamais revenir au Togo rester, l'éducation que tu as reçue c'est l'Occident, c'est mieux, tu es plus français que les Français. [...] une togolaise, avec le choc culturel, elle est perdue, ça devient un monstre. »

Extrait d'un entretien avec Kwassi P.

« Je suis parti en France à douze ans avec mes quatre frères et sœurs [...] s'ils avaient pas été là, je serais déjà plus togolais. »

Extraits de l'entretien avec Jean A.

« Il faut dire aussi que mon père ne voulait pas que l'on revienne, pour lui qu'est-ce qu'on viendrait faire ici, y'a rien [...] Il avait peur et du coup nous aussi puisqu'on ne connaissait plus. »

Extraits de l'entretien avec Jean A.

Annexe 25) Gérer une double identité :

« Je sais pas comment dire mais cette "bidentité", c'est compliqué ! ».

Extrait d'un entretien avec Kanyi B.

« L'Occident nous a changé, on pense français maintenant (rires). »

Extrait de l'entretien avec Rafik A.

« Avec les *zems* j'évite de parler trop... sinon je me fais arnaquer [...] on se moquait de moi [...] avant j'aimais pas détonner [...] aujourd'hui, ils se trompent, ou du moins ils se demandent [...] être confondue avec une Togolaise d'ici, ça fait plaisir [...] la France, c'est mon pays ! [...] [*Et tu te sens chez toi ici, puisque tu es née à Bordeaux ?*] C'est une question délicate (rires) [...] On peut pas dire que je suis pas chez moi à Lomé [...] chez moi c'est le Togo mais où ? ».

Extraits de l'entretien avec Christine M.

« Pour moi la France et le Togo c'est mes deux pays, mais je suis foncièrement togolais, l'autre ça vous facilite la vie quoi. »

Extrait de l'entretien avec Komla T.

« [*Et toi, tu te sens chez toi ici ?*] Justement c'est ça la question, tu es imprégné d'une certaine culture pendant vingt cinq ans [...] cela ne m'a pas transformé fondamentalement dans mon essence, dans ce que je suis [...] Je cherche à me repositionner, à refaire mes racines [...] c'est comme l'arbre déraciné qu'on replante ailleurs, il a pas d'engrais, il a besoin de plus de soleil... il faut revenir [...] je me vois un peu citoyen du monde tu vois. »

Extrait de l'entretien avec Hugues S.

« [*Ça ne vous a pas pesé (l'abandon, en Allemagne, de la nationalité togolaise) ?*] Non ça me pèse pas, je prends ça comment dire... je pense que c'est un peu inintelligent de la part des gens de décider ça, parce que tu peux pas enlever d'un être humain sa culture tu vois. Moi j'ai en moi la culture française, j'ai la culture togolaise, j'ai la culture germanique, ça je le revendique. J'ai acquis des bonnes choses de la culture allemande, des bonnes choses de la culture française, des bonnes choses de la culture togolaise. Maintenant dis moi, enlève ça, ça et prends ça. C'est pas intelligent. Mais comme c'est le système, il faut rejeter, je rejette. C'est comme si on me demandait... tu rejettes un document... c'est la procédure. [*Donc finalement, en Allemagne et en France, vous vous sentiez bien intégré ?*] Là, je me sens intégré. J'ai mes problèmes comme tout le monde, comme tout étranger. Même quand je suis chez moi, je suis étranger. Enfin chez moi, c'est où finalement ? Moi je sais pas (rires.) [*C'est où finalement ? (rires)*] C'est quelque part entre les trois, quelque part entre l'Afrique, l'Europe, le monde francophone, le monde togolais... [*Si je vous demande, vous vous sentez quoi, Africain, Européen, Français, Togolais...*] Je me sens un être humain. C'est tout. Franchement ouais. En fait, ce qui est clair, d'abord, je peux pas le nier, je me sens français mais en même temps français ne signifie pas non africain, parce qu'on sait que la culture française ce n'est plus la culture pure pure pure pure blanche, c'est la France de toutes les couleurs. Donc j'appartiens à cette France là. Je me sens français et je me sens aussi germanique. J'ai acquis chez les Allemands une certaine mentalité, une certaine rigueur, une certaine façon d'appréhender les choses de la vie tu vois. Je peux pas nier cette partie là aussi. Et enfin, je me sens au dessus de tout ça un être humain. Je vois un être humain tomber dans la rue, je vais pas lui demander, avant de lui apporter mon aide, est ce que tu es Français ou tu es Allemand ou Espagnol ? Je vois un

être humain tomber, je lui apporte mon aide, qu'il soit noir, vert ou violet quoi. C'est un peu ça. »

Extrait de l'entretien réalisé en 2008 avec Joël Viana.

« Comme dirait mon père, j'assume mon acculturation, mais je me sens togolaise [...] Je pensais pas au départ que ça t'intéresserait de faire un entretien avec moi... tu allais te dire encore une blanche à la peau noire au Togo... [...] J'essaye de retrouver mes couleurs locales [...] Je suis plus la même [...] je suis un mélange de cultures... je l'étais déjà avant [...] J'ai accepté que j'étais pas très locale [...] Je suis de partout et de nulle part [...] Je suis une grande défenseur de la francophonie... tu auras remarqué que c'est la seule langue que je parle parfaitement [...] C'est très bien de vivre chez soi mais on est plus africain quand on est en France. »

Extraits de l'entretien avec Carole A.

« Dans cet ordre d'idées, se pose la question à l'Africain titulaire d'une double nationalité de toujours pouvoir choisir, en cas de conflit de ses deux citoyennetés, son camp sans trahir l'autre ou sans éveiller des suspicions. Pour le Togo, je continuerai à fustiger sans état d'âme les crimes de certains Français contre l'Afrique sans cesser d'aimer la France. Comment ne pas l'aimer ? Je n'ai pas vu le jour sur sa terre, mais j'y ai accompli l'essentiel de mon cycle d'homme : grandir, transmettre la vie, veiller à son épanouissement ; ce sont là des faits qui attachent. L'amour d'un pays, ou de tout autre objet, plus qu'une affaire de diktat ou de volonté, est une question de sentiment. »

AMEGAN Kodjo Léon, De l'Afrique à l'Hexagone, les espérances d'une enfance, les désillusions d'une génération, op. cit, page 217.

Annexe 26) L'émigré qui développe son pays, une idée populaire :

« Another night spent up not sleeping thinking about how I can help my country soon to be 50 years old. Lord what can an expert do for his nation while he resides across the globe... lead me ».

Mots écrits sur Facebook par un Togolais résidant aux Etats-Unis.

« La France c'est un Etat très bien, qui a aidé beaucoup l'Afrique, donc si tous les Africains qui vivent en France, que la France a formé, reviennent en Afrique mettre leur cogito pour les besoins de l'Afrique je me dis que l'Afrique n'aura pas cette situation qu'elle a aujourd'hui. »

Extrait de l'entretien avec Victor G.

« Si tout le monde part, le Togo passe de pays en voie de développement à pays sous-développé. »

Extrait de l'entretien avec Kwassi P.

« Si tout le monde doit rester en Europe, qui va bâtir notre pays ? [...] les émigrés ont acquis quelque chose qu'ils veulent donner. [...] Pour moi ça serait un gaspillage total si je reste en Europe, il faut que je vienne le transmettre. »

Extrait de l'entretien avec Sidonie B.

« Y'a beaucoup à développer, qui va le faire si c'est pas nous ? Nous, les jeunes de la diaspora... »

Extrait de l'entretien avec Christine M.

« Les gens on leur dit il faudrait que vous vous impliquiez, car c'est quand même votre pays, là on touche à une corde sensible, les gens ils sentent cette responsabilité là, ils se disent c'est pas possible que le pays se dégrade comme ça il faut faire quelque chose. »

Extrait d'un entretien avec Kanyi B.

« Il y a peu de Togolais qui n'ont pas conscience de leur identité et d'apporter une petite contribution. »

Extrait de l'entretien téléphonique avec Isidore T.

« Si tous les Africains sont partis en Europe, qui va développer ici ? »

Extrait de l'entretien avec Xavier A.

« Et nos ingénieurs, et ceux qui ont travaillé là-bas, ils font quoi ? »

Extrait de l'entretien avec Fernand K.

« On doit être fier de sa nation, mais fier de quoi, tu as réalisé quoi pour ce pays ? »

Extrait de l'entretien avec Hugues S.

« Que la diaspora revienne c'est normal, qu'on sente leur présence ici, au moins leurs investissements s'ils reviennent pas [...] on sent pas leur poids, c'est seulement leur famille qui profite mais les autres... servir son pays, créer une entreprise et embaucher, ça fait un bien à l'humanité ça. [...] Il faut qu'ils aident à financer des projets dont on va bénéficier jusqu'à la fin de notre vie et nos enfants ici. »

Extraits de l'entretien avec Marcel N.

« Je n'apprécie pas trop ceux qui restent [...] je suis vraiment contre le fait de rester à l'extérieur [...] il faut qu'ils rentrent pour bosser ici, c'est pas quelqu'un qui va venir de l'extérieur développer l'Afrique. »

Extraits de l'entretien avec Elom F.

« On est obligés de rentrer pour qu'on construise chez nous, vous avez l'expérience [...] Il faut que je rentre parce que c'est le Togo qui a besoin de main d'œuvre ».

Extrait de l'entretien avec Blaise L.

« On est obligés de rentrer pour qu'on construise chez nous, vous avez l'expérience. »

Extrait de l'entretien avec Blaise L.

« Avant de commencer je vais vous raconter une petite histoire qui a cours dans les petits cercles bien pensants où on explique que la mondialisation fait de la planète aujourd'hui un petit village, qu'on a appelé le village planétaire. Et ce village a tout les attributs d'un village moderne. Il a un centre de recherches qui est l'Inde. Il a un atelier de fabrication qui est la Chine. Il a une caserne de gendarmerie et de pompiers qui est l'Amérique. Il a un centre social qui est l'Europe. Et l'Afrique est son cimetière. (silence puis applaudissements) Voilà. Ça nous donne, nous, notre responsabilité d'Africains. Est-ce que nous voulons vraiment que le continent africain soit le cimetière du village planétaire ? La question elle est là. Et si la réponse est non, comme il se doit, et sachant l'état où se trouve notre continent aujourd'hui, connaissant les capacités que nous avons les uns et les autres, et bien nous avons notre part à prendre, et notre responsabilité à reconnaître. C'est quoi une diaspora dans les termes connus ? C'est un regroupement de personnes ayant la même origine, donc communauté d'origine dispersée dans le monde,

mais communauté d'objectifs... ça veut dire que pour avoir une communauté d'objectifs, il faut être organisé. Qu'est ce que nous autres Africains avons comme organisation ? Qu'est ce que nous avons comme organisation, je pose la question. Moi je connais la réponse, vous aussi d'ailleurs. Y'a des chiffres qui ne trompent pas. Les Africains qui sont à l'extérieur de l'Afrique, les noirs Africains rapportent entre 40 et 70 milliards de dollars par an au continent africain. Où va cet argent ? Est-ce qu'on n'aurait pas pu imaginer qu'une organisation logique pour que les 40 à 70 milliards soient investis dans le développement de l'Afrique ? Au lieu de quoi, nous distribuons via Western Union et autres je sais pas quoi... qui prélèvent en plus au passage beaucoup d'argent. Et on regarde nos pays continuer à se mourir là, comme ça. La diaspora africaine est plus puissante que la diaspora juive, c'est moi qui vous le dit. Regardez ce que eux ils font. Regardez ce qu'ils font. Et nous dans tout ça, qu'est ce que nous faisons ? Nous nous contentons de faire des discours parce que nous parlons bien, parce que nous sommes ça. Et puis voilà. Ca s'arrête là. Vous me connaissez, ceux qui me connaissent savent que j'ai pas l'habitude de mâcher mes mots. Je n'ai jamais la langue de bois, ni en politique, ni en économie, ni nulle part. Dans mon métier d'ingénieur, non plus. Quand je trouve qu'un pont n'est pas bien fait je dis qu'il n'est pas bien fait. Voilà, c'est comme ça. Donc je suis pas venu ici pour vous frotter la peau dans le sens du poil, je suis venu pour vous à vos responsabilités, à nos responsabilités, à tous... [...] Voilà ce que je suis venu aussi vous dire. J'en appelle tout simplement à nos responsabilités, à notre honneur d'Africain quand je dis ça. Alors, juste d'un mot pour revenir à cette nécessité d'unité que nous devons créer entre Africains de dehors, pour les Africains qui sont restés à l'intérieur. J'ai tenté, à plusieurs reprises, d'appeler l'attention des Africains sur des choses très pratiques... pourquoi ne pas créer, nous, une banque mutuelle, verser... les 40 milliards, les 70 milliards dedans et décider, nous, de ce que nous voulons faire sur ce continent, de faire ceci ou de faire cela, pourquoi pas ce grand barrage sur le Congo pour distribuer l'énergie électrique en masse à l'Afrique noire ? Lorsque vous survolez la nuit les continents, regardez bien (rires). Regardez bien. Tous les continents sont éclairés, y'a qu'une zone d'ombre, c'est l'Afrique (de la salle « c'est le noir ». Rires). C'est le noir ! Mais nous pouvons continuer à verser nos petits sous comme ça à nos familles, au total 40 à 70 milliards de dollars, ça ne changera rien. Ce que nous faisons c'est maintenir les dictateurs au pouvoir, parce qu'en nourrissant nos frères et nos sœurs, et nos mères et nos pères, nous les empêchons de prendre conscience qu'ils vont mal... (de la salle « ils se savent hein »). Ils le savent oui, mais qu'est ce qu'ils font ? Qu'est ce qu'ils font ? (de la salle « ils descendent dans la rue... »)... ils attendent qu'on envoie l'argent à la fin du mois et ils vivent avec ça. (de la salle « ils descendent dans la rue pour le dire »...) ... ouais, ils se battent, je les ai vu moi se battre, j'ai vu se battre les gens moi, j'ai vu. (de la salle « ils se battent pour leur pain quotidien, dignement, avec courage, tous les Africains »...)... j'ai vu. J'ai vu, j'ai vu. J'y suis mon ami. J'y suis en Afrique, je suis revenu pour deux semaines. J'y suis en Afrique. Voilà, en tout cas, c'est un vrai débat. Continuons-nous à donner cet argent par famille, par famille pour survivre, c'est un débat. J'ai connu ce débat, même sous la FEANF on a parlé de ça. J'ai connu, j'ai entendu parler de ça, j'étais jeune à l'époque mais... Ou bien décidons-nous de construire quelque chose de fort pour l'Afrique et développer notre pays, c'est-à-dire faire comme fait la diaspora juive. Tout le sujet il est là... j'en ai terminé, les débats peuvent s'ouvrir. »

Extraits de la retranscription de l'intervention de Kofi Yamgnane, candidat à l'élection présidentielle togolaise, lors de la conférence du 7 novembre 2009 intitulée : « Crises en Afrique : que peut faire la diaspora ? »

Annexe 27) La critique de l'inaction des émigrés :

[Tu prépares ton retour activement alors ?]

« Oui, c'est ce que font tous les diasporés... je sais pas comment on les appelle, les diasporiens, parce qu'ils rentrent, ils s'agitent et ils font rien ! »

Extrait d'un entretien avec Kanyi B.

« Si on analyse bien, c'est mieux d'aller chez sa femme [blanche]... est-ce que ça veut dire que les plants que tu as ici ne poussent plus ? [...] certains ont bien bourré la poche... je vais garder ça pour manger, pour faire plaisir à mon corps [...] ils viennent parfois faire le plaisir, sans rien faire pour le Togo [...] nous on veut que tout le monde revienne, même après des années, mettre une graine dans la terre. »

Extrait de l'entretien avec Kwassi P.

« Généralement, ils reviennent pas développer leur pays, c'est pour exploiter [...] les gens ils viennent, ils repartent tout de suite. Ceux qui restent c'est pour faire de la thune, acheter, revendre, c'est pas comme si on crée des écoles ou des hôpitaux pour éduquer les gens. »

Extrait de l'entretien avec Bernard K.

« Y'en a qui reviennent, qui foutent en l'air leur vie, ils sont là à faire la vie, à rien installer, à rien investir et ils arrivent pas à repartir... faut être très créatif aussi [...] on voudrait que tout le monde revienne, qu'ils soient conscients de la vie qu'ils peuvent apporter, un plus pour apaiser les souffrances de leurs frères... ils reviennent juste faire la vie, se balader, donner 5 000-10 000 francs... mieux vaut m'embaucher pour m'aider toute la vie... surtout les jeunes pour dire qu'ils ont de l'argent alors que sincèrement ils galèrent là-bas, c'est de la futilité [...] un gars revenu à Kpalimé m'a invité en boîte, c'est pas ça... on s'est investi dans une association, on recevait pas d'argent, on s'est endettés, vous ne bougez pas le petit doigt là-bas pour qu'on s'en sorte, on veut bouger mais la diaspora ne fait rien [...] il faut revenir pour créer des choses avec nous, c'est nos aînés, on a besoin d'eux, c'est normal [...] la diaspora doit nous donner des opportunités. »

Extrait de l'entretien avec Marcel N.

Annexe 28) Le mythe de la richesse :

« Il faut expliquer que c'est pas parce que je viens d'Europe que j'ai de la thune. »

Extrait de l'entretien téléphonique avec Kékéli T.

« Quand vous revenez d'Europe, c'est que vous avez beaucoup d'argent. »

Extrait de l'entretien avec le journaliste Abass Dermame.

« Arrivés en Europe ils deviennent comme Crésus [...] c'est difficile à certaines personnes de comprendre qu'en Europe ce n'est pas ça. [...] A chaque coût, ils regardent vers toi. »

Extraits de l'entretien de Didier D.

« Ils pensent qu'on est plein aux as... quelque part ils ont raison. »

Extrait de l'entretien avec Albert J.

« Les gens pensent qu'on avait du pognon [...] déjà aujourd'hui vous êtes rentrés dans cette maison, ils disent voilà vous avez du pognon, mais ce n'est pas ça, les billets de banque ne sont pas des feuilles d'arbre. »

Extrait de l'entretien avec Kossi Amlalo Azankpo.

« Beaucoup de gens s'imaginent qu'on cueille un peu les choses comme une pomme sur un arbre en Europe. »

Extrait de l'entretien avec Lonlongo T.

« Quand tu as quelqu'un à l'extérieur [dans ta famille], pour les autres ils sont bien assis. [...] Ils sont à l'aise là-bas, ils sont à l'aise, ils ont une belle vie là-bas, sans penser qu'ils galèrent, ils ont le luxe qu'ils veulent. »

Extrait de l'entretien avec Marcel N.

« Parce qu'ils sont pas allés, certains pensent que là-bas on peut subvenir à nos besoins, c'est des illusions... on est au Togo ici, il faut se débrouiller et pas attendre parce que là-bas on ramasse l'argent au bord de la route [...] la richesse doit venir de quelque part, d'ailleurs, de parents nantis, etc. [...] tu vois des jeunes filles togolaises qui vont dans des cybers chercher des gens, tu en vois [...] mais c'est une illusion liée au manque d'éducation à l'ignorance et puis à l'avidité aussi, des uns et des autres. »

Extraits de l'entretien avec Fernand K.

« Oui. Ça s'est bien passé, les gens sont heureux de te revoir, bon y'a aussi des attentes parce que les gens se disent... certains se disent si t'es en Europe, t'as tout ce qu'il faut, t'as des sous, t'as ça. En même temps y'en a d'autres qui attendent rien, qui attendent juste de te voir en vie, en bonne santé et que tu viennes les visiter. »

Extrait de l'entretien réalisé en 2008 avec Joël Viana.

Annexe 29) S'attirer les bonnes grâces des émigrés :

Pour ne prendre qu'un seul exemple, durant tout le séjour d'Alfred A. à Lomé, son demi-frère et un neveu lointain ont tout arrêté pour rester tout le temps avec lui, l'accompagner partout où il allait et vivre avec lui dans la villa qu'il avait loué. D'après Essenam E., la nièce d'Alfred, « ils font plus de petit boulot, ils ont plus un franc en poche, mais c'est mieux ! ». Interrogé sur cet aspect lors de l'entretien, Alfred affirmait de manière naturelle : « si tu n'es pas avare... c'est toi qui paye tout pour eux... yeah, je fais tout ».

Lors d'un repas du soir, ses proches ont notamment fait venir un ami à eux, pour qu'il mange et qu'il salue Alfred. L'ami en question est reparti aussitôt le repas fini. Il y a fort à parier pour que dès le lendemain, il ait fait savoir à toutes ses connaissances qu'il avait désormais dans son « cercle » un Togolais revenu des États-Unis car il faut publiciser ces relations valorisantes.

Le même soir, il était flagrant d'observer que la femme d'Alfred, qui ne vit pas aux États-Unis mais est restée à Kouvé et que tout le monde critiquait la veille parce qu'elle ne sait pas faire à manger correctement, était cette fois respectée et écoutée. Devant Alfred, l'on prête attention à sa femme que l'on traitait la veille de « bonne à rien ». Essenam expliquait que le demi-frère d'Alfred voulait être en bons termes avec elle. En effet, au Togo, l'on s'imagine couramment que derrière tout homme se cache une femme qui lui prodigue ses bons conseils. C'est donc possiblement la femme d'Alfred qui choisira, au moment venu, qui pourrait être le premier à rejoindre Alfred aux États-Unis.

Annexe 30) Le goût de l'ostentation chez les migrants de retour :

« Il y a une exubérance africaine qui fait qu'il y a un devoir de montrer sa réussite et de l'afficher ».

Extrait de l'entretien avec Lorenzo H.

« Généralement on va exhiber des signes de richesses ».

Extrait de l'entretien avec Komla T.

« Le mec qui revient avec 200 euros, hop, il impressionne. Moi je connais l'Europe, ça ne m'impressionne plus ».

Extrait de l'entretien avec Gérard C.

« S'ils ont un peu de sous, ils reviennent, ici c'est l'alcool, les filles, la drogue... »

Extrait de l'entretien avec Kossi K.

« Un tel te voit venir, tu es obligé de l'aider... et puis tu t'amuses aussi, tu dépenses sans compter. [...] tu as ceux qui n'en ont pas mais qui font comme si ils en avaient [...] envisager un retour pour ce genre de bonhomme, c'est difficile. »

Extrait de l'entretien avec Jean A.

« Et l'image qu'ils donnent [la diaspora et ces migrants en vacances] ça fait que les autres aspirent à partir... ils se tapent toutes les nanas, louent une villa, offrent tout... alors que tu le connaissais et qu'il n'avait rien avant de partir, tu te demandes... »

Extrait de l'entretien avec le journaliste Daniel Lawson-Drackey.

« Ils reviennent avec un an d'économies, ils vivent au dessus de leurs moyens. »

Extrait de l'entretien avec William, membre de l'ONG M.A.R.S.

« En vacances, on a quand même 200, 400 000 francs à brûler⁴² [...] j'allais presque tous les week-ends en boîte, je faisais la belle vie... au Togo ici la valeur c'est le terrain et la maison, on croyait que j'étais un écervelé. »

Extrait de l'entretien avec Marcel N.

« Ils prennent un hôtel ici, un mois et partir, c'est ça qui montre aux gens ici qu'il y a du pognon là-bas... tes frères qui sont ici à qui tu dis que ça va pas là-bas, ils vont pas te croire, c'est ce que font une partie de la diaspora. »

Extrait de l'entretien avec Kossi Amlalo Azankpo.

Annexe 31) Le soutien financier vital des émigrés dans certaines familles :

« Les familles où y'a quelqu'un dans la diaspora, ça change tout... à la fin du mois y'a l'argent, ça apporte le respect, ça peut venir au secours... c'est toujours des conseils, sois tenace, ça arrivera [...] Quand on est tous ensemble c'est pas intéressant, là il est ailleurs, on échange des idées, il donne de l'espoir, il reconforte, il fait des petits cadeaux... il dit qu'il a pas d'argent pour envoyer... c'est déjà leur survie là-bas [...] Il peut pas nous laisser être délinquant ».

Extraits de l'entretien avec Dodzi B.

« Des gens vivent grâce à leur famille à l'étranger, ça je le sens ».

Extrait de l'entretien avec Kossi Amlalo Azankpo, lui-même soutenu ponctuellement par une tante qui vit en Belgique.

« Sans nous, sur le terrain, beaucoup seraient déjà morts ».

Extrait de l'entretien avec l'historien Godwin Tété.

⁴². Soit 300 à 600 euros.

« Ils envoient beaucoup d'argent ici [ses frères et sœurs aux États-Unis] [...] c'est un grand soutien pour les parents. Côté sanitaire, quand c'est la cata y'a dans chaque famille quelqu'un qui aide depuis l'étranger ».

Extraits de l'entretien avec Sophie A.

« Y'a des familles à Lomé qui reposent que sur ce qu'on leur envoie [...] si tu es à Paris que tu donnes 50 000 francs ça nourrit beaucoup mais à Lomé est ce que tu pourras donner autant ? [...] c'est comme quand on envoyait un seul enfant à l'école après la colonisation et qu'on se reposait sur lui comme la lumière de la famille. »

Extraits de l'entretien avec le journaliste Daniel Lawson-Drackey

Annexe 32) « Comment peux-tu voir le paradis et revenir en enfer ? » :

« La société dans laquelle je vis est une société en crise de modèles. Hier, une grande partie de jeunes au bled étudiait les sciences politiques, le droit, polytechnique ou pédagogie. Aujourd'hui, ce sont les artistes musiciens congolais qui font la loi et les font rêver. C'est eux qui vendent désormais l'émigration à travers leurs clips. L'Europe rime alors avec voitures de luxe, femmes sexy, frigo plein, vêtements de marque. On appelle cela "le monde en couleur". Pour beaucoup, c'est dur de croire qu'il n'y a pas d'arbres à sous dans cet ailleurs qui, pourtant, compte ses SDF, ses clochards et ses restos du cœur. De là à dire ou penser que ces compatriotes soient des "envieux", non ! La politique congolaise, comme celle de beaucoup de pays africains, a créé un mal vivre tellement évident que l'on pense de plus en plus qu'ailleurs c'est sûrement mieux... En fait on me traite de folle de toujours revenir après un voyage à l'étranger, la comparaison en béton étant toujours "comment peux-tu voir le paradis puis revenir en enfer ?" Les jeunes de mon quartier, comme l'entourage des musiciens, n'ont pas envie de m'interroger. Hormis les clips de leurs stars préférées, l'Europe qui les intéresse défile tous les jours à la télévision, à travers les films ou les émissions comme "Star Académy" ou les "Z'amours". La mémoire pour un galérien devient de plus en plus sélective ! Pour preuve, la France qui attire c'est celle de Zidane et non celle de Sarkozy, c'est la Tour Eiffel qui donne envie de voyager, pas les contrôles de police à Roissy ou Gare du Nord, etc. Je pense, comme eux, qu'il est plus percutant de connaître par soi-même. Comme je connais l'Europe aujourd'hui. Et cette connaissance ne me donne aucunement l'envie d'émigrer uniquement pour rouler sur une autoroute ou manger du "KFC"... »

Source : MENSAH Ayoko, « Comment peux-tu voir le paradis puis revenir en enfer ? Entretien avec Ayoko Mensah avec Marie-Louise Bibish Mumbu », *Africultures*, « Migrations intimes », numéro 68, septembre 2006, 248 pages.

Annexe 33) Connaître un européen pour partir en Europe :

Lors d'une soirée passée avec Alfred A., il était particulièrement flagrant que son cousin Komlavi cherchait à tout prix à me donner raison et à afficher son soutien à toutes mes paroles. Alors qu'il regardait le match de la Coupe d'Afrique des Nations opposant l'Algérie à la Côte d'Ivoire, il cherchait à savoir qui je soutenais. Je lui ai alors répondu que j'aimais bien la Côte d'Ivoire. D'abord étonné que je ne soutienne pas les *yovos* (« blancs ») algériens, il m'a répondu qu'il allait changer d'avis et soutenir lui aussi les Ivoiriens. Peu après, il confiait qu'il adorait être l'ami des étrangers. Selon lui, cela lui permettait d'obtenir des informations sur les pays, informations qui pourraient lui servir pour partir, lui qui rêve d'aller au Canada.

Annexe 34) L'émigré de retour empêche les siens de partir :

« [Et tu veux partir ?...] ... de toute façon, je veux réussir [...] je suis en train de réussir ici mais ça serait avantageux [...] quand ils sont là [les frères et sœurs émigrés], la seule envie c'est de partir avec eux [...] sûrement je vais galérer, la vie est dure, je le sais depuis. On va pas me servir un plat chaud et garni, il faut se battre, j'y vais pour un but, si j'ai peur de ça je vais rester au Togo ici sans rien faire [...] quand on en parle tu es prédisposé à affronter tout ça [...] ma mère pense que tout le monde peut partir, c'est bon ».

Extraits de l'entretien avec Marcel N.

« Pourquoi moi j'ai eu la chance de venir ? C'est aussi pour ça que j'ai fait venir les autres frères et sœurs [...] au début l'argent venait plutôt du Togo et puis après quand j'ai eu un salaire stable, j'ai envoyé des sous, c'est un devoir dans le sens où les parents se sont sacrifiés alors après... faire venir les frères et sœurs c'est aussi une façon de rendre ».

Extraits de l'entretien avec Lorenzo H.

« Je pourrais conseiller avec plus de conviction les jeunes qui veulent partir [...] En général ils ne m'écoutent pas [...] la France c'est bien pour les soins, les études et y passer un temps... je vois pas ce que vous allez foutre là-bas dans cette galère [...] y'a d'autres qui auraient bien aimé avoir cette opportunité là [...] y'a la masse qui peut penser que c'est un plus et que c'est bête d'être rentrée ».

Extraits de l'entretien avec Clémentine T.

« Les petits frères demandent de faire partir... quand on leur dit c'est difficile, ils croient pas, ils disent que tu veux pas les aider ».

Extrait de l'entretien avec le journaliste Daniel Lawson-Drackey.

« Ils ont envie de partir parce que Lomé c'est la merde [...] ils ne m'envient pas [...] je suis pas une m'as-tu-vu [...] mais y'a un regard un peu interrogateur mais j'y prête pas vraiment attention... je le sens ».

Extraits de l'entretien avec Christine M.

« Ils disent moi je ferais jamais ça... ils comprennent pas pourquoi vous rentrez ».

Extrait de l'entretien avec Elom F.

« Peut-être oui, aller en France et revenir au pays, ils conçoivent ça mal [...] ça peut les chiffonner [...] ils vont pas comprendre qu'on soit rentré et qu'on soit dans pareille situation, parce qu'ils pensent que c'est le paradis en France ».

Extraits de l'entretien avec Komla T.

« Les gars me posent des questions [...] tu es pas cru, ils pensent que tu veux pas qu'ils y aillent ».

Extraits de l'entretien avec Wilfried Q.

« Beaucoup d'étudiants ou de jeunes travailleurs sans diplôme voient la France comme l'eldorado [...] [Et même si certains leur disent le contraire ?] Mais leur argument c'est de dire alors pourquoi vous y êtes allés ? »

Extraits de l'entretien avec Kossi K.

« Le Togo est un pays sous-développé, tous les jeunes veulent partir, pas seulement voir en France, aller voir ailleurs [...] du fait que je suis partie un peu longtemps, on a perdu pas mal de choses... ils trouvent que j'ai fait un très mauvais choix. »

Extraits de l'entretien avec Carla A.

« Ils aimeraient être à notre place [...] même quand on dit que c'est pas terrible, ils voudraient tous découvrir ».

Extraits de l'entretien avec Rafik A.

« C'est le paradis, tout le monde veut y aller... pourquoi tu es revenu, là-bas c'est bien [...] quand on leur dit, ils sont pas convaincus, ils pensent que c'est de la jalousie, que tu les empêches de profiter du bonheur ».

Extraits de l'entretien avec Rafik A.

« J'avais un ami italien qui disait c'est la vie qu'il me faut ici, il voulait venir vivre ici. Et mes employés le trouvaient bizarre [...] les gens m'ont reproché d'être rentré [...] 90% partent s'ils peuvent [...] c'est comme Nietzsche et l'histoire de la mauvaise pièce de théâtre, ceux qui voient veulent sortir et ceux qui sont dehors veulent rentrer [...] Certains sont même prêts à quitter un boulot de cadre ici... ce qui se cache derrière tout ça c'est l'ignorance [...] c'est ce complexe qui fait que l'Africain pense toujours que quand on revient d'Europe on est mieux que les autres, du coup les gens s'interrogent... il a tout là-bas et il veut rentrer... les Togolais peuvent pas comprendre qu'on veut revenir pour être utile ».

Extraits de l'entretien avec Julien L.

« Les gens imaginent pas qu'on puisse rentrer, rentrer ».

Extrait de l'entretien avec Victor G.

« Certains pensent que vous n'avez pas envie qu'ils partent ».

Extrait de l'entretien téléphonique avec Isidore N.

« Le rêve c'est que tout le monde parte en Europe [...] si je reviens, c'est comme si je peux pas aider les autres à partir [...] mon oncle voulait pas que je rentre, fallait que je fasse partir tout le monde avant de rentrer [...] au début j'avais un visa de deux mois, je voulais rentrer mais ma famille voulait pas [...] j'ai demandé pour faire quoi, je connais personne, c'est pas comme ici... ils m'ont dit cherche, tu trouveras [...] je suis rentrée quand même, ils m'ont traité de tous les noms, d'égoïste, j'ai pas voulu sauver la famille ».

Extraits de l'entretien avec Essenam E.

« [Tu disais que tu es reparti au Togo l'été dernier, je suppose que tu as parlé de la France aux gens là-bas, qu'est ce que tu leur as dit ?] Bah la pure vérité, à laquelle ils s'attendaient pas... "Alors bah tu as pas grossi toi ?" J'ai dit non mais attends, c'est pas la peine de grossir... ceux qui reviennent et qui disent voilà on mange bien... j'ai dit non c'est pas manger bien qui signifie grossir, grossir c'est manger mal ça et moi je tiens à ma ligne (rires)... je suis pas mannequin mais je tiens à ma ligne et je veux pas avoir de maladie d'obésité mais la France à laquelle vous pensez c'est pas le pays où coule l'or... enfin le lait et le miel comme on a pu le dire... j'ai vu les gens dormir dehors, j'ai vu des Français dormir dehors, y compris les noirs qui n'auraient pas d'abri donc en proposant à quelqu'un, est ce que tu veux aller en France, tu dirais oui ? Peut-être, sans réfléchir. Et bien moi je vous exhorte à réfléchir parce que quand tu arrives en France, que tu n'as pas un toit où dormir et que tu n'as pas de quoi manger et que tu vas quémander dans la rue et que les gens ils te regardent avec indifférence bah là tu pleures pour retourner chez toi mais là y'a plus moyen parce que tu peux pas payer le billet de retour. Où est-ce que tu vas trouver l'argent ? Ici, en France, le rythme de vie il est multiplié par dix par rapport au Togo, même plus parce que tout est schématisé... au Togo, on sait comment on va travailler, on prend notre temps, tout va plus lentement mais ce que j'ai remarqué cet été quand je suis

reparti, j'ai vu que j'avais une allure plus rapide que les autres... je me suis rendu compte en faisant une introspection que je faisais pareil avant et que maintenant c'est plus la même chose parce que tout est structuré dans ma tête, tout est tac, tac, tac, tac... il faut prendre le métro à telle heure, il faut commencer le boulot à telle heure, il faut quitter à telle heure, tu as rendez-vous à telle heure... il faut tout programmer et je dis pas qu'au Togo tout est pas programmé mais on a pas les mêmes vitesses, on a pas la même réactivité. Donc j'ai bien dit, j'ai même rapporté un DVD d'un reportage de bidonville parisien, enfin pas de bidonville mais de squatt, d'étudiants qui squattent dans des sous-sols insalubres et qui triment pour vivre et c'est des Français, ils sont chez eux... [Et ils ont été surpris quand tu leur as raconté ça ou...] ... Bah y'en a qui comprennent et y'en a qui vont dire, ah, oui, c'est que du pipeau pour nous dire, pour nous décourager de pas venir. Mais moi j'ai quand même dit ce que je pensais, j'ai dit que c'était pas évident, que pour vivre en France il faut avoir un bon pied à terre sinon on régresse, on apprend pas, on compense le confort par le travail ardu. On a des gens qui vont travailler vingt heures par jour parce que justement ils doivent payer un appart qui coûte super cher, etc. Et bien si on est pas sûr de ça, si on est pas sûr d'avoir un courage de combattant et bah ça vaut pas le coup ».

Extrait de l'entretien réalisé en 2008 avec Batoulim Sebabe.

« À mon retour du Congo en été 1969, il séjournait à Lomé dans la maison familiale, rentré de Paris où il avait passé quelques années. Lorsque je lui annonçai mon intention de me lancer sur ses traces, il tenta de m'en dégoûter par des arguments qui conféraient peu de conviction à ses propos : "Qu'est-ce que tu vas faire à Paris, mon cher neveu ? Tu vas y souffrir inutilement. Il n'y a rien à Paris, à part des cafés à tous les coins de rue et des crottes de chien à chaque pas !" ».

AMEGAN Kodjo Léon, De l'Afrique à l'Hexagone, les espérances d'une enfance, les désillusions d'une génération, Paris, L'Harmattan, 2009, page 208.

Annexe 35) La rupture des liens avec le village :

« Je viens d'un village à 120 kilomètres que j'ai quitté depuis 25 ans... quand j'y retourne je me sens étranger, mes amis sont morts, les enfants ont grandi, vous ne pouvez pas vous asseoir, qu'est-ce que vous allez vous dire avec le paysan qui a arrêté l'école ? ».

Extrait de l'entretien avec le journaliste Abass Dermane, qui lui n'a pourtant pas émigré.

« J'essaie de renouer avec certaines choses mais j'ai grandi ailleurs... »

Extrait de l'entretien avec Gérard C.

« Bon, au village y'a plus grand-chose [...] J'ai perdu un peu le sens du contact avec les villageois, avant je le faisais tranquillement quand j'étais étudiant [...] tout le monde te harcèle pour avoir de l'argent, déjà quand tu gares ton véhicule ».

Extraits de l'entretien avec Gary T.

« Quelques-uns même n'aiment plus aller dans nos villages, y'a beaucoup même qui sont en Europe et qui ne peuvent pas faire ça [...] Eux ils n'ont pas le courage d'aller dans les villages et de dormir comme vous l'avez fait, se laisser piquer par les moustiques ».

Extrait de l'entretien avec Marius G.

Annexe 36) Injonction à la réussite sociale : le cas concret d'Essenam E. :

Essenam E. est la personne qui a le plus rapidement accepté de parler de ses relations avec sa famille qui vit en partie à Lomé et en partie à Kouvé et de ces liens désormais marqués par ce mythe de l'Occident. Elle est revenue en détail et à plusieurs reprises sur ses expériences.

D'après elle, tous les gens peuvent lui demander de l'argent. « Même les gens qui sont pas de ta famille te sollicitent », confesse-t-elle. C'est le cas, lors d'un entretien, d'un jeune homme chargé de ramasser les ordures de la maison. Celui-ci lui raconte que son père est actuellement malade et qu'il a donc besoin qu'elle lui prête quelques milliers de francs CFA. Essenam affirme après cette visite que cette histoire est complètement inventée, que l'homme lui a déjà raconté plusieurs fois et que le prêt ou l'avance sur son salaire était en réalité un don. Elle poursuit en disant qu'à l'époque où elle était stagiaire et ne touchait presque pas d'argent à la fin du mois, certains de ses supérieurs la sollicitaient pour avoir de l'argent, alors qu'ils gagnaient eux-mêmes 200 000 francs CFA tous les mois. Avec son frère Mehdi, elle résume cette situation par la formule suivante : « tout le monde s'accroche à celui qui dépasse... jusqu'à ce qu'il tombe ! »

Depuis Paris, Essenam envoyait déjà de l'argent à sa famille. Environ 200 euros le 24 décembre et 200 euros pour la rentrée scolaire. Lorsqu'elle est rentrée la première fois, elle s'est rendue compte de la portée de l'évènement. Elle explique : « je sais pas si c'est seulement l'image de l'Europe mais que tu sois chrétien ou musulman ou croyant ou pas, quand tu rentres au village on te fait des cérémonies vaudous pour te protéger... parce qu'on pense qu'être en Europe là ça crée des jalousies ». Ces jalousies viennent notamment de ces cousines, qui ne pensaient pas qu'elle partirait en Europe. Mais son retour a surtout donné lieu à une vaste célébration. « Quand tu rentres, on te fait tout un protocole » ajoute-t-elle en expliquant qu'au village l'on fait venir des lumières, des boissons sucrées et alcoolisées et de la viande : « tout le monde en fait encore plus pour t'accueillir et que tu aies une bonne image [...] ils prennent des trucs qu'ils prennent pas d'habitude ». Comble de ces nouvelles relations, elle finit son histoire en disant qu'à la fin de ces cérémonies, tout le monde lui a présenté la facture et que l'enjeu était très clair : « faut donner pour rembourser mais aussi un peu plus, pour qu'ils gagnent ».

Pour le départ de son oncle qui a gagné à la loterie visa à l'âge de 63 ans, Essenam a été chargée de financer la soirée organisée en son honneur. Elle a alors dépensé près de 1 000 euros en préparatifs et en distribution. Au moment du départ, ses proches lui ont fait savoir que son « oncle au village il donnait 50 000 francs dès qu'il voyait quelqu'un ». Or, avant de partir, ce dernier n'avait finalement rien donné « à ceux qui l'accompagnaient pendant la journée ». Essenam conclut : « quand je les ai vu, ils me l'ont dit et c'était comme un avertissement, si tu fais comme lui... c'est pas bon quoi ».

À chaque fois qu'elle va au village, Essenam amène de l'eau, des biens et de l'argent. Pour l'une de ses tantes, elle donne systématiquement 10 000 francs CFA pour l'accueil et 5 000 pour elle, comme « cadeau ». Mais elle a fini par limiter ses séjours trop coûteux : « moi je limite les visites au village parce que tu lâches 200 euros avant de partir [*Il faut donner à tout le monde ?*] Ah oui. [...] je reste pas au village parce que plus tu restes, plus tu dépenses ». Son autre oncle, Alfred A. a vécu pour la première fois la même situation. Pourtant, il a participé à entretenir cet état de fait : « André quand il rentre au village il amène un rétroprojecteur, tu verrais la tête des gens qui ont jamais vu ça là ». La grand-mère d'Essenam lui avait d'ailleurs confié un jour à la fin d'une promenade dans le village qu'elle préférait être pauvre plutôt que de supporter toutes ces sollicitations.

Par la suite, Essenam a habité dans la maison de son oncle. Elle y a refait tous les travaux, en faisant venir du sable pour la cour et en peignant tous les murs. C'est depuis cette cour refaite à neuf qu'elle reçoit maintenant toutes les demandes : « ma famille paternelle, eux c'est pire, ça clignote seulement, sous, sous, sous, sous... [...] maintenant que l'oncle est plus là, ils viennent [...] avant ils disaient qu'ils venaient saluer l'oncle ». Et finalement, devant ses réticences, chacun a compris qu'il valait mieux ne pas venir directement demander mais plutôt envoyer quelqu'un le faire pour soi. L'une de ses sœurs est ainsi venue dans la maison lors d'un entretien pour lui dire qu'une cousine avait une facture d'eau impayée de 212 000 francs CFA. Essenam commente : « elle vient pour que j'appelle leur père, alors qu'elles ont son numéro ! »

Essenam explique également que le don finit par engendrer le don : « dans la tête des gens, quand tu rentres d'Europe, tu dois donner des cadeaux à tes tantes, à tes sœurs... [...] si tu fais cadeaux des repas, il faut faire aussi les soins [...] et si quelqu'un le sait ils vont te dire qu'eux aussi ils sont malades ». Essenam a donc dû développer quelques ruses pour essayer de limiter ses frais : « je sais qu'on va me ramener après une grosse facture [...] si je donne plus maintenant, j'aurais pas de facture, si je dis voilà ce que j'ai ». Mais si un jour, l'émigré de retour décide de stopper ce cercle vicieux, il est critiqué et accusé d'être avare ou cynique.

Cette situation a provoqué une grave dispute au sein de la famille. Le mari français d'Essenam, croyant bien faire, a un jour parlé de cela avec sa belle-famille. Tous les membres de la famille « étaient offusqués que je les traite de quémandeurs, on se parlait plus ». Essenam confesse que « même si dans la réalité c'est un peu vrai, il fallait pas le dire ». La distribution est une pratique courante que l'émigré doit accepter sans rien dire.

Pour améliorer la situation, Essenam a été obligée de rassurer ses proches en leur disant qu'elle avait des difficultés en étant au Togo mais qu'elle allait repartir prochainement, ce qui est en réalité faux puisqu'elle cherche à s'installer durablement, et trouver une bonne situation en France. Elle leur a donc expliqué que « si j'ai un boulot, je payerai tout, je donnerai tout l'or du monde ».

Pendant le mois de janvier, une nouvelle dispute a cependant éclaté. Essenam n'est pas allée à Kouvé pour l'enterrement d'une de ses « grand-mères », qui était en réalité la femme qui a élevé sa mère. Essenam n'y est pas allée à cause du poids financier de l'évènement : « sinon, j'aurais sorti 100 000 au village ». Mais dans sa famille, chacun considère qu'elle aurait dû enterrer cette femme comme sa propre mère. Essenam commente cette obligation en montrant sa lassitude : « ils t'imposent des trucs comme ça... ». Son grand-frère, Mehdi, s'est donc fait le porte-parole de la famille pour venir lui faire part de ces critiques. Agacée par ses remontrances, Essenam demande à son frère : « mais concrètement tu veux quoi maintenant ? ». Celui-ci répond qu'elle doit envoyer de l'argent pour rembourser la cérémonie. Mehdi poursuit en disant que toute la famille a expliqué qu'elle avait tort, qu'elle ne s'occupait plus d'eux et qu'elle n'en faisait qu'à sa tête. Mehdi se montre relativement d'accord lorsqu'Essenam plaide sa bonne foi, mais il poursuit tout de même les critiques. Et quand Essenam lui explique qu'elle ne veut simplement pas que ces cérémonies soient une obligation, Mehdi l'interrompt pour affirmer : « si c'est une obligation, il ne fallait pas choisir la vie de ces gens-là [il plaçait au même moment la main sur mon épaule pour signifier qu'il parlait des Blancs], ne sois pas ingrate [...] il fallait que tu viennes là-bas avec ta délégation de Blancs ».

Fatiguée par ces mécanismes qui mêlent les obligations aux demandes, Essenam conclut en avouant qu'« au final c'est tout un protocole où tu comprends pas grand-chose » mais où l'on distribue beaucoup.

Annexe 37) Des émigrés éduqués allant poursuivre leurs études à l'étranger :

Classement selon l'IDH	Situation d'activité économique des migrants internationaux									
	Stock de migrants internationaux dans les pays de l'OCDE (en milliers)	Niveau d'instruction des migrants internationaux ^a			Taux d'émigration des diplômés de l'enseignement supérieur (en %)	Taux de participation de la population active ^b (hommes et femmes) (en % de l'ensemble des migrants)	Taux de chômage des migrants internationaux			
		Par niveau d'instruction ^c					Taux de chômage total ^b (hommes et femmes) (en % de la population active)	Faible inférieur à deuxième cycle secondaire (CITE 2)	Moyen deuxième cycle secondaire ou post-secondaire non tertiaire (CITE 2 à 4)	Élevé tertiaire (CITE 5 et 6)
		Faible inférieur à deuxième cycle secondaire (CITE 2)	Moyen deuxième cycle secondaire ou post-secondaire non tertiaire (CITE 2 à 4)	Élevé tertiaire (CITE 5 et 6)						
98 Tunisie	427,5	55,5	27,8	15,9	14,3	57,0	20,6	26,4	18,8	10,3
104 Algérie	1 313,3	55,4	27,8	16,4	15,4	53,0	21,9	29,0	20,3	11,7
130 Maroc	1 505,0	61,1	23,1	13,9	..	60,9	19,8	22,6	19,0	12,2
154 Mauritanie	15,2	63,1	19,1	17,2	..	72,0	22,2	23,1	24,8	15,8
159 Togo	18,4	27,9	34,1	35,8	11,8	71,9	21,3	28,0	22,2	16,2

161 Bénin	14,4	25,8	30,5	42,2	11,3	70,9	19,7	26,9	22,8	14,3
166 Sénégal	133,2	56,6	23,6	19,1	18,6	74,8	18,5	20,4	19,2	12,3
178 Mali	45,2	68,3	18,7	12,6	14,6	74,9	24,9	27,1	24,4	14,4

KLUGMAN Jeni, « Lever les barrières : mobilité et développement humains », PNUD, Rapport mondial sur le développement humain, 2009, page 170-172.

Annexe 38) Une majorité d'étudiants inscrits en licence et en master :

48% des étudiants africains en France sont ainsi inscrits en licence, contre 43% en master et 9% en doctorat, d'après les données du Ministère des Affaires Étrangères. Précisons qu'au Togo, on observe une inversion entre la licence et le master puisqu'en 2008-2009, sur les 1279 étudiants togolais en France, 50% étaient inscrits en master et 39% en licence. Et ce alors que l'État français semble majoritairement favoriser les bourses pour les étudiants inscrits en doctorat.

**Répartition par cycle des étudiants d'Afrique Subsaharienne francophone
en 2008-2009**

	L	en %	M	en %	D	en %	Somme
BENIN	737	38%	1004	52%	201	10%	1942
BURKINA FASO	301	30%	557	55%	149	15%	1007
BURUNDI	179	57%	120	38%	17	5%	316
CAMEROUN	2254	42%	2531	47%	544	11%	5329
CAP-VERT	92	65%	40	28%	10	7%	142
CENTRAFRIQUE	287	50%	239	42%	44	8%	570
COMORES	924	67%	381	28%	70	5%	1375
CONGO	1318	52%	956	38%	243	10%	2517
CONGO RDC	446	64%	210	30%	42	6%	698
COTE D'IVOIRE	1479	46%	1325	42%	378	12%	3182
DJIBOUTI	420	46%	419	47%	60	7%	899
GABON	1688	50%	1220	35%	494	15%	3402
GUINEE	1805	59%	1154	38%	86	3%	3045
GUINEE BISSAO	26	76%	7	21%	1	3%	34
GUINEE EQUATOR	42	74%	11	19%	4	7%	57
MADAGASCAR	1575	47%	1542	45%	258	8%	3375
MALI	845	45%	826	45%	188	10%	1859
MAURICE (Ile)	887	53%	706	42%	83	5%	1676
MAURITANIE	464	38%	580	48%	175	14%	1219
NIGER	262	36%	377	51%	95	13%	734
RWANDA	298	57%	181	35%	41	8%	520
SAO TOME	31	70%	11	25%	2	5%	44
SENEGAL	3943	46%	3765	45%	751	9%	8459
SEYCHELLES	24	67%	9	25%	3	8%	36
TCHAD	176	41%	199	46%	58	13%	433
TOGO	498	39%	643	50%	138	11%	1279
TOTAL AFRIQUE FRANCOPHONE	21001	48%	19013	43%	4135	9%	44149
TOTAL AFRIQUE SUBSAHARIENNE	21770	48%	19440	43%	4276	9%	45486
TOTAL MAGHREB	19157	36%	27576	52%	6542	12%	53275
TOTAL AFRIQUE	40927	41%	47016	48%	10818	11%	98761
TOTAL MONDE	91242	42%	97313	45%	27807	13%	216362

Source : MESR

AFRIQUE SUBSAHARIENNE FRANCOPHONE
Répartition par cycles des BGF 2008

	L	en %	M	en %	D	en %	Post doc	en %	FLE DEL DALF	en %	Autres*	en %	Somme
BENIN	0	0%	26	31%	27	33%	2	2%	0	0%	28	34%	83
BURKINA FASO	9	5%	101	53%	48	25%	8	4%	0	0%	25	13%	191
BURUNDI	7	9%	17	22%	4	5%	3	4%	0	0%	46	60%	77
CAMEROUN	13	5%	72	29%	104	41%	12	5%	0	0%	50	20%	251
CAP-VERT	3	6%	26	49%	12	23%	0	0%	0	0%	12	23%	53
CENTRAFRIQUE	7	7%	32	30%	14	13%	3	3%	0	0%	51	48%	107
COMORES	6	18%	16	47%	4	12%	3	9%	0	0%	5	15%	34
CONGO	14	13%	31	29%	11	10%	1	1%	0	0%	50	47%	107
CONGO RDC	2	2%	12	14%	15	18%	1	1%	0	0%	53	64%	83
COTE D'IVOIRE	5	6%	14	17%	41	49%	1	1%	0	0%	22	27%	83
DJIBOUTI	11	7%	80	49%	44	27%	0	0%	0	0%	28	17%	163
GABON	6	6%	25	24%	19	18%	0	0%	0	0%	54	52%	104
GUINEE	12	10%	47	41%	17	15%	1	1%	0	0%	39	34%	116
GUINEE BISSAO	43	91%	1	2%	0	0%	0	0%	0	0%	3	6%	47
GUINEE EQUATORIALE	1	8%	0	0%	2	15%	0	0%	0	0%	10	77%	13
MADAGASCAR	21	14%	25	17%	45	31%	13	9%	0	0%	43	29%	147
MALI	23	11%	84	39%	77	36%	9	4%	0	0%	23	11%	216
MAURICE (Ile)	46	21%	98	46%	48	22%	0	0%	0	0%	23	11%	215
MAURITANIE	8	5%	47	31%	27	18%	3	2%	8	5%	61	40%	154
NIGER	3	3%	49	52%	16	17%	9	9%	0	0%	18	19%	95
RWANDA	1	5%	4	21%	12	63%	0	0%	0	0%	2	11%	19
SAO TOME	28	56%	14	28%	0	0%	0	0%	0	0%	8	16%	50
SENEGAL	11	6%	64	34%	61	33%	0	0%	0	0%	51	27%	187
SEYHELLES	22	69%	3	9%	1	3%	0	0%	0	0%	6	19%	32
TCHAD	12	6%	48	25%	57	29%	3	2%	0	0%	75	38%	195
TOGO	5	4%	35	27%	47	37%	3	2%	0	0%	38	30%	128
TOTAL AFRIQUE FRANCOPHONE	319	11%	971	33%	753	26%	75	3%	8	0%	824	28%	2950
TOTAL AFRIQUE SUBSAHARIENNE	378	11%	1107	32%	860	25%	81	2%	74	2%	955	28%	3455
Total Monde	1295	8%	5 268	31%	3 429	20%	616	4%	948	6%	5356	32%	16912
Part Afrique francophone/Afrique		84%		88%		88%		93%		11%		86%	85%
Part Afrique francophone/monde		25%		18%		22%		12%		1%		15%	17%
Part Afrique/Monde		29%		21%		25%		13%		8%		18%	20%

Source : Egide + Cnous

* autres = attestation ou certificat de stage

AFRIQUE SUBSAHARIENNE
Répartition par cycle des bourses d'études diplômantes
2008

Afrique francophone

	L	en %	M	en %	D	en %	Somme	p.m. Autres*
BENIN	0	0%	26	49%	27	51%	53	5
BURKINA FASO	9	6%	101	64%	48	30%	158	9
BURUNDI	7	25%	17	61%	4	14%	28	8
CAMEROUN	13	7%	72	38%	104	55%	189	20
CAP-VERT	3	7%	26	63%	12	29%	41	0
CENTRAFRIQUE	7	13%	32	60%	14	26%	53	7
COMORES	6	23%	16	62%	4	15%	26	4
CONGO	14	25%	31	55%	11	20%	56	9
CONGO RDC	2	7%	12	41%	15	52%	29	2
COTE D'IVOIRE	5	8%	14	23%	41	68%	60	7
DJIBOUTI	11	8%	80	59%	44	33%	135	5
GABON	6	12%	24	49%	19	39%	49	1
GUINEE	12	16%	47	62%	17	22%	76	3
GUINEE BISSAO	43	98%	1	2%	0	0%	44	0
GUINEE EQUATORIALE	1	100%	0	0%	0	0%	1	0
MADAGASCAR	21	23%	25	27%	45	49%	91	24
MALI	23	13%	84	46%	77	42%	184	14
MAURICE (Ile)	46	24%	97	51%	48	25%	191	2
MAURITANIE	8	10%	47	57%	27	33%	82	11
NIGER	3	4%	48	72%	16	24%	67	10
RWANDA	1	6%	4	24%	12	71%	17	1
SAO TOME	28	67%	14	33%	0	0%	42	1
SENEGAL	11	8%	63	47%	61	45%	135	17
SEYCHELLES	22	85%	3	12%	1	4%	26	2
TCHAD	12	10%	48	41%	57	49%	117	7
TOGO	5	6%	35	40%	47	54%	87	10
TOTAL AFRIQUE FRANCOPHONE	319	16%	967	47%	751	37%	2037	179

TOTAL AFRIQUE SUBSAHARIENNE	378	16%	1 103	47%	857	37%	2338	200
------------------------------------	------------	------------	--------------	------------	------------	------------	-------------	------------

Total Monde	1 295	13%	5 240	53%	3 422	34%	9957	1 371
Part Afrique francophone/Afrique		84%		88%		88%	87%	90%
Part Afrique francophone/monde		25%		18%		22%	20%	13%
Part Afrique/Monde		29%		21%		25%	23%	15%

Source : Eglise + Cnous

Source : Ministère des Affaires étrangères et européennes, *Mobilité internationale des étudiants, attractivité de la France et coopération universitaire – Afrique subsaharienne*, Direction générale de la Mondialisation, du Développement et des Partenariats, Direction des Politiques d'attractivité et de mobilité, Sous-direction de l'enseignement supérieur, Août 2009.

Annexe 39) Des études à l'étranger socialement valorisées :

« Y'avait la belle image bien carrée de l'école française ».

Extrait de l'entretien avec Ralf P.

« Le label français, c'était la qualité ».

Extrait de l'entretien avec Albert J.

« Les Togolais sont très ambitieux [...] je voulais avoir la meilleure formation possible, revenir et développer mon pays ».

Extraits de l'entretien avec Carla A.

« Les gens n'étaient pas riches mais il y avait une excellence de l'éducation [...] l'excellence voulue ne pouvait pas avoir lieu au Togo [...] Faire ça ici, ça a un cachet ».

Extraits de l'entretien téléphonique avec Isidore T., dont l'un des frères étaient « centralien »

« Me former là-bas, ça me donne plusieurs opportunités... j'en ai vu d'autres le faire ».

Extrait de l'entretien avec Marcel N.

« Aussitôt après je me suis dit voilà, j'ai envie d'aller plus loin dans mes études, faudrait penser à d'autres lieux [...] y'a plus d'ouverture si je prends la France ».

Extraits de l'entretien avec Victor G., qui devait choisir en commençant son BTS en assistance de gestion des petites et moyennes entreprises s'il prenait l'option « BTS local » ou « BTS en France » (il a finalement choisi cette option qu'il a dû payer 600 000 francs CFA).

« C'était pas une nécessité mais ça reste un atout ».

Extrait de l'entretien avec Sophie A.

« C'est une valeur ajoutée pour un Africain. »

Extrait de l'entretien avec Julien L.

« Je pourrais mieux me vendre ici. »

Extrait de l'entretien avec Carole A. qui avait obtenu un emploi dans un cabinet fiscaliste avant de partir mais avait décidé de partir pour obtenir une expérience professionnelle en France.

« Si les lauréats de la session de juin avaient la chance d'obtenir la satisfaction de leurs *desiderata* quant à la poursuite de leurs études, soit dans les universités françaises, destination prestigieuse hautement convoitée, soit à l'université de Dakar, moins valorisante, ceux de la deuxième session se contentaient de celle de Lomé, pour les Lettres, et de celle de Porto-Novo, au Dahomey, pour les Sciences ».

AMEGAN Kodjo Léon, De l'Afrique à l'Hexagone, les espérances d'une enfance, les désillusions d'une génération, Paris, L'Harmattan, 2009, page 103.

Annexe 40) Le prototype de la migration étudiante :

« En fait je suis arrivée en France en sept 2005, dans le cadre de mes études, j'ai fait la 1^{ère}, ensuite j'ai eu un bac L, je me suis orientée en droit juste après mon bac, la 1^{ère} année fut catastrophique, j'ai repris une 2^{ème} année que j'ai réussi difficilement à valider, j'ai donc décidé de me réorienter en anglais parcours économie gestion, avoir ma licence et faire un master 1 et 2 en management. Je vis seule toute ma famille réside au Togo, je suis déjà retournée au Togo pour des vacances. Je ne parlais pas d'envisager rentrer à Lomé, je dois rentrer, parce que sincèrement moi ma vie je ne la vois pas ici, tous ceux que j'aime et tout ce que j'ai de plus cher est au Togo, mon projet

est de vite finir mes études et rentrer fonder ma vie professionnelle et familiale [...] Mon père ma toujours dit qu'on se forme à l'étranger pr se faire valoir chez soi. »

Extraits d'une discussion par mail avec Akofa A.

Annexe 41) La prime au retour :

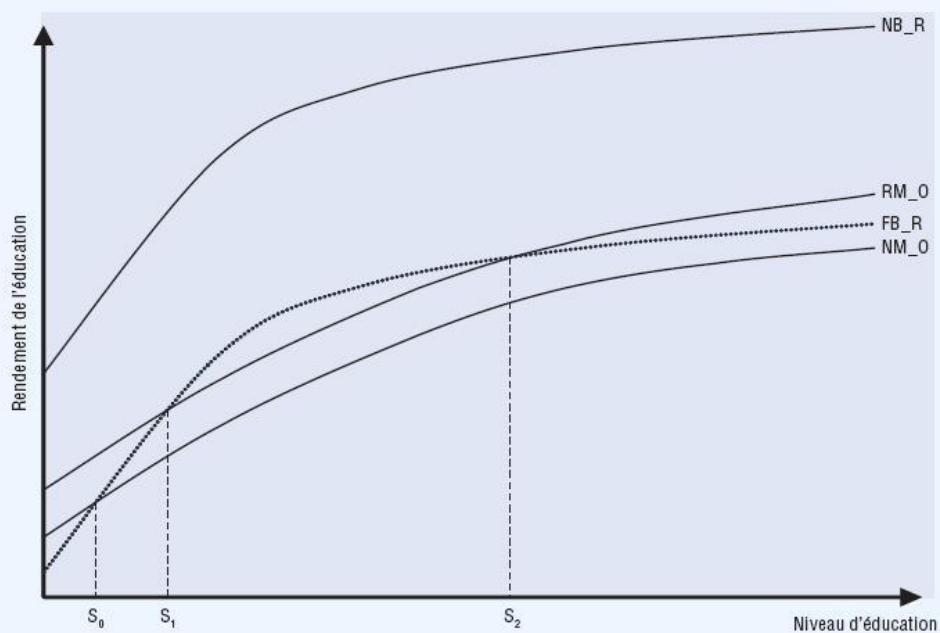
« Un dernier type d'argument développé dans la littérature est lié au fait que les migrants acquièrent du capital humain dans le pays d'accueil, lequel peut être plus ou moins complémentaire avec le capital humain initial. L'existence d'externalités dans la fonction d'apprentissage ou l'exposition à un nouvel environnement technologique pourrait en effet justifier une accumulation plus rapide du capital humain dans le pays d'accueil que dans le pays d'origine. Le cas des étudiants étrangers qui retournent dans leur pays d'origine à la fin de leurs études peut être appréhendé dans ce cadre. La littérature dans ce domaine repose toutefois plutôt sur un effet lié à la complémentarité entre le capital humain initial et celui acquis à l'étranger. Ainsi, certains auteurs arguent que les compétences acquises dans le pays d'accueil permettent d'accroître le rendement du capital humain dans le pays d'origine. Le facteur déterminant le retour est ici fondamentalement différent de ceux exposés précédemment dans la mesure où il repose, au moins partiellement, sur la possibilité d'une inversion du différentiel de revenu espéré entre le pays d'origine et le pays d'accueil. »

« Plusieurs études empiriques confirment l'existence d'une prime au retour. C'est notamment le cas pour l'Irlande : Barrett et O'Connell montrent que les hommes qui ont émigré et sont retournés en Irlande gagnent en moyenne 10 % de plus que ceux qui ne sont pas partis (15 % pour ceux qui ont émigré pour des motifs liés à l'emploi). En revanche, les auteurs ne trouvent pas d'effet significatif pour les femmes. Les résultats obtenus par Co, Gang et Yun, dans le cas de la Hongrie, sont de même nature mais inversés selon le genre. En effet, seules les femmes bénéficient d'une prime au retour de l'ordre de 40 %²⁵. Whaba est une des seules références qui explore cette question pour un pays en développement. Dans le cas de l'Égypte, l'auteur montre que les individus qui ont eu une expérience migratoire internationale gagnent en moyenne 38 % de plus que ceux qui n'ont jamais émigré. Les résultats de ces deux derniers travaux empiriques sont particulièrement notables, dans la mesure où ils prennent soin de contrôler la double sélection à laquelle les migrants de retour sont sujets : la sélection résultant du caractère non aléatoire de la migration et celle, traditionnelle pour les estimations de salaires, provenant du choix de participation au marché du travail. »

« Pour beaucoup de migrants, le retour permet de valoriser le capital humain accumulé à l'étranger en accédant à des emplois plus qualifiés que ceux auxquels ils auraient pu prétendre en restant dans leur pays d'origine. »

« Dans le cas de l'Afrique de l'Ouest, le nombre d'années moyen d'éducation des migrants de retour de l'OCDE (11 ans) était le double de celui observé pour les non-migrants et pour les migrants de retour d'autres régions du monde. En Égypte, 19.5 % des migrants de retour avaient une éducation universitaire contre 9.7 % pour les non-migrants. »

Graphique III.11. Rendements de l'éducation dans les pays d'origine et d'accueil et statut migratoire



Notes : NB_R : Natifs du pays d'accueil; NM_O : Non-migrants dans le pays d'origine; FB_R : Immigrés dans le pays d'accueil (en prenant en compte les coûts fixes associés à la migration); RM_O : Migrants de retour dans le pays d'origine.

Source : DUMONT Jean-Christophe, SPIELVOGEL Gilles, « Partie III : Les migrations de retour : un nouveau regard », op. cit., pages 204-205 et 221-222.

« Plus récemment, le Rapport mondial sur le développement humain de 2009 (PNUD) montre que la plupart des migrants, internes et internationaux, voient leurs revenus augmenter, ont un meilleur accès à l'éducation et à santé et peuvent offrir plus de perspectives pour leurs enfants. Une étude a révélé que les migrants issus des pays les plus pauvres ont, en moyenne, vu leur revenu multiplié par 15, leur taux de scolarisation doublé et leur mortalité infantile divisée par 16 en se déplaçant vers un pays développé. Aux USA, où la couverture médicale coûte très cher, les avantages en termes de santé des enfants sont très élevés, avec un taux mortalité infantile pour les migrants issus des pays les plus pauvres divisé par 16. »

Source : ELJAMRI Abdelhamid, « Réflexion : le retour entre migration et développement », Tunis, Organisation Internationale du Travail (OIT), novembre 2009, page 2.

« Les migrants qui retournent au pays reviennent avec leurs qualifications et l'expérience de travail acquise à l'étranger et favorisent ainsi la croissance de l'économie. Les expatriés qui restent à l'étranger envoient de l'argent au pays en transférant une partie de leur salaire de travailleur. »

LOWELL B. Lindsay, FINDLAY Allan, « L'émigration de personnes hautement qualifiées de pays en développement : impacts et réponses politiques – Rapport de synthèse », *Cahiers de migrations internationales*, 44 F, Programme des migrations internationales, Secteur de la protection sociale, Genève, page 1.

Annexe 42) L'indépendance acquise hors du Togo :

« À Poitiers, je fus satisfait aussi parce que j'étais libre de faire ce que je voulais ».

Extrait de la discussion par mail avec Kossi K.

« Après ça je suis monté sur Paris quand même [...] j'avais mon appart dans le 20ème, tout seul, comme un grand ».

Extraits de l'entretien avec Ralf P.

« J'ai adoré, surtout la Floride c'était le rêve [...] je faisais le festival de Cannes chaque année [...] on faisait des soirées étudiantes... j'ai kiffé la Côte [d'Azur], c'était autre chose... quand j'étais à Sofia Antipolis je suis beaucoup sorti [...] tu vis seul, tu commences à t'amuser, t'as ton premier compte bancaire, voilà t'es libre [...] le sport universitaire là-bas [aux États-Unis] c'est quelque chose, y'a un budget énorme [...] j'ai acheté un appart que je paye toujours, je me suis pris une voiture, la vie à l'américaine... la vie de sportif m'a rendu un peu paresseux [...] les profs vous aiment bien, les gens viennent vous voir comme dans les films, j'étais pas pressé [...] c'est un cadre féérique [...] ici je vis dans la maison de ma mère, même si elle n'est pas là... la mère qui débarque, c'est différent quoi ».

Extraits de l'entretien avec Lucien D.

« Je suis allé au Sénégal pour les études théoriquement, mais... j'ai pris mon indépendance [...] Je voulais faire des technologies de l'information et de la communication, mon père voulait l'armée... je voulais pas du treillis, j'ai pris ma route [...] en Guinée c'est moins cher, tu peux te gérer toi-même [...] j'ai pris mon indépendance, je suis carrément à l'écart ».

Extraits de l'entretien avec Bernard K.

Annexe 43) Le poids des réseaux politiques :

« Y'a peu de débouchés si vous n'êtes pas connecté [...] si vous n'êtes pas avec le pouvoir, votre horizon est très restreint ».

Extraits de l'entretien avec Jimmy A.

« Si tu n'es pas proche du pouvoir, tes affaires ne peuvent pas marcher dans ce pays [...] le pouvoir te fait des facilités pour faire venir tes marchandises et tout ça ».

Extraits de l'entretien avec le journaliste Daniel Lawson-Drackey.

« C'est pas évident de rentrer, de trouver un boulot... ou tu connais quelqu'un, tu es l'enfant de quelqu'un, on te place, ou tu galères... »

Extrait de l'entretien avec Lucien D.

« Pour avoir un bon poste il faut toujours être militant d'un camp ou de l'autre... »

Extrait de l'entretien avec Sidonie B.

« Tu peux pas rentrer... à moins d'être dans les hautes sphères, c'est triste à dire... »

Extrait de l'entretien téléphonique avec Kékéli T.

« [C'était possible de retourner au Togo ?] Oui bien sûr puisque j'y ai vécu mais en même temps, vues les perspectives de l'époque, puisque pour avoir un travail ou des choses comme ça il fallait être dans le système ou connaître des gens qui étaient bien placés et tout ça, c'était moins... moins sûr, puisqu'en fait quand tu as étudié à un certain niveau tu te dis, qu'est ce que je vais faire après, tu vas pas retourner dans une situation où tu sais que tu as pas de chance de retrouver du travail ou des choses comme ça quoi. »

Extrait de l'entretien réalisé en 2008 avec Joël Viana.

« Ceux qui savent y faire, qui se fondent dans les réseaux, ils se sont fait des couilles en or, ils sont immensément riches, ils ont des belles voitures, des belles maisons, des beaux habits, ils se payent des bureaux à 150 000 euros, tu te rends compte, alors que c'est la misère autour [...] il faut des contacts, des accointances avec le parti au pouvoir pour avoir des marchés sinon ils te mettent des bâtons dans les roues autant qu'ils peuvent jusqu'à ce que tu fermes la boutique. »

Extraits d'un entretien avec Kanyi B.

« Les étudiants ne voulaient pas servir un tirailleur illettré et analphabète mais certains ont avalé des couleuvres à leur retour. »

Extrait de l'entretien avec l'historien Godwin Tété.

Annexe 44) Un retour qui se prépare :

« Il faut être sûr, pas rentrer et commencer à tâtonner [...] moi je suis de l'avis du papa ».

Extraits de l'entretien avec Prudence L.

« Entre 2002 et 2004, j'allais, je revenais [...] j'ai jamais perdu de vue le Togo ».

Extraits de l'entretien avec Olivier A.

« J'ai un frère, il envisage sérieusement de rentrer, il est venu deux fois prendre des contacts... s'il avait quelque chose de sérieux, il prendrait une mise en disponibilité d'un an ».

Extrait de l'entretien avec Sophie A.

« Y'en a qui rêvent de venir mais c'est la faisabilité, c'est là où le problème se pose... ils investissent et passent quelques jours, ils vont et reviennent ».

Extrait de l'entretien avec le journaliste Abass Dermene.

« Je ne l'ai pas fait juste comme ça en l'air, je m'étais assuré d'un minimum d'emploi ici. »

Extrait de l'entretien avec Jimmy A.

« Ma sœur a envie... celle là, elle peut revenir un jour parce qu'elle a une feuille de route ».

Extrait de l'entretien avec Fernand K.

« Beaucoup veulent rentrer... ils profitent des vacances pour tâter le terrain ».

Extrait de l'entretien avec le journaliste Daniel Lawson-Drackey.

« Je m'engageais, j'investissais ici dans l'informel [...] depuis 2004, je revenais régulièrement... pour voir ce que j'allais faire ».

Extraits de l'entretien avec Julien L.

« Il faut pas rentrer comme ça sinon on repart, il faut préparer, tâter le terrain ».

Extrait de l'entretien avec Blaise L.

« Je parlais déjà de mon projet de retour au pays [...] ils avaient mon CV [...] il faut se créer des contacts soi-même... un boulot ne va pas leur tomber du ciel [...] le marché de l'emploi au Togo et en France c'est pas pareil, ici on n'a pas une ANPE [...] il faut connaître des gens qui connaissent la situation économique ici ».

Extraits de l'entretien avec Carla A.

« L'idée était là mais c'est quelque chose qui se prépare [...] on a sondé un peu, on a fait le business plan [...] c'était pas tout à fait évident mais on a pris le risque ».

Extraits de l'entretien avec Sylvia E.

« Pour rentrer et monter quelque chose il faut trouver le bon filon et étudier le terrain pour que ça marche ».

Extrait de l'entretien avec Rafik A.

« Le projet on l'a [...] ça se construit, ça se prépare ».

Extraits de l'entretien téléphonique avec Isidore T.

« Il faut venir essayer, tester, voir les arnaques [...] c'est ma théorie du 1 ou 2 mois, pas plus [...] On venait, on repartait... c'était systématiquement des retours à sec [...] tu dépenses sans rentrée d'argent [...] tu repartais toujours les poches vides ».

Extraits de l'entretien avec Jean A.

Annexe 45) Économie, gestion et administration, les secteurs favorisés en migration :

Les étudiants en économie, gestion et AES représentaient 30% des étudiants togolais en France en 2008-2009 (contre 17% en sciences politiques et 17% en sciences fondamentales).

Ce sont d'ailleurs ces domaines qui font l'objet d'une aide particulière de la Coopération française dans les universités d'Afrique francophone. Ministère des Affaires Étrangères, « Renforcer les capacités des pays partenaires : Le Fonds de Solidarité Prioritaire (FSP) : outil de financement de projets pluriannuels ». Source :

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/actions-france_830/enseignement-superieur_1043/les-actions-cooperation-dans-enseignement-superieur_20020/renforcer-les-capacites-pays-partenaires_20027/fonds-solidarite-prioritaire_79531.html

Dès lors, certains candidats au départ choisissent par défaut ces inscriptions comme ce fut le cas de la cousine d'Essenam E. qui voulait étudier la médecine et avait choisi de s'inscrire en AES pour avoir plus de chances, sans succès. C'est ce que confirmait Isaac N. en disant : « beaucoup se sont inscrits là où ils pouvaient sans faire ce qu'ils voulaient ».

AFRIQUE SUBHARIENNE
Etudiants inscrits dans les universités françaises en 2008-2009 par disciplines d'études
Afrique Sub-saharienne francophone

	ADMINISTRATION - AES ECONOMIE - GESTION		DROIT - SCIENCES POLITIQUES		LANGUES		LETTRES - SCIENCES DU LANGAGE - ARTS		SANTÉ		SCIENCES DE LA VIE DE LA TERRE ET DE L'UNIVERS		SCIENCES FONDAMENTALES ET APPLICATIONS		SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES - STAPS		TOTAL	
BENIN	618	32%	302	16%	77	4%	33	2%	213	11%	85	4%	416	21%	198	10%	1942	4%
BURKINA	323	32%	132	13%	36	4%	18	2%	114	11%	41	4%	188	19%	155	15%	1007	2%
BURUNDI	82	26%	49	16%	10	3%	6	2%	66	21%	11	3%	50	16%	42	13%	316	1%
CAMEROUN	1269	24%	795	15%	204	4%	143	3%	692	13%	240	5%	1 498	28%	488	9%	5329	12%
CAP-VERT	36	25%	24	17%	29	20%	11	8%	5	4%	6	4%	17	12%	14	10%	142	0%
CENTRAFRIC	148	26%	78	14%	14	2%	16	3%	59	10%	21	4%	174	31%	60	11%	570	1%
COMORES	374	27%	188	14%	88	6%	85	6%	60	4%	90	7%	265	19%	225	16%	1375	3%
CONGO	618	25%	477	19%	118	5%	102	4%	270	11%	109	4%	547	22%	276	11%	2517	6%
CONGO RD	149	21%	143	20%	35	5%	34	5%	106	15%	26	4%	108	15%	97	14%	698	2%
COTE D'IVO	1080	34%	630	20%	166	5%	105	3%	345	11%	125	4%	427	13%	304	10%	3182	7%
DJIBOUTI	269	30%	108	12%	66	7%	40	4%	22	2%	34	4%	243	27%	117	13%	899	2%
GABON	827	24%	543	16%	239	7%	151	4%	114	3%	292	9%	794	23%	442	13%	3402	8%
GUINEE	1155	38%	372	12%	61	2%	35	1%	166	5%	108	4%	957	31%	191	6%	3045	7%
GUINEE-BISSAO	8	24%	5	15%	2	6%	11	32%	1	3%	0	0%	3	9%	4	12%	34	0%
GUINEE EQU	16	28%	15	26%	7	12%	0	0%	1	2%	0	0%	10	18%	8	14%	57	0%
MADAGASCAR	1100	33%	313	9%	217	6%	97	3%	488	14%	164	5%	616	18%	380	11%	3375	8%
MALI	659	35%	342	18%	67	4%	33	2%	141	8%	54	3%	284	15%	279	15%	1859	4%
MAURICE	385	23%	178	11%	138	8%	126	8%	292	17%	78	5%	290	17%	189	11%	1676	4%
MAURITANIE	273	22%	154	13%	50	4%	39	3%	43	4%	75	6%	480	39%	105	9%	1219	3%
NIGER	190	26%	116	16%	28	4%	21	3%	74	10%	53	7%	154	21%	98	13%	734	2%
RWANDA	103	20%	63	12%	33	6%	15	3%	52	10%	52	10%	110	21%	92	18%	520	1%
SAO TOME	21	48%	8	18%	4	9%	2	5%	0	0%	0	0%	6	14%	3	7%	44	0%
SENEGAL	2573	30%	1161	14%	534	6%	192	2%	223	3%	209	2%	2 462	29%	1 105	13%	8459	19%
SEYCHELLES	12	33%	0	0%	1	3%	6	17%	9	25%	1	3%	0	0%	7	19%	36	0%
TCHAD	138	32%	79	18%	15	3%	11	3%	30	7%	17	4%	72	17%	71	16%	433	1%
TOGO	383	30%	216	17%	66	5%	36	3%	164	13%	54	4%	215	17%	145	11%	1279	3%
total afrique sub saharienne francophone	12809	29%	6491	15%	2305	5%	1368	3%	3750	8%	1945	4%	10386	24%	5095	12%	44149	97%
total afrique sub saharienne	13078	29%	6628	15%	2547	6%	1575	3%	3790	8%	2000	4%	10597	23%	5271	12%	45486	46%
Total Maghreb	12741	24%	3709	7%	3131	6%	2 075	4%	7 569	14%	3331	6%	15 851	30%	4 868	9%	53275	
TOTAL AFRIQUE	25819	26%	10337	10%	5678	6%	3650	4%	11359	12%	5331	5%	26448	27%	10139	10%	98761	46%
TOTAL MONDE	49618	23%	24694	11%	22794	11%	18768	9%	19777	9%	10566	5%	45121	21%	25024	12%	216362	

**Bourses du gouvernement français (études et stages) par disciplines
2008**

NATIONALITE	Administration- AES-éco-gestion		Droit - Sciences politiques		Arts-Langues-Lettres		Ingénierie et sciences appliquées*		Santé		Sciences fondamentales		Sciences humaines et sociales		Communication et sc. de l'information		Agronomie		Architecture, Urbanisme, Am.Territ		Autres disciplines		Total	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
BENIN	31	39%	4	5%	1	1%	10	13%	3	4%	9	11%	2	3%	4	5%	13	16%	1	1%	1	1%	80	2%
BURKINA FASO	42	22%	4	2%	4	2%	45	24%	15	8%	47	25%	12	6%	8	4%	1	1%	5	3%	4	2%	187	5%
BURUNDI	32	38%	9	11%	2	2%	1	1%	14	17%	5	6%	7	8%	6	7%	11	4%	4	2%	3	1%	84	2%
CAMEROUN	68	27%	30	12%	10	4%	45	18%	8	3%	40	16%	26	10%	6	2%	11	4%	4	2%	3	1%	251	7%
CAP VERT	20	38%	4	8%	11	21%	1	2%	3	6%	5	9%	3	6%	1	2%	1	2%	3	6%	3	6%	53	2%
CENTRAFRICAINE (Rép.)	47	44%	12	11%	1	1%	11	10%	13	12%	11	10%	3	3%	1	1%	2	2%	2	2%	4	4%	107	3%
COMORES	8	24%	2	6%	0	0%	7	21%	6	18%	7	21%	0	0%	1	3%	1	3%	1	3%	1	3%	34	1%
CONGO	25	23%	10	9%	9	8%	10	9%	13	12%	13	12%	11	10%	9	8%	3	3%	3	3%	1	1%	107	3%
CONGO (Rép. démocratique)	18	22%	6	7%	22	27%	8	10%	8	10%	3	4%	8	10%	5	6%	0	0%	1	1%	4	5%	83	2%
COTE D'IVOIRE	19	23%	3	4%	3	4%	19	23%	14	17%	13	16%	5	6%	3	4%	0	0%	0	0%	4	5%	83	2%
DJIBOUTI	40	25%	17	10%	12	7%	18	11%	12	7%	46	28%	10	6%	5	3%	0	0%	0	0%	3	2%	163	5%
GABON	46	44%	4	4%	2	2%	13	13%	2	2%	8	8%	10	10%	2	2%	9	9%	2	2%	6	6%	104	3%
GUINEE	42	36%	4	3%	10	9%	8	7%	11	9%	9	8%	14	12%	0	0%	11	9%	3	3%	4	3%	116	3%
GUINEE BISSAO	31	66%	1	2%	2	4%	1	2%	1	2%	8	17%	3	6%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	47	1%
GUINEE EQUATORIALE	0	0%	1	8%	5	38%	4	31%	0	0%	0	0%	3	23%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	13	0%
MADAGASCAR	47	32%	6	4%	5	3%	32	22%	9	6%	28	19%	5	3%	1	1%	7	5%	1	1%	6	4%	147	4%
MALI	59	27%	13	6%	2	1%	42	19%	20	9%	34	16%	25	12%	4	2%	4	2%	9	4%	4	2%	216	6%
MAURICE (Ile)	48	22%	16	7%	15	7%	52	24%	47	22%	18	8%	9	4%	4	2%	1	0%	0	0%	5	2%	215	6%
MAURITANIE	41	27%	5	3%	16	10%	22	14%	11	7%	29	19%	14	9%	2	1%	4	3%	3	2%	7	5%	154	4%
NIGER	28	29%	3	3%	3	3%	19	20%	19	20%	10	11%	4	4%	1	1%	6	6%	1	1%	1	1%	95	3%
RWANDA	4	21%	1	5%	4	21%	1	5%	2	11%	3	16%	4	21%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	19	1%
SAO TOME ET PRINCE	24	48%	7	14%	5	10%	3	6%	0	0%	7	14%	3	6%	0	0%	0	0%	1	2%	0	0%	50	1%
SENEGAL	55	29%	4	2%	9	5%	40	21%	8	4%	35	19%	7	4%	5	3%	13	7%	3	2%	8	4%	187	5%
SEYCHELLES	10	31%	0	0%	7	22%	1	3%	4	13%	5	16%	0	0%	5	16%	0	0%	0	0%	0	0%	32	1%
TCHAD	49	25%	12	6%	7	4%	31	16%	14	7%	31	16%	36	18%	6	3%	4	2%	2	1%	3	2%	195	6%
TOGO	37	29%	10	8%	5	4%	27	21%	16	13%	10	8%	10	8%	1	1%	4	3%	3	2%	5	4%	128	4%
Total ASSF	871	30%	188	6%	172	6%	471	16%	273	9%	434	15%	234	8%	80	3%	95	3%	47	2%	85	3%	2 950	85%
AFRIQUE DU SUD	0	0%	1	2%	36	80%	1	2%	0	0%	4	9%	2	4%	1	2%	0	0%	0	0%	0	0%	45	1%
ANGOLA	6	8%	3	4%	23	29%	4	5%	1	1%	7	9%	24	30%	1	1%	1	1%	1	1%	8	10%	79	2%
BOTSWANA	0	0%	0	0%	25	100%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	25	1%
ERYTHREE	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	3	100%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	3	0%
ETHIOPIE	12	20%	8	13%	2	3%	14	23%	2	3%	12	20%	6	10%	1	2%	0	0%	3	5%	0	0%	60	2%
GAMBIE	0	0%	0	0%	6	100%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	6	0%
GHANA	0	0%	0	0%	13	72%	3	17%	0	0%	1	6%	1	6%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	18	1%
KENYA	0	0%	2	7%	6	22%	2	7%	1	4%	6	22%	7	26%	0	0%	2	7%	1	4%	0	0%	27	1%
LESOTHO	0	0%	0	0%	2	100%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	2	0%
LIBERIA	0	0%	0	0%	15	79%	0	0%	0	0%	0	0%	4	21%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	19	1%
MALAWI	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
MOZAMBIQUE	4	7%	7	12%	20	35%	0	0%	3	5%	6	11%	9	16%	2	4%	0	0%	2	4%	4	7%	57	2%
NAMIBIE	5	36%	0	0%	6	43%	1	7%	0	0%	0	0%	2	14%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	14	0%
NIGERIA	0	0%	4	11%	12	34%	4	11%	1	3%	2	6%	1	3%	8	23%	2	6%	1	3%	0	0%	35	1%
OUGANDA	0	0%	0	0%	17	74%	2	9%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	1	4%	0	0%	1	4%	23	1%
SIERRA LEONE	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	1	###	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	1	0%
SOMALIE	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
SOU DAN	5	8%	6	9%	36	56%	1	2%	3	5%	3	5%	5	8%	0	0%	3	5%	1	2%	1	2%	64	2%
SWAZILAND	0	0%	0	0%	2	100%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	2	0%
TANZANIE	0	0%	0	0%	0	0%	13	68%	1	5%	3	16%	0	0%	1	5%	0	0%	1	5%	0	0%	19	1%
ZAMBIE	0	0%	0	0%	1	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	1	0%
ZIMBABWE	1	20%	0	0%	3	60%	0	0%	0	0%	1	20%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	5	0%
Total ASSNF	33	7%	31	6%	225	45%	45	9%	15	3%	47	9%	62	12%	14	3%	9	2%	10	2%	14	3%	505	15%
Total Afrique	904	26%	219	6%	397	11%	516	15%	288	8%	481	14%	296	9%	94	3%	104	3%	57	2%	99	3%	3 455	100%
Total Monde*	2953	17%	1 233	7%	3 087	18%	3 176	19%	1 242	7%	2 110	12%	1 495	9%	326	2%	339	2%	406	2%	545	3%	16 912	
Part AFRIQUE/Monde		31%		18%		13%		16%		23%		23%		20%		29%		31%		14%		18%		20%

* y compris mathématiques
Source : Egide + Cnous

Source : Ministère des Affaires étrangères et européennes, *Mobilité internationale des étudiants, attractivité de la France et coopération universitaire – Afrique subsaharienne*, Direction générale de la Mondialisation, du Développement et des Partenariats, Direction des Politiques d'attractivité et de mobilité, Sous-direction de l'enseignement supérieur, Août 2009.

Annexe 46) La formation à l'étranger de l'élite politique togolaise :

Gouvernement d'« union nationale » de septembre 2006 à décembre 2007

Prénom et nom	Poste au Gouvernement	Formation à l'étranger
Yaowi Agboyibo	Premier ministre	<ul style="list-style-type: none"> Faculté de droit et sciences économiques à Dakar Droit à Orléans puis Abidjan
Amah Gnassingbé	Ministre d'État sans portefeuille	<ul style="list-style-type: none"> Biochimie à l'Université de Belgique
Zarifou Ayéva	Ministre des Affaires Étrangères	<ul style="list-style-type: none"> Sciences Économiques Appliquées à l'Université de Mons en Belgique
Sela Polo	Garde des Sceaux	

<i>Kondi Charles Agba</i>	Ministre de la Santé	<ul style="list-style-type: none"> • Études vétérinaires à la l'Université de Dakar • École inter-États des Sciences de Médecine Vétérinaires de Dakar
<i>Léopold Gnininvi</i>	Ministre des Mines et de l'Énergie	<ul style="list-style-type: none"> • Doctorat en sciences physiques et mathématiques à l'Université de Dijon
<i>Richard Attipoé</i>	Ministre de la Jeunesse et des Sports	<ul style="list-style-type: none"> • Maitrise d'administration économique et sociale à l'Université Paris 1 • DESS Banque et finances à l'Université de Dakar
<i>Jean-Lucien Savi de Tové</i>	Ministre du Commerce et de l'Artisanat	<ul style="list-style-type: none"> • Institut d'Études Politiques de Bordeaux • Ethnologie à l'Université de Bordeaux • Économie et Finances à l'Institut des Hautes Études d'Outre-Mer à Paris • Économie à l'Université de Naples
<i>Payadowa BoukpeSSI</i>	Ministre des Finances	<ul style="list-style-type: none"> • Université des Sciences et Techniques d'Alger • Conception en génie civil à l'École Polytechnique d'Alger • École des Travaux Publics de Lyon
<i>Kpatcha Gnassingbé</i>	Ministre de la Défense	<ul style="list-style-type: none"> • Lycée à Paris • Baccalauréat Économique au London International College • Bachelor of Science, option Business Administration à la Southeastern University of London • Stage au siège d'Ecobank-Nigeria
<i>Yandja Yentchabré</i>	Ministre de l'Aménagement du Territoire	<ul style="list-style-type: none"> • Institut Supérieur d'Agronomie Tropicale et Subtropicale de Kouban (ex-URSS) • Centres d'Études Financières Économiques et Bancaires à la Caisse Centrale de Coopération Économique (ex AFD) à Paris
<i>Gahoun Georges Hégbor</i>	Ministre de la Communication	<ul style="list-style-type: none"> • Brevet d'études techniques de journalisme à Paris • Licence et DESS en droit privé à l'Université Paris 2
<i>Jean Tchessa Abi</i>	Ministre des relations avec les institutions	<ul style="list-style-type: none"> • Droit des affaires et fiscalité à l'Université de Clermont-Ferrand • Doctorat en droit privé à l'Université de Clermont-Ferrand • Centre régional de formation professionnelle des avocats d'Auvergne
<i>Agnéle Christine Mensah</i>	Ministre déléguée chargée de la protection de la femme	
<i>Lydia Adanléte</i>	Ministre déléguée chargée du secteur informel	<ul style="list-style-type: none"> • Maitrise de psychologie à l'Université Paris 5
<i>Massan Loretta Acouetey</i>	Ministre déléguée chargée de la réconciliation nationale	<ul style="list-style-type: none"> • Licence en droit des affaires à l'Université Paris 2
<i>Gilbert Kodjo Atsu</i>	Secrétaire d'État chargé de la promotion des jeunes	

<i>Komi Selom Klassou</i>	Ministre de l'Enseignement primaire et secondaire	<ul style="list-style-type: none"> • DEA en Hydro-climatologie à l'Université de Bordeaux • Doctorat en Hydro-climatologie à l'Université de Bordeaux
<i>Issifou Okoulou Kantchati</i>	Ministre de l'Environnement	<ul style="list-style-type: none"> • DESS Gestion des organisations financières et bancaires à Paris Dauphine • DEA Politiques et programmation du développement économique à l'IEDES de Paris • Institut supérieur de Gestion à Paris
<i>Yves Madow Nagou</i>	Ministre de l'Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> • Licence et maîtrise en Sciences économiques à l'Université de Poitiers • DEA Analyse politique et économique à l'Université de Rouen • Doctorat à l'Université d'Orléans
<i>Katari Foli-Bazi</i>	Ministre du Travail	<ul style="list-style-type: none"> • Droit des assurances et droit de la mer à l'Université de Lille • Master in international maritime laws à l'Institut international du droit maritime et de l'organisation maritime internationale
<i>Colonel Atcha Titikpina</i>	Ministre de la Sécurité	<ul style="list-style-type: none"> • École de formation des officiers en Côte d'Ivoire • Diplôme de l'Institut des Hautes Études de Défense nationale à Paris
<i>Gilbert Bawara</i>	Ministre de la Coopération	<ul style="list-style-type: none"> • Licence et DESS en droit à l'Université de Genève • Recherches en droit international comparé à Genève
<i>Arthème Ahoomey-Zunu</i>	Ministre de l'Administration du Territoire	
<i>Antoine Agbéwanou Edoh</i>	Ministre de l'Enseignement technique	<ul style="list-style-type: none"> • Maîtrise de droit des affaires à l'Université Paris 2 • École nationale des douanes françaises de Neuilly-sur-Seine
<i>Célestine Aidam</i>	Ministre des Droits de l'Homme et de la Démocratie	<ul style="list-style-type: none"> • DESS Population et Développement à l'Institut de Statistiques d'Économie Africain de Rabat
<i>Messan Adimado Aduayom</i>	Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	<ul style="list-style-type: none"> • Licence, maîtrise et doctorat d'Histoire à l'Université Paris 1
<i>Kokouvi Dogbé</i>	Ministre délégué chargé de l'Équipement	<ul style="list-style-type: none"> • Doctorat en électronique à l'Université de Lille
<i>Memounatou Ibrahima</i>	Ministre des Affaires sociales	
<i>Gabriel Sassouvi Kodjo Dosseh-Anyron</i>	Ministre de la Culture	<ul style="list-style-type: none"> • DEUG Gestion et Économie générale en France • DEUG Biologie en France • Licence Économie et Gestion des entreprises en France
<i>Bernard Edjaide Walla</i>	Ministre des PME	
<i>Yao Florent</i>	Ministre de l'Eau	<ul style="list-style-type: none"> • Doctorat en Psychosociologie de l'éducation

<i>Maganawé</i>		à l'Université de Bordeaux
-----------------	--	----------------------------

Candidats à l'élection présidentielle du 4 mars 2010

Prénom et nom	Parti politique	Formation à l'étranger
<i>Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson</i>	CDPA	<ul style="list-style-type: none"> • Doctorat en droit comparé à l'Université Paris 1
<i>Yaowi Agboyibo</i>	CAR	<ul style="list-style-type: none"> • Faculté de droit et sciences économiques à Dakar • Droit à Orléans puis Abidjan
<i>Jean-Pierre Fabre</i>	UFC	<ul style="list-style-type: none"> • DESS de sciences économiques (administration des entreprises) à l'Université des sciences et techniques de Lille
<i>Faure Gnassingbé</i>	RPT	<ul style="list-style-type: none"> • Économie et Gestion à Paris-Dauphine • MBA à Washington
<i>Bassabi Kagbara</i>	PDP	<ul style="list-style-type: none"> • Capacité de droit à Abidjan • Centre d'Études supérieures de sécurité sociale à Paris • DEA de droit et d'économie à l'Université Paris 1 • 3^{ème} cycle : planification sociale à l'IEDES à Paris • Thèse en sciences sociales du travail à l'Université Paris 1
<i>Gabriel Messan Agbéyomé Kodjo</i>	OBUTS	<ul style="list-style-type: none"> • Doctorat en sciences de gestion des organisations à Poitiers
<i>Jean Nicolas Lawson</i>	PRR	<ul style="list-style-type: none"> • Primaire et secondaire en Haute-Volta et au Dahomey • Gestion hôtelière en Irlande • Histoire, lettres modernes et administration économique et sociale en France
<i>Kofi Yamgnane</i>	Sursaut-Togo	<ul style="list-style-type: none"> • Licence de mathématiques à Brest • École des Mines à Nancy

Annexe 47) Des artistes togolais formés hors du Togo :

L'écrivain Theo Ananissoh a passé une partie de son enfance en Centrafrique avant d'aller étudier les lettres modernes à l'Université de la Sorbonne-Nouvelle et d'enseigner la littérature africaine francophone depuis 1996 à l'Université de Cologne.

Kangni Alem est né en 1966 à Lomé, il est devenu un écrivain, dramaturge, metteur en scène, traducteur et enseignant de renom et vit entre Lomé, Bordeaux où il obtenu un diplôme de sémiologie théâtrale puis une thèse de littérature comparée, et les États-Unis où il a enseigné.

Après avoir obtenu une maîtrise de philosophie à Lomé, le prolifique écrivain Kossi Efoui a dû fuir en France où il a travaillé avec la Maison du Théâtre et de la Danse à Epinay-sur-Seine puis avec le Centre National des Écritures et du Spectacle.

Le même phénomène se retrouve du côté des sculpteurs et artistes plasticiens. Le sculpteur Akouété Amouzou-Glikpa a étudié pendant dix ans à l'Académie centrale des Beaux-Arts de Pékin puis à l'atelier Anthony Cragg de l'Académie des Arts de Düsseldorf. Le peintre et sculpteur Sokey Edoth a étudié la philosophie à l'Université de Lomé puis est parti à Bordeaux pour intégrer pendant deux ans l'école des Beaux-Arts. Le peintre Geodefroy Kouassi a étudié à l'école d'Arts d'Annecy et a été diplômé de l'Académie internationale « Gréci-Marino » en Italie. Le sculpteur Alexandre Ekué Mensah s'est formé dans la villa Arson à Nice puis dans l'atelier Giuseppe Penone des Beaux-Arts de Paris. Le designer El Loko a intégré une école de design-textile à Accra puis à Tema au Ghana puis a passé cinq ans dans l'école des Beaux-Arts de Düsseldorf avant d'installer son atelier à Duisbourg. La

peintre-plasticienne Afi Nayo vit à Paris. Le sculpteur Kossi Assou a intégré l'école des Beaux-Arts d'Abidjan avant de revenir au Togo.

Annexe 48) Le poids du chômage au Togo, des données très diverses :

« Le Premier Ministre Gilbert Fossoun Hounbo a inauguré, ce 30 avril 2009, l'Agence Nationale Pour l'Emploi, qui joue désormais le rôle d'instrument d'intermédiation sur le marché de l'emploi dans notre pays. Cet événement qui lance officiellement les activités de l'ANPE est décrit par le Premier Ministre comme un tournant décisif dans la lutte « contre la pauvreté, le chômage et le sous-emploi ». Le taux de chômage au Togo est estimé à 6,8%, voilà pourquoi « le gouvernement a relevé l'emploi au rang de ses priorités », a indiqué le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Octave Nocoué Broohm. »

Source : « L'Agence Nationale pour l'Emploi est opérationnelle », *Présidence du Togo*, 30 avril 2009.
http://www.presidencetogo.com/index.php?option=com_content&task=view&id=560&Itemid=53

« Selon le document de stratégie intérimaire de réduction de la pauvreté adopté en mars de cette année par le Conseil des ministres, le taux de chômage et de sous-emploi sont élevés au sein de la population active au Togo.

"Le tiers (32,9%) de la population active (83%) y est confronté", indique le texte qui ajoute que "34,9% des hommes sont confrontés au chômage ou au sous-emploi alors que cette proportion est de 31,2% chez les femmes".

La répartition de la population en chômage révèle une certaine disparité selon le milieu de résidence. "Ainsi, pendant que 27,4% de la population active des milieux ruraux vivent en situation de chômage, cette proportion grimpe à 36,6% de la population des milieux urbains", souligne le document. »

Source : Agence de Presse Africaine, « Ruée des jeunes togolais pour les formalités de recrutement de 3 000 nouveaux fonctionnaires », *Ici Lomé*, 13 mai 2008.
<http://www.icilome.com/nouvelles/news.asp?id=10&idnews=10114>

« La situation de l'emploi au Togo reste préoccupante. Selon Déo Laïson, consultant sur les questions d'emploi et directeur général de l'Agence nationale pour la promotion de la politique de l'emploi, près de 34% des jeunes sont au chômage. »

Source : « Le chômage n'est pas une fatalité », *Republic of Togo*, 25 janvier 2010.
<http://www.republicoftogo.com/Toutes-les-rubriques/Economie/Le-chomage-n-est-pas-une-fatalite>

« En matière d'emploi, le taux de dépendance économique au Togo est de 164,0% ; c'est-à-dire qu'un actif occupé supporte en moyenne 1,64 chômeurs et/ou inactifs, avec une tendance plus accentuée en milieu urbain de 189,3 qu'en milieu rural où le taux est estimé à 151,5 (Questionnaire Unique des Indicateurs de Base du Bien-Être, 2006). La croissance rapide de la population jeune associée à l'insuffisance des mesures d'accompagnement en matière d'emploi fait que les jeunes constituent la frange la plus touchée par le phénomène de sous-emploi et ne bénéficient pas d'un travail leur permettant de gagner un salaire décent et de faire face à la satisfaction des besoins essentiels. »

Source : DOEVI Dodzi A., « Rapport de la Revue des Quinze ans et évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration de Dakar/Ngor et du Programme d'action de la CIPD », Unité de gestion et de coordination de programmes Gouvernement-Système des Nations-Unies, 2009, page 12.

« Pour la révision des listes électorales, on a engagé des opérateurs de saisi non ? Le niveau requis est le BEPC. Mais comme le chômage au Togo est grand comme titan, on voit des grands diplômés jobber là-bas. Il y en a un qui est ingénieur agronome depuis 5 ans, mais comme il n'a rien trouvé, il fait aussi révision des listes électorales. Quand élections vont finir, il va retourner travailler à la SOTOCHO, Société Togolaise des Chômeurs »

Source : « Que voulez-vous ? », *Sika'a, le journal de la bonne humeur*, 5 janvier 2010, page 9.

« Beaucoup de Togolais doivent vivre avec moins d'un dollar par jour ; 32% de la population vit sous le seuil de pauvreté ».

Source : GALLOWAY Moira, « Return migration to Togo : Monitoring the Embeddedness of Returnees », University of Amsterdam, Radboud University Nijmegen, janvier 2008, page 5.

Classement selon l'IDH	Indice du développement humain valeur	Espérance de vie à la naissance (en années)	Taux d'alphabétisation des adultes (en % des 15 ans et plus)	Taux brut combiné de scolarisation (en %)	PIB par habitant (en PPA en USD)	Indice d'espérance de vie	Indice du niveau d'instruction	Indice du PIB	Classement selon le PIB par habitant moins classement selon l'IDH*
	2007	2007	1999-2007*	2007	2007	2007	2007	2007	2007
159 Togo	0,499	62,2	53,2	53,9	788	0,620	0,534	0,345	11

KLUGMAN Jeni, « Lever les barrières : mobilité et développement humains », PNUD, Rapport mondial sur le développement humain, 2009, page 195.

Classement selon l'IDH	PIB		PIB par habitant			Variation annuelle de l'indice des prix à la consommation (en %)		Part des revenus ou des dépenses* (en %)		Mesure de l'inégalité		
	En milliards d'USD 2007	En PPA en milliards d'USD 2007	En USD 2007	Taux de croissance annuelle à prix constants (en %) 1990-2007	Valeur la plus élevée atteinte entre 1980 et 2007 en PPA la valeur la plus élevée	Année de 2007 en PPA la valeur la plus élevée	1990-2007	2006-2007	10 % les plus pauvres	10 % les plus riches	10 % les plus riches / 10 % les plus pauvres*	Indice de Gini*
159 Togo	2,5	5,2	380	-0,2	1 147	1980	5,1	1,0	3,3	27,1	8,3	34,4

KLUGMAN Jeni, « Lever les barrières : mobilité et développement humains », PNUD, Rapport mondial sur le développement humain, 2009, page 215.

« 2. Situation économique et sociale

La situation économique a globalement continué à se détériorer en 2000-2001, poursuivant ainsi le lent appauvrissement du pays observé depuis 1975. En 2000 le PIB réel a reculé de 1,9% et en 2001 le PIB aurait augmenté de 2,7%, à peine assez pour suivre la croissance démographique.

2.1. Les déterminants de ce déclin sont le climat politique incertain et un environnement juridique et réglementaire instables qui freinent l'investissement, l'essoufflement des entreprises de l'Etat, le recul des principaux produits d'exportation et la morosité de la demande intérieure qui souffre de la crise des finances publiques et de l'accumulation d'arriérés intérieurs.

- La production de phosphate est en baisse annuelle moyenne de 15% depuis 1998. La privatisation de la gestion de l'Office Togolais des Phosphates (OTP) début 2002 et les promesses d'investissements importants dans la modernisation de l'outil de production devraient, dès 2002, permettre de renverser cette tendance.
- La production de coton a également chuté de façon importante, passant de 185.000 T en 1998-99 à 135.000 T en 1999-00 et 117.000 T en 2000-01. En 2001-02 la campagne a été meilleure avec une récolte de l'ordre de 150.000 T, mais dans une conjoncture internationale très défavorable, provoquant un déficit de la filière estimé de 6 à 8mia F CFA dont le partage entre les différents acteurs de la filière n'a pas été arrêté, ce qui pourrait compromettre la nouvelle saison de plantation comme en 1999.
- La pluviométrie très variable n'a pas permis au secteur vivrier d'être un moteur de croissance. La déforestation sauvage, notamment des teckeraies, semble, de façon de plus en plus évidente, avoir

un impact négatif sur les pluies, accentue l'érosion, la non maîtrise des feux de brousse et l'appauvrissement en général des sols.

- Le vieillissement de l'outil de manutention, la faible productivité générale du port autonome de Lomé (PAL) et la détérioration des infrastructures routières en amont, ont entamé la compétitivité du PAL, poumon de l'économie togolaise. La réhabilitation partielle du réseau routier en 2000-2001 et la privatisation de la manutention de conteneurs en 2001 ont freiné cette perte de compétitivité. Le détournement de trafic provoqué par la crise politique et économique en Côte d'Ivoire et le trafic engendré par les cimenteries (devenues premier secteur d'exportation en 2001 avec 47mia F CFA, avant les phosphates, 32mia F CFA et le coton, 16mia F CFA) et, dans une moindre mesure, le fer brut et les céréales, a même permis au PAL d'inscrire une forte hausse en 2001 de l'ordre de 15% en volume.
- Avec la mauvaise situation financière des entreprises publiques, la contraction de l'assiette fiscale et la crise des finances publiques qui en découle, et l'accumulation des arriérés intérieurs (30% du PIB fin 2001), le secteur bancaire a été simultanément confronté ces dernières années à une détérioration de la qualité de son portefeuille de crédits et à une contraction de l'épargne intérieure, tant privée que publique (descendue à moins de 5% du PIB en 2001), limitant ainsi sa capacité d'impulsion de l'activité économique. Le Gouvernement n'a par contre poursuivi que plus lentement qu'initialement prévu, sa politique de restructuration et de privatisation du secteur bancaire et d'autres secteurs de l'économie (tels que le secteur hôtelier et, surtout, le secteur de l'électricité, privatisé fin 2000).
- En l'absence de réformes en profondeur permettant de sécuriser le circuit des recettes et des dépenses publiques, et en l'absence d'appuis extérieurs, les finances publiques continuent à se détériorer. Les fonctionnaires civils accumulaient 4 mois d'arriérés de salaire fin 2001, les contractuels ou agents temporaires pouvant avoir 6 à 12 mois de retard.

2.2. Dès mars 2000, le Gouvernement a mis en place un « programme intérimaire » de 6 mois, négocié avec le Fonds Monétaire International (FMI). Ce programme visait à poursuivre les réformes structurelles et à arrêter l'accumulation d'arriérés. A cet effet un comité de trésorerie a été mis en place dès le printemps 2000. Le programme a été reconduit début 2001 et prorogé jusqu'à fin 2001. Le niveau d'exécution de ces programmes n'est pas jugé entièrement satisfaisant, avec comme principal point faible une poursuite de l'accumulation d'arriérés intérieurs (23mia F CFA en deux ans, après prise en compte de 25,8mia F CFA de compensation de dettes croisées avec les sociétés d'État) et extérieurs (39mia F CFA en 2000, 36mia F CFA en 2001) et des dépenses extrabudgétaires ou de souveraineté.

Si certaines réformes du trésor ont été annoncées, la mise en application effective des directives de l'UEMOA sur les finances publiques se fait attendre (en particulier celles portant sur la création du budget unique avec une réelle intégration des budgets de fonctionnement et d'investissement, le calendrier des lois des finances et des règlements, et l'établissement du tableau des opérations financières de l'État). Aucun des critères de convergence économique n'est atteint, hormis, en 2000, celui sur l'inflation, bien maîtrisée.

La mise en place du Tarif Extérieur Commun (TEC) au premier janvier 2001 s'est faite sans heurts, mais les distorsions créées par la zone franche restent un problème, notamment en raison de la concurrence parfois déloyale d'entreprises situées dans la zone franche, mais écoulant une partie significative de leur production sur le marché local.

2.3. Le climat social reste morose. Il y a eu des mouvements de protestations dans le secteur de la santé en 2000, de même que des grèves larvées dans l'enseignement (suivies du licenciement d'environ 1500 enseignants pour absence injustifiée). Des grèves se sont poursuivies à l'Université de Lomé en 2001, menant dans plusieurs facultés à une année blanche. L'Université a repris en fin d'année 2001 mais le taux de fréquentation a diminué de moitié, en raison également des retards de paiement des bourses (plus de 12 mois de retards) et de l'augmentation des frais d'inscription.

La désintégration de la fonction publique se poursuit. Il y a non seulement une démobilitation suite au paiement irrégulier des salaires et l'inexistence de moyens de fonctionnement dans les administrations, mais en plus le gel indiscriminé dans le recrutement de fonctionnaires depuis plus de dix ans mène à une

situation de vieillissement et de départ des cadres qui, dans certains services, commence à poser un réel problème de relève.

2.4. Le Gouvernement a pris beaucoup de retard dans la préparation du « Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté » (DSRP). Un séminaire méthodologique a été organisé en octobre 2001 et un DSRP intérimaire est attendu en avril 2002. Ce document est indispensable si le Gouvernement veut accéder aux facilités d'ajustement pour la croissance et la réduction de la pauvreté du FMI et pour bénéficier d'allègements de la dette extérieure dans le cadre de l'Initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés (PPTE). De même la définition d'une stratégie pays en vue d'une éventuelle préparation de la programmation du 9^e FED est liée au contenu de ce DSRP (intérimaire). »

Source : Délégation de la Commission Européenne, « Coopération avec la République du Togo – Rapport d'activités 2000-2001 », Union Européenne, 19 pages.

« 2.1 Situations et tendances :

En l'absence d'une enquête nationale récente sur les conditions de vie des ménages au Togo et d'un recensement récent sur la population et l'habitat (le précédent date de 1981), la situation en ce qui concerne le profil de la pauvreté a été établie en 1995 à partir de l'extrapolation des données de l'Enquête Budget Consommation des années 1987-1989, dans le cadre de l'élaboration du document de Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté. Les seuils de pauvreté et d'extrême pauvreté ont été estimés respectivement à 90 000 FCFA (soit 180 dollars U.S.) et 70 000 FCFA (140 dollars) par habitant et par an en 1995, ce qui correspond respectivement à 0,5 dollar et 0,4 dollar par jour et par habitant, le Revenu National Brut par tête étant estimé à 188 000 FCFA (soit 377 dollars) au cours de cette année. Pour une population estimée à 4 052 000 habitants en 1995, 72,2% sont considérés comme pauvres dont 57,4% extrêmement pauvres. L'incidence de la pauvreté varie de 50% à Lomé à 85,9 % dans les zones rurales de la Région des Savanes. La pauvreté au Togo est un phénomène essentiellement rural, avec 71,42% des pauvres qui se concentrent en milieu rural contre 28,58% en milieu urbain en 1995.

Par ailleurs, en raison de la persistance des disparités de genre dues à l'existence de pratiques sociales discriminatoires, les femmes sont plus affectées par la pauvreté que les hommes. Bien que l'incidence de la pauvreté soit plus élevée dans les Régions septentrionales (85,9% pour les Savanes, 81,2% pour la Centrale), les Régions Maritime et des Plateaux fournissent les plus fortes contributions locales (22,62% et 22,24% respectivement contre 6,92% pour la Centrale, 9,2% pour les Savanes et 10,44% pour la Kara) à la pauvreté économique nationale.

La tendance du profil de la pauvreté après 1995 est difficile à déterminer en l'absence d'une enquête nationale récente sur les conditions de vie des ménages. Néanmoins, la tendance à la baisse du PIB constant par habitant à partir de 1998 suggère une dégradation de la situation en matière de pauvreté économique au cours de la période 1998-2002. La réalisation de l'objectif de réduction de l'extrême pauvreté revient à ramener l'incidence de la pauvreté et de l'extrême pauvreté de 72,2% et 57,4% à 36,1% et 28,7% respectivement en 2015.

En ce qui concerne l'élimination de la faim, il ressort de EDST I (1988) et de EDST II (1998) que le pourcentage des enfants de moins de trois ans souffrant d'insuffisance pondérale a augmenté, passant de 18 en 1988 à 25 en 1998. Cette aggravation de la malnutrition est plus prononcée en milieu rural qu'en milieu urbain (28% en milieu rural contre 20% dans les autres villes et 12% à Lomé en 1998). »

Source : République Togolaise, PNUD-Togo, « Suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement au Togo – Premier rapport », octobre 2003, 39 pages.

Annexe 49) Une réinsertion professionnelle de plus en plus difficile :

« Avant la situation était pas aussi difficile, on avait la possibilité de trouver du travail après ses études ».

Extrait de l'entretien avec Marius G.

« Aux indépendances, ceux qui partaient, ils faisaient leurs études et revenaient et avaient du boulot, aujourd'hui ils restent et y'a pléthore ».

Extrait de l'entretien avec José A.

« Les anciens avaient de la place, c'est plus dur depuis dix ans, c'est beaucoup plus dur depuis cinq ans ».

Extrait de l'entretien avec Robert B.

« Mes parents comprennent pas tout à fait ce que je ressens [...] ils ont eu les portes ouvertes très rapidement [...] eux ils revenaient tout de suite avec une place au chaud. »

Extraits de l'entretien avec Lonlongo T.

Annexe 50) La corruption au Togo :

[*Pourquoi ils ne reviennent pas alors ?*]

« Non, faut pas rêver. C'est un système ici. Ca n'aboutirait à rien sans changement réel au sommet [...] c'est un système qui les absorbe, y'a des pesanteurs qui gênent ».

Extraits de l'entretien avec Fernand K.

« Pour faire une association, c'est long et c'est court en même temps. Il faut pousser ton dossier, c'est pas une histoire de backchich... c'est-à-dire il faut téléphoner au gars tous les jours, demander mon dossier, c'est bon ? Après si tu veux lui donner quelque chose dans un élan de grande générosité, il va pas dire non, mais ça va pas forcément accélérer ton dossier ».

Extrait de l'entretien avec Gary T.

« L'escroquerie a atteint son maximum à Lomé [...] C'est pas faute d'avoir essayé... si on envoie de l'argent, c'est détourné. Les gens ici sont pas dignes de confiance, ils vont vendre au lieu de distribuer gratuitement. »

Extraits de l'entretien avec Sylvia E.

Annexe 51) Une critique vive des mentalités togolaises :

« Il y a tellement de choses qui m'énervent dans ce pays [...] forcément des fois quand je vois tout ça, ça me gonfle, parfois je regrette... j'ai quand même eu beaucoup de persévérance [...] il y a des choses de la vie que je ne supporte pas, comme les gens qui urinent n'importe où [...] Les gens savent pas bosser [...] Tu es loin de tes affaires et tous les coups bas sont permis [...] les gens à qui tu peux faire confiance ici sont rares [...] mon cousin faisait des navettes pour mes containers, mais c'était un voleur ».

Extraits de l'entretien avec Jean A.

« Il faut s'adapter à la lenteur de tout un chacun [...] y'a pas de dynamisme ».

Extraits de l'entretien avec Carla A.

« C'est un milieu où la nonchalance semble l'emporter ».

Extrait de l'entretien avec Kodjo B.

« Les gens font tout de travers, y'a rien qui allait comme prévu ».

*Extrait de l'entretien avec Sylvia E.,
qui a fait appel à des ouvriers togolais pour construire son restaurant.*

« C'est ça le for du Togo, les gens sont malhonnêtes, ils ne disent pas ce qu'ils pensent, ils se poignent dans le dos. »

Extrait de l'entretien avec Christophe D.

« Les meilleurs potes du monde peuvent même pas se mettre ensemble pour faire une boîte, c'est le *je* qui prime ici, on peut rien monter sinon il faut que quelqu'un entube l'autre, c'est dommage [...] y'a pas d'associé ici ».

Extrait de l'entretien avec Ralf P.

« C'est extrêmement difficile de trouver des collaborateurs qui tiennent la route ».

Extraits de l'entretien avec Gary T.

Annexe 52) L'humour comme arme de la critique :

« Regarde pas, tu dois pas voir, j'ai honte ».

*Extrait d'une conversation avec un chauffeur de zémidjan
qui cherchait à mettre sa main devant ses yeux pendant qu'il roulait.*

« Tu dors bien dans le bus et quand tu sens les secousses, c'est que tu viens de passer la frontière togolaise ».

*Extrait d'une discussion avec Gary T. et son ami nigérien Gilbert
qui racontait le voyage par la route en bus depuis le Niger jusqu'au Togo.*

« Je voulais changer d'entreprise, me rapprocher du Togo [...] c'est là que je suis allé travailler dans les ordures [...] je suis venu ici, j'ai vu des ordures partout ici, je me suis dit voilà ce que je peux faire ! ».

Extraits de l'entretien avec Wilfried Q.

« J'ai un oncle qui vit en Norvège, tous les ans il vient. Il arrive en avion par le Ghana. Quand il passe au Togo, il pleure parce que ça change pas ».

Extrait d'une conversation avec Dodzi L.

« Le Ghana, on dirait pas que c'est un pays proche du Togo [...] là-bas tout le monde a l'air occupé. »

Extrait de l'entretien avec Carole A.

« Je suis allé à Ouaga... c'est une vie qui m'a plus d'ailleurs [...] Ouaga c'est meilleur que Lomé [...] à 16 heures, quand tu marches dans les rues, on te sert le thé gratuit dehors, si tu es dans le malaise on va te porter secours [...] ici on donne pas le café ».

Extraits de l'entretien avec Xavier D.

« Lomé ça a changé [...] c'est devenu Lomé la poubelle ».

Extraits de l'entretien téléphonique avec Kékéli T.

Annexe 53) Une perte économique au retour :

« Est-ce qu'il y a les opportunités d'embauche et est-ce que ce sera rémunéré à sa juste valeur ? [...] Est-ce qu'ici ça va payer comme ça a payé en France ? C'est pas évident [...] mais souvent tout est question de préjugés [...] trouver un job et que ça soit payé comme ça se doit [...] Y'a cette conversion systématique que les gens font ».

Extraits de l'entretien avec Elom F.

« Y'en a qui sont bien lotis, ils vont pas se jeter dans le vide, pour quoi faire ? ».

Extrait de l'entretien avec le journaliste Abass Dermene.

« Les gens ont plus de moyens en France, les gens ont cette préférence de vivre là-bas... ici tu as même pas dix centimes pour acheter le pain ».

Extrait de l'entretien avec Victor G.

« Si j'avais les moyens, j'ouvrirais un commerce au Togo [...] c'est dommage mais dans l'immédiat non je n'y pense pas [...] même en Europe on survit alors imagine là-bas ».

Extraits de l'entretien téléphonique avec Kékéli T.

« On le prépare mais c'est difficile de dire demain je m'en vais, on a un compte en banque, un salaire, la sécurité sociale, une carte bleue... et peu l'avaient à cette époque [la carte bleue] [...] le salaire d'un mois là-bas ça fait un an au Togo [...] les cotisations, la Sécu, j'ai pas pensé à ça, je suis parti [...] une fois que j'ai franchi le Rubicon, ça allait [...] [Et vous avez essayé d'en convaincre d'autres de revenir ?] oui et non, beaucoup sont enseignants à l'université de Poitiers, alors les ramener ici pour qu'ils gagnent moins de 100 000 francs CFA ça va être compliqué, on peut pas leur demander de rentrer ».

Extraits de l'entretien avec Tété B.

« Je restais pour les sous quoi, pour ma copine [...] parce qu'ici c'est difficile de gagner des sous comme ça [...] beaucoup sont restés [et pourquoi ils ne sont pas rentrés alors ?] Ah, les raisons sont multiples... généralement c'est pour des raisons financières... en fait y'a pas d'autre raison [...] ici ils ont pas les opportunités qu'ils ont en France, c'est mieux pour eux là-bas ».

Extraits de l'entretien avec Xavier D.

« On gagne ici en CFA ça paraît beaucoup mais là-bas c'est nul ».

Extrait de l'entretien avec Olivier A.

« J'ai perdu en termes de gains... je gagnais bien ma vie ».

Extrait de l'entretien avec Sylvia E.

« On rentre pas pour se faire de l'argent. »

Extrait de l'entretien avec Carla A.

« Comment accepter une rémunération dix fois moindre ? ».

Extrait de l'entretien avec Yves Yard, conseiller au SCAC de l'Ambassade de France au Togo.

« Y'a deux catégories qui ne reviennent pas, ceux qui disent l'Afrique a rien à offrir, et ceux qui ont une bonne situation [...] on cherche la sécurité pour soi-même d'abord ».

Extraits de l'entretien avec Julien L.

« Les gens qui font vigile, ils s'accrochent à leur petit confort, à leur crédit conso [...] je gagnais 2 800 euros, jusqu'à 3 200 euros avec les bonus [...] j'en ai marre, j'arrête [...] on m'a dit mais tu es fou ».

Extraits de l'entretien avec Christophe D.

« Pour monter ton affaire, il faut avoir un peu de capital, ils osent pas rentrer... même moi si j'avais réfléchi comme ça, je serai pas rentré [...] il faut oser [...] ils ont peur du changement, de ce qu'ils vont trouver ».

Extraits de l'entretien avec Gérard C.

« Il a tout arrêté, il est rentré, il a enseigné tout de suite à l'Université de Lomé, un ou deux mois... c'était pas ça, c'est pas les mêmes conditions que là-bas [...] il était déçu ».

Extraits de l'entretien avec Sophie A.

« La question du train de vie matériel, c'est un obstacle [...] la fonction publique c'est payé au lance-pierre ».

Extraits de l'entretien avec Yéma K.

« Une clinique privée ou un CHU ici ça paye pas très bien comparativement [...] C'est presque mieux d'être technicien de surface que de venir galérer ici ».

Extrait de l'entretien avec le journaliste Daniel Lawson-Drackey.

« A bac + 5 ici, c'est pas 500 000 francs CFA, c'est 150 000... les salaires ici sont pas à la hauteur... ils convertissent tout de suite [...] de plus en plus de gens commencent à comprendre que c'est pas plus de 250 000 au départ ».

Extraits de l'entretien avec Robert B.

« C'est un risque pour ceux qui vivent dans le mimétisme, qui veulent le même salaire [...] c'est deux réalités diamétralement opposés presque, il faut l'accepter ».

Extraits de l'entretien avec Sidonie B.

« Même si c'est pénible là-bas, c'est mieux qu'ici [...] c'est pas parce qu'ils aiment la France, ils travaillent beaucoup et gagnent pas grand-chose... ils se contentent d'une petite vie et font même des économies en pensant revenir ici ».

Extraits de l'entretien avec Jean A.

« Mon pays m'appelle... faire quoi ? vivre, comment ? Si tu te mets ça en tête, tu rentres pas ».

Extrait de l'entretien avec Blaise L.

Annexe 54) Un racisme ressenti mais minimisé :

« En Allemagne, j'avais l'impression... comme je suis toujours étranger [...] Malgré ça, on est toujours l'étranger ».

Extrait de l'entretien avec Hugues S.

« Je me sens toujours étrangère à l'extérieur, je me dis je vais revenir dans mon pays [...] une chose qui est en jeu, c'est notre dignité [...] nous sommes toujours considérés comme étrangers là-bas ».

Extraits de l'entretien avec Sidonie B.

« En ville la police te dit... vos tam-tam, allez garder ça chez vous ».

Extrait de l'entretien avec Xavier D.

« La France c'est un pays vraiment qui un peu dur par rapport à nous les Africains, pour s'intégrer tu vas perdre beaucoup de choses [...] ils nous acceptent plus comme avant ».

Extraits de l'entretien avec Didier D.

« Quelque part, ils voulaient se taper un noir cette nuit là pour faire du chiffre, ma malchance c'est que c'est tombé sur moi ».

Extrait de l'entretien avec Komla T., à propos d'une interpellation par des CRS à Massy.

« Je suis censé faire la demande [de visa allemand] mais je ne pense pas que je vais la faire, ça ne m'intéresse pas [...] là-bas, ce n'est pas la personne en moi que les gens aiment mais le pauvre africain qu'il faut aider [...] je n'aimais pas cette vie là [...] tu vois une vieille dame qui sert son portefeuille contre elle quand tu passes [...] moi je voulais pas sortir avec les blanches [...] je suis à un âge où il faut faire quelque chose de concret, mais malheureusement mes sœurs noires je ne sais plus si elles sont blanches ou si elles sont noires [...] comme je ne suis pas moine... [Il a finalement eu des amies grecque, russe et allemande] Sur nous les noirs il y a une sorte d'étiquette [...] ce n'est pas la personne qu'elles voient, c'est le phallus... les nègres c'est des bons baiseurs ».

Extraits de l'entretien avec Kodjo B.

« J'ai pris conscience tout de suite que dans ce pays la S.P.A. a été créée avant l'abolition de l'esclavage [*respectivement 1845 et 1848*], que dans la hiérarchie sociale, le chien est plus considéré que le noir et qu'il y a un racisme ambiant, ça m'a plutôt renforcé ».

Extrait de l'entretien avec Lorenzo H.

« J'étais arrivée à un point de saturation, pour moi c'est moins matériellement que psychologiquement [...] la France est un pays dur, vous êtes étranger, vous mourrez étranger, vous êtes noir et vous êtes moins que les autres [...] il faut tout le temps faire ses preuves [...] je supportais plus le froid... de toute façon, j'avais l'intention de rentrer dès le départ [...] je me vois pas vivre dans la société française ».

Extraits de l'entretien avec Clémentine T.

« En Europe, soit t'es utile, soit tu l'es pas [...] Je suppose que quand on est black c'est plus difficile [...] j'en connais qui ont trouvé, black ou pas black, j'aurais pu trouver ».

Extraits de l'entretien avec Carole A.

« C'était du racisme bête, c'était pas handicapant ».

Extrait de l'entretien avec Christine M.

« La vie ici devient de plus en plus dure, certains sont pris comme bouc émissaires... mais c'est pas qu'ici, en cas de crise ça marche toujours comme ça, même chez nous ».

Extrait de l'entretien avec Kanyi B.

Annexe 55) Les difficultés de la vie en France :

« J'étais un petit révolutionnaire, le genre de rasta qui refuse Babylone, qui refuse l'Occident [...] J'étais bien au Sénégal, j'avais pas envie d'aller en Occident [...] Il vaut mieux aller voir comment Babylone est, y'a quand même du bon [...] Y'a pas de demi mesure, y'a plus de rasta rien du tout, il fallait crapahuter [...] à la Défense avec les gens en costard-cravate, on blague plus, on est dans Babylone, faut être correct... j'étais complètement rentré dans le moule (rires) [...] Je me voyais comme un bon rasta et on me dit que j'ai de la tension, moi je comprends pas ».

Extraits de l'entretien avec Wilfried Q.

« On m'aurait peut-être pas prise... on me disait juste que c'était exotique mon métissage [russo-togolais]... [...] je dis pas que tous les Français sont racistes mais je n'aurais jamais eu le poste que j'ai ici ».

Extraits de l'entretien avec Carla A.

« Tu vois la vieille qui rapproche son sac devant un noir... elle pense que c'est un barbare, un tueur, un voleur ».

Extrait de l'entretien avec Kwassi P.

« Dans les pays anglo-saxons on regarde les compétences, y'a qu'en France qu'on voit pas un noir patron d'agence... et moi je ne voulais plus supporter ça [...] non mais franchement c'est la belle vie [au Togo], qu'est-ce que tu fous à Paris ?... non mais c'est bien aussi, c'est bon d'aller voir, je crache pas dessus, j'ai beaucoup appris ».

Extrait de l'entretien avec Christophe D.

« Le milieu notarial est un milieu conservateur, fermé... votre couleur de peau... au premier entretien en 86 on m'a dit, vous avez 5 000 chômeurs dans le notariat... merci ».

Extrait de l'entretien avec Tété B.

« Je vais en France régulièrement, pour les affaires, la famille [...] j'ai pas senti mes frères épanouis [...] y'a des blacks dans les métros la nuit, ils se tapent les boulots... ».

Extraits de l'entretien avec Fernand K.

« J'en avais marre, je déteste l'hiver ».

Extrait de l'entretien avec Tété B.

« J'ai fait trois ans à Dakar [...] c'est pas pareil, c'est toujours l'Afrique [...] c'est comme ici, il fait chaud, y'a la mer, les nanas ».

Extraits de l'entretien avec Ralf P.

« Il fait super froid en Picardie, c'est le dépaysement total ».

Extrait de l'entretien avec Carla A.

« Arrivé à Paris sous la neige, -5°. Quand je pense qu'il y en a qui vivent ici. Vivement Lomé. Certes, j'ai déjà connu ça avant, en formation, mais vraiment, Lomé est "doux". »

Phrase écrite le 10 février 2010 sur Facebook par Gary T.

« Autant j'ai rêvé d'aller en France... [...] ah j'étais déçu [...] on est confinés dans un appartement, quand on voit la vie qu'on a eu ici et la vie qu'on a en France... et pourtant je faisais partie des gens les plus intégrés ».

Extraits de l'entretien avec Tété B.

« En Allemagne il y a un système qui vous ronge, auquel on n'est pas habitués, qui met tout le monde au pas, c'est bien ça règle tout le monde mais en même temps ici je suis plus épanoui ».

Extrait de l'entretien avec Julien L.

« [Et pourquoi ils reviennent alors ?] Ils se lassent. C'est métro, boulot, dodo [...] Le temps est millimétré, il faut courir partout. Aucun s'attendait à ça, ils en veulent pas ».

Extrait de l'entretien avec Kossi K.

« J'en avais marre de courir tout le temps ».

Extrait de l'entretien avec Carole A.

« La première fois j'ai dit à ma copine qui voulait que je me presse, mais calme toi chérie [...] tu es en retard de cinq minutes, le train il blague pas hein (rires) ».

Extraits de l'entretien avec Xavier D.

« Ici on se lève à cinq heures pour payer ses impôts, là bas, oui on irait travailler mais pas à ce rythme là ».

Extrait d'un entretien avec Kanyi B.

« J'aime pas la routine... on se réveille à heure fixe, on prend le métro avec les mêmes têtes dedans [...] Tout est minuté... on est pas des robots quoi ! [...] Pour prendre un bol d'air frais à Paris, même ça il faut le programmer [...] Les gens vivent pas, ils sont obnubilés par la rentabilité [...] quand je bossais en France, j'avais l'impression de me battre contre moi-même tous les jours, pour être au top, c'est un challenge [...] Je rentrais deux à trois fois par an, à chaque fois que j'avais une occasion... je venais me ressourcer, recharger les batteries pour les user là-bas ».

Extraits de l'entretien avec Ralf P.

« Y'a toujours quelque chose qui t'attend dans la boîte aux lettres, ici j'ai une boîte postale, ça fait six mois que je suis pas allé voir ».

Extrait de l'entretien avec Blaise L.

« C'est pas une vie ici (rires) on était habitués à une certaine vie là bas, les petites bières entre amis, y'avait pas d'hiver, y'avait la solidarité [...] sur plan humain y'a rien à comparer [...] la vie matérielle est mieux ici mais pour l'affection, tout est resté en Afrique ».

Extraits de l'entretien avec Rafik A.

« [C'était comment les premiers temps à la fac ?] « oh là... [il lève les yeux au ciel] le truc qui était un peu choquant c'était la fac le premier jour, j'avais pas eu de contacts à part la famille [...] je demande ma route à une personne, elle me dit j'ai pas le temps, elle m'a envoyé chier [...] je suis parti contre vents et marées [...] je suis nouvellement arrivé, je me suis dit comment je vais faire ça et tout... quand tu es un peu cultivé, il faut faire face à la situation [...] en Afrique c'est un peu différent, les gens sont sociables, ils sont serviables, c'est-à-dire que quand y'a moyen je le fais pour lui... [Et tu ne t'attendais pas à ça ?] Non, je ne me suis pas du tout attendu à ça... je me suis dit bah si le premier jour c'est comme ça, les autres jours ça va être comment ? ».

Extraits de l'entretien avec Victor G.

« Mon grand frère fallait même pas prononcer le mot de Togo, il était allergique... aujourd'hui, il supporte plus la France, il devient fou au bout d'une semaine, il est dans l'optique du retour ».

Extrait de l'entretien avec Jean A.

« Je retourne plus... j'ai eu l'occasion de comparer niveau stress, climat [...] j'ai vécu 20 ans là dedans mais là je supporte plus ».

Extraits de l'entretien avec José A.

« [Et vous aimeriez retourner en France maintenant ?] Partir pour aller vivre là-bas, non pas, pourquoi ? M'installer entre quatre murs je vais péter les plombs [...] Trois semaines là-bas et j'ai des maux de tête, tout le monde fronce la mine, c'est pas une vie [...] j'ai déjà tout vu en France [...] un Africain qui te dit qu'il est heureux en France, il ment [...] ça me fait mal de voir des gens à la retraite là-bas et qui sont pas rentrés ».

Extraits de l'entretien avec Blaise L.

« En Espagne, c'est différence de la France [...] les gens ils viennent te voir, ils boivent... oh en France, c'est pas beaucoup, les gens se parlent pas [...] t'as le métro, tout le monde est assis, les sièges sont presque numérotés... ça m'a fait rire [...] c'est l'Humanité, on ne fait pas comme ça ici non [...] ma copine voulait pas que je m'en aille, moi j'avais envie de venir voir au moins [...] j'avais pas de vacances, rien, putain c'est pas facile pendant quatre ans [...] après j'ai dit franchement, il faut que je descende [...] quand tu es à l'étranger, après deux ans, si tu n'es pas recherché par la police, tu as envie de voir un peu chez toi pour un mois [...] en hiver ici tu ne te plais pas trop [...] elle a toujours crié dans mes oreilles... si tu t'en vas je t'attends plus, blablabla, des choses bizarres... [...] je suis pas chez moi ici [...] j'ai dit écoute moi je pars, et je fais autant de jours que je veux ici, je suis pas l'esclave d'une femme... et j'ai plus jamais eu envie de partir [Tu l'as regretté ?] Pas du tout, ça m'a fait du bien ».

Extraits de l'entretien avec Xavier D.

« [Et une fois arrivé en Allemagne, comment se sont passés les premiers temps ?] Non mais en fait, ça s'est bien passé. C'est une expérience, c'est un aventure, on était heureux d'être partis, de découvrir l'Europe qui a toujours été notre rêve, il faut le dire... du moment qu'on a été conditionnés à tel point que l'Europe était devenue le paradis à atteindre, voilà tu es au paradis. C'est après que tu commences à découvrir la réalité de la vie, mais dans un premier temps t'es arrivé, c'est l'euphorie, t'as réussi quoi... [Et c'est le paradis parce que... y'a un emploi ?] C'est le paradis parce que c'est un pays développé, qu'il y a un système de transport qu'il n'y a pas chez nous, parce que y'a plein d'activités. C'est un nouvel univers en fait que tu découvres quoi, qui correspond un peu aussi à ce que tu voyais à la télé, parce que y'a aussi, faut pas oublier cet aspect là, tu vois des trucs à la télé, tu dis bah tiens, des grands immeubles, j'aimerais être là, et tout ça. Donc voilà. Et puis on est arrivés et après, c'est une autre affaire... [C'était quoi l'autre affaire en Allemagne alors ?] En Allemagne particulièrement je dirais pas, mais dans le monde occidental globalement... parce qu'en fait on nous avait fait croire qu'ici en fait tout était

bien, les hommes étaient plus solidaires, les êtres humains ici étaient bons et nous on était des mauvais, c'était ça globalement. Donc tu t'attends au fait en arrivant en Europe de trouver quelqu'un de meilleur que toi, quelqu'un de plus intelligent, de plus réfléchi, de plus gentil en quelque sorte. Voilà c'est pour ça qu'on a tout fait, qu'on s'est défoncés pour venir. Si on savait que ça allait être autrement, qu'il y aurait plein de situations inimaginables, je ne pense pas, on aurait réfléchi à deux fois avant de partir de chez nous. [...] *[Vous disiez qu'on vous avait dit que les Européens étaient plus solidaires...]* C'est pas ce qu'on nous a dit, c'est ce qu'on a appris. Quand on a appris dans les bouquins, dans tout ce qu'on a comme signal qui vient d'ici, les films qu'on regarde, les documentaires et tout ça, ça t'amène une pression, ça te fait croire que le monde il est angélisé. On voit que des anges ici. *[Et finalement ?]* (rires) Finalement, on tombe des nues, on découvre la réalité des choses, au fur et à mesure, on se heurte à un mur dans un premier temps. C'est la première expérience que moi j'ai faite. On découvre la réalité du monde occidental... [...] *[Qui n'est pas si solidaire que ça ?]* Pas si solidaire que ça. Non mais en fait c'est carrément le contraire de ce qu'on avait imaginé. Parce qu'on si on avait imaginé ne serait ce qu'une fraction de seconde, imaginé un peu un autre aspect de la culture occidentale, autre que celui qu'on nous a inculqué ou qui a été plus ou moins véhiculée, je crois que ça se serait passé autrement. *[Finalement y'a pas plus de solidarité au Togo qu'en France ou en Allemagne ?]* Je pense qu'il y a plus de solidarité en Afrique qu'ici. Parce qu'en fait, la structure familiale joue un rôle important au Togo et que l'individu fait partie d'une famille, après de la communauté avant de faire partie de la nation, ce qui fait qu'il y a ce lien là qui est très fort. Dans les situations qu'on traverse y'a toujours quelqu'un, un proche qui est là pour s'occuper de toi, même s'ils peuvent rien t'apporter matériellement, concrètement, au moins tu sens que tu n'es pas seul, que quelqu'un s'inquiète pour toi de savoir comment tu vas, des choses comme ça. Donc ça, ça nous a terriblement manqué au début ».

Extrait de l'entretien réalisé en 2008 avec Joël Viana.

« Alors je m'attendais à tout pour tout dire, je m'attendais à tout. Je me dis je viens dans un pays qui n'est pas le mien déjà et puis j'en ai bien entendu parler depuis fort longtemps, à force des échanges culturels qu'on a eu dans les chantiers l'été et tout ça... donc je savais très bien que j'arrivais dans une terre neutre pour moi et que je devais accepter tout... enfin pas tout mais que je devais accepter en termes de vie, d'acclimatation, d'habitudes, que tout n'allait pas être la même chose. Donc j'avais déjà cette ouverture d'esprit en me disant bah c'est à moi de me faire à la vie ici et non pas l'inverse, c'est à moi de m'adapter. Je me suis assez préparé, j'ai eu de bons conseils de ma femme, des amis que j'avais ici à gauche à droite en France, j'avais beaucoup d'amis en arrivant... en arrivant c'est vrai que ça m'a fait le premier choc, de voir toute la grandeur et tout, il faisait froid j'ai jamais eu ça chez moi et je me suis dit bon si y'a des gens qui y vivent c'est vivable, donc à moi de faire un effort. La première des choses à faire c'est de dépasser tout de suite tous mes a priori et de me dire voilà tu vas apprendre. Alors je me suis mis dans cette idée et j'ai suivi de gauche à droite ce qu'il fallait suivre, je me formais sur le tas [...] *[Et si tu n'avais pas rencontré une femme française, est ce que tu aurais pensé venir ici en France ?]* Oui, en termes de capacités professionnelles, j'y pensais depuis, j'y pensais c'est sûr parce qu'avec l'échange, parce que nous sommes dans l'associatif, avec l'échange Nord/Sud, on a besoin quand même de comprendre l'autre culture si on veut parler d'échange culturel. Seulement je pensais pas y vivre donc si j'avais pas ma femme ici je vivrais pas... [...] *[tu serais passé pour des études...]* Oui, ou pour un stage, ou pour une formation et après, basta. *[En France ou tu avais pensé à d'autres pays ?]* J'avais des contacts déjà en Belgique, en Suisse notamment. Et d'ailleurs avant que je ne parte j'avais une opportunité en Belgique pour une formation mais voilà on a statué sur un projet avec ma femme, et j'irai dessus... Mais c'est vrai qu'à un moment, en mettant les pieds ici en France, la première des choses, la complexité de la vie française, je me suis dit moi j'ai pas ma femme ici je reste pas. *[Tu serais déjà reparti ?]* Oui. Je ferais ce que j'ai à faire et après je repars chez moi. Parce qu'on a pas la même vision, on a pas les mêmes habitudes... y'a trop d'indifférence en France par rapport au Togo. On est plus habitués à la communauté, on se voit tout le temps, même on dit bonjour aux gens dans la rue, on rigole beaucoup, on demande même la santé de notre animal à la maison alors qu'en France, en tout cas à Paris, tu as vu comment est ce qu'on passe... chacun cherche son chemin et chacun pour

soi. Donc nous c'est pas ça quoi. » *Au Togo, c'est plus solidaire ?* « C'est plus solidaire et quand tu es habitué à cette vie et qu'un jour tu te dis, ah, je veux ne plus vivre cette vie et bah ça fait quand même un choc... [...] [*Si tu fais un premier bilan et que tu compares ta vie au Togo avant 2007 et ta vie maintenant en France, tu en penses quoi ?*] Je peux pas parler de comparaison parce qu'il faut comparer deux données, deux entités qui peuvent... mais dire que... je gagne quelque part, je gagne de l'expérience quelque part, mais il me manque aussi quelque part, une habitude. Au Togo, même s'il fait chaud, même s'il y a de la misère, même quand on est pas d'accord parce que la politique nous a pas permis, même si les structures ne sont pas adéquates, et que la misère crève l'œil tout le temps... après tout, on a cette fierté de dire bah ouais on peut manger la pâte de maïs à la fin de la journée, on peut boire notre petit verre de sodabi, on peut se retrouver en famille, on peut calmer nos douleurs en famille. Mais en France, c'est vrai on a.... moi je vais dire que j'ai un emploi stable, j'ai plutôt pas mal progressé depuis que j'ai commencé... donc côté financier je suis à l'abri... enfin je n'ai plus les mêmes soucis d'argent que j'avais au Togo, j'ai plus les mêmes soucis de confort que j'ai au Togo... par la force des choses je suis devenu propriétaire, je suis chez moi, tranquille et je vais pas me réveiller en me disant, ah, qu'est ce que je vais manger ? Comment je vais vivre, comment je vais me déplacer... comme je faisais au Togo. Donc ça c'est les points que je peux comparer par exemple. Mais au niveau de l'enthousiasme, au niveau de la chaleur, au niveau de l'habitude, au niveau de la culture que j'ai emmené avec moi... c'est toute ma vie le Togo, c'est ma terre, c'est toute ma vie que je laisse derrière moi. Donc quelque part je pense je pars vers une vie plus confortable entre guillemets mais le Togo restera.... pour moi l'eldorado.... où tout peut bien se faire, où on peut trouver le confort dont on a besoin, où on peut trouver cette convivialité et la sauvegarder si y'a un tout petit effort de la part des collectivités locales, du gouvernement, de la politique et de la démocratie ».

Extraits de l'entretien réalisé en 2008 avec Batoulim Sebabe.

Annexe 56) L'émigré de retour devient un « grand frère » :

« Quand tu reviens tu as un autre regard sur toi [...] t'es venu en Occident, t'es bien vu, t'es plus respecté [...] même mes parents ils me trouvent plus responsable ».

Extraits de l'entretien avec Rafik A.

« À un certain niveau oui, bon, vous constituez pour certains une référence, un modèle, vous avez vécu des choses [*Vous êtes en quelque sorte un grand frère ?*] Quelque part dans certains domaines oui ».

Extrait de l'entretien avec Jimmy A.

« Ils nous surestiment, ils nous mettent sur un piédestal, on est respectés ici ».

Extrait d'un entretien avec Lucien D.

« Quand tu rentres, tu es écouté, respecté, pour peu que tu es un peu d'argent ».

Extrait d'un entretien avec Kanyi B.

« On est tout petits face à eux [les gens de la diaspora] ».

Extrait d'une discussion avec Dodzi L.

« Il est pas comme vous, il est parti, il est revenu, vous vous êtes des que dalle et tout ».

Extrait de l'entretien avec Victor G.

« Ils apportent un peu plus à nos vies, on essaye d'apprendre de leur exemple ».

Extrait de l'entretien avec Marcel N.

« On peut te taquiner là-dessus, toi tu joues le grand ou quoi [...] sur le temps on te dit oh, tu vas pas faire comme les Blancs ».

Extraits de l'entretien avec Maxence A.

« Je retourne plus... j'ai eu l'occasion de comparer niveau stress, climat [...] j'ai vécu 20 ans là dedans mais là je supporte plus ».

Extraits de l'entretien avec José A.

« Quand tu as vécu en France tu as une certaine excuse quand tu as des écarts par rapport aux coutumes et aux us, ça te donne même une certaine aura [...] tu es respecté par des gens qui sont tes anciens, même dans l'armée [...] On gagne une sorte de respectabilité et une majorité ».

Extraits de l'entretien avec Blaise L.

« Quand on est venus au Sénégal, mes amis me disaient, Christophe c'est pas le même ici, c'est l'Africain, c'est fou la façon dont tu t'adaptes, t'es vraiment un occidental en France, y'a que la couleur de peau, c'est une richesse [...] on a remarqué qu'ici t'es le chef, tu es le grand frère [...] ça me manque à Paris (rires) ».

Extraits de l'entretien avec Christophe D.

« Et on les craint [les émigrés de retour]... on leur dit grand frère, grand frère ».

Extrait d'une discussion avec Jean-Joël T.

« Alors je m'attendais à tout pour tout dire, je m'attendais à tout. Je me dis je viens dans un pays qui n'est pas le mien déjà et puis j'en ai bien entendu parler depuis fort longtemps, à force des échanges culturels qu'on a eu dans les chantiers l'été et tout ça... donc je savais très bien que j'arrivais dans une terre neutre pour moi et que je devais accepter tout... enfin pas tout mais que je devais accepter en termes de vie, d'acclimatation, d'habitudes, que tout n'allait pas être la même chose. Donc j'avais déjà cette ouverture d'esprit en me disant bah c'est à moi de me faire à la vie ici et non pas l'inverse, c'est à moi de m'adapter. Je me suis assez préparé, j'ai eu de bons conseils de ma femme, des amis que j'avais ici à gauche à droite en France, j'avais beaucoup d'amis en arrivant... en arrivant c'est vrai que ça m'a fait le premier choc, de voir toute la grandeur et tout, il faisait froid j'ai jamais eu ça chez moi et je me suis dit bon si y'a des gens qui y vivent c'est vivable, donc à moi de faire un effort. La première des choses à faire c'est de dépasser tout de suite tous mes a priori et de me dire voilà tu vas apprendre. Alors je me suis mis dans cette idée et j'ai suivi de gauche à droite ce qu'il fallait suivre, je me formais sur le tas [...] [*Et si tu n'avais pas rencontré une femme française, est ce que tu aurais pensé venir ici en France ?*] Oui, en termes de capacités professionnelles, j'y pensais depuis, j'y pensais c'est sûr parce qu'avec l'échange, parce que nous sommes dans l'associatif, avec l'échange Nord/Sud, on a besoin quand même de comprendre l'autre culture si on veut parler d'échange culturel. Seulement je pensais pas y vivre donc si j'avais pas ma femme ici je vivrais pas... [... *tu serais passé pour des études...*] Oui, ou pour un stage, ou pour une formation et après, basta. [*En France ou tu avais pensé à d'autres pays ?*] J'avais des contacts déjà en Belgique, en Suisse notamment. Et d'ailleurs avant que je ne parte j'avais une opportunité en Belgique pour une formation mais voilà on a statué sur un projet avec ma femme, et j'irai dessus... Mais c'est vrai qu'à un moment, en mettant les pieds ici en France, la première des choses, la complexité de la vie française, je me suis dit moi j'ai pas ma femme ici je reste pas. [*Tu serais déjà reparti ?*] Oui. Je ferais ce que j'ai à faire et après je repars chez moi. Parce qu'on a pas la même vision, on a pas les mêmes habitudes... y'a trop d'indifférence en France par rapport au Togo. On est plus habitués à la communauté, on se voit tout le temps, même on dit bonjour aux gens dans la rue, on rigole beaucoup,

on demande même la santé de notre animal à la maison alors qu'en France, en tout cas à Paris, tu as vu comment est ce qu'on passe... chacun cherche son chemin et chacun pour soi. Donc nous c'est pas ça quoi. » *Au Togo, c'est plus solidaire ?* « C'est plus solidaire et quand tu es habitué à cette vie et qu'un jour tu te dis, ah, je veux ne plus vivre cette vie et bah ça fait quand même un choc... [...] [*Si tu fais un premier bilan et que tu compares ta vie au Togo avant 2007 et ta vie maintenant en France, tu en penses quoi ?*] Je peux pas parler de comparaison parce qu'il faut comparer deux données, deux entités qui peuvent... mais dire que... je gagne quelque part, je gagne de l'expérience quelque part, mais il me manque aussi quelque part, une habitude. Au Togo, même s'il fait chaud, même s'il y a de la misère, même quand on est pas d'accord parce que la politique nous a pas permis, même si les structures ne sont pas adéquates, et que la misère crève l'œil tout le temps... après tout, on a cette fierté de dire bah ouais on peut manger la pâte de maïs à la fin de la journée, on peut boire notre petit verre de sodabi, on peut se retrouver en famille, on peut calmer nos douleurs en famille. Mais en France, c'est vrai on a.... moi je vais dire que j'ai un emploi stable, j'ai plutôt pas mal progressé depuis que j'ai commencé... donc côté financier je suis à l'abri... enfin je n'ai plus les mêmes soucis d'argent que j'avais au Togo, j'ai plus les mêmes soucis de confort que j'ai au Togo... par la force des choses je suis devenu propriétaire, je suis chez moi, tranquille et je vais pas me réveiller en me disant, ah, qu'est ce que je vais manger ? Comment je vais vivre, comment je vais me déplacer... comme je faisais au Togo. Donc ça c'est les points que je peux comparer par exemple. Mais au niveau de l'enthousiasme, au niveau de la chaleur, au niveau de l'habitude, au niveau de la culture que j'ai emmené avec moi... c'est toute ma vie le Togo, c'est ma terre, c'est toute ma vie que je laisse derrière moi. Donc quelque part je pense je pars vers une vie plus confortable entre guillemets mais le Togo restera.... pour moi l'eldorado.... où tout peut bien se faire, où on peut trouver le confort dont on a besoin, où on peut trouver cette convivialité et la sauvegarder si y'a un tout petit effort de la part des collectivités locales, du gouvernement, de la politique et de la démocratie ».

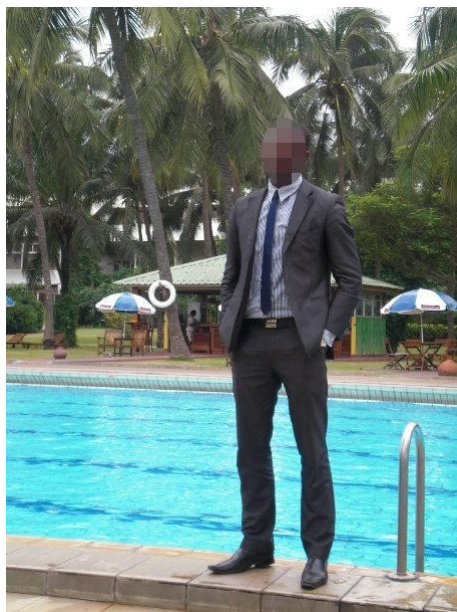
Extraits de l'entretien réalisé en 2008 avec Batoulim Sebabe.

Annexe 57) L'ethos de la richesse chez certains migrants de retour :



Source : Portrait d'Alfred K. pris à la fin de l'entretien.





Source : Photos affichées sur les profils *Facebook* de certains migrants de retour.

Photos de l'immense villa loméenne du joueur de football Emmanuel Adébayor. Ce goût du luxe se retrouve dans de nombreuses villas possédées par les élites politiques, économiques et sociales du Togo.

Source : <http://humanitairetogo.e-monsite.com/album-cat-1-122380.html>

Annexe 58) L'isolement social des migrants de retour :

« Nous nous retrouvons plus entre amis qui sont allés en Europe ».

Extrait de l'entretien avec Isaac N.

« Non pas qu'on ne fréquente plus les amis d'enfance mais... spontanément nous nous retrouvons par affinités [...] les retraités de France, des gens qui ont le même niveau de vie que moi, ça crée pas trop de jalousies [...] les autres c'est difficile ».

Extraits de l'entretien avec Albert J.

« La personne avec qui je peux parler, c'est Gary, sinon les autres c'est des civilités ».

Extrait de l'entretien avec Bernard K.

« Il se crée... on fréquente des gens issus du même milieu que toi [...] ne viennent vers nous que des gens qui ont le même parcours, il y a de quoi parler [...] les autres ont systématiquement un sentiment d'infériorité, je sais pas pourquoi, les gens vous placent sur un piédestal automatiquement, pas pour ce que vous avez fait mais pour le passage en Europe ».

Extraits de l'entretien avec Sylvia E.

« La communication passe mieux [...] avec les autres déjà tu utilises une expression française, le mec il sait pas de quoi tu parles [...] avec Gilbert ça va bien, parce qu'on a ce background là [Gilbert est un Nigérien qui a vécu en France et habite aujourd'hui au Togo] [...] on peut pas dire que j'ai vraiment beaucoup d'amis ».

Extraits de l'entretien avec Gary T.

« Je peux pas dire que je suis super épanoui [...] j'ai plus d'amis à Lomé, les gens avec qui je traîne, c'est des gens qui ont fait un peu comme moi, qui commencent à rentrer [...] c'est dur de trouver une fille ici, il faut quelqu'un qui a le même parcours [...] y'a beaucoup de gens ici avec qui tu n'as pas grand-chose en commun ».

Extraits de l'entretien avec Lucien D.

« J'ai plus vraiment d'amis [...] les amis qui sont restés on a plus vraiment le même contact, d'autres sont restés en France [...] je suis fatiguée d'entendre les mêmes choses, que je suis une folle... j'évite même parfois de rencontrer certaines personnes qui vont me saper le moral [...] pour le moment je suis avec ma mère [...] on se soutient beaucoup moralement [avec ceux qui sont revenus]... et toi comment ça va ? Dans ta boîte, ça avance ? ».

Extraits de l'entretien avec Carla A.

Index

A

accords de gestion concertée32
APARENTO.....83
APG.....2, 16, 48
apprentissage79, 95, 99, 102, 114, 132, 164,
167, 198, 213, 235
ascension sociale100, 107, 112, 123, 133
assignation identitaire.....60, 71
assimilation....9, 12, 43, 73, 138, 141, 147, 195
authenticité58, 59, 60, 130

B

BAD2, 5, 135, 170
Bénin ..4, 15, 33, 46, 80, 82, 97, 104, 105, 109,
137, 143, 154, 160, 164, 165, 168, 170, 180,
188
Blanc.28, 56, 63, 64, 65, 67, 73, 106, 199, 208,
215
brain drain.....5, 6
brain gain5
Burkina Faso.....46, 59, 77, 138, 188

C

Cameroun ...24, 59, 72, 88, 142, 164, 170, 188,
193
capital social/capitaux sociaux ...20, 29, 86, 87,
89, 93, 94, 95, 100, 114, 145
CAR.....2, 92, 167, 244
CDPA2, 88, 244
cerveaux5, 20, 23, 38, 40, 44, 51, 53, 142, 153,
180, 194
classe moyenne.....124
co-développement5, 20, 32, 36, 40, 42, 54,
136, 140, 142, 143, 191, 194, 195, 196
compétences ...5, 18, 20, 29, 39, 40, 47, 49, 50,
51, 53, 54, 85, 88, 89, 92, 100, 108, 114,
117, 132, 137, 138, 142, 143, 162, 170, 206,
208, 235, 254
corruption68, 104, 249
Côte d'Ivoire.....24, 59, 86, 129, 161, 164, 170,
224, 243, 247
courant transnationaliste.....5
CRA.....2, 34, 109, 160, 171, 192, 193
culture de l'émigré.....131

D

*Dakar*6, 24, 46, 94, 97, 98, 136, 138, 144, 165,
166, 168, 169, 234, 241, 242, 244, 245, 254
développement par l'exil 5, 144
doxa 6, 31, 41, 54, 113, 134

E

élite ...19, 21, 29, 82, 95, 98, 99, 102, 103, 123,
125, 129, 132, 178, 241
élite produite..... 123, 125
élite reproduite 125, 130, 133
ethos..... 56, 125, 260
éwé..... 15, 59, 65, 83, 90, 215
expulsion/expulsé4, 17, 35, 37, 39, 55, 56, 166,
167, 191, 192, 193, 212
extraversion 42, 114
Eyadéma .15, 16, 36, 40, 41, 45, 47, 67, 81, 82,
83, 91, 98, 103, 138, 144, 169, 170, 179,
180

F

Faure Gnassingbé... 47, 48, 100, 151, 154, 161,
163, 170, 211, 244
figure sociale..... 11
fuite des cerveaux 4, 8, 20, 23, 135, 193

G

Ghana.....15, 33, 59, 97, 98, 99, 104, 105, 135,
153, 161, 168, 169, 171, 180, 244, 250
Gilbert Bawara..25, 40, 48, 51, 52, 54, 91, 161,
243
Gilbert Houngbo 48, 49, 52
GRAD..... 2, 98, 103, 169
Guinée Équatoriale 32, 59, 164

H

HCR..... 2, 4, 15, 137

I

imaginaire ...23, 24, 43, 45, 56, 61, 64, 71, 100,
140, 145
impensé..... 7
INED.....2, 136, 138, 149, 189, 190, 191

intégration...9, 11, 12, 43, 45, 50, 82, 139, 140,
141, 142, 143, 144, 146, 148, 149, 175, 188,
194, 195, 247

K

kabyé.....59, 83, 91, 154
Kara....45, 91, 93, 94, 138, 159, 160, 170, 183,
248
Kofi Yamgnane ..13, 35, 45, 60, 104, 112, 150,
151, 153, 158, 175, 177, 220, 244
Kouvé 63, 70, 77, 120, 161, 167, 222, 228, 229

L

Lomé... 1, 12, 14, 24, 32, 33, 35, 42, 45, 48, 49,
51, 56, 62, 69, 71, 73, 74, 76, 77, 80, 83, 88,
89, 90, 91, 93, 94, 98, 103, 104, 105, 109,
111, 112, 114, 118, 119, 120, 122, 124, 129,
133, 138, 140, 142, 143, 150, 151, 152, 153,
154, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166,
167, 168, 169, 170, 171, 178, 179, 208, 214,
217, 222, 224, 225, 227, 228, 234, 244, 245,
247, 248, 249, 250, 251, 255, 262

M

Maghreb2, 7, 8, 36, 41, 108, 136, 137, 146,
180, 187, 193, 196
Mali 7, 8, 18, 32, 36, 37, 41, 43, 46, 59, 61, 62,
85, 115, 135, 141, 142, 146, 147, 148, 162,
188, 191, 193, 196
Maroc 10, 12, 26, 35, 46, 58, 59, 86, 89, 95, 98,
104, 105, 128, 134, 135, 136, 141, 143, 149,
168, 194
migrants économiques.....16, 181
migrants politiques16
MIHDS2, 17, 25, 32, 37, 44, 48, 160
MIREM2, 8, 136, 137
mobilité sociale.....21, 29, 100, 107, 123, 133,
134, 143, 145, 148
mobilité sociale subjective100
mythe.. 10, 12, 29, 63, 64, 66, 70, 81, 121, 132,
147, 176, 221, 228
mythe du retour10, 121, 147
Mythe du retour.. 10, 12, 26, 58, 59, 86, 89, 95,
104, 105, 128, 134

N

Nigeria.....77, 167, 168, 242

non-retour 10, 15, 140
norïa..... 14, 42, 43

O

OBUTS 2, 112, 244
OCDE2, 6, 7, 8, 9, 17, 18, 85, 86, 95, 101, 102,
107, 115, 136, 138, 148, 153, 235
OCDI 2, 46
OFII 2, 37, 192, 196
OIM ...2, 4, 5, 17, 18, 38, 45, 51, 55, 137, 181,
191, 193
OIT..... 2, 5, 102, 136, 181, 236
Olympio 41, 159
ONU..... 2, 4, 5, 39, 137, 181
option diaspora 20

P

paradigme 4, 5, 20, 194
participation au développement..... 41, 63, 131,
134, 195
PNUD2, 4, 5, 25, 39, 45, 48, 49, 50, 52, 54, 98,
117, 137, 138, 164, 183, 184, 200, 206, 211,
230, 236, 246, 248
Primature 48, 49, 117, 164, 200

R

réfugié..... 192
réintégration/réinsertion... 5, 6, 7, 8, 10, 14, 18,
19, 22, 25, 26, 30, 37, 38, 39, 50, 55, 56, 57,
67, 72, 85, 89, 102, 103, 120, 121, 125, 128,
129, 130, 133, 134, 136, 138, 142, 143, 145,
146, 148, 149, 181, 191, 193, 212, 248
retour contraint 181
retour définitif..... 10, 17, 20, 121, 128, 148
retour différé..... 10
retour forcé 17, 55, 56, 181, 213
retour volontaire8, 16, 18, 36, 37, 55, 146, 152,
156, 181, 192, 193
réussite19, 23, 28, 29, 43, 55, 56, 67, 68, 69,
71, 73, 74, 78, 79, 86, 88, 92, 95, 97, 99,
100, 114, 117, 120, 122, 131, 142, 145, 148,
195, 211, 222, 228
RPT 2, 40, 41, 45, 83, 244
RQAN..... 2, 18
rupture symbolique 59, 61

S

savoir-circuler.....59
 SCAC2, 20, 36, 40, 42, 56, 75, 95, 96, 97, 103,
 161, 178, 252
 Sénégal .4, 7, 20, 23, 24, 36, 39, 41, 46, 53, 81,
 98, 135, 137, 141, 143, 144, 148, 164, 167,
 168, 169, 170, 188, 191, 193, 196, 211, 237,
 254, 259
 Sokodé.....93
 statistiques ...7, 15, 32, 33, 37, 43, 51, 149, 188
 stigmatisation.....55, 56, 68, 120, 143

T

togolité.....57
 Tokten.....39, 49, 151

U

UA 2, 5
 UE..... 2, 5, 6, 51, 179, 181
 UFC 2, 60, 91, 163, 169, 244
 Université de Lomé..... 25, 51, 82, 90, 91, 106,
 159, 161, 162, 163, 165, 168, 170, 171, 244,
 247, 252

V

visa.....35, 95, 96, 97, 167, 169, 171, 183, 226,
 228, 253

W

Western Union..... 62, 175, 220